

Le caractère sacré de la vie humaine : de la conception à la mort naturelle

Avortement, euthanasie et alternatives | Ingénierie humaine | Contrôle de la population

Le droit à la vie, de la conception à la mort naturelle, est le fondement de toute la doctrine sociale catholique (Compendium de la doctrine sociale de l'Église).

L'enseignement catholique

Les catholiques se soucient de la sainteté de la vie parce que le but de chaque âme que Dieu dote d'une vie est de retrouver le chemin de Dieu en aimant Dieu et en prenant soin de toutes les âmes que Dieu a placées autour d'elle. **L'interruption volontaire de la vie à tout moment entre la conception et la mort naturelle va nécessairement à l'encontre de cet objectif.**

La source de la dignité humaine est la ressemblance avec Dieu qui est conférée à chacun d'entre nous au moment de notre conception. Nous répondons de manière appropriée à ce don en **utilisant tout le temps, le talent et le trésor** que Dieu nous a confiés pour chercher et nous rapprocher de lui, en partageant son acte continu de création et en prenant soin de ceux qui nous entourent. **Notre premier objectif est de rechercher Dieu, en particulier les uns dans les autres.** Si nous faisons cela, tout le reste nous sera donné. **Tout ce qui interfère avec cela est contraire à la Parole de Dieu.** *Genèse, chapitre 1 ; Matthieu, chapitres 6, 22 et 25.*

Avortement et euthanasie

*"Tu ne tueras pas".
- le 5e commandement*

Le droit à la vie, de la conception à la mort naturelle, est le **fondement de toute la doctrine sociale catholique** et implique en particulier l'illicéité de toute forme d'avortement provoqué et d'euthanasie. - 155, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*



Le Bloc affirme qu'il travaille exclusivement pour le Québec et qu'il n'a pas de comptes à rendre aux lobbies anti-choix.

Avortement et alternatives

Le Bloc déclare qu'il est pro-choix et qu'il va :

- défendre inconditionnellement le droit des femmes à interrompre volontairement leur grossesse, et
- s'opposera à tout projet de loi qui aurait pour effet de limiter le droit des femmes à disposer de leur corps

Le Bloc n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques en la matière :

- Assistance au suicide ou alternatives, y compris les soins palliatifs - Ingénierie humaine, y compris la recherche sur les cellules souches, la génétique ou les embryons, ou l'élection de genre
- Population, contrôle des naissances ou planification familiale



Avortement - et alternatives

Le parti déclare que :

- l'avortement n'est pas un droit protégé par la Charte
- de nombreuses études récentes ont montré un lien entre l'avortement et le cancer du sein
- l'avortement doit être financé et non défendu

Mort socialement assistée - & alternatives

Le parti affirme qu'il est toujours mal de tuer des innocents.

Les partisans du parti :

- rétablir la protection contre le suicide assisté et l'euthanasie. Le parti veut tuer la douleur, pas le patient
- un meilleur accès aux soins palliatifs de confort
- la protection de la conscience des professionnels de la santé ; aucun Canadien ne devrait être contraint de violer sa conscience.

Ingénierie humaine

Recherche sur les cellules souches, la génétique et les embryons

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant sa position sur la recherche sur les cellules souches, la recherche génétique ou la recherche sur les embryons.

Élection du genre

Le parti déclare que :

Il ne s'agit pas d'un sujet susceptible de faire l'objet de prétendues réformes ou "modernisations". Il n'est pas 'progressiste' d'essayer de résoudre des problèmes en éliminant une vie humaine."

- Pape François, Evangelii Gaudium 214

Ingénierie humaine

Clonage et manipulation cellulaire

Une question d'une importance sociale et culturelle particulière aujourd'hui, **en raison de ses nombreuses et graves implications morales...** la simple répllication de cellules normales ou d'une partie de l'ADN ne pose pas de problème éthique particulier. Il en va tout autrement du clonage au sens propre du terme. Un tel **clonage est contraire à la dignité de la procréation humaine** parce qu'il a lieu en l'absence totale d'un acte d'amour personnel entre les époux, s'agissant d'une reproduction agamique et asexuée. En second lieu, ce type de reproduction représente **une forme de domination totale sur l'individu reproduit de la part de celui qui le reproduit...**

Le clonage à des fins thérapeutiques n'atténue pas sa gravité morale, car pour que ces cellules puissent être prélevées, l'embryon doit d'abord être créé, puis détruit. 236, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Élection de genre

Chacun, homme ou femme, doit reconnaître et accepter son identité sexuelle. Les **différences et les complémentarités physiques, morales et spirituelles sont orientées vers les biens du mariage et l'épanouissement de la vie familiale**. -224 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Les hommes et les femmes ayant des tendances homosexuelles doivent être acceptés avec respect, compassion et sensibilité. Tout signe de discrimination injuste à leur égard doit être évité. - 358 *Catéchisme de l'Église catholique*

- il existe deux genres biologiques : masculin et féminin

- le genre biologique est codé dans les chromosomes et ne peut être modifié par la chirurgie ou les produits chimiques

- les enfants doivent être protégés contre le "programme de genre" des LGBTQ qui ignore la réalité biologique

- les droits des parents à guider le développement social de leurs enfants doivent être protégés contre l'endoctrinement dans le système scolaire

- les contribuables ne devraient pas avoir à payer pour la "chirurgie de réassignation de genre", les bloqueurs d'hormones ou d'autres tentatives visant à modifier artificiellement le genre d'un individu.

Population, contrôle des naissances et planification familiale

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de contrôle des naissances ou de planning familial.



Le caractère sacré de la vie : le sens et le but de la vie

Le parti déclare qu'il prône le respect des droits de conscience des médecins, des infirmières et d'autres personnes qui refusent de participer ou d'orienter les patients vers l'avortement, le suicide assisté ou l'euthanasie.

Avortement - et alternatives

Le parti déclare que :

- elle ne soutiendra aucune législation visant à réglementer l'avortement

Mort socialement assistée - & alternatives

Le parti déclare que le gouvernement fédéral aurait dû faire appel de la décision de la Cour supérieure du Québec sur l'aide médicale à mourir, plutôt que d'adopter une loi vague sans garanties qui dévalorise la vie humaine.

Le

parti préconise - le rétablissement de la période d'attente de dix jours pour s'assurer qu'une personne ne prenne pas cette décision alors qu'elle est au plus bas

- le rétablissement de l'exigence de deux témoins totalement indépendants pour s'assurer qu'une personne vulnérable n'est pas forcée ou contrainte

- l'exigence que toute discussion sur la mort socialement assistée (SAD),

abroge les dispositions du projet de loi C-7 autorisant la mort assistée pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale

- exiger que tout patient recevant une mort assistée soit informé immédiatement avant de la recevoir et ait la possibilité de retirer son consentement

- protéger le droit des patients de choisir de recevoir des soins dans un environnement sans mort assistée

- exiger que les professionnels de la santé approuvent les demandes de mort assistée - exiger que les professionnels de la santé approuvent les demandes de mort assistée pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

exiger que les professionnels de la santé qui approuvent les demandes de SAD ("MAiD" accessors) examinent et consultent directement le patient avant d'approuver la demande (en tenant compte des examens virtuels si nécessaire)

- exiger que les évaluateurs de SAD suivent une formation d'évaluateur pour garantir une connaissance et un respect complets des lois et des meilleures pratiques en matière de SAD

- doubler l'investissement fédéral direct dans les soins palliatifs, compte tenu de l'estimation de l'Association canadienne de soins palliatifs selon laquelle moins de 30 % des Canadiens qui en ont besoin ont accès à des services de soins palliatifs.

Le parti préconise également -

protéger les droits de conscience des professionnels de la santé, afin d'éviter qu'ils n'abandonnent leur profession

- encourager les organisations confessionnelles et autres organisations communautaires à développer leur offre de soins palliatifs et de longue durée

Ingénierie humaine

Croissance démographique ; contrôle des naissances ; planification familiale

Le jugement concernant l'intervalle de temps entre les naissances, ainsi que celui concernant le nombre d'enfants, **appartient aux seuls époux**. C'est un de leurs droits inaliénables, à **exercer devant Dieu...** L'intervention des pouvoirs publics doit se faire dans le **plein respect de la liberté du couple**. Tous les programmes d'assistance économique visant à financer des campagnes de stérilisation et de contraception doivent être verbalement **condamnés comme des atteintes à la dignité de la personne et de la famille**.

La réponse aux **questions liées à la croissance démographique** doit au contraire être recherchée dans le respect simultané de la morale sexuelle et de l'éthique sociale, en **promouvant une plus grande justice et une authentique solidarité** afin que la dignité soit donnée à la vie en toutes circonstances.

Toutes les techniques de reproduction - telles que le **don de sperme ou d'ovules, la gestation pour autrui, la fécondation artificielle hétérologue** - qui utilisent l'utérus d'une autre femme ou les gamètes de personnes **autres que le couple marié**, en portant atteinte au droit de l'enfant de naître d'un père et d'une mère qui sont père et mère, **sont éthiquement inacceptables** tant du point de vue biologique que du point de vue juridique. - 234-235, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Traite des êtres humains

La proclamation solennelle des droits de l'homme est contredite par **une douloureuse réalité de violations, y compris de nouvelles formes d'esclavage telles que la traite des êtres humains**, le trafic illégal de stupéfiants, la prostitution. "Même dans les pays à régime démocratique, ces droits ne sont pas toujours pleinement respectés. **Certains problèmes graves ne sont toujours pas résolus : la traite des enfants, le phénomène des "enfants des rues" et l'utilisation d'enfants pour le commerce de matériel pornographique.**

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de : - la population, le contrôle des naissances ou le planning familial ; la recherche embryonnaire ou le clonage.



Avortement - et alternatives

Pour assurer à tous les Canadiens une vie saine, sûre et digne, le parti préconise le rétablissement de l'Accord canadien sur la santé afin de donner la priorité à l'accès à des services d'avortement sûrs.

Suicide socialement assisté - et alternatives

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle sur sa politique en matière de suicide socialement assisté ou d'alternatives, y compris les soins palliatifs.

Ingénierie humaine

Pour garantir une vie saine, sûre et digne à tous les Canadiens, le parti préconise le rétablissement de l'Accord canadien sur la santé afin de donner la priorité à l'accès aux services de santé qui affirment le genre, tels que les hormones, les bloqueurs et la chirurgie.

Traite des êtres humains

Le parti préconise un financement accru pour renforcer les enquêtes et les condamnations dans les affaires de traite des êtres humains.



Le caractère sacré de la vie : le sens et le but de la vie

Dans les lettres de mandat adressées aux ministres du gouvernement au début de son mandat actuel, le parti a demandé au gouvernement de commencer à prendre en considération un projet de "cadre de qualité de vie" dans la définition et la mise en œuvre de la politique, en remplacement provisoire du produit intérieur brut comme mesure du bien-être social. Le projet de cadre comprend des facteurs de prospérité, de santé, de bonne gouvernance, de société et d'environnement.

Le parti a demandé l'avis du public pour définir le cadre, y compris les définitions de la prospérité, etc.

Avortement, suicide assisté et alternatives

Le parti déclare que : - le renversement de l'arrêt Roe v. Wade aux États-Unis lui a rappelé qu'il doit continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger l'accès des Canadiens à l'ensemble des services de santé sexuelle et reproductive, y compris les soins liés à l'avortement

- le droit des femmes à choisir étant menacé dans le monde entier, il s'est attaché, au cours de son mandat actuel, à faire en sorte que les services d'avortement soient accessibles dans tout le Canada

- en particulier, il s

'est engagé à faire en sorte qu'aucun Canadien ne paie de sa poche pour bénéficier d'un avortement

- l'avortement est un soin de santé et, au cours de son mandat, il continuera à retenir les paiements du Transfert canadien en matière de santé aux provinces et aux territoires qui autorisent les patients à payer pour des services d'avortement.

- les droits sexuels et génésiques, y compris le droit d'accéder à des avortements sûrs et légaux, sont au cœur de sa politique étrangère

Parmi ses principales réalisations en matière de soins de santé et de leadership mondial, le parti cite - le lancement d'un fonds pour la santé sexuelle et génésique afin de faciliter l'accès des populations vulnérables aux informations et aux services de santé sexuelle et génésique, y compris l'accès à l'avortement.

- investir 1,4 milliard de dollars chaque année dans la santé mondiale, dont 700 millions seront consacrés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles.

Le parti propose :

- de continuer à réduire les obstacles existants aux soins et de veiller à ce que les Canadiens aient accès à des informations exactes et culturellement sûres sur les soins de santé

sexuelle et reproductive

- le budget 2023 propose de fournir 36 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2024-25, à Santé Canada pour renouveler le Fonds pour la santé sexuelle et reproductive. Ce fonds soutient les organisations communautaires qui contribuent à rendre l'accès à l'avortement, ainsi qu'à d'autres informations et services de soins de santé sexuelle et reproductive, plus accessible aux populations vulnérables

Ingénierie humaine

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques en la matière :

- la recherche sur les cellules souches, la génétique et les embryons
- la chirurgie sélective
- la population, le contrôle des naissances ou le planning familial



Le caractère sacré de la vie : le sens et le but de la vie

Le parti affirme que chaque Canadien, quel que soit son âge, mérite de vivre dans la dignité et d'être traité avec respect par son gouvernement et le système de santé.

Avortement - et alternatives

Le parti déclare que :

- elle croit au respect du droit des personnes à prendre des décisions concernant leur propre corps et leur propre vie. Pourtant, de nombreuses personnes cherchant des services d'avortement au Canada ne peuvent y accéder - seul un hôpital sur six propose l'avortement, et certaines provinces refusent de couvrir le coût de l'avortement chirurgical en dehors des hôpitaux. Le manque d'accès est encore plus grave pour les personnes vivant en milieu rural. et le Nord. Tout le monde a droit à des services d'avortement et de santé génésique sûrs et accessibles, quel que soit l'endroit où l'on vit ou le montant de ses revenus. Il ne suffit pas que les élus disent qu'ils ne rouvriront pas le débat sur l'avortement - nous avons besoin que les dirigeants prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services. Il appliquera la loi canadienne sur la santé pour s'assurer que les provinces rendent l'avortement médical et chirurgical accessible dans toutes les régions du pays, sans aucune barrière. Nous veillerons à ce qu'une gamme complète de contraceptifs sur ordonnance et de soins de santé génésique soit facilement accessible, sans frais, par le biais de l'assurance-maladie et de notre programme national d'assurance-médicaments, et nous collaborerons avec les provinces, les territoires et le programme de lutte contre la pauvreté.

Mort socialement assistée (MSA) - et alternatives

Le parti préconise de collaborer avec les provinces et les territoires pour élargir et améliorer l'accès aux soins palliatifs dans tout le pays.

Chirurgie non urgente

Le parti préconise de collaborer avec les provinces pour garantir l'égalité d'accès à la chirurgie de confirmation du genre dans l'ensemble du pays et la prise en charge de ces procédures et médicaments par les régimes publics de santé.



Ingénierie humaine

Chirurgie transgenre

Le parti déclare que : - avec le soutien actif de l'extrême gauche réveillée et de tous les partis de l'establishment, les activistes trans radicaux tentent de transformer la société d'une manière qui restreint les libertés de chacun. Ce programme radical, qui contredit les réalités biologiques fondamentales, s'avère particulièrement néfaste pour les femmes et les enfants. -

Ces dernières années, les marxistes culturels et les militants radicaux des médias, du gouvernement et des écoles ont tout fait pour normaliser l'idéologie transgenre toxique. Ils enseignent aux enfants que leur sexe est déterminé par des stéréotypes et, s'ils ne correspondent pas aux rôles masculins ou féminins traditionnels, les encouragent à penser qu'ils

sont peut-être nés dans le mauvais corps. - Les enfants ne naissent jamais dans le mauvais corps. Il faut apprendre aux enfants à s'accepter, et non à chercher des solutions dans les produits pharmaceutiques et les procédures médicales. - la plupart des garçons et des filles souffrant de dysphorie de genre s'en débarrassent simplement en grandissant. Nombre d'entre eux souffrent d'autres troubles mentaux, tels que l'autisme, ou sont sous l'influence temporaire d'un phénomène de contagion sociale. La prise de bloqueurs de puberté à un jeune âge transformera leur corps et les stérilisera à vie, alors qu'ils sont trop jeunes pour évaluer l'impact d'une décision aussi importante. - La chirurgie du changement de sexe consiste à reconstruire les organes génitaux en utilisant de la peau et des muscles provenant d'autres parties du corps. Ces opérations invasives entraînent de nombreuses complications et nécessitent des traitements à vie. De plus en plus de personnes transgenres qui ont subi de telles opérations le regrettent plus tard dans leur vie et veulent se "détransformer", mais il est tragiquement trop tard.

- La normalisation de l'idéologie transgenre, en particulier chez les jeunes, aura un impact catastrophique sur une génération si nous n'inversons pas rapidement la tendance. Si les adultes peuvent faire les choix qu'ils souhaitent concernant leur sexe et leur identification de genre, les Canadiens qui croient qu'il n'y a que deux sexes et genres immuables ne doivent pas être contraints d'adapter leur langage et leur comportement à l'idéologie du genre. - En particulier, les femmes et les enfants doivent être protégés des conséquences néfastes de cette idéologie.

Le parti préconise - de modifier le Code pénal afin d'interdire l'utilisation de bloqueurs de puberté, d'hormones du sexe opposé et toute forme de mutilation corporelle sur des mineurs dans le but d'une "transition" vers un autre sexe. - de tenir toute personne encourageant des mineurs à effectuer une "transition" pour pénalement responsable d'avoir tenté de causer un préjudice - supprimer l'interdiction imposée par la loi C-4, dite "loi sur les thérapies de conversion", d'aider les mineurs souffrant de dysphorie de genre à accepter leur corps. - cesser de financer les groupes qui promeuvent une idéologie radicale en matière de genre

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques en la matière :

- l'avortement ou les alternatives à l'avortement
- le suicide socialement assisté (SAD) ou les alternatives au suicide assisté
- la recherche sur les cellules souches, la génétique et les embryons
- la population, le contrôle des naissances ou le planning familial
- la traite des êtres humains ou l'esclavage

Points de réflexion : La vie et la dignité humaine

Envisagez de discuter des questions suivantes avec les candidats locaux, les élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

- Quelles sont les limites à imposer à l'interruption volontaire de la vie humaine, que ce soit avant la naissance ou à tout moment avant la mort ? Qu'est-ce qui peut ou doit être fait au niveau fédéral, et qu'est-ce qui doit être laissé aux provinces, ou aux organisations privées, religieuses ou autres organisations à but non lucratif ?
- Quelles options notre société, y compris l'église et d'autres organismes à but non lucratif en plus du gouvernement, est-elle en mesure d'offrir aux mères réticentes ou réticentes, comme alternatives à l'avortement et pour soutenir les enfants non désirés ? Qu'est-ce qui peut ou devrait être fait au niveau local, fédéral ou provincial, ou par des organisations privées, religieuses ou autres organisations à but non lucratif ?
- Quelles options peuvent être offertes par les gouvernements provinciaux ou fédéraux, ou par des organismes privés, aux familles de mineurs qui sont encouragées à envisager un suicide médicalement assisté ? Est-il approprié de permettre aux mineurs d'envisager le suicide sans consulter leurs parents ?
- Les restrictions et les contrôles fédéraux sur le clonage et l'utilisation de cellules humaines, de fœtus et de parties du corps sont-ils correctement élaborés ? Que faudrait-il faire différemment, le cas échéant ? Cette grave question morale devrait-elle être davantage débattue dans notre société ? - Dans quelle mesure les services volontaires et facultatifs qui sont moralement discutables pour un grand nombre d'individus, tels que l'interruption volontaire de la vie ou la "modification" volontaire du sexe, devraient-ils être financés par les pouvoirs publics au moyen d'une fiscalité obligatoire ? Si de tels services doivent être offerts, doivent-ils être financés par les individus qui choisissent d'y accéder, par des organisations caritatives compatissantes ou par des contribuables dissidents ?

Un indice de "qualité de vie" pour guider l'élaboration des politiques

Depuis des années, beaucoup (probablement la plupart) de nos partis politiques se plaisent à affirmer, de dizaines de façons, que divers groupes de Canadiens "méritent" ou ont "droit" à une très grande variété de prestations afin de leur permettre (à nous) de vivre dans la dignité. Ils sont cependant beaucoup plus réticents à donner des indications sur ce qu'ils entendent par une vie "digne", ou à proposer un moyen de mesurer le niveau de dignité de nos vies autre que les niveaux de production intérieure brute (PIB) - la valeur globale des objets matériels produits par notre société. En effet, de nombreux observateurs ont remarqué que le Canada et d'autres parties du monde semblent avoir perdu toute conception commune du sens de la dignité ou du but de la vie, et avec elle tout sens de la communauté, de la culture partagée et du bien commun, tombant au contraire dans des modèles éclatés de droiture et d'indulgence.

Dans son encyclique *Fratelli tutti*, le pape François a fait remarquer que

Aujourd'hui, dans de nombreux pays, l'hyperbole, l'extrémisme et la polarisation sont devenus des outils politiques. Par une stratégie de dérision, de suspicion et de critique incessante, on nie de diverses manières le droit des autres d'exister ou d'avoir une opinion. Leur part de vérité et leurs valeurs sont rejetées et, par conséquent, la vie de la société est appauvrie et soumise à l'orgueil des puissants. La vie politique n'a plus rien à voir avec des débats sains sur des projets à long terme visant à améliorer la vie des gens et à faire progresser le bien commun, mais uniquement avec des techniques de marketing habile visant principalement à discréditer les autres. Dans cet échange crapuleux d'accusations et de contre-accusations, le débat dégénère en un état permanent de désaccord et d'affrontement.

Récemment, quelques partis ont commencé à proposer des indices de "bien-être" alternatifs, basés sur des facteurs sélectionnés pour représenter la santé, le bonheur et le bien-être de la société et de ses membres individuels. En 2019, le gouvernement actuel a discrètement introduit une nouvelle mesure de la "qualité de vie" dans ses instructions aux nouveaux ministres, et a fait en sorte qu'un "carrefour de la qualité de vie" soit affiché sur Internet à l'adresse <https://www160.statcan.gc.ca/index-eng.htm>. Le Hub présente l'indice, un projet de méthode pour le mesurer, et sollicite les commentaires du public.



L'indice du gouvernement prend en compte 85 indicateurs clés relatifs à cinq facteurs - la prospérité, la santé, la société, l'environnement et la bonne gouvernance - considérés sous l'angle de l'équité et de l'inclusion, ainsi que de la durabilité et de la résilience. Comment les facteurs et les optiques proposés s'articulent-ils avec les sept thèmes de la justice sociale, à savoir : l'équité, l'inclusion, la durabilité et la résilience ?

- Vie et dignité humaine
- Gestion de la création
- Famille, communauté et bien commun
- Une économie pour tous
- Droits et responsabilités individuels
- Solidarité
- Bonne gouvernance ?

- Comment les catholiques doivent-ils répondre à l'appel à correctement formée par la prière ?

commentaires du gouvernement, avec une conscience

Comment les questions posées ci-dessus s'intègrent-elles dans le cadre proposé par le gouvernement ?

- Quelles sont les limites à imposer à l'interruption volontaire de la vie humaine, que ce soit avant la naissance ou à tout moment avant la mort ? Qu'est-ce qui peut ou doit être fait au niveau fédéral, et qu'est-ce qui doit être laissé aux provinces, ou aux organisations privées, religieuses ou autres organisations à but non lucratif ?

- Quelles options notre société, y compris l'église et d'autres organismes à but non lucratif en plus du gouvernement, est-elle en mesure d'offrir aux mères réticentes ou réticentes, comme alternatives à l'avortement et pour soutenir les enfants non désirés ? Qu'est-ce qui peut ou devrait être fait au niveau local, fédéral ou provincial, ou par des organisations privées, religieuses ou autres organisations à but non lucratif ?

- Quelles options peuvent être offertes par les gouvernements provinciaux ou fédéraux, ou par des organismes privés, aux familles de mineurs qui sont encouragées à envisager un suicide médicalement assisté ? Est-il approprié de permettre aux mineurs d'envisager le suicide sans consulter leurs parents ?

- Les restrictions et les contrôles fédéraux sur le clonage et l'utilisation de cellules humaines, de fœtus et de parties du corps sont-ils correctement élaborés ? Que faudrait-il faire différemment, le cas échéant ? Cette grave question morale devrait-elle être davantage débattue dans notre société ? - Dans

quelle mesure les services volontaires et facultatifs qui sont moralement discutables pour un grand nombre d'individus, tels que l'interruption volontaire de la vie ou la "modification" volontaire du sexe,

devraient-ils être financés par les pouvoirs publics au moyen d'une fiscalité obligatoire ? Si de tels services doivent être offerts, doivent-ils être financés par les individus qui choisissent d'y accéder, par des organisations caritatives compatissantes ou par des contribuables dissidents ?

Gestion de la création

Changement climatique | Espèces, diversité et vie sauvage | Énergie et ressources | Développement durable

Vivre notre vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est essentiel à une vie de vertu : ce n'est pas un aspect facultatif ou secondaire de notre expérience chrétienne. (Pape François, Laudato si')

L'enseignement catholique

Dieu a donné aux humains la domination sur la terre, faisant ainsi de nous des intendants de la création, car nous travaillons avec lui dans son acte continu de création.

Nous devons constamment réfléchir à la manière dont nos actions glorifient ou nuisent à ce merveilleux cadeau que Dieu nous a confié. **Il s'agit d'une question aux multiples facettes, qui ne doit pas être simplifiée à l'excès.**

Avec une vocation à glorifier toute vie, qui inclut le respect de l'invulnérabilité et de l'intégrité de la vie, les humains se trouvent en présence de toutes les autres créatures de Dieu. Nous pouvons et devons les mettre à notre service et en jouir, mais **notre domination sur le monde exige l'exercice d'une responsabilité.** Il ne s'agit pas d'une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste. Toute la création a de la valeur et est "bonne" aux yeux de Dieu. **C'est un merveilleux défi pour l'intelligence humaine.** - 112, 113, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Vivre notre vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est essentiel à une vie de vertu : ce n'est pas un aspect optionnel ou secondaire de notre expérience chrétienne. - 23, 217, *Laudato Si'*

Le livre de la Genèse nous fournit certains fondements de l'anthropologie chrétienne, notamment le sens de l'activité humaine dans le monde, qui est lié à la découverte et au respect des lois de la nature que Dieu a inscrites dans l'univers créé, afin que l'humanité puisse y vivre et en prendre soin conformément à la volonté de



Changement climatique

Le Bloc affirme que :-

- après des années d'avertissement, le GIEC confirme maintenant que certains changements causés par le rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont irréversibles
- l'urgence climatique est devenue une crise climatique
- en tant que quatrième producteur mondial de pétrole, le Canada a une responsabilité singulière en matière de changements climatiques
- l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 est incompatible avec les plans d'augmentation de la production de pétrole et de gaz jusqu'en 2045
- le Canada doit accélérer sa transition énergétique
- Les vagues de chaleur historiques, les incendies de forêt, les inondations, les conditions météorologiques inhabituelles qui perturbent l'agriculture et d'autres effets du changement climatique se font déjà lourdement sentir au Québec.

Le parti préconise - la

modification de la Loi sur la neutralité carbone pour y inclure les cibles de réduction des gaz à effet de serre du gouvernement canadien pour 2030, afin qu'il soit obligé de les atteindre

- un test climatique pour toutes les politiques fédérales, afin de mesurer leur impact sur l'environnement et les changements climatiques dans toutes les décisions gouvernementales
- en lien avec le test climatique, l'imposition de critères environnementaux lors de l'attribution de marchés publics - la défense de la souveraineté environnementale du Québec afin que les lois et règlements municipaux plus stricts du Québec s'appliquent sur le territoire de la province
- la mise en place d'une péréquation verte pour imposer le principe du pollueur-payeur et récompenser les efforts des provinces qui luttent efficacement contre le changement climatique
- le financement fédéral pour contrer l'érosion des berges, tant celle causée par le changement climatique que celle résultant de la circulation sur le fleuve et la voie maritime.

Énergie et ressources ; Développement durable

Pour soutenir la transition vers les énergies vertes, le Bloc préconise des investissements massifs dans l'innovation écologique, le changement technologique et la recherche et le développement dans toutes les régions du Québec, y compris :-

la

demande renouvelée de l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, comme le Canada s'y est engagé à plusieurs reprises depuis 2009

- la réorientation de la part québécoise des sommes investies dans les énergies fossiles vers les énergies propres au Québec et les centres de recherche provinciaux, tout en maintenant le financement nécessaire à la transition vers l'abandon des énergies fossiles dans l'Ouest canadien

- l'opposition à la création d'un corridor énergétique pancanadien empiétant sur le territoire québécois, qu'il s'agisse d'un oléoduc ou de lignes de transport, contournant ou concurrençant les énergies vertes.

Hydro-Québec

- exiger du gouvernement fédéral qu'il refuse tout nouveau projet de transport interprovincial de pétrole, qu'il s'agisse d'oléoducs d'exportation ou d'augmentation du transport ferroviaire

- comme première forme de compensation pour le financement de Muskrat Falls et la concurrence déloyale de Terre-Neuve à l'égard d'Hydro-Québec, l'arrêt du prélèvement de la TPS sur les factures des ménages d'Hydro-Québec

- une législation zéro émission pour obliger les concessionnaires automobiles à maintenir un inventaire adéquat de véhicules électriques afin qu'ils soient accessibles aux consommateurs

- l'arrêt du financement des concurrents ontariens au Québec, et à la place des contributions à l'industrie électrique québécoise et au projet de faire du Québec "la batterie du Nord".

Dieu.

- 37, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Changement climatique

Cette question est urgente. Depuis Paul VI au moins, tous les papes ont écrit sur la nécessité de passer à une utilisation plus responsable de la terre et de ses ressources abondantes. L'Église reconnaît que ce besoin est désormais urgent.

"Un consensus scientifique très solide indique que nous assistons actuellement à un réchauffement inquiétant du système climatique... L'humanité est appelée à reconnaître la nécessité de changer de style de vie, de production et de consommation, afin de combattre... au moins les causes humaines qui le produisent ou l'aggravent. Il est vrai qu'il y a d'autres facteurs, mais un certain nombre d'études scientifiques indiquent que la majeure partie du réchauffement climatique des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre libérés principalement par l'activité humaine. - Pape François, *Laudato si'*, -23

Énergie et ressources

Le bon intendan ne laisse pas les ressources qui lui sont confiées en jachère ou ne les laisse pas produire leurs fruits, il ne les gaspille pas et ne les détruit pas (Matthieu 25:14-30). Au contraire, il les utilise de manière responsable, selon les desseins du Seigneur, pour les faire fructifier afin qu'il puisse jouir de sa subsistance et pourvoir au bien de sa famille, de ses descendants et de ses voisins.

La relation de l'humanité avec la création et les créatures de la terre "exige l'exercice de la responsabilité, ce n'est pas une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste". - 115, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

L'une des questions prioritaires de l'économie est l'utilisation des ressources, c'est-à-dire de tous les biens et services auxquels les sujets économiques - producteurs et consommateurs dans les sphères privée et publique - attribuent

Amérique"

- exiger que le parc automobile du gouvernement fédéral soit composé à 100 % de véhicules à zéro émission

- abandonner la Stratégie canadienne de l'hydrogène, inefficace et polluante, et contribuer financièrement au développement et à la promotion de la filière hydrogène vert par Hydro-Québec

- s'opposer au développement du nucléaire, y compris les petits réacteurs modulaires, et à tout risque pour le Québec de contamination par des déchets nucléaires provenant de projets tels que le dépotier de Chalk River, le long de la rivière des Outaouais, s'opposer au développement nucléaire, y compris les petits réacteurs modulaires, et à tout risque de contamination du Québec par des déchets nucléaires provenant de projets tels que le dépôt de Chalk River, le long de la rivière des Outaouais

- mettre fin au projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain et s'opposer à tout projet d'exportation de pétrole provenant des sables bitumineux

- pour lutter contre la culture du jetable, présenter un projet de loi visant à prévenir l'obsolescence programmée, notamment en veillant à ce que la loi sur les brevets ne puisse pas être invoquée pour empêcher la réparation de produits récupérables.

Espèces, diversité et vie sauvage

Le Bloc préconise une interdiction immédiate de l'utilisation des pesticides qui menacent la biodiversité, y compris l'élimination des pesticides tueurs d'abeilles tels que les néonicotinoïdes.

Conservation et développement durable

Le Bloc affirme que les Québécois méritent d'avoir le dernier mot en ce qui concerne les projets qui affectent notre environnement et l'aménagement du territoire. Il s'engage à refuser qu'Ottawa impose des pipelines, des aéroports, des tours de téléphonie mobile ou d'autres infrastructures sans l'accord du Québec.

Le parti préconise

- la réintroduction d'un projet de loi donnant au gouvernement du Québec le pouvoir d'accepter ou de refuser tout projet de compétence fédérale en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement. - une surveillance accrue de l'industrie ferroviaire, particulièrement en ce qui a trait au transport des matières dangereuses, conformément aux recommandations formulées par Transports Canada à la suite de la tragédie de Lac-Mégantic.

- enquête publique sur le laxisme de la réglementation du transport ferroviaire

- la mise en garde des municipalités contre les transports ferroviaires dangereux sur leur territoire - l'

interdiction de toute augmentation du transport de pétrole au Québec

- des avantages fiscaux pour couvrir à la fois les rénovations énergétiques et l'électrification des systèmes de chauffage dans les bâtiments commerciaux.

Sylviculture

Le Bloc Advocates :

- un vaste projet de modernisation de l'industrie forestière pour permettre une meilleure utilisation de la forêt

- le prolongement de la chaîne de production par un programme de soutien à l'investissement dans les entreprises de transformation du bois ; - le

soutien à la recherche et au développement dans le secteur forestier ; - le soutien aux

projets de biométhanisation des résidus forestiers ; - le

soutien aux initiatives locales de développement forestier : cueillette, tourisme, chasse et pêche récréative ;

- le financement par Ottawa de la lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, pour laquelle le gouvernement fédéral a réinvesti 75 millions de dollars dans les provinces de l'Atlantique, mais rien du tout pour le Québec.



Parti de l'Héritage Chrétien

Gestion de la création

Le parti déclare que : - il

reconnait sa responsabilité dans la gestion et la protection de l'environnement naturel

- il protégera l'air, le sol et l'eau du Canada contre la contamination destructrice par les produits chimiques

fabriqués par l'homme

une valeur en raison de leur utilité inhérente dans les domaines de la production et de la consommation... Les **ressources dans la nature sont quantitativement rares**, ce qui signifie que chaque sujet économique individuel, ainsi que chaque société individuelle, doit nécessairement élaborer un plan pour leur utilisation de la **manière la plus rationnelle possible**, en suivant la logique dictée par le "principe d'économiser". - 346, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

En raison des puissants moyens de transformation offerts par la civilisation technologique, il semble que **l'équilibre entre l'homme et l'environnement ait atteint un point critique...** Une conception réductionniste s'est rapidement répandue, partant du **présupposé - qui s'est révélé erroné - qu'une quantité infinie d'énergie et de ressources est disponible**, qu'il est possible de les renouveler rapidement et que les effets négatifs de l'exploitation de l'ordre naturel peuvent être facilement absorbés... - 461, 462, *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*.

Conservation et développement durable

La protection de l'environnement représente un défi pour l'ensemble de l'humanité. Elle relève **d'un devoir commun et universel, celui de respecter un bien commun**, destiné à tous, en empêchant quiconque d'utiliser "impunément les différentes catégories d'êtres vivants ou inanimés - **animaux, végétaux, éléments naturels** - au gré de ses besoins économiques". La responsabilité de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité, s'étend non seulement aux besoins actuels mais aussi à ceux de l'avenir... Il s'agit d'une **responsabilité des générations présentes envers celles de l'avenir...** Une compréhension correcte de l'environnement... **ne doit pas en même temps... absolutiser la nature et la placer au-dessus de la dignité de la personne humaine elle-même.** Dans ce dernier cas, on peut aller jusqu'à diviniser la nature ou la terre, comme on peut le constater dans certains mouvements écologistes

Changement climatique

Le parti affirme que

- le CO2 n'est pas une pollution ; c'est un gaz naturel bénéfique nécessaire à toutes les plantes
- le CO2 en tant que cause du changement climatique est une théorie non prouvée
- les taxes sur le carbone ne sont que des ponctions fiscales
- le gouvernement fédéral ne peut pas légalement forcer les provinces à percevoir des taxes
- la taxe sur le carbone ne fera rien pour l'environnement.

Le parti préconise - l'annulation de toute taxe fédérale sur le carbone

- l'opposition à la tentative de bloquer la lumière du soleil - "l'assombrissement global" - comme l'ont proposé certains partisans de la "géo-ingénierie" dans le but de "refroidir la planète"
- le parti déclare dans ce contexte qu'il se préoccupe également de l'environnement MORAL.

Énergie et ressources

Le parti affirme que :

- les ressources naturelles sont données par Dieu pour le bénéfice de l'humanité. Les êtres humains sont les gardiens de ces ressources et ont la responsabilité de les gérer et de les préserver au profit des générations futures - l'extraction de minéraux, de métaux précieux et de ressources énergétiques est une industrie légitime et vitale
- les ressources - qu'elles soient renouvelables ou non - doivent être récoltées ou extraites de manière responsable, en pensant à l'avenir et en garantissant une valeur durable maximale pour tous les Canadiens
- il faut veiller à protéger l'environnement et à utiliser efficacement les ressources non renouvelables.

Le parti préconise de réévaluer l'utilisation du charbon comme source d'énergie, à la lumière des nouvelles technologies. Grâce aux nouvelles technologies, le charbon peut redevenir un élément utile de nos industries minières et énergétiques.

Conservation et développement durable

Le parti déclare que les pesticides et herbicides chimiques jouent un rôle important dans l'agriculture et l'aménagement paysager, mais qu'il conviendrait de mener davantage de recherches sur des solutions de rechange efficaces, abordables et moins invasives pour lutter contre les parasites.

Le parti préconise une évaluation minutieuse des études indiquant que l'application de certains produits chimiques fabriqués par l'homme peut être nocive pour la santé humaine, animale et du sol, plutôt que de rejeter les conclusions parce qu'elles ne conviennent pas.

Exploitation minière

Le parti déclare que : - l'

extraction de minéraux, de métaux précieux et de ressources énergétiques est une industrie légitime et vitale, bénéfique pour l'économie du Canada et essentielle à la fourniture de matériaux pour la fabrication

- bien entendu, il faut veiller à protéger l'environnement et à utiliser efficacement les ressources non renouvelables
- l'utilisation du charbon comme source d'énergie devrait être réévaluée à la lumière des nouvelles technologies. Le charbon peut redevenir un élément utile de notre réseau d'industries minières et énergétiques grâce à l'utilisation de technologies modernes.

Espèces, diversité et faune

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière d'espèces, de diversité ou d'animaux sauvages.



qui cherchent à obtenir un statut institutionnel internationalement garanti pour leurs croyances. - 346, 461-463, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Diversité des espèces et faune

L'homme et la femme se trouvent également en présence de toutes les autres créatures. Ils peuvent et doivent les mettre à leur service et en jouir, mais leur domination sur le monde exige l'exercice d'une responsabilité, ce n'est pas une liberté d'exploitation arbitraire et égoïste. **Toute la création a de la valeur et est "bonne" aux yeux de Dieu, qui en est l'auteur.** L'homme doit découvrir et respecter cette valeur. C'est un merveilleux défi pour son intelligence, qui doit l'élever comme sur des ailes vers la **contemplation de la vérité de toutes les créatures de Dieu**, c'est-à-dire la contemplation de ce que Dieu voit de bon en elles. L'homme doit reconnaître toutes les créatures de Dieu pour ce qu'elles sont et établir avec chacune d'elles une relation de responsabilité. - 113, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

"Chacune des diverses créatures, voulue dans son être propre, reflète à sa manière un rayon de la sagesse et de la bonté infinies de Dieu. L'homme doit respecter la bonté particulière de chaque créature, pour éviter tout usage désordonné des choses qui serait un mépris du Créateur et entraînerait des conséquences désastreuses pour les êtres humains et leur environnement." - 339, *Catéchisme de l'Église catholique*

Il s'agit d'une responsabilité qui doit mûrir sur la base de la dimension globale de la crise écologique actuelle... Cette perspective revêt une importance particulière si l'on considère, dans le contexte des relations étroites qui lient les différentes parties de l'écosystème, la **valeur environnementale de la biodiversité, qui doit être gérée avec un sens des responsabilités et protégée de manière adéquate...** -466, *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*

Gestion de la création

Le parti déclare que :

- la protection de l'environnement a toujours été l'une de ses valeurs fondamentales
- elle a été construite par des agriculteurs, des chasseurs et des pêcheurs - des gens qui respectent la terre et en vivent
- elle préconise un investissement immédiat dans un projet de transport en commun qui permettra aux gens de travailler, de réduire les temps de trajet et d'assainir l'environnement

Changement climatique

Le parti déclare que :

- Le Canada ne doit pas ignorer la réalité du changement climatique. Il affecte déjà nos écosystèmes, nuit à nos communautés et endommage l'infrastructure nationale
- la mobilisation pour relever ce défi conduira inévitablement à des changements, présentant des défis mais aussi des opportunités si nous sommes intelligents.
- elle s'est engagée à respecter les engagements de Paris en matière de climat et à réduire les émissions d'ici à 2030, sans taxer les travailleurs canadiens et sans faire fuir les emplois et les investissements à l'étranger.

Comptes personnels d'épargne carbone

Reconnaissant que le moyen le plus efficace de réduire les émissions est d'utiliser des mécanismes de tarification et que le plus grand partenaire commercial du pays n'a pas encore de système national de tarification du carbone, ainsi que les lacunes de l'état actuel du commerce mondial, qui permet à certains des pires pollueurs du monde de devenir des resquilleurs au détriment des travailleurs canadiens, le parti préconise de travailler avec les provinces pour mettre en œuvre un Compte d'épargne personnel à faible émission de carbone innovant et national, qui permettra :

- d'établir un prix du carbone pour les consommateurs sans que l'argent ne soit versé au gouvernement
- d'être totalement transparent et d'impliquer les consommateurs dans le processus de construction d'un avenir moins pollué par le carbone
- d'impliquer les Canadiens dans les comptes d'épargne personnels à faible émission de carbone chaque fois qu'ils achètent des carburants à base d'hydrocarbures, les fonds déposés pouvant être utilisés pour des alternatives durables telles que les abonnements aux transports en commun, les bicyclettes ou les améliorations écologiques des maisons telles que le chauffage efficace, les fenêtres ou les véhicules électriques
- d'éliminer les taxes sur le carbone pour les consommateurs. Partout où des taxes sur le carbone ont été mises en place, les gouvernements ont été incapables de résister aux milliards de dollars qu'elles rapportent
- les niveaux d'épargne commenceront à 20 \$/tonne et augmenteront jusqu'à 50 \$/tonne, mais pas plus.

Véhicules sans émissions

Le parti déclare que : - les transports en commun sont importants, mais à certains égards peu pratiques pour un grand pays nordique comme le Canada

- la dépendance à l'égard des transports en commun peut également être difficile pour les parents et les familles
- les véhicules électriques et à hydrogène sont donc essentiels pour atteindre les objectifs nationaux en matière de climat.

Pour promouvoir la transition vers des véhicules à zéro émission, le parti préconise - l'introduction d'un mandat pour les véhicules à zéro émission basé sur celui de la Colombie-Britannique, exigeant que 30 % des véhicules légers vendus soient à zéro émission d'ici 2030

- la collaboration avec l'administration américaine et les provinces pour développer et mettre en œuvre des normes d'émission et de charge des véhicules électriques en Amérique du Nord
- l'investissement dans l'infrastructure de transmission pour couvrir toutes les zones où elle est nécessaire et pour s'assurer que le réseau électrique peut soutenir la croissance des véhicules électriques
- l'investissement d'un milliard de dollars pour développer la fabrication de véhicules électriques au Canada, y compris l'investissement dans la production de batteries, la fabrication de pièces, les solutions de micro-mobilité et les camions électriques
- l'investissement d'un milliard de dollars dans le déploiement de la technologie de l'hydrogène, y compris les véhicules à hydrogène
- soutenir l'amélioration de la réutilisation et du recyclage des batteries des véhicules électriques afin de réduire l'impact environnemental de ces batteries et de diminuer le coût des véhicules sur le marché de la revente.

Émissions industrielles

Compte tenu du cadre réglementaire déjà en place, qui est en grande partie le fruit du travail des provinces, et afin d'éviter une action efficace sans prolifération inutile de la réglementation, le parti préconise de - proposer à l'administration américaine des normes nord-américaines minimales pour les secteurs industriels clés, soutenues par des ajustements de carbone aux frontières afin d'éviter les fuites d'émissions et les pertes d'emplois au profit de pays aux normes environnementales et d'émissions moins strictes comme la Chine

- lier le prix du carbone industriel du Canada à celui de nos principaux partenaires commerciaux - l'Union européenne et les États-Unis, en commençant par les régions qui disposent de marchés du carbone et en l'élargissant au fur et à mesure que les États-Unis créent un marché national, afin de garantir que le Canada se rapproche des objectifs de Paris tout en réduisant le risque qu'une action climatique sérieuse ne fasse que déplacer des emplois hors du Canada vers des pays concurrents
- évaluer les progrès après deux ans et être prêt à fixer les prix du carbone industriel à 170 \$/tonne d'ici 2030, mais seulement si la combinaison de l'adoption d'un prix basé sur celui de nos principaux partenaires commerciaux et de la collaboration avec les États-Unis sur les normes nord-américaines ne nous a pas permis de nous assurer que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre engagement de Paris.

Capture du carbone

Le parti déclare que le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) est un élément clé des efforts visant à rendre le secteur de l'énergie du Canada encore plus propre et un élément majeur de la transition énergétique. Pour promouvoir les efforts en matière de CCUS, le parti préconise - l'introduction d'un crédit d'impôt pour accélérer rapidement le déploiement de la technologie CCUS dans le secteur de l'énergie et dans les industries importantes qui ont peu d'alternatives à la combustion de combustibles fossiles, comme la production d'engrais et de produits chimiques. Ce crédit d'impôt comprendra une prime de démarrage pour les installations qui auront mis en place la technologie CCUS avant 2030. - en s'associant à des innovateurs canadiens pour assurer le leadership du Canada dans le domaine du captage direct de l'air, une technologie prometteuse qui capture le dioxyde de carbone de l'air, grâce à un investissement de 5 milliards de dollars. Le Canada est un leader technologique dans ce domaine, avec des possibilités d'exportation vers des partenaires internationaux.

Solutions naturelles pour le climat

Le parti préconise d'investir 3 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2030 dans des solutions climatiques naturelles axées sur la gestion des forêts, des cultures et des pâturages et sur la restauration des prairies, des zones humides et des forêts, afin de contribuer à la séquestration du carbone tout en assurant la protection des communautés et en apportant des avantages supplémentaires à la faune et à la flore.

En outre, le parti préconise - la reconnaissance et l'encouragement des pratiques réduisant les émissions, telles que le labourage réduit ou nul et la gestion des nutriments 4R - l'établissement de normes transparentes et fiables pour les crédits de carbone associés aux pratiques de gestion des terres, dans le but éventuel d'établir un marché national de compensation du carbone. Ce marché serait lié aux programmes de conformité existants associés aux réglementations fédérales et provinciales.

- étudier les incitations à préserver et à améliorer les infrastructures naturelles sur les terres privées qui contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets, en mettant l'accent sur les paysages de travail ayant des effets en aval sur les zones peuplées
- collaborer avec les provinces, les territoires et les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture pour identifier et soutenir les moyens par lesquels ces secteurs peuvent contribuer à améliorer le piégeage du carbone
- investir dans la santé des forêts et dans la prévention et la détection précoce des incendies de forêt
- collaborer avec les communautés autochtones, notamment en élargissant la création de zones autochtones protégées et conservées (ZIPC) gérées et administrées par des gardiens autochtones.

Tarifs frontaliers sur le carbone

Le parti préconise d'insister auprès des grands pollueurs comme la Chine pour qu'ils fassent le ménage, en étudiant l'imposition d'un tarif douanier sur le carbone qui refléterait la quantité d'émissions de carbone attribuée aux biens importés au Canada, en exemptant les producteurs des pays dont les mécanismes de réduction des émissions sont compatibles avec les nôtres.

Politique des "cinq premiers" pour le déploiement de nouvelles technologies de réduction des émissions

Afin d'aider les premiers utilisateurs des nouvelles technologies de réduction des émissions, qui sont souvent soumis à des coûts plus élevés lorsqu'ils apprennent à appliquer la technologie à des situations réelles, le parti préconise l'adoption d'un allègement fiscal pour les cinq premières installations qui utilisent une nouvelle technologie permettant des réductions d'émissions significatives et dont le coût de construction est élevé.

Stratégie nationale en matière d'énergie propre

Le parti préconise l'adoption d'une stratégie nationale pour l'énergie propre comprenant les éléments suivants : - renforcer le réseau électrique du Canada, construire un réseau plus propre, plus résilient et adaptable aux conditions et priorités régionales, y compris des stratégies pour développer et étendre les réseaux intelligents, améliorer les interconnexions, augmenter l'utilisation du stockage de masse, et développer et déployer de nouvelles technologies d'énergie propre telles que le nucléaire, l'hydrogène et les

énergies renouvelables

- utiliser une approche

sérieuse de l'environnement, de la société et de la gouvernance (ESG) dans l'engagement et les partenariats au sein du secteur de l'énergie, explorer les moyens de faire du Canada un leader mondial dans la production d'hydrogène bleu et vert et dans l'utilisation de la technologie de l'hydrogène pour contribuer à un avenir à faibles émissions de carbone

- utiliser le GNL à faibles émissions du Canada, leader mondial, pour remplacer le charbon comme source d'énergie de base fiable et pour fournir une alimentation de secours réactive aux énergies renouvelables irrégulières en l'absence d'un stockage adéquat sur le réseau

Pour réduire les émissions, le parti préconise également

- créer un processus accéléré d'évaluation de l'impact pour les projets qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre

- investir un milliard de dollars dans les petits réacteurs modulaires, pour que cette source d'électricité et de chaleur sans émissions commence à être déployée dans tout le pays, y compris dans les sables bitumineux

- étudier la possibilité d'introduire de nouvelles taxes sur les grands voyageurs, les véhicules de luxe non électriques et les résidences secondaires de luxe afin de décourager les activités qui nuisent à l'environnement

Bâtiments propres

Afin de réduire les émissions des bâtiments d'ici 2030 et de parvenir à des réductions significatives et à grande échelle des émissions des bâtiments d'ici 2050, le parti préconise : - fournir un cadre réglementaire et financier pour les contrats de performance énergétique (CPE) qui impliquent le secteur privé dans le financement et la mise en œuvre des rénovations et qui sont ensuite remboursés grâce aux économies réalisées, sur le modèle du programme SOFIAC au Québec

- travailler avec les provinces et les territoires pour promouvoir les CPE pour les bâtiments gouvernementaux et les bâtiments institutionnels financés par l'État, développer un programme "Net Zero Foundations" pour commencer à construire les fondations nécessaires à la réalisation de nos objectifs "net zéro", notamment en continuant à développer les codes et les normes de construction nécessaires pour soutenir les objectifs "net zéro" à la fois pour les nouvelles constructions et les rénovations ;

collaborer avec les provinces, les territoires et les services publics concernés pour mettre en œuvre une initiative d'amélioration des bâtiments résidentiels comprenant un service de "conciergerie de l'efficacité" pour les propriétaires qui agit comme un guichet unique pour accéder aux programmes et à l'information ; et appliquer les leçons tirées des projets pilotes de technologie et des améliorations apportées par les gouvernements, les institutions et les commerces, dans un contexte résidentiel.

Énergie et ressources

Le parti déclare que : -

il reconnaît les contributions massives du secteur de l'énergie et de ses travailleurs au Canada, et soutient le secteur de l'énergie en tant qu'élément essentiel de l'économie canadienne. À cette fin, il préconise - en réponse à la perte de milliards de dollars d'investissements au cours des six dernières années, en raison de la concurrence de pays dont les normes en matière d'environnement, de travail et de droits de l'homme sont bien inférieures à celles du Canada, d'éliminer l'injustice inhérente au projet de loi C-69 en corrigeant son processus d'évaluation d'impact, sur la base des recommandations bipartisanes formulées par le Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles. Il s'agit notamment de respecter les normes environnementales les plus strictes, de définir des attentes et des délais clairs pour les évaluations environnementales et d'éliminer les interférences politiques dans le processus d'évaluation ;

travailler avec les Premières nations et d'autres groupes autochtones pour s'assurer qu'ils sont des partenaires dans la prospérité et le développement des ressources naturelles en créant une société canadienne d'entreprise autochtone (Canadian Indigenous Enterprise Corporation), basée sur la société d'opportunités autochtones de l'Alberta (Alberta Indigenous Opportunities Corporation),

mettre en œuvre une stratégie énergétique pour l'hydrogène qui augmente rapidement l'utilisation de l'hydrogène - en particulier l'hydrogène vert - au Canada et renforce notre capacité d'exportation

- garantir une capacité d'oléoduc adéquate en construisant Trans Mountain, en maintenant la capacité fournie par les lignes 3 et 5, et en faisant des oléoducs qui acheminent le pétrole canadien vers les marchés d'exportation une priorité

- mettre en œuvre une stratégie fédérale d'exportation du GNL

- adopter une loi sur la protection des infrastructures critiques pour empêcher les manifestants de bloquer les infrastructures clés en modifiant l'article 431.2 du code pénal. 431.2 du Code criminel pour créer une infraction d'interférence avec une infrastructure ou un système de transport public, punissable par une condamnation sommaire ou une mise en accusation, en fonction de la gravité de l'infraction. La protestation pacifique est un droit fondamental au Canada, mais le respect de l'État de droit signifie que les blocages illégaux qui mettent hors service des infrastructures essentielles, menacent l'accès à des fournitures vitales ou mettent des vies en danger ne peuvent être tolérés

- introduire un crédit d'impôt pour accélérer rapidement le déploiement de la technologie de capture, d'utilisation et de stockage du carbone dans le secteur de l'énergie et dans des industries importantes qui ont peu d'alternatives à la combustion de combustibles fossiles, comme la production d'engrais et de produits chimiques

- soutenir l'industrie pétrolière offshore de Terre-Neuve-et-Labrador en investissant 1,5 milliard de dollars dans un fonds de rebond offshore. soutenir l'industrie pétrolière

offshore de Terre-Neuve-et-Labrador en investissant 1,5 milliard de dollars dans un fonds de rebond offshore afin de stimuler la croissance continue de l'industrie pétrolière offshore

Gaz naturel

Le parti préconise - l'

introduction d'un mandat pour le gaz naturel renouvelable basé sur la politique de la Colombie-Britannique, exigeant que 15 % de la consommation en aval soit renouvelable d'ici 2030, la capture du méthane provenant de sources organiques telles que les fermes et les décharges afin de réduire les émissions de carbone et de créer une source d'énergie renouvelable

- la mise en œuvre d'une exigence minimale de 15 % de contenu renouvelable dans le gaz naturel d'ici 2030.

Carburant à faible teneur en carbone

Pour réduire les émissions provenant de l'essence et d'autres carburants liquides, le parti préconise - d'

accroître la capacité des secteurs agricole et forestier à créer des crédits compensatoires terrestres en améliorant la séquestration du carbone dans les terres agricoles et les forêts gérées, et en encourageant la protection de l'environnement dans ces secteurs, en générant des réductions d'émissions à moindre coût et en protégeant les emplois canadiens - d'

'autoriser l'utilisation d'une énergie de biomasse propre et neutre en carbone,

reconnaître la législation existante en matière d'utilisation des terres et de biodiversité (LUB) et l'harmoniser avec les règles provinciales

- piloter l'utilisation de carburants renouvelables canadiens par les Forces armées canadiennes (FAC), un important consommateur de carburant, dans le but d'utiliser les achats des FAC pour stimuler l'augmentation de la production de carburants renouvelables au Canada.

Exploitation minière

Le parti préconise - de

corriger le processus d'évaluation d'impact créé par le projet de loi C-69, en basant nos changements sur les recommandations bipartisanes faites par le Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

- de mettre en œuvre une stratégie des minéraux critiques pour tirer parti des ressources abondantes du Canada en minéraux nécessaires pour alimenter notre avenir en énergie propre, y compris en adoptant des politiques pour faciliter l'exploitation et l'extraction responsables du lithium soutenir de nouvelles initiatives visant à récupérer les minéraux essentiels des déchets miniers historiques tout en remédiant aux responsabilités environnementales à long terme

- s'efforcer de garantir un meilleur accès aux marchés pour nos exportations minières, y compris les exportations d'uranium vers des pays responsables en vue d'une utilisation dans des programmes civils de réduction des émissions

- adopter une politique pancanadienne d'achat d'aluminium à faible teneur en carbone.

Conservation et développement durable

Le parti déclare qu'il a une longue tradition de promotion de la conservation et qu'il a de solides antécédents en matière de création de parcs et de protection des habitats essentiels

. Au cours de son dernier mandat, le parti s'est engagé à conserver 17 % des terres terrestres par le biais d'aires protégées et d'autres mesures de conservation efficaces basées sur les aires. En

janvier 2020, le Canada avait atteint 12 %

et s'est engagé à porter ce niveau à 25 %. Toutefois, la superficie des terres conservées n'est qu'un élément parmi d'autres ; l'emplacement a également son importance. Pour protéger les écosystèmes les plus menacés du Canada, qui se trouvent principalement dans le paysage de travail du sud, il faudra relever de nombreux défis : une grande partie des terres sont déjà utilisées à des fins productives, ce qui rend leur mise en réserve plus difficile et plus coûteuse, mais il est essentiel de protéger ces terres : elles peuvent apporter des avantages considérables aux communautés locales et sont importantes pour la protection contre les inondations et les sécheresses et pour le piégeage du carbone, par exemple

Pour conserver les terres dans toutes les régions du Canada, y compris les paysages de travail du sud, le parti préconise de - d'atteindre l'objectif actuel de protection de 17 % des terres et des eaux du Canada et de tendre vers 25 % en mettant l'accent sur : l'utilisation de la télédétection pour identifier les lacunes en matière de conservation dans le paysage de travail méridional et recueillir des données qui peuvent être utilisées pour déterminer le potentiel des terres à fournir des services écosystémiques

- la collaboration avec les communautés autochtones pour étendre la création d'aires protégées et conservées autochtones (APCA) gérées et administrées par des gardiens autochtones

- rétablir le financement du Fonds national de conservation des zones humides et du programme de partenariat pour la conservation de la pêche récréative

- soutenir l'achèvement de l'inventaire canadien des zones humides, explorer les moyens de protéger les zones humides sur les terres privées
- créer une puissante incitation pour les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture à protéger l'environnement et à séquestrer le carbone en permettant une plus grande création de crédits de compensation basés sur les terres.

Sylviculture

Le parti déclare que :

- l'industrie forestière est bien placée pour apporter une contribution importante à la lutte contre le changement climatique. La gestion des terres, la séquestration du carbone dans les produits du bois à longue durée de vie et la bioénergie sont autant de voies qui permettent à cette importante industrie de faire la différence
- afin de réaliser ces avantages, la foresterie en tant qu'activité doit être saine

À cette fin, le parti préconise - la

résolution du différend sur le bois d'œuvre avec les États-Unis - la

création d'un groupe de travail sur le caribou des bois, travaillant avec les provinces et les communautés locales pour proposer des solutions tenant compte de l'expertise et de la gestion locales

- un financement accru pour contrôler les espèces nuisibles dans les parcs nationaux et les terres fédérales
- afin d'améliorer la réponse aux incendies de forêt, l'investissement dans la télédétection et d'autres technologies
- la collaboration avec les provinces, les territoires et les parties prenantes de l'industrie pour élaborer des plans de lutte contre le changement climatique et développer de nouvelles technologies du bois et des bioproduits.

L'eau

Pour assainir les sources d'eau et protéger la qualité de l'eau, le parti préconise : -

- mettre fin à la pratique consistant à déverser des eaux usées brutes dans nos lacs, nos rivières et nos océans, en coopération avec les provinces, les territoires et les municipalités
- renforcer les règles applicables aux navires de croisière dans les eaux canadiennes afin de s'aligner sur les règles de l'Alaska et d'empêcher le déversement des eaux usées et des eaux grises
- rétablir le Fonds d'assainissement du lac Simcoe, qui a financé plus de 200 projets communautaires qui ont permis de rétablir les populations de poissons et d'animaux sauvages, de planter des milliers de nouveaux arbres et de réduire les déversements nocifs d'eaux usées et de déchets, avant d'être annulé en 2017.

Déchets plastiques

Pour réduire l'utilisation des plastiques à usage unique, minimiser la quantité de plastique qui finit au rebut et empêcher le plastique de se retrouver dans nos océans, le parti préconise de se concentrer sur la réduction de l'utilisation des plastiques à usage unique, de veiller à ce que les produits en plastique soient fabriqués d'une manière plus respectueuse de l'environnement, de promouvoir une économie circulaire et de veiller à ce que les déchets plastiques soient recyclés de manière responsable et ne finissent jamais dans les océans, y compris :

- interdire l'exportation de déchets plastiques, plutôt que d'utiliser d'autres pays comme décharges, avec des dérogations pour les exportateurs qui démontrent que les déchets seront recyclés
- collaborer avec les partenaires internationaux pour lutter contre le plastique dans les océans et reconnaître qu'une grande partie du plastique qui finit dans les océans le fait parce que les pays en développement n'ont pas les moyens de gérer correctement les déchets plastiques
- collaborer avec les provinces et les territoires pour améliorer la récupération de la valeur des plastiques par l'application de technologies appropriées, y compris la production de produits chimiques et de carburants renouvelables

Espèces, diversité et vie sauvage

Bien-être des animaux

Le parti déclare que : -

- plus de la moitié des foyers canadiens ont aujourd'hui un animal de compagnie et 90 % d'entre eux le considèrent comme un membre de la famille. Pourtant, la demande d'animaux de compagnie de la part des Canadiens a conduit au développement d'usines à chiots et d'autres acteurs contraires à l'éthique, qui profitent de l'amour de la nation pour les animaux de compagnie
- de nombreux animaux de compagnie sont maltraités, et leurs agresseurs s'en prennent souvent aux conjoints et aux enfants.

Pour protéger les animaux et les êtres humains qui s'en occupent, le parti préconise - l'interdiction pour les éleveurs et les vendeurs de chiots de tromper le public en prétendant offrir des animaux de sauvetage ou des animaux élevés sans cruauté alors que ce n'est pas le cas

- l'interdiction de l'importation d'animaux élevés sans cruauté
 - le renforcement de la capacité de l'ACIA à appliquer les réglementations en vigueur et à saisir les animaux importés dans de mauvaises conditions de bien-être
 - l'interdiction des tests cosmétiques sur les animaux,
- pour s'attaquer aux liens entre la violence contre les animaux et la violence contre les personnes, fournir 10 millions de dollars par an pour former les juges et les procureurs sur les liens entre la violence contre les animaux et la violence contre les personnes, augmenter les rapports croisés entre les agences de protection des animaux et les agences de protection de l'enfance, et ajouter la cruauté envers les animaux comme circonstance aggravante dans les poursuites pour violence domestique.
- soutenir et encourager la fermeture des marchés d'animaux sauvages mal réglementés au niveau mondial, qui présentent un risque élevé de devenir des sources de pandémies futures, et mettre fin à l'importation et au commerce d'animaux sauvages ou exotiques et de leurs produits, qui présentent un risque élevé de propagation de zoonoses.

Pêche

Le parti déclare que :

- Les communautés de pêcheurs du Canada se sentent en crise, avec des stocks critiques menacés et de nouveaux conflits qui surgissent. - Les utilisateurs des ressources, qu'ils soient autochtones ou non, commerciaux ou récréatifs, veulent laisser aux générations futures des pêcheries bien gérées et durables, mais ils sont aujourd'hui plus divisés que jamais et craignent pour leur avenir
- . Ce qu'il faut, c'est s'unir autour d'un objectif commun : restaurer et maintenir des stocks sains qui soutiennent la pêche commerciale, récréative et culturelle.

À cette fin, le parti préconise de rétablir le calme et la confiance dans le secteur de la pêche au Canada en respectant l'importance de tous les utilisateurs des ressources et en donnant la priorité à la conservation, notamment en

- donner la priorité à l'évaluation des stocks, à la planification de la reconstitution des stocks et à l'application de limites de capture fondées sur des données scientifiques, qui se sont avérées être les indicateurs les plus importants d'une pêche bien gérée, et veiller à ce que les plans de reconstitution des stocks intègrent les risques liés au changement climatique
- renforcer le rôle des organes consultatifs dans la gestion de la pêche afin d'améliorer la coopération entre les utilisateurs des ressources et de garantir que les pêcheurs commerciaux, récréatifs et culturels puissent tous avoir confiance dans les décisions de gestion
- travailler en collaboration avec les détenteurs de droits autochtones et les pêcheurs commerciaux afin d'élaborer des plans de gestion qui respectent les droits reconnus dans les décisions Marshall, protègent la durabilité de nos pêcheries et garantissent que les communautés côtières puissent continuer à prospérer
- améliorer les processus de désignation des zones marines protégées (ZMP) en : améliorant les processus de désignation des aires marines protégées (AMP) en veillant à ce que les AMP soient axées sur la contribution à la durabilité des stocks essentiels ; en rétablissant une véritable consultation publique dans le cadre du processus d'établissement des AMP ;
- collaborer avec les parties prenantes, les Premières nations et les autorités régionales pour mettre en œuvre une gestion des pêches fondée sur les écosystèmes, notamment en contrôlant les populations abondantes de prédateurs qui ont un impact sur les espèces commerciales et les espèces inscrites sur la liste de la LEP, et en mettant à jour et en renforçant le programme national sur les espèces aquatiques envahissantes du MPO afin de garantir la mise en œuvre des réglementations
- s'attaquer à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, s'attaquer à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, à la fraude sur les produits de la mer et aux engins fantômes
- rétablir les initiatives de conservation communautaires telles que le Programme de partenariats pour la conservation de la pêche récréative, apporter un soutien accru aux écloseries et soutenir les initiatives d'éducation du public en matière de conservation
- créer une Agence canadienne de développement des produits de la mer chargée d'élaborer une stratégie à long terme et un plan de croissance durable en partenariat avec les provinces
- collaborer avec les gouvernements et les communautés du Nunatsiavut, du Nunavut, du Nunavik et de la région désignée des Inuvialuit pour développer des pêcheries marines communautaires, ce qui contribuera à créer des emplois et à lutter contre l'insécurité alimentaire aux niveaux local et régional

Saumon du Pacifique

Le parti déclare que : - Le

- saumon du Pacifique fait partie du tissu de vie des communautés de toute la Colombie-Britannique et constitue un élément essentiel des écosystèmes marins et d'eau douce de la province
- certains stocks sont robustes, tandis que beaucoup sont menacés.

Outre les engagements en matière de pêche décrits ci-dessus, le parti préconise l'élaboration d'une stratégie pour le saumon du Pacifique axée sur la réalisation de progrès mesurables en vue de restaurer les stocks menacés, y compris

- l'application d'un calendrier strict pour l'achèvement des évaluations des stocks
- la priorisation du financement de la restauration de l'habitat, des écloseries et d'autres projets qui soutiennent les stocks menacés, menés par les communautés,

la mise

en œuvre de programmes de marquage de masse dans les écloseries de la Colombie-Britannique et l'autorisation de la récolte sélective du saumon dans la pêche sportive de la Colombie-Britannique, afin de protéger les populations de poissons sensibles tout en maintenant la santé de la pêche publique de la Colombie-Britannique

- la création d'un plan de gestion des pinnipèdes qui abordera les menaces pesant sur les stocks en péril de manière équilibrée et identifiera les menaces futures probables dues au changement climatique



Gestion de la création

Le parti déclare qu'il considère comme une valeur fondamentale que les êtres humains et toutes les autres espèces animales et végétales font partie intégrante et interdépendante d'une planète vivante, et que lorsque nous dégradons la Terre ou une partie de celle-ci, nous portons atteinte à l'intégrité et à la viabilité de toute vie, y compris la nôtre. Notre devoir est donc de vivre sur Terre avec le plus de légèreté possible.

Changement climatique

Le parti déclare que : - le changement climatique a déjà un impact sur nos communautés. Près de 600 personnes sont décédées d'une mort subite due à une chaleur extrême en Colombie-Britannique en seulement une semaine en 2021, soit plus que le nombre de personnes décédées en Colombie-Britannique pendant le mois le plus meurtrier de la pandémie

- le Secrétaire général des Nations Unies a qualifié le rapport d'août 2021 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de "code rouge pour l'humanité"

- l'activité humaine est à la fois la cause et la solution. Le GIEC a indiqué que le changement climatique induit par l'homme est le principal facteur à l'origine de nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, notamment les vagues de chaleur, les incendies, les fortes précipitations, les sécheresses et les cyclones tropicaux, dans toutes les régions du globe

. On ne saurait trop insister sur la différence que représente pour notre planète le fait de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Alors qu'un réchauffement de 1,5 °C entraînera des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, un réchauffement de 2 °C et plus rendra ces phénomènes beaucoup plus fréquents et intenses

. Sous le gouvernement actuel, le Canada a pris de plus en plus de retard par rapport à ses partenaires internationaux en ce qui concerne l'ambition de l'action climatique et l'accomplissement de sa juste part :

- Le Royaume-Uni a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 43 % par rapport aux niveaux de 1990 et s'est récemment engagé à réduire ses émissions de 78 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2035.
- les 27 pays de l'Union européenne se sont récemment engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030 et ont élaboré un plan détaillé et ambitieux sur le climat
- Les émissions canadiennes sont supérieures de 21 % aux niveaux de 1990, et le Canada n'a jamais atteint d'objectif climatique. Les émissions de GES du Canada ont augmenté chaque année depuis 2016.
- Le gouvernement actuel a acheté un oléoduc et a augmenté les subventions aux combustibles fossiles.
- Le Canada est désormais l'un des trois pays du G20 qui émettent le plus de gaz à effet de serre par habitant.

- il demande depuis des années une approche non partisane et collaborative de l'urgence climatique. Son plan est réalisable et garantira la prospérité durable du Canada.

Le parti préconise :

- réduire les émissions nettes à zéro le plus rapidement possible, notamment en garantissant une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 60 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030, avec des objectifs et des calendriers clairs et applicables à partir de 2023 ; et réduire les émissions nettes à zéro le plus rapidement possible, tout en visant à atteindre un bilan net négatif en 2050 l'annulation de tous les nouveaux projets d'exploration pétrolière ; l'arrêt de la location de terres fédérales pour la production de combustibles fossiles et le retrait des licences existantes ; l'interdiction de la fracturation hydraulique (fracking) ; l'arrêt de toutes les subventions au secteur des combustibles fossiles ; l'arrêt progressif des opérations pétrolières et gazières existantes, de sorte qu'elles se poursuivent sur une base décroissante avec l'arrêt progressif de la production de bitume entre 2030 et 2035 ; l'obligation pour les fonds d'investissement publics fédéraux (y compris le Régime de pensions du Canada) à se désinvestir des combustibles fossiles ; et veiller à ce que les entreprises soient tenues responsables du paiement des coûts de nettoyage et de restauration des terres, au lieu de les répercuter sur le public.

- soutenir une transition équitable vers une économie verte pour les travailleurs, les familles et les communautés

Carbone négatif

Le parti préconise -

développer des plans et des politiques pour devenir négatif en carbone, relever le défi de réduire la quantité totale de CO2 accumulée dans l'atmosphère et placer le Canada sur une nouvelle voie pour répondre à l'urgence climatique

- utiliser les compétences et les connaissances de l'industrie pétrolière et gazière pour devenir des leaders mondiaux dans les nouvelles technologies.

Énergie et ressources

Le parti préconise -

la création d'

un corridor énergétique national d'un

océan à l'autre pour les énergies renouvelables vertes, en construisant les interconnexions nécessaires pour relier les réseaux provinciaux existants

- mettre en place un réseau électrique national non polluant pour aider le Canada à atteindre son objectif d'émissions nettes de gaz à effet de serre (GES)

- interdire le développement de nouvelles centrales nucléaires au Canada

Conservation et développement durable

Le parti déclare que : - le Canada

a une responsabilité globale dans la conservation de la nature en raison de son niveau de vie élevé et de l'abondance de ses ressources naturelles - les

ressources mondiales sont inégalement réparties - le Canada gère 20 % des forêts sauvages de la planète, 24 % de ses zones humides et près d'un tiers du carbone terrestre stocké

- les Canadiens soutiennent massivement la protection de nos abondantes ressources naturelles et quelques politiques nationales clés entraîneraient des avantages environnementaux, économiques et sociaux directs et indirects significatifs au Canada et à l'étranger.

Le parti préconise

- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes, y compris le soutien aux zones protégées et de conservation dirigées par les autochtones et le financement de la gestion de ces terres et eaux par les gardiens autochtones

- la mise en œuvre des engagements internationaux du Canada dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et des protocoles de suivi

- la protection d'un minimum de 30 % des eaux douces et des terres dans chaque écosystème canadien d'ici 2030 et de 50 % d'ici 2050, en donnant la priorité aux écosystèmes riches en carbone

- l'arrêt de la destruction des habitats d'ici 2030 et la restauration des écosystèmes les plus touchés, tels que les zones humides, d'ici 2050,

accélérer les plans de rétablissement et mettre en œuvre les engagements nationaux et internationaux visant à inverser la tendance à la disparition des espèces

- augmenter le financement des solutions fondées sur la nature

- lancer une stratégie nationale de régénération de la biodiversité urbaine afin d'étendre les espaces verts, de lutter contre le racisme environnemental et de protéger les espèces sensibles à l'environnement urbain telles que les oiseaux

- renforcer les capacités scientifiques fédérales afin d'inventorier et de hiérarchiser les écosystèmes, les espèces en péril et les espèces envahissantes

- moderniser la loi canadienne sur la protection de l'environnement, notamment en veillant à ce que le droit à un environnement sain soit juridiquement contraignant.

- prévenir l'exposition aux toxines et à la pollution en exigeant l'étiquetage des produits chimiques et des OGM dans les produits de consommation, y compris les cosmétiques, les nettoyeurs et les meubles

- élaborer et mettre en œuvre une stratégie forestière nationale, y compris la création de coupe-feu et l'extinction des incendies, la mise à disposition de ressources matérielles pour lutter rapidement et efficacement contre les incendies, et l'octroi de subventions pour l'atténuation des incendies aux propriétaires de biens ruraux, afin de leur permettre de mieux gérer la santé de leurs forêts.

Pour protéger les forêts anciennes, le parti préconise de - la

collaboration avec les provinces et les Premières nations pour mettre un terme immédiat à l'exploitation des écosystèmes anciens menacés. Les forêts anciennes fournissent des services écosystémiques à la fois mesurables et au-delà de ce qui peut être mesuré, Les forêts anciennes fournissent des services écosystémiques mesurables et non mesurables et revêtent une importance spirituelle et physique pour les peuples autochtones

- donner la priorité et financer la protection à long terme des écosystèmes forestiers anciens menacés en tant qu'élément clé du plan d'action climatique du Canada et de la réconciliation avec les peuples autochtones

- travailler avec les Premières nations pour protéger la forêt boréale canadienne dans le cadre du plan d'action climatique

- soutenir les initiatives de l'industrie forestière à valeur ajoutée en partenariat avec les Premières nations afin de garantir que le Canada puisse avoir une industrie forestière durable et dynamique basée sur l'exploitation des forêts de deuxième et troisième génération
- interdire l'exportation de grumes et maximiser l'utilisation des ressources pour créer des emplois locaux.

Pour protéger les océans et l'eau douce, le parti préconise :

- l'inclusion des peuples autochtones et de leurs systèmes de gouvernance dans tous les aspects de la sélection des sites, de la gestion et de la prise de décision concernant le développement économique dans les domaines marins et d'eau douce
- la transition vers des produits de la mer durables, y compris en travaillant avec les gouvernements autochtones et provinciaux pour éliminer progressivement l'aquaculture de poissons à filet ouvert dans les eaux du Pacifique d'ici 2025 et dans toutes les eaux canadiennes d'ici 2030 ; réduire les menaces qui pèsent sur les écosystèmes océaniques, notamment en soutenant un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins au moins jusqu'en 2030
- ; - protéger et restaurer les zones côtières et marines, et soutenir les solutions climatiques fondées sur la nature marine.

Économie durable

Le parti déclare que : -

le secteur des énergies renouvelables est extrêmement prometteur pour faciliter une transition juste pour les travailleurs du secteur des combustibles fossiles au Canada - il est important de protéger les travailleurs dans les régions qui dépendent encore fortement du secteur des combustibles fossiles pour un pourcentage important de leur budget. Des provinces comme l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve ont été dangereusement exposées à la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie, qu'elles sont incapables de contrôler, et ont désespérément besoin de diversifier leur économie - avec des investissements judicieux, ces régions peuvent utiliser leur expertise dans le secteur de l'énergie pour tirer parti d'une variété de nouvelles opportunités dans les technologies renouvelables.

Pour soutenir la transition vers une économie verte, le parti préconise : - l'

introduction d'une loi sur la transition juste qui prend soin des travailleurs et des communautés pendant la transition

- la planification d'une transition équitable et soigneusement planifiée des travailleurs vers une économie décarbonée, qui protège les communautés contre le déplacement, et dans laquelle les personnes concernées (les travailleurs des industries à forte intensité de gaz à effet de serre, les peuples indigènes, remplacer chaque emploi bien rémunéré dans le secteur des combustibles fossiles par un emploi bien rémunéré dans le secteur vert par le biais d'une assurance salariale, de programmes de recyclage et de plans de retraite anticipée
- réduire l'inégalité des richesses au Canada et veiller à ce que les détenteurs actuels de richesses, en particulier ceux du secteur des combustibles fossiles, paient leur juste part. Mettre fin aux paradis fiscaux et aux échappatoires afin de redistribuer les richesses vers les communautés qui n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants
- introduire des lois qui encouragent les investissements verts et la création d'emplois verts (comme dans le domaine des transports durables et de l'efficacité énergétique) et qui découragent les investissements non durables (par exemple en augmentant les taxes sur les biens et services nuisibles à l'environnement)
- investir dans le secteur des technologies propres et des énergies renouvelables, ce qui créera des emplois plus nombreux et mieux rémunérés que ceux perdus dans le secteur des combustibles fossiles
- adopter une législation sur les programmes de formation aux emplois verts, comme la création d'un corps de jeunes pour la protection du climat ; par exemple, des emplois liés à la restauration des écosystèmes, en particulier pour les personnes qui ont été déplacées ou gravement touchées par le COVID-19.

Traitement des déchets

Pour soutenir la transition vers une économie verte, le parti préconise : - la

réduction de la consommation, des déchets et de l'obsolescence programmée

- la promotion de pratiques d'achat écologiques (achat de biens et de services ayant un impact réduit sur l'environnement), comme le recommande le Programme des Nations unies pour l'environnement
- la promotion de pratiques de gestion durable des déchets, telles que le traitement des déchets, le recyclage et la manipulation sans danger des déchets médicaux et biochimiques, en adoptant des dispositions législatives sur des questions telles que les abattements fiscaux ou les dérogations pour les initiatives de recyclage
- en procédant immédiatement à l'adoption de règlements visant à interdire les matières plastiques non essentielles et à usage unique, et en élargissant la liste des articles à interdire, notamment en défendant un accord mondial juridiquement contraignant sur les matières plastiques, en ratifiant l'amendement de Bâle sur l'interdiction des déchets et en renforçant les règles du Canada relatives au commerce des déchets plastiques afin de garantir que les déchets plastiques canadiens ne polluent pas d'autres pays.

Agriculture et climat

Le parti déclare que : - Le

Canada doit reconnaître l'importance de l'agriculture et des systèmes alimentaires pour atteindre ses objectifs climatiques, et il reste encore beaucoup à faire pour réduire les émissions nettes du système

- le secteur agricole est le troisième contributeur aux émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada (après l'énergie et les transports), avec des estimations allant de 8 à 12 % des émissions totales du Canada. La

synthèse d'engrais azotés, l'utilisation de combustibles fossiles et la fermentation entérique du bétail sont les principales sources de ces émissions. Les émissions de GES du secteur agricole ont augmenté de manière significative depuis les années 1990, en raison de l'augmentation de l'utilisation d'engrais dans les cultures et les élevages intensifs, ce qui explique que le Canada n'ait pas réussi à atteindre ses objectifs en matière de réduction des émissions. Ces systèmes sont soutenus par des niveaux élevés d'apports d'engrais chimiques, de pesticides, de produits pharmaceutiques, de semences génétiquement modifiées, ainsi que par une transformation, une commercialisation et une distribution importantes et mondialisées

- les sociétés transnationales ont bénéficié directement des politiques et des programmes financés par les contribuables et contrôlent désormais une grande partie de notre approvisionnement alimentaire et de la manière dont il est produit

- les systèmes de production industrielle basés sur les monocultures et les élevages

intensifs sont moins résistants et plus vulnérables aux ravageurs, aux maladies et aux conditions météorologiques extrêmes - les

systèmes de production industrielle basés sur les monocultures et les élevages

intensifs sont moins résistants et plus vulnérables aux maladies et aux conditions météorologiques extrêmes,

Les modèles d'agriculture industrielle ont contribué à la dégradation des sols, à la perte de biodiversité, à la pollution de l'eau et de l'air et aux menaces pour la santé des plantes, des animaux et des êtres humains. Les fermes industrielles entassent les animaux dans de mauvaises conditions de bien-être et créent une abondance artificielle de produits animaux qui contribuent à des régimes alimentaires malsains

- les estimations de la quantité de déchets alimentaires produits par le système varient de 30 à 50 % tandis que l'insécurité alimentaire persiste, même dans les pays riches, y compris le Canada, où le taux de mortalité infantile est le plus élevé de la planète.

la demande de banques alimentaires continue d'augmenter

- les scientifiques nous avertissent depuis des décennies qu'en raison du changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes deviendront plus fréquents, menaçant les cultures et le bétail. En 2021, les Prairies canadiennes ont connu ce qui a peut-être été la pire sécheresse de l'histoire du pays, ainsi que des vagues de chaleur sans précédent, avec des conséquences potentiellement dévastatrices pour les exploitations agricoles de la région et les communautés qui en dépendent

- la vulnérabilité des systèmes alimentaires nationaux ne se limite pas aux pertes agricoles. Le Canada, avec sa grande superficie et sa population relativement faible, est le cinquième exportateur agricole mondial mais, étonnamment, il est aussi le sixième importateur et le premier importateur de denrées alimentaires par habitant dans le monde. Ce classement n'est pas dû aux bananes, aux oranges et au café, autres produits qui ne peuvent être produits sous notre climat. Il est dû à nos importations massives d'autres produits, principalement à valeur ajoutée, ainsi que d'ingrédients destinés à la transformation ultérieure, qui pourraient être facilement produits au Canada mais que nous avons choisi, par le biais de nos politiques commerciales et de développement économique, de nous procurer ailleurs.

- la main-d'œuvre et la succession sont également des risques critiques pour ce secteur, qui dépend de plus en plus de travailleurs étrangers temporaires et qui est confronté au vieillissement de la main-d'œuvre

- pressés par les faibles marges bénéficiaires qui prévalent dans le modèle industriel, trop d'agriculteurs doivent compter sur des revenus non agricoles pour survivre

- malgré le discours du gouvernement actuel, les investissements dans les politiques, les programmes, la R&D et la modernisation de la réglementation pour soutenir l'agriculture basée sur des principes écologiques, les systèmes alimentaires localisés, les petites chaînes de valeur régionales et l'agriculture nordique restent très limités par rapport à la situation actuelle. Cela freine le développement de ces régions et entrave leur compétitivité, car la majeure partie des fonds alloués aux programmes continue de soutenir le modèle industriel

Pour résoudre ces problèmes, le parti préconise de - restructurer le prochain cadre stratégique de 3 milliards de dollars (NPF- 2023-2028) pour transférer les fonds du programme de soutien à l'agriculture industrielle contrôlée par les entreprises vers le soutien à l'agriculture basée sur des principes écologiques et de bien-être animal, y compris les pratiques biologiques et régénératives, la permaculture, les systèmes alimentaires localisés, les systèmes agricoles à bien-être élevé et les chaînes de valeur courtes

- reconnaître et agir sur l'énorme potentiel de séquestration du carbone dans le sol et en mettant en œuvre des politiques et des programmes qui fournissent des incitations pour augmenter durablement la matière organique (capture du carbone) dans le sol grâce à des pratiques régénératives tout en veillant à ce que ces incitations soient équitables, restructurer les programmes de gestion des risques de l'entreprise pour les rendre plus équitables, inclusifs et réactifs afin d'aider les agriculteurs à faire face aux risques climatiques

- réaffecter les priorités en matière de recherche et de développement, ainsi que les investissements dans les infrastructures afin de renforcer davantage le soutien aux chaînes de valeur locales et régionales par la politique alimentaire nationale

Impact de l'agriculture sur l'environnement

Le parti affirme que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation sont des objectifs complémentaires. Les changements qui contribuent à réduire les émissions et à retenir davantage de carbone dans le système - pratiques régénératrices, paysages diversifiés, abandon des élevages intensifs - améliorent également l'adaptation en renforçant la résilience face à la sécheresse, aux ravageurs, aux maladies et aux autres menaces liées au climat.

En conséquence, le parti préconise -

investir dans la science, l'infrastructure et le développement des entreprises qui soutiennent les pratiques agricoles qui atténuent les impacts climatiques et améliorent l'adaptation

- investir dans le soutien d'une transition vers des systèmes agricoles basés sur des principes écologiques, qui travaillent avec la nature et non contre elle
- travailler avec les provinces pour financer la recherche et le développement de plans agricoles environnementaux pour aider les agriculteurs à protéger les zones d'habitat de la faune et les terres marginales, à maintenir la qualité de l'eau dans les cours d'eau, les lacs et les aquifères, et à conserver et améliorer la qualité du sol, établir des objectifs en matière d'émissions liées au changement climatique pour toutes les composantes du système alimentaire, y compris l'utilisation d'engrais azotés, la production et le transport de bétail, et les achats de denrées alimentaires dans les institutions fédérales
- rétablir les mesures de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies pour soutenir l'adaptation aux conditions de sécheresse
- soutenir des systèmes alimentaires humains et durables, en encourageant une alimentation plus végétale et une consommation réduite d'aliments d'origine animale à des niveaux que l'écosystème peut supporter, ce qui est conforme aux recommandations alimentaires du Guide alimentaire canadien.

Pêche et océans

Le parti déclare que : - l'

océan joue un rôle essentiel dans le maintien d'une société juste, durable et saine, en fournissant des produits de la mer qui soutiennent les moyens de subsistance et une bonne nutrition, ainsi que des services écosystémiques tels que la protection contre les inondations et les loisirs

- les vagues de chaleur record et l'acidification des océans menacent l'intégrité de tous les écosystèmes océaniques, y compris les mollusques et les pêcheries de poissons qu'ils soutiennent
- le Canada doit veiller à ce que ses industries océaniques et sa Stratégie pour une économie bleue soutiennent l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050, en réduisant les émissions des navires et en faisant progresser les solutions fondées sur la nature dans l'environnement marin.

Réconciliation et conservation marine

Le parti déclare que : - pendant des dizaines de milliers d'années, les peuples autochtones ont pratiqué leurs propres formes de gestion basée sur les écosystèmes. Cependant, le démantèlement des systèmes de gouvernance traditionnels autochtones et l'imposition de réglementations strictes sur la vie des peuples autochtones par le biais de traités et de statuts, tels que la loi sur les Indiens (1876) et la loi sur la pêche (1868), ont conféré le pouvoir et l'autorité ultimes aux institutions coloniales. - Plusieurs traités ont cherché à reconnaître et à soutenir les droits et les titres autochtones, mais des interprétations floues de ces traités, associées à un racisme systémique, ont donné lieu à des conflits et à des discriminations à l'encontre des communautés autochtones en ce qui concerne leurs droits de pêche

- dans le Canada atlantique, l'affaire du homard des Mi'kmaq en 2020 a révélé le racisme et un faible engagement envers les droits autochtones issus des traités, en raison d'interprétations floues de la législation. En 1999, l'arrêt Marshall de la Cour suprême a reconnu le droit des Premières nations à gagner modérément leur vie grâce à la pêche, mais le gouvernement n'a pas encore défini ce qu'est une vie modérée.

Pour favoriser la réconciliation dans tous les secteurs maritimes et donner aux autochtones les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la conservation et la gestion des zones protégées, le parti préconise ce qui suit : - en partenariat avec les gouvernements et les organisations autochtones, développer un cadre national pour les aires protégées et conservées autochtones (IPCA) qui inclut des accords de gouvernance collaborative, des organes décisionnels de cogestion et des structures administratives de soutien

- investir dans des économies océaniques durables dirigées par les autochtones et des programmes de gardiens autochtones
- inclure les peuples autochtones, leurs visions du monde, leurs connaissances et leurs systèmes de gouvernance dans tous les aspects de la conception, de la sélection des sites, de la gestion et de la prise de décision concernant le développement économique dans les domaines marins et d'eau douce de leurs territoires
- faciliter et soutenir un engagement significatif de nation à nation aux niveaux local et régional sur la gestion des ressources marines partagées afin d'éviter de futurs conflits dus au manque de clarté de la législation sur la pêche

Produits de la mer durables

Le parti déclare que : - de nombreuses pêcheries marines du Canada sont menacées de surexploitation en raison d'une gestion sous-optimale ou d'un manque de données. Seules 34 % des pêcheries du Canada sont stables, 13 % sont connues pour être dans une situation critique, et il n'y a pas assez de données pour les pêcheries restantes

. La géographie du Canada et son système de gouvernance fédéraliste posent des défis uniques dans la mesure où certaines zones marines et pêcheries peuvent relever de la juridiction municipale, provinciale et fédérale. Il existe actuellement des incohérences politiques entre les différentes côtes du Canada ; par exemple, alors que la pêche côtière de l'Atlantique bénéficie de protections contre le contrôle des entreprises, en Colombie-Britannique, les licences de pêche et les quotas peuvent être détenus par des investisseurs et

des entreprises de transformation du poisson, ce qui signifie que le poisson canadien peut être transformé dans d'autres pays

- des politiques de pêche équitables et cohérentes doivent être appliquées à tous les pêcheurs, que ce soit dans l'Atlantique, l'Arctique ou le Pacifique, afin de protéger les communautés locales dont les moyens de subsistance dépendent des pêcheries canadiennes. Les pêcheurs canadiens doivent être protégés des systèmes prédateurs qui privilégient les grandes entreprises autorisées à détenir des licences
- l'aquaculture peut être durable dans plusieurs contextes, mais certains types d'élevage de poissons et de fruits de mer peuvent être néfastes pour l'environnement. Dans le cas de l'élevage de saumons en enclos ouverts sur la côte de la Colombie-Britannique, les densités extrêmement élevées de poissons ont provoqué des épidémies parmi les poissons d'élevage qui se sont transmises à d'importantes populations de saumons sauvages qui migrent près des sites d'élevage.

Le parti préconise - d'allouer des fonds pour combler les lacunes en matière de connaissances pour les stocks dont l'état de durabilité est incertain et pour lesquels les évaluations de stocks n'ont pas été achevées dans un délai de cinq ans, y compris le financement d'enquêtes sur le terrain, d'évaluations, l'achèvement des plans de reconstitution d'ici 2024 pour les 26 stocks actuellement dans la zone critique en incluant des mesures et des objectifs fondés sur la science et les écosystèmes

- la collaboration avec les gouvernements autochtones et provinciaux pour éliminer progressivement la pisciculture en enclos ouverts dans les eaux du Pacifique d'ici 2025 et dans toutes les eaux canadiennes d'ici 2030
- le soutien d'une transition juste des travailleurs touchés et l'incitation à passer à des installations terrestres de confinement fermé
- le soutien d'une aquaculture durable des coquillages et des algues marines
- le soutien d'un système de gestion de la pêche durable - le soutien d'un système de gestion de la pêche durable - le soutien d'un système de gestion de la pêche durable.
- protéger les pêcheurs indépendants et les communautés côtières en inscrivant dans la loi sur la pêche des politiques de séparation des propriétaires-exploitants et des flottes
- s'engager à assurer un accès rapide et transparent aux plans et données de gestion des pêches ainsi qu'aux comptes rendus des processus des comités consultatifs de gestion des pêches afin d'impliquer plus efficacement les populations indigènes, mettre en œuvre les 20 recommandations du rapport du Comité permanent des pêches et des océans intitulé West Coast Fisheries : Partage des risques et des bénéfices

Réduire les menaces qui pèsent sur les écosystèmes océaniques

Le parti déclare que : l'extraction de ressources telles que l'exploitation minière en eaux profondes et la pollution par les eaux usées et les plastiques sont des exemples des nombreuses menaces qui pèsent sur les écosystèmes marins. La pollution sonore due aux forages en eaux profondes et au trafic maritime menace les espèces marines menacées telles que l'orque résident du Sud, et les plastiques provenant des articles ménagers et des engins de pêche enchevêtrent la vie marine et ont un impact sur la santé humaine en raison de l'accumulation de microplastiques dans les tissus humains.

Le parti préconise :

- en finalisant l'interdiction des plastiques à usage unique d'ici à la fin de 2021 et en élargissant la liste des plastiques interdits pour y inclure d'autres plastiques nocifs à longue durée de vie tels que le polystyrène
- en exigeant que tous les emballages plastiques contiennent au moins 50 % de matières recyclées d'ici à 2030 et en soutenant le passage à des produits et emballages réutilisables (A) en adaptant les pratiques fédérales en matière de marchés publics et en soutenant les municipalités qui adoptent des normes de réutilisation équivalentes ou supérieures ;
- mettre en œuvre un programme de responsabilité élargie des producteurs pour toutes les entreprises qui fabriquent ou vendent des engins de pêche synthétiques, qui financerait la récupération des engins de pêche perdus ou abandonnés, communément appelés filets fantômes, ainsi que la collecte et le recyclage des engins de pêche anciens, endommagés et récupérés
- soutenir un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins jusqu'en 2030 au moins, parallèlement à un investissement accru dans la science des grands fonds marins
- légiférer sur les normes de rejet des déchets des navires de croisière pour qu'elles soient égales ou supérieures à celles des pays voisins.

Zones côtières et marines

Pour inverser la dégradation de l'environnement et garantir l'intégrité à long terme des écosystèmes marins, le parti préconise de -

- accélérer l'engagement du Canada envers la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique de protéger 30 % des aires marines d'ici 2030
- présenter une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action décennal sur la biodiversité, avec des objectifs, des cibles mesurables et des ressources pour stopper et inverser la perte de biodiversité dans les océans d'ici 2030 et respecter l'engagement du Canada envers le Pacte pour la nature du G7 et la CDB des Nations Unies d'ici la fin de 2023
- engager un financement permanent des services votés pour la conservation marine, y compris la gestion des AMP et l'intendance des aires protégées et conservées autochtones par des partenaires autochtones
- présenter un plan d'action clair pour atteindre cet objectif, qui comprend la mise en œuvre de normes de protection minimales, l'achèvement des réseaux d'aires marines

protégées et de nouvelles AMP dans cinq biorégions prioritaires, l'achèvement de toutes les AMP et aires marines nationales de conservation actuellement proposées, et l'identification de nouvelles zones d'intérêt dans les autres zones marines, y compris les aires marines protégées.

les écorégions et les biorégions. -

élaborer un plan de conformité à la loi sur les espèces en péril (LEP) comprenant des mesures spécifiques pour tous les habitats essentiels protégés en vertu de l'article 58, notamment en ciblant tous les utilisateurs de l'habitat essentiel de chaque espèce en péril spécifique

- d'ici 2025, réaliser des examens scientifiques indépendants de l'efficacité des mesures de rétablissement pour toutes les espèces menacées et en voie de disparition inscrites sur la liste de la LEP

- aligner les mesures prévues par la loi sur les pêches sur les mesures potentielles prévues par la LEP pour toutes les espèces évaluées par le COSEPAC, dans le cadre de la transformation des espèces en péril au sein du MPO.

Le lien entre l'océan et le climat

Le parti déclare que : - l'augmentation des températures de la mer et l'acidification menacent les écosystèmes océaniques et les espèces qu'ils abritent

- l'élévation du niveau de la mer nécessitera une planification proactive pour atténuer les pertes et les dommages subis par les communautés côtières

- inversement, l'investissement dans la restauration et la protection des puits de carbone marins tels que les sédiments marins, les forêts de laminaires, les herbes marines et les marais salants et la réduction des émissions des industries marines telles que le transport maritime auront des effets bénéfiques pour les océans et les communautés côtières humaines.

Le parti préconise - la

réduction des émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂, de carbone noir, d'oxyde nitreux, d'oxyde de soufre (NO_x et SO_x)) et de méthane provenant du secteur du transport maritime, y compris le transport maritime, les ferries et les bateaux de pêche

- la fixation d'un objectif réalisable de 100 % de navires sans émissions dans les eaux intérieures canadiennes d'ici à 2030 et de navires de mer d'ici à 2040. Tous les ferries appartenant au gouvernement fédéral devraient être à zéro émission nette d'ici 2035

- s'engager à ce que les ports n'émettent aucune émission d'ici 2030 en développant des centres portuaires d'hydrogène et en nouant des liens avec des ports internationaux pour soutenir le développement de corridors de navigation écologiques et de marchés d'exportation de l'hydrogène. Cela devrait inclure un fonds d'infrastructure portuaire zéro émission et un engagement à ce que tous les navires à quai soient connectés à l'alimentation électrique à quai d'ici 2030 afin de réduire considérablement les émissions portuaires tout en réduisant la pollution atmosphérique nocive pour les communautés vivant à proximité des ports

- s'engager à ne plus développer les activités pétrolières et gazières offshore tout en mettant en œuvre une transition juste pour les travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière offshore d'ici 2030

- développer une stratégie de solutions climatiques basées sur la nature et axées sur la mer qui intègre les puits de carbone océaniques (carbone bleu) dans le plan climatique du Canada et dans le système de comptage des émissions. Cette stratégie comprendrait des objectifs, des calendriers et des financements pour donner la priorité à la protection et à la restauration des puits de carbone bleu existants, en soutenant la recherche pour cartographier et quantifier le carbone bleu, et en fournissant des lignes directrices pour l'évaluation du carbone bleu dans les évaluations environnementales des projets proposés

- modifier la loi sur les océans et la loi sur les pêches pour prendre en compte les impacts du climat sur l'environnement marin et les espèces marines et inclure le changement climatique dans les objectifs de gestion de l'espace et des pêches. Réaliser des évaluations de la vulnérabilité climatique des espèces et des habitats marins.



Changement climatique

Le parti déclare que : -

en tant que grand producteur d'énergie, le passage mondial à l'énergie nette zéro représente à la fois un défi et une grande opportunité pour le Canada - l'analyse menée par la Banque du Canada et le Bureau du surintendant des institutions financières suggère qu'une action décisive est nécessaire pour s'assurer que le Canada reste compétitif pendant le passage mondial à l'énergie nette zéro

- l'inaction pourrait, dans certains scénarios, laisser le PIB du Canada environ 10 % plus bas qu'il ne le serait autrement d'ici 2050. La prospérité économique future du Canada dépend de la rapidité et de l'ampleur de notre réponse.

- sans un cadre politique approprié, le Canada pourrait connaître un sous-investissement dans des domaines essentiels et un ralentissement de l'innovation dans les nouvelles technologies propres

Le parti propose :

- Ces mesures substantielles constituent les prochaines étapes du plan gouvernemental visant à attirer de nouveaux investissements privés en tirant parti de l'investissement public et de la politique gouvernementale. L'objectif de cette approche n'est pas de substituer le gouvernement au secteur privé, ni de supplanter la prise de décision basée sur le marché. Il s'agit d'utiliser les outils du gouvernement pour mobiliser le secteur privé, sans choisir des entreprises gagnantes dans le but de créer une vision privilégiée de l'économie en 2050. - Les incitations fiscales et les aides à l'investissement proposées dans le budget 2023 ont été conçues pour établir un cadre permettant de stimuler l'investissement global, tout en laissant le secteur privé déterminer comment investir en fonction des signaux du marché. Afin de s'assurer que les investissements ont lieu là où ils auront le plus grand impact à long terme sur le niveau de vie des Canadiens et la réduction de nos émissions, le gouvernement s'est concentré sur les domaines dans lesquels le Canada possède un avantage comparatif, et sur les investissements qui auront le plus grand impact sur la capacité de production du Canada et sur sa capacité à créer de bons emplois pour la classe moyenne.

Le parti cite comme exemples de mesures prises au cours de son mandat actuel pour construire une économie propre et des emplois de qualité pour la classe moyenne :

- la mise en œuvre d'une approche de la réduction des émissions axée sur le marché, y compris un système de tarification de la pollution par le carbone qui ne fait que remettre de l'argent dans les poches des Canadiens, mais qui est également efficace et très efficace parce qu'il fournit un signal économique clair aux entreprises et leur donne la flexibilité nécessaire pour trouver le moyen le plus rentable de réduire leurs émissions. Il augmente également la demande pour le développement et l'adoption de technologies propres

- en investissant 15 milliards de dollars dans le Fonds canadien de croissance pour inciter le secteur privé à investir dans des projets et des entreprises qui feront croître l'économie propre du Canada rapidement et à grande échelle

- en investissant 8 milliards de dollars dans l'Accélérateur Net Zéro pour réaliser des investissements à grande échelle dans les technologies propres

- en investissant 4,2 milliards de dollars dans le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone pour

encourager les entreprises à

investir dans les technologies propres.

2 milliards de dollars pour le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone afin de soutenir l'installation de technologies de réduction des émissions dans les provinces et territoires, les entreprises, les communautés autochtones et d'autres organisations

- investir 3,8 milliards de dollars dans la Stratégie des minéraux essentiels du Canada, qui contribuera à faire du Canada un fournisseur mondial de choix pour les minéraux essentiels qui sont à la base des technologies propres et numériques

- investir 3 milliards de dollars

9 milliards de dollars pour rendre les véhicules à émission zéro plus abordables pour les Canadiens et les entreprises canadiennes, et pour construire de nouvelles stations de recharge dans tout le pays

- investir 1,5 milliard de dollars dans le Fonds pour les carburants propres afin d'encourager les investissements dans la production de carburants propres, y compris l'hydrogène propre et les biocarburants

- investir 4,7 milliards de dollars dans le Fonds national pour les corridors commerciaux afin d'investir dans nos ports, nos routes, nos chemins de fer et nos aéroports

- investir 33,5 milliards de dollars pour le programme Infrastructures Canada afin de soutenir de nouveaux investissements dans les transports publics, les infrastructures vertes, les infrastructures communautaires, culturelles et récréatives, ainsi que dans les communautés rurales et nordiques

- 35 milliards de dollars pour la Banque canadienne de l'infrastructure afin d'attirer des capitaux privés vers les grands projets d'infrastructure et d'aider à construire davantage d'infrastructures dans tout le pays

- 2,6 milliards de dollars pour la nouvelle Société canadienne de l'innovation afin d'aider les entreprises canadiennes à investir dans la recherche et le développement.

Le parti propose de s'appuyer sur ces fondations pour - en

construisant un réseau électrique national qui relie les Canadiens d'un océan à l'autre et qui fournit une électricité plus propre et plus abordable aux Canadiens et aux entreprises canadiennes

- en plaçant les travailleurs et les entreprises du Canada au cœur des chaînes d'approvisionnement mondiales essentielles et en devenant un fournisseur fiable des biens et des ressources dont un monde à zéro émission nette aura besoin

- en axant ces efforts sur (i) un régime d'ancrage de crédits d'impôt à l'investissement clairs et prévisibles, qui seront largement accessibles aux organisations admissibles et qui garantiront que les travailleurs perçoivent les avantages d'une économie propre ; (ii) un financement stratégique à faible coût ; et (iii) des investissements et des programmes ciblés, le cas échéant, pour répondre aux besoins spécifiques des secteurs ou des projets d'importance économique nationale

- en soutenant ces efforts par des systèmes de tarification de la pollution et des marchés de crédit pour les gros émetteurs.

Capture, utilisation et stockage du carbone

Le parti déclare que : - le

captage, l'utilisation et le stockage du

carbone (CCUS) est un ensemble de technologies qui permettent de capter les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) pour les stocker ou les utiliser dans d'autres processus

industriels, tels que la minéralisation permanente dans le béton

- au cours de son mandat actuel, il a annoncé les détails de la conception d'un crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone

Le parti propose la mise en œuvre d'un crédit d'impôt à l'investissement qui comprend : - les

équipements de production de chaleur et/ou d'électricité à double usage et les équipements d'utilisation de l'eau, l'aide fiscale étant proportionnelle à l'utilisation d'énergie ou de matériaux dans le processus de

capture, d'utilisation et de stockage du carbone.

- exiger que les projets de stockage de CO2 dans du béton fassent valider leur processus de stockage par un tiers sur la base d'une norme ISO avant de demander un crédit d'impôt à l'investissement -

un calcul de récupération pour le crédit d'impôt à l'investissement en ce qui concerne les biens remis à neuf

- ces changements devraient coûter environ 520 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2023-24

- exiger le respect des exigences en matière de main-d'œuvre.

Énergie et ressources

Dans une lettre de mandat adressée au ministre des Ressources naturelles au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre : - le ministère devait donner

la priorité à l'adoption d'une législation et d'une action globale pour réaliser une transition juste [non définie], en garantissant un soutien aux communautés pour créer davantage d'opportunités économiques pour les travailleurs et les familles à l'avenir et dans toutes les régions du pays

- le ministère devait travailler avec des partenaires pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à décarboniser les systèmes électriques régionaux, à développer le marché des carburants propres et à transformer le parc immobilier du

Canada pour l'ère du climat

- le ministère devait également lancer rapidement une stratégie sur les minéraux essentiels, en veillant à ce que les ressources naturelles du Canada soient exploitées de manière durable, compétitive et inclusive.

L'électricité

Le parti déclare que : - la

croissance d'une économie propre - à l'échelle nationale et internationale - dépendra presque entièrement de l'électricité propre

- le Canada possède déjà l'un des réseaux électriques les plus propres au monde, avec environ 83 % de son électricité provenant de sources non émettrices telles que l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire et le nucléaire

- pour préserver cet avantage et permettre au Canada d'être compétitif dans la prochaine génération de secteurs à forte consommation d'électricité, tels que l'hydrogène propre et l'acier et l'aluminium verts, des investissements importants doivent être réalisés dès aujourd'hui, pour satisfaire à la fois l'industrie et les particuliers. -

L'électricité devenant la principale source d'énergie, les pics de demande quotidiens et saisonniers seront de plus en plus prononcés. Le Canada devra investir massivement dans la production d'énergie renouvelable pour répondre à cette demande. En même temps, la production de certaines énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien, peut varier en fonction des conditions météorologiques et des saisons

- La demande nationale d'électricité devrait doubler d'ici 2050 et, pour répondre à cette demande accrue avec un réseau durable, sûr et abordable, la capacité de production doit être multipliée par 2,2 à 3,4 par rapport aux niveaux actuels.

Pour soutenir et accélérer les investissements dans l'électricité propre au Canada, le parti propose d'introduire un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les investissements éligibles dans : - les

systèmes de production d'électricité non polluants : éolien, solaire concentré, solaire photovoltaïque, hydroélectrique (y compris à grande échelle), houlomoteur, marémoteur, nucléaire (y compris les réacteurs modulaires à grande échelle et les petits réacteurs) ;

- la production d'électricité au gaz naturel ayant fait l'objet d'une réduction (qui serait soumise à un seuil d'intensité des émissions compatible avec un réseau net zéro d'ici 2035) ;

- les systèmes stationnaires de stockage de l'électricité qui n'utilisent pas de combustibles fossiles en fonctionnement, tels que les batteries, le stockage hydroélectrique par pompage et le stockage de l'air comprimé ; et,

- les équipements de transport d'électricité entre provinces et territoires

Exploitation minière et minéraux critiques

Le parti déclare que : -

en tant que leader mondial de l'exploitation minière, le Canada est dans une position privilégiée pour fournir une base de ressources stable pour les minéraux essentiels qui sont au cœur des principales industries mondiales telles que les technologies propres, la fabrication automobile, les soins de santé, l'aérospatiale et l'économie numérique

- rien que pour le nickel et le cuivre, les réserves connues au Canada s'élèvent à plus de 10 millions de tonnes, avec de nombreuses autres sources potentielles au stade de l'exploration

- la législation américaine relative aux minéraux essentiels et aux véhicules électriques crée des opportunités pour le Canada, y compris, en particulier, des exigences pour des chaînes d'approvisionnement robustes en minéraux essentiels que le Canada possède en abondance, afin de soutenir l'accélération des technologies propres et de la fabrication aux États-Unis - pour libérer pleinement le potentiel du Canada dans les minéraux essentiels, un cadre pour accélérer l'investissement privé est nécessaire. Pour libérer pleinement le potentiel du Canada dans le domaine des minéraux critiques, un cadre permettant d'accélérer l'investissement privé est nécessaire

. Au cours de son mandat actuel, le gouvernement a engagé 3,8 milliards de dollars dans le cadre des budgets précédents. Au cours de son mandat actuel, les budgets précédents ont affecté 3,8 milliards de dollars à la Stratégie pour les minéraux essentiels du Canada afin d'apporter un soutien fondamental au secteur minier canadien pour qu'il puisse tirer parti de ces opportunités. La stratégie a été publiée en décembre 2022

- en mars 2023, elle a lancé le Fonds d'infrastructure des minéraux essentiels pour allouer 1,5 milliard de dollars à des projets d'énergie et de transport nécessaires pour débloquer les gisements de minéraux prioritaires. Le nouveau fonds complétera d'autres mesures de soutien aux énergies propres et aux transports, telles que la Banque canadienne d'infrastructure et le Fonds national des corridors commerciaux.

Il propose :

- un nouveau crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin de stimuler l'investissement privé dans les projets de minéraux essentiels au Canada et de créer de nouveaux débouchés et une classe moyenne des emplois dans des communautés à travers le pays

Production d'électricité propre

Afin de soutenir et d'accélérer les investissements dans l'électricité propre au Canada, le parti propose d'introduire un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les investissements admissibles dans :

- systèmes de production d'électricité sans émissions : éolienne, solaire concentrée, solaire photovoltaïque, hydroélectrique (y compris à grande échelle), houlomotrice, marémotrice, nucléaire (y compris les réacteurs modulaires à grande et à petite échelle)

- production d'électricité au gaz naturel réduite (qui serait soumise à un seuil d'intensité des émissions compatible avec un réseau net zéro d'ici 2035)

- systèmes de stockage d'électricité stationnaires qui n'utilisent pas de combustibles fossiles en fonctionnement, tels que les batteries, dans chacun des cas susmentionnés, des exigences en matière de main-d'œuvre devront être respectées pour que le crédit d'impôt de 15 % soit accordé, notamment pour s'assurer que les salaires versés sont au niveau en vigueur et que des possibilités de formation en apprentissage sont créées. Si les conditions de travail ne sont pas remplies, le taux du crédit sera réduit.

Carburants propres

Le parti déclare que :

- si l'électricité devrait être la principale source d'énergie dans les années à venir, les carburants propres - à savoir l'hydrogène, les biocarburants et la biomasse - seront des sources d'énergie essentielles là où l'électricité serait inefficace ou peu pratique. Ils fourniront également des emplois à la classe moyenne

- l'hydrogène propre devient rapidement un candidat de premier plan pour alimenter les transports routiers, maritimes et aériens sur de longues distances, ainsi que les industries lourdes, telles que la production de fer et d'acier ; et le Canada peut contribuer à répondre aux besoins

- à l'échelle mondiale, le rythme de développement de la production et de l'utilisation de l'hydrogène s'accélère. Toutefois, des investissements considérables seront nécessaires avant que l'hydrogène ne devienne une source d'énergie essentielle.

- Les biocarburants, tels que le diesel renouvelable et le carburant aviation durable, génèrent moins d'émissions sur l'ensemble de leur cycle de vie que les combustibles fossiles, et seront également essentiels à la croissance de l'économie propre du Canada. Avec des matières premières abondantes, le Canada est bien placé pour développer son industrie des biocarburants - la biomasse, qui est une matière organique renouvelable provenant des plantes, y compris le bois et les déchets de transformation du bois, tels que les copeaux de bois, la sciure et les déchets des scieries, et la liqueur des usines de pâte et de papier, est utilisée pour le chauffage et pour des applications industrielles, notamment dans l'industrie de la pâte et du papier. Il offre également aux communautés autochtones rurales et isolées du Canada la possibilité de réduire leur dépendance à l'égard du carburant diesel.

Le parti propose :

- un crédit d'impôt pour l'investissement dans l'hydrogène propre, avec des niveaux d'aide variant entre 15 et 40 % des coûts éligibles du projet, les projets qui produisent l'hydrogène le plus propre bénéficiant des niveaux d'aide les plus élevés. Un crédit d'impôt supplémentaire de 15 % pour l'équipement nécessaire à la conversion de l'hydrogène

en ammoniac, afin de transporter l'hydrogène. Les exigences en matière de main-d'œuvre devront être satisfaites pour bénéficier des taux maximums de crédit d'impôt. Si ces conditions ne sont pas remplies, les taux de crédit seront réduits de dix points de pourcentage.

Conservation et développement durable

Le parti cite, parmi les principales mesures de conservation prises au cours de son mandat actuel, la protection de l'environnement, la conservation de la nature et de la biodiversité, et la réponse à la menace du terrorisme.

changement climatique : -

mise en place d'un système fédéral de tarification de la pollution qui redonne de l'argent aux Canadiens

- mise en œuvre de programmes visant à conserver 25 % des terres et des eaux du Canada d'ici 2025 et 30 % d'ici 2030

- conception d'un plan de réduction des émissions visant à réduire les émissions de 40 % d'ici 2030

- affectation de plus de 3,6 milliards de dollars à la protection de la nature et des espèces en péril, et de plus d'un milliard de dollars à la protection des zones marines et côtières, y compris la plantation de deux milliards d'arbres

- affectation de 3,5 milliards de dollars à un plan de protection des océans pour les côtes et les voies d'eau

- aider les Canadiens à acheter ou à louer près de 200 000 véhicules à émission zéro depuis 2019 grâce à des incitations à l'achat pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars

- fournir plus de 1,6 milliard de dollars pour soutenir la Stratégie nationale d'adaptation du Canada afin d'aider à la gestion des catastrophes

- réduire les factures d'énergie et rendre les maisons plus efficaces sur le plan énergétique, en fournissant des subventions pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars pour les rénovations de maisons et jusqu'à 40 000 dollars pour les rénovations profondes.

- engager plus de 600 millions de dollars pour préserver le saumon sauvage du Pacifique

- soutenir le rétablissement de l'orque résident du Sud, de la baleine franche de l'Atlantique Nord et du béluga de l'estuaire du Saint-Laurent

- interdire la fabrication de plastiques nocifs à usage unique et collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'atteindre l'objectif de zéro déchet plastique d'ici 2030

Eau douce

Le parti déclare que, compte tenu de la menace que le changement climatique et la pollution font peser sur l'eau douce, il s'apprête à créer une nouvelle agence canadienne de l'eau et à réaliser des investissements majeurs dans le cadre d'un plan d'action renforcé en faveur de l'eau douce. À cette fin, il propose :

- l'octroi de 650 millions de dollars sur dix ans pour soutenir les travaux de surveillance, d'évaluation et de restauration dans les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac des Bois, le fleuve Saint-Laurent, le fleuve Fraser, le fleuve Saint-Jean, le fleuve Mackenzie et le lac Simcoe, en plus de 22,6 millions de dollars sur trois ans pour soutenir une meilleure coordination des efforts de protection de l'eau douce dans tout le Canada

- l'octroi de 85,1 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la création d'une Agence canadienne de l'eau, dont le siège serait à Winnipeg, et l'introduction d'une législation en ce sens

Espèces, diversité et faune

Le parti déclare que : - lors de la quinzième Conférence des Parties (COP15) à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, qui a débouché sur un nouveau Cadre mondial pour la biodiversité post-2020, il a annoncé de nouveaux financements pour des mesures de biodiversité et de conservation au pays et à l'étranger qui soutiendront la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité, y compris 800 millions de dollars pour soutenir la conservation menée par les Autochtones au Canada grâce au modèle novateur de financement de projets pour la permanence

- il propose de fournir 151,9 millions de dollars sur trois ans à Pêches et Océans Canada afin de protéger les baleines, y compris la baleine franche de l'Atlantique Nord, le béluga de l'estuaire du Saint-Laurent et l'orque résident du Sud de la Colombie-Britannique, ainsi que leurs habitats - il continue de collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour protéger les espèces en péril. Il

continue à travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les communautés autochtones et d'autres parties prenantes pour protéger les espèces en péril, y compris une proposition visant à fournir 184 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2023-24, à Environnement et Changement climatique Canada, Parcs Canada, Pêches et Océans Canada, et Ressources naturelles Canada pour continuer à surveiller, protéger et promouvoir le rétablissement des espèces en péril afin d'aider à restaurer leurs populations.



Changement climatique

Le parti déclare que :

- la crise climatique est là, et ses effets ont un impact catastrophique sur les vies et les moyens de subsistance. Les

records de température sont battus, les feux de forêt incontrôlés mettent en danger des vies et des communautés, et la fumée des incendies recouvre les grandes villes du pays. L'urgence climatique est une menace pour l'environnement, mais aussi un danger clair et présent pour la santé et le bien-être des Canadiens dans tout le pays.

- les effets du changement climatique sont supportés de manière disproportionnée par les personnes et les communautés les plus vulnérables
- le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a souligné la nécessité urgente de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, et la Chambre des communes a déclaré que le changement climatique était une urgence

- pour lutter contre cette menace existentielle, il faudra plus que des discours

- les gouvernements

précédents n'ont pas atteint tous les objectifs climatiques fixés et ont présidé au pire effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre au sein du G7

- Des pays européens comme l'Allemagne et la France publient des plans audacieux pour relancer les économies durables, tandis que les gouvernements canadiens ont dépensé l'argent public pour acheter un pipeline de bitume et continuer à subventionner des compagnies pétrolières et gazières rentables

- grâce à son leadership, le Canada dispose désormais d'une loi "Net Zero". Mais ce n'est que la première étape

Le parti préconise -

prendre le leadership en matière de climat, en s'appuyant sur la nouvelle loi canadienne sur le net zéro, en fixant un objectif ambitieux de réduction de nos émissions d'au moins 50 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030

- éliminer les subventions aux combustibles fossiles, mettre en œuvre des budgets carbone et modifier le mandat de la Banque du Canada pour qu'elle se concentre sur la contribution au net zéro

- créer des emplois dans toutes les régions grâce à des investissements dans des infrastructures vertes orientées vers une économie zéro carbone

- créer une stratégie nationale de crise pour aider les communautés à réduire les risques climatiques et à y répondre, complétée par un nouveau corps climatique de jeunes travailleurs pour répondre aux impacts climatiques et construire une économie équitable basée sur les énergies propres

- améliorer les infrastructures de transport et de transit de manière à créer des emplois, renforcer les communautés et réduire les émissions de carbone, notamment en doublant le Fonds canadien de développement communautaire et en développant un programme de bus publics interurbains

- s'engager à produire de l'électricité sans carbone, en s'engageant à produire de l'électricité sans carbone, avec pour objectif une électricité nette sans carbone d'ici 2030 et une électricité 100 % non émettrice d'ici 2040

- en inscrivant dans la loi une Charte des droits environnementaux et en protégeant 30 % de nos terres, de notre eau douce et de nos océans d'ici 2030

- en mettant en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones - qui a désormais force de loi - dans la lutte collective contre la crise climatique, et en créant un Bureau de la justice environnementale pour remédier aux effets disproportionnés de la pollution et de la perte de biodiversité sur les communautés à faible revenu, racialisées et autres communautés marginalisées.

Énergie et ressources

Le parti déclare que : - il s'

engage à produire de l'électricité sans carbone, avec un objectif d'électricité nette sans carbone d'ici 2030 et d'électricité 100 % sans émissions d'ici 2040

- au rythme actuel, il faudra 142 ans pour rénover tous les bâtiments résidentiels de faible hauteur au Canada. Il propose d'adopter une approche axée sur la mission pour moderniser tous les bâtiments du Canada où des personnes vivent ou travaillent, y compris des rénovations à grande échelle dans tous les secteurs, d'ici à 2050, en commençant par moderniser tous les bâtiments construits avant 2020 au cours des 20 prochaines années.

Le parti préconise en outre - l'

amélioration du Code national du bâtiment afin que, d'ici 2025, tous les nouveaux bâtiments construits au Canada soient à consommation nette zéro

Énergie sans carbone

Le parti déclare que l'Agence internationale de l'énergie a appelé les gouvernements du monde entier à accélérer considérablement les efforts de construction d'énergies renouvelables.

Le parti préconise - de

se fixer comme objectif d'alimenter le Canada en électricité nette zéro d'ici 2030 et en électricité 100 % non émettrice d'ici 2040

- pour stimuler l'investissement dans les énergies renouvelables, créer une nouvelle banque canadienne du climat, avec pour mandat d'aider les provinces intéressées à interconnecter les réseaux électriques et à introduire la technologie des réseaux intelligents, de renforcer la sécurité énergétique nationale et de distribuer de l'énergie propre dans tout le pays, et de soutenir la fabrication au Canada d'énergies renouvelables.

s'efforcer d'atteindre les objectifs en matière d'électricité sans carbone en respectant les communautés locales et en créant de bons emplois, notamment en soutenant les investissements dans des projets novateurs d'énergie propre appartenant à des communautés. et exploité des projets d'énergie propre, et travailler en partenariat avec les communautés indigènes et nordiques pour sortir du diesel, améliorer la sécurité énergétique et réduire les émissions et la pollution de l'air.

Conservation et développement durable

Le parti déclare que : - il s'

engage à renforcer les protections de notre environnement naturel, en commençant par inscrire le droit à un environnement sain dans une Charte canadienne des droits environnementaux, afin que toutes les communautés puissent bénéficier d'une garantie de propreté de l'eau, de la terre et de l'air

- il renforcera la Loi canadienne sur la protection de l'environnement - en s'appuyant sur le récent projet de loi C-28 et en l'améliorant - afin de mieux protéger les Canadiens contre les substances toxiques contenues dans les produits de tous les jours, comme les cosmétiques

- il renforcera le processus fédéral d'évaluation de l'impact environnemental pour les nouvelles mines de charbon et les projets d'expansion minière

- des projections récentes montrent que les impacts du changement climatique pourraient coûter des milliards de dollars au système de santé de la nation au cours des prochaines décennies

Le parti préconise -

pour réduire les déchets dans les décharges et les communautés, une interdiction immédiate des plastiques à usage unique, tout en protégeant les travailleurs de ce secteur en soutenant la transition de ces installations de production vers de nouveaux produits, et en tenant les entreprises responsables de l'ensemble du cycle de vie de leurs produits et emballages en plastique

- aider les municipalités à améliorer leurs systèmes de gestion des déchets et de recyclage, et soutenir des normes améliorées pour les produits qui peuvent être étiquetés comme recyclables

- adopter une nouvelle législation pour interdire l'exportation de déchets plastiques et aider à réduire les déchets électroniques en supprimant les restrictions inutiles qui empêchent les propriétaires de réparer leurs appareils.

- soutenir la conservation de la nature et la planification de l'utilisation des terres et du climat menées par les autochtones, notamment en développant le programme des gardiens autochtones et en travaillant main dans la main pour faire progresser la protection et la restauration des populations de saumons sauvages du Pacifique sur la côte ouest

- concentrer les investissements dans la gestion des forêts pour aider à réduire le risque d'incendie de forêt et encourager l'innovation dans la sylviculture, y compris la production de bois valorisé et le reboisement

- parce que les peuples autochtones sont les mieux placés pour protéger la diversité culturelle et biologique en contrôlant leur territoire, en travaillant avec les gouvernements autochtones, en respectant le savoir autochtone et en faisant respecter les droits autochtones à la protection des terres, des cours d'eau et de la biodiversité, notamment en faisant des Premières nations, des Inuits et des Métis des partenaires égaux et à part entière dans les processus de développement durable.

des efforts pour construire un avenir à faible émission de carbone, notamment en encourageant la durabilité énergétique dans les communautés éloignées et les possibilités d'équité pour les projets d'énergie renouvelable

- en veillant à ce que les peuples autochtones - en tant que peuples d'origine et gardiens de leurs territoires - soient respectés. - un siège aux tables de décision de haut niveau pour aider à orienter les efforts du Canada pour faire face à la crise du carbone.

La crise climatique

- parce que les effets du changement climatique et de la pollution sont supportés de manière disproportionnée par les communautés marginalisées, en veillant à ce que les investissements dans le domaine du climat soient orientés vers la réduction des inégalités, en honorant les droits des autochtones et en soutenant les communautés, et en créant un bureau de la justice environnementale pour traiter les impacts disproportionnés de la pollution et de la perte de biodiversité sur les communautés à faible revenu, racialisées et autres communautés marginalisées.

Sylviculture

Pour soutenir les industries forestières et des produits du bois, le parti préconise d'investir dans l'innovation forestière et de soutenir les produits du bois canadiens à valeur ajoutée, ainsi que les bons emplois qui en découlent.

Océans et pêche :

Pour soutenir la pêche et les communautés côtières, le parti : - soutient une vision de communautés côtières fortes, de pêcheries durables et d'écosystèmes marins et d'eau douce prospères, pour faire du Canada un leader mondial de la durabilité des océans et de l'eau douce

- pour protéger le saumon sauvage sur la côte Pacifique, en se concentrant sur la conservation, la protection et la restauration de l'habitat essentiel, sur la

côte atlantique, en veillant à ce que la répartition des ressources halieutiques soit guidée par les principes de contiguïté, de dépendance historique et de durabilité, tout en respectant les droits des populations autochtones.

- investir dans la restauration des habitats et la reconstitution des stocks de poissons, ainsi que dans la lutte contre les marées noires et les navires abandonnés afin de mieux protéger nos côtes
- réduire les émissions dues à la navigation et à la pêche, étendre les zones marines protégées, réduire les principales menaces pesant sur les écosystèmes océaniques et mettre en œuvre une stratégie nationale en matière d'eau douce.

Transports et infrastructures durables

Le parti déclare que les municipalités investissent déjà dans les transports publics dans leurs communautés, mais qu'elles ont besoin d'un partenaire fédéral pour défendre les transports publics dans tout le pays.

Le parti préconise - moderniser et développer les transports en commun dans et entre les communautés à travers le Canada, et veiller à ce que le financement fédéral des transports en commun soit axé sur l'intensification des projets de transport en commun à faible émission de carbone, comme les autobus à zéro émission et les trains électriques, dans le but d'électrifier les transports en commun et les autres parcs de véhicules municipaux d'ici 2030

- aider les provinces et les municipalités qui en font une priorité à mettre en place un système de transport en commun gratuit pour faciliter les déplacements, aider les gens à joindre les deux bouts et réduire les émissions

- développer un système public de bus interurbains, ainsi que des trains à haute fréquence le long du corridor Québec-Windsor, élargir les options de service ferroviaire dans d'autres régions, et travailler à la restauration de l'Ontario Northlander pour soutenir le lien de transport crucial pour les communautés et les entreprises du nord de l'Ontario

- promouvoir l'utilisation de véhicules à zéro émission (ZEV). Alors que le Canada se dirige vers la vente de 100 % des nouvelles voitures à zéro émission d'ici 2035, il propose de prolonger les incitatifs fédéraux pour les VZE et d'accorder un répit aux familles de travailleurs en renonçant à la taxe de vente fédérale sur les achats de VZE, et d'augmenter ces incitatifs jusqu'à 15 000 \$ par famille pour les véhicules fabriqués au Canada -

- élargir l'utilisation des VZE dans le secteur public - y compris les sociétés d'État - et par les véhicules de transport de marchandises

- afin de rendre l'utilisation des VZE plus facile pour les Canadiens dans toutes les régions,

créer un centre d'excellence pour la recherche et le développement des ZEV afin de faire progresser les technologies connexes telles que l'hydrogène, les batteries et les solutions de stockage de l'énergie

- étudier les possibilités liées à la technologie des piles à hydrogène vertes qui pourraient contribuer à réduire les émissions des poids lourds, du transport de marchandises, du transport maritime et de l'aviation

- renforcer la norme sur les carburants à faible teneur en carbone. -

promouvoir la planification communautaire intelligente et les transports actifs tels que la marche et le vélo, en tant qu'options plus saines et plus abordables pour tous

- collaborer avec d'autres niveaux de gouvernement pour encourager l'utilisation de vélos électriques et leur intégration en toute sécurité dans notre réseau de transport actif.

Agriculture

Le parti déclare que :-

la manière dont les cultures sont cultivées, dont le bétail est élevé et dont les aliments sont utilisés a également un impact sur le climat et sur la nutrition

- il s'efforcera de relier les communautés aux agriculteurs par le biais de centres alimentaires locaux et d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire afin de réduire les énormes quantités d'aliments qui sont actuellement gaspillées au Canada

- il établira des partenariats avec les agriculteurs et les communautés pour soutenir la biodiversité et pour surveiller et protéger la santé des pollinisateurs.

Espèces, diversité et faune

Le parti préconise - la

protection des écosystèmes et de la biodiversité, en protégeant 30 % de nos terres, de notre eau douce et de nos océans d'ici 2030

- l'expansion des parcs nationaux urbains et la restauration de la biodiversité urbaine, et la garantie de l'application de la loi sur les espèces en péril

- le lancement d'un plan décennal pour la nature afin d'inverser la tendance à la disparition des espèces et de freiner l'importation et le commerce intérieur d'animaux sauvages.



Changement climatique

Le parti déclare que :

- il est incontestable que le climat de la planète a toujours changé et qu'il continuera à changer. Il n'y a pas de consensus scientifique sur la théorie selon laquelle le CO2 produit par l'activité humaine provoque aujourd'hui ou provoquera à l'avenir un dangereux réchauffement de la planète et que le monde est confronté à des catastrophes environnementales si ces émissions ne sont pas réduites de manière drastique. De nombreux scientifiques de renom continuent de contester cette théorie
- le débat politique sur le réchauffement climatique a été détourné par les partisans d'un grand gouvernement qui utilisent des techniques de propagande grossières pour imposer leur point de vue et ridiculisent et harcèlent publiquement tous ceux qui expriment des doutes
- le CO2 est bénéfique pour l'agriculture et l'on a récemment constaté un "verdissement" mesurable de la planète, en partie grâce à des niveaux plus élevés. Le CO2 n'est pas un polluant. Il s'agit d'un ingrédient essentiel à la vie sur Terre et nécessaire à la croissance des plantes.
- étant donné les incertitudes quant aux fondements scientifiques du réchauffement climatique et les certitudes quant aux coûts énormes des mesures destinées à le combattre, il n'y a aucune raison impérieuse de mettre en péril notre prospérité par de nouvelles interventions gouvernementales.

Les partisans du parti :

- retrait de l'Accord de Paris et abandon des objectifs irréalistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- arrêt du transfert de milliards de dollars aux pays en développement pour les aider à réduire leurs émissions
- abolition de la taxe carbone et laisser aux gouvernements provinciaux le soin d'adopter des programmes de réduction des émissions s'ils le souhaitent
- abolition des subventions aux technologies vertes et laisser les acteurs privés développer des alternatives rentables et efficaces
- investissement dans des stratégies d'adaptation si des problèmes surviennent à la suite de tout changement climatique naturel
- priorité à la mise en œuvre de solutions pratiques pour rendre l'air, l'eau et le sol du Canada plus propres, notamment en apportant de l'eau potable aux communautés éloignées des Premières Nations.

Énergie et ressources

Le parti déclare que :

- des militants écologistes radicaux, financés en partie par des fondations américaines, ont influencé le gouvernement pour étouffer la croissance de l'industrie pétrolière canadienne en l'empêchant de transporter et de vendre ses produits, par exemple en interdisant le trafic des pétroliers sur la côte nord de la Colombie-Britannique, ce qui a entraîné l'annulation des projets d'oléoducs Northern Gateway et Eagle Spirit, et a poussé les investisseurs à se retirer du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain et à le vendre au gouvernement fédéral pour 4 milliards de dollars. 5 milliards de dollars
- les investissements dans l'industrie pétrolière et gazière se sont effondrés, passant de 81 milliards de dollars en 2014 à 37 milliards de dollars en 2019
- malgré l'émergence de sources d'énergie alternatives, la demande mondiale de pétrole devrait continuer à augmenter pendant plusieurs décennies
- le Canada possède les troisièmes plus grandes réserves de pétrole au monde et est bien placé pour répondre à cette demande anticipée.

Les partisans du parti :

- parce que l'industrie pétrolière et gazière est depuis des décennies une source majeure d'emplois, de recettes publiques et de bien-être économique pour l'ensemble du Canada, lui permettant de croître, d'exporter ses produits et d'apporter la prospérité à notre pays, et apporter la prospérité à notre pays
- contre la propagande anti-pétrole et anti-pipeline des écologistes radicaux et des fondations étrangères
- abroger les projets de loi C-48 et C-69
- approuver les projets de pipelines selon une procédure simplifiée
- trouver un acheteur privé pour Trans Mountain
- réaffirmer la compétence fédérale en matière de construction de pipelines en invoquant l'article 92(10) de notre Constitution, en vertu duquel le Parlement peut déclarer que tout projet est à l'avantage général du Canada.
- travailler avec l'industrie et les partenaires américains pour relancer les projets annulés et maintenir la ligne 5 en service

Le parti n'a pas publié de position officielle à ce sujet :

- diversité des espèces et faune sauvage
- développement durable

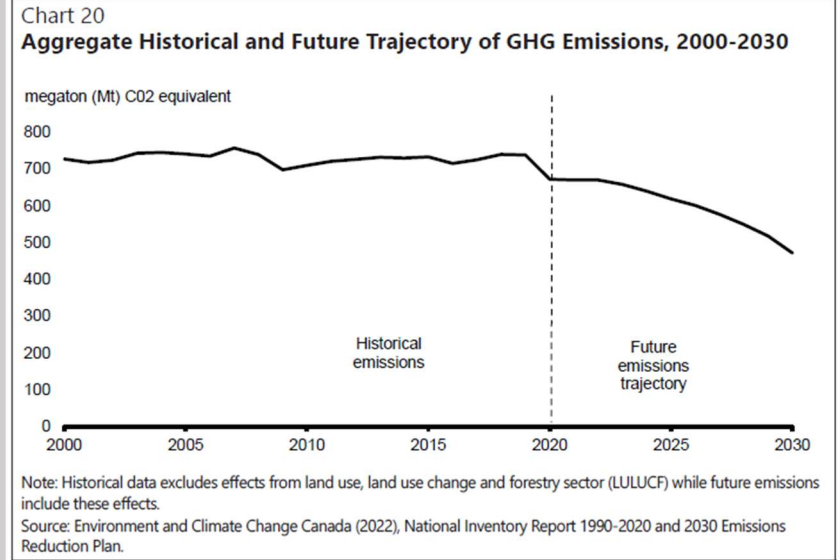
Points à méditer : La gestion de la création

Envisagez de discuter des questions suivantes avec les candidats locaux, les élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

De nombreuses voix, dont celles des scientifiques, du Vatican et des Nations unies, s'accordent à dire que pour éviter un réchauffement catastrophique de la planète, avec pour conséquence une augmentation imprévisible du nombre et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, la perte de terres agricoles, en particulier dans les pays les plus pauvres, et l'effondrement des écosystèmes, l'augmentation de la température moyenne mondiale doit être limitée à 1,5 degré centigrade ; et que pour atteindre cette limite, les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux doivent être réduites de moitié d'ici à 2030 et ramenées à une augmentation nette nulle d'ici à 2050. Le Canada s'est actuellement engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2030, mais, selon le vérificateur général, il pourrait ne pas atteindre cet objectif.

- Que peuvent ou doivent faire les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, les organisations non gouvernementales, les familles et les particuliers, le cas échéant, pour contribuer à prévenir des dommages irréversibles, voire catastrophiques, à l'atmosphère terrestre ?
- Comment le gouvernement fédéral peut-il ou doit-il orienter le Canada vers une économie et un mode de vie durables, adaptables et résilients, afin de protéger les générations futures et les habitants d'autres régions du monde, tout en permettant aux Canadiens d'occuper des emplois qui les soutiennent matériellement et les épanouissent spirituellement ?
- L'élimination des plastiques, des emballages et des outils à usage unique doit-elle devenir une priorité sociale ? Dans l'affirmative, que peuvent ou doivent faire les gouvernements fédéral ou provinciaux, ou les organisations locales ou caritatives ? Quelles sont les autres questions qui devraient figurer en tête de notre programme sur le climat ?

Graphique : Tendances à partir de 2020, extrait du budget fédéral du Canada 2023, p. 16



Famille, communauté et bien commun

Rôle de la famille | Soins de santé et soins aux personnes âgées | Éducation et jeunes travailleurs | Culture, arts et tourisme

. La priorité de la famille sur la société et l'État doit être affirmée. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)

L'enseignement catholique

Les exigences du bien commun... sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent avant tout l'engagement pour la paix, l'organisation des pouvoirs de l'État, un système juridique sain, la protection de l'environnement et la fourniture à tous des services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme : **alimentation, logement, travail, éducation et accès à la culture, transports...** -166, *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*

Le rôle et le développement de la famille

"Honore ton père et ta mère".
- le 4^e commandement

La famille est la première unité de la société. C'est là que commence l'éducation et que la Parole de Dieu est cultivée pour la première fois. **La priorité de la famille sur la société et l'État doit être affirmée.** - 209-214, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

L'Église enseigne que le rôle propre du gouvernement et des autres institutions humaines est de **favoriser la vie et la dignité humaines en maintenant des conditions sociales qui nous permettent et nous encouragent à grandir de manière authentique et à servir Dieu les uns dans les autres**, et donc à promouvoir ce qui est vraiment dans l'intérêt commun. Cela commence par l'encouragement et l'épanouissement des familles, ainsi que par le soutien aux personnes âgées et aux autres membres marginalisés de la société.



Le rôle et le développement de la famille

Le Bloc n'a pas publié de déclaration officielle sur ses politiques concernant le rôle de la famille dans la société.

Le Bloc préconise :

- une réforme de l'assurance-emploi afin que les femmes qui perdent leur emploi vers la fin ou au retour de leur congé de maternité et parental puissent être protégées par des prestations.

Soins de santé

Le Bloc affirme que la santé est une priorité pour les Québécois et que :

- Les diminutions et même les ruptures de services au cours de l'été qui a suivi la pandémie ont confirmé que les problèmes de santé du Québec ne se régleront pas d'un coup, notamment en raison du sous-financement continu des soins de santé par le gouvernement fédéral
- Ottawa doit faire sa juste part pour que les personnes qui souffrent aient accès à des soins de qualité, et que le personnel infirmier du Québec reçoive des renforts et des conditions de travail à la hauteur de son dévouement
- le gouvernement fédéral devra augmenter les transferts en santé, sans condition, pour couvrir 35 % des coûts des soins de santé, comme le réclament unanimement le Québec et les provinces
- il entend soutenir les soins à domicile par le biais de crédits d'impôt
- elle fera de l'augmentation des transferts de santé son principal cheval de bataille après les élections

L'alimentation

Le Bloc affirme que : - Les Québécois

veulent que les aliments qu'ils servent à leur famille soient les plus frais et les plus sains

- la décision de Santé Canada, renversée suite aux pressions politiques du Bloc, d'augmenter la quantité de pesticides, notamment le glyphosate, dans certains types d'aliments a provoqué la colère des Québécois
- il condamne fermement les tractations du gouvernement fédéral avec les multinationales des pesticides et se méfie de la décision de reporter l'augmentation des résidus de pesticides à 2022 pour tenter d'étouffer l'affaire avant les élections.

En conséquence, le Bloc préconise

- une enquête sur les liens et le copinage potentiel entre Santé Canada et les multinationales de pesticides telles que Bayer et Syngenta, en réitérant l'importance d'éliminer les pesticides de la famille des néonicotinoïdes plutôt que d'en augmenter l'utilisation
- investissement de 300 millions de dollars pour trouver une solution de rechange et soutenir les producteurs agricoles pendant la transition
- exigences en matière d'étiquetage des OGM, notamment en raison de l'apparition dans les épiceries québécoises de saumons transgéniques
- mise en place d'un plan de traçabilité des produits de la mer, du bateau à l'assiette, afin d'informer correctement les consommateurs, d'encourager la pêche locale et de lutter contre la pêche illégale.

Réponse à la pandémie

Le Bloc déclare que : -

- la pandémie a révélé les lacunes de l'industrie pharmaceutique au Canada et au Québec, où nous dépendons à 100 % de pays étrangers pour notre approvisionnement en vaccins
- le Canada a besoin d'un plan réfléchi, détaillé et réalisable pour faire face aux futures pandémies.

À cette fin, le Bloc préconise - que le Canada joue un rôle de leader auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin d'établir une stratégie concertée de reconnaissance des vaccins, de vaccination mixte et de gestion des quarantaines, en tenant compte de l'évolution de la pandémie dans les différents pays et de l'apparition de variantes

Soins de santé

Parmi les causes qui contribuent fortement au sous-développement et à la pauvreté, il faut mentionner l'analphabétisme, le manque de sécurité alimentaire, l'absence de structures et de services, les mesures inadéquates pour garantir les soins de santé de base, le manque d'eau potable et d'assainissement. -166, 447 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Soutien aux personnes âgées

Si les personnes âgées se trouvent dans des situations de souffrance et de dépendance, elles ont besoin non seulement de services de santé et d'une assistance appropriée, mais aussi et surtout d'être traitées avec amour. - 222 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

L'éducation

"Que Nazareth nous rappelle ce qu'est la famille, ce qu'est la communion d'amour, sa beauté pure et simple, son caractère sacré et inviolable ; qu'il nous aide à voir combien l'éducation familiale est douce et irremplaçable ; qu'il nous enseigne sa fonction naturelle dans l'ordre social. Qu'enfin nous apprenions la leçon du travail". - 210 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, citant St Paul VI, Discours à Nazareth (5 janvier 1964).*

Le maintien de l'emploi dépend de plus en plus des capacités professionnelles de chacun. Les systèmes d'instruction et d'éducation ne doivent pas négliger la formation humaine ou technologique, qui est nécessaire à l'exercice fructueux des responsabilités. **Il faut apprendre aux jeunes à agir de leur propre initiative,** à accepter la responsabilité d'affronter avec des compétences adéquates les risques liés à un contexte économique fluide et souvent imprévisible dans son évolution. - 289, 290 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

- la mise en place d'un mécanisme de vérification des preuves vaccinales mondiales, permettant de gérer les voyages internationaux en fonction des vaccins reconnus par les autorités de santé publique
- une campagne active du Canada pour la levée des brevets sur les vaccins, afin que tous les pays du monde puissent enfin s'équiper pour lutter contre la pandémie
- le développement d'une stratégie de production autosuffisante de vaccins, incluant la création des conditions nécessaires au développement d'une industrie de classe mondiale
- bénéficier des récentes avancées scientifiques qui ont conduit à l'émergence de médicaments coûteux capables de contrecarrer de nombreuses maladies rares, nécessitant que le gouvernement fédéral révise sa stratégie pour diminuer le coût de ces médicaments, sans compromettre l'accès rapide des patients à ceux-ci, ou le développement de l'autonomie vaccinale
- assurer l'alignement de la stratégie du gouvernement fédéral en matière de médicaments sur la stratégie québécoise en matière de maladies rares

Maladies graves et de longue durée

Le Bloc affirme que :

- la nation québécoise protège les plus vulnérables et ne ménage aucun effort pour aider les personnes atteintes de maladies graves comme le cancer. Ces personnes et leurs familles ont souvent besoin de beaucoup plus que 15 ou même 26 semaines de soutien financier pour recouvrer la santé et retourner au travail

Soins et soutien aux personnes âgées

Le Bloc affirme que les aînés ont été les plus touchés par la pandémie et les moins bien soutenus par le gouvernement fédéral

- l'augmentation de la pension mensuelle pour tous les aînés, à partir de 65 ans, demeure incontournable. Il rejette toute tentative de créer deux classes de seniors en les discriminant sur la base de l'âge
- les dispositions archaïques et discriminatoires de la loi fédérale sur les pensions doivent être abolies. Les conjoints survivants des retraités dont le mariage ou l'union de fait a pris fin après l'âge de 60 ans ou après la retraite ne doivent pas être privés de la pension du défunt. Le Bloc québécois exigera l'abrogation de ces dispositions discriminatoires qui portent atteinte à la dignité des femmes et des aînés qui ont travaillé, entre autres, dans la fonction publique fédérale ou dans les forces armées
- il veut que les aînés jouissent d'une retraite digne des efforts qu'ils ont consacrés toute leur vie au développement de leur famille, de leur communauté et de leur nation.

Éducation et jeunes travailleurs

Le Bloc n'a fourni aucune déclaration sur ses politiques relatives à l'éducation et aux jeunes travailleurs.

Culture, arts et tourisme

La culture

Le Bloc affirme que :

- Le Québec est une nation fière, fière : (i) de sa langue commune et officielle, le français ; (ii) de son histoire de résilience, de créativité et de solidarité, et (iii) de ses valeurs fondamentales d'accueil, de partage et d'égalité, valeurs qui font du Québec une terre d'accueil pour ceux qui y vivent, ceux qui y viennent et ceux qui y viendront.
- il a imposé le Québec à Ottawa, de sorte que le Parlement canadien a été saisi par les priorités et les besoins des Québécois comme jamais auparavant
- au cours de son bref mandat, il a poussé la Chambre des communes à faire des avancées sans précédent pour l'identité québécoise, notamment (i) en obtenant la reconnaissance officielle par la Chambre que le Québec est une nation, et que sa seule langue officielle et commune est le français (ii) l'obtention d'un vote en faveur de l'application de la Charte de la langue française, la loi 101, aux entreprises sous juridiction fédérale, et (iii) la défaite des opposants à la loi 21 sur la laïcité de l'État qui prévoyait d'utiliser les fonds publics fédéraux pour poursuivre le Québec en justice (iv) la défaite d'une commission pancanadienne des valeurs mobilières et de la centralisation des autorités des marchés financiers à Toronto.

Le Bloc préconise

- la protection des travailleurs saisonniers et des entreprises comme les cabanes à sucre et les festivals qui ont perdu deux saisons entières à cause de la crise sanitaire, la modification des programmes fédéraux d'aide aux entreprises pour assurer la vitalité de tous nos modèles de PME
- utiliser toutes ses ressources pour que la loi fédérale sur les langues officielles ne s'applique plus aux entreprises privées du Québec. La Charte de la langue française du Québec doit s'appliquer partout sur notre territoire. - en déposant un projet de loi visant à faire de la connaissance suffisante du français une condition d'obtention de la citoyenneté québécoise
- en se battant avec les Acadiens et les Franco-Canadiens pour que la réforme de la Loi sur les langues officielles accorde une priorité absolue à la capacité de ces communautés à vivre et à travailler en français.
- la protection de la réputation du Québec contre les attaques calomnieuses lorsqu'il fait valoir les droits des Québécois, leur langue ou leurs choix de société, en s'opposant au "Québec bashing" à chaque occasion, et en réfutant les accusations de racisme fréquemment et injustement portées contre tout un peuple, sur la base de prémisses erronées

Culture, arts et tourisme

Face à la rapidité des progrès technologiques et économiques, et à la transformation tout aussi rapide des processus de production et de consommation, **un important travail éducatif et culturel s'impose d'urgence.** *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 376, 401*

Certains pays économiquement prospères ont tendance à être proposés comme modèles culturels aux pays moins développés ; au contraire, chacun de ces pays devrait être aidé à grandir de manière distincte et à développer sa capacité d'innovation tout en respectant les valeurs de sa propre culture. **Le désir superficiel et pathétique d'imiter les autres conduit à copier et à consommer au lieu de créer, et favorise le manque d'estime de soi au niveau national.**

Nous oublions qu'"il n'y a pas de pire forme d'aliénation que de se sentir déraciné, de n'appartenir à personne. **Une terre ne sera féconde, et ses habitants ne porteront des fruits et ne donneront naissance à l'avenir, que dans la mesure où elle pourra favoriser le sentiment d'appartenance de ses membres, créer des liens d'intégration entre les générations et les différentes communautés,** et éviter tout ce qui nous rend insensibles aux autres et conduit à une plus grande aliénation".
- *Fratelli tutti, -51-53*

- une campagne de promotion de l'image du Québec dans le monde. et un effort diplomatique pour assurer la présence internationale de notre nation, y compris l'affirmation du droit inaliénable à l'autodétermination des Québécois, et le rôle positif que joue le Québec dans le monde.

Arts

Le Bloc préconise : - le rapatriement de tous les pouvoirs culturels et la création d'une agence québécoise pour remplacer le CRTC, car les Canadiens sont peu enclins à promouvoir et à protéger la culture, comme en témoigne le sabordage du projet de loi C-10, qui visait à mieux encadrer la culture à l'ère numérique et à forcer les géants du Web à faire leur part pour le développement des arts et des médias québécois

- la bonification et le redéploiement du projet de loi C-10, en particulier les amendements essentiels du Bloc pour assurer la protection des contenus canadiens et québécois, la "découvrabilité" et la promotion des arts québécois et la production de contenus en français - la

poursuite des efforts pour établir une taxation des revenus des géants du numérique à un taux de 3 %, assurer la continuité et la prévisibilité des programmes et subventions culturels et touristiques, alors que le secteur, ses créateurs, diffuseurs et événements, petits et grands, continueront de subir les conséquences de la crise économique liée à la pandémie au cours des prochaines années

- orienter les taxes perçues auprès des géants du numérique vers un fonds dédié aux médias, aux arts et à la culture du Québec.



Parti de l'Héritage Chrétien



Rôle et développement de la famille

Le parti déclare que : -

il estime que la cellule familiale est essentielle au bien-être des individus et de la société, car c'est là que l'enfant apprend les valeurs et développe son sens des responsabilités
- son objectif n'est rien de moins que de faire du Canada le pays le plus favorable à la famille dans le monde.

Pour soutenir les familles, le parti préconise - un

financement accru des services de garde d'enfants, afin d'aider les femmes à entrer sur le marché du travail en convertissant la déduction pour frais de garde d'enfants en un crédit d'impôt remboursable couvrant jusqu'à 75 % du coût des services de garde d'enfants pour les familles à faible revenu

- le versement de la déduction au cours de l'année, afin que les familles n'aient pas à payer le coût des services de garde d'enfants pour ensuite récupérer l'argent plus tard.

- améliorer les programmes de congé de maternité et de congé parental en permettant aux parents participants de gagner jusqu'à 1 000 dollars par mois pour leur permettre de rester en contact avec la population active et faciliter leur retour au travail

- aider les futurs parents à faire face à la myriade de dépenses liées à l'achat de berceaux, de vêtements, de sièges auto et d'une série d'autres articles nécessaires à une famille, élargir la Prestation canadienne pour enfants en permettant que les prestations commencent au 7e mois de grossesse plutôt qu'à l'accouchement

- pour soutenir les parents traumatisés par une fausse-couche, pour soutenir les parents traumatisés par une fausse couche, en leur permettant de bénéficier de trois jours de congé de deuil rémunéré

- réformer les prestations parentales de l'assurance-emploi afin que les parents qui perdent un enfant ne soient pas brutalement privés de leurs prestations et veiller à ce que les prestations parentales de l'assurance-emploi soient prolongées d'au moins huit semaines après le décès d'un nourrisson

- créer une stratégie nationale en matière d'adoption, y compris une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'adoption, et travailler avec les provinces pour garantir un accès égal à l'adoption pour tous les enfants, y compris un soutien à l'adoption internationale en travaillant avec d'autres pays pour aligner les processus ; la création d'une prestation d'assurance-emploi pour les parents adoptifs, sur le modèle des prestations de maternité de l'assurance-emploi ; et l'augmentation du montant maximal qu'un parent peut demander au titre du crédit d'impôt pour frais d'adoption, de 15 000 à 20 000 dollars, et la possibilité de rembourser ce crédit.

Garde d'enfants

Le parti déclare que : - la

productivité du Canada est systématiquement inférieure à celle de ses homologues du G20

- selon le FMI, l'augmentation de la participation des femmes à la main-d'œuvre pourrait accroître la productivité du Canada de 4 % à moyen terme

- l'expérience du Québec a montré que l'amélioration de l'accessibilité des services de garde d'enfants augmente le nombre de femmes qui choisissent de travailler à l'extérieur de la maison

- pour permettre aux femmes d'entrer sur le marché du travail et d'accroître la productivité nationale, elle préconise de convertir la déduction pour frais de garde d'enfants en un crédit d'impôt remboursable couvrant jusqu'à 75 % du coût de la garde d'enfants pour les familles à faible revenu.

Soins de santé

Le parti déclare que :

- tous les Canadiens devraient avoir un accès raisonnable à des services de santé de qualité en temps voulu, indépendamment de leur capacité à payer

- les provinces et les territoires devraient être en mesure d'offrir des options équilibrées de soins de santé publics et privés

- le parti encourage les programmes de bien-être et de prévention des maladies dans le cadre des soins de santé

- la durée de validité des brevets de 20 ans permet d'atteindre un équilibre viable entre l'encouragement du développement de nouveaux médicaments et l'assurance qu'ils sont disponibles à des prix abordables.

Les partisans du parti :

- collaborer avec les provinces pour porter le taux de croissance annuel du Transfert canadien en matière de santé à au moins 6 %, ce qui permettra d'injecter près de 60 milliards de dollars dans le système de soins de santé sur une période de dix ans

Sécurité et indépendance en matière de santé ; réponse aux pandémies

Compte tenu de la responsabilité du gouvernement de protéger la santé des citoyens, de réduire la sécurité sanitaire du Canada et de diminuer la dépendance à l'égard de pays étrangers comme la Chine, le parti préconise de -

un partenariat avec les entreprises pharmaceutiques pour augmenter la production de médicaments essentiels et renforcer la capacité nationale de production de vaccins

- l'utilisation des achats du gouvernement et de ceux qui reçoivent un financement du gouvernement pour renforcer la production nationale d'équipements de protection individuelle (EPI)

- la révision et la reconstruction du système de réserve nationale d'urgence du Canada pour s'assurer que le pays dispose des fournitures nécessaires pour être prêt à tout moment à faire face à de futures menaces.

Pour que le Canada soit prêt à faire face à de futures pandémies, y compris les menaces bioterroristes, le parti préconise une action rapide pour protéger la santé tout en évitant les impacts à long terme sur la santé mentale et l'économie : -

une enquête publique immédiate pour examiner tous les aspects de la réponse nationale à la pandémie, en veillant à ce que toutes les leçons tirées de la crise soient diffusées publiquement et que les enseignements puissent être immédiatement adoptés

- une collaboration avec les nations alliées pour enquêter sur les origines du COVID-19.

Afin d'accroître la résilience nationale face aux pandémies et autres menaces, le parti préconise la mise en œuvre d'un plan de préparation aux situations d'urgence, ainsi que son examen et sa mise à jour annuels, comprenant les éléments suivants

- renforcer la capacité de recherche et de production du Canada en faisant du pays l'une des meilleures juridictions au monde pour la recherche et le développement pharmaceutiques et la production de vaccins et de médicaments

- revoir la réglementation pour éviter de faire fuir les entreprises pharmaceutiques du Canada

- suivre l'exemple du Royaume-Uni, mettre en œuvre une stratégie de croissance du secteur de manière réfléchie plutôt que de se contenter de distribuer de l'argent

- négocier de manière constructive avec l'industrie pharmaceutique pour réduire le prix des médicaments tout en assurant une certitude réglementaire à long terme

- travailler avec les universités, le secteur privé, les provinces, les territoires et les pays partenaires pour revoir la réponse à apporter aux pandémies et aux menaces pandémiques, en particulier en ce qui concerne les maladies infectieuses, collaborer avec les universités, le secteur privé, les provinces, les

territoires et les pays partenaires pour revoir les plans d'intervention, y compris la recherche nationale sur les vaccins, le développement des essais et la capacité et l'état de préparation de la fabrication, en mettant l'accent sur les nouvelles plateformes de vaccins

- revoir les processus réglementaires de Santé Canada et l'équilibre entre les relations industrielles, sanitaires et économiques du Canada avec le secteur mondial de la biofabrication, à la lumière des piètres performances du Canada en matière d'accès aux vaccins au cours de la campagne COVID-19

- collaborer avec les sociétés pharmaceutiques et d'autres acteurs pour augmenter les stocks nationaux et la production de médicaments, d'ingrédients et d'EPI essentiels au

Canada

- rétablir les droits de douane sur les importations d'EPI
- collaborer avec les experts en maladies infectieuses, les provinces et les territoires pour mettre au point des systèmes de recherche des contacts fondés sur des données probantes à nos frontières
- mettre au point un système national de partage des données entre les juridictions sur la transmission des agents pathogènes, les niveaux d'immunité et les taux de vaccination, avec des exigences transparentes en matière de rapports et une coordination entre les juridictions
- renforcer Santé Canada, en s'associant au secteur privé et en travaillant avec les provinces pour harmoniser la formation des unités de soins intensifs afin de garantir que les diplômés des unités de soins intensifs sont transférables d'un pays à l'autre, de manière à ce que cette capacité puisse être renforcée en cas d'urgence.

Soutien aux personnes âgées

Afin d'aider les nombreux Canadiens qui s'occupent de leurs parents et d'éviter aux personnes âgées de devoir vivre dans des maisons de soins de longue durée, le parti préconise :

- une prestation canadienne pour les soins aux personnes âgées, versant 200 dollars par mois et par ménage à tout Canadien qui vit avec un parent âgé de plus de 70 ans et s'en occupe
- une modification du crédit d'impôt pour l'accessibilité des logements en augmentant la limite de 10 000 dollars par logement à 10 000 dollars par personne.
- des mesures pour régler le problème des soins de longue durée et aider les personnes âgées à rester chez elles
- Pour éviter que ne se reproduisent des cas de négligence ou d'abandon tels que ceux observés dans les établissements de soins de longue durée pendant la pandémie de COVID, le parti préconise de modifier les dispositions du code pénal relatives au manquement à l'obligation de fournir les nécessités de la vie afin de préciser que l'exploitant d'un établissement de soins agréé est présumé avoir une obligation légale à l'égard des résidents de l'établissement.

Soins de longue durée

Le parti préconise -travailler avec

les provinces pour développer un ensemble de bonnes pratiques pour les foyers de soins de longue durée qui, comme le code national du bâtiment, fournirait des orientations aux provinces sans empiéter sur leurs compétences

- travailler avec tous les gouvernements provinciaux qui veulent s'engager dans des projets de soins de longue durée et encourager toutes les provinces à incorporer les résultats dans la législation provinciale.
- entre-temps, consacrer 3 milliards de dollars de fonds d'infrastructure au cours des trois prochaines années pour rénover les maisons de soins de longue durée dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, afin d'améliorer les soins que reçoivent les résidents, et encourager les partenariats avec les organisations privées à but non lucratif qui ont toujours fourni une part importante des soins de longue durée
- aider à répondre aux besoins en personnel de soutien en donnant la priorité dans les programmes d'immigration à ceux qui peuvent travailler dans les soins de longue durée, et promouvoir ces carrières par le biais des programmes d'immigration et d'établissement des réfugiés

Emploi pour les travailleurs âgés

Le parti préconise -

doubler la prestation pour les travailleurs canadiens jusqu'à un maximum de 2 800 \$ pour les individus ou de 5 000 \$ pour les familles et la verser sous forme de dépôt direct trimestriel plutôt que sous forme de remboursement d'impôt à la fin de l'année, afin d'aider les personnes âgées qui choisissent de continuer à travailler après la retraite pour se donner un peu plus de revenus.

Pensions

Pour protéger les personnes âgées des réductions de leurs pensions lorsque l'entreprise pour laquelle elles travaillent fait faillite, le parti préconise : - la modification de la législation afin de garantir que les retraités aient la priorité sur les élites des entreprises en cas de faillite ou de restructuration

- l'interdiction pour les cadres de se verser des primes lorsqu'ils gèrent une entreprise en cours de restructuration si le régime de retraite n'est pas entièrement financé
- la suppression de l'obligation de convertir les régimes de retraite sous-financés en rentes, ce qui peut bloquer les pertes et réduire les paiements des travailleurs.
- l'obligation pour les entreprises de rendre compte plus clairement de l'état de financement de leurs régimes de retraite.

Éducation et jeunes travailleurs

Le parti déclare qu'il croit en une plus grande accessibilité à l'éducation en éliminant le plus grand nombre possible d'obstacles à l'éducation post-secondaire.

Les partisans du parti :

- l'augmentation de la contribution du gouvernement au régime enregistré d'épargne-études (REEE) de 20 à 30 %, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ par an
- l'octroi d'incitations fiscales et d'allègements pour les prêts étudiants

Culture, arts et tourisme

Le parti estime que :

- notre culture est ce qui unit les Canadiens ; notre identité commune découle des histoires que nous racontons à travers la musique, la télévision, l'art et d'autres médias
- les industries culturelles sont un énorme moteur économique, créant plus de 765 000 emplois dans notre économie
- la société multiculturelle du Canada est une réalité appréciée, tandis que tous les Canadiens devraient adopter des valeurs canadiennes communes telles que l'égalité, la démocratie et l'État de droit

Pour contribuer à la création d'emplois et d'infrastructures tout en reliant les Canadiens à la nature, entre eux et à des destinations touristiques mondialement reconnues, et en promouvant la forme physique et le bien-être mental, le parti préconise ce qui suit : - la poursuite de la construction du sentier transcanadien, avec un financement de 12,5 millions de dollars par an

Médias en ligne

Pour soutenir la culture canadienne et créer des conditions équitables entre les entreprises canadiennes et les géants étrangers du web, le parti préconise de - l'abrogation de la loi C-10, qui donne trop de pouvoir aux autorités de réglementation sans fournir aux entreprises les lignes directrices claires dont elles ont besoin pour fonctionner, et son remplacement par une législation qui met à jour la Loi sur la radiodiffusion pour faire face aux réalités d'un marché de plus en plus en ligne et à la nécessité d'offrir aux entreprises une certitude et aux consommateurs un choix

- exiger que les grands services numériques de diffusion en continu comme Netflix, Disney+ et Amazon Prime Video réinvestissent une part importante de leurs recettes brutes canadiennes dans la production d'émissions canadiennes originales, dont une proportion obligatoire d'émissions en langue française, et, s'ils ne se conforment pas à cette exigence au cours d'une année donnée, les obliger à payer la différence.
- rationaliser et réduire le fardeau réglementaire imposé aux radiodiffuseurs et câblodistributeurs canadiens traditionnels, y compris les droits de licence du CRTC et les exigences de contribution au Fonds des médias du Canada, La perte de revenus sera compensée par une partie des recettes provenant de la nouvelle taxe sur les services numériques
- procéder à un examen complet du mandat du CRTC pour s'assurer qu'il reflète mieux les besoins des Canadiens et qu'il n'empêche pas les radiodiffuseurs canadiens d'innover et de s'adapter à l'évolution du marché
- protéger CBC Radio et CBC North
- revoir le mandat de CBC English Television, CBC News Network et CBC English online news pour évaluer la viabilité d'un recentrage du service sur un modèle d'intérêt public comme celui de PBS aux États-Unis, en veillant à ce qu'il ne soit plus en concurrence avec les radiodiffuseurs privés canadiens et les fournisseurs numériques.

Indépendance des médias canadiens

Le parti affirme que la perte de revenus publicitaires numériques au profit des géants américains de la technologie comme Google et Facebook met les journaux locaux en faillite, coûte des emplois aux Canadiens et nuit à la capacité de raconter des histoires locales et canadiennes.

Le parti préconise

de garantir des règles du jeu équitables pour les médias canadiens, en veillant à ce que les Canadiens soient rémunérés équitablement pour le contenu qu'ils créent, tout en encourageant la création de médias et d'une culture plus canadiens :

- l'introduction d'un cadre de redevances pour les médias numériques afin de s'assurer que les médias canadiens sont équitablement rémunérés pour le partage de leur contenu par des plateformes comme Google et Facebook, y compris l'adaptation d'une approche made in Canada qui incorpore les meilleures pratiques de juridictions comme l'Australie et la France ; la mise en place d'un processus d'arbitrage solide et la création d'un droit de propriété intellectuelle pour les extraits d'articles partagés sur une plateforme de médias sociaux ; et l'assurance que les petits médias sont inclus, et que le gouvernement ne sera pas en mesure de choisir qui a accès au cadre de redevances
- introduire une taxe sur les services numériques représentant 3 % du revenu brut au Canada pour que les géants du web paient leur juste part
- réduire de manière significative les sommes dépensées par le gouvernement pour la publicité avec les grandes entreprises technologiques étrangères comme Twitter et diriger plutôt l'argent de la publicité fédérale vers les médias canadiens, y compris les hebdomadaires communautaires, les médias régionaux, et les médias ethniques
- reconnaître et corriger l'impact économique négatif pour les créateurs et les éditeurs de l'utilisation non compensée de leurs œuvres d'une manière conforme aux recommandations unanimes du rapport du Comité du patrimoine de la Chambre des communes en 2019
- mettre fin au plan de sauvetage des médias de 600 millions de dollars

du gouvernement actuel, car les médias devraient être soutenus autrement qu'en recevant directement de l'argent des contribuables. Le financement gouvernemental des médias "approuvés" sape la liberté de la presse, qui est un élément essentiel d'une société libre.

- la réalisation d'un examen de la politique fédérale en matière d'édition de livres afin d'améliorer la viabilité commerciale du secteur de l'édition indépendante au Canada.

Patrimoine canadien

Le parti déclare que le Canada possède un riche héritage en tant que l'une des plus anciennes démocraties constitutionnelles du monde. Ce patrimoine devrait être mieux mis en valeur et

Les monuments et les édifices patrimoniaux doivent être enseignés aux générations futures. Malheureusement, de nombreux monuments publics et bâtiments patrimoniaux du pays sont dans un état de délabrement avancé

Pour remédier à ce problème, le parti préconise :

- la création d'un nouveau Fonds de préservation du patrimoine canadien qui fournira un total de 75 millions de dollars en subventions aux gouvernements municipaux au cours des cinq prochaines années pour la réparation et la restauration des monuments historiques, des statues et des bâtiments patrimoniaux

- la poursuite du soutien aux efforts d'entretien des monuments nationaux du Canada

- la garantie de l'achèvement rapide du Monument canadien aux victimes du communisme

Langues

officielles

Les partisans du parti :

- collaborer avec le gouvernement du Québec pour appliquer la Charte de la langue française aux entreprises sous réglementation fédérale qui exercent leurs activités au Québec

- déposer, en priorité, un projet de loi visant à moderniser la Loi sur les langues officielles en conférant des pouvoirs accrus au commissaire aux langues officielles, en donnant au Conseil du Trésor l'autorité et la responsabilité d'assurer l'application de la Loi dans tous les ministères fédéraux, en créant un tribunal administratif des langues officielles pour traiter les plaintes des citoyens, en renforçant les obligations positives dans la partie VII de la Loi ;

la création d'une nouvelle enveloppe budgétaire de 30 millions de dollars par an pour fournir un financement fédéral aux établissements postsecondaires francophones minoritaires tels que l'Université de Moncton, le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta et l'Université française de l'Ontario, et une participation importante à leur financement futur, en collaboration avec les provinces

- un soutien

accru à l'enseignement primaire et élémentaire francophone par le biais du Programme des langues officielles dans l'enseignement pour refléter la croissance démographique de la population étudiante francophone minoritaire

- une augmentation de l'immigration francophone hors Québec pour assurer le maintien du poids démographique des minorités francophones

- l'adoption d'une version française officielle de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, pour lequel seule la version anglaise a actuellement un statut officiel.



Rôle de la famille

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant le rôle de la famille dans la société.

Soins aux enfants et aux familles

Le parti préconise -

consacrer des ressources supplémentaires à la mise en place d'un système universel et abordable d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, notamment en collaborant avec les provinces/territoires, les communautés locales, les communautés autochtones et le secteur de la garde d'enfants afin de garantir qu'une feuille de route politique complète à court, moyen et long terme - basée sur les principes d'universalité, d'abordabilité, de qualité, d'inclusivité, d'accessibilité et d'équité - devienne enfin une réalité, garantissant ainsi un droit d'accès à tous les enfants indépendamment du statut professionnel ou du niveau de revenu de leurs parents, tout en permettant une adaptation régionale et locale améliorer et renforcer les congés familiaux en les étendant aux congés pour s'occuper de membres âgés de la famille, aux congés à la suite de fausses couches et autres, et en les rendant plus flexibles et mieux rémunérés

- soutenir l'augmentation des services de garde d'enfants, en commençant immédiatement à augmenter le financement fédéral des services de garde d'enfants pour atteindre la référence internationale d'au moins un pour cent du PIB par an. Un financement national stable et à long terme doit être mis à disposition et être suffisant pour répondre aux normes des principes directeurs. Il doit également être suffisamment sûr et prévisible pour permettre la planification et la viabilité à long terme des programmes, et garantir la formation, le recrutement et le maintien d'un personnel professionnel et bien rémunéré

- éliminer la TPS sur tous les coûts de construction liés aux places en garderie
- garantir un accès équitable à des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de haute qualité et culturellement adaptés, garantir un accès équitable à des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de grande qualité et culturellement adaptés aux enfants des Premières nations, des Inuits et des Métis, notamment en s'appuyant sur le Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et sur les accords bilatéraux correspondants qui ont été négociés avec chaque province et territoire, ainsi qu'avec les Premières nations, les Inuits et les Métis, afin de s'assurer que les solutions répondent à leurs besoins

Soins de santé

Régime d'assurance-médicaments

Le parti affirme que le Canada est le seul pays à disposer d'un système de santé universel, sans pour autant offrir un régime d'assurance-médicaments universel.

Le parti préconise -

élargir la Loi canadienne sur la santé en finançant entièrement un programme d'assurance-médicaments universel, y compris en garantissant une couverture de qualité des médicaments sur ordonnance pour tous les Canadiens, de sorte qu'aucun Canadien ne saute, n'étire ou ne prenne simplement pas ses médicaments parce qu'il n'en a pas les moyens

- créer une agence d'achat de médicaments en gros et réduire la protection des brevets sur les médicaments pour garantir une couverture de qualité des médicaments sur ordonnance pour tous

- établir un calendrier clair pour la mise en œuvre de l'assurance-médicaments universelle, l'établissement d'un calendrier précis pour la mise en œuvre de l'assurance-médicaments universelle, y compris la création d'une agence canadienne des médicaments chargée d'évaluer les médicaments sur ordonnance et de négocier les prix pour un formulaire national, l'élaboration d'une législation sur l'assurance-médicaments sur la base de négociations avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, et le lancement d'une assurance-médicaments nationale offrant une couverture universelle pour une liste de médicaments essentiels

Soins dentaires

Le parti préconise d'étendre l'assurance-maladie aux soins dentaires gratuits pour les Canadiens à faible revenu et de travailler à l'élaboration d'un programme universel de soins dentaires au Canada, de manière à ce que

chaque personne a accès à des soins dentaires de base de haute qualité, quel que soit son statut d'assurance

Soins de longue durée

Le parti déclare que :

- pendant la pandémie de COVID-19, le Canada est le pays riche qui a enregistré le plus grand nombre de décès dus à la COVID dans les établissements de soins de longue durée.

Plus de 15 000 résidents de maisons de soins de longue durée sont morts du COVID-19, et bien plus encore d'un manque de soins, pendant la pandémie

- au Canada, 69 % des décès connus dus au COVID-19 sont survenus chez des résidents de maisons de soins de longue durée

- le patchwork actuel de soins de longue durée (SLD) au Canada présente des défauts structurels fatals. Au Canada, de nombreux résidents de centres de soins de longue durée vivent encore dans des conditions inadéquates ou inhumaines.

Pour mettre en œuvre d'excellents soins de longue durée, quelle que soit la situation financière, et fournir les conditions nécessaires à une vie digne et de qualité, le parti préconise de

- la mise en place de soins de longue durée dans le cadre de la loi canadienne sur la santé

- créer des normes nationales applicables aux SLD

- fournir des investissements transformateurs pour les soins aux personnes âgées, y compris le financement des infrastructures et du personnel

- exiger une préparation aux situations d'urgence et aux pandémies pour les SLD, y compris la fourniture d'équipements de protection individuelle appropriés et suffisants et des tests pour le COVID-19 pour le personnel, les aidants familiaux et les résidents

- fixer une norme nationale de quatre heures de soins réglementés par jour pour chaque résident des SLD

- appliquer les normes nationales de soins par la responsabilisation et les sanctions, y compris les poursuites pénales

- garantir l'accès des familles aux établissements de SLD dans des conditions de sécurité

- fournir tous les vaccins nécessaires à tous les résidents, au personnel et aux soignants des établissements de SLD (non seulement le COVID-19, mais aussi la grippe, la pneumonie, la diphtérie, la coqueluche, etc.) -

fournir aux provinces et aux territoires un transfert spécifique pour les soins aux personnes âgées afin d'améliorer les soins à domicile, les soins communautaires et les soins de longue durée, distinct des transferts fédéraux en matière de santé

- orienter la politique des soins de longue durée vers le vieillissement sur place en faisant en sorte que le transfert pour les soins aux personnes âgées comprenne des investissements transformateurs dans les soins à domicile et les soins communautaires (tels que les communautés de retraite naturelles, les modèles de co-hébergement et les

programmes améliorés d'aide à domicile) et des programmes améliorés de soutien à domicile) -

augmenter la proportion des investissements en matière de SLD dans les soins communautaires et à domicile de 13 % à 35 % afin de correspondre à la moyenne de l'OCDE

- mettre fin aux établissements de SLD à but lucratif et réorienter les SLD vers des modèles communautaires

- faire du crédit d'impôt pour les aidants un crédit d'impôt remboursable afin que les aidants familiaux aient plus de flexibilité (à partir de son statut actuel de crédit d'impôt gagné)

- modifier le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire de 10 000 \$ par ménage à 10 000 \$ par personne pour permettre à plus de personnes de vieillir sur place.

Pour améliorer la qualité de vie des travailleurs dans les SLD, le parti préconise - l'

augmentation et la stabilisation du personnel dans les maisons de soins de longue durée et l'amélioration de la formation, la rémunération équitable des travailleurs, les avantages sociaux et les congés de maladie payés

- l'investissement dans la formation et l'éducation pour soutenir le développement professionnel continu et la spécialisation des travailleurs des maisons de soins de longue durée

- la priorité donnée aux soins aux personnes âgées et aux compétences en soins de longue durée pour le statut d'immigré.

Réponse à la pandémie

Le parti déclare que :

- l'une des principales responsabilités du gouvernement fédéral est d'assurer la sécurité des personnes qui vivent à l'intérieur de ses frontières. Lorsque la pandémie a frappé, le Canada n'était pas

préparé. Notre dépendance excessive à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales et notre incapacité à fabriquer des produits pharmaceutiques au niveau national ne sont que deux des façons dont la sécurité nationale du Canada a été compromise. La crise a mis en évidence d'importantes lacunes dans notre système de sécurité sociale, et tous les niveaux de gouvernement se sont empressés de les combler afin d'éviter les conséquences les plus catastrophiques pour la population canadienne

- le Canada se trouve face à une occasion cruciale de jeter les bases d'une meilleure politique et d'une meilleure protection sociale à l'avenir.

Le parti préconise -

une enquête publique qui évalue la réponse conjointe de tous les niveaux de gouvernement dans le but d'examiner ce qui a bien fonctionné et ce qui aurait pu être mieux fait

- la création d'une force d'intervention rapide intergouvernementale, qui peut être activée immédiatement en cas d'urgence

- la garantie que le Canada dispose d'une solide capacité de fabrication de produits pharmaceutiques

- la garantie que le Canada dispose d'un stock suffisant d'EPI en augmentant la production nationale

- l'affectation d'un financement spécifique au renforcement de l'intégration de la santé publique avec les soins primaires communautaires en tant que premier point d'accès au système de soins de santé.

Services de soins de santé

Le parti déclare que :-

si les provinces sont compétentes en matière de prestation de soins de santé, la loi canadienne sur la santé en fixe les conditions. Elle prévoit des soins de santé primaires universels pour tous les Canadiens et garantit que ces soins sont comparables dans tout le pays

. La capacité des provinces à remplir ce mandat dépend des transferts de fonds d'Ottawa dans le domaine de la santé.

- Les transferts en matière de santé n'ont pas suivi l'évolution rapide de la démographie et les crises émergentes de la maladie mentale et de la toxicomanie

- dans le même temps, les cliniques privées, y compris les services de transfusion sanguine, représentent un système à deux vitesses qui érode le modèle universel de soins de santé primaires

- il s'est engagé à respecter les principes et les exigences de la loi canadienne sur la santé et à étendre son modèle à d'autres aspects des soins de santé, en collaboration avec les provinces et les territoires, veiller à ce que chaque Canadien ait un médecin de famille et que les soins primaires soient centrés sur le patient et tiennent compte des questions de justice sociale, d'équité et d'adaptation culturelle

- alors que nous entrons dans "l'ère des conséquences" du changement climatique, de nouveaux impératifs de santé se font jour. L'Organisation mondiale de la santé a déclaré que "le climat

Le changement climatique est le plus grand défi du 21^e siècle, menaçant tous les aspects de la société dans laquelle nous vivons". Les associations de santé publique ont tiré la sonnette d'alarme

que les maladies liées au climat sont de plus en plus nombreuses et nécessitent une attention urgente. Selon un rapport de la Société canadienne de pédiatrie et de l'Association pour la santé publique de l'Ontario, le changement climatique exacerbe un certain nombre de problèmes de santé infantile, notamment "le mal de chaleur, la mauvaise qualité de l'air, la contamination de l'eau et les effets sur la santé mentale des risques naturels, des conditions météorologiques extrêmes et des déplacements de population". -

il est important de reconnaître l'interconnexion entre le monde naturel et nous-mêmes, et donc l'impact croissant du changement climatique sur notre santé

- outre le changement climatique, le Canada continue de souffrir des effets d'une crise des opioïdes qui a causé des milliers d'overdoses et de décès au cours des dernières années.

La crise des opioïdes est une question de soins de santé, pas une question criminelle, et en l'abordant comme telle, nous pouvons commencer à nous attaquer aux causes sous-jacentes et empêcher cette tragédie nationale de s'aggraver. C'est pourquoi nous avons demandé la décriminalisation des petites quantités de drogues illicites et la création d'un programme national d'approvisionnement sûr.

Pour garantir à tous les Canadiens une vie saine, sûre et digne, le parti préconise - l'élargissement du modèle d'assurance-maladie à payeur unique pour inclure l'assurance-médicaments pour tous, y compris la création d'une agence d'achat de médicaments en vrac et la réduction des périodes de protection des brevets pharmaceutiques

- l'élargissement du modèle d'assurance-maladie à payeur unique pour inclure les soins de longue durée et l'amélioration des services de santé mentale
- l'élargissement du modèle d'assurance-maladie à payeur unique pour inclure les soins dentaires de base gratuits pour tous les Canadiens
- le rétablissement de l'Accord canadien sur la santé, y compris l'augmentation des transferts en matière de santé en les basant sur la démographie et les besoins réels en matière de soins de santé dans chaque province, en remplacement de la formule actuelle basée sur la croissance du PIB, introduite par les gouvernements précédents ; donner la priorité aux services de santé mentale et de réadaptation, à l'accès à des services d'avortement sûrs et à l'accès à des services de santé qui tiennent compte des différences entre les sexes, tels que les hormones, les bloqueurs et la chirurgie
- réduire les temps d'attente, qui sont une question fondamentale d'accessibilité dans le système de santé, en particulier dans le cas des soins primaires
- faire face à l'impact du changement climatique sur la santé et le bien-être en réorientant le mandat de Santé Canada vers la santé mentale et les toxicomanies, la promotion de la santé et la prévention des maladies, ainsi que les risques liés au changement climatique, et en encourageant les associations médicales à former les professionnels de la santé à comprendre les menaces sanitaires liées au changement climatique et à s'y attaquer
- légiférer sur le droit des Canadiens à un environnement sain, promouvoir une plus grande transparence dans la prise de décision, les droits de participation du public et l'accès aux mécanismes de contrôle judiciaire

Pesticides et produits chimiques toxiques

Pour réduire les risques technologiques et sanitaires, y compris ceux associés aux centaines de milliers de produits chimiques actuellement utilisés à des fins commerciales, le parti préconise :

- fixer des objectifs de réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture par le biais de programmes visant à aider les agriculteurs à passer à l'agriculture biologique et régénérative
- renforcer la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE) pour limiter l'approbation et l'utilisation de produits chimiques toxiques qui affectent notre santé et notre environnement
- réglementer les microfibres en tant que substance toxique en vertu de la LCPE
- invoquer le principe de précaution pour prendre des décisions concernant l'approbation de produits, de substances, de projets et de processus lorsqu'il y a un risque de dommages irréversibles. S'il n'y a pas de preuve scientifique de l'innocuité, l'approbation sera refusée
- relancer et étendre le réseau national de contrôle et de surveillance des pesticides, et créer une base de données de notification des effets indésirables pour les médecins et les salles d'urgence afin de suivre les effets des pesticides et autres produits chimiques sur la santé
- interdire les pesticides néonicotinoïdes, qui tuent les abeilles et les autres pollinisateurs, interdire tous les usages forestiers et cosmétiques des herbicides à base de glyphosate, ainsi que leur utilisation comme dessiccants avant la récolte
- interdire tous les ingrédients toxiques dans les produits de soins personnels
- en collaboration avec les provinces, les territoires, les gouvernements municipaux/locaux et les peuples autochtones, élaborer une stratégie nationale de l'eau afin de garantir une eau potable sûre à tous les Canadiens.

Télé médecine

Le parti déclare que : - de nombreuses adaptations des pratiques médicales initiées pendant la pandémie de COVID-19 resteront certainement en place et constitueront une partie importante de la réponse aux crises futures et de la garantie d'un accès meilleur et permanent aux soins de santé pour divers groupes vulnérables

- ces innovations devraient contribuer à améliorer l'accès sans nuire à la continuité des soins ou à la confiance des patients
- la télé médecine, ou soins virtuels, est très prometteuse pour la fourniture de services dans les zones rurales où l'accès aux soins est un défi important. Les services de soins virtuels permettent de répondre aux besoins des habitants des zones rurales grâce à des consultations à distance, à un suivi à domicile, à des analyses diagnostiques externalisées, à des consultations de spécialistes à distance et à des consultations virtuelles pour les besoins de soins urgents.
- la télé médecine peut bénéficier à plusieurs populations spécifiques, notamment les résidents souffrant de handicaps, de troubles liés à l'utilisation de substances et/ou de problèmes de santé mentale, et ceux dont la maîtrise de l'anglais est limitée. Elle aide également les personnes âgées et les communautés autochtones

Le parti préconise

- l'établissement et le maintien de normes nationales de sécurité et de qualité pour les soins virtuels - la mise à disposition d'investissements dédiés aux soins virtuels financés par les pouvoirs publics

- la garantie de l'interopérabilité des données et de leur accessibilité pour les patients
- le soutien d'un accès équitable par le biais d'investissements dans l'infrastructure

Régime et nutrition

Le parti affirme que, pour la première fois dans l'histoire, les enfants canadiens seront probablement en moins bonne santé que leurs parents.

Sur la recommandation de Diabète Canada, de l'Association médicale canadienne, des Diététiciens du Canada et de la Fondation des maladies du cœur, le Parti vert du Canada préconise : - de s'attaquer à ce problème systémique en ajoutant une taxe spéciale de 10 % sur les boissons sucrées, l'une des principales causes de l'obésité et de certains types de diabète, et en interdisant la publicité pour les boissons sucrées auprès des mineurs

Soutien aux personnes âgées

Le parti affirme qu'il existe de graves lacunes dans les politiques, les systèmes et les services fédéraux destinés à protéger les personnes âgées. Les personnes âgées les plus vulnérables du Canada ont souffert de la mauvaise gestion gouvernementale des établissements de soins de longue durée, de la négligence de notre système de santé publique et des menaces croissantes qui pèsent sur leur sécurité économique et leur bien-être

- les lacunes dans les soins aux personnes âgées ont coûté des vies lors de la pandémie de COVID-19 : plus de 15 000 personnes sont décédées dans des établissements de soins de longue durée - un devoir essentiel du contrat social entre le gouvernement et les citoyens est de veiller à ce que les gens puissent mener une vie épanouissante et digne pendant leurs années de retraite
- la population des personnes âgées au Canada devant augmenter considérablement au cours de la prochaine décennie, le gouvernement fédéral doit mettre en œuvre des politiques pour veiller à ce que les personnes âgées puissent vivre pleinement leur vie
- les engagements du Parti vert tels que le revenu minimum vital garanti, l'assurance-médicaments, les transports publics, la rénovation des maisons et la construction de logements abordables contribueront à une meilleure qualité de vie pour les adultes plus âgés.

Le parti préconise -

une stratégie nationale sur les démences

entièrement financée, élaborée en collaboration avec les professionnels de la santé et les gouvernements provinciaux/territoriaux, cette stratégie incluant la recherche, l'amélioration de la qualité de vie des patients et des soignants, et l'éducation du public pour accroître la sensibilisation et réduire la stigmatisation

- le maintien du financement continu de la recherche sur la fragilité afin d'améliorer les soins aux personnes âgées vulnérables, tout en investissant dans de nouvelles activités de R&D dans le secteur du vieillissement et de la technologie du vieillissement
- l'augmentation de l'investissement canadien global de 50 millions à 150 millions de dollars sur cinq ans dans le domaine de la recherche sur les démences.

Pour prévenir la violence et les abus à l'encontre des personnes âgées, le parti préconise - la

création d'un Bureau fédéral du défenseur des personnes âgées, chargé d'assurer une surveillance et un leadership systémiques sur les questions liées aux besoins actuels des personnes âgées canadiennes, ainsi que de fournir au gouvernement des informations, des analyses et des orientations sur les besoins futurs de notre population vieillissante

; - l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les mauvais traitements et la négligence à l'égard des personnes âgées, afin de sensibiliser et de financer les cas de mauvais traitements et de négligence à l'égard des personnes âgées dans tout le pays.

Pour protéger les pensions, le parti préconise - modifier la législation sur les prestations de retraite pour les régimes de retraite sous réglementation fédérale afin de maintenir l'objectif de solvabilité à 100 % et d'exiger des évaluations actuarielles annuelles

- exiger des promoteurs de pension, dans le cas où le ratio de solvabilité d'une évaluation actuarielle tombe en dessous d'un seuil prescrit, qu'ils obtiennent une lettre de crédit pour revenir à un niveau de solvabilité de 100 %, ou qu'ils se soumettent à des restrictions sur la gestion des liquidités des entreprises similaires aux récentes 520/20 de l'Ontario, jusqu'à ce que la solvabilité du régime soit rétablie, ou qu'ils obtiennent le consentement éclairé d'une partie importante de participants au régime.

(peut-être >75%) pour mettre en œuvre une solution différente, autre que a. ou b

- à titre de mesure à court terme, introduire un crédit d'impôt remboursable égal au montant de la perte de pension qu'un individu subit lorsqu'une pension fait faillite

- afin de mieux protéger les pensions de tous les Canadiens dont les entreprises font faillite, modifier la loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) afin d'accorder une super-priorité aux engagements de retraite non capitalisés

- modifier la législation sur l'insolvabilité afin de permettre la création d'un fonds de pension en difficulté en cas d'insolvabilité d'une entreprise

- veiller à ce que le régime de pensions du Canada (RPC) reste solide et s'adapte à l'évolution des besoins et des circonstances en augmentant au fil du temps le taux cible de remplacement des revenus perçus pendant les années de travail,

protéger les pensions privées en modifiant la loi sur la faillite et l'insolvabilité et la loi sur les arrangements avec les créanciers des sociétés afin d'établir la super-priorité des retraités et du régime de pension dans la hiérarchie des créanciers au cours des procédures d'insolvabilité des entreprises.

Éducation, jeunesse et jeunes travailleurs

Le parti affirme que les jeunes sont l'avenir du Canada. Trop souvent, nos jeunes sont négligés et sous-représentés lorsqu'il s'agit de politique et de changements de politique. Lorsque les jeunes sont responsabilisés, nos communautés en sortent plus fortes.

Le parti préconise : - la

création d'une culture politique qui donne aux jeunes les outils dont ils ont besoin pour réussir

- l'instauration d'un revenu minimum vital garanti

- l'augmentation des possibilités de programmes d'apprentissage, en particulier dans les domaines durables

- l'établissement d'un salaire minimum fédéral de 15 \$ pour les étudiants afin d'assurer la parité avec le salaire minimum général

- l'établissement de programmes fédéraux d'emploi pour les jeunes qui seraient actifs tout au long de l'année.

Logement et sans-abrisme chez les jeunes

Le parti déclare que :

- le sans-abrisme chez les jeunes est un problème réel qui nécessite des solutions durables et compatissantes. Les

enfants et les jeunes ont besoin de stabilité et de sécurité. Pourtant, chaque année, entre 35 000 et 40 000 jeunes sont sans abri au Canada

.

En conjonction avec d'autres aspects de son programme, le parti préconise :

- soutenir les refuges pour jeunes existants et d'autres infrastructures grâce à des subventions fédérales

- investir dans la création de nouveaux refuges pour jeunes dans les centres urbains et les petites villes du pays, qui fonctionneraient selon une approche axée sur les besoins et la communauté

- supprimer les durées maximales de séjour dans les refuges pour les jeunes

- fournir un accès sur place et à distance à des conseils d'orientation et à des thérapies pour les jeunes souffrant de sans-abrisme

- fournir des services de relogement facultatifs pour les jeunes ruraux souffrant de sans-abrisme afin de s'assurer qu'ils ont accès aux refuges pour jeunes et à d'autres infrastructures

- soutenir et investir dans le modèle coopératif pour le logement des jeunes.

Enseignement post-secondaire

Le parti déclare que :

- avant la pandémie, l'étudiant moyen obtenait son diplôme avec une dette de 28 000 \$. La pandémie a eu un impact financier important sur les étudiants de l'enseignement postsecondaire.

- L'éducation est un droit humain fondamental, et l'accès universel à une éducation postsecondaire de qualité et à une formation professionnelle est un droit, et non un privilège.

Le parti préconise l'abolition des frais de scolarité dans l'enseignement postsecondaire, y compris :

- un financement de 10.2 milliards de dollars, ce qui n'est pas loin de l'aide financière existante et peut soutenir un système d'éducation postsecondaire universellement accessible

- financer partiellement l'éducation postsecondaire gratuite en réorientant les dépenses existantes sur les crédits d'impôt pour les frais de scolarité, les coûts économisés de l'administration du système de prêts étudiants et les centaines de millions de dollars de défauts de paiement des prêts étudiants annulés chaque année

- annuler toutes les dettes des prêts étudiants détenus par le gouvernement fédéral, aidant ainsi la moitié des étudiants qui obtiennent un baccalauréat en ayant plus de 28 000 \$ de dettes - réintroduire l'éducation postsecondaire gratuite dans le système

d'éducation postsecondaire,

000 \$ de dettes

- réintroduire rétroactivement une prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCEE), notamment en veillant à ce que toutes les personnes admissibles à la PCEE reçoivent 2 000 \$ par mois - le même montant que la prestation canadienne de rétablissement - pour la période commençant le 1er mai et jusqu'à la fin de la pandémie

- veiller à ce que les étudiants étrangers et les étudiants récemment diplômés soient admissibles à cette prestation

- supprimer le plafond de deux pour cent sur les augmentations du financement de l'éducation pour les étudiants autochtones

- améliorer le financement des transferts fédéraux-provinciaux aux universités et aux collèges,

réinvestir dans le système, notamment en allouant 10 milliards de dollars au soutien de l'enseignement postsecondaire et des écoles de métiers - rendre l'

enseignement plus souple et plus accessible, afin d'accroître les possibilités de reconversion et de recyclage, en augmentant l'allocation canadienne de formation pour soutenir l'apprentissage continu,

améliorer l'accès aux études supérieures, en triplant le nombre de bourses d'études supérieures du Canada disponibles pour les étudiants en maîtrise et en doublant le nombre de bourses disponibles pour les étudiants en doctorat

- positionner le Canada comme une destination de choix pour les talents internationaux et aider les établissements d'enseignement postsecondaire à accueillir les étudiants internationaux en toute sécurité.

Les jeunes et les zones rurales

Le parti déclare que la dépendance croissante de l'économie nationale à l'égard des grands centres urbains au cours des 50 dernières années a entraîné une concentration des services et des opportunités, ce qui a eu des répercussions négatives sur les régions environnantes. Les jeunes ont été contraints de quitter leur communauté pour poursuivre des études supérieures et trouver un emploi. La nation doit soutenir les régions situées en dehors des grands centres urbains afin de permettre aux jeunes de rester dans leurs communautés, d'avoir accès aux mêmes opportunités que les jeunes des centres urbains et de pouvoir participer activement à la croissance de leurs communautés.

Pour retenir les jeunes dans les zones rurales, le parti préconise de -

garantir l'accès à une connexion internet solide en investissant dans la connectivité à large bande

- investir dans les infrastructures de transport public inter-municipales et rurales telles que les bus et les systèmes ferroviaires

- travailler avec les provinces pour offrir des tarifs préférentiels aux jeunes qui utilisent les systèmes de transport public

- soutenir le développement de programmes éducatifs ciblant des diplômés durables pour les développements ruraux/petits-urbains - ouvrir des voies pour plus d'apprentis dans les zones rurales et les zones urbaines.

développement rural/petites villes

- ouvrir la voie à davantage de programmes d'apprentissage et de filières postsecondaires locales avec, pour l'instant, une formation en ligne et un soutien au modèle coopératif

- développer un nouveau modèle de travail qui permettra à davantage de jeunes de travailler à distance depuis leur domicile s'ils le souhaitent

- aider les jeunes qui souhaitent s'installer dans les zones rurales à avoir accès à la terre, aider les jeunes qui souhaitent s'installer dans les zones rurales à accéder à la terre et à la propriété pour une agriculture durable.

Culture, arts et tourisme

Le parti affirme que : - les

artistes ont plus d'influence sur les politiques publiques qu'une armée de politiciens, et nous devons les soutenir pour qu'ils s'engagent pleinement dans l'urgence climatique

- les arts sont souvent un exutoire créatif pour l'âme, et beaucoup de ceux qui se sentent fortement concernés par le climat et la justice sociale utilisent les arts pour exprimer des messages importants de la manière la plus percutante possible

- le soutien fédéral à notre infrastructure culturelle doit être augmenté, Le soutien fédéral à notre infrastructure culturelle doit être augmenté,

y compris le soutien aux programmes existants de Patrimoine Canada et de ses agences

- il cherche à protéger et à promouvoir la créativité à la fois au niveau individuel et au niveau mondial, y compris ceux qui sont touchés par la pandémie de COVID et ceux qui travaillent pour apporter les arts aux communautés rurales et éloignées, et pour promouvoir les jeunes artistes de ces mêmes régions

- notre avenir

collectif exige que nous embrassions tous pleinement les valeurs culturelles indigènes en ce qui concerne la nature. Le Conseil des Arts du Canada doit continuer à soutenir la création autochtone en accordant des subventions directes aux artistes et en aidant les agences et les organismes de services artistiques à devenir des partenaires à part entière dans cet effort. Le reflet complet de notre société diversifiée doit être construit sur notre relation avec la nature.

Le parti préconise : - 25 millions de dollars de financement supplémentaire pour aider les musées et les organisations culturelles

- encourager l'engagement

artistique dans la crise climatique pour mobiliser le public, y compris des possibilités de financement direct pour les créateurs et les producteurs pour s'engager dans la crise climatique afin d'augmenter le soutien du public pour une action gouvernementale significative, ajustée pour donner à nos artistes une incitation claire à aborder la question

prioritaire à laquelle toute l'humanité est confrontée : l'urgence climatique

- assurer la viabilité de notre infrastructure culturelle en consultation avec les organisations de services artistiques, les associations professionnelles, les associations commerciales et les syndicats à travers le secteur créatif.

Pour promouvoir l'identité culturelle canadienne et la justice sociale, le parti préconise de -

augmenter le financement à 1 milliard de dollars sur 3 ans pour tous les organismes artistiques et culturels du Canada, y compris le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada, les orchestres, les théâtres, les galeries et les éditeurs

la réforme du

droit d'auteur telle qu'envisagée par l'actuel rapport du Comité du patrimoine

- la réforme de la Loi sur le revenu du Canada afin de permettre aux travailleurs des arts et de la culture de bénéficier d'un plan d'étalement de l'impôt qui tiendra compte du fait que les années de vaches maigres précèdent et suivent souvent une bonne année, lorsqu'un spectacle est produit, un livre est publié, ou une subvention ou un prix est remporté
- un financement permanent pour les festivals et les événements qui célèbrent le patrimoine canadien
- des mesures incitatives pour toutes les provinces et tous les territoires afin de restaurer et d'améliorer les composantes artistiques et culturelles dans les écoles et les activités parascolaires, non seulement dans les communautés urbaines mais aussi dans les communautés rurales, en mettant particulièrement l'accent sur l'encouragement des artistes nouveaux et émergents
- l'établissement d'une stratégie universelle à large bande pour fournir un accès fiable à Internet dans tout le pays et dans les régions éloignées.

Cultures et patrimoine indigènes

Le parti préconise - la protection des droits de propriété intellectuelle et artistique des autochtones

- le soutien à la création d'informations historiques qui mettent en lumière notre passé colonial partout où des statues ou des plaques s'y rapportant sont actuellement en place
- la garantie que chaque enfant des Premières nations, des Métis et des Inuits ait accès à des opportunités éducatives de qualité basées sur les priorités linguistiques, culturelles, politiques et sociales exprimées par les gouvernements des Premières nations, des Métis et des Inuits, après une consultation significative
- 100 millions de dollars de financement et d'incitations sur trois ans pour la création et la conservation des formes d'art indigène, en particulier les connaissances créatives qui sont transmises de génération en génération soutien à l'Association des musées canadiens pour assurer, en collaboration avec les peuples autochtones et conformément aux 94 appels à l'action, la conformité continue des politiques et des meilleures pratiques des musées avec la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones
- mise en place d'un programme national de financement dédié, en collaboration avec les peuples autochtones et l'Association des musées canadiens, pour des projets de commémoration sur le thème de la réconciliation.

CRTC, médias et CanCon

Le parti préconise -

réglementer les plateformes puissantes et les services de streaming par le biais du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), comme le prévoit le projet de loi C-10

- veiller à ce que le CRTC réserve davantage de bande passante aux stations indépendantes et à but non lucratif, et qu'il maintienne et mette à jour ses réglementations et définitions en matière de

contenu canadien (CanCon)

- un financement de base stable pour la CBC afin qu'elle puisse continuer à fournir des programmes de télévision et de radio à contenu canadien de qualité, dans les deux langues officielles,

demander la création d'une commission indépendante et la réalisation d'une étude approfondie sur la concentration de la propriété des médias au Canada par rapport à d'autres pays occidentaux et recommander des moyens de diversifier la propriété des médias et de renforcer la profondeur et l'étendue de l'information, en particulier des informations locales, au Canada.

Droits des minorités linguistiques

Le parti déclare que :

- les principes énoncés dans la Loi sur les langues officielles ont servi de fondement à l'article 16 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui reconnaît l'égalité de statut, de droits et de privilèges des communautés francophones et anglophones du Canada. Le respect et la protection de la Charte et de toutes ses valeurs ne sont pas négociables
- il s'engage à défendre les deux langues officielles du Canada et à protéger les langues autochtones dans nos communautés et à travers notre pays.

Le parti préconise - la

promotion et la mise en œuvre d'une Loi sur les langues officielles modernisée pour protéger les deux langues nationales, en consultation avec les communautés linguistiques minoritaires

- l'accès

garanti aux services fédéraux dans les deux langues officielles dans chaque province, soutenant ainsi l'immigration des communautés francophones à travers le pays

- un financement

assuré pour la protection des langues autochtones qui risquent de disparaître,

un financement permanent et stable pour les établissements d'enseignement postsecondaire des communautés linguistiques minoritaires du Canada, afin d'apporter un soutien urgent à des établissements tels que le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, l'Université de l'Ontario français et d'autres établissements à travers le pays.



Rôle et développement de la famille

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre des Familles, des Enfants et du Développement social au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre :

- la priorité immédiate du ministère est de mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui réduise les frais de scolarité, crée davantage de places de qualité, recrute et retient des éducateurs qualifiés et veille à ce que tous les enfants prennent le meilleur départ possible
- parallèlement, le ministère doit collaborer avec les partenaires autochtones pour mettre en place un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtone adapté à leur culture
- le ministère doit également se concentrer sur la mise en œuvre du Fonds de relance des services communautaires pour aider les organismes caritatifs et sans but lucratif à s'adapter et à se moderniser, et veiller à ce que Service Canada fournisse des services fiables et accessibles aux Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence.

Congé parental

Le parti affirme que :

- 15 à 25 % des grossesses se terminent par une fausse couche et 1 % par une mortinaissance. Faute de temps pour se reposer et récupérer, les personnes qui perdent un enfant courent un risque plus élevé de développer des problèmes de santé physique et mentale.
- La mort ou la disparition d'un enfant est un moment tragique et dévastateur qui peut laisser les parents dans l'incapacité de travailler. S'assurer que les parents ont le soutien dont ils ont besoin pour traverser cette période dévastatrice de leur vie est essentiel à leur bien-être émotionnel, mental et physique.

Le parti propose de modifier le Code canadien du travail : - créer un nouveau congé autonome pour les travailleurs des secteurs sous réglementation fédérale qui subissent une perte de grossesse, et pour les parents qui prévoient d'avoir un enfant par adoption ou par maternité de substitution

- améliorer l'admissibilité au congé lié au décès ou à la disparition d'un enfant pour les travailleurs des secteurs sous réglementation fédérale.

Garde d'enfants et congés familiaux

Les partisans du parti :

- la mise en place d'un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, afin de corriger les pertes économiques subies par les femmes à la suite de la récession du COVID
- l'allocation de 625 millions de dollars pour garantir un niveau sûr et suffisant de services de garde d'enfants afin de soutenir le retour progressif au travail des parents
- l'allocation de 20 millions de dollars supplémentaires pour établir un Secrétariat fédéral à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants
- l'allocation de 70 millions de dollars supplémentaires pour soutenir l'actuel Secrétariat fédéral à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants indigènes, fournir 870 millions de dollars supplémentaires par an pour améliorer les subventions aux frais de garde d'enfants
- fournir 420 milliards de dollars supplémentaires en un an pour former les éducateurs de la petite enfance
- investir 75 millions de dollars supplémentaires pour améliorer la qualité des programmes de garde d'enfants indigènes en fournissant des soins de qualité et culturellement adaptés
- fournir 1200 dollars par an pour chaque enfant de moins de six ans pour les familles dont les revenus sont inférieurs à 120000 dollars par an les familles recevant des prestations canadiennes pour enfants 300 dollars supplémentaires par enfant.

Soins de santé

Le parti déclare que :

- bien qu'il s'agisse d'un bon système, le système de santé public ne fournit pas les soins de haute qualité que les Canadiens méritent. Les patients qui ont besoin de soins d'urgence ont trouvé leurs salles d'urgence débordées. Des opérations chirurgicales ont été reportées ou annulées. Le système et les travailleurs qui le soutiennent sont soumis à d'énormes pressions, en particulier après la pandémie

Pour aider à renforcer le système de soins de santé, le parti déclare que : -

- son budget 2023 prévoit un investissement urgent de 198,3 milliards de dollars au cours des dix prochaines années pour renforcer le système

- le budget 2023 met également en œuvre les étapes de son plan pour garantir aux Canadiens l'accès aux soins dentaires
- le budget comprend également des mesures pour remédier à la pénurie de professionnels de la santé dans les communautés rurales et éloignées, pour lutter contre la crise des opioïdes et pour garantir que les Canadiens peuvent recevoir des soins de santé sexuelle et reproductive et un soutien essentiel en matière de santé mentale.

Le parti cite les réalisations suivantes parmi les plus importantes en matière de soins de santé :

- depuis 2015, fournir 10 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour renforcer les soins à domicile, les soins communautaires et les soins de longue durée pour les personnes âgées
- améliorer l'accès aux services de santé mentale, notamment en accordant 5 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour augmenter les services communautaires de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie.
- en versant 6,5 milliards de dollars sous forme de compléments au Transfert canadien en matière de santé aux provinces et aux territoires pour répondre aux pressions immédiates dans notre système de santé publique, en plus des paiements annuels du Transfert canadien en matière de santé, qui s'élèvent à 49,4 milliards de dollars en 2023-24
- en lançant la prestation dentaire canadienne pour les enfants de moins de 12 ans, qui a déjà aidé plus de 240 000 personnes
- en fournissant 5,5 milliards de dollars pour les soins primaires et la santé publique dans les réserves, le soutien à la santé mentale fondé sur les distinctions et les services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits
- en investissant 1.2 milliards de dollars pour soutenir 248 projets d'infrastructure liés à la santé dans les communautés des Premières Nations
- investir plus de 800 millions de dollars depuis 2017 dans le cadre de la Stratégie canadienne relative aux drogues et aux substances pour soutenir une réponse compatissante et fondée sur des données probantes à la crise des surdoses
- lancer un Fonds pour la santé sexuelle et reproductive pour aider à rendre l'information et les services de santé sexuelle et reproductive - y compris l'accès à l'avortement - plus accessibles pour les populations vulnérables.

Le parti prévoit de :

- fournir 141,8 milliards de dollars supplémentaires pour les soins de santé au cours des dix prochaines années, en plus des 45,2 milliards de dollars fournis en 2022-23, conformément à l'indexation du Transfert canadien en matière de santé qui est basée sur la croissance du PIB
- fournir 2 milliards de dollars en 2022-23 pour répondre aux pressions urgentes dans les salles d'urgence, les salles d'opération et les hôpitaux pédiatriques, en s'appuyant sur 6,5 milliards de dollars en compléments fournis tout au long de la pandémie
- conformément à une garantie de cinq pour cent du Transfert canadien en matière de santé, fournir des paiements complémentaires pour atteindre des augmentations du Transfert canadien en matière de santé d'au moins cinq pour cent par an au cours des cinq prochaines années. Cela représente un financement supplémentaire estimé à 17,1 milliards de dollars sur dix ans dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé
- conformément aux accords bilatéraux adaptés, fournir 25 milliards de dollars sur dix ans par le biais d'une nouvelle série d'accords bilatéraux pour répondre aux besoins individuels des systèmes de santé provinciaux et territoriaux, tels que l'élargissement de l'accès aux services de santé familiale, le soutien aux travailleurs de la santé et la réduction des arriérés, l'augmentation du soutien à la santé mentale et à la toxicomanie, et la modernisation des systèmes de santé
- fournir 1,7 milliard de dollars sur cinq ans pour soutenir les salaires horaires des travailleurs de la santé et réduire les arriérés. 7 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir les augmentations du salaire horaire des travailleurs de soutien personnel et des professions connexes
- 350 millions de dollars sur dix ans pour tenir compte des déplacements à des fins médicales et du coût plus élevé de la prestation des soins de santé dans les territoires
- 505 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, pour l'Institut canadien d'information sur la santé, 505 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2023-24, à l'Institut canadien d'information sur la santé, à Inforoute Santé du Canada et à d'autres partenaires fédéraux en matière de données, pour collaborer avec les provinces et les territoires à l'élaboration de nouveaux indicateurs de données sur la santé, soutenir la création d'un centre d'excellence sur les données relatives aux travailleurs de la santé, faire progresser les outils de santé numérique et une feuille de route sur l'interopérabilité, et soutenir les efforts provinciaux et territoriaux visant à utiliser les données pour améliorer la sécurité et la qualité des soins de santé
- pour encourager davantage de médecins et d'infirmières à exercer dans les communautés rurales et éloignées, allouer 45,9 millions de dollars sur quatre ans, à partir de 2024-25, avec 11,7 millions de dollars en continu, à Emploi et Développement social Canada pour étendre la portée du Programme canadien de remise de prêts aux étudiants à un plus grand nombre de communautés rurales, y compris toutes les communautés ayant une population de 30 000 habitants ou moins. Les collectivités actuellement admissibles dont la population est supérieure à 30 000 habitants le resteront jusqu'au recensement de 2026.
- afin de compléter les investissements réalisés précédemment dans les conditions de travail et les salaires des aides à la personne, allouer jusqu'à 50 millions de dollars sur 5 ans pour développer et tester des moyens de renforcer l'épargne-retraite des aides à la personne

Soins dentaires

- le parti déclare que : - les soins dentaires sont un élément important de la santé, mais consulter un dentiste peut coûter cher. Un tiers des Canadiens n'ont actuellement pas d'assurance dentaire et, en 2018, plus d'un Canadien sur cinq a déclaré éviter les soins dentaires en raison de leur coût
- le fait de retarder les soins préventifs peut avoir des conséquences importantes, notamment des traitements plus coûteux, une aggravation de l'état de santé et des absences de

l'école et du travail.

- au cours de son mandat actuel, il s'est engagé à fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial est inférieur à 90 000 dollars par an, en commençant par les enfants de moins de 12 ans, et a mis en œuvre la Prestation dentaire canadienne, qui fournit désormais aux parents ou tuteurs admissibles des paiements directs, immédiats et non imposables pouvant atteindre 1 300 dollars sur deux ans, par enfant, pour couvrir le coût des soins dentaires de leurs enfants, et a aidé à ce jour plus de 240 000 enfants à recevoir les soins dentaires dont ils ont besoin.

Le parti propose d'étendre la couverture à tous les Canadiens qui en ont besoin, y compris :

- fournir 13,0 milliards de dollars sur cinq ans, à partir de 2023-24, et 4,4 milliards de dollars en continu à Santé Canada pour mettre en œuvre le Régime canadien de soins dentaires. 4 milliards de dollars à Santé Canada pour mettre en œuvre le Régime canadien de soins dentaires, afin de fournir une couverture dentaire aux Canadiens non assurés dont le revenu familial annuel est inférieur à 90 000 \$, sans participation aux frais pour ceux dont le revenu familial est inférieur à 70 000 \$
- pour aider ceux qui sont gênés par d'autres facteurs, comme le fait de vivre dans une communauté éloignée ou d'avoir besoin de soins spécialisés en raison d'un handicap, fournir 250 millions de dollars sur trois ans, et 75 millions de dollars en continu à Santé Canada pour établir un Fonds d'accès à la santé bucco-dentaire, afin de réduire les obstacles à l'accès aux soins, y compris dans les communautés rurales et éloignées
- fournir 23 millions de dollars sur deux ans à Statistique Canada pour recueillir des données sur la santé bucco-dentaire et l'accès à la santé bucco-dentaire. 1 million de dollars sur deux ans à Statistique Canada pour recueillir des données sur la santé bucco-dentaire et l'accès aux soins dentaires au Canada, qui serviront à la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires.

Soins de santé

Régime d'assurance-médicaments

Les partisans du parti :

- investir au moins 170 millions de dollars dans la capacité gouvernementale de fabrication de vaccins, en établissant une nouvelle installation de biofabrication au Centre thérapeutique du Conseil national de recherches à Montréal
 - investir jusqu'à 792 millions de dollars dans la capacité privée de biofabrication par le biais du Fonds stratégique pour l'innovation
 - explorer les moyens de promouvoir une croissance durable à long terme dans le secteur de la biofabrication,
- élaborer une stratégie nationale pour les médicaments onéreux destinés aux maladies rares, avec un financement de 500 millions de dollars par an, à partir de 2022-23

Soutien aux personnes âgées

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre des Aînés au début de son mandat actuel au gouvernement, le parti a demandé au ministre de.. :

- d'appuyer et d'aider à faire progresser l'engagement du parti à augmenter la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti
- d'aider le ministre de la Santé à améliorer la qualité et la disponibilité des soins de longue durée et de prendre des mesures concrètes pour soutenir les personnes âgées qui souhaitent vieillir à domicile
- de continuer à créer des occasions pour les personnes âgées d'être davantage en contact, soutenues et membres actifs de leur communauté en mettant en œuvre le programme Nouveaux Horizons pour les aînés

Le parti rapporte que :

- d'avril à juillet 2020, elle a déployé des membres des Forces armées canadiennes pour soutenir 54 établissements de soins de longue durée touchés par la pandémie en Ontario et au Québec - elle s'est engagée à fournir plus de 50 millions de dollars pour soutenir les établissements de soins de longue durée, y compris des augmentations de salaire pour les travailleurs à domicile et la formation de travailleurs supplémentaires
- elle a fourni des compléments de 300 dollars à la Sécurité de la vieillesse aux personnes âgées, à titre de soutien pendant la pandémie
- elle a fourni des compléments de 200 dollars aux bénéficiaires des paiements de la Sécurité de la vieillesse, pour défrayer les coûts liés au maintien à domicile et à la sécurité

Les partisans du parti :

- collaborer avec les provinces et les territoires pour établir des normes nationales en matière de soins de longue durée, notamment en améliorant les conditions de travail du personnel d'assistance et en améliorant la rétention du personnel

Étudiants et jeunes travailleurs

Aide aux étudiants

Le parti déclare que : -

plus de 750 000 étudiants de niveau postsecondaire comptent sur l'aide fédérale chaque année pour les aider à payer les frais de scolarité, le logement et les produits de première nécessité

- pour faciliter la transition de l'école à la vie professionnelle, il a éliminé les intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants et les prêts canadiens aux apprentis, pour faciliter la transition entre les études et la vie professionnelle, il a supprimé les intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants et les prêts canadiens aux apprentis, et a modifié l'aide au remboursement des prêts afin que les personnes gagnant moins de 40 000 dollars par an ne soient pas obligées d'effectuer des versements - pour aider les étudiants pendant la pandémie, il a doublé les subventions canadiennes aux étudiants, leur permettant de recevoir jusqu'à 6 000 dollars d'aide initiale non remboursable chaque année scolaire, pendant trois ans

Pour soutenir les étudiants au-delà de la pandémie, le parti prévoit :

- de fournir 813,6 millions de dollars en 2023-24 pour améliorer l'aide financière aux étudiants pour l'année scolaire commençant le 1er août 2023, notamment en augmentant les subventions canadiennes aux étudiants de 40 % - fournissant jusqu'à 4 200 \$ pour les étudiants à temps plein ; en augmentant la limite du prêt canadien aux étudiants sans intérêt de 210 \$ à 300 \$ par semaine d'études ; en renonçant à l'exigence pour les étudiants adultes, âgés de 22 ans ou plus, de se soumettre à une vérification de crédit afin d'être admissibles aux bourses et aux prêts fédéraux aux étudiants pour la première fois, permettant ainsi à jusqu'à 1 000 étudiants supplémentaires de bénéficier de l'aide fédérale au cours de l'année à venir.

Régimes enregistrés d'épargne-études

Pour faire face à l'augmentation des coûts de l'éducation postsecondaire, le parti prévoit : - d'

augmenter les limites de certains retraits des REEE de 5 000 \$ à 8 000 \$ pour les étudiants à temps plein, et de 2 500 \$ à 4 000 \$ pour les étudiants à temps partiel

- de permettre aux parents divorcés ou séparés d'ouvrir un REEE conjoint pour leurs enfants, ce qui rendra plus facile et plus abordable pour les parents d'épargner pour l'éducation de leurs enfants.

Le parti rapporte que :

- sous sa direction, le gouvernement fédéral a fourni pas moins de 2 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour favoriser une reprise des cours en toute sécurité et pour protéger les étudiants et le personnel

- les jeunes travailleurs ont été le groupe d'âge le plus durement touché par la pandémie, avec une chute à des niveaux historiques de l'emploi des jeunes

- pour soutenir les étudiants de l'enseignement postsecondaire qui n'ont pas pu obtenir d'emploi d'été pendant l'été 2020, le gouvernement a fourni 2,94 milliards de dollars en soutien au revenu

- en outre, le gouvernement a fourni 228 millions de dollars aux étudiants diplômés et postdoctoraux pour soutenir des bourses de recherche prolongées

Culture, arts et tourisme

Langues officielles

Le parti déclare que : - Les deux langues officielles du Canada unissent le pays, et que l'anglais et le français sont au cœur de l'histoire et de l'identité canadiennes

- cependant, la taille relative des communautés francophones en situation minoritaire a diminué, même au Québec, et le taux de bilinguisme dans les langues officielles du Canada est statique

- au cours de son mandat, il a :

* fourni 2,7 milliards de dollars sur cinq ans pour financer son Plan d'action pour les langues officielles, qui comprend des fonds pour la formation et le recrutement d'enseignants afin de répondre aux besoins croissants des écoles de la minorité francophone et des classes d'immersion

* fourni 450 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2019-20, pour soutenir l'enseignement dans la langue de la minorité, y compris au niveau postsecondaire ; l'apprentissage de la langue seconde ; et les espaces communautaires et éducatifs dans la langue de la minorité

* a fourni 21,6 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2020-21, pour appuyer les modifications législatives visant à accroître l'accès à la justice familiale, y compris le divorce, dans la langue officielle de son choix.

Afin de poursuivre ses efforts pour appuyer les deux langues officielles, le parti propose des investissements de plus de 3,8 milliards de dollars sur cinq ans pour mettre en œuvre son Plan d'action pour les langues officielles, avec 2023-28 à plus de 3,8 milliards de dollars sur cinq ans conformément aux quatre piliers de son Plan d'action pour les langues officielles : -

fournir 123,2 millions de dollars pour stimuler l'immigration francophone au Canada, notamment en aidant les employeurs canadiens à recruter des travailleurs étrangers

francophones et en offrant un soutien accru à ces immigrants une fois qu'ils sont arrivés au Canada

- fournir 117 millions de dollars pour assurer la prospérité des communautés de langue officielle en situation minoritaire, notamment en offrant un soutien accru aux organismes sans but lucratif qui desservent ces communautés, à la formation d'infirmières et de préposés aux soins bilingues et à la promotion de la recherche en langue française
- fournir 111,4 millions de dollars pour renforcer le cœur de l'identité canadienne, y compris le bilinguisme dans notre système judiciaire, par exemple par la traduction des jugements d'intérêt national et le soutien aux activités culturelles et éducatives, y compris la formation des éducateurs de la petite enfance dans les communautés linguistiques minoritaires à l'extérieur du Québec

- fournir 22,1 millions de dollars pour un centre d'expertise afin de s'assurer que les institutions fédérales remplissent leur devoir de leadership, en vertu de la Loi sur les langues officielles, en renforçant la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et pour soutenir les données et la recherche sur le nombre d'enfants qui ont le droit d'être éduqués dans la langue de la minorité

Aide à l'emploi dans les langues minoritaires

Pour soutenir les travailleurs des communautés de langue officielle en situation minoritaire, le parti propose de fournir 208 millions de dollars sur cinq ans et 54 millions de dollars en continu à Emploi et Développement social Canada pour élargir la prestation de services d'aide à l'emploi tels que le counselling d'emploi, la rédaction de curriculum vitae, les techniques d'entrevue, les compétences en matière de recherche d'emploi et les services de placement.

Film et médias

Le parti déclare qu'au cours des dernières années, l'évolution des habitudes de consommation a entraîné une baisse des recettes du Fonds des médias du Canada (un organisme à but non lucratif qui soutient les artistes, les conteurs et les producteurs en diffusant du contenu canadien aux publics du pays et du monde entier), ce qui fait qu'il est plus difficile pour eux de soutenir les talents d'ici.

Le parti propose de fournir 40 millions de dollars sur deux ans au ministère du Patrimoine canadien pour le Fonds des médias du Canada afin de rendre le financement plus ouvert aux voix traditionnellement sous-représentées et d'augmenter le financement du contenu cinématographique en langue française. Cette approche assure un soutien à la production de contenu canadien pendant que le gouvernement continue de revoir et de moderniser son soutien au secteur de l'écran canadien

Arts et patrimoine

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre du Patrimoine canadien au début de son mandat actuel, le parti a demandé au ministre : -

- de veiller à ce que les lois canadiennes reflètent l'évolution du monde numérique et d'introduire une législation pour réformer la loi sur la radiodiffusion afin de demander aux géants du web de payer leur juste part et de lutter contre les formes graves de contenu en ligne préjudiciable

- de travailler avec des partenaires autochtones pour créer un monument national en l'honneur des survivants des pensionnats

- afin de rassembler les

Canadiens et de nous aider à dire qui nous sommes, de donner la priorité aux efforts visant à promouvoir les industries culturelles et créatives dans les deux langues officielles, d'augmenter le financement pour permettre aux artistes et aux journalistes autochtones, noirs et racisés de raconter leurs propres histoires et de travailler avec des partenaires autochtones pour préserver, promouvoir et revitaliser les langues autochtones au Canada.

Le parti propose de continuer à soutenir les opportunités pour les artistes locaux, les artisans et les artistes du patrimoine par le biais de festivals, d'événements et de projets, y compris les célébrations culturelles autochtones et les célébrations des communautés 2SLGBTQI+, y compris en fournissant 14,0 millions de dollars sur deux ans au ministère du Patrimoine canadien pour le soutien de la

Le programme "Construire des communautés par les arts et le patrimoine".

Tourisme

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre du Tourisme au début de son mandat actuel, le parti a demandé au ministre :

- que la priorité absolue du ministère soit de veiller à ce que le Canada reste une destination touristique de choix, en s'appuyant sur Destination Canada et en travaillant en partenariat avec les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie

- à cette fin, sa priorité immédiate serait de faire progresser les mesures de redressement du secteur du tourisme, l'un des plus durement touchés par la pandémie de COVID-19, et d'élaborer une stratégie nationale pour le tourisme de pistes

Le parti déclare en outre dans son budget actuel que : - avec la reprise des voyages à la suite de la pandémie de COVID et le début de la reprise de l'industrie du tourisme, il est possible d'investir dans le secteur du tourisme au Canada et de s'assurer qu'il peut continuer à être un moteur de bons emplois et de communautés dynamiques à travers le Canada

- les visiteurs au Canada génèrent des milliards de dollars de revenus pour l'économie canadienne, renforcent nos liens commerciaux et sociaux avec d'autres pays, et soutiennent

les entreprises canadiennes. Alors que le transport aérien continue de se remettre de la pandémie, il s'engage à simplifier et à accélérer le processus de demande pour ceux qui souhaitent visiter le Canada, tout en donnant la priorité à la sécurité nationale

- pour promouvoir le tourisme international, il propose d'étendre l'éligibilité au Programme d'autorisation de voyage électronique aux voyageurs de confiance à faible risque provenant de pays supplémentaires soumis à l'obligation de visa - un service qui n'est actuellement disponible qu'au Brésil. Cette mesure contribuera à faire du Canada une destination plus attrayante pour les voyageurs de confiance, tout en permettant au gouvernement de concentrer ses ressources là où c'est le plus important, c'est-à-dire sur le contrôle des voyageurs présentant un risque plus élevé. Le coût de cette mesure est de 50,8 millions de dollars sur quatre ans en recettes non perçues

Il propose, à la suite de consultations avec l'industrie du tourisme, les homologues provinciaux et territoriaux et les opérateurs touristiques autochtones, une nouvelle stratégie fédérale de croissance du tourisme pour tracer la voie de la croissance, de l'investissement et de la stabilité dans le secteur du tourisme au Canada, comprenant les éléments clés suivants :

108 millions de dollars sur 3 ans, en espèces, aux agences de développement régional pour soutenir les communautés, les petites entreprises et les organisations à but non lucratif dans le développement de projets et d'événements locaux

- 50 millions de dollars sur 3 ans, en espèces, à Destination Canada pour attirer au Canada des congrès, des conférences et des événements internationaux de grande envergure.

Sports et activités

Le parti propose :

- afin de s'assurer que les institutions sportives canadiennes sont responsables du traitement de leurs athlètes, de fournir 13,8 millions de dollars sur trois ans au ministère du Patrimoine canadien pour renforcer la responsabilité et soutenir les efforts visant à mettre en place un système sportif sûr et responsable

- promouvoir l'activité physique, qui peut avoir des effets bénéfiques importants sur la santé physique et mentale, ainsi que sur les communautés, l'environnement et l'économie, en allouant 10 millions de dollars sur deux ans à l'initiative ParticipACTION "Let's Get Moving" (Bougeons). Le parti affirme que moins de la moitié des adultes, des enfants et des jeunes respectent les directives nationales minimales en matière d'activité physique.



Rôle et développement de la famille

Le parti déclare qu'il espère construire un avenir où les familles se sentiront plus en sécurité et auront plus d'espoir dans leur vie.

Garde d'enfants

Le parti estime que chaque parent devrait pouvoir accéder à des services de garde d'enfants de qualité lorsqu'il en a besoin, auprès d'un prestataire agréé qui perçoit un salaire équitable.

Les défenseurs de la galette :

- en collaborant avec les autres niveaux de gouvernement, les communautés autochtones, les familles et les travailleurs du secteur de la garde d'enfants afin de garantir que les services de garde soient inclusifs et répondent aux besoins de tous les enfants du Canada

- en investissant un milliard de dollars la première année, et plus encore chaque année, en collaboration avec les provinces et les territoires.

Régime et nutrition

Le parti déclare que -

chaque enfant au Canada devrait avoir accès à une alimentation nutritive, et personne ne devrait avoir à essayer d'apprendre le ventre vide

- un récent rapport de l'UNICEF a classé le Canada 37e sur 41 pays en termes d'accès à une alimentation nutritive pour les enfants

Le parti préconise de travailler avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés indigènes pour mettre en place un programme national de nutrition scolaire qui permettra à chaque enfant d'avoir accès à une alimentation saine et d'acquérir les compétences nécessaires pour faire des choix sains pour la vie, notamment en mettant à disposition des aliments culturellement adaptés.

Soins de santé

Régime d'assurance-médicaments

Le parti déclare que :

- il a mené le combat pour l'instauration d'un système de santé public universel au Canada. L'assurance-maladie a changé la vie de millions de personnes - et c'est l'une des réalisations dont notre parti est le plus fier
 - Pourtant, aujourd'hui, des millions de familles n'ont pas les moyens de prendre les médicaments dont elles ont besoin parce qu'elles ne bénéficient pas d'une assurance-médicaments fournie par leur employeur. Le nombre de personnes non assurées obligées de se passer de leurs médicaments augmente, car de plus en plus de gens travaillent sous contrat, sont indépendants ou ont des emplois qui ne sont tout simplement pas assortis de prestations de santé
 - de nombreuses personnes âgées mettent leur santé en danger parce qu'elles n'ont pas d'assurance médicaments et ne peuvent pas se permettre de payer de leur poche.
 - Le Canada est le seul pays riche au monde à disposer d'un système de santé universel sans couverture universelle des médicaments d'ordonnance. Nous payons les troisièmes prix les plus élevés pour les
- Le parti défend l'idée d'un système d'assurance-médicaments qui soit le plus efficace au monde, qui mette à rude épreuve nos systèmes de santé dans tout le pays, et qui soit confronté à un ensemble disparate de programmes et de couvertures.

Le parti préconise - de

commencer immédiatement à travailler avec les provinces afin de cibler un investissement fédéral annuel de 10 milliards de dollars

- de développer une stratégie nationale pour couvrir les médicaments pour les maladies rares, afin que la couverture ne soit plus déterminée par l'endroit où vous vivez ou par l'assurance privée de votre famille
- de garantir que les produits pharmaceutiques soient financés par un système d'assurance publique qui couvre tout le monde, en mettant fin aux copaiements, aux franchises et aux primes coûteux, et comprend la négociation des prix avec les sociétés pharmaceutiques afin de faire baisser les prix pour tout le monde.

Soins publics

Le parti déclare que :

- l'accès universel aux soins de santé publics est l'une des réalisations dont le parti est le plus fier
- les services médicaux de qualité sont menacés par la privatisation et les coupes budgétaires
- trop souvent, les Canadiens reçoivent des soins différents selon leur province de résidence

Le parti préconise - une

- action immédiate pour empêcher la vente de produits sanguins et pour s'assurer que les gens peuvent accéder à des services d'avortement sûrs dans toutes les régions
- une collaboration avec les provinces et les territoires pour réduire les temps d'attente et améliorer l'accès aux soins primaires dans tout le pays, y compris le développement de soins de santé virtuels sûrs et accessibles
 - l'identification des lacunes à venir dans les ressources humaines de la santé et l'élaboration d'un plan pour recruter et retenir les médecins, les infirmières et les autres professionnels de la santé dont les Canadiens ont besoin
 - une collaboration avec les provinces et les territoires pour étendre et améliorer l'accès aux soins palliatifs dans tout le pays.

Modernisation des soins

Le parti déclare que :

- la loi canadienne sur la santé est censée financer tous les services médicalement nécessaires dont les Canadiens peuvent avoir besoin. Cependant, de nombreux types de services nécessaires sont couverts. - Au cours de la prochaine décennie, les Canadiens auront besoin d'une expansion historique des services couverts par le système national de soins de santé

En ce qui concerne les soins dentaires, le parti : -

déclare qu'un Canadien sur trois n'a pas d'assurance dentaire - et que près de sept millions de personnes ne vont pas chez le dentiste chaque année parce qu'elles n'en ont pas les moyens, de sorte que de nombreuses personnes se privent de soins nécessaires, jusqu'à ce que la douleur soit si forte qu'elles soient obligées de se rendre dans les salles d'urgence des hôpitaux pour obtenir un soulagement. Une bonne santé bucco-dentaire est un élément essentiel d'une bonne santé générale et devrait être prise en charge par le système de santé.

- Le parti préconise de collaborer avec les partenaires provinciaux, les professionnels de la santé et les dentistes pour élaborer une feuille de route visant à intégrer les soins dentaires universels dans le système de soins de santé public et à fournir immédiatement une couverture des soins dentaires aux personnes qui n'ont pas d'assurance privée.

En outre, le parti déclare que - plus d'un Canadien sur cinq aux prises avec des problèmes de santé mentale et ayant exprimé le besoin d'être conseillé n'a pas pu l'obtenir

- les examens de la vue sont importants pour prévenir la perte de vision et identifier d'autres problèmes de santé, mais de nombreuses personnes, en particulier les enfants et les personnes âgées, ne bénéficient pas de soins ophtalmologiques réguliers ou ont du mal à payer leurs lunettes
 - les soins de santé mentale devraient être gratuits pour les personnes qui en ont besoin. Dans un premier temps, il préconise de mettre en place des soins de santé mentale pour les Canadiens non assurés et de veiller à ce que l'assurance-médicaments couvre les médicaments prescrits
 - la couverture de la santé mentale devrait inclure une stratégie nationale de santé mentale périnatale pour soutenir les familles en croissance avant et après la naissance
 - les Canadiens qui luttent contre l'infertilité devraient également avoir accès aux procédures et aux soins dont ils ont besoin, quelle que soit la province ou le territoire où ils vivent
 - la voie à long terme vers la fourniture d'une couverture publique pour ces services nécessitera un réinvestissement fédéral important dans notre système de santé, sachant que l'investissement dans la prévention de l'infertilité et de l'obésité est un facteur déterminant de la santé publique et de la prospérité des Canadiens.
- les services de santé permettront en fin de compte d'économiser de l'argent et d'offrir aux Canadiens les soins dont ils ont besoin pour vivre pleinement et en bonne santé

Réponse à la pandémie

Le parti déclare que la pandémie de COVID-19 a révélé de graves faiblesses dans les capacités de préparation et d'intervention du Canada en cas de pandémie.

Pour renforcer les systèmes de préparation et de réponse afin que le Canada ne soit plus jamais pris au dépourvu et laissé pour compte en cas de pandémie mondiale, le parti préconise de

- de

fournir un financement stable et à long terme à l'Agence de santé publique du Canada afin qu'elle puisse se préparer à fournir une capacité de pointe en cas de crise

- veiller à ce que le Canada dispose d'une capacité de production de vaccins pour les urgences de santé publique, notamment par la création d'une société d'État chargée de la production nationale de vaccins
- veiller à ce que le Canada dispose d'un stock d'équipements de protection individuelle adéquat et géré de manière responsable, en mettant l'accent sur le soutien à la production nationale
- veiller à ce que l'administrateur en chef de la santé publique puisse s'exprimer librement sur les questions de santé publique sans craindre de représailles politiques, travailler avec les universités et les professionnels de la santé pour veiller à ce que la recherche publique sur les questions de santé essentielles continue à prospérer
- travailler au renforcement du Réseau mondial d'information en santé publique, qui assure une surveillance et des alertes précoces essentielles à la gestion de la santé publique internationale.

Urgences

- prendre des mesures pour réglementer les produits de santé naturels

Crise des opioïdes

Le parti déclare que : - dix-sept Canadiens meurent chaque jour de causes liées aux opioïdes. Des dizaines de milliers de familles ont perdu des parents, des partenaires, des frères et sœurs et des enfants.

- Toutes les régions du pays ont été touchées par ces drogues très addictives et dangereuses, des quartiers les plus animés du centre-ville aux communautés les plus reculées
- trop souvent, les conséquences sont encore plus graves pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées
- le gouvernement fédéral est à la traîne par rapport aux mesures urgentes prises par des provinces telles que la Colombie-Britannique.

Le parti préconise - la

déclaration d'une urgence de santé publique et la collaboration avec tous les niveaux de gouvernement, les experts en santé et les Canadiens pour mettre fin à la criminalisation et à la stigmatisation de la toxicomanie, afin que les personnes aux prises avec une dépendance puissent obtenir de l'aide sans craindre d'être arrêtées, tout en sévissant contre ceux qui font le trafic de drogues illégales et en tirent profit

- la création d'un approvisionnement sûr d'alternatives médicalement réglementées aux drogues toxiques de la rue, le soutien aux sites de prévention des surdoses et l'élargissement de l'accès au traitement sur demande pour les personnes aux prises avec une dépendance
- une enquête sur le rôle que les sociétés pharmaceutiques pourraient avoir joué dans l'alimentation de la crise des opioïdes, et la recherche d'un financement significatif pour les coûts publics de cette crise.

Soutien aux personnes âgées

Le parti déclare que :

- les personnes âgées méritent de vivre dans le confort et la sécurité
- les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap devraient pouvoir rester chez elles avec les soins dont elles ont besoin
- les aidants familiaux méritent plus de soutien - et ne devraient jamais avoir à s'inquiéter de savoir si leurs proches reçoivent de bons soins

- chaque Canadien, quel que soit son âge, mérite de vivre dans la dignité et d'être traité avec respect par son gouvernement et par le système de soins de santé
- toutes les provinces et tous les territoires financent les services de soins à domicile dans le cadre des soins de santé assurés par l'État, mais les normes ne sont pas uniformes d'une province à l'autre ; et en ce qui concerne les soins de longue durée, le manque de personnel dans les maisons de retraite est un problème permanent et critique dans l'ensemble du pays. Le manque de personnel entraîne une mauvaise qualité des soins, entrave la lutte contre les infections et expose les travailleurs de la santé au risque de subir des violences sur leur lieu de travail

Pour permettre l'accès à des soins à domicile et à des soins de longue durée de qualité, quel que soit le lieu de résidence des personnes qui en ont besoin, le parti préconise de - mettre fin aux soins de longue durée privés à but lucratif et placer les maisons de soins de longue durée sous l'égide du secteur public, en commençant par la société de soins de longue durée Revera, qui appartient au gouvernement fédéral -

travailler en collaboration avec les patients, les soignants et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer des normes de soins nationales pour les soins à domicile et les soins de longue durée, réglementées par les mêmes principes que la Loi canadienne sur la santé, notamment en garantissant un accès légalement protégé aux services de soins à domicile et de soins de longue durée, avec une qualité de soins uniforme dans tout le pays

- en veillant à ce que le financement soit lié au maintien des normes souhaitées, y compris un panier de base de services de soins à domicile couverts par les régimes d'assurance provinciaux, et en fixant des normes nationales minimales en matière de soins
- en collaborant avec les provinces pour élaborer et soutenir des stratégies en matière de main-d'œuvre et de prévention de la violence, notamment en veillant à ce que les travailleurs du secteur des soins bénéficient de meilleurs salaires, d'emplois stables et de mesures de protection en matière de santé et de sécurité.

Pour assurer la sécurité financière des personnes âgées, le parti préconise - l'élaboration d'une stratégie nationale pour les personnes âgées qui collaborera avec les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones pour faire des soins de santé des personnes âgées une priorité, réduire l'isolement et s'attaquer à la pauvreté des personnes âgées, y compris une stratégie nationale financée sur la démence et un plan de prévention de la maltraitance des personnes âgées élaboré avec les personnes âgées pour mettre fin à la maltraitance et à la négligence dans les pays en voie de développement. un régime national de soins dentaires

- un délai d'un an pour aider les personnes âgées qui risquent de voir leurs prestations du SIG suspendues parce qu'elles ne sont pas en mesure de présenter la déclaration de revenus requise

- pour aider les aidants naturels, pour aider les aidants,

- rendre remboursable le crédit d'impôt canadien pour les aidants naturels

- créer un demi-million de logements abordables au cours de la prochaine décennie, y compris des choix de logements accessibles pour les personnes âgées

- pour lutter contre l'isolement, améliorer l'accès des personnes âgées à la technologie et au soutien

- un financement

- supplémentaire pour les programmes communautaires qui s'adressent aux personnes âgées pour lutter contre l'isolement

- travailler avec les villes pour rendre les transports en commun plus abordables et plus pratiques, créer davantage d'espaces de loisirs communautaires

- soutenir des solutions innovantes en matière de logement, telles que la cohabitation intergénérationnelle

Éducation et jeunes travailleurs

L'éducation

Le parti déclare que : - l'éducation accessible et financée par l'État est une grande source d'opportunités pour tous les membres de la société. Elle peut transformer des vies, en ouvrant de nouveaux horizons et de nouvelles opportunités pour des personnes de tous horizons ; elle est le plus grand cadeau que les citoyens peuvent se faire les uns aux autres

- les étudiants qui ont les notes et la volonté d'étudier dur devraient pouvoir obtenir l'éducation qu'ils souhaitent - à tout âge et dans chaque communauté, depuis les garderies abordables et l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'université et le collège, la formation en apprentissage, le développement des compétences et les programmes de reconversion.

- La hausse vertigineuse des prix et l'endettement des étudiants sont des obstacles pour de nombreux étudiants. Aujourd'hui, l'étudiant moyen endetté doit 28 000 dollars à la fin de ses études de premier cycle, et finira par payer plus de 10 000 dollars de plus qu'un étudiant capable d'obtenir son diplôme sans s'endetter

Pour que chaque Canadien ait accès à un enseignement postsecondaire de qualité, quel que soit son revenu, le parti préconise de - travailler avec les provinces et les territoires pour plafonner et réduire les frais de scolarité, et faire en sorte que l'enseignement postsecondaire fasse partie de notre système d'éducation publique afin que les enfants de passer de la maternelle à la carrière sans l'obstacle du coût

- de rendre l'éducation plus abordable immédiatement, en suivant l'exemple des provinces qui ont éliminé les taux d'intérêt sur les prêts étudiants

- de mettre en œuvre un programme ciblé de remise de dette pour les diplômés qui effacera jusqu'à 20 000 dollars de dette étudiante
- de s'éloigner des prêts et de doubler de façon permanente les bourses canadiennes d'études non remboursables.

Corps civil pour le climat

Le parti propose la création d'un nouveau corps civil pour le climat afin de mobiliser les jeunes et de créer de nouveaux emplois pour soutenir les efforts de conservation et répondre à la menace du changement climatique en entreprenant des activités telles que la restauration des zones humides et la plantation des milliards d'arbres qui devront être plantés dans les années à venir.

Culture et arts

Arts

Le parti estime que les arts et la culture sont au cœur de l'identité canadienne et qu'ils sont importants pour nous permettre de nous comprendre les uns les autres.

Le parti plaide en faveur d'une industrie canadienne des arts et de la culture forte et indépendante : -

un programme de reconstruction dédié aux arts du spectacle, au théâtre, aux festivals et aux autres arts qui ont été touchés par la pandémie

- la garantie que les talents peuvent s'épanouir sur les plateformes numériques et traditionnelles

- la possibilité pour les artistes de gagner décemment leur vie grâce à leur art

- veiller à ce que le gouvernement joue un rôle important en s'assurant qu'une diversité de voix canadiennes racontent nos histoires

- veiller à ce que Facebook, Netflix, Google et les autres géants du Web paient leur part d'impôts et contribuent au financement du contenu canadien dans les deux langues officielles, tout comme le font les médias traditionnels

- moderniser équitablement la Loi sur la radiodiffusion afin de créer des règles du jeu équitables entre les radiodiffuseurs canadiens et les services de diffusion en continu étrangers, de rééquilibrer le pouvoir de négociation des producteurs indépendants canadiens et du secteur culturel canadien, et de veiller à ce que la programmation canadienne appartienne aux Canadiens

- donner la priorité aux partenariats avec les producteurs indépendants canadiens, notamment en augmentant le financement de Téléfilm et en renforçant le soutien financier au Fonds des médias du Canada

- augmenter le financement de CBC et de Radio-Canada pour aider à inverser les coupes budgétaires effectuées par les gouvernements précédents, car la radiodiffusion publique a un héritage remarquable en reliant tous les points de la nation, et doit avoir un avenir encore plus solide pour garantir que les Canadiens ont accès à des informations exactes et pertinentes, où qu'ils vivent

- compte tenu des défis particuliers auxquels sont confrontés les personnes qui gagnent leur vie dans l'industrie des arts et de la culture, mettre en œuvre l'étalement de l'impôt sur le revenu pour les artistes et les travailleurs du secteur culturel

Langues officielles

Le parti préconise - l'

amélioration du Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de choix, y compris la collaboration avec les provinces et les territoires pour améliorer l'éducation dans la langue de la minorité et attirer davantage d'immigrants francophones dans les communautés de tout le pays - la modernisation de la Loi sur les langues officielles pour renforcer la surveillance et la responsabilisation,

l'

adoption du principe d'asymétrie, qui reconnaît qu'en tant que langue officielle minoritaire, le français a besoin d'une protection et d'une promotion particulières

- la promotion et la revitalisation des langues autochtones, en reconnaissant que le respect du patrimoine linguistique du Canada doit passer par la réconciliation.



Le parti n'a publié aucune déclaration concernant ses politiques en la matière :

- Le rôle de la famille
- Éducation et jeunes travailleurs

Soins de santé

Le parti déclare que :

- Le système de santé publique du Canada a les pires temps d'attente de tous les pays développés - Les coûts des soins de santé ont augmenté à un rythme insoutenable, augmentant les pressions financières sur les budgets des gouvernements provinciaux
- La situation risque d'empirer avec le vieillissement de la population du Canada
- Comme on l'a vu pendant la pandémie de COVID, le système de santé canadien est trop rigide et bureaucratise pour s'adapter rapidement à une situation de crise
- Bien que les soins de santé soient une compétence provinciale exclusive, le gouvernement fédéral a insisté pour que les provinces remplissent une série de conditions fixées dans la Loi canadienne sur la santé en échange de paiements de transfert, qui ne sont pas liés aux dépenses de santé mais simplement ajoutés aux fonds généraux des provinces
- ces conditions découragent l'innovation et provoquent des querelles entre les gouvernements fédéral et provinciaux
- les transferts fédéraux de soins de santé aux provinces ont plus que doublé depuis 2006, passant de 20 milliards de dollars à 43 milliards de dollars en 2021-22
- le Canada est le seul pays développé dans lequel le gouvernement a le monopole des soins médicalement nécessaires. Tous les autres pays de l'OCDE ont des systèmes mixtes privé-public et (à l'exception des États-Unis) des systèmes universels qui garantissent aux citoyens un accès égal aux traitements
- les temps d'attente sont plus courts dans les systèmes mixtes et personne ne se voit refuser des soins en raison d'un faible revenu.

Le parti préconise - l'

abrogation de la Loi canadienne sur la santé et la création des conditions permettant aux gouvernements provinciaux et territoriaux de mettre en place des systèmes universels mixtes privé-public à l'instar d'autres pays développés, en les rendant entièrement responsables du financement et de la gestion des soins de santé et en les obligeant à rendre compte des résultats à leurs citoyens.

- remplacer les paiements en espèces du Transfert canadien en matière de santé par un transfert permanent de points d'impôt de valeur équivalente aux provinces et territoires, afin de leur fournir une source stable de revenus ; par exemple, faire en sorte que le gouvernement fédéral renonce à sa TPS et laisse les gouvernements provinciaux et territoriaux taxer cet espace
- établir un programme temporaire pour compenser les provinces les plus pauvres dont les revenus provenant de la taxe seront inférieurs aux paiements de transfert qu'elles recevaient auparavant
- créer des conditions permettant aux gouvernements provinciaux et territoriaux d'innover, et les rendre pleinement responsables du financement et de la gestion des soins de santé

Culture, arts et tourisme

Le parti affirme que :

- une nation doit être fondée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet national commun et de partage des mêmes valeurs, et ce n'est que lorsque ces sentiments sont largement partagés que la confiance et la compréhension commune nécessaires au fonctionnement d'une société et de ses institutions peuvent s'installer.
- dans le passé, où les immigrants qui venaient au Canada s'intégraient progressivement dans la société, en conservant certains aspects de la culture de leur pays d'origine - devenant ainsi Canadiens, mais avec une saveur distincte. Ce type de multiculturalisme enrichit notre société
- la politique actuelle de multiculturalisme officiel encourage les immigrants à conserver les valeurs et la culture qu'ils ont laissées derrière eux au lieu de s'intégrer dans la société canadienne et d'adopter les valeurs et la culture canadiennes
- l'actuel Premier ministre a décrit le Canada comme le premier État post-national, sans identité fondamentale
- dans une société libre, les immigrants ont le droit de chérir et de conserver leur patrimoine culturel ; avec deux langues officielles, une population multiethnique comprenant de nombreux peuples autochtones et des cultures régionales très différentes, le Canada est déjà diversifié
- les valeurs canadiennes distinctes sont celles d'une civilisation occidentale contemporaine, y compris la démocratie ; les droits et libertés individuels, y compris la liberté de croyance religieuse et la liberté de critiquer la religion ; l'égalité entre les hommes et les femmes ; l'égalité de traitement de tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle ; l'État de droit ; la séparation de l'État et de la religion ; la tolérance et le pluralisme ; et la loyauté envers la société dans son ensemble plutôt qu'envers son clan ou sa tribu.

Les partisans du parti :

- afin de maintenir l'unité de notre pays et d'assurer la cohésion sociale, en se concentrant sur ce qui nous unit en tant que Canadiens, et non sur ce qui nous divise
- abroger la loi sur le multiculturalisme et supprimer tout financement destiné à promouvoir le multiculturalisme, en mettant plutôt l'accent sur l'intégration des immigrants dans la société canadienne

- réduire considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que le Canada accepte chaque année, de 500 000 à environ 100 000
- en veillant à ce que chaque candidat à l'immigration passe un entretien en tête-à-tête et réponde à une série de questions spécifiques afin d'évaluer dans quelle mesure il s'aligne sur les valeurs et les normes sociétales canadiennes (voir Politique d'immigration).

Points à méditer : La famille, la communauté et le bien commun

Envisagez de discuter des questions suivantes avec les candidats locaux, les élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

Familles et bien-être des enfants

- Dans quelles circonstances, le cas échéant, est-il approprié que les gouvernements limitent le droit des parents à prendre des décisions concernant les soins ou l'éducation de leurs enfants ?
- Dans quelle mesure la pauvreté des enfants est-elle un problème au Canada ? Dans la mesure où il s'agit d'un problème, qu'est-ce qui devrait être fait à ce sujet, et par qui ? Par les gouvernements fédéral ou provinciaux, par les particuliers, ou par les organisations privées, à but non lucratif ou communautaires, y compris l'Église et les organisations catholiques laïques ?
- Certains partis politiques ont suggéré que la pleine participation de tous les membres éligibles de la population active, y compris les deux parents des couples biparentaux et tous les parents célibataires, est essentielle pour maximiser le rendement de l'économie nationale, afin d'optimiser le bien-être économique ; et que pour maximiser ces rendements et garantir la pleine participation économique, il est essentiel de veiller à ce que toutes les familles aient accès à des services de garde d'enfants à un prix abordable
- Qu'est-ce qui est le plus important pour les enfants, un foyer stable et digne avec deux parents aimants, ou la maximisation du rendement économique national ?

Soins de santé

- Que peuvent ou doivent faire les gouvernements fédéral et provinciaux ou les organisations privées, à but non lucratif ou communautaires, y compris l'Église et les organisations catholiques laïques, pour garantir que des soins de santé de qualité sont disponibles pour tous ceux qui en ont besoin, sans retards ou temps d'attente excessifs ?
- Si les pilules contraceptives sont couvertes par le système de santé provincial, le coût des conseils en matière de planification familiale naturelle ne l'est pas et peut représenter un défi pour les jeunes familles. Est-il raisonnable de fournir des médicaments gratuits aux jeunes couples tout en demandant à ceux qui recherchent des méthodes naturelles, non chimiques, de payer, ou le gouvernement fédéral devrait-il envisager d'exiger la couverture des méthodes naturelles de planification familiale qui ont fait leurs preuves ?
- Dans un système de santé public, existe-t-il une obligation pour un individu de prendre des mesures raisonnables pour éviter les problèmes de santé (par exemple, porter un masque en cas de pandémie, lorsque cela est recommandé par les autorités de santé publique), afin d'éviter de devenir une charge pour les soins de santé financés par l'État lorsque survient une maladie ou une blessure évitable ? Dans l'affirmative, que peut-on ou doit-on faire pour encourager de telles mesures ?
- Est-il judicieux pour un pays de s'assurer qu'il est autosuffisant pour des produits de soins de santé importants, tels que les vaccins ? Dans l'affirmative, que peut ou doit faire le gouvernement fédéral pour encourager et soutenir l'autosuffisance ?

Soins aux personnes âgées

- Certaines parties réclament une augmentation de l'espace dans les établissements financés par l'État pour les personnes âgées et les patients en soins de longue durée. D'autres solutions, telles que la promotion d'une culture de cohésion et de soutien familial intergénérationnel tout au long de la vie, y compris les soins à domicile, devraient-elles être envisagées également, en complément ou en remplacement des soins résidentiels de longue durée ?
- Qui devrait être responsable de l'aide à long terme aux personnes âgées ? Elles-mêmes ? Leurs familles ? Les gouvernements fédéral ou provinciaux ? Les institutions caritatives ? Une combinaison de ces éléments ? Dans quelle mesure ?

L'éducation

- Il a été suggéré que trop de Canadiens ne comprennent pas les principes démocratiques, tels que les responsabilités des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux, et les rôles appropriés des institutions non gouvernementales telles que les organisations caritatives, les écoles, les entreprises, les médias d'information et les organisations morales et religieuses. Que peut ou doit faire le gouvernement fédéral pour promouvoir une meilleure compréhension de l'éducation civique au Canada ?

Une économie au service des personnes

Dignité du travail | Logement et réduction de la pauvreté | Syndicats, emploi | Industries et entreprises

Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît. (Matthieu 6:33)

L'enseignement catholique

Jésus dit aux foules : "C'est pourquoi je vous dis : Ne vous inquiétez pas pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de quoi vous serez vêtus. La vie n'est-elle pas plus que la nourriture, et le corps plus que le vêtement ? Regardez les oiseaux du ciel : ils ne sèment ni ne moissonnent, ils n'amassent rien dans des greniers, et votre Père céleste les nourrit. N'êtes-vous pas plus importants qu'eux ? L'un d'entre vous peut-il, en s'inquiétant, ajouter un seul instant à sa durée de vie ? ...cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît".

Matthieu 6:25-33

Certaines personnes naissent dans des familles économiquement stables, reçoivent une bonne éducation, grandissent bien nourries ou possèdent naturellement de grands talents. Elles n'auront certainement pas besoin d'un État proactif ; il leur suffira de revendiquer leur liberté. Mais la même règle ne s'applique évidemment pas à une personne handicapée, à une personne née dans la misère, à ceux qui n'ont pas reçu une bonne éducation et qui n'ont guère accès à des soins de santé adéquats. **Si une société est gouvernée principalement par les critères de la liberté du marché et de l'efficacité, il n'y a pas de place pour ces personnes, et la fraternité restera un vague idéal de plus.** Pape François - *Fratelli tutti*, 109

La dignité et l'importance du travail

L'utilisation de ses dons pour chercher et servir Dieu **inclut nécessairement le travail**, par lequel l'homme coopère avec Dieu dans l'acte



Une économie au service des personnes

Le Bloc :

- célèbre la diversité de l'économie québécoise, y compris les restaurateurs, les hôteliers et les aubergistes ; les agriculteurs, les pêcheurs et autres artisans ; la technologie, y compris la recherche, l'énergie propre et les ressources renouvelables, l'aérospatiale, l'intelligence artificielle ; les technologies écologiques et l'exploitation durable, ainsi que d'autres ressources
- et note les relations possibles entre la transition écologique et le développement économique national et régional.

Logement et réduction de la pauvreté

Le Bloc n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques de réduction de la pauvreté.

Emplois et dignité dans l'emploi

Le Bloc affirme que :-

- la pénurie de main-d'oeuvre rapportée par les entrepreneurs québécois est certes amplifiée par la pandémie, mais elle existait déjà et ne prendra pas fin avec le retrait des mesures sanitaires
- il proposera une série de mesures pour combattre la pénurie de main-d'oeuvre, dont la suspension du PCRE, tout en s'assurant qu'il pourra être réactivé en fonction de l'intensité des vagues à venir, et qu'il reste en vigueur pour des secteurs et des catégories d'emplois bien ciblés pour lesquels la reprise reste lente, comme les secteurs culturel ou aéronautique
- il proposera également des mesures pour encourager les seniors à mettre à profit leur précieux savoir-faire, en permettant aux seniors à faible revenu de travailler davantage sans pénalité et en impliquant les nations autochtones, ainsi qu'en encourageant les nouveaux arrivants et les diplômés à s'installer dans les régions

Assurance-emploi

Le Bloc affirme que :- les

- travailleurs québécois paient leur juste part de cotisations dans l'espoir d'être soutenus en cas de malheur, mais la pandémie a révélé la faiblesse du filet social canadien
- ;- il propose une réforme globale de l'assurance-emploi qui protégera tous les travailleurs et tiendra compte des réalités de plus en plus incontournables des travailleurs autonomes ou à statut particulier, ainsi que du travail saisonnier
- ;- il appuie la poursuite des efforts visant à faire des fonds de pension des créanciers prioritaires en cas de faillite d'une entreprise

Industries

Pour soutenir la transition vers les énergies vertes, le Bloc préconise des investissements massifs dans l'innovation écologique, le changement technologique et la recherche et développement dans toutes les régions du Québec, y compris :- l'arrêt du financement des concurrents ontariens au Québec, au profit de contributions à l'industrie électrique québécoise et au projet de faire du Québec " la batterie du Nord ". Amérique"

- abandonner la stratégie canadienne de l'hydrogène, inefficace et polluante, et contribuer financièrement au développement et à la promotion du secteur de l'hydrogène vert par Hydro-Québec.

Petites entreprises et entreprises locales

Le Bloc affirme qu'alors même que la pandémie forçait les petites entreprises à fermer, puis à rouvrir avec une capacité réduite, les multinationales étrangères engrangeaient des bénéfices records.

Le Bloc préconise l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie visant à soutenir les achats locaux et les entreprises locales, notamment en soutenant la transition numérique

continu de création de Dieu. Le **travail a une place d'honneur parce qu'il est la source des conditions d'une vie décente** et qu'il est, en principe, un instrument efficace de lutte contre la pauvreté. **Mais il ne faut pas succomber à la tentation de faire du travail une idole**, car le sens ultime et définitif de la vie ne se trouve pas dans le travail. Le travail est indispensable, mais c'est Dieu - et non le travail - qui est l'origine de la vie et le but ultime de l'homme.

Le principe sous-jacent de la sagesse est la crainte de l'Éternel. L'exigence de justice, qui en découle, précède le souci du profit : "Mieux vaut un peu de crainte du Seigneur qu'un grand trésor et des ennuis avec lui" (Pr 15,16). "Mieux vaut un peu de justice que de gros revenus d'injustice" (Pr 16,8). - 257, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Le travail n'est pas seulement une partie essentielle de la vie, mais **lorsque nous travaillons en accord avec nos passions intérieures - nos vocations individuelles - c'est une joie. C'est aussi une obligation envers sa famille, ses voisins et sa nation.** L'homme doit travailler, à la fois parce que le Créateur l'a ordonné et pour répondre au besoin de maintenir et de développer sa propre humanité. Nous sommes les héritiers du travail des générations et en même temps les artisans de l'avenir de tous ceux qui vivront après nous. - 274, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Mais le travail, et en particulier le travail digne, **n'est pas facilement accessible** à tous ceux qui le recherchent. **Ceux qui sont au chômage ou sous-employés souffrent des conséquences négatives profondes** qu'une telle situation crée dans la personnalité et ils courent le risque d'être marginalisés dans la société, de devenir victimes de l'exclusion sociale... -289, *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*

Réduction de la pauvreté

Les pauvres, les marginalisés et, dans tous les cas, ceux dont les conditions de vie entravent leur bon développement doivent faire l'objet d'une **attention particulière**. A cette fin,

des entreprises, en réduisant les frais de carte de crédit pour les transactions en ligne et en accordant un délai supplémentaire pour rembourser sans pénalité les emprunts contractés pendant la pandémie.

Agriculture

Le Bloc affirme que le modèle québécois d'agriculture à échelle humaine se démarque dans un monde industriel nord-américain où l'occupation productive et pacifique du territoire ne fait plus partie des mentalités

Le Bloc préconise - de

réintroduire la possibilité de protéger pleinement la gestion de l'offre dans les futurs accords de libre-échange

- d'étudier la possibilité d'augmenter la capacité d'abattage, car la concentration du marché et les lacunes de l'industrie laitière continuent de miner la compétitivité de l'industrie. Les politiques actuelles entraînent des voyages interminables pour les animaux, parfois même l'euthanasie, et du gaspillage alimentaire

- pousser le gouvernement fédéral

à reconnaître la multifonctionnalité des agriculteurs dans son soutien financier, afin de reconnaître la contribution des petits producteurs

- s'assurer que les agriculteurs et les transformateurs soient pleinement compensés pour les lacunes de la gestion de l'offre dans les accords de libre-échange avec l'Europe, le Pacifique et l'Amérique du Nord

-

encourager - encourager les petits distillateurs québécois de toutes les régions et leurs produits uniques, en réduisant la taxe d'accise sur l'alcool en fonction du volume de production, en s'inspirant de ce que le Québec offre aux micro-brasseries.

Transports et infrastructures

Compte tenu du conflit qui entoure souvent l'investissement fédéral dans les infrastructures, retardant le démarrage des projets municipaux, le Bloc Québécois préconise : - le transfert inconditionnel au Québec de tous les fonds fédéraux destinés aux infrastructures, afin que le Québec puisse prioriser ses propres projets selon ses propres priorités ; - le développement du train à haute fréquence Toronto-Québec via Trois-Rivières, dont on parle depuis longtemps.

Fleuve Saint-Laurent et voie maritime

Pour mettre fin à la négligence du Québec fluvial et maritime, le Bloc préconise : - la

restauration fédérale immédiate des installations portuaires

- l'élargissement de la portée du Fonds des pêches afin qu'il puisse être utilisé pour un plus grand nombre de projets, comme le parc d'hivernage de Grande-Rivière

- l'élaboration d'une stratégie de développement et de diversification du commerce des produits de la pêche du Québec.

Aérospatiale

Le Bloc affirme que : - le

Canada est le seul pays doté d'une industrie aérospatiale qui n'a pas de politique nationale pour assurer son développement

; - la région du Grand Montréal est l'une des trois seules au monde à pouvoir développer et construire un avion de A à Z

; - à la veille des dernières élections, le gouvernement fédéral a fait une annonce impromptue de déblocage de fonds, mais n'a toujours pas agi.

Le Bloc préconise

- le développement des retombées des achats militaires ; un soutien prévisible et durable à la recherche et au développement, permettant au Québec de concevoir et de construire les avions économes en carburant de demain ; et le développement du secteur du recyclage des aéronefs

- un soutien pour aider les quelque 200 petites et moyennes entreprises aérospatiales québécoises à surmonter les crises du secteur de l'aviation et à participer aux projets de développement qui assureront la pérennité de ce secteur.

L'aluminium

Le Bloc préconise le développement de l'industrie québécoise de l'aluminium, qu'il affirme être la plus verte au monde, incluant le financement fédéral d'un fonds de soutien à la transformation de l'aluminium québécois au Québec, notamment en réinvestissant l'ensemble des sommes perçues en contre-tarifcation dans les différends de libre-échange 2018-2019 avec les États-Unis

Forêt

Le Bloc affirme que la forêt couvre plus de la moitié du territoire québécois et que près de 60 000 Québécois doivent leur emploi à la forêt.

l'option préférentielle pour les pauvres doit être réaffirmée dans toute sa force...

Aujourd'hui, cet **amour de préférence pour les pauvres, et les décisions qu'il nous inspire, ne peuvent qu'embrasser les immenses multitudes des affamés, des nécessiteux, des sans-abri, de ceux qui n'ont pas de soins de santé et, surtout, de ceux qui n'ont pas l'espérance d'un avenir meilleur**". - 182, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Les catholiques sont appelés à se souvenir des paroles mêmes de Jésus : **Ce que nous faisons au plus petit d'entre nous, c'est à Lui que nous le faisons**. - *Matthieu 25, 31-46*

"L'aide financière aux pauvres doit toujours être une solution provisoire face à des besoins pressants. **L'objectif plus large doit toujours être de leur permettre une vie digne par le travail**". - Pape François, *Laudato si'*, 128

Une économie au service des personnes

J'encourage les experts financiers et les dirigeants politiques à méditer les paroles d'un sage de l'Antiquité : "Ne pas partager ses richesses avec les pauvres, c'est les voler et les priver de leurs moyens de subsistance. Ce ne sont pas nos propres biens que nous détenons, mais les leurs..." **L'argent doit servir et non régner !** -Pape François, *La joie de l'Évangile*, 57-58

Le développement de l'activité économique et la croissance de la production ont pour **but de répondre aux besoins des êtres humains. La vie économique n'est pas seulement destinée à multiplier les biens produits et à accroître le profit ou la puissance** ; elle est d'abord ordonnée au service des personnes, de l'homme tout entier et de la communauté humaine dans son ensemble. Pour de nombreuses personnes, un salaire décent et un logement digne sont hors de portée. - 2426, *Catéchisme de l'Église catholique*

La capacité de planification d'une société orientée vers le bien commun et tournée vers

Le Bloc préconise -

un plan de maximisation du potentiel de la forêt québécoise, avec pour objectifs et effets la transformation locale, le développement d'innovations technologiques et l'augmentation de la productivité dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Main-d'œuvre

- réduire la vulnérabilité du Québec aux traités commerciaux et alléger la pression sur la ressource brute en augmentant la diversité des emplois, notamment par la transformation et la création de technologies vertes exportables.

Construction navale

Le Bloc affirme que -

bien que le Québec possède le plus grand chantier naval au Canada, et le meilleur en Amérique du Nord selon la Lloyd's List, la part du lion des contrats de construction navale au Canada est attribuée aux chantiers de la Colombie-Britannique et de la Nouvelle-Écosse, qui peinent à respecter les échéances

- sur un total de plus de 100 milliards de dollars de contrats fédéraux, le Chantier Davie de Lévis n'a toujours pas reçu le dixième, alors qu'il représente 50 % de la capacité de construction navale du Canada

- il propose une révision complète de la stratégie navale afin d'aboutir à un nouveau plan qui inclura Davie comme partenaire à la hauteur de sa capacité de production



Parti de l'Héritage Chrétien

La dignité du travail

Le parti affirme que le travail est une bonne chose ; les gens sont plus heureux lorsqu'ils travaillent et contribuent à la société.

Les partisans du parti :

- un salaire égal pour un travail égal

- pas d'action

positive obligatoire, c'est-à-dire pas de quotas d'embauche

- protection des services essentiels contre les risques liés aux grèves ou aux lock-out

Logement et réduction de la pauvreté

Le parti déclare :

- Les Canadiens doivent toujours être prêts à s'occuper des "pauvres méritants" - ceux qui sont dans la pauvreté sans que ce soit leur faute. -

tous ceux qui sont capables de travailler devraient être encouragés à le faire ; les contribuables ne devraient pas être obligés de supporter le fardeau inutile de soutenir ceux qui ne veulent pas travailler

- il s'oppose aussi fermement à l'aide sociale aux entreprises : l'octroi de fonds fédéraux aux entreprises, aux institutions financières et aux cabales mondiales.

Pour rendre le logement plus abordable, le parti préconise de -

réduire les achats de maisons, d'entreprises et de terres agricoles

par des étrangers

- renforcer l'unité familiale, réduire les divorces et la nécessité pour un couple d'entretenir deux maisons

- rendre plus abordable le rôle de parent au foyer

Industries, innovation et agriculture

Le parti affirme qu'une nation qui ne peut pas se nourrir ne peut pas survivre

Le parti préconise :

- développement d'une stratégie alimentaire nationale

- faire de la production alimentaire une priorité nationale élevée

l'avenir se mesure... avant tout sur la base des perspectives d'emploi qu'elle est en mesure d'offrir. Le maintien de l'emploi dépend de plus en plus des capacités professionnelles.

Les systèmes d'instruction et d'éducation ne doivent pas négliger la formation humaine ou technologique, nécessaire à l'exercice rémunéré des responsabilités.

Il faut apprendre aux jeunes à agir de leur propre initiative, à accepter la responsabilité d'affronter avec des compétences adéquates les risques liés à un contexte économique fluide dont l'évolution est souvent imprévisible. -271-290, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Petites entreprises, commerce et artisanat

La **décentralisation de la production**, qui confie à des entreprises plus petites plusieurs tâches auparavant assumées par des intérêts productifs plus importants, **donne de la vitalité et une nouvelle énergie** au secteur des petites et moyennes entreprises. Ainsi, à côté des artisans traditionnels, apparaissent de nouvelles entreprises caractérisées par de petits intérêts productifs qui travaillent dans des secteurs de production modernes ou dans des activités décentralisées de plus grandes entreprises.

Le travail dans les petites et moyennes entreprises, le travail des artisans et le travail indépendant peuvent représenter une occasion d'humaniser l'expérience du travail, tant par la possibilité d'établir des relations personnelles positives dans des communautés de petite taille que par les possibilités de faire preuve de plus d'initiative et d'ardeur au travail. Toutefois, dans ces secteurs, les cas de traitement injuste, de travail mal rémunéré et surtout incertain ne sont pas rares. - 315, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Industries, innovation et agriculture

Grâce aux innovations technologiques, le monde s'enrichit de nouvelles professions

- soutenir et encourager l'institution de l'exploitation agricole familiale

Gestion de l'offre

Le parti déclare que :-

le système de gestion de l'offre pour les producteurs canadiens de lait, d'œufs et de volaille et les commissions de commercialisation qui régissent le système ont été conçus pour protéger les producteurs agricoles essentiels des fluctuations paralysantes du marché et du "dumping" déloyal de produits étrangers à moindre coût
- la gestion de l'offre n'est pas parfaite mais elle est essentielle pour garantir que les producteurs canadiens de ces produits puissent continuer à exister et pour fournir aux Canadiens un approvisionnement constant en produits alimentaires de haute qualité.

Le parti préconise

- un examen au cas par cas des offices de commercialisation des produits agricoles pour s'assurer qu'ils répondent toujours aux besoins des producteurs qu'ils représentent ainsi qu'à ceux des consommateurs canadiens
- dans la mesure du possible, la possibilité pour les petits producteurs indépendants de desservir des marchés de niche sans porter atteinte au système des quotas.

Syndicats et droits des travailleurs

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de syndicats et de droits des travailleurs.

Entreprises, concurrence et consommation

Le parti s'oppose fermement à la protection sociale des entreprises, c'est-à-dire à l'octroi de fonds fédéraux aux entreprises, aux institutions financières et aux caisses mondiales.



Une économie au service des personnes

Le parti affirme que chaque Canadien mérite la sécurité et la dignité que procure un emploi sûr, stable et bien rémunéré.

Les partisans du parti :

- mettre en œuvre un plan global pour l'emploi afin de redonner du travail aux Canadiens dans l'ensemble du pays.
- prendre des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés, en aidant ceux qui ont le plus souffert, notamment les femmes et les jeunes Canadiens. - Reconstruire "Main Street" en aidant les petites entreprises et en offrant des incitations pour investir dans les entreprises, les reconstruire et en créer de nouvelles
- créant ainsi des opportunités dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions du pays.

Réduction de la pauvreté

Le sans-abrisme

Pour lutter contre le sans-abrisme, le parti préconise : - la

remise en œuvre de l'approche "Logement d'abord" pour contribuer à la lutte contre la crise de la toxicomanie au Canada - la

révision du cadre politique du gouvernement fédéral en matière de toxicomanie pour faire du rétablissement son objectif principal

- l'investissement de 325 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour créer 1 000 lits résidentiels de traitement de la toxicomanie et construire 50 centres communautaires de rétablissement dans tout le pays

- le soutien aux approches novatrices pour faire face aux crises des problèmes de santé mentale et de la toxicomanie, telles que les programmes de traitement sur le terrain développés et gérés par les communautés autochtones dans le cadre d'un plan visant à améliorer la prestation de services de prévention et de traitement de la toxicomanie culturellement adaptés dans les communautés des Premières nations ayant des besoins importants.

Salaire de subsistance et inégalités de richesse

Le parti affirme qu'il est temps de rendre le travail payant et d'aider ceux qui en ont le plus besoin. À cette fin, il préconise

- doubler la prestation pour les travailleurs canadiens jusqu'à un maximum de 2 800 \$ pour les individus ou de 5 000 \$ pour les familles et la verser sous forme de dépôt direct trimestriel plutôt que sous forme de remboursement d'impôt à la fin de l'année. Cela représente, en moyenne, un millier de dollars supplémentaires dans les poches des

tandis que d'autres disparaissent. Dans la phase actuelle de transition, il y a un mouvement continu de travailleurs du secteur industriel vers celui des services... En particulier, il y a une augmentation... des emplois à temps partiel, temporaires et "non traditionnels"... - 313, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Syndicats et droits des travailleurs

Les exigences de la concurrence, de l'innovation technologique et de la complexité des flux financiers **doivent être mises en harmonie** avec la défense des travailleurs et de leurs droits. - 313, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Toute forme de matérialisme ou de doctrine économique qui tenterait de réduire le travailleur à un simple instrument de production, à une simple force de travail ayant une valeur exclusivement matérielle, déformerait désespérément l'essence du travail et le dépouillerait de sa qualité humaine la plus noble et la plus fondamentale. 270-271, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Parmi les droits des travailleurs, l'Église reconnaît :

- le droit à un salaire équitable ; - le droit au repos ;
- le droit "à un milieu de travail et à des procédés de fabrication qui ne nuisent ni à la santé physique ni à l'intégrité morale des travailleurs" ;
- le droit à ce que sa personnalité sur le lieu de travail soit sauvegardée "sans qu'il soit porté atteinte à sa conscience ou à sa dignité personnelle" ; - le droit aux subventions appropriées nécessaires à la subsistance des travailleurs en chômage et de leur famille ;
- le droit à une pension et à une assurance vieillesse, maladie et accidents du travail ;
- le droit à la sécurité sociale liée à la maternité ;
- le droit de s'assembler et de former des associations.

travailleurs les plus vulnérables, aidant ainsi trois millions et demi de familles à mettre de la nourriture sur la table.

- en doublant le supplément d'invalidité, qui passe de 713 à 1 500 dollars, afin d'aider près de 90 000 travailleurs handicapés
 - pour aider à protéger les travailleurs pendant les récessions sans faire exploser le budget ou frapper les travailleurs avec des primes d'assurance-emploi qui montent en flèche, en lançant un Super AE qui fournit temporairement des prestations plus généreuses (75 % du salaire au lieu de 55 %) lorsqu'une province entre en récession (une augmentation du taux de chômage de 0.
- Pour soutenir les travailleurs souffrant d'une maladie grave, le parti préconise d'augmenter les prestations de maladie de l'assurance-emploi à 52 semaines, au lieu de la limite actuelle de 15 semaines -
- pour soutenir les travailleurs qui sont obligés de s'installer temporairement pour travailler, pour aider les travailleurs qui doivent s'installer temporairement pour travailler, par exemple dans le cadre de projets d'infrastructure dans le Nord, le parti préconise l'introduction d'un crédit d'impôt pour la mobilité dans le secteur de la construction pouvant aller jusqu'à 4 000 dollars par an pour couvrir les frais de réinstallation temporaire (déménagement, hébergement temporaire) à partir du revenu imposable
 - pour aider les familles et les *magasins de détail à se remettre de la pandémie et de l'augmentation des niveaux d'inflation, la mise en œuvre d'un congé de TPS d'un mois*

Gig Economy

Le parti affirme que des millions de Canadiens ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi parce qu'ils sont des gig workers, des entrepreneurs indépendants, des travailleurs de plateformes en ligne, des contractuels, des travailleurs sur appel et des travailleurs temporaires, ou qu'ils sont autrement engagés dans un travail indépendant et temporaire qui ne fournit pas les heures et les contributions assurables d'un employé typique.

Pour soutenir les travailleurs temporaires et faire en sorte que les employeurs contractuels paient leur juste part pour la protection des travailleurs, le parti préconise d'exiger des entreprises de l'économie parallèle qu'elles versent des contributions équivalentes aux cotisations au RPC et à l'AE dans de nouveaux comptes d'épargne salariale transférables chaque fois qu'elles paient leurs travailleurs, de sorte que l'argent fructifie en franchise d'impôt et puisse être retiré par le travailleur lorsqu'il en a besoin.

Travail et emploi

Le parti déclare que : -

le nombre de Canadiens au chômage depuis plus de six mois est proche du niveau le plus élevé jamais atteint

- lorsque les gens peuvent trouver un emploi, la plupart le font à temps partiel
- il est préoccupé par le fait que des millions de travailleurs canadiens et de petites entreprises sont laissés pour compte
- sa priorité absolue est de remettre le plus grand nombre de personnes au travail dans de bons emplois, dans toutes les régions du Canada, dans tous les secteurs, le plus rapidement possible.
- elle fera tout ce qu'il faut pour que les gens travaillent et que l'économie se remette sur les rails.

Pour remettre les Canadiens au travail, le parti préconise -

- un Plan canadien de relance de l'emploi : payer jusqu'à 50 % du salaire des nouveaux embauchés pendant six mois après la fin de la subvention salariale d'urgence du Canada.
- un crédit d'impôt pour la reconstruction de la rue principale, offrant un crédit d'impôt de 25 % sur les montants jusqu'à 100 000 \$ que les Canadiens investissent personnellement dans une petite entreprise au cours des deux prochaines années
- un prêt aux entreprises de la rue principale : offrant des prêts jusqu'à 200 000 \$ pour aider les petites et moyennes entreprises dans l'hôtellerie, le commerce de détail et le tourisme à se remettre sur pied, avec une remise de 25 %.

Formation professionnelle

Le parti déclare que : - les

métiers spécialisés dans la construction, l'énergie et d'autres secteurs sont confrontés à une pénurie chronique de personnel

- le secteur de la construction à lui seul pourrait compter jusqu'à 100 000 emplois non pourvus d'ici cinq ans, à mesure que les employés actuels prendront leur retraite.

Pour permettre aux femmes et aux autres de trouver du travail dans les métiers spécialisés, le parti préconise de -

- doubler le crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis au cours des trois prochaines années afin de créer plus de places pour les apprentis
- investir 250 millions de dollars sur deux ans pour créer le Fonds canadien pour la formation professionnelle, afin de fournir des subventions aux organisations, y compris les employeurs, les agents de prestation de la formation en apprentissage, des syndicats, des établissements d'enseignement supérieur et des organisations communautaires pour des projets qui (i) donnent aux travailleurs licenciés un accès immédiat à la formation (ii) touchent les groupes traditionnellement sous-représentés (iii) répondent aux besoins en talents des petites entreprises

- 301, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

L'Église reconnaît le rôle fondamental des syndicats...

Ces organisations, tout en poursuivant leur but spécifique en ce qui concerne le bien commun, exercent **une influence positive sur l'ordre social et la solidarité**, et constituent donc un élément indispensable de la vie sociale. Le travail, en raison de son caractère subjectif ou personnel, est supérieur à tout autre facteur lié à la productivité ; ce principe s'applique en particulier au capital.

La doctrine sociale de l'Église enseigne que les **relations dans le monde du travail doivent être marquées par la coopération** : la haine et les tentatives d'éliminer l'autre sont totalement inacceptables. Il en est de même parce que, dans tout système social, le **"travail" et le "capital" représentent des éléments indispensables du processus de production.**

Aucun chrétien, du fait de son appartenance à une communauté unie et fraternelle, ne doit se sentir autorisé à ne pas travailler et à vivre aux dépens des autres (cf. 2 Th 3, 6-12). Au contraire, tous sont chargés... de mettre un point d'honneur à travailler de leurs propres mains, afin de n'être à la charge de personne (1 Th 4,12), et de pratiquer une solidarité également matérielle en partageant les fruits de leur travail avec "ceux qui sont dans le besoin" (Ep 4,28). - 264, 305-307, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Entreprises, concurrence et consommateurs

Tu ne convoiteras pas les biens de ton prochain.

- le 10^{ème} commandement

Le profit individuel d'une entreprise économique, bien que légitime, ne doit jamais devenir le seul objectif. **L'utilité sociale est un objectif encore plus important.** Lorsque le marché libre remplit les fonctions importantes mentionnées ci-dessus, il devient un service pour le bien commun et le développement

- créer un prêt à la formation pour les travailleurs canadiens afin d'offrir des prêts à faible taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars aux personnes qui souhaitent améliorer leurs compétences

Retraites

Pour protéger les travailleurs contre les faillites d'employeurs et autres défaillances des régimes de retraite, le parti préconise : -

modifier la législation afin de garantir que les retraités aient la priorité sur les élites des entreprises en cas de faillite ou de restructuration

- empêcher les cadres de se verser des primes pendant qu'ils dirigent une entreprise en cours de restructuration si le régime de retraite n'est pas entièrement financé

- ne plus obliger les régimes de retraite sous-financés à être convertis en rentes, ce qui bloque actuellement les pertes et fait que les travailleurs reçoivent moins d'argent

- exiger des entreprises qu'elles communiquent plus clairement l'état de financement de leurs régimes de retraite.

Syndicats et droits des travailleurs

Pour soutenir les travailleurs employés par les grandes entreprises multinationales, le parti préconise :

- exiger des employeurs sous réglementation fédérale comptant plus de 1 000 employés ou 100 millions de dollars de revenus annuels qu'ils incluent une représentation des travailleurs dans leur conseil d'administration

- consulter les dirigeants syndicaux et ensuite mettre en œuvre des modifications du Code canadien du travail afin de supprimer les obstacles qui empêchent les syndicats de syndiquer les grands employeurs ayant des antécédents d'activités anti-ouvrières

- travailler avec les syndicats pour moderniser le Code canadien du travail afin d'offrir plus de flexibilité dans les horaires de travail et le travail à domicile

- donner aux syndicats un statut au Tribunal canadien du commerce extérieur pour leur permettre d'intenter des actions sur des questions telles que le dumping.

Industries et innovation

L'innovation

Pour promouvoir l'innovation, le parti préconise d'investir 5 milliards de dollars sur cinq ans, par l'intermédiaire d'une nouvelle Agence canadienne de recherches avancées dont le siège serait à Calgary, afin de tirer parti de la main-d'œuvre hautement qualifiée de l'Alberta et d'aider à diversifier l'économie albertaine, pour financer des programmes visant à : - le développement et la fabrication de véhicules électriques, y compris les camions électriques, la micro-mobilité, les batteries et les fabricants de pièces

- la recherche et la production pharmaceutiques.

Le parti préconise également - réduire les impôts sur l'innovation et faire du Canada un leader en matière de brevets en réduisant de moitié le taux d'imposition sur les revenus tirés des brevets sur les produits innovants développés au Canada, et en couvrant jusqu'à 10 000 dollars des frais administratifs et juridiques de chacun des cinq premiers brevets déposés par une petite ou moyenne entreprise canadienne.

- rationaliser et accélérer le programme de RS&DE, entre autres pour réduire le pourcentage de financement de la RS&DE qui va aux consultants plutôt qu'aux innovateurs et pour faciliter l'éligibilité du développement de logiciels à la RS&DE.ED

- lancer un examen de tous les programmes d'innovation à l'ISED et dans l'ensemble du gouvernement pour s'assurer qu'ils sont aussi simples que possible, supprimer les doubles emplois et veiller à ce que toutes les dépenses d'innovation profitent au Canada, notamment en exigeant que les bénéficiaires démontrent que la propriété intellectuelle, la production, la propriété et les profits resteront probablement au Canada

- interdire aux entités appartenant à des États étrangers ou ayant des liens avec des armées étrangères de recevoir des fonds de RS&DE

- créer des structures d'action et d'imposition améliorées au profit des entreprises en phase de démarrage

Fabrication

Le parti déclare que les embrouilles qui ont eu lieu pendant la pandémie ont rappelé de manière brutale l'importance de la capacité de production nationale, en particulier dans les situations d'urgence nationales. Il préconise donc -

la poursuite d'accords de libre-échange uniquement avec des pays libres qui respectent les droits des travailleurs et maintiennent des normes environnementales élevées

- le retour au Canada de la fabrication d'équipements critiques tels que les EPI et les produits pharmaceutiques en veillant à ce que les achats de ces produits essentiels par le gouvernement et par des fonds publics favorisent les producteurs canadiens

- le rétablissement de la capacité nationale de fabrication de vaccins.

Agriculture

Le parti affirme qu'avec la croissance de la population mondiale et l'augmentation du niveau de vie, le besoin de sources alimentaires fiables va s'accroître. Dans cette optique, le parti préconise - respecter et défendre la gestion de l'offre pour nos fermes laitières et avicoles, et veiller à ce que les familles d'agriculteurs participent à toutes les négociations commerciales ou à tous les programmes ayant un impact sur le secteur, et que le ministre de l'Agriculture participe également aux négociations

humain intégral. En revanche, lorsqu'il est axé sur le seul profit, le marché peut dégénérer en une institution inhumaine et aliénante, dont les répercussions sont incontrôlables.

La liberté dans le secteur économique... doit être réglementée par des normes juridiques appropriées afin d'être mise au service de la liberté intégrale de l'homme... Un important travail éducatif et culturel est nécessaire de toute urgence, y compris l'éducation des consommateurs à l'utilisation responsable de leur pouvoir de choix, la formation d'un sens aigu de la responsabilité chez les producteurs et dans les médias en particulier, ainsi que l'intervention nécessaire des pouvoirs publics. Afin d'équilibrer le principe de solidarité avec les droits et obligations de l'individu, l'intervention de l'État dans l'environnement économique ne doit être ni envahissante ni absente, mais proportionnée aux besoins réels de la société. "L'État a le devoir de soutenir les activités économiques en créant des conditions qui assurent des possibilités d'emploi, en stimulant ces activités là où elles font défaut ou en les soutenant dans les moments de crise. L'État a en outre le droit d'intervenir lorsque des monopoles particuliers créent des retards ou des obstacles au développement. -305-307, 351, 376 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Le sens de l'histoire se perd de plus en plus, ce qui conduit à une rupture encore plus grande. Une sorte de "déconstructionnisme", où la liberté humaine prétend tout créer à partir de zéro, progresse dans la culture d'aujourd'hui. La seule chose qu'il laisse dans son sillage, c'est **la volonté de consommer sans limites et l'expression d'un individualisme vide** -12, *Fratelli Tutti*
Transports et infrastructures

Les exigences du bien commun... sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent, entre autres, l'engagement à **fournir à tous les services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme :**

- y compris de nouveaux marchés pour nos producteurs de bétail, de céréales et d'oléagineux dans le cadre des négociations de libre-échange
- en tant que priorité, finaliser le programme d'indemnisation des transformateurs soumis à la gestion de l'offre dans le cadre du CPTPP et de l'AECG et négocier un programme d'indemnisation pour les agriculteurs et les transformateurs touchés par la CUSMA
- travailler avec l'administration américaine pour supprimer les limites imposées par la CUSMA aux exportations canadiennes de lait en poudre vers des pays tiers et établir des normes réciproques pour garantir le respect de nos normes de qualité
- travailler avec les provinces pour adopter un code d'approvisionnement en produits alimentaires afin de lutter contre les pratiques abusives des détaillants en matière de prix et de contrats à l'encontre des agriculteurs, mettre fin au traitement fiscal inéquitable des exploitations agricoles familiales en faisant progresser la mise en œuvre du projet de loi C-208 et en veillant à ce que la vente d'une exploitation agricole familiale à un membre de la famille ne soit pas imposée à un taux plus élevé que la vente à un étranger
- améliorer la sécurité des paiements pour les agriculteurs et les transformateurs de produits alimentaires en créant une fiducie légale présumée pour les fournisseurs de produits périssables en cas de faillite et en harmonisant notre régime avec celui des États-Unis afin de retrouver une protection réciproque en vertu de la loi américaine sur les produits agricoles périssables (U.S. Perishable Agricultural Commodities Act). Perishable Agricultural Commodities Act (PACA) des États-Unis ;
- modifier les lois existantes pour permettre aux éleveurs d'utiliser les abattoirs locaux, afin de réduire le stress des animaux et les émissions de gaz à effet de serre résultant du transport vers des installations éloignées, et rendre permanentes les mesures temporaires visant à permettre la collaboration entre les provinces pour l'utilisation des abattoirs provinciaux
- mettre en œuvre une stratégie de sécurité alimentaire, y compris le développement de méthodes permettant de cultiver davantage de produits en serre au Canada tout au long de l'année
- la mise en œuvre d'une stratégie pour l'emploi dans l'agriculture et l'agroalimentaire, y compris la reconnaissance du besoin de travailleurs agricoles internationaux et la facilitation de leur entrée au Canada en temps voulu pour travailler dans les fermes canadiennes, et l'élaboration d'une stratégie à long terme pour attirer des travailleurs qualifiés dans le secteur de la transformation de la viande, qui est actuellement confronté à un déficit de 30 000 travailleurs
- l'extension du "droit à la réparation" aux véhicules agricoles pour permettre aux agriculteurs de choisir l'endroit où réparer leurs véhicules.

Aquaculture

Le parti déclare que : -

- il soutient le développement durable du secteur aquacole canadien en raison de sa capacité à fournir une base économique solide aux communautés côtières, à créer des emplois stables et à long terme, et à contribuer à la sécurité alimentaire du Canada
- de nombreuses espèces de mollusques et de poissons sont cultivées dans tout le Canada, et de nombreuses Premières nations ont choisi l'aquaculture comme activité susceptible de soutenir leurs communautés et de fournir un travail intéressant à leurs membres
- l'élevage du saumon sur la côte ouest du Canada a été controversé, les communautés locales étant désorientées et déchirées par des études et des affirmations contradictoires
- il n'adoptera pas de position idéologique sur cette question. Elle souhaite le succès de l'aquaculture, mais seulement si les Canadiens ont confiance en notre capacité à protéger le saumon sauvage. Par conséquent, toute décision relative à l'aquaculture du saumon doit être fondée sur des données scientifiques solides, guidée par la conservation et respectueuse des communautés et des familles qui dépendent de ces emplois

À cette fin, le parti préconise - le

- maintien de la décision de retirer les fermes salmonicoles des îles Discovery, en modelant la transition sur le projet de l'archipel Broughton, afin de mieux respecter les Premières nations, les communautés et les travailleurs locaux
- l'attribution de la responsabilité de la gestion et de la croissance durable du secteur à un ministère autre que le MPO, afin que le MPO puisse se concentrer uniquement sur l'application de la loi
- la création d'une loi moderne sur l'aquaculture qui peut aider à restaurer la confiance du public
- l'élaboration d'un programme d'incitation fiscale pour le développement et l'adoption de technologies qui réduisent le contact entre le saumon sauvage et le saumon d'élevage.

Transports et infrastructures

- Pour créer des emplois dans la construction, le financement de projets et la fabrication, et pour créer davantage d'emplois en aidant les entreprises canadiennes à commercialiser leurs produits et en aidant les Canadiens à se rendre au travail, le parti préconise ce qui suit - des investissements immédiats dans des projets essentiels qui mettront les Canadiens au travail, réduiront le temps de déplacement et assainiront l'environnement
- une plus grande flexibilité pour les municipalités et les Premières nations afin de recevoir des fonds en supprimant les exigences liées aux projets d'"infrastructure verte"
 - la suppression de la Banque canadienne de l'infrastructure et l'engagement des fonds non dépensés dans des projets qui peuvent renforcer notre économie
 - la redéfinition des priorités du plan Investir dans le Canada vers des projets d'infrastructure qui auraient le plus d'avantages pour la reprise économique

- la construction d'une infrastructure numérique pour connecter tout le Canada à l'Internet à haut débit.

Petites entreprises, commerce et artisanat

Les partisans du parti :

- un examen complet du système fiscal, y compris le SRED et d'autres programmes destinés à encourager l'innovation, afin de s'assurer que le système favorise une industrie saine et compétitive au Canada
- l'abrogation des récentes augmentations d'impôts applicables aux petites entreprises
- l'abrogation de nouvelles règles imposant des charges fiscales importantes pas de dividendes pour les partenaires des propriétaires d'entreprises, étant donné que les contributions des conjoints ne peuvent être mesurées en termes de temps et d'argent
- la création d'un dossier d'information pour les propriétaires d'entreprises sur le site web de l'ARC
- la réduction de la charge réglementaire pour les entreprises de 25 % sur quatre ans, pour permettre aux petites entreprises dirigées par des femmes de prospérer, en leur apportant un financement et un soutien, en réduisant les formalités administratives pour faciliter le démarrage d'une entreprise, en simplifiant la déduction pour l'utilisation du domicile à des fins professionnelles afin d'offrir des avantages fiscaux plus importants aux personnes qui créent une entreprise à partir de leur domicile et de permettre aux nouveaux parents de créer une entreprise à domicile sans subir de perte de revenu au titre du congé parental.

Recherche et développement médical

Pour protéger le leadership historique du Canada dans la production de radio-isotopes utilisés en médecine nucléaire et dans la stérilisation des dispositifs médicaux, le parti préconise :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale sur les isotopes afin d'établir un cadre de coopération dans lequel les gouvernements, les propriétaires et les exploitants de réacteurs et d'accélérateurs nucléaires et les autres parties prenantes peuvent travailler ensemble pour prévenir, atténuer, se préparer, réagir et se remettre des perturbations des infrastructures essentielles et continuer à faire avancer la recherche et le développement d'isotopes essentiels.

Produits pharmaceutiques

Pour éviter d'être pris au dépourvu par une nouvelle pandémie, le parti préconise de

- réduire la dépendance à l'égard des pays étrangers et améliorer la capacité du Canada à protéger la santé de ses citoyens
- renforcer la production nationale d'équipements de protection individuelle (EPI) par le biais de marchés publics
- ; - réformer le système de réserve nationale d'urgence du Canada afin de garantir que les stocks sont prêts à faire face aux menaces futures.

Compagnies aériennes

Le parti déclare que l'industrie du transport aérien est essentielle à l'unité du Canada, car elle lie notre immense pays et le relie au reste du monde.

Le parti préconise une législation mettant en œuvre une forte protection des droits des passagers basée sur le système européen, y compris des dispositions stipulant clairement que les passagers ont droit à des remboursements complets - et non à des bons - lorsqu'une compagnie aérienne annule un vol et n'offre pas d'alternative.

Entreprises, concurrence et consommation

Bureau de la concurrence et protection des consommateurs

Pour garantir des règles du jeu équitables aux nouvelles entreprises et encourager une véritable concurrence, le parti préconise

- de faire en sorte que les entreprises technologiques étrangères paient leur juste part d'impôts, y compris la taxe de vente et une taxe sur les services numériques représentant 3 % du revenu brut au Canada si elles ne paient pas d'impôt sur le revenu des sociétés ici
- de donner aux lois canadiennes sur la concurrence une véritable force de frappe, y compris : poursuivre les dirigeants d'entreprises qui fixent les prix ou abusent de leur position dominante, démanteler les entreprises qui abusent de leur pouvoir et mettre fin à l'approbation des fusions qui enrichissent les dirigeants tout en nuisant aux travailleurs et aux consommateurs
- rejeter les fusions qui réduisent considérablement la concurrence ou entraînent des licenciements et une hausse des prix
- réduire les formalités administratives liées à la création et à la croissance des entreprises, en procédant à un examen régulier des réglementations afin d'éliminer celles qui ne servent pas l'intérêt public, y compris la nomination d'un ministre responsable de la réduction des formalités administratives chargé d'introduire et d'adopter au moins un projet de loi sur la réduction des formalités administratives par an ; la création d'un Bureau des meilleures pratiques réglementaires, composé de membres du monde des affaires chargés d'évaluer les coûts des nouvelles réglementations ; - la

correction du processus d'évaluation d'impact qui rend impossible la construction de grands projets au Canada, sur la base des recommandations bipartisans du Sénat ; - la création d'un processus de certification accéléré qui permet d'accélérer l'approbation des produits qui ont déjà été approuvés dans des juridictions comparables ; - la refonte du système fiscal, y compris la nomination d'un groupe d'experts chargé d'examiner le système fiscal et de formuler des recommandations pour le rendre plus simple et plus équitable, tout en améliorant la compétitivité du Canada afin de stimuler la création d'emplois. -

Pour aider à éliminer les barrières commerciales interprovinciales, convoquer une réunion des premiers ministres sur le commerce interprovincial et fournir un leadership fédéral pour aider à faire avancer les négociations ; travailler avec les provinces pour accroître la normalisation et la reconnaissance mutuelle des qualifications afin d'augmenter la mobilité de la main-d'œuvre au Canada et de faciliter le commerce des services entre les provinces ; et introduire une loi sur les pays admis libres qui clarifie l'intention fédérale en ce qui concerne le commerce interprovincial et l'article 121 de la Constitution pour fournir un contexte moderne que la Cour suprême pourra examiner.

- réduire les abus dans le domaine des communications, en tenant les grands fournisseurs de services de télécommunications pour responsables des comportements anticoncurrentiels et des pratiques préjudiciables aux consommateurs ; autoriser les entreprises de télécommunications étrangères à fournir des services aux clients canadiens, à condition que le même traitement soit accordé aux entreprises canadiennes dans le pays d'origine de l'entreprise
- pour soutenir la baisse des prix des denrées alimentaires,

créer un groupe de travail sur la technologie au sein du Bureau de la concurrence afin d'examiner si la domination et le comportement anticoncurrentiel des grandes entreprises technologiques nuisent à l'industrie canadienne, et d'examiner comment les algorithmes et les données donnent aux grandes entreprises technologiques un avantage sur les entreprises canadiennes, ainsi que la façon dont la fintech et les nouvelles technologies pourraient favoriser une meilleure concurrence.

Services bancaires aux consommateurs

Pour protéger les clients des services bancaires aux particuliers, le parti préconise : - l'adoption d'une législation sur les services bancaires ouverts afin que les Canadiens puissent se connecter avec des entreprises de fintech qui peuvent leur faire une meilleure offre pour des services bancaires tels qu'une hypothèque, une ligne de crédit ou une carte de crédit

- ordonner au Bureau de la concurrence d'enquêter sur les frais bancaires
- exiger plus de transparence pour les frais de gestion des investissements afin que les personnes âgées et les épargnants ne se fassent pas arnaquer, notamment en demandant aux banques d'indiquer les rendements des investissements nets de frais.

Protection des cartes de crédit

Afin de protéger les consommateurs contre la fraude, les rétrocessions injustifiées et potentiellement dévastatrices, etc :

- la mise à jour du Code de conduite pour l'industrie des cartes de crédit et de débit afin de protéger les consommateurs et les petites entreprises compte tenu des nouvelles technologies développées et des nouveaux problèmes qu'elles ont soulevés.

Protections de l'ARC pour les petites entreprises et la classe moyenne

En réponse aux rapports faisant état d'un comportement trop agressif et irresponsable de la part de l'Agence du revenu du Canada, le parti préconise de

- faire du médiateur des contribuables un agent du Parlement doté du pouvoir de prendre des ordonnances
- mesurer et rendre compte de l'écart fiscal, en détail, par type d'imposition et par raison du manque à gagner (comme au Royaume-Uni) afin que les ressources de l'ARC puissent être affectées là où les problèmes existent
- imposer à l'ARC un devoir de diligence (une obligation légale de respecter une norme raisonnable)
- lancer un examen complet du système fiscal canadien afin d'améliorer la compétitivité,

réviser les pénalités de l'ARC de manière à ce que les problèmes ou les erreurs commises pour la première fois ne donnent lieu qu'à des amendes mineures, la sévérité augmentant en cas de récidive

- créer un programme de "bienvenue à l'ARC" et des documents à l'intention des nouvelles petites entreprises ;
- autoriser les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 60 000 dollars à utiliser une simple comptabilité de caisse.



La dignité du travail

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant sa conception de la dignité du travail.

Logement et réduction de la pauvreté

Logement

Le parti déclare que : - il

y a une crise du logement abordable et des sans-abri au Canada

- un logement adéquat est un droit humain fondamental, comme le reconnaît la Loi sur la stratégie nationale du logement, mais de plus en plus de Canadiens ont du mal à se payer un logement
- même avant la pandémie, 1,6 million de Canadiens vivaient dans des logements inadaptés, insuffisants ou inabordables, et on estime que 2.4 millions de ménages auront un besoin impérieux de logement en 2020
- chaque nuit, plus de 35 000 Canadiens peuvent être sans abri
- les femmes, les travailleurs à faible revenu, les Noirs, les autochtones et les personnes de couleur ont été les plus durement touchés par les pertes de revenus et d'emplois pendant la pandémie et continuent de prendre de plus en plus de retard
- alors que les prestations à court terme liées à la pandémie ont permis de remplacer convenablement les revenus de certains locataires à faible revenu, d'autres ont vu leurs revenus considérablement réduits et sont incapables de payer la totalité de leur loyer, ont des arriérés et sont menacés d'expulsion.

Pour que le droit à un logement adéquat devienne une réalité, le parti préconise de -

de

redéfinir le logement abordable à l'aide d'une formule améliorée et actualisée, qui tienne compte des variations régionales à travers le pays

- de nommer immédiatement un défenseur fédéral du logement, comme le prévoit la loi sur la stratégie nationale du logement.

Pour soutenir les locataires, le parti préconise - l'établissement

d'un moratoire national sur les expulsions

- le maintien d'un moratoire sur les expulsions jusqu'à la fin de la pandémie et pendant une période raisonnable par la suite, en coopération avec les gouvernements provinciaux
- la création de normes nationales pour établir des contrôles des loyers et des vacances
- l'établissement d'un programme rétroactif d'aide aux arriérés résidentiels pour protéger les locataires qui risquent d'être expulsés ou de devenir des sans-abri en raison d'arriérés de loyer accumulés, renforcer la réglementation pour limiter les investissements étrangers et mettre fin aux pratiques prédatrices en augmentant la taxe sur les "logements vides" pour les propriétaires résidentiels étrangers et les sociétés qui laissent des bâtiments et des unités vacants
- évaluer le rôle des fonds d'investissement immobilier (FPI) sur le marché du logement au Canada
- combler les lacunes des paradis fiscaux qui permettent aux investisseurs étrangers de dissimuler les noms des propriétaires réels de biens immobiliers au Canada
- sévir contre le blanchiment d'argent dans l'immobilier au Canada

Logement abordable, sans but lucratif, coopératif et solidaire

Pour soutenir les projets de logements abordables, sans but lucratif, coopératifs et supervisés, le parti préconise de -

protéger le parc existant de logements abordables en finançant l'achat d'immeubles par des organisations de logements abordables sans but lucratif et coopératifs

- étendre l'initiative de logement rapide pour mettre en place sans délai de nouveaux logements abordables et supervisés
 - investir dans la construction et l'exploitation de 50 000 logements supervisés sur 10 ans
 - construire et acquérir un minimum de 300 000 logements très abordables hors marché, coopératifs et sans but lucratif sur une décennie
 - créer une Stratégie canadienne de l'habitation coopérative et mettre à jour les mécanismes de financement de l'habitation coopérative, en partenariat avec la SCHL, les sociétés coopératives, les coopératives d'épargne et de crédit et d'autres prêteurs - exiger des clauses restrictives pour s'assurer que la construction subventionnée demeure abordable à long terme
- rétablir des logements de qualité et éconergétiques pour les personnes âgées, les personnes ayant des besoins particuliers et les familles à faible revenu, en finançant les organismes de logement sans but lucratif, les coopératives et les logements sociaux pour qu'ils construisent et rétablissent des logements de qualité et abordables, en rétablissant les incitations fiscales à la construction de logements locatifs et en accordant des crédits d'impôt pour les dons de terrains ou de terrains et de bâtiments, recentrer le mandat principal de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sur le soutien au développement de logements abordables, non marchands et coopératifs, par opposition à sa priorité actuelle qui consiste à aider les prêteurs canadiens à réduire les risques liés à l'investissement dans la propriété de logements. Alors que de nombreux marchés du logement sont manifestement surévalués et que les taux d'accession à la propriété sont parmi les plus élevés au monde, l'accession à la propriété individuelle ne devrait pas être la préoccupation d'une agence de logement de service public et d'une stratégie nationale du logement
- nommer un ministre du logement pour répondre aux besoins de logements abordables propres à chaque province, superviser sa mise en œuvre en collaboration avec les ministres provinciaux et s'appuyer sur d'autres aspects de la crise du logement et du sans-abrisme au Canada pour s'attaquer à ces problèmes.

Revenu minimum vital garanti

Le parti déclare que :-

la pandémie de COVID-19 a révélé combien de Canadiens ne disposent toujours pas d'un filet de sécurité de base pour les protéger en cas de difficultés financières

- au Canada, l'un des pays les plus riches, 10 % des personnes vivent dans la pauvreté et n'ont pas accès à "un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé et leur bien-être", un droit inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme
- la pauvreté coûte cher - le gouvernement canadien dépense chaque année plus de 20 milliards de dollars en assurance-emploi et en transferts aux familles à faible revenu
- la pauvreté est également le plus grand déterminant social de la santé, En réponse à la pandémie, le gouvernement du Canada a mis en place la prestation canadienne d'intervention d'urgence (CERB), une prestation imposable de 2 000 dollars par mois destinée aux travailleurs éligibles qui ont perdu leur revenu à cause du COVID-19. Il n'est pas exagéré de dire que la CERB a sauvé des vies. Cependant, même avec ces prestations d'urgence, trop de personnes restent sans soutien
- le Canada n'a jamais réussi à concevoir un système de prestations qui couvre tout le monde, dans toutes les circonstances de besoin. Étant donné le nombre pratiquement illimité de situations différentes d'emploi, de chômage et de sous-emploi dans lesquelles se trouvent les Canadiens, il est peu probable qu'une approche fragmentaire parvienne jamais à fournir une couverture complète à tous
- même avant la pandémie, le Canada était au milieu de changements majeurs dans le monde du travail, en raison de l'automatisation et de l'intelligence artificielle - une transition qui n'a fait que s'accélérer pendant la pandémie. Le moment est venu de discuter de la manière dont nous allons faire face à ces changements et aux inégalités qu'ils ont engendrées
- . Le Canada dispose des ressources nécessaires pour veiller à ce que personne ne vive dans la pauvreté ou sans que ses besoins fondamentaux ne soient satisfaits. Récemment, l'Espagne est devenue le premier pays européen à annoncer un plan d'introduction d'un revenu de base universel (RBU) pour aider les familles pendant la pandémie, avec l'intention que le RBU devienne un instrument permanent. L'Italie, les Pays-Bas, la Finlande et le Kenya ont tous testé le modèle GLI. Plusieurs villes américaines, comme Stockton, en Californie, ont lancé des programmes similaires.

En tant que solution globale, plutôt que de boucher les trous de l'aide un par un, le parti préconise un revenu minimum vital garanti (RMV), qui comprendrait les éléments suivants

- fournir à chaque Canadien une source de revenus de base, en veillant à ce que les gens puissent couvrir les dépenses de base telles que la nourriture et le logement
- rendre ce revenu disponible avec peu ou pas de restrictions et être suffisant pour protéger les Canadiens des catastrophes financières
- veiller à ce qu'il soit complet, donc également plus simple et donc moins coûteux à administrer (généralement l'un des coûts les plus importants des programmes sociaux)
- veiller à ce que la plus grande sécurité soit offerte aux Canadiens les plus vulnérables : les travailleurs précaires, les personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes sous-employées et les sans-abri, ainsi que les travailleurs du secteur des combustibles fossiles, qui est particulièrement vulnérable aux chocs du marché.

Pour mettre en place un programme de revenu minimum vital, le parti préconise de - la création d'un revenu vital garanti complet et équitable pour chaque personne au Canada

- en se basant sur la mesure du panier de consommation, le paiement serait fixé à un niveau "vivable" pour les différentes régions du pays. Le gouvernement fédéral fournirait une subvention de base initiale dans tout le pays, et un organisme intergouvernemental déterminerait et administrerait les montants supplémentaires nécessaires
- en permettant aux provinces de réduire leurs dépenses d'aide sociale, libérant ainsi les budgets provinciaux pour les budgets de santé qu'elles ont demandé à Ottawa de soutenir
- en utilisant le revenu minimum vital comme un supplément et un complément aux services publics existants, et contrairement aux réglementations provinciales en matière d'aide sociale, sans décourager le travail
- en veillant à ce que le programme de revenu minimum vital garanti couvre tout le monde, avec un montant de prestation diminuant progressivement au fur et à mesure que les autres revenus augmentent. Les prestations aux personnes âgées et aux enfants resteraient en place.

Programmes universels

En plus du revenu vital garanti, le parti préconise :-

l'
éducation postsecondaire universelle

- l'assurance-médicaments universelle
- les soins dentaires universels
- les services de garde d'enfants universels.

Le parti affirme que les solutions sont claires, réalisables et interconnectées - il ne reste que la volonté politique de les mettre en œuvre. L'adoption de politiques sociales plus universelles et progressistes soutiendra nos communautés les plus vulnérables et conduira à une meilleure qualité de vie pour tous.

Emploi et travail

Préparation à l'emploi

Le parti déclare que : -

- le secteur des énergies renouvelables est extrêmement prometteur pour faciliter une transition juste pour les travailleurs du secteur des combustibles fossiles au Canada
- il est important de protéger les travailleurs dans les régions qui dépendent encore fortement du secteur des combustibles fossiles pour un pourcentage important de leur budget. Des provinces comme l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve ont été dangereusement exposées à la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie, qu'elles sont incapables de contrôler, et ont désespérément besoin de diversifier leur économie.
- Avec des investissements judicieux, ces régions peuvent utiliser leur expertise dans le secteur de l'énergie pour tirer parti de toute une série de nouvelles opportunités dans le domaine des technologies renouvelables.

Pour soutenir la transition vers une économie verte, le parti préconise :

- l'introduction d'une loi sur la transition juste qui prend soin des travailleurs et des communautés pendant la transition
- la planification d'une transition équitable et soigneusement planifiée des travailleurs vers une économie décarbonée, qui protège les communautés contre le déplacement, et dans laquelle les personnes concernées (les travailleurs des industries à forte intensité de gaz à effet de serre, les peuples indigènes, remplacer chaque emploi bien rémunéré dans le secteur des combustibles fossiles par un emploi bien rémunéré dans le secteur vert par le biais d'une assurance salariale, de programmes de recyclage et de plans de retraite anticipée
- réduire l'inégalité des richesses au Canada et veiller à ce que les détenteurs actuels de richesses, en particulier ceux du secteur des combustibles fossiles, paient leur juste part. supprimer les paradis fiscaux et les échappatoires afin de redistribuer les richesses vers les communautés qui n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants
- introduire des lois qui encouragent les investissements verts et la création d'emplois verts (comme dans les transports durables et l'efficacité énergétique), et qui découragent les investissements non durables (comme en augmentant les taxes sur les biens et services nuisibles à l'environnement)
- investir dans le secteur des technologies propres et dans les énergies renouvelables, ce qui créera plus d'emplois et des emplois mieux rémunérés que ceux perdus dans le secteur des combustibles fossiles
- adopter une législation sur les programmes de formation aux emplois verts, comme la création d'un corps de jeunes pour le climat ; par exemple, des emplois liés à la restauration des écosystèmes, en particulier pour les personnes qui ont été déplacées ou gravement touchées par le COVID-19.

Industries et innovation

Le parti affirme que l'innovation est le moteur de la croissance économique. Elle permet au Canada de rester compétitif dans un paysage technologique mondial en évolution rapide

- les universités canadiennes se classent régulièrement parmi les meilleures du monde et nos laboratoires de recherche sont réputés dans le monde entier.
- Cependant, les investissements canadiens dans la recherche et le développement sont en baisse depuis des années et, avec 1,7 % du PIB, ils sont parmi les plus faibles de l'OCDE
- Bien que le Canada soit le pays qui a découvert l'insuline en 1921, il n'avait aucune capacité de production de vaccins COVID-19 lorsque la pandémie s'est déclarée. Il faut que cela change
- les pays qui développeront des solutions innovantes pour lutter contre le changement climatique bénéficieront d'opportunités considérables. L'année dernière, près de 150 milliards de dollars ont été investis dans le monde pour les seules installations solaires. Les technologies propres émergentes pourraient bientôt atteindre cette même échelle
- qu'il s'agisse de l'informatique quantique, des technologies propres, de la médecine de nouvelle génération ou de l'intelligence artificielle, le gouvernement fédéral a un rôle crucial à jouer dans la réduction des risques liés aux technologies perturbatrices émergentes afin qu'elles puissent se développer, en investissant dans la recherche et le développement scientifiques, dans nos incroyables systèmes universitaires et dans le renouvellement de l'infrastructure de nos laboratoires nationaux pour le 21e siècle.

Pour stimuler l'investissement dans la recherche scientifique, le parti préconise : - la

mise en œuvre des recommandations de financement intégral de l'Examen des sciences fondamentales du Canada

- l'augmentation des dépenses de R&D à 2,5 % du PIB, pour aligner le Canada sur la moyenne de l'OCDE
- l'augmentation du financement des conseils subventionnaires à 2.3 milliards de dollars, y compris le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), et veiller à ce que toutes les subventions accordées par les conseils subventionnaires fédéraux tiennent compte des résultats environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des projets de recherche et de développement, rétablir et augmenter le financement de la recherche sur le changement climatique et l'atmosphère (CCRA) au CRSNG et assurer le financement continu du Laboratoire de recherche atmosphérique en environnement polaire
- établir une agence d'innovation spécialisée qui se concentre sur l'élaboration de projets conjoints entre les universités, l'industrie privée et les laboratoires nationaux
- appuyer le cadre du CRSNG sur l'équité, la diversité et l'inclusion dans la recherche scientifique à travers tous les laboratoires nationaux - établir des partenariats entre les universités, l'industrie privée et les laboratoires nationaux, et l'inclusion dans la recherche scientifique dans tous les programmes fédéraux de

subventions, et s'engager à renforcer les communautés scientifiques et d'ingénierie canadiennes afin d'inclure la pleine participation des groupes en quête d'équité, y compris les femmes, les minorités visibles, les peuples autochtones, les personnes ayant une identité sexuelle différente et les personnes handicapées

- créer un programme de financement à long terme dédié à l'infrastructure de l'eau, en construisant un nouveau programme de recherche sur l'environnement polaire et l'atmosphère, créer un programme de financement à long terme dédié à l'infrastructure de l'eau, en s'appuyant sur le succès du Fonds pour l'eau propre et les eaux usées qui a fonctionné entre 2016 et 2018
- établir un programme "Entrepreneur en résidence" dans les laboratoires nationaux du Canada, tels que le Conseil national de recherches, afin de stimuler l'innovation des technologies de pointe découvertes dans notre système de laboratoires nationaux.

Supercalculateur climatique

Le parti affirme que les plus grands scientifiques du climat n'ont pas prévu l'intensité des événements climatiques et météorologiques extrêmes qui ont frappé l'Europe et l'Amérique du Nord au cours des trois derniers étés, parce que les scientifiques disent que leurs ordinateurs ne sont pas assez puissants et que les modèles informatiques du climat du GIEC sont inadéquats. Ils appellent la communauté internationale à investir dans la création d'un superordinateur climatique commun capable de produire les modèles climatiques pour les événements climatiques extrêmes

- le coût de l'ordinateur est estimé à une petite fraction des coûts associés aux événements extrêmes si le Canada et d'autres pays continuent à être pris au dépourvu
- le Canada peut répondre à cet appel et faire preuve de leadership en matière de climat en investissant dans la création de ce superordinateur, ou en réunissant un groupe de pays riches pour le faire.

Le parti préconise -

investir dans une évaluation de pointe des risques d'impact du changement climatique et dans la planification de mesures de gestion des catastrophes associées

- veiller à ce que le Canada utilise la meilleure expertise scientifique disponible pour faire progresser la recherche et le développement en matière d'évaluation des risques d'impact du changement climatique, en mettant l'accent sur l'atténuation des impacts tels que les tempêtes, les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt et les impacts connexes de la qualité de l'air sur la santé

- augmenter le financement du Fonds d'atténuation des effets des catastrophes et d'adaptation (FIDA) pour soutenir les projets de résilience climatique absolument nécessaires pour éviter les pires impacts du changement climatique, y compris les activités d'atténuation des incendies de forêt ;

développer des partenariats transdisciplinaires avec des organisations gouvernementales et à but non lucratif, des établissements universitaires et des entreprises, et investir dans la recherche et l'équipement nécessaire, y compris la possibilité d'un superordinateur climatique partagé.

Propriété intellectuelle : Commercialisation et innovation

Le parti déclare que : - bien que les innovateurs canadiens soient parmi les plus ingénieurs au monde, ils ont du mal à transformer leurs inventions et leur propriété intellectuelle (PI) en produits et services commercialement viables

- afin de se développer, les entreprises nationales vendent de plus en plus leur précieuse PI à des entreprises étrangères en échange de capitaux

- entre 1998 et 2017, le nombre de brevets américains d'invention canadienne qui ont été conservés par leur inventeur original a chuté de 32 % à 13 %. Cela signifie que les entreprises et les pays étrangers - et non les Canadiens - récoltent la majorité des avantages économiques et sociaux de l'innovation canadienne

- la capacité des innovateurs canadiens à conserver la propriété et le contrôle de leurs inventions et de leur PI est essentielle pour exploiter leur valeur économique, par exemple en accordant des licences d'utilisation dans la production en aval ou aux chercheurs qui peuvent s'appuyer sur ces inventions pour faire d'autres découvertes

- la capture des revenus provenant des licences, des start-ups et des spin-offs est importante pour la croissance économique et pour garantir que le Canada puisse développer l'infrastructure nécessaire pour atténuer le changement climatique et s'y adapter, tout en finançant les programmes sociaux et de santé qui favorisent l'équité et le bien-être.

Le parti préconise -

augmenter le financement fédéral direct pour la R&D des entreprises privées et des étudiants

- renforcer l'écosystème du capital-risque au Canada

- mettre en œuvre une stratégie nationale "Buy Clean" pour augmenter les achats gouvernementaux de technologies canadiennes à faible émission de carbone

- donner accès à la propriété intellectuelle financée par le gouvernement fédéral aux entreprises canadiennes ayant des activités au Canada

- mettre

pleinement en œuvre le rapport de la Chambre des communes sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie pour demander à Statistique Canada de lancer une enquête annuelle sur la technologie

- collaborer avec les parties prenantes pour créer une "boîte à outils" de pratiques flexibles en matière de licences de propriété intellectuelle

- étudier de nouvelles façons de soutenir les entreprises canadiennes qui s'engagent dans le transfert de technologie avec les établissements d'enseignement postsecondaire.

Petites et moyennes entreprises

Le parti affirme que : - les petites entreprises sont l'épine dorsale de l'économie canadienne, créant plus d'emplois dans le secteur privé que les grandes sociétés

- elles créent de bons emplois stables et offrent des salaires et des avantages sociaux compétitifs
- et, parce qu'elles sont petites, elles s'adaptent avec souplesse à l'évolution des marchés mondiaux
- mieux encore, leur succès reste local. Elles font circuler l'argent dans les économies régionales et améliorent les communautés qui les entourent

- Les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19 ont eu un impact considérable sur les petites entreprises, entraînant des fermetures d'entreprises, des dettes et des pertes d'emplois. L'aide financière temporaire du gouvernement, y compris la Subvention canadienne d'urgence pour les salaires (SCS) et la Subvention canadienne d'urgence pour les loyers (SCUR), prend fin avant que les restrictions liées à la grippe aviaire de 19 ans ne soient entièrement levées, laissant les petites entreprises seules pour faire face à la reprise après la pandémie. Le SAP est remplacé par le Programme canadien d'embauche pour la relance (PCER), qui ne couvre pas la rémunération des employés en congé payé, ce qui met en danger à la fois les petites entreprises et les employés.

Pour apporter aux petites entreprises le soutien dont elles ont encore besoin, le parti préconise de

- maintenir le taux d'imposition des petites entreprises à un maximum de 9 %
- réduire la charge administrative des petites entreprises en éliminant les doubles déclarations fiscales et la paperasserie
- veiller à ce que toute nouvelle législation prenne en compte l'impact sur les petites entreprises
- réduire la bureaucratie et rationaliser les approbations pour que les petites et moyennes entreprises (PME) puissent adopter des technologies
- promouvoir la formation à l'esprit d'entreprise et le soutien aux entreprises, promouvoir la formation à l'entrepreneuriat et le soutien aux entreprises, en particulier pour les femmes, les jeunes, les personnes racialisées et les entrepreneurs autochtones
- fournir des services internet abordables et accessibles dans tout le Canada, y compris dans les zones rurales
- créer un fonds de capital-risque vert financé par le gouvernement fédéral à hauteur d'un milliard de dollars pour soutenir les petites entreprises locales viables qui démarrent - subventionner la mise en œuvre de nouvelles technologies propres dans l'ensemble des PME

Agriculture et industrie alimentaire

Le parti déclare que : - pendant les premiers jours de la pandémie, nous avons vu comment notre dépendance excessive à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales peut menacer notre sécurité alimentaire et, avec elle, notre souveraineté

- remplacer un tiers des importations alimentaires du Canada par une production nationale permettrait de réinjecter 15 milliards de dollars dans notre économie pour favoriser la diversification économique et la revitalisation des zones rurales

Pour remplacer les importations de denrées alimentaires par des aliments produits localement, le parti préconise de

- aider les agriculteurs et soutenir les petites et moyennes entreprises pour qu'elles s'éloignent du modèle industriel contrôlé par les grandes entreprises agroalimentaires et s'orientent vers des systèmes agricoles et alimentaires locaux et régionaux, écologiques et humains
- travailler avec les provinces pour créer des fiducies foncières afin de réserver des terres arables dans tout le Canada pour aider à contrôler le prix des terres et les empêcher d'être définitivement retirées en tant que terres agricoles viables
- soutenir la recherche, soutenir la recherche, le développement et les investissements dans les marchés locaux et l'agriculture urbaine afin d'accroître l'accès aux aliments locaux
- protéger les systèmes de gestion de l'offre tout en autorisant la production à petite échelle pour les marchés locaux en dehors de ce système
- soutenir l'élaboration d'une stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire
- s'attaquer aux barrières commerciales interprovinciales qui entravent le développement de systèmes alimentaires et de chaînes de valeur au niveau régional
- soutenir l'élimination progressive des antibiotiques prophylactiques dans l'agriculture afin de promouvoir des pratiques de bien-être plus élevées et de préserver l'efficacité des antibiotiques pour la médecine humaine.

Pour renforcer la licence sociale en ce qui concerne la production alimentaire, le parti préconise : - l'adoption d'une législation complète sur le bien-être des animaux afin d'empêcher le traitement inhumain des animaux d'élevage. Cette législation fixera des normes minimales en matière de traitement, de densité de logement, de distances de transport des animaux vivants et de conditions pour les animaux dans les abattoirs et les ventes aux enchères

- protéger la souveraineté alimentaire, le droit des agriculteurs à conserver leurs propres semences, et financer et promouvoir les banques de semences, les programmes d'échange de semences et la conservation de l'agrobiodiversité
- soutenir les recommandations du Guide alimentaire canadien et encourager les Canadiens à réduire leur consommation de protéines animales comme le recommande le Guide alimentaire, tout en tenant compte de la diversité sociale et culturelle dans la reconnaissance de ce qui constitue un régime alimentaire sain et respectueux de l'environnement
- soutenir l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés
- préserver la base de ressources du système : les terres, les ressources humaines et la succession en finançant un programme d'apprentissage pour mettre en relation les jeunes aspirants agriculteurs avec les agriculteurs en activité. Cela permettra de maintenir et d'accroître la main-d'œuvre, les connaissances et la main-d'œuvre qualifiée nécessaires pour avoir un secteur agricole robuste

- rétablir le programme d'inventaire des terres du Canada pour fournir un registre complet des terres agricoles existantes et potentielles et fournir des incitations fiscales à d'autres niveaux de gouvernement pour préserver les terres agricoles relevant de leur compétence.

Transports et infrastructures

Bâtiments verts

Le parti préconise - créer et mettre en œuvre un programme national de rénovation écologique des bâtiments résidentiels, commerciaux, institutionnels et industriels existants

- soutenir les agences et les institutions qui travaillent à la création de programmes innovants, efficaces et rentables pour réaliser des rénovations écologiques dans différents domaines et pour différentes communautés, créant ainsi des emplois locaux et réduisant les émissions
- modifier le code national de la construction pour exiger que toutes les nouvelles constructions et les rénovations majeures des bâtiments plus anciens respectent les normes net-zéro d'ici 2030
- entreprendre une rénovation écologique de tous les bâtiments du gouvernement fédéral, y compris les agences gouvernementales.

Transport

Le parti préconise - l'

interdiction de la vente de tous les véhicules de tourisme à moteur à combustion interne d'ici 2030, et l'expansion des stations de recharge pour les véhicules électriques, y compris les stations de recharge dans les petites communautés et les zones rurales

- l'élaboration de programmes visant à encourager le retrait des véhicules à essence existants, y compris des subventions financées par le gouvernement pour l'achat de véhicules électriques neufs et d'occasion et des programmes de " rachat " pour encourager les utilisateurs de véhicules à abandonner leur véhicule actuel
- dans chaque secteur, du transport aérien au transport ferroviaire de passagers, et du transport de marchandises aux ferries, l'obligation et le soutien d'une transition plus rapide vers l'énergie renouvelable
- l'assurance de l'accès à des transports publics sans carbone, garantir à chaque Canadien un accès sûr, fiable et accessible à des transports terrestres abordables, sans émission de carbone, en étendant VIA Rail à un système de trains et de bus, y compris en adoptant une loi sur VIA Rail pour garantir le mandat de VIA Rail pour un réseau national de transport de passagers
- développer les infrastructures pour les cyclistes et les piétons, en travaillant avec les municipalités et les gouvernements provinciaux pour développer des infrastructures accessibles à toutes les communautés et à tous les individus.

Transit

Le parti affirme que le secteur des transports est à l'origine de plus d'un quart de la pollution climatique au Canada, et que cette proportion ne cesse de croître.

Le parti préconise l'élaboration d'une stratégie nationale des transports dont l'objectif est de parvenir à des transports terrestres publics sans émission de carbone partout au Canada d'ici à 2040, notamment par les moyens suivants - l'

utilisation du rail comme plaque tournante, avec des rayons de train léger et des connexions de bus électriques, y compris des services vers et dans les communautés rurales et éloignées, puisque tout le monde au Canada doit avoir accès à des options de transport fiables à des prix abordables. Outre la réduction de la pollution, cette mesure répond aux conclusions de l'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées - en établissant un réseau de bus-rail qui assure un transport par bus toutes les heures entre les villes, et où les compagnies de bus sont mandatées pour livrer les passagers aux gares ferroviaires locales

- en maintenant la sécurité ferroviaire comme une priorité absolue
- en promulguant une loi sur Via Rail Canada pour mettre en œuvre une politique de transport ferroviaire de passagers et protéger les services contre les coupes futures
- en investissant 500 millions de dollars dans un premier temps, 500 millions de dollars dans un premier temps, puis 720 millions de dollars d'ici deux ans, pour développer les réseaux ferroviaires régionaux et renforcer les liaisons ferroviaires entre les régions, notamment en construisant plusieurs tronçons de voies supplémentaires le long des itinéraires existants afin d'éviter les goulets d'étranglement où les marchandises lourdes poussent les trains de voyageurs sur la voie d'évitement
- construire des trains à grande vitesse électrifiés, d'une vitesse de 200 km/h ou plus, dans le triangle Toronto-Ottawa-Montréal-Québec et le corridor Calgary-Edmonton
- exonérer les transports publics ruraux et interurbains de la taxe sur les ventes, tout comme les transports en commun urbains

Agriculture et alimentation

Le parti déclare que :

- le secteur agricole et alimentaire est un moteur de l'économie canadienne. Le système emploie plus de deux millions de personnes au Canada (à titre de comparaison, le secteur du pétrole, de l'électricité et de l'eau).

Le secteur de l'agriculture

et du gaz emploie environ 500 000 personnes)

- le secteur est vital pour la viabilité économique et le tissu social des communautés rurales, il est essentiel pour garantir un approvisionnement alimentaire sûr et sécurisé, et pour la santé de l'environnement et des services écosystémiques

- les systèmes agricoles et alimentaires sont très vulnérables aux risques environnementaux et économiques. C'est pourquoi ils bénéficient d'un soutien politique important de la part du gouvernement sous la forme de subventions et d'autres transferts.

Malheureusement, au Canada, les politiques du gouvernement fédéral ont contribué à la consolidation croissante de l'agriculture à tous les niveaux, y compris la diminution radicale du nombre d'exploitations agricoles et le passage d'exploitations familiales mixtes et de la transformation locale à des systèmes de production industrielle basés sur des monocultures et des élevages intensifs.

Entreprises, concurrence et consommation

Pour protéger les entreprises responsables, le parti préconise

- l'adoption d'un ajustement frontalier pour le carbone, qui garantira que les entreprises canadiennes qui paient des taxes sur le carbone ne sont pas désavantagées sur le plan de la concurrence par rapport aux entreprises étrangères situées dans des pays où de telles taxes n'existent pas. L'ajustement carbone à la frontière pourrait bien être la mesure la plus efficace que le Canada puisse prendre pour encourager d'autres pays à adopter des politiques strictes de réduction des émissions. Non seulement un tel ajustement nous permettrait d'accéder aux avantages financiers qui en découlent et de protéger les entreprises canadiennes, mais il témoignerait également de la ferme intention du Canada de jouer un rôle de premier plan dans la lutte mondiale contre l'urgence climatique.

- évaluer en permanence l'impact de l'ajustement carbone aux frontières sur les pays en développement à travers le prisme de la justice environnementale mondiale.



Une économie au service des personnes

Le parti déclare que :

- Les principales économies du monde avancent à un rythme sans précédent pour lutter contre le changement climatique, réorganiser leurs économies et construire les industries nettes zéro de demain. Dans le même temps, nos alliés les plus proches cherchent à déplacer leur dépendance économique des dictatures vers des démocraties stables et fiables comme la nôtre

- ces deux changements représentent une opportunité économique significative pour le Canada.

- Depuis 2015, le gouvernement a mis l'accent sur l'investissement dans la classe moyenne, la croissance de l'économie, le renforcement du filet de sécurité sociale du Canada et l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens.

- à l'instar du chemin de fer transcontinental au début du siècle dernier, la construction d'un réseau mondial propre peut être un grand projet national - un projet qui protégera l'environnement, fera croître l'économie nationale et garantira que chaque Canadien pourra participer à la prospérité que nous créerons ensemble.

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées au début de son mandat actuel, le parti a indiqué au ministre que : - la priorité immédiate

du ministère était de soutenir les travailleurs dont le travail avait été interrompu par des mesures de santé publique

- Le ministère devait également mettre en place un système d'assurance-emploi plus performant et plus inclusif, mener à bien et faire progresser des actions précoces et importantes dans le cadre du plan d'action canadien pour l'inclusion des personnes handicapées, et aider les travailleurs et les communautés à prospérer à mesure que le pays s'oriente vers une consommation nette nulle, notamment grâce au lancement d'un centre de formation aux emplois propres.

Au cours de son mandat précédent,

- l'introduction de la Prestation canadienne pour enfants a permis à des centaines de milliers d'enfants de sortir de la pauvreté et a aidé des millions de familles canadiennes à faire face aux coûts liés à l'éducation des enfants

i- Les augmentations du Supplément de revenu garanti, de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada ont permis à un plus grand nombre de personnes âgées de jouir d'une retraite sûre et digne

- L'investissement historique dans un système pancanadien d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordable a permis de réduire de 50 % en moyenne les frais de garde d'enfants réglementés, de ramener les frais à seulement 10 \$ par jour dans six provinces et territoires, les autres étant en voie d'atteindre cette étape d'ici 2026, et de renforcer le système de garde d'enfants existant au Québec.

Comme exemples de décisions d'investissement majeures récentes, le parti cite :

- printemps 2022 : Honda, General Motors et Stellantis ont tous annoncé des plans d'investissement dans leurs usines d'assemblage existantes pour aider à soutenir la production de véhicules hybrides et électriques au Canada. Ensemble, ces projets de plusieurs milliards seront soutenus par un financement fédéral de 919,6 millions de dollars
- été 2022 : le parti a annoncé son soutien à des projets à travers le Canada, y compris jusqu'à 100 millions de dollars pour minimiser l'empreinte carbone et améliorer la sécurité des travailleurs à la mine Jansen Stage 1 de BHP, d'une valeur de 7,5 milliards de dollars, dans le Saskatchewan.

En

Ontario, Umicore a annoncé son intention d'investir 1,5 milliard de dollars dans une usine à consommation nette zéro qui produira des composants essentiels des batteries de véhicules électriques

. Au Québec, Rio Tinto Fer et Titane a annoncé son intention d'augmenter sa production de minéraux essentiels, de réduire les émissions et de contribuer à la mise en place de chaînes d'approvisionnement en technologies propres, grâce à un financement fédéral pouvant atteindre 222 millions de dollars. Nokia a également annoncé un projet de 340 millions de dollars pour agrandir ses installations d'Ottawa et revitaliser ses laboratoires dans le but de faire progresser la recherche et le développement en matière de technologie sans fil au Canada

- hiver 2022-23 : Volkswagen a annoncé que sa filiale, PowerCo, construira sa première " gigafactory " de fabrication de batteries pour véhicules électriques à l'étranger, à St. Thomas, en Ontario. MEDTEQ+ a annoncé qu'elle investira dans un réseau envisagé de 154 millions de dollars, soutenu par un financement fédéral de 47 millions de dollars, qui aidera à rassembler l'industrie, les experts de la santé et les investisseurs pour commercialiser de nouvelles technologies de la santé. En collaboration avec l'Ontario, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il soutiendrait le projet de stockage d'Oneida Energy, qui sera le plus grand projet de stockage d'électricité par batterie au Canada.

Croissance économique

Le parti affirme que le Canada s'est remarquablement remis de la récession COVID, avec notamment

- la plus forte croissance économique du G7 au cours de l'année écoulée
- 830 000 Canadiens de plus qu'avant la pandémie ont un emploi, avec un taux de chômage presque record - un taux d'activité record de 85,7 % pour les femmes canadiennes dans la force de l'âge, soutenu par notre système pancanadien d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordable
- l'inflation a baissé pendant huit mois consécutifs (en mars 2023), et la Banque du Canada prévoit qu'elle tombera à seulement 2,6 % d'ici la fin de l'année
- en même temps, de nombreux Canadiens sont confrontés à de réels problèmes d'accessibilité financière et ressentent les effets de la hausse des prix de l'épicerie et des coûts du logement. Bien que l'inflation ait baissé au Canada pendant huit mois consécutifs, elle reste élevée, tant au Canada que dans le reste du monde. Dans de nombreuses économies avancées, les taux d'intérêt ont atteint leur niveau le plus élevé depuis plus de 15 ans. Cela se traduit par un ralentissement de la croissance économique, tant au Canada que dans le reste du monde. La hausse rapide des taux d'intérêt a également provoqué des turbulences dans certaines parties du système bancaire mondial et la volatilité des marchés financiers mondiaux, soulignant l'incertitude considérable quant à l'évolution des conditions économiques à l'avenir
- La force et la résilience de la nation face aux défis économiques mondiaux ont été étayées par les mesures prises par le gouvernement depuis 2015, y compris le soutien pour :
 - (1) Les gens, en investissant dans notre système de santé public, en rendant les services de garde d'enfants plus abordables et en renforçant le filet de sécurité sociale du Canada, y compris les aides aux enfants et aux personnes âgées
 - (2) La croissance, en investissant dans les infrastructures, en soutenant les investissements dans l'économie propre du Canada et en aidant les entreprises canadiennes à croître et à créer des emplois
 - (3) Les emplois, en aidant les travailleurs à acquérir les compétences dont ils ont besoin et en aidant nos travailleurs les moins bien rémunérés - et souvent les plus essentiels - et leurs familles à atteindre un bon niveau de vie
 - (4) Les communautés, en investissant dans les infrastructures, dans des logements plus abordables, dans les transports en commun et dans les services à large bande.

Toutefois, le parti met en garde contre le fait que : - bien que l'économie canadienne soit restée solide, la hausse des taux d'intérêt commence à se faire sentir à la fois dans l'économie mondiale et dans l'économie canadienne. Cela se traduit par un affaiblissement de l'activité économique

- bien que l'activité commerciale soit saine et que la plupart des entreprises continuent d'enregistrer des ventes importantes, nombre d'entre elles subissent également des pressions financières en raison de la hausse significative des taux d'intérêt qui augmente les coûts d'emprunt. Une proportion croissante d'entreprises s'attend à ce que l'activité s'affaiblisse au cours de l'année à venir, car l'impact différé de la hausse des taux d'intérêt continue de se répercuter sur les dépenses de consommation. En conséquence, de nombreuses entreprises ont commencé à réduire leurs plans d'investissement au cours des derniers mois.

Le parti signale que depuis son arrivée au pouvoir en 2015 : - 2,7 millions de Canadiens de moins vivent dans la pauvreté, soit une baisse de 56 %

- l'inégalité des revenus a diminué de 11 %
- l'écart salarial entre les hommes et les femmes se réduit, ayant diminué de 12 %
- les femmes comblent l'écart de participation à la population active, qui a diminué de 28 %
- davantage de jeunes ont de bons emplois, le taux de chômage des jeunes ayant baissé de 22 %.

Logement et réduction de la pauvreté

Le parti déclare que - chacun doit pouvoir disposer d'un logement sûr et abordable

- pour un trop grand nombre de Canadiens, y compris les jeunes et les néo-Canadiens, le rêve de posséder un logement est de plus en plus inaccessible, et les loyers sont de plus en plus chers dans l'ensemble du pays. Cette situation compromet la stabilité financière de toute une génération de Canadiens
- le manque de logements abordables a également un impact sur notre économie. S'il n'y a pas plus de logements dans nos communautés, il est difficile pour les entreprises d'attirer les travailleurs dont elles ont besoin pour se développer et réussir, et lorsque les gens consacrent une plus grande partie de leur revenu au logement, cela signifie que moins d'argent est dépensé dans nos communautés
- il s'agit d'un problème complexe et de longue date.

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion au début de son mandat actuel, le parti a donné des instructions au ministre : - l'objectif primordial

du ministère était de veiller à ce que les Canadiens puissent accéder à leur propre logement, en améliorant l'accessibilité au logement et en mettant fin à l'itinérance chronique, et de défendre l'ensemble de la diversité canadienne par une plus grande inclusion

- poursuivant l'approche du logement fondée sur les droits du parti, le ministère devait collaborer avec les provinces,

Pour aider à combler les lacunes critiques, le ministère devait également s'engager avec des partenaires autochtones à commencer à élaborer conjointement une stratégie de logement autochtone dans les zones urbaines, rurales et nordiques.

Le ministère devait également diriger une approche pangouvernementale pour construire une société plus inclusive, équitable et juste, en luttant contre le racisme systémique, la discrimination et la xénophobie.

Le parti indique qu'au cours de son mandat actuel, il a : -

- introduit une interdiction de deux ans sur l'achat de propriétés résidentielles par des non-résidents, non-Canadiens, pour aider à freiner la spéculation et garantir que les maisons sont utilisées comme des habitations pour les Canadiens, plutôt que comme des actifs financiers pour les investisseurs étrangers ;
- introduit une taxe annuelle de 1 % sur les logements sous-utilisés, sur la valeur des propriétés résidentielles vacantes ou sous-utilisées appartenant à des non-résidents, non-Canadiens
- introduit un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'un premier logement afin de permettre aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars, en franchise d'impôt, pour les aider à acheter leur premier logement
- ; - veillé à ce que les bénéfices tirés de la vente de biens immobiliers détenus depuis moins de 12 mois soient imposés pleinement et équitablement
- ; - doublé le crédit d'impôt pour l'achat d'un premier logement afin d'offrir une aide directe pouvant atteindre 1, a doublé le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation afin de fournir jusqu'à 1 500 \$ d'aide directe aux acheteurs pour compenser les frais de clôture liés à l'achat d'une première habitation - a introduit un nouveau crédit d'impôt remboursable pour la rénovation d'une habitation multigénérationnelle, afin de fournir jusqu'à 7 500 \$ d'aide pour la construction d'un logement secondaire pour une personne âgée ou un adulte handicapé, à partir de 2023
- application de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée à toutes les ventes de logements résidentiels nouvellement construits ou ayant fait l'objet de rénovations importantes, afin de lutter contre la spéculation sur le marché du logement
- lancement d'un nouveau fonds d'accélération du logement de 4 milliards de dollars pour éliminer les obstacles et encourager la croissance de l'offre de logements, dans le but de créer au moins 100 000 nouveaux logements nets au Canada
- lancement d'un volet de 200 millions de dollars dans le cadre du Fonds d'innovation pour le logement abordable afin de développer et d'élargir les projets de location avec option d'achat
- lancement d'un troisième cycle de l'Initiative pour un logement rapide, qui fournit 1,5 milliard de dollars pour créer 4 500 nouveaux logements. 5 milliards de dollars pour créer 4 500 nouveaux logements abordables pour les Canadiens ayant de graves besoins en matière de logement, 25 % des investissements étant consacrés à des projets de logement destinés aux femmes
- plus de 500 millions de dollars pour atteindre l'objectif du gouvernement de mettre fin à l'itinérance chronique, dans le cadre de Reaching Home, la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance
- augmentation de l'allocation logement du Canada en décembre 2022, pour les locataires à faible revenu, avec un paiement de 500 dollars pour les aider à payer le coût du logement.

Le parti préconise -

doubler le nombre de nouveaux logements qui seront construits au Canada en l'espace d'une décennie, afin d'aider davantage de Canadiens à acheter leur premier logement et de mettre un terme aux pratiques déloyales qui font grimper les prix, notamment en réaffectant le financement du volet réparation du Fonds national de co-investissement dans le

logement à son volet nouvelle construction

- par l'intermédiaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, en publiant une ligne directrice visant à protéger les Canadiens titulaires d'une hypothèque et confrontés à des circonstances exceptionnelles, notamment en veillant à ce que les institutions financières sous réglementation fédérale offrent aux Canadiens un accès juste et équitable à des mesures de redressement adaptées aux circonstances auxquelles ils sont confrontés, y compris en prolongeant les amortissements, en ajustant les calendriers de paiement ou en autorisant le versement d'une somme forfaitaire. Les réglementations hypothécaires existantes peuvent également permettre aux prêteurs de prolonger temporairement l'amortissement des prêts hypothécaires - même au-delà de 25 ans
- avec les provinces et les territoires, a commencé l'élaboration d'une Charte des droits de l'acheteur, afin d'uniformiser les règles du jeu pour les jeunes, la classe moyenne et les nouveaux Canadiens en rendant le processus d'achat d'une maison plus ouvert, transparent et équitable, y compris, par exemple, en garantissant le droit légal à une inspection de la maison, en exigeant que les agents immobiliers divulguent s'ils représentent les deux parties d'une vente potentielle, et en garantissant la transparence sur l'historique des prix de vente.

Salaire de subsistance et inégalités de richesse

Le parti déclare que :

- malgré la forte reprise du Canada après la pandémie, trop de Canadiens sont aux prises avec les effets de l'inflation mondiale, qui fait du coût de la vie un véritable défi
- au cours de l'année écoulée, il a renforcé le filet de sécurité sociale du Canada et fourni un allègement ciblé de l'inflation aux Canadiens qui en ont le plus besoin
- il continue d'introduire de nouvelles mesures ciblées pour soutenir les Canadiens, en poursuivant ses efforts pour éviter d'exacerber l'inflation. Il continue d'introduire de nouvelles mesures ciblées pour soutenir les Canadiens, tout en poursuivant ses efforts pour éviter d'exacerber l'inflation.

Le parti indique que ses principales activités en cours sont les suivantes : - soutenir environ 3.5 millions de familles chaque année grâce à la Prestation canadienne pour enfants non imposable, les familles recevant cette année jusqu'à 6 997 \$ par enfant de moins de six ans et jusqu'à 5 903 \$ par enfant de six à 17 ans

- augmenter les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus de 10 % à compter de juillet 2022, ce qui représente une aide supplémentaire de plus de 800 \$ pour les retraités à part entière
- réduire les frais de garde d'enfants réglementés de 50 % en moyenne, réduire les frais de garde d'enfants réglementés de 50 % en moyenne, en offrant des services de garde d'enfants réglementés qui ne coûtent en moyenne que 10 \$ par jour d'ici 2026 - six provinces et territoires réduisant les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour ou moins d'ici le 2 avril 2023 - et renforcer le système de garde d'enfants au Québec en augmentant le nombre de places en garderie
- renforcer le Régime de pensions du Canada, renforcer le Régime de pensions du Canada, ce qui permettra à terme d'augmenter la prestation de retraite maximale de 50 %
- améliorer la prestation pour les travailleurs canadiens les moins bien rémunérés - et souvent les plus essentiels - afin de fournir jusqu'à 1 428 \$ à un travailleur célibataire sans enfant, jusqu'à 2 461 \$ à une famille et 737 \$ de plus aux travailleurs handicapés
- éliminer de façon permanente les intérêts sur les prêts d'études canadiens,

lutter contre le changement climatique tout en rendant la vie plus abordable grâce à un prix fédéral sur la pollution qui remet de l'argent dans les poches de huit Canadiens sur dix dans les provinces où il s'applique.

Le parti indique qu'il prévoit

- un remboursement unique pour les produits d'épicerie, fournissant 2,5 milliards de dollars en allègement ciblé de l'inflation, qui sera effectué par un paiement unique de l'Agence du revenu du Canada dès que possible après l'adoption de la législation.

Travail et emploi

Le parti déclare que :

- la création d'emplois significatifs pour la classe moyenne est l'un de ses principaux objectifs
- l'augmentation de l'immigration et de la participation au marché du travail élargit le réservoir de travailleurs disponibles et compense le vieillissement de la population plus que dans les autres économies du G7
- la stimulation de l'emploi qui en résulte a contribué à maintenir le revenu disponible réel des ménages par habitant, même s'il a diminué dans les économies comparables. Cette tendance devrait se poursuivre...

Le parti déclare en outre qu'afin de promouvoir les compétences et la mobilité de la main-d'œuvre pour une économie propre, il a, au cours de son mandat actuel :

- mis en œuvre des accords de transfert sur le marché du travail permettant aux provinces et aux territoires de fournir des formations et des soutiens à l'emploi adaptés à leurs besoins uniques en matière de marché du travail, y compris avec un complément de 1,5 milliard de dollars en 2020 pour permettre aux travailleurs de retourner au travail dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie
- fourni près de 3 milliards de dollars par an aux provinces et aux territoires pour la formation et les soutiens à l'emploi, et un complément de 2.7 milliards de dollars sur six ans, à partir de 2017-18

- a

investi plus de 200 millions de dollars pour élargir le Programme de formation syndicale et d'innovation afin de former plus de 30 000 apprentis et compagnons supplémentaires
- a investi 250 millions de dollars sur trois ans pour l'Initiative de mise à niveau des compétences pour l'industrie afin d'aider plus de 15 000 travailleurs, introduit un programme de solutions sectorielles pour la main-d'œuvre afin d'aider les secteurs clés de l'économie à mettre en œuvre des solutions pour répondre à leurs besoins actuels et émergents en matière de main-d'œuvre et le service d'apprentissage pour soutenir les apprentis de première année dans les métiers de la construction et de la fabrication en fournissant aux employeurs une aide de 5 000 euros pour les coûts initiaux tels que les salaires et les indemnités de licenciement, Pour aider les travailleurs à tous les niveaux de compétences à améliorer leurs compétences fondamentales et transférables, comme la résolution de problèmes et les compétences numériques, des ressources de formation gratuites et des évaluations de compétences en ligne ont été fournies

. 815 millions de dollars sur cinq ans

ont été alloués au crédit canadien pour la formation, qui couvre jusqu'à 50 % des frais de formation admissibles, et 595 millions de dollars sur six ans ont été alloués au programme de formation des travailleurs.

Déduction pour mobilité des gens de métier afin de rendre plus abordable le fait de se rendre là où se trouvent les emplois.

- pour promouvoir la création d'emplois, a lié bon nombre des crédits et des solutions susmentionnés aux exigences relatives au paiement des salaires en vigueur par les employeurs et à la création de possibilités d'apprentissage, la définition du salaire en vigueur étant fondée sur la rémunération syndicale, y compris les avantages sociaux et les cotisations de retraite de la plus récente convention collective multi-employeurs largement applicable ou des accords de projet de travail correspondants dans la juridiction dans laquelle la main-d'œuvre pertinente est employée

- en outre, au moins dix pour cent des heures travaillées par les gens de métier doivent être effectuées par des apprentis inscrits dans les métiers du Sceau rouge.

Pour aider les gens de métier à investir dans l'équipement dont ils ont besoin, le budget 2023

a doublé la déduction d'emploi maximale pour les dépenses d'outils des gens de métier, la faisant passer de 500 \$ à 1 000 \$.

L'actionnariat salarié

Afin de promouvoir l'actionnariat salarié et la gestion des entreprises, le parti propose d'introduire une législation visant à soutenir la création de fonds d'actionnariat salarié et sollicite les réactions des parties prenantes sur la meilleure façon de renforcer les droits des salariés et leur participation à la gouvernance des fonds d'actionnariat salarié.

Travailleurs saisonniers et intermittents

Le parti déclare que : - de

nombreux travailleurs saisonniers, y compris dans les secteurs de la pêche et du tourisme, dépendent de l'assurance-emploi pour le soutien entre les saisons de travail

- pour combler les lacunes dans le soutien de l'assurance-emploi entre les saisons, il a précédemment introduit des règles temporaires pour fournir jusqu'à cinq semaines supplémentaires - pour un maximum de 45 semaines - aux travailleurs admissibles dans 13 régions économiques

- il propose maintenant de prolonger ce soutien pour les travailleurs saisonniers jusqu'en octobre 2024

- pour protéger les travailleurs qui sont classés comme entrepreneurs, mais qui en réalité se qualifient comme employés réguliers, le parti propose de modifier le Code canadien du travail afin de renforcer

interdiction de la classification erronée des salariés

Droits syndicaux

Pour soutenir le droit de former des syndicats, de négocier collectivement et de faire grève, le parti propose des amendements au Code canadien du travail qui interdiraient le recours à des travailleurs de remplacement.

les travailleurs pendant une grève ou un lock-out, et améliorer le processus d'examen des activités qui doivent être maintenues pour garantir la santé et la sécurité du public pendant un arrêt de travail.

Industries, innovation et agriculture

Exploitation minière et minéraux critiques

Le parti déclare que : -

en tant que leader mondial de l'exploitation minière, le Canada est dans une position privilégiée pour fournir une base de ressources stable pour les minéraux essentiels qui sont au cœur des principales industries mondiales telles que les technologies propres, la fabrication automobile, les soins de santé, l'aérospatiale et l'économie numérique

- rien que pour le nickel et le cuivre, les réserves connues au Canada s'élèvent à plus de 10 millions de tonnes, avec de nombreuses autres sources potentielles au stade de l'exploration

- la législation américaine relative aux minéraux essentiels et aux véhicules électriques crée des opportunités pour le Canada, y compris, en particulier, des exigences pour des chaînes d'approvisionnement robustes en minéraux essentiels que le Canada possède en abondance, afin de soutenir l'accélération des technologies propres et de la fabrication

aux États-Unis - pour libérer pleinement le potentiel du Canada dans les minéraux essentiels, un cadre pour accélérer l'investissement privé est nécessaire. Pour libérer pleinement le potentiel du Canada dans le domaine des minéraux critiques, un cadre permettant d'accélérer l'investissement privé est nécessaire.

. Au cours de son mandat actuel, le gouvernement a engagé 3,8 milliards de dollars dans le cadre des budgets précédents. Au cours de son mandat actuel, les budgets précédents ont affecté 3,8 milliards de dollars à la Stratégie pour les minéraux essentiels du Canada afin d'apporter un soutien fondamental au secteur minier canadien pour qu'il puisse tirer parti de ces opportunités. La stratégie a été publiée en décembre 2022

- en mars 2023, elle a lancé le Fonds d'infrastructure des minéraux essentiels pour allouer 1,5 milliard de dollars à des projets d'énergie et de transport nécessaires pour débloquer les gisements de minéraux prioritaires. Le nouveau fonds complétera d'autres mesures de soutien aux énergies propres et aux transports, telles que la Banque canadienne d'infrastructure et le Fonds national des corridors commerciaux.

Il propose :

- un nouveau crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin de stimuler l'investissement privé dans les projets de minéraux essentiels au Canada et de créer de nouvelles opportunités et une classe moyenne des emplois dans des communautés à travers le pays

Fabrication de technologies propres

Le parti déclare que : - la fabrication et le traitement de technologies propres, ainsi que l'extraction et le traitement de minéraux essentiels, peuvent créer de bons emplois pour les Canadiens de la classe moyenne et garantir que nos entreprises restent compétitives dans les principales industries mondiales

- mais des investissements seront nécessaires.

Le parti propose un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % du coût des investissements dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements utilisés pour fabriquer ou traiter des technologies propres clés et pour extraire, traiter ou recycler des minéraux critiques clés, y compris l'extraction, le traitement ou le recyclage de minéraux critiques :

- l'extraction, le traitement ou le recyclage de minéraux essentiels pour les chaînes d'approvisionnement en technologies propres, en particulier le lithium, le cobalt, le nickel, le graphite, le cuivre et les éléments des terres rares ;
- la fabrication d'équipements pour les énergies renouvelables ou nucléaires ;
- le traitement ou le recyclage des combustibles nucléaires et de l'eau lourde ;
- la fabrication d'équipements de stockage de l'énergie électrique à l'échelle du réseau ;
- la fabrication de véhicules à zéro émission ; et,
- la fabrication ou la transformation de certains composants et matériaux en amont pour les activités susmentionnées, tels que les matériaux cathodiques et les batteries utilisés dans les véhicules électriques

Le crédit d'impôt à l'investissement devrait coûter 4,5 milliards de dollars sur cinq ans et 6,6 milliards de dollars supplémentaires entre 2028-29 et 2034-35.

Fabrication de batteries

Le parti déclare que : - à l'échelle mondiale, les grands constructeurs automobiles se tournent vers la construction de véhicules électriques à une vitesse sans précédent. Le Canada peut tirer parti de ce changement en développant rapidement des chaînes d'approvisionnement mondiales pour la fabrication de véhicules électriques, y compris dans la fabrication de batteries et les minéraux critiques et les composants intermédiaires de grande valeur qui jouent un rôle essentiel dans leur production

- ces segments de la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques peuvent créer et garantir davantage d'emplois de haute qualité pour les travailleurs canadiens pour une génération à venir.

- Volkswagen a annoncé en mars 2023 que sa filiale PowerCo construira sa première "gigafactory" à l'étranger à St. Thomas, en Ontario. Cette installation massive représentera une part importante du secteur nord-américain de la fabrication de batteries et contribuera à consolider la place du Canada dans les chaînes de valeur des batteries en Amérique du Nord et dans le monde.

Le parti propose des investissements visant à :

- ancrer la future chaîne d'approvisionnement canadienne : Environ 50 % de la valeur totale de la batterie provient des activités de production de cellules et de packs de batteries
- accélérer les investissements dans l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris les minéraux essentiels
- promouvoir la croissance du secteur automobile de l'avenir, y compris l'intégration entre la fabrication de batteries et celle d'automobiles
- garantir de bons emplois aux Canadiens, y compris dans des usines telles que les gigafactories de batteries qui peuvent employer des milliers de personnes, créer des retombées économiques précieuses pour les collectivités locales et les entreprises locales - assurer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement canadienne de l'avenir.

soutenir le passage à une économie nette zéro : le passage à l'utilisation de batteries et de VE est un élément essentiel du plan du Canada visant à atteindre une économie nette zéro d'ici 2050.

Recherche et développement

Le parti déclare que : - La communauté de recherche du Canada et les chercheurs de classe mondiale résolvent certains des problèmes les plus difficiles du monde, et les dépenses du Canada pour la recherche dans l'enseignement supérieur...

Au cours de son mandat actuel, il a engagé plus de 16 milliards de dollars de fonds supplémentaires pour soutenir la recherche et la science dans tout le Canada : * 2,4 milliards de dollars pour la Fondation canadienne pour l'innovation et les conseils subventionnaires - le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et les Instituts de recherche en santé du Canada

* plus de 500 millions de dollars supplémentaires pour les organismes de recherche et de science indépendants, en plus de la création du Fonds stratégique pour la science

* 1,2 milliard de dollars pour les stratégies pancanadiennes en matière de génomique et d'intelligence artificielle, ainsi que pour une stratégie quantique nationale.

* 1 milliard de dollars dans le budget 2021 pour les conseils subventionnaires et la Fondation canadienne pour l'innovation pour les chercheurs en sciences de la vie et l'infrastructure

- il a l'intention de faire du

Canada un membre à part entière de l'Observatoire du réseau d'un kilomètre carré, ce qui permettra aux astronomes canadiens d'avoir accès à ses données révolutionnaires, avec un soutien pouvant aller jusqu'à 269,3 millions de dollars

- il consulte les parties prenantes, notamment par l'intermédiaire du groupe consultatif indépendant sur le système fédéral de soutien à la recherche, afin d'obtenir des conseils sur la manière de renforcer davantage le système de soutien à la recherche du Canada.

Le parti propose en outre :

- afin d'aider davantage d'entreprises canadiennes à accéder à l'expertise et aux installations de recherche et de développement dont elles ont besoin, de fournir 108,6 millions de dollars sur trois ans pour étendre le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté, administré par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG)

Exploration spatiale

Le parti déclare que : - La

participation du Canada à la Station spatiale internationale a contribué à alimenter d'importantes avancées scientifiques et a mis en évidence la capacité du Canada à créer des technologies spatiales de pointe, telles que le Canadarm2 - Les

technologies spatiales canadiennes ont inspiré des avancées dans d'autres domaines, telles que le NeuroArm, le premier robot au monde capable d'opérer à l'intérieur d'un IRM, permettant ainsi à des personnes qui ne l'avaient pas encore fait d'accéder à l'espace et à l'énergie.

des chirurgies impossibles possibles

Il propose :

- de fournir 1,1 milliard de dollars sur 14 ans, selon la comptabilité de caisse, à l'Agence spatiale canadienne pour poursuivre la participation nationale à la Station spatiale internationale jusqu'en 2030

- de participer aux efforts de retour sur la Lune, en fournissant un véhicule utilitaire lunaire robotisé pour effectuer des activités clés à l'appui de l'exploration humaine de la Lune.

La participation du Canada à la station Lunar Gateway, dirigée par la NASA - une station spatiale en orbite autour de la Lune - offre également de nouvelles possibilités d'avancées scientifiques et technologiques novatrices. Le Canada fournit le Canadarm3 à la Lunar Gateway, et un astronaute canadien participera à Artemis II, la première mission en équipage sur la Lune depuis 1972

- en appui au projet lunaire, fournir 1,2 milliard de dollars sur 13 ans à l'Agence spatiale canadienne pour développer et fournir un véhicule utilitaire lunaire pour aider les astronautes sur la lune

- fournir 150 millions de dollars sur cinq ans à l'Agence spatiale canadienne pour la prochaine phase du Programme d'accélération de l'exploration lunaire afin de soutenir l'industrie spatiale canadienne

- fournir 76,5 millions de dollars sur huit ans, en espèces, à l'Agence spatiale canadienne pour soutenir la science canadienne sur la station Lunar Gateway

Sylviculture

Le parti : - déclare que le secteur forestier joue un rôle important dans l'économie des ressources naturelles du Canada et est une source de bonnes carrières dans de nombreuses communautés rurales, y compris les communautés indigènes. Il

propose de fournir 368,4 millions de dollars sur trois ans à Ressources naturelles Canada pour renouveler et actualiser le soutien au secteur forestier, notamment pour la recherche et le développement, le leadership autochtone et international, et les données. Sur ce montant, 30,1 millions de dollars proviendraient de ressources ministérielles existantes.

Agriculture

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au début de son mandat actuel, le Parti a demandé au ministre :

- d'élaborer une stratégie sectorielle pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre persistantes et chroniques dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation des aliments
- de donner la priorité aux mesures visant à soutenir l'efficacité et la résilience climatique dans le secteur agricole et alimentaire afin de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire considérablement l'empreinte environnementale de l'agriculture, ainsi que de travailler en étroite collaboration avec les provinces, les territoires et les producteurs pour soutenir la croissance durable des secteurs agricole et agroalimentaire, dans le but de faire du Canada un chef de file mondial dans le secteur
- renforcer le système alimentaire canadien, en mettant particulièrement l'accent sur l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire.

En outre, le parti :

- déclare que l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie a entraîné une hausse des prix des engrais azotés, ce qui a eu un impact notable sur les agriculteurs de l'Est du Canada qui dépendent fortement des engrais importés. Il

propose de verser 34,1 millions de dollars sur trois ans au Fonds d'action pour le climat à la ferme d'Agriculture et Agroalimentaire Canada afin de soutenir l'adoption de pratiques de gestion de l'azote par les agriculteurs de l'Est du Canada, ce qui contribuera à optimiser l'utilisation des engrais et à en réduire le besoin

- déclare que les coûts de production agricole ont augmenté au Canada et dans le monde entier, notamment à la suite de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Il propose de fournir 13 millions de dollars en 2023-24 à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour augmenter la limite sans intérêt pour les prêts dans le cadre du Programme de paiements anticipés de 250 000 \$ à 350 000 \$ pour l'année de programme 2023. En

outre, il s'engage à consulter ses homologues provinciaux et territoriaux pour explorer les moyens d'aider les petits producteurs agricoles qui ont des besoins financiers urgents

- déclare que la fièvre aphteuse est une maladie hautement transmissible qui peut toucher les bovins, les porcs et d'autres animaux à sabots fendus. Les récentes épidémies en Asie et en Afrique ont accru le risque de propagation à l'échelle mondiale. Une épidémie de fièvre aphteuse au Canada interromprait les exportations de tous les secteurs de l'élevage, ce qui aurait des conséquences économiques majeures. Le parti propose d'allouer 57,5 millions de dollars sur cinq ans à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour créer une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse au Canada et pour élaborer des plans d'intervention en cas de fièvre aphteuse. Le gouvernement cherchera à obtenir un accord de partage des coûts avec les provinces et les territoires.

Produits laitiers

Le parti :

- déclare que le secteur laitier est confronté à un surplus croissant de solides non gras (SNF), un sous-produit de la transformation laitière.

Il propose de fournir 333 millions de dollars sur dix ans à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour soutenir les investissements dans la recherche et le développement de nouveaux produits basés sur les SNF, le développement du marché pour ces produits, et la capacité de transformation des produits basés sur les SNF de manière plus générale.

Transports et infrastructures

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre des Transports au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre : - la priorité immédiate du ministère devrait être d'appliquer les exigences de vaccination en vigueur dans le secteur des transports réglementé par le gouvernement fédéral et de continuer à faire avancer le redémarrage et la reconstruction du secteur aérien commercial

- il devrait également donner la priorité aux travaux visant à faire du train à grande fréquence une réalité et à faire avancer les mesures qui soutiennent la transition du Canada vers une consommation nette zéro, y compris l'accélération de la transition vers des véhicules à émissions nulles.

Le parti déclare que : - l'

expansion et la transformation du réseau électrique canadien nécessiteront des investissements importants et des partenariats renforcés entre les gouvernements et le secteur privé

- au cours de son mandat actuel, la Banque canadienne de l'infrastructure s'est engagée à investir 8,6 milliards de dollars dans 37 projets, en appui à son mandat.

Le parti propose :

- de positionner la Banque canadienne de l'infrastructure pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans l'électrification de l'économie canadienne, en soutenant des factures d'énergie moins élevées pour les Canadiens et les entreprises, et en veillant à ce qu'une électricité plus propre et abordable soit disponible d'un océan à l'autre
- que la Banque canadienne de l'infrastructure investisse au moins 10 milliards de dollars dans son domaine prioritaire de l'énergie propre, et au moins 10 milliards de dollars dans son domaine prioritaire de l'infrastructure verte
- de soutenir la construction d'un réseau électrique plus durable, plus sûr et plus abordable, en accordant 3,0 milliard de dollars sur 13 ans, à partir de 2023-24, à Ressources naturelles Canada pour recapitaliser le financement du Programme des énergies renouvelables intelligentes et des filières d'électrification afin de soutenir les priorités régionales

essentielles et les projets menés par les Autochtones, et d'ajouter les projets de transmission à l'admissibilité du programme ; renouveler le programme du réseau intelligent pour continuer à soutenir l'innovation dans le réseau d'électricité ; faire progresser la boucle atlantique - une série de lignes de transport interprovinciales qui fourniront de l'électricité propre entre le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse - notamment en négociant avec les provinces et les services publics afin de définir une voie claire pour la réalisation du projet d'ici à 2030

VIA Rail

Afin d'assurer un service ferroviaire adéquat, le parti propose de verser 210 millions de dollars sur cinq ans à VIA Rail pour l'entretien de ses trains à l'extérieur du corridor Québec-Windsor et pour le maintien des niveaux de service dans l'ensemble de son réseau. Cette somme s'ajoute aux 42,8 millions de dollars sur quatre ans, avec 169,4 millions de dollars d'amortissement restant, prévus dans les budgets précédents pour la construction, l'entretien et la modernisation des gares et des centres d'entretien dans le corridor Québec-Windsor.

Transport aérien

Le parti déclare qu'afin de renforcer l'Office des transports du Canada, de rendre les compagnies aériennes plus responsables et de veiller à ce que les passagers soient équitablement indemnisés en cas de retards et d'annulations, il propose de... :- modifier la Loi sur les transports au Canada afin de renforcer l'obligation des compagnies aériennes d'indemniser les passagers en cas de retard ou d'annulation, en alignant le régime national des droits des passagers aériens sur celui des principales approches internationales et en veillant à ce que les Canadiens soient équitablement indemnisés pour les retards de voyage qui sont du ressort des compagnies aériennes - modifier la Loi sur les transports au Canada afin de rendre plus efficace le processus de règlement des plaintes de l'Office des transports du Canada et de donner au ministre des Transports le pouvoir d'imposer une redevance réglementaire aux compagnies aériennes pour aider à couvrir les coûts de règlement des plaintes des passagers aériens - allouer 75 millions de dollars sur trois ans pour veiller à ce que l'Office des transports du Canada soit en mesure d'indemniser les passagers en cas de retard ou d'annulation. 9 millions de dollars sur trois ans pour veiller à ce que l'Office des transports du Canada dispose des ressources nécessaires à l'application et au respect de la réglementation, ainsi qu'aux services de règlement des différends.

Banque et finance

Le parti déclare que :-

Les Canadiens doivent avoir la certitude que les institutions financières sous réglementation fédérale et leurs propriétaires agissent avec intégrité et que les institutions financières du Canada sont protégées, notamment contre l'ingérence étrangère - il a l'intention de modifier la Loi sur les banques, la Loi sur les sociétés d'assurances, la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières et la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT) afin de moderniser le cadre financier fédéral pour faire face aux nouveaux risques qui pèsent sur le secteur financier du Canada.

Le parti préconise d'amender les lois susmentionnées pour :-

élargir le

mandat du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) pour y inclure la surveillance des institutions financières sous réglementation fédérale (IFF) afin de déterminer si elles disposent de politiques et de procédures adéquates pour se protéger contre les menaces à leur intégrité et à leur sécurité, y compris la protection contre l'ingérence étrangère

- élargir l'éventail des circonstances dans lesquelles le BSIF peut prendre le contrôle d'une IFF pour y inclure les cas où l'intégrité et la sécurité de cette IFF sont menacées, où tous les actionnaires ont été empêchés d'exercer leurs droits de vote,

étendre le pouvoir existant du surintendant d'émettre une directive de conformité pour inclure un acte qui menace l'intégrité et la sécurité d'une IFF

- fournir de nouveaux pouvoirs en vertu de la LRPCFAT pour permettre au ministre des Finances d'imposer des exigences renforcées en matière de diligence raisonnable afin de protéger le système financier du Canada contre le financement des menaces à la sécurité nationale,

améliorer l'échange d'informations sur la conformité entre le CANAFE, le BSIF et le ministre des Finances

- désigner le BSIF comme destinataire des communications du CANAFE concernant les menaces pour la sécurité du Canada, lorsque cela est pertinent pour les responsabilités du BSIF.

Sociétés, concurrence et consommation

Pour aider les consommateurs et les petites entreprises, le parti propose :- de

protéger les consommateurs contre les frais cachés, en collaboration avec les organismes de réglementation, les provinces et les territoires, de réduire les frais de pacotille pour les Canadiens, y compris les frais d'itinérance plus élevés, les frais d'événements et de concerts, les frais de bagages excessifs et les frais d'expédition et de fret injustifiés, en s'appuyant sur les modifications récentes apportées à la *Loi sur la concurrence* pour renforcer les protections contre les prix cachés ; et d'introduire des modifications à la *Loi sur les*

banques et à la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada pour protéger les droits et les intérêts des Canadiens lorsqu'ils traitent avec leurs banques ; s'attaquer aux problèmes des prêts abusifs qui touchent les personnes les plus vulnérables, notamment les Canadiens à faible revenu, les nouveaux arrivants et les personnes âgées, par le biais de prêts à taux d'intérêt très élevé, en modifiant le code pénal, qui autorise actuellement des taux équivalents à 47 % du TAEG (taux annuel en pourcentage), jusqu'à un maximum de 35 % du TAEG, et en lançant des consultations sur la question de savoir si le taux d'intérêt criminel devrait être encore réduit ; et d'ajuster l'exemption du Code pénal pour les prêts sur salaire afin d'exiger des prêteurs sur salaire qu'ils ne facturent pas plus de 14 dollars par tranche de 100 dollars empruntés.

- afin de soutenir les propriétaires de petites entreprises, mettre en œuvre les engagements pris par les grandes banques pour réduire les frais de traitement des petites entreprises jusqu'à 27 % par rapport aux taux actuels, tout en protégeant les points de récompense offerts aux consommateurs canadiens par les grandes banques du pays, et fournir un accès gratuit aux ressources en matière de fraude en ligne et de cybersécurité pour les aider à accroître leurs ventes en ligne tout en prévenant les fraudes et les rétrocessions.

Lorsqu'il s'agit d'appareils ou de dispositifs cassés, les frais de réparation élevés et le manque d'accès à des pièces spécifiques poussent souvent les Canadiens à acheter de nouveaux produits plutôt qu'à réparer ceux qu'ils possèdent.

Pour réduire les déchets et contrôler les coûts pour les consommateurs et les agriculteurs, mettre en œuvre un droit à la réparation des équipements et des appareils ménagers et électroniques en 2024, en empêchant les entreprises de bloquer les réparations par une programmation complexe ou des pièces sur mesure difficiles à obtenir, etc.

- pour réduire le nombre de dispositifs de recharge que les consommateurs doivent acheter et recycler, explorer la possibilité de suivre l'exemple de l'Union européenne et de rendre obligatoires les interfaces de recharge universelles.



Une économie au service de l'homme

Le parti déclare que :

- La vie au Canada devient plus difficile, les jeunes ont du mal à trouver un bon emploi, les parents ont du mal à cumuler plusieurs emplois et passent moins de temps avec leurs enfants, et les plus riches sont plus riches que jamais, alors que trop de travailleurs gagnent moins qu'un salaire de subsistance et ne bénéficient pas des avantages et de la sécurité offerts par les syndicats.
- Le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans la création d'emplois de meilleure qualité, plus équitables et plus sûrs
- son plan créera plus d'un million d'emplois de qualité dans un premier mandat, dans les domaines de la rénovation énergétique, du logement abordable, des énergies renouvelables, des infrastructures, des transports et de la garde d'enfants.

Logement et réduction de la pauvreté

Le parti déclare que :

- posséder une maison est devenu un rêve impossible pour trop de Canadiens. Tout le monde devrait avoir le droit à un endroit sûr et abordable pour se sentir chez soi
- les travailleurs devraient pouvoir se permettre de vivre près de leur lieu de travail, y compris au cœur de nos plus grandes villes
- les jeunes devraient pouvoir rester dans les quartiers où ils ont grandi, et les personnes âgées ne devraient jamais être forcées de quitter les communautés dans lesquelles elles ont passé leur vie
- mais pour trop de familles, un logement sûr et abordable est de plus en plus hors de portée, en raison de la montée en flèche des loyers, des démo-victions et de la flambée des prix de l'immobilier.
- L'année dernière, les loyers moyens ont augmenté dans toutes les provinces et 1,6 million de ménages canadiens consacrent plus de 30 % de leurs revenus au logement
- . Le Canada est le pays du G7 où les prix de l'immobilier augmentent le plus rapidement et cette tendance ne montre aucun signe de ralentissement.

En ce qui concerne le logement locatif, le parti préconise de -

- veiller à ce qu'un plus grand nombre de logements locatifs abordables soient construits dans tout le pays, étant donné qu'un Canadien sur trois est locataire, notamment en créant au moins 500 000 logements de qualité et abordables sur dix ans, grâce à un ensemble de mesures efficaces qui fonctionnent en partenariat avec les provinces et les municipalités, renforcent les capacités des fournisseurs de logements sociaux, communautaires et abordables, fournissent une aide au loyer pour les coopératives et atteignent les objectifs d'efficacité énergétique environnementale
- donner un coup de fouet à la construction de coopératives, pour donner un coup de fouet à la construction de coopératives, de logements sociaux et de logements sans but lucratif et sortir de l'impasse qui a empêché l'accès au financement du logement, mettre en place des fonds de démarrage rapide pour rationaliser le processus de demande et aider les collectivités à obtenir l'expertise et l'aide dont elles ont besoin pour lancer les projets
- mobiliser les ressources et les terrains fédéraux pour ces projets, transformer les propriétés inutilisées et sous-utilisées en nouvelles collectivités dynamiques
- pour stimuler

davantage la construction de logements abordables, renoncer à la portion fédérale de la TPS/TVH sur la construction de nouveaux logements locatifs abordables
- fournir une aide immédiate aux familles qui ont du mal à payer un loyer dans un logement par ailleurs convenable, pendant que des mesures à long terme sont mises en place.

Pour promouvoir l'accession à la propriété, le parti préconise - la réintroduction d'une durée de 30 ans pour les prêts hypothécaires assurés par la SCHL sur les maisons de base pour les acheteurs d'une première maison, afin de permettre des paiements mensuels moins élevés, libérant ainsi des fonds pour les projets de construction.

aider les jeunes familles à joindre les deux bouts

- pour les aider à payer les frais de clôture, doubler le crédit d'impôt pour l'achat d'une maison pour le porter à 1 500 \$ -

offrir des voies novatrices d'accès à la propriété, fournir des ressources pour faciliter la co-habitation, telles que des modèles de conventions de copropriété et des liens avec les ressources locales, et faciliter l'accès au financement en offrant des prêts hypothécaires pour la co-habitation garantis par la SCHL

- pour aider à mettre fin à la spéculation qui alimente les prix élevés du logement, mettre en œuvre une taxe de 20 % sur les acheteurs étrangers pour la vente de logements à des personnes qui ne sont pas des citoyens canadiens ou des résidents permanents

- pour lutter contre le blanchiment d'argent, qui alimente le crime organisé et fait grimper les prix du logement, en collaborant avec les provinces pour créer un registre public de la propriété effective afin d'accroître la transparence sur les propriétaires, et en exigeant le signalement des transactions suspectes.

Internet universel à haut débit

Le parti déclare que : - plus

que jamais, les Canadiens ont besoin de connexions Internet rapides et fiables à la maison pour pouvoir travailler et aller à l'école ; et nous comptons tous sur nos téléphones cellulaires pour rester connectés

où que nous soyons

- il s'agit de services publics essentiels, mais trop de Canadiens ont encore du mal à y accéder. Plus de la moitié des Canadiens vivant dans des zones rurales n'ont pas accès à l'internet à haut débit, et les Canadiens paient des prix parmi les plus élevés au monde pour les abonnements à la téléphonie mobile sans fil et à la large bande

- Les marges bénéficiaires des plus grandes entreprises de télécommunications au Canada sont supérieures à 40 %, alors que deux millions de Canadiens vivant dans des régions rurales, éloignées et nordiques sont toujours en attente d'une solution.

n'ont pas accès à un service internet fiable

Le parti préconise : - jusqu'à ce que l'industrie devienne plus compétitive, la mise en œuvre d'un plafond de prix pour s'assurer que les Canadiens ne paient pas plus que la moyenne mondiale pour leur téléphone portable et leur téléphone mobile.

les factures internet

- étendre la couverture cellulaire et fournir un internet à large bande fiable et abordable à chaque communauté au Canada en tant que service essentiel, et veiller à ce que chaque Canadien ait accès à un internet à large bande à haut débit abordable et fiable dans un délai de quatre ans, y compris par la création d'une société d'État de services de télécommunications

- veiller à ce que les fournisseurs offrent un plan de base pour le sans fil et la large bande qui soit comparable aux plans abordables disponibles dans d'autres pays

- mettre un terme aux factures surprises, pour mettre fin aux factures surprises, exiger des entreprises qu'elles proposent des options de données sans fil illimitées à des tarifs abordables, comme cela existe ailleurs dans le monde, et abolir les plafonds de données pour l'internet à large bande

- pour protéger les Canadiens contre les pratiques déloyales en matière de vente et de services sans fil et internet, introduire une charte des droits des consommateurs de télécommunications

Réduction de la pauvreté et revenu décent

Le parti déclare que : -

alors que la nation se remet de la pandémie de COVID-19, de nombreux Canadiens vivent à la limite de la pauvreté, et que même lorsque l'économie se redressera, ceux qui luttent actuellement seront désavantagés pendant longtemps

- c'est un moment crucial pour renforcer le filet de sécurité sociale canadien

- la prestation d'intervention d'urgence du Canada a montré ce qui peut se produire lorsque les gouvernements se mobilisent pour faire d'un revenu décent une priorité.

Le parti préconise -

travailler immédiatement à la mise en place d'un revenu minimum garanti pour tous les Canadiens, en commençant par sortir les personnes âgées et les personnes handicapées de la pauvreté

- compléter le revenu minimum garanti par de nouveaux investissements audacieux dans le logement, les soins de santé, l'enseignement post-secondaire et la formation afin de donner à tous les Canadiens les moyens de réussir

- à terme, travailler à l'extension de tous les programmes de sécurité du revenu afin de garantir à tous les Canadiens l'accès à un revenu minimum garanti
- mettre pleinement en œuvre le droit au logement et travailler à l'objectif de mettre fin au sans-abrisme au Canada d'ici dix ans
- une stratégie de logement abordable comprenant un soutien aux personnes qui risquent de devenir sans-abri, pour aider les personnes à trouver un logement abordable à long terme, créer davantage de logements sociaux et d'autres options abordables
- pour aider immédiatement les plus vulnérables, collaborer avec les provinces et les municipalités afin d'accélérer l'achat, la location et la conversion d'hôtels et de motels en logements d'urgence
- pour s'attaquer au lien entre mauvaise santé et pauvreté mettre en œuvre un programme national d'assurance-médicaments
- fournir un meilleur accès à la santé mentale et à l'aide aux toxicomanes
- développer un programme national, public et universel de garde d'enfants
- veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à une alimentation saine et abordable

Travail et emploi

Pensions

Pour permettre aux travailleurs de prendre leur retraite avec un niveau de confort et de revenu stable et digne malgré l'augmentation des coûts et la faillite des fonds de retraite, le parti préconise : -

la

création d'un programme d'assurance retraite obligatoire, financé par l'industrie, afin de garantir qu'aucun travailleur ne soit privé de ses prestations de retraite sans que ce soit sa faute

- un revenu de base garanti pour les personnes âgées

- création d'une commission consultative sur les pensions chargée d'élaborer un plan à long terme pour améliorer la sécurité de la vieillesse, augmenter le supplément de revenu garanti pour sortir toutes les personnes âgées de la pauvreté et renforcer le régime de pensions du Canada

- rendre rétroactive l'inscription automatique à la SV et au SRG, afin qu'aucun retraité ne soit privé d'une prestation qu'il devrait recevoir, et soutenir les efforts visant à fournir une éducation financière à la retraite.

Formation professionnelle

Le parti affirme que : - la technologie continue de modifier rapidement le lieu de travail. Les progrès pourraient conduire à la croissance économique et à la prospérité, mais seulement si nous nous assurons que les travailleurs partagent les gains qui découleront de ces changements

- il s

'engage à travailler avec les provinces pour s'assurer que les Canadiens ont accès à l'éducation tout au long de leur vie professionnelle, y compris la formation proactive et le recyclage, ainsi que le soutien lorsqu'ils sont au chômage

- il envisage un régime dans lequel les possibilités de formation sont suffisamment souples pour s'adapter aux vies occupées des gens, et suffisamment importantes pour améliorer réellement les perspectives d'emploi.

À cette fin, le parti préconise -

modifier les règles de l'assurance-emploi pour permettre aux travailleurs qui quittent leur emploi pour aller à l'école de se qualifier pour les prestations d'assurance-emploi, de sorte que les familles puissent compter sur un certain soutien au revenu pendant la période de transition vers le retour à l'école

- élargir les options pour les travailleurs dans des secteurs et des régions désignés pour suivre une formation financée par l'assurance-emploi avant de perdre un emploi tout en encourageant l'investissement pour s'assurer que les économies régionales créent de bons emplois qui soutiennent les familles et les communautés

- pour s'assurer que les entreprises investissent également dans la formation, en exigeant des grands employeurs qu'ils consacrent chaque année au moins 1 % de leur masse salariale à la formation de leurs employés

- en offrant ces possibilités, en collaborant avec les provinces pour établir des priorités en matière de formation, et en créant un nouveau Fonds de développement et d'opportunités pour les travailleurs afin d'élargir les possibilités de formation au-delà des personnes qui ont droit à l'assurance-emploi. Ce fonds serait alimenté par les provinces et apporterait un soutien spécifique aux travailleurs marginalisés, aux personnes travaillant dans des secteurs en transition et aux efforts visant à améliorer l'alphabétisation et les compétences essentielles.

Assurance-emploi

Le parti déclare que :

- bien que tous les travailleurs cotisent à l'assurance-emploi, même en temps normal, moins de 40 % d'entre eux ont droit aux prestations lorsqu'ils en ont besoin. Seul un tiers des femmes au chômage ont accès à l'assurance-emploi, une tendance qui s'accroît avec le temps.

Cette situation ne fera qu'empirer avec l'augmentation du travail précaire et à temps partiel

- les gouvernements précédents ont utilisé le fonds de l'assurance-emploi pour équilibrer les comptes, alors que de moins en moins de travailleurs peuvent accéder aux prestations pour lesquelles ils ont déjà payé.

Le parti préconise - la

création d'un supplément de faible revenu afin que les personnes qui dépendent des prestations régulières ou spéciales de l'assurance-emploi pour rester à flot ne reçoivent pas moins de 2 000 \$ par mois

- pour aider les personnes qui quittent volontairement leur emploi mais qui ont toujours besoin de soutien, en mettant l'assurance-emploi à la disposition des personnes qui quittent leur emploi pour retourner à l'école, pour fournir les services de garde d'enfants nécessaires, pour les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi en raison d'une maladie, prolonger les prestations de maladie de 15 à 50 semaines et créer un projet pilote pour permettre aux travailleurs souffrant de maladies et d'incapacités épisodiques d'accéder aux prestations de maladie de l'assurance-emploi un jour à la fois, selon les besoins

- pour aider les Canadiens dans les industries saisonnières à combler le fossé entre la fin de l'assurance-emploi et le début du travail saisonnier, en rétablissant le projet pilote des cinq semaines supplémentaires et en le rendant permanent, et en rétablissant les régions économiques des territoires et de l'Île-du-Prince-Édouard dans leurs limites de 2014 - en veillant à ce que le congé parental soit accessible à toutes les familles canadiennes de la manière qui leur convient le mieux, grâce à la mise en œuvre d'un nouveau congé spécial qui permet aux parents de prendre un congé parental plus court à un taux de remplacement plus élevé,

protéger le compte d'exploitation de l'assurance-emploi dans la loi, afin que les futurs gouvernements ne puissent pas le piller pour obtenir des recettes générales

- geler les cotisations jusqu'à ce que l'économie post-pandémique se rétablisse

Syndicats et droits des travailleurs

Le parti déclare que :-

le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer pour améliorer le travail, le rendre plus équitable et plus sûr

- il estime que l'adhésion à un syndicat est le meilleur moyen d'accéder à la classe moyenne et que les travailleurs et l'ensemble de l'économie se portent mieux lorsque les droits des travailleurs sont protégés et que les négociations sont équitables

- il défendra la formule Rand, afin que les syndicats puissent défendre efficacement les intérêts des travailleurs, et nous continuerons à nous opposer à une législation autoritaire qui suspend les droits de négociation.

et de faire grève

- il veillera à ce que les travailleurs et les employeurs puissent agir ensemble pour améliorer la santé et la sécurité, en éliminant les conditions de travail dangereuses et en garantissant la protection des dénonciateurs.

Le parti préconise -

travailler avec les provinces pour mettre à jour les normes fédérales et mettre en place un filet de sécurité permanent de congés de maladie payés dans tout le pays

- pour combler l'écart jusqu'à ce que chaque travailleur ait accès à des congés de maladie payés, modifier la prestation de rétablissement de maladie du Canada et la maintenir jusqu'à ce que tous les Canadiens aient accès à des congés de maladie payés, y compris en permettant que les congés de maladie soient pris un ou deux jours à la fois, en donnant un remplacement complet du revenu aux travailleurs qui sont malades, et en remboursant les employeurs au lieu de mettre la responsabilité sur les travailleurs de faire une demande pour le programme

- modification immédiate du code du travail canadien afin d'accorder 10 jours de congé de maladie rémunérés aux entreprises sous réglementation fédérale

- priorité à la lutte contre les briseurs de grève afin d'interdire le recours à des travailleurs de remplacement dans les conflits du travail - pour de bon, afin d'empêcher le recours à des briseurs de grève pour remplacer les travailleurs, ce qui compromettrait la capacité des travailleurs à négocier équitablement

- pour empêcher les travailleurs de travailler 40 heures par semaine tout en continuant à vivre en dessous du seuil de pauvreté, mettre en œuvre un salaire minimum fédéral commençant à 15 dollars de l'heure et augmentant jusqu'à 20 dollars de l'heure, indexé sur le coût de la vie

- pour aider les travailleurs qui ne bénéficient pas d'avantages sociaux tels qu'une couverture maladie complémentaire et des soins dentaires, mettre en œuvre des règles exigeant que les travailleurs à temps partiel et les contractuels soient rémunérés sur un pied d'égalité avec les travailleurs à temps plein

- lutter contre les abus dont sont victimes les jeunes travailleurs par le biais de stages

non rémunérés, en imposant une interdiction immédiate des stages non rémunérés en dehors des programmes éducatifs

- remplacer le système de rémunération Phénix

de la fonction publique, et s'efforcer de réduire la pratique inefficace et coûteuse de la sous-traitance des travaux publics

- prendre des mesures pour mettre fin au harcèlement sur le lieu de travail au niveau fédéral

Industries, innovation et agriculture

Le parti déclare que :-

- il s'est engagé à placer les travailleurs canadiens au centre d'une stratégie solide visant à stimuler l'innovation et la compétitivité
- la pandémie a montré l'importance cruciale de l'industrie manufacturière nationale

Le parti préconise - le

- développement de stratégies industrielles globales pour incuber et développer la capacité manufacturière nationale essentielle et l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour l'automobile, l'aérospatiale, la construction navale, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques et l'équipement de protection individuelle, en commençant par renforcer et moderniser la loi sur l'investissement au Canada
- la suppression de l'agence Investir au Canada et la création d'iCanada, un guichet unique du gouvernement fédéral pour aider à attirer les investisseurs au Canada et à concrétiser leurs projets, et pour défendre l'industrie canadienne sur la scène internationale
- il s'engage à promouvoir les emplois de qualité dans le secteur de l'automobile et des pièces détachées, notamment en organisant d'urgence un sommet de l'automobile avec les dirigeants des provinces, des municipalités, de l'industrie et des syndicats afin de dégager un consensus sur une stratégie nationale pour l'automobile visant à attirer et à conserver les emplois et les investissements, et en rétablissant le Fonds d'innovation pour l'automobile, en exonérant d'impôts les contributions versées aux constructeurs automobiles pour les aider à garantir la capacité de production de la prochaine génération
- il commande une étude indépendante sur les causes et les conséquences du déficit commercial dans le secteur automobile avec le Mexique, veiller à ce que les travailleurs canadiens disposent des compétences dont ils ont besoin pour mettre à jour le développement et la fabrication des futurs véhicules
- collaborer avec tous les niveaux de gouvernement, ainsi qu'avec les chefs d'entreprise et les dirigeants syndicaux, pour élaborer une stratégie industrielle nationale visant à construire une économie manufacturière avancée à faible émission de carbone
- encourager l'esprit d'entreprise, notamment en aidant le secteur du tourisme, durement touché, à se redresser
- lancer une culture canadienne de la création d'entreprises, en aidant les entreprises canadiennes de toutes les régions du pays à commercialiser de nouvelles technologies et à passer à l'échelle supérieure, à former et à retenir la main-d'œuvre canadienne hautement qualifiée nécessaire pour soutenir la croissance de l'industrie, et à renforcer la compétitivité du Canada

Pour soutenir les industries de l'acier et de l'aluminium, le parti préconise de

- travailler à la croissance du marché intérieur pour les produits manufacturés canadiens et fournir un soutien stratégique aux industries de l'acier et de l'aluminium afin d'attirer et de conserver les emplois et les investissements
- protéger les usines et les travailleurs canadiens contre les exportations étrangères déloyales, y compris celles de la Chine, en adoptant des mesures pour stabiliser le marché canadien de l'acier et protéger le secteur contre les pratiques prédatrices des producteurs étrangers
- veiller à ce que l'acier et l'aluminium fabriqués au Canada soient utilisés dans les projets d'infrastructure à travers le pays.

Pour soutenir l'industrie agricole, le parti préconise :-

- la mise en œuvre d'un plan pour une stratégie alimentaire canadienne afin d'adopter une approche pangouvernementale pour répondre aux besoins et aux priorités régionales en investissant dans les communautés agricoles, en soutenant les jeunes et les nouveaux agriculteurs et en veillant à ce que les moyens de subsistance ruraux soient bons et durables
- la protection complète de la gestion de l'offre et le maintien de la réciprocité dans toutes les négociations commerciales
- la garantie que l'infrastructure à haut débit et de téléphonie cellulaire est disponible pour connecter nos agriculteurs et nos communautés rurales aux services nécessaires
- l'introduction d'un programme de protection des paiements pour les producteurs de fruits et légumes et la prise de mesures immédiates pour rétablir la protection des producteurs qui vendent aux États-Unis en vertu de la Loi sur les denrées agricoles périssables.

Pour soutenir les industries forestières et des produits du bois, le parti préconise d'investir dans l'innovation forestière et de soutenir les produits du bois canadiens à valeur ajoutée, ainsi que les bons emplois qui en découlent.

Pour soutenir la pêche et les communautés côtières, le parti :- soutient une vision de communautés côtières fortes, de pêcheries durables et d'écosystèmes marins et d'eau douce prospères, pour faire du Canada un leader mondial de la durabilité des océans et de l'eau douce

- protéger le saumon sauvage sur la côte Pacifique, en se concentrant sur la conservation, la protection et la restauration de l'habitat essentiel, y compris la mise en œuvre complète des recommandations de la Commission Cohen et en travaillant avec la province de la Colombie-Britannique et les Premières Nations pour soutenir la transition vers des systèmes terrestres de confinement fermé
- sur la côte Atlantique, investir dans la restauration de l'habitat et la reconstitution des stocks de poissons, ainsi que dans la lutte contre les marées noires et les navires abandonnés, afin de mieux protéger nos côtes.

Petites entreprises, commerce et artisanat

Le parti déclare que :

- les petites entreprises sont l'un des moteurs de la création d'emplois au Canada, et une partie importante de chaque communauté à travers le pays.

Trop de petites et moyennes entreprises de la rue principale ont été durement touchées par la pandémie de COVID-19 et ont besoin d'un gouvernement qui les aide à accéder aux services et à l'infrastructure nécessaires à la reprise et à l'expansion, tout en investissant dans une main-d'œuvre saine et talentueuse.

Le parti préconise -

- continuer à fournir des subventions salariales et locatives en cas de pandémie jusqu'à ce que les petites entreprises soient en mesure de rouvrir complètement

- pour aider les petites entreprises à remettre les gens au travail, mettre en place une prime à l'embauche à long terme pour payer la part employeur de l'assurance-emploi et du RPC pour les nouveaux employés ou les employés réembauchés

- mettre fin à l'escroquerie en plafonnant les frais élevés des marchands de cartes de crédit à un maximum de 1 %

- en mettant en place un régime universel d'assurance-médicaments,

aider les petites entreprises canadiennes à accéder aux marchés mondiaux, en simplifiant l'accès aux services gouvernementaux d'exportation et en facilitant la pénétration des marchés étrangers

- fournir aux petites et moyennes entreprises un point de contact unique pour faciliter les processus réglementaires et soutenir la conformité.

- remédier aux pénuries de main-d'œuvre auxquelles sont confrontées de nombreuses petites entreprises opérant dans les zones rurales, en réalisant de nouveaux investissements dans la formation et en renforçant l'aide aux personnes traditionnellement sous-employées.

Les groupes afin qu'ils puissent accéder à de bons emplois rémunérés de manière équitable

Transports et infrastructures

Le parti estime que les Canadiens devraient pouvoir compter sur le gouvernement fédéral pour investir dans des projets d'infrastructure qui feront une réelle différence dans les communautés de tout le pays.

Les partisans du parti :

- utiliser des accords sur les avantages pour la collectivité afin de garantir que tous les projets d'infrastructure comportent des emplois de qualité, des formations, des apprentissages et un soutien aux entreprises locales.

- mettre en place un mécanisme de financement permanent, direct et basé sur l'allocation pour les transports publics modernes à travers le Canada pour le long terme.

- en augmentant les investissements pour aider les villes à faire passer leur flotte de bus à l'électricité et à élargir les options de transport par rail et par bus à des prix abordables. - collaborer avec les collectivités pour lesquelles il est prioritaire de mettre en place des transports en commun gratuits

- augmenter le financement fédéral pour répondre aux catastrophes et adapter les infrastructures afin qu'elles résistent aux inondations, aux incendies et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes

- veiller à ce que toutes les collectivités du Canada aient accès à l'internet à haut débit à un prix abordable.

Entreprises, concurrence et consommation

Le parti préconise -

pour protéger les consommateurs, exiger des conseillers financiers qu'ils fournissent des conseils dans le meilleur intérêt des investisseurs, y compris des pouvoirs accrus pour enquêter sur ces règles et les faire respecter, et des compensations pour les investisseurs trompés

- une législation pour protéger la vie privée et empêcher la vente d'informations personnelles par les sociétés de cartes de crédit et de débit

- établir un droit à la réparation des appareils électroniques à des prix abordables,

pour garantir des prix de l'essence équitables, création d'un organisme de surveillance des prix de l'essence équitables chargé d'enquêter sur les plaintes pour escroquerie et renforcement des pouvoirs d'enquête sur les allégations d'activités anticoncurrentielles sur le marché de l'essence

- pour protéger la sécurité des voyageurs et les droits des consommateurs, renforcement de la déclaration des droits des passagers aériens

Le parti affirme que les Canadiens paient des prix parmi les plus élevés au monde pour l'internet mobile et à large bande, alors que, selon le CRTC, les marges bénéficiaires des cinq plus grandes entreprises de télécommunications du Canada sont de près de 40 %, et que deux millions de Canadiens vivant dans des zones rurales et éloignées n'ont pas d'accès fiable à l'internet.

Les partisans du parti :

- mettre en œuvre un plafonnement des prix afin de garantir que les prix au Canada ne dépassent pas la moyenne mondiale. - garantir que chaque communauté au Canada ait accès à l'internet à haut débit sans délai
- exiger que les fournisseurs offrent des plans de base sans fil et à large bande qui sont disponibles dans d'autres pays, et exiger des taux de données illimités à des prix abordables
- mettre en œuvre une charte des droits des consommateurs de télécommunications
- garantir que les consommateurs ont le droit de réparer les appareils électroniques et d'autres prix à des prix abordables
- exiger que les institutions financières et les conseillers fournissent des conseils qui sont dans le meilleur intérêt de l'investisseur, pour protéger la sécurité des voyageurs et les droits des consommateurs, en renforçant la déclaration des droits des passagers aériens.



Une économie pour tous

Le parti déclare que :

- il n'y a que deux façons de créer plus de richesse et de prospérité : nous pouvons soit travailler plus, soit travailler plus efficacement grâce à une productivité accrue
- les investissements dans la R & D
- D, l'innovation, les processus de production plus efficaces, les machines et les équipements sont essentiels à l'amélioration de la productivité et du niveau de vie
- l'amélioration de la productivité conduit à des emplois de meilleure qualité et mieux rémunérés
- dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs, l'investissement est un moyen d'augmenter la production sans nécessairement devoir employer plus de travailleurs
- depuis 2015, les investissements des entreprises ont diminué non seulement dans le secteur du pétrole et du gaz, mais aussi dans de nombreux autres secteurs
- le Canada attire moins d'investissements directs étrangers
- une étude réalisée en 2018 par l'École des politiques publiques de l'Université de Calgary a révélé que les subventions fédérales directes et indirectes aux entreprises s'élevaient à 14 milliards de dollars. La plupart de ces subventions, sinon toutes, créent des distorsions injustes du marché en favorisant certaines entreprises ou certains secteurs au détriment d'autres
- le taux d'imposition fédéral-provincial combiné du Canada sur le revenu des sociétés est le 12e plus élevé parmi les 36 pays de l'OCDE
- l'abolition de l'impôt sur les gains en capital encouragerait chaque Canadien à épargner et à investir davantage et donnerait à nos entrepreneurs l'accès à un plus grand bassin de capitaux.

Les partisans du parti :

- cesser de prélever des milliards de dollars sur le secteur privé pour les redistribuer sous forme de subventions, réduire les impôts pour toutes les entreprises et encourager l'épargne et l'investissement afin de rendre notre économie plus productive
- éliminer toutes les subventions aux entreprises et autres interventions gouvernementales inefficaces (renflouements d'entreprises en difficulté, subventions au développement régional, prêts conditionnels et garanties de prêts avec subvention implicite, crédits d'impôts, etc.) qui soutiennent injustement certaines entreprises ou certains secteurs d'activité. Cette mesure permettra de réaliser des économies de l'ordre de 5 à 10 milliards de dollars par an, en réduisant progressivement, au cours d'un mandat, le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés de 15 % actuellement à 10 %. Cette mesure permettra aux entreprises de disposer d'environ 9,5 milliards de dollars par an pour augmenter les salaires ou investir dans l'amélioration de la productivité
- supprimer progressivement, au cours d'un mandat, l'impôt sur les plus-values des particuliers en ramenant le taux d'inclusion de 50 % à 0 %. Cette mesure permettra de remettre environ 7 milliards de dollars par an dans les poches des Canadiens
- mettre fin à la politique d'immigration massive comme solution aux pénuries de main-d'œuvre, et encourager plutôt les entreprises à investir et à améliorer leur productivité.

Logement et réduction de la pauvreté

Le parti déclare que :

- le logement est devenu hors de portée pour de nombreux Canadiens, en particulier pour les jeunes familles vivant dans les grandes villes. Vancouver et Toronto sont devenues deux des grandes villes les plus inabordable au monde
- . Au cours des dernières décennies, le gouvernement fédéral a dépensé des milliards de dollars et créé divers programmes pour rendre le logement plus abordable. Il a notamment manipulé les critères financiers d'éligibilité aux prêts hypothécaires et à l'assurance hypothécaire, accordé des allègements fiscaux aux primo-accédants et financé le logement social. Le

problème fondamental réside toutefois dans l'inadéquation entre l'offre et la demande de logements, qui est aggravée par d'autres politiques gouvernementales, notamment l'immigration de masse et les restrictions en matière de zonage

. Le gouvernement Trudeau a augmenté les objectifs d'immigration de 250 000 par an à 500 000 en 2025. Les immigrants comprennent davantage de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers, un grand nombre d'immigrants illégaux et des plans pour accepter des centaines de milliers de réfugiés ukrainiens dans le cadre d'un programme spécial. La montée en flèche du nombre de nouveaux arrivants qui en résulte est l'une des principales raisons du niveau constamment élevé de la demande de logements et des prix exorbitants pratiqués dans les villes canadiennes. Même la construction de nombreux logements ne pourrait répondre à cette demande

- la politique monétaire inflationniste actuelle - c'est-à-dire la Banque du Canada qui imprime trop d'argent afin de financer les déficits gigantesques de l'actuel gouvernement -, la politique de l'emploi et la politique de l'immigration.

ajoute aux conditions déjà surchauffées du marché du logement

- le logement est avant tout une responsabilité provinciale ou locale.

Le parti préconise - une réduction substantielle des quotas d'immigration, qui passeraient d'environ 500 000 par an en 2025 à 100 000-150 000 par an

- une modification de l'objectif d'inflation de la Banque du Canada, qui passerait de 2 % à 0 %. Cela permettra de ralentir l'inflation dans tous les secteurs, y compris celui du logement

- respecter la responsabilité des gouvernements locaux et provinciaux en matière de politiques de logement, rendre ces gouvernements responsables devant leurs citoyens et lever la pression fédérale pour "densifier" les quartiers de maisons unifamiliales afin de répondre aux politiques d'immigration de masse

- privatiser ou démanteler la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), privatiser ou démanteler la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), afin que les Canadiens ne soient pas encouragés à acheter des maisons qu'ils ne peuvent pas se permettre et à accumuler des dettes massives dont le gouvernement fédéral, et en fin de compte les contribuables canadiens, seront responsables

- travailler avec les provinces pour freiner la spéculation et le blanchiment d'argent par des acheteurs étrangers non-résidents sur les marchés fonciers et du logement du Canada.

Agriculture

Le parti déclare que :

- la gestion de l'offre est un cartel imposé par le gouvernement qui maintient les prix des produits laitiers, de la volaille et des œufs à un niveau artificiellement élevé en contrôlant la production, en interdisant les importations, en fixant les prix et en empêchant la concurrence sur le marché.

- le système oblige les producteurs à acheter des quotas qui les autorisent à produire une quantité déterminée. Par exemple, le droit de traire une vache coûte entre 20 000 et 40 000 dollars.

- la gestion de l'offre limite les importations en imposant des droits de douane allant de 150 % pour les œufs à 300 % pour le beurre, ce qui empêche les agriculteurs canadiens d'exporter leurs produits et a un impact négatif sur d'autres secteurs de notre économie, tels que les industries de transformation et de préparation des aliments

- la gestion de l'offre soutient également l'un des lobbies les plus influents à Ottawa, avec des répercussions sur les négociations de libre-échange

- selon l'OCDE, la gestion de l'offre a entraîné un surcoût de 3,6 milliards de dollars de plus chaque année entre 2011 et 2015

- selon une étude réalisée par des économistes de l'Université du Manitoba, la gestion de l'offre impose un fardeau financier de 339 dollars par an aux 20 % des ménages canadiens les plus pauvres, soit l'équivalent d'une taxe de 2,3 % sur leurs revenus.

- la valeur marchande des quotas était estimée à 35 milliards de dollars en 2016. Mais ce n'est pas ce que coûterait le rachat des quotas par le gouvernement s'il décidait d'abolir le système, c'est plutôt le montant de la valeur marchande des quotas.

La valeur comptable des quotas après amortissement constituerait la base de l'indemnisation, les agriculteurs qui les ont achetés récemment étant remboursés à un niveau proche de la valeur de marché, tandis que ceux qui les ont achetés à des prix inférieurs il y a plusieurs années recevraient moins et ceux qui les ont obtenus gratuitement n'obtiendraient rien. Le Conference Board du Canada a estimé qu'un tel rachat coûterait entre 3,6 et 4,7 milliards de dollars au total.

Les partisans du parti :

- créer un système libre, ouvert et équitable qui permettra aux Canadiens d'économiser des milliards de dollars chaque année en supprimant progressivement le système de gestion de l'offre sur plusieurs

années pour permettre aux agriculteurs de s'adapter, et en les indemnisant pour la valeur perdue de leurs quotas

- permettre aux producteurs canadiens de lait, d'œufs et de volaille de prospérer et de vendre leurs produits à l'échelle internationale.

Points à méditer : Une économie au service des personnes

Envisagez de discuter des questions suivantes avec les candidats locaux, les élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

Réduction de la pauvreté

- Que peut-on ou doit-on faire pour s'assurer que tous les Canadiens sont encouragés et habilités à appliquer l'ensemble de leurs talents et de leurs dons aux soins de leur famille, à sortir de la pauvreté et, ce faisant, à recevoir un retour équitable et digne tout en étant habilités à louer Dieu en tant que co-créateurs, par le biais d'un travail créatif significatif ? - Comment le Canada peut-il trouver le meilleur équilibre entre les principes de solidarité - "nous sommes tous dans le même bateau" - et de subsidiarité - "chacun doit faire ce qu'il peut pour subvenir à ses besoins, avant de faire porter le fardeau aux autres" - Quelle est la définition appropriée de la pauvreté, en particulier dans une société qui déborde d'objets de consommation et de richesses matérielles ? Ces définitions devraient-elles prendre en compte la capacité des individus à rechercher l'épanouissement personnel dans la quête de la vérité ?
- Que faut-il faire pour garantir aux travailleurs, ou à ceux qui sont prêts à travailler, un salaire décent leur permettant de vivre dans la dignité et de subvenir aux besoins de leur famille, ou pour réduire la pauvreté au Canada ? Faut-il envisager une politique de revenu de base ? Dans l'affirmative, quelle forme devrait-elle prendre ? Qu'est-ce qui peut ou doit être fait par les provinces, et qu'est-ce qui doit être laissé au gouvernement fédéral, ou aux organisations privées ou communautaires ?
- Il a été observé que les niveaux d'endettement des personnes âgées augmentent, en particulier à mesure que les coûts des soins de longue durée dans la dignité augmentent. Que peut-on ou doit-on faire pour réduire la pauvreté et l'endettement des personnes âgées ?

PIB et bien-être

Pendant des décennies, les gouvernements se sont concentrés exclusivement sur le produit intérieur brut - une mesure de la productivité pure d'une économie - comme la meilleure mesure de la santé économique nationale. Plus récemment, certains ont commencé à plaider en faveur d'un indice plus large du bien-être national, qui inclurait des facteurs tels que la santé physique et émotionnelle de la population, la santé de l'environnement, l'équité en matière de logement, de revenus et d'opportunités, ainsi que la sécurité alimentaire, en plus de la production brute.

Récemment, quelques partis ont commencé à proposer des indices de "bien-être" alternatifs, basés sur des facteurs sélectionnés pour représenter la santé, le bonheur et le bien-être de la société et de ses membres individuels. En 2019, le gouvernement actuel a discrètement introduit une nouvelle mesure de la "qualité de vie" dans ses instructions aux nouveaux ministres, et a fait en sorte qu'un "hub de la qualité de vie" soit publié sur Internet à l'adresse <https://www160.statcan.gc.ca/index-eng.htm>. Le Hub présente l'indice, un projet de méthode pour le mesurer et sollicite l'avis du public.



The Government's index considers 85 key indicators relating to five factors – prosperity, health, society, environment, and good governance, viewed through lenses of fairness and including and sustainability and resilience. How do the proposed factors and lenses relate to the seven themes of social justice, namely:

- Life & Human Dignity
- Stewardship of Creation
- Family, Community & the Common Good
- An Economy for All
- Individual Rights & Responsibilities
- Solidarity
- Good Governance?

- Laquelle de ces approches est la plus susceptible de refléter le bien-être des populations nationales, provinciales ou locales, actuelles et futures, et leur capacité à s'épanouir dans la recherche et la découverte de la vérité ?
- Que peut-on ou doit-on faire d'autre pour que l'économie canadienne soit au service de la population, et non l'inverse ? -
Comment les catholiques devraient-ils répondre à l'appel à commentaires du gouvernement, avec des consciences bien formées et dans la prière ?

Entreprises et sociétés

Pendant des décennies, les groupes de pression et les écoles de commerce ont enseigné que le seul objectif légitime d'une société commerciale était de gagner de l'argent pour ses actionnaires. Plus récemment, certains acteurs du monde des affaires ont commencé à plaider en faveur d'un rôle plus large pour les entreprises, afin d'inclure le service de leurs employés, de leurs clients et de la communauté, ainsi que la protection de l'environnement comme faisant partie du rôle propre d'une entreprise. À titre d'exemple, une initiative des Nations unies a débouché sur des normes de responsabilité sociale des entreprises, connues sous le nom de normes "environnementales, sociales et de gouvernance" ou "ESG".

- Laquelle de ces définitions d'objets est la plus cohérente avec les enseignements de l'Église ? Faut-il faire quelque chose pour encourager le développement d'une culture d'entreprise qui vise à servir les personnes, les communautés et les générations futures, en plus des profits ? Si oui, quoi et par qui - investisseurs, actionnaires, directeurs, consommateurs ou gouvernements ?

L'individu et la société : Droits, responsabilités et subsidiarité

Libertés civiles | Droits de l'homme | Responsabilités : Participation et subsidiarité

Dans la société humaine, au droit d'une personne correspond un devoir chez toutes les autres personnes... Ceux donc qui revendiquent leurs propres droits, mais qui oublient ou négligent d'accomplir leurs devoirs respectifs, sont des gens qui construisent d'une main et détruisent de l'autre. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)

L'enseignement catholique

Droits civils et libertés

Chaque membre de la société bénéficie d'un certain nombre de droits. **Ces droits s'accompagnent de responsabilités.**

En termes catholiques, un "droit" a été défini comme un pouvoir moral subjectif, résidant dans la personne qui le pose, "de faire, de détenir ou d'extraire quelque chose", qui fonctionne en faisant appel à la volonté d'autrui par l'intermédiaire de l'intellect d'autrui. Elle doit être distinguée de la puissance, c'est-à-dire de la force physique ou du pouvoir d'enlever quelque chose à quelqu'un d'autre. - Fr John Hardon, SJ, *Modern Catholic Dictionary (Dictionnaire catholique moderne)*

L'histoire du péché de l'homme commence lorsqu'il ne reconnaît plus le Seigneur comme son Créateur et qu'il veut être lui-même celui qui détermine, en toute indépendance, ce qui est bon et ce qui est mauvais. "Vous serez comme Dieu, vous connaîtrez le bien et le mal" (Gn 3,5) : ce fut la première tentation, et elle se retrouve dans toutes les autres tentations auxquelles l'homme est plus facilement enclin à céder à la suite de la chute originelle. - Pape Saint Jean-Paul II, *Veritatis splendor*

Les exigences du bien commun... sont étroitement liées au respect et à la promotion intégrale de la personne et de ses droits fondamentaux. Ces exigences concernent avant tout l'engagement pour la paix, l'organisation des pouvoirs de l'État, un



Droits civils et libertés

Liberté d'expression

Le Bloc affirme que : - Les

débats de société québécois, aussi passionnés soient-ils, sont menés à bien grâce à la liberté d'expression de chacun d'entre nous

- il s'oppose à la censure, à l'interdiction des débats de société et à la restriction des sujets pouvant être discutés sur la place publique, notamment dans les universités, elle continue de condamner sans réserve la haine en ligne, l'intimidation et tous les types de discours haineux, diffamatoires, d'incitation à la haine raciale, à la violence, ou toute autre forme de discours qui constitue une infraction à la loi et mérite d'être dûment sanctionné
- elle est fière de promouvoir le respect, l'écoute, l'empathie, le civisme et l'intelligence dans l'usage de la liberté d'expression

Équité entre les hommes et les femmes

Le Bloc affirme que : - l'

égalité entre les femmes et les hommes est une des valeurs fondamentales de la nation québécoise

- il lutte pour préserver les droits des femmes et reconnaît que la meilleure façon d'éviter les reculs est d'aller de l'avant
- la lutte contre la pandémie est une occasion de mettre en place une relance inclusive qui valorise le leadership des femmes dans les décisions publiques, dans les entreprises et dans leur communauté
- il est résolument féministe et continuera de défendre les droits des femmes pour la justice, travail et d'équité
- elle réitère et défend le droit inaliénable des femmes à disposer de leur corps
- elle entend mettre fin à l'abandon par l'assurance-emploi des jeunes mères lorsqu'elles perdent leur emploi à la fin de leur congé parental
- elle veut encourager la participation des femmes à la vie politique en instaurant un remboursement plus élevé pour les partis politiques qui élisent un plus grand nombre de femmes que d'hommes
- elle exigera qu'Ottawa contribue aux initiatives québécoises en matière de soutien, de formation et de réseautage pour les femmes entrepreneures

Logement

Le Bloc Québécois préconise - un

réinvestissement progressif du fédéral dans le logement social, communautaire et vraiment abordable jusqu'à ce qu'il atteigne 1 % de ses revenus annuels totaux afin d'assurer un financement constant et prévisible

- la consécration de toutes les propriétés fédérales excédentaires au développement du logement social, communautaire et très abordable pour contribuer à réduire la crise du logement

- une taxe sur la spéculation immobilière pour contrer la hausse artificielle des marchés

- une réforme du régime d'accession à la propriété pour tenir compte des différentes réalités des ménages québécois et des situations familiales de plus en plus diversifiées, incluant un engagement du gouvernement fédéral de réorganisation financière des différents programmes issus de la Stratégie nationale de l'habitation pour créer un fonds d'acquisition. La création d'un

tel fonds permettrait aux coopératives et aux OSBL d'acquérir des immeubles d'habitation actuellement accessibles sur le marché privé, de préserver leur caractère abordable et d'en faire des logements sociaux, communautaires et très abordables

- en s'assurant que le Québec reçoit sa juste part du financement inconditionnel des programmes fédéraux en itinérance, tout en demandant que les sommes allouées au cours de la dernière année lors de la pandémie soient pérennisées

Participation et subsidiarité

système juridique sain, la protection de l'environnement et la fourniture à tous des services essentiels, dont certains sont en même temps des droits de l'homme : l'alimentation, le logement, le travail, l'éducation et l'accès à la culture, les transports, les soins de santé de base, la liberté de communication et d'expression, et la protection de la liberté religieuse. -164-166, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*.

Racisme et discrimination

L'unité de la famille humaine **n'est pas encore une réalité**. Cela est dû à des obstacles provenant d'idéologies matérialistes et nationalistes qui contredisent les valeurs de la personne considérée intégralement dans toutes ses dimensions, matérielles et spirituelles, individuelles et communautaires. **En particulier, toute théorie ou forme de racisme et de discrimination raciale est moralement inacceptable.** -433, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Conscience et religion

L'Église catholique met l'accent, entre autres droits, sur le **droit à la liberté religieuse**. L'accent est mis sur la valeur primordiale du droit à la liberté religieuse : "**Tous les hommes doivent être à l'abri de toute contrainte de la part d'individus ou de groupes sociaux et de tout pouvoir humain, de telle sorte que nul ne soit contraint d'agir d'une manière contraire à ses propres convictions, que ce soit en privé ou en public, seul ou en association avec d'autres, dans de justes limites**". Le respect de ce droit est un signe révélateur du "progrès authentique de l'homme dans tout régime, dans toute société, tout système ou tout milieu". -320, 321 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Avec la légalisation de l'euthanasie, de la mort médicalement assistée et de l'avortement, il est essentiel que les prestataires de soins de santé dont les convictions morales les plus

Le Bloc n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les responsabilités de l'individu à contribuer ou à participer à la société.

Institutions sociales et civiques

Le Bloc n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les rôles, les objectifs ou les droits des institutions sociales ou civiques.



Droits civils et humains

Le parti déclare que :

- le droit à la vie est le premier droit de l'homme
- la liberté d'expression est le deuxième et est essentielle si nous voulons défendre les droits de l'homme
- tous les Canadiens méritent un traitement égal devant la loi
- cela mettrait fin aux affaires frivoles concernant les "droits de l'homme" ; l'argent des contribuables ne devrait pas être utilisé pour promouvoir l'agenda de groupes d'intérêts particuliers

Conscience et religion

Le parti déclare que : - l'

islam radical s'est avéré être une menace pour la démocratie occidentale

- la charia est incompatible avec la culture et le patrimoine du Canada et avec la Charte canadienne des droits et libertés
- il rejette les pratiques culturelles islamiques telles que les "crimes d'honneur", les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, les conversions forcées et l'abattage inhumain d'animaux (abattage Halal).

Les partisans du parti :

- la liberté de pratiquer toutes les religions tant qu'elles ne nuisent pas à autrui. La liberté de religion ne protège pas les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur, les mariages forcés, les épouses multiples, etc.
- rétablir la protection contre le suicide assisté et l'euthanasie. Nous voulons tuer la douleur, pas le patient
- un meilleur accès aux soins palliatifs de confort et la protection de la conscience des professionnels de la santé ; aucun Canadien ne devrait être contraint de violer sa conscience.

Discours et vérité

Le parti déclare que :

- la liberté d'expression est le deuxième droit de l'homme le plus important, après le droit à la vie
- sans liberté d'expression, nous ne pouvons défendre aucun droit de l'homme
- la plupart des grands médias au Canada, y compris la CBC financée par l'État, ont un parti pris contre la vision du monde et les politiques chrétiennes

Les partisans du parti :

- utiliser nos voix et notre liberté pour défendre notre liberté - "l'utiliser ou la perdre !"
- supprimer le financement de la CBC et s'attaquer à la question de la partialité des médias

Égalité des sexes, vie privée, propriété privée

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière d'égalité des sexes, de vie privée ou de droit à la propriété privée.

Logement

Pour rendre le logement plus abordable, le parti préconise de -

- réduire les achats de maisons, d'entreprises et de terres agricoles par des étrangers
- renforcer l'unité familiale, réduire les divorces et la nécessité pour un couple d'entretenir deux maisons

profondes leur disent que ces procédures sont mauvaises ne soient pas forcés d'y participer. Selon l'enseignement catholique, les travailleurs doivent être protégés contre toute atteinte à leur conscience ou à leur dignité personnelle.

C'est un grave devoir de conscience que d'éviter de coopérer, même formellement, à des pratiques contraires à la loi de Dieu.

Liberté d'expression : vérité, presse et médias

L'information est l'un des principaux instruments de la participation démocratique. Il est impensable de participer sans comprendre la situation de la communauté politique, les faits et les solutions proposées aux problèmes.

Il est nécessaire de garantir un réel pluralisme dans la diffusion de l'information, en veillant à ce que les formes et les instruments d'information et de communication soient multiples. Une attention particulière doit être accordée au phénomène du contrôle des médias d'information par un petit nombre de personnes ou de groupes. Les médias doivent être utilisés pour construire et soutenir la communauté humaine dans ses différents secteurs : économique, politique, culturel, éducatif et religieux. La société a droit à une information fondée sur la vérité, la liberté, la justice et la solidarité. La **question essentielle est de savoir si le système d'information actuel contribue à l'amélioration de la personne humaine, c'est-à-dire** s'il rend les gens plus mûrs spirituellement, plus conscients de la dignité de leur humanité, plus responsables ou plus ouverts aux autres, en particulier aux plus démunis et aux plus faibles. Un autre aspect très important est que les **nouvelles technologies doivent respecter les différences culturelles légitimes**. Dans le monde des médias, les difficultés intrinsèques de la communication sont souvent exacerbées par l'idéologie, le désir de profit et de contrôle politique, la rivalité et les conflits entre groupes, et d'autres maux sociaux. Les valeurs et principes moraux s'appliquent également

- rendre plus abordable le rôle de parent au foyer

Droit aux armes

Le parti déclare que :

- lorsque les armes sont interdites, seuls les hors-la-loi ont des armes
- le problème, ce sont les crimes violents, pas les armes à feu

Participation et subsidiarité

Provinces, territoires et municipalités

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les droits ou les responsabilités des provinces, des municipalités ou des territoires.

Participation et subsidiarité

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les responsabilités de l'individu à contribuer ou à participer à la société.

Institutions sociales et civiques

Le Parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les rôles, les objectifs ou les droits des institutions sociales ou civiques.



Droits civils et libertés

Le parti déclare qu'il a commencé et mené la lutte pour les droits de l'homme dans le Canada moderne, notamment sous la direction du Premier ministre John George Diefenbaker, et qu'il continuera à défendre les droits de l'homme pour tous les Canadiens.

Discrimination

Le parti déclare que : - l'

interdiction du sang est une question de droits de l'homme qui aurait dû être réglée depuis longtemps, et il préconise d'y mettre fin

- il s'est clairement opposé aux thérapies de conversion et aux tentatives de changement forcé de l'orientation sexuelle d'une personne, et il préconise de mettre en œuvre l'interdiction promise par le gouvernement actuel, qui a été reportée à plusieurs reprises. En utilisant les explications du ministère de la justice sur l'intention de l'interdiction, elle précisera que l'interdiction ne criminalise pas les conversations non coercitives, ce qui rassurera les parents et autres personnes qui craignent que des conversations légitimes soient criminalisées.

Conscience et religion

Le parti préconise -

protéger les droits de conscience des professionnels de la santé, afin d'éviter qu'ils n'abandonnent leur profession

- encourager les organisations confessionnelles et autres organisations communautaires à développer leur offre de soins palliatifs et de longue durée

Liberté d'expression ; vérité, presse et médias

Pour promouvoir la liberté d'expression sur les campus et veiller à ce que les universités et les collèges restent des bastions de débats et d'idées libres, le parti préconise de collaborer avec les provinces et les territoires pour veiller à ce que les établissements publics d'enseignement postsecondaire tiennent compte de l'éventail des perspectives qui composent le Canada en s'engageant à respecter la liberté d'expression et la liberté académique.

La haine en ligne

aux médias.... 414-416, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Équité entre les sexes

Le génie féminin est nécessaire dans toutes les expressions de la vie de la société. Le premier pas indispensable dans cette direction est la possibilité concrète d'accéder à la formation professionnelle. La persistance de nombreuses formes de discrimination attentatoires à la dignité et à la vocation des femmes est due à **une longue série de conditionnements qui pénalisent les femmes**, qui se sont vues reléguées en marge de la société et même réduites à la servitude... Il est urgent de reconnaître effectivement les droits des femmes sur le lieu de travail, **en particulier sous les aspects de la rémunération, de l'assurance et de la sécurité sociale.** -295, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Propriété

La propriété privée et les autres formes de propriété privée des biens "assurent à la personne une sphère hautement nécessaire à l'exercice de son autonomie personnelle et familiale et doivent être considérées comme un prolongement de la liberté humaine... stimulant l'exercice de la responsabilité, elles constituent l'une des conditions de la liberté civile". -171, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

La doctrine sociale de l'Église exige que la propriété des biens soit également accessible à tous, afin que tous puissent devenir, au moins dans une certaine mesure, propriétaires. **Le monde existe pour tous, car nous sommes tous nés avec la même dignité.** Les différences de couleur, de religion, de talent, de lieu de naissance ou de résidence, et tant d'autres, ne peuvent être utilisées pour justifier les privilèges de certains au détriment des droits de tous. En tant que communauté, **nous avons l'obligation de veiller à ce que chaque personne vive dans la dignité et dispose de possibilités suffisantes pour son développement intégral.** -176, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Le parti déclare que :-

il condamne et s'opposera toujours à la diffusion de discours haineux, de discours incitant à la violence et de matériel sexuellement abusif
- il luttera contre la présence croissante de l'exploitation sexuelle en ligne, de la traite des êtres humains et des groupes extrémistes

Pour mieux protéger les Canadiens, le parti préconise de -

lutter contre l'incitation à la haine en ligne en criminalisant clairement les déclarations qui encouragent les actes de violence contre d'autres personnes ou des groupes identifiables, tout en protégeant les formes d'expression, de critique et d'argumentation qui n'encouragent pas la violence
- fournir 25 millions de dollars aux forces de l'ordre pour leur permettre de suivre plus rapidement et d'enquêter sur les menaces de violence en ligne, les discours haineux, l'exploitation sexuelle, la traite des êtres humains et les campagnes de désinformation menées par des gouvernements étrangers ou des groupes extrémistes
- créer une obligation légale plus stricte pour les plateformes de médias sociaux de supprimer les contenus illégaux, tels que ceux qui incitent à la violence.

Le parti déclare qu'il ne préconise pas :- des restrictions à la liberté d'expression légitime. La liberté de parole, la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des principes fondamentaux du droit canadien et de la démocratie canadienne

- la censure de matériel qui n'est pas de nature criminelle simplement parce que certains peuvent le trouver offensant.

Équité

entre les hommes et les femmes

Le parti déclare que la réalité est que les femmes au Canada rencontrent des obstacles à l'égalité des chances tout au long de leur vie :- les filles canadiennes, à l'approche de l'adolescence, subissent des niveaux plus élevés d'abus et de violence et des baisses plus importantes de santé mentale et de confiance que les garçons
- les femmes âgées au Canada subissent des niveaux plus élevés d'abus, de violence et de pauvreté que les hommes
- comme l'ont montré récemment des recherches approfondies publiées par le Globe and Mail et d'autres, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est toujours une réalité au sein de la main-d'œuvre canadienne.

Le parti préconise un plan global pour garantir des opportunités aux femmes, notamment -

pour augmenter les opportunités pour les femmes, mettre en œuvre une stratégie nationale de mentorat pour les femmes de tous âges, y compris les adolescentes, pour les préparer et leur donner accès à des réseaux qui leur permettront d'occuper des postes de direction au sein des entreprises canadiennes et de la société civile - rechercher des candidates qualifiées pour les nominations fédérales

- exiger des sociétés sous réglementation fédérale et des organisations mandatées par le gouvernement fédéral qu'elles mettent en œuvre des plans de recrutement officiels pour rechercher des candidates qualifiées pour les postes de direction

- éradiquer la culture du harcèlement sexuel qui persiste dans un trop grand nombre d'institutions du gouvernement fédéral, y compris les Forces armées canadiennes et la GRC, et veiller à ce que le gouvernement du Canada serve d'exemple pour le pays en matière d'environnement de travail sûr et respectueux

Le parti déclare que :-

- un lieu de travail sûr et respectueux, exempt de harcèlement sexuel, est essentiel pour que les femmes réussissent sur le marché du travail.

- Au vu des récents événements survenus dans l'armée, il prendra des mesures concrètes pour garantir que les Forces armées canadiennes - et l'ensemble du gouvernement fédéral - sont des lieux de travail sûrs et respectueux, en commençant par veiller à ce que les enquêtes sur les fautes sexuelles soient menées par des enquêteurs extérieurs à la chaîne de commandement.

Vie privée

Le parti déclare qu'il estime que la confidentialité des données numériques est un droit fondamental qui nécessite d'urgence une protection renforcée par le biais de la législation et de son application, et que

Les Canadiens doivent avoir le droit de comprendre et de contrôler la collecte, l'utilisation, le contrôle, la conservation et la divulgation de leurs données personnelles.

À cette fin, il préconise l'adoption d'une législation forte pour protéger la vie privée plus efficacement que le projet de loi C-11 du gouvernement actuel

Logement

Le parti affirme que le Canada traverse une crise du logement et que :- l'

accès à un logement - qu'il s'agisse d'un loyer ou d'un achat - est de plus en plus difficile pour les Canadiens dans l'ensemble du pays

- la cause principale est que l'offre ne suit pas la demande. Les gouvernements n'ont pas permis aux Canadiens de construire suffisamment de logements pour faire face à la croissance de la population

.

Ne pas partager nos richesses avec les pauvres, c'est les voler et les priver de leurs moyens de subsistance. Les richesses que nous possédons ne sont pas les nôtres, mais aussi les leurs... Les autres droits relatifs aux biens nécessaires à l'épanouissement intégral des personnes, y compris celui de la propriété privée ou de tout autre type de propriété, ne doivent en aucun cas entraver [ce droit], mais doivent au contraire en faciliter activement la mise en œuvre. *Fratelli tutti, -188-120*

Droits de l'homme

L'Église reconnaît également un certain nombre de droits de l'homme, notamment

- **le droit à la vie, dont fait partie** intégrante le droit de l'enfant à se développer dans le sein de sa mère dès le moment de la conception
- **le droit de vivre dans une famille unie** et dans un environnement moral propice à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant
- le droit de développer son intelligence et sa liberté dans la recherche et la **connaissance de la vérité**
- **le droit de participer au travail** qui permet d'utiliser judicieusement les ressources matérielles de la terre et de tirer de ce travail les moyens de subvenir à ses propres besoins et à ceux des personnes à sa charge
- et le droit de **fonder librement une famille, d'avoir et d'élever des enfants** en exerçant sa sexualité de façon responsable.

L'Église insiste également sur les droits à un **logement adéquat, à l'eau potable, à une alimentation sûre et nutritive, à l'éducation et à l'accès à la culture, aux transports et aux soins de santé de base.** - 151-166
Compendium de la doctrine sociale de l'Église

Responsabilités individuelles

"Dans la société humaine, au droit d'un homme correspond un devoir chez toutes les autres personnes : le devoir de reconnaître et de respecter le droit en question. "C'est **pourquoi ceux qui revendiquent leurs propres droits, tout en oubliant ou en négligeant d'accomplir**

Pour augmenter rapidement l'offre de logements, le parti préconise la mise en œuvre d'un plan de construction d'un million de logements en trois ans : - en tirant parti des investissements fédéraux dans les infrastructures pour augmenter l'offre de logements, notamment en construisant des infrastructures de transport public qui relient les logements et les emplois en amenant les transports publics là où les gens achètent des logements ;

en incitant les promoteurs à construire des logements, en encourageant les Canadiens à investir dans le logement locatif en étendant la possibilité de reporter l'impôt sur les gains en capital en cas de vente d'un bien locatif et de réinvestissement dans un logement locatif, ce qui est actuellement exclu ; et en explorant la possibilité de convertir des espaces de bureaux inutiles en logements.

- poursuivre l'engagement en faveur de la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada en adoptant une stratégie "pour les autochtones, par les autochtones" - réclamée depuis longtemps par les défenseurs du logement autochtone - afin de mettre un terme au paternalisme fédéral et de promouvoir au contraire un partenariat avec les communautés autochtones et de donner aux peuples autochtones l'autonomie nécessaire pour répondre à leurs propres besoins en matière de logement
- améliorer les Community Land Trusts pour le logement abordable en créant une incitation pour les entreprises et les propriétaires privés à donner des propriétés aux Land Trusts pour le développement de logements abordables, d'une manière similaire à celle qui existe pour le don de terres aux réserves écologiques.

Spéculation étrangère

Pour éradiquer les activités corrompues qui font grimper les prix de l'immobilier et rendent l'accession à la propriété inaccessible, le parti préconise de - la mise en œuvre de changements complets à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement du terrorisme, afin de donner au CANAFE, aux forces de l'ordre et aux procureurs les outils nécessaires pour identifier, arrêter et poursuivre le blanchiment d'argent sur les marchés immobiliers canadiens

- l'établissement d'un registre fédéral des propriétaires réels pour les biens résidentiels

- l'examen attentif des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique, qui fait un travail important, et la mise en œuvre rapide des recommandations au niveau fédéral.

Pour arrêter et inverser les effets inflationnistes des acheteurs étrangers et de la spéculation sur le marché du logement, le parti préconise de veiller à ce que le logement au Canada soit vraiment destiné en premier lieu aux citoyens et résidents canadiens, en interdisant aux investisseurs étrangers qui ne vivent pas ou ne s'installent pas au Canada d'acheter des maisons ici pendant une période de deux ans, après quoi cette interdiction sera réexaminée, et en encourageant plutôt l'investissement étranger dans des logements locatifs construits à cet effet et abordables pour les Canadiens.

Hypothèques immobilières

Pour rendre les hypothèques immobilières plus abordables, le parti préconise :

- encourager un nouveau marché pour les hypothèques de sept à dix ans afin d'assurer la stabilité à la fois pour les acheteurs d'une première maison et pour les prêteurs, en ouvrant une autre voie sûre vers l'accession à la propriété pour les Canadiens, et en réduisant la nécessité de tests de résistance hypothécaire

- en supprimant l'obligation de réaliser un test de résistance lorsqu'un propriétaire renouvelle une hypothèque avec un autre prêteur, au lieu de le faire uniquement lorsqu'il reste avec son prêteur actuel, comme c'est le cas à l'heure actuelle, augmenter la concurrence et aider les propriétaires à accéder à des options plus abordables

- augmenter la limite d'éligibilité à l'assurance hypothécaire et l'indexer sur l'inflation des prix de l'immobilier, afin de permettre aux personnes vivant sur des marchés immobiliers très chers et disposant d'une mise de fonds inférieure à 20 % d'accéder à la propriété

- modifier le test de résistance hypothécaire pour qu'il ne soit plus discriminatoire à l'égard des propriétaires de petites entreprises, des entrepreneurs et des autres employés non permanents, y compris les travailleurs occasionnels

- s'opposer à l'imposition des plus-values sur la vente des résidences principales.



Droits civils et libertés

Le parti déclare que :

- dans le passé, le Canada était considéré comme un lieu de diversité et d'inclusion. Le moment est venu de décider si le Canada tiendra effectivement la promesse d'une société juste dans les années à venir

- les crimes haineux sont en hausse : que fera-t-on pour y mettre fin ?

- des milliers d'enfants autochtones ont été découverts dans des tombes anonymes à travers le pays : comment allons-nous réparer cette tragédie ?

- des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer le démantèlement du racisme systémique : quand et comment y parviendrons-nous ? -

leurs devoirs respectifs, sont des gens qui construisent d'une main et détruisent de l'autre. -156 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Subsidiarité

La subsidiarité est le principe selon lequel **chaque élément de la société doit servir son propre objectif et aider les autres à servir le leur, l'objectif principal étant d'encourager et de permettre le développement humain authentique de l'individu.**

L'une des conséquences de ce principe est que **chaque individu, et les petits groupes de personnes, devraient être autorisés à prendre eux-mêmes toutes les décisions qui peuvent leur être confiées de manière responsable, plutôt que de les confier à des groupes plus importants ou à des autorités plus grandes, et que l'on attend d'eux qu'ils le fassent.** L'une des prémisses de ce principe est que nous sommes tous responsables de notre propre salut, dans les limites des dons et des défis dont Dieu nous a dotés. Il s'agit de **l'un des enseignements sociaux fondamentaux de l'Église**, car il contribue à garantir que chaque individu est en mesure de trouver son propre chemin vers Dieu.

Familles, individus et société civile

On ne peut promouvoir la dignité de la personne sans se préoccuper de la **famille, des groupes, des associations, des réalités territoriales locales**, bref de cet ensemble d'expressions économiques, sociales, culturelles, sportives, récréatives, professionnelles et politiques auxquelles les personnes donnent spontanément vie et qui leur permettent de réaliser une croissance sociale effective. C'est **le domaine de la société civile...** Ce réseau de relations renforce le tissu social et constitue la base d'une véritable communauté de personnes, permettant la reconnaissance de formes supérieures d'activité sociale.

La communauté politique est établie pour être au service de la société civile, dont elle

Toutefois, si la discrimination systémique est abordée comme une idée nouvelle, nous n'avons pas compris son histoire et sa nature intrinsèque

- elle comprend que la discrimination systémique se présente sous de nombreuses formes et cherche à la combattre dans toutes les sphères publiques, en encourageant l'autodétermination des indigènes, en offrant un traitement équitable aux jeunes, en s'attaquant à la haine fondée sur l'identité et en veillant à ce que la création d'une société juste soit au centre de toutes les prises de décision.

Racisme et discrimination

Le parti déclare que :

- il incombe aux dirigeants politiques de renforcer la cohésion au sein de notre société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation.
- il n'existe pas de solution unique et universelle pour mettre fin à l'oppression systématique à laquelle sont confrontés les Noirs, les peuples autochtones, les personnes de couleur, les membres de la communauté LGBTQ+ et les membres d'autres groupes en quête d'équité. Le gouvernement fédéral peut et doit toutefois prendre certaines mesures pour remédier à ces injustices de longue date
- il est profondément engagé dans des actions immédiates et à long terme qui s'attaqueront réellement au racisme systémique dans nos institutions publiques, et continuera à proposer des solutions audacieuses, justes et nécessaires.

Pour mettre fin au racisme systémique, le parti préconise de - la

mise en œuvre des recommandations, des appels à l'action et des appels à la justice, y compris la mise en œuvre des recommandations pour commencer à démanteler le racisme systémique dans les institutions canadiennes et tous les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et les recommandations du rapport du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine sur sa mission au Canada.

Pour mettre fin à la discrimination systémique dans la fonction publique fédérale, le parti préconise

- une révision majeure de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, qui s'applique à près de 1.5 millions de travailleurs dans la fonction publique fédérale, les sociétés d'État, les Forces canadiennes et de nombreuses industries réglementées par le gouvernement fédéral, y compris des contributions supplémentaires de la part de travailleurs ayant vécu des expériences de racisme et de discrimination systémiques ; et un délai et des ressources supplémentaires pour que le groupe de travail mène à bien une consultation complète avec les communautés marginalisées ;
- réduction du financement de la GRC, afin de la limiter à son rôle principal, y compris un examen immédiat et complet du rôle de la GRC dans le maintien de l'ordre dans les municipalités et les réserves et des autres fonctions de la GRC, et l'identification des domaines dans lesquels il est possible de décharger la police et de réduire les dépenses policières ; et la collaboration avec les provinces et les municipalités afin de réduire les dépenses policières dans ces domaines, y compris la mise en place d'un système de gestion des ressources humaines.

Les gouvernements doivent cesser de couvrir des services tels que les premiers intervenants en santé mentale, les agents scolaires, l'application des règlements, la police de la circulation et la criminalisation de la pauvreté

- en plaidant pour la fin des contrôles policiers dans les rues, des cartes d'identité et des arrestations et détentions arbitraires. Il a été démontré que ces pratiques ciblent de manière disproportionnée les Noirs et les Autochtones au Canada
- investir les fonds qui sont retirés des services de police dans les services sociaux et communautaires, qui sont plus efficaces pour prévenir et réduire la criminalité, renforcer les individus et les communautés, et créer une société plus juste. Il s'agira notamment d'apporter des réponses alternatives aux appels de santé mentale, d'investir dans des programmes extrascolaires pour les jeunes, d'apporter un soutien en matière de santé mentale aux jeunes et aux adultes, et d'accroître les possibilités d'emploi

La haine identitaire

Le parti déclare que : - la haine est en hausse au Canada

- l'islamophobie, la haine anti-asiatique, l'antisémitisme, la haine anti-Noirs et la discrimination LGBTQ2S+ fondée sur l'identité ont augmenté ces dernières années
- les doctrines de suprématie raciale et religieuse sont une menace permanente, et il est du devoir de nos gouvernements d'identifier, d'exposer et d'éradiquer les mouvements suprémacistes et de veiller à ce que ceux qui promeuvent et diffusent de telles idéologies sachent qu'il n'y aura pas d'endroit sûr ou de coin sombre où leurs croyances pourront s'épanouir
- le silence enhardit la haine ; la haine déshumanise et la déshumanisation facilite les atrocités. Il incombe aux dirigeants politiques de renforcer la cohésion au sein de notre société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation.

Le parti préconise -

rejeter et condamner les idéologies extrémistes qui promeuvent la violence, notamment en évitant de créer et d'exploiter dangereusement les divisions, ce qui sape les fondements

est issue... Cette vision est remise en cause par les idéologies politiques de nature individualiste et celles de caractère totalitaire, qui tendent à absorber la société civile dans la sphère de l'État. La communauté politique et la société civile **ne sont pas égales dans la hiérarchie des finalités**. La communauté politique est essentiellement au service de la société civile et, en dernière analyse, des personnes et des groupes qui la composent.

L'Etat doit fournir un cadre juridique adéquat pour que les sujets sociaux puissent exercer librement leurs différentes activités et il doit être prêt à intervenir, lorsque cela est nécessaire et dans le respect du principe de subsidiarité, pour que le jeu des associations libres et de la vie démocratique soit orienté vers le bien commun. -185, 417, 418
Compendium de la doctrine sociale de l'Église

Gouvernements subsidiaires : provinces, municipalités, territoires et sociétés autochtones

Le principe de subsidiarité s'oppose aux diverses formes de centralisation, de bureaucratisation et d'assistance sociale, ainsi qu'à la présence injustifiée et excessive de l'État dans les mécanismes publics... De même qu'il est gravement répréhensible d'enlever aux individus ce qu'ils peuvent accomplir par leur propre initiative et industrie et de le donner à la communauté, de même c'est une injustice et en même temps un mal grave et une perturbation du bon ordre que d'attribuer à une association plus grande et plus élevée ce que des organisations moins grandes et subordonnées peuvent faire. -185,
Compendium de la doctrine sociale de l'Église

à long terme de notre démocratie

- entreprendre tous les efforts dans l'optique de renforcer la cohésion au sein de notre société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation
- élaborer de meilleures lignes directrices pour lutter contre l'instrumentalisation de la liberté d'expression en vue de promouvoir le discours haineux et la propagande
- financer la collecte de données sur la propagation de la haine en ligne et de la violence dans le monde réel, et soutenir les groupes de recherche et de défense qui cherchent à lutter contre la haine en ligne et les incidents hors ligne.

Vie privée

Pour protéger la vie privée, la vérité et la démocratie à l'ère numérique, le parti préconise : -

- consacrer les droits numériques des citoyens, y compris le "droit de ne pas être profilé en ligne", par exemple en suivant l'exemple de l'Union européenne et en écoutant les recommandations du commissaire national à la protection de la vie privée du Canada. La réglementation doit faire la distinction entre le profilage démographique et les techniques de profilage psychométrique plus manipulatoires
- réduire la propagation de la désinformation en soutenant la recherche et le développement afin d'améliorer les solutions d'intelligence artificielle (IA) pour détecter la désinformation, la haine et la violence en ligne, de sorte que ce contenu puisse être dévalorisé et corrigé
- positionner le Canada en tant que leader mondial en exigeant des entreprises qui gèrent des plateformes en ligne à grande échelle qu'elles détectent et empêchent la prolifération de la désinformation et qu'elles demandent des comptes aux éditeurs de désinformation malveillante.
- investir dans des initiatives et des partenariats qui augmentent les possibilités et les capacités des citoyens à faire la différence entre la désinformation et un contenu de meilleure qualité, vérifiable et fondé sur des preuves, notamment en améliorant l'éducation aux médias et à la culture numérique pour tous les groupes d'âge

LGBTQI2+

Le parti déclare que : - il n'a jamais été aussi important de garantir un soutien adéquat aux communautés LGBTQI2+, en particulier dans le domaine de la santé mentale. Au cours de l'année écoulée, deux rapports de recherche nationaux^{13,14} ont démontré que les personnes LGBTQI2+ ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, en particulier les personnes LGBTQI2+ noires et racialisées

- un élément important du soutien consiste à prendre des mesures décisives contre les pratiques néfastes qui ont des effets graves sur la santé, telles que la thérapie de conversion.

Le parti préconise

- le soutien aux 23 recommandations énoncées dans le rapport du LGBT Purge Fund intitulé *Emerging from the Purge*, qui souligne que les personnes LGBTQI2+ continuent de faire l'objet d'une discrimination importante sur les lieux de travail fédéraux
- l'écoute des commentaires sur la nature appropriée des nouvelles questions du recensement fédéral de 2021 visant à recueillir des données sur les Canadiens trans et non binaires
- l'établissement d'un programme de financement au sein de Santé Canada pour soutenir les organisations communautaires offrant des programmes ciblés de santé mentale et de bien-être pour les jeunes LGBTQI2+, y compris la prévention du suicide, le soutien par les pairs, la prévention de la violence, la prévention de la violence sexuelle et la prévention de la toxicomanie,
- financer des programmes communautaires d'éducation et de sensibilisation qui permettent de mieux comprendre les réalités intersexes et la diversité des sexualités et des identités de genre, ainsi que des programmes d'orientation pour diriger les personnes trans, non binaires et bispirituelles vers les services appropriés -
- mettre fin au système discriminatoire, l'interdiction du sang, discriminatoire, non scientifique et homophobe
- l'interdiction et la condamnation de la pratique de chirurgies médicalement inutiles sur les enfants intersexués
- l'interdiction et la condamnation de la pratique de la thérapie de conversion, sous toutes ses formes
- la garantie de l'accès à des soins de santé sexuelle complets et à des soins de santé affirmant le genre, y compris les traitements hormonaux et les bloqueurs, et les chirurgies de confirmation du genre
- la garantie que les personnes trans, non binaires et bispirituelles, sans avoir recours à des chirurgies, sont en mesure d'accéder à des soins de santé sexuelle complets et d'affirmer leur genre, veiller à ce que les personnes trans, non binaires et bispirituelles puissent, sans avoir recours à la chirurgie, modifier la désignation de leur sexe sur tous les documents officiels délivrés par le gouvernement fédéral, conformément à leur identité de genre
- veiller à ce que le recensement national soit conçu de manière à refléter la diversité des identités de sexe et de genre et à poser les questions appropriées pour garantir une collecte de données adéquate, sûre et efficace
- exiger des installations accessibles dans tous les bâtiments fédéraux, y compris des toilettes neutres, des vestiaires, etc. tout en réaffirmant le droit des personnes trans, non binaires et bispirituelles d'utiliser les installations auxquelles elles s'identifient
- veiller à ce que le Canada plaide au niveau international pour mettre fin à la discrimination et à la violence sanctionnées par l'État à l'encontre des personnes LGBTQI2+
- soutenir toutes les recommandations du rapport *Sortir de la purge*, qui appelle à l'amélioration des politiques et des pratiques d'inclusion sur le lieu de travail.

Conscience et religion

Le parti déclare que :

- la haine est en hausse au Canada. Les doctrines de suprématie raciale et religieuse constituent une menace permanente, et il est du devoir de nos gouvernements d'identifier, d'exposer et d'éradiquer les mouvements suprémacistes et de veiller à ce que ceux qui promeuvent et diffusent de telles idéologies sachent qu'il n'y aura pas d'endroit sûr ou de coin sombre où leurs croyances pourront s'épanouir.

Liberté d'expression ; vérité, presse et médias

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant sa politique en matière de liberté d'expression, de vérité ou de médias.

Équité entre les hommes et les femmes

Le parti déclare que : - selon l'

Agence de santé publique du Canada, la majorité des personnes infectées et décédées à cause du COVID-19 sont des femmes

- il y a également une forte proportion de femmes qui travaillent en première ligne dans les services de santé, qui s'occupent des soins, du nettoyage et d'autres rôles essentiels. Ce sont des rôles dans lesquels les travailleurs sont à la fois exposés à un risque élevé de contracter le virus et à un risque élevé d'épuisement professionnel
- les femmes et les jeunes filles qui sont confrontées à des barrières et à des discriminations croisées ont connu des difficultés supplémentaires pendant la pandémie, notamment un écart croissant en matière d'emploi entre les groupes racialisés et non racialisés qui affecte les femmes de manière disproportionnée
- les mesures d'isolement imposées pour prévenir la propagation du virus ont eu quatre effets clés sur les femmes : (i) une augmentation des taux de violence fondée sur le sexe, (ii) un stress économique accru, (iii) une charge accrue des soins et des tâches ménagères, et (iv) un accès réduit aux services d'aide.

Le parti préconise : -

- en collaboration avec les organisations de femmes et les organisations autochtones, l'élaboration d'un plan d'action global à l'échelle du Canada - assorti d'un calendrier et d'un financement spécifique - pour éliminer la violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes de sexe différent - la mise en œuvre de toutes les recommandations de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées
- l'amélioration de l'accès aux refuges en investissant 40 millions de dollars sur quatre ans dans le Programme d'amélioration des refuges, ce qui permettra d'aménager plus de 2,100 places nouvelles ou rénovées dans les refuges de première étape et des centaines de places dans les maisons de transition
- un financement accru pour renforcer les enquêtes et les condamnations dans les affaires de traite des êtres humains
- l'opposition à toute mesure gouvernementale visant à réduire l'accès à un avortement sûr et légal
- des programmes élargis en matière de santé et de droits génésiques et d'éducation à la santé sexuelle et génésique
- un soutien accru aux mères à faible revenu
- l'adoption d'une législation sur l'équité salariale, comme l'a recommandé le groupe de travail sur l'équité salariale ; la mise en œuvre immédiate de l'équité salariale pour les femmes employées dans le secteur fédéral et le développement d'incitants fiscaux pour les entreprises qui respectent les normes les plus élevées en matière d'équité salariale et de genre
- la mise en place de programmes spécifiques de réinsertion professionnelle pour les femmes ayant des enfants et qui souhaitent reprendre leur vie professionnelle à temps partiel ou à temps plein
- la garantie que les critères pour les nouvelles nominations aux conseils et agences publics incluent l'égalité des chances pour les femmes
- le soutien à un plus grand engagement des femmes dans la vie politique du Canada en préconisant que tous les partis politiques nomment, forment et soutiennent davantage de femmes et de candidats diversifiés sur le plan du genre.

Logement

Les partisans du parti :

- nommer un ministre du logement pour renforcer la stratégie nationale du logement et superviser sa mise en œuvre en collaboration avec les ministres provinciaux, avec un objectif de 25 000 nouveaux logements et de 15 000 logements réhabilités par an pendant 10 ans
- augmenter le Fonds national de co-investissement dans le logement de 750 millions de dollars pour les nouvelles constructions, augmenter le Fonds national de co-investissement dans le logement de 750 millions de dollars pour les nouvelles constructions
- et l'allocation canadienne au logement de 750 millions de dollars pour l'aide au loyer de 125 000 ménages
- augmenter les contributions fédérales au logement par des investissements directs, des modifications de la politique fiscale et des programmes de prêts et de subventions
- créer une stratégie nationale pour les coopératives de logement afin d'encourager le développement de l'habitat coopératif
- éliminer la subvention pour l'achat d'un premier logement

Participation et subsidiarité

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les responsabilités de l'individu à contribuer ou à participer à la société.

Institutions sociales et civiques

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques sur les objectifs et les droits des institutions sociales ou civiques.



Droits civils et libertés

Conscience et religion

Le parti déclare qu'il propose de fournir 25,4 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans, et 0,6 million de dollars en permanence, au ministère du Patrimoine canadien pour continuer à soutenir la stratégie antiraciste du Canada et lutter contre toutes les formes de racisme, y compris, mais sans s'y limiter, le racisme anti-indigène, le racisme anti-Noir, le racisme anti-Asiatique, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie.

Racisme et discrimination

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée à la ministre des femmes, de l'égalité des sexes et de la jeunesse au début de son mandat actuel, le parti a donné des instructions à la ministre :

- donner la priorité à l'élaboration d'un plan d'action national décennal pour mettre fin à la violence sexiste, à l'achèvement du premier plan d'action fédéral LGBTQ2 du Canada et à la poursuite de la mise en œuvre de la politique de la jeunesse
- donner également la priorité à la création d'un nouveau volet de la stratégie pour l'emploi et les compétences des jeunes pour les Canadiens handicapés

Le parti déclare que : - l'

engagement de la nation à embrasser la diversité est un exemple pour le monde et un pilier de notre caractère national - une personne sur trois au Canada est membre d'une communauté minoritaire

racialisée ou religieuse. Nous travaillons ensemble, nous nous soutenons mutuellement, nous apprenons et nous prospérons en vivant les uns à côté des autres

- cependant, de nombreuses communautés minoritaires racialisées et religieuses au Canada continuent de se heurter à des obstacles et à des discriminations.

Le parti déclare en outre qu'au cours de son mandat actuel, il a pris des mesures importantes pour lutter contre le racisme systémique, la discrimination et la haine, notamment : - 85 millions de dollars sur quatre ans pour lancer la nouvelle stratégie antiraciste du Canada

- 100 millions de dollars sur cinq ans pour lancer le plan d'action fédéral 2SLGBTQI+

- 200 millions de dollars pour établir le Black-led Philanthropic Endowment Fund (fonds de dotation philanthropique dirigé par des Noirs), jusqu'à

à 265 millions de dollars sur quatre ans pour le Black Entrepreneurship Program

- 18 millions de dollars sur deux ans pour aider la Fondation canadienne des relations raciales à octroyer des subventions pour des interventions communautaires visant à lutter contre le racisme au Canada, y compris la montée du racisme anti-asiatique pendant la pandémie

- 21 millions de dollars sur cinq ans pour améliorer les soutiens juridiques aux victimes de racisme et de discrimination raciale.

5 millions de dollars pour améliorer le soutien juridique aux communautés racialisées

- mise en œuvre de la loi "Rien sans nous" sur l'accessibilité du Canada afin que les personnes handicapées puissent vivre dans un Canada sans obstacles d'ici 2040.

Crimes de haine

Le parti déclare que les crimes haineux signalés par la police ont augmenté de 72 % entre 2019 et 2021, et que la rhétorique haineuse est en hausse, et que la désinformation et la désinformation, à la fois en ligne et dans nos communautés, affectent de plus en plus la sécurité et le bien-être des Canadiens

Pour lutter contre la haine sous toutes ses formes, y compris la haine à laquelle sont confrontées les communautés 2SLGBTQI+, il propose d'introduire un nouveau plan d'action pour combattre la haine, qui comprend des mesures pour lutter contre la rhétorique et les actes haineux, en s'appuyant sur les mesures prises plus tôt au cours de son mandat, y compris : - fournir 49,5 millions de dollars sur cinq ans à Sécurité publique Canada pour améliorer et élargir le programme Collectivités à risque : Infrastructure de sécurité et lui

permettre de mieux répondre aux besoins changeants des collectivités en matière de sécurité

- fournir 25,4 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans, et 0,6 million de dollars en permanence, au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. 6 millions de dollars au ministère du Patrimoine canadien pour continuer à soutenir la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme et combattre toutes les formes de racisme, y compris, mais sans s'y limiter, le racisme autochtone, le racisme anti-Noir, le racisme anti-Asiatique, l'antisémitisme et l'islamophobie
- fournir 1,5 million de dollars sur deux ans au Bureau du Conseil privé pour créer un nouveau Secrétariat à la lutte contre le racisme, à l'équité et à l'inclusion afin de veiller à ce que les considérations relatives à la lutte contre le racisme, à l'équité et à l'inclusion soient prises en compte lors de l'élaboration des politiques du gouvernement fédéral

Soutien aux communautés noires canadiennes

Le parti déclare que les Canadiens noirs continuent de subir des inégalités persistantes en matière de revenus et d'emploi, tout en étant plus susceptibles d'être victimes de discrimination.

Le parti propose :

- de fournir 25 millions de dollars à Emploi et Développement social Canada pour l'Initiative d'appui aux communautés noires canadiennes, afin de continuer à renforcer les organisations communautaires dirigées par des Noirs et au service des Noirs, ainsi que le travail qu'elles accomplissent pour promouvoir l'inclusion
- de s'attaquer à la discrimination systémique dans l'emploi public et de veiller à ce que les fonctionnaires noirs puissent travailler dans un environnement sûr et sain qui soit équitable, diversifié et inclusif, de fournir 45,9 millions de dollars sur trois ans au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour créer un fonds de santé mentale pour les fonctionnaires noirs et établir des programmes de développement de carrière dédiés, y compris pour préparer les leaders noirs de la fonction publique à des postes de direction
- pour lutter contre le harcèlement, la discrimination et la violence sur le lieu de travail, fournir 6,9 millions de dollars sur deux ans au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour faire avancer un programme d'engagement réparateur afin d'habiliter les employés qui ont souffert de harcèlement et de discrimination, et pour conduire un changement culturel dans la fonction publique. De ce montant, 1,7 million de dollars proviendrait des ressources ministérielles existantes. Le financement soutiendra également un examen des processus de traitement des plaintes actuelles et historiques de harcèlement, de violence et de discrimination.

Liberté d'expression ; vérité, presse et médias

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de vérité, de liberté d'expression ou de médias.

Équité entre les hommes et les femmes

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel, il a réalisé des investissements records pour soutenir les femmes et les personnes issues de la diversité des genres, et qu'il propose d'apporter un nouveau soutien pour consolider les progrès importants qui ont été réalisés, notamment en allouant 160 millions de dollars sur trois ans au Programme pour les femmes afin de fournir un financement aux organisations canadiennes qui servent les femmes.

Participation et subsidiarité

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de participation, de subsidiarité ou de responsabilités individuelles.

Institutions sociales et civiques

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les objectifs et les droits des institutions sociales ou civiques.



Droits civils et libertés

Conscience et religion

Le parti déclare que pour lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Noirs, l'islamophobie et d'autres formes de haine qui se développent sur Internet, il préconise la convocation d'un groupe de travail national chargé de lutter contre la haine en ligne et de protéger la sécurité publique, et de veiller à ce que les plateformes de médias sociaux soient légalement responsables de la suppression des contenus haineux et extrémistes avant qu'ils ne causent des dommages.

Équité entre les sexes

Le parti affirme que :

- nos communautés et notre pays sont plus forts lorsque les femmes s'épanouissent. Il est encore trop fréquent que les femmes soient victimes de discrimination et de violence fondée sur le sexe, en particulier si elles sont membres d'une communauté marginalisée.
- l'équité entre les sexes est l'une de ses valeurs fondamentales
- les femmes canadiennes gagnent 32 % de moins que les hommes, et l'écart est encore plus grand pour les femmes racialisées, les femmes autochtones, les femmes immigrées et les femmes handicapées, et il préconise de donner la priorité à l'équité salariale en exigeant des employeurs qu'ils fassent preuve de transparence en matière de rémunération et en mettant en œuvre et en appliquant immédiatement une législation et une réglementation rigoureuses et proactives
- il préconise un financement de base stable pour le soutien et la défense des femmes dont elles ont besoin, Il préconise un financement de base stable pour le soutien et la défense des femmes dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin, la lutte contre le fémicide et la mise en œuvre d'un plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre, soutenu par un financement garantissant que des services d'hébergement et d'autres programmes sont disponibles dans toutes les régions du pays, en particulier dans les régions qui ont traditionnellement été mal desservies, Il prévoit de s'attaquer à la violence contre les femmes et les filles autochtones et les personnes LGBTQI2S+ en travaillant avec les peuples autochtones pour mettre en œuvre tous les appels à la justice de l'enquête nationale
- pour que les femmes n'aient pas à choisir entre fonder une famille et mener une carrière, il faut des services de garde d'enfants abordables et sans but lucratif, Il préconise d'assouplir le congé parental, de faciliter l'accès à l'assurance-emploi et d'offrir aux femmes davantage de possibilités de faire carrière dans les métiers et d'autres domaines non traditionnels tels que l'agriculture, l'innovation, la recherche et les STIM. Pourtant, de nombreuses personnes cherchant des services d'avortement au Canada ne peuvent y accéder - seul un hôpital sur six propose l'avortement, et certaines provinces refusent de couvrir le coût de l'avortement chirurgical en dehors des hôpitaux. Le manque d'accès est encore plus grave pour les personnes vivant en milieu rural. et le Nord. Tout le monde a droit à des services d'avortement et de santé génésique sûrs et accessibles, quel que soit l'endroit où l'on vit ou le montant de ses revenus. Il ne suffit pas que les élus disent qu'ils ne rouvriront pas le débat sur l'avortement - nous avons besoin que les dirigeants prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services. Il appliquera la loi canadienne sur la santé pour s'assurer que les provinces rendent l'avortement médical et chirurgical accessible dans toutes les régions du pays, sans aucune barrière. Nous veillerons à ce qu'une gamme complète de contraceptifs sur ordonnance et de soins de santé génésique soit facilement accessible, sans frais, par l'intermédiaire de l'assurance-maladie et de notre programme national d'assurance-médicaments, et nous collaborerons avec les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones pour mettre fin à la pauvreté périodique.
- enfin, il s'attaquera aux obstacles à la participation politique des femmes en réformant le système électoral et en introduisant une législation visant à encourager les partis politiques à présenter davantage de candidates.

Discrimination

Le racisme

Le parti déclare que : - Les populations autochtones et racialisées du Canada sont confrontées à une évolution effrayante de la haine. La discrimination et la violence racistes restent une réalité, tandis que les opinions extrémistes sont de plus en plus répandues.

Elle reconnaît la dignité inhérente à tous les êtres humains et le fait que le racisme blesse profondément et diminue l'humanité des personnes marginalisées.

- Le Canada a connu une augmentation de 200 % du nombre de groupes haineux actifs au cours des cinq dernières années, avec un nombre croissant d'incidents violents visant des Canadiens musulmans, juifs et noirs
 - il s'attaquera aux groupes suprémacistes blancs et néo-nazis grâce à un plan d'action national visant à démanteler les organisations d'extrême droite, y compris celles qui prônent la suprématie blanche. Nous établirons des normes nationales pour l'identification et l'enregistrement de tous les incidents haineux et leur traitement par le système judiciaire, et nous travaillerons en collaboration avec des organisations à but non lucratif pour augmenter le nombre de signalements de crimes haineux
 - pour lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Noirs, l'islamophobie et d'autres formes de haine qui fleurissent sur Internet, il préconise la convocation d'un groupe de travail national pour lutter contre la haine en ligne et protéger la sécurité publique, et pour veiller à ce que les plateformes de médias sociaux soient légalement responsables du retrait des contenus haineux et extrémistes avant qu'ils ne puissent causer des dommages
 - elle préconise la collecte de données raciales sur la santé, l'emploi, le maintien de l'ordre, etc. dans le but d'améliorer les résultats pour les communautés racialisées.
 - elle préconise l'interdiction immédiate du fichage par la Gendarmerie royale du Canada et la collaboration avec des partenaires locaux dans tout le Canada pour mettre fin à cette pratique dans toutes les juridictions du pays.
- Le Comité des droits de l'homme de l'Union européenne (UE) s'est penché sur la question de la surreprésentation des autochtones et des Noirs dans la population carcérale fédérale, en mettant en place un groupe de travail national chargé d'élaborer une feuille de route pour la résolution de ce problème.
- pour remédier à la surreprésentation chronique des peuples autochtones et des Canadiens noirs dans la population carcérale fédérale, créer un groupe de travail national chargé d'élaborer une feuille de route pour résoudre le problème, notamment en s'attaquant à l'impact discriminatoire des peines minimales obligatoires, en accordant une plus grande marge de manœuvre aux juges en matière de détermination de la peine, en élaborant des programmes de mise en liberté sous caution adaptés à la culture, en développant les

programmes de justice réparatrice et communautaire et en intégrant mieux les principes de l'arrêt Gladue dans les procédures judiciaires

- il préconise également l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie afro-canadienne en matière de justice, pour combler les écarts de salaires et d'emploi des Canadiens racialisés, elle préconise une révision complète du régime d'équité en matière d'emploi et le renforcement du droit du travail afin de garantir un recrutement diversifié et équitable au sein de la fonction publique fédérale et dans les secteurs réglementés par le gouvernement fédéral
- elle préconise également de faire des emplois et de la formation pour les groupes sous-représentés un élément essentiel des plans d'infrastructure fédéraux.

Droits des LGBTQI2S+

Le parti déclare que :

- bien que le Canada ait fait d'importants progrès dans la défense des droits des LGBTQI2S+, il y a encore du travail à faire pour améliorer la vie des Canadiens LGBTQI2S+ et faire du Canada un pays où les droits des LGBTQI2S+ sont respectés.

L'Union européenne est un pays où chacun peut vivre à l'abri de la haine et des préjugés

- l'un des reculs les plus importants de ces dernières années est la décision de maintenir l'interdiction discriminatoire du don de sang par des hommes ayant des relations sexuelles avec des personnes assignées à un sexe masculin à la naissance. Il est nécessaire de mettre en place un dépistage basé sur le comportement plutôt que des politiques discriminatoires à l'égard d'une orientation sexuelle entière. Il mettra immédiatement fin à l'interdiction discriminatoire du don de sang et mettra en place des politiques fondées sur des données de santé publique afin de garantir l'approvisionnement en sang

- les pratiques préjudiciables telles que la "thérapie de conversion" n'ont pas leur place au Canada. Il légifèrera immédiatement pour interdire les thérapies de conversion au Canada et collaborera avec les provinces et les territoires pour soutenir l'élimination de cette pratique dans toutes les régions du pays. L'accès aux procédures de confirmation du genre et aux médicaments peut sauver la vie de certaines personnes transgenres. Il travaillera avec les provinces pour garantir l'égalité d'accès à la chirurgie de confirmation du genre dans tout le pays, et pour que ces procédures et médicaments soient couverts par les régimes de santé publique

- il préconise l'examen et l'élimination des obstacles systémiques liés au genre dans la prestation des services publics fédéraux, et le financement de la création et de l'expansion des refuges pour les jeunes transgenres

- le Canada a un rôle unique et important à jouer dans l'aide aux réfugiés LGBTQI2S+ dans le monde entier.

Pour mettre fin à la discrimination dans l'emploi à laquelle sont confrontés les membres de la communauté LGBTQI2S+, il préconise d'ajouter l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre à la loi sur l'équité en matière d'emploi, afin de remédier aux désavantages subis par les communautés LGBTQI2S+ - et en particulier les personnes transgenres - dans la recherche d'un emploi.

Logement

Le parti déclare que :

- Chacun devrait avoir le droit d'appeler sa maison un endroit sûr et abordable, les travailleurs devraient pouvoir vivre près de leur lieu de travail, y compris au cœur des grandes villes, les jeunes devraient pouvoir vivre dans les quartiers où ils ont grandi et les personnes âgées ne devraient pas être forcées de quitter leur communauté.

- avant la pandémie, plus de 1,7 million de familles consacraient plus de 30 % de leurs revenus au logement

Les partisans du parti :

- créer 500 000 logements abordables de qualité sur dix ans, en investissant 5 milliards de dollars au cours des 18 premiers mois d'un ensemble de partenariats avec les provinces et les municipalités

- donner un coup de fouet à la construction de coopératives d'habitation, en mettant en place des fonds dédiés au démarrage rapide pour rationaliser les processus de demande

- stimuler la construction de logements locatifs abordables en renonçant à la partie fédérale de la TVH/TPS applicable

Sécurité alimentaire

Le parti déclare que le Canada se classe 37e sur 41 pays en ce qui concerne l'accès à des aliments nutritifs pour les enfants, selon l'UNICEF.

Le parti préconise - un

partenariat avec les provinces, les municipalités, les territoires et les communautés indigènes pour développer un programme national de nutrition dans les écoles, afin de donner à chaque enfant du Canada l'accès à des aliments sains et une bonne compréhension de la nutrition

- le soutien aux producteurs locaux d'aliments en encourageant les centres alimentaires locaux, l'agriculture soutenue par la communauté, la distribution locale des aliments

- le développement d'une politique alimentaire nationale et d'une stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire - le

- soutien à la souveraineté alimentaire des indigènes et à l'accès à des aliments sains

- la réforme du programme Nutrition Nord pour améliorer la sécurité alimentaire des familles du Nord.

Eau propre

Le parti estime qu'il est grand temps que le gouvernement fédéral prenne des mesures et finance les services et les infrastructures dont les communautés autochtones ont besoin pour prospérer, y compris les investissements nécessaires pour garantir une eau propre et lever tous les avis relatifs à la qualité de l'eau potable sur les terres autochtones.

Le parti préconise de soutenir la gestion de l'eau par les autochtones ainsi que les programmes de formation à la gestion des urgences dans les réserves et l'eau.

Vie privée

Le parti préconise de renforcer la protection de la vie privée des Canadiens en actualisant la législation sur la protection de la vie privée afin d'y inclure une charte des droits à la vie privée dans le domaine numérique et de renforcer les pouvoirs du commissaire à la protection de la vie privée pour qu'il puisse rendre et faire appliquer des ordonnances et imposer des amendes et des pénalités.

Participation et subsidiarité

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de participation, de subsidiarité ou de responsabilités individuelles.



Droits civils

Liberté d'expression

Le parti déclare que :

- le droit des Canadiens à avoir et à exprimer librement leurs convictions est érodé à une vitesse alarmante sous le gouvernement actuel
 - certaines décisions gouvernementales exigent même que les Canadiens renoncent à leurs convictions morales les plus profondes et expriment des opinions avec lesquelles ils sont en désaccord, par exemple en refusant de financer des emplois d'été à des organisations, y compris des organisations caritatives,
- Le gouvernement envisage également de rétablir l'article 13 de la loi canadienne sur les droits de la personne, une disposition relative à l'incitation à la haine qui avait été abrogée par le passé, l

histoire et la recherche en sciences sociales montrent que la liberté de conscience et la liberté d'expression, lorsqu'elles sont protégées au maximum, font progresser la vie intellectuelle d'une nation, favorisent une plus grande diversité idéologique et une meilleure compréhension de la société, et alimentent d'autres libertés nécessaires à une démocratie prospère

- l'article 2 de la Charte canadienne des droits et libertés garantit aux citoyens la liberté de conscience et de religion, ainsi que la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et d'autres moyens de communication

Les partisans du parti :

- restreindre la définition du discours de haine dans le code pénal à l'expression qui préconise explicitement l'usage de la force contre des groupes ou des personnes identifiables sur la base de critères protégés tels que la religion, la race, l'appartenance ethnique, le sexe ou l'orientation sexuelle, ou l'orientation sexuelle
- abroger toute législation ou réglementation existante restreignant la liberté d'expression sur Internet et empêcher le rétablissement de l'article 13 de la loi canadienne sur les droits de la personne
- veiller à ce que les Canadiens puissent exercer leur liberté de conscience dans toute la mesure prévue par la Charte et ne fassent pas l'objet de discriminations en raison de leurs convictions morales
- suspendre le financement fédéral de tout établissement d'enseignement postsecondaire dont il s'avère qu'il viole la liberté d'expression de ses étudiants ou de son corps professoral

Droits d'expression et droits des femmes

Le parti déclare que :

- avec le soutien actif de l'extrême gauche et de tous les partis de l'establishment, les activistes trans radicaux tentent de transformer la société d'une manière qui limite les libertés de chacun. Ce programme radical, qui contredit les réalités biologiques fondamentales, s'avère particulièrement néfaste pour les femmes et les enfants. - Ces dernières années, les marxistes culturels et les militants radicaux des médias, du gouvernement et des écoles ont tout fait pour normaliser l'idéologie transgenre toxique. Ils enseignent aux enfants que leur sexe est déterminé par des stéréotypes et, s'ils ne correspondent pas aux rôles masculins ou féminins traditionnels, les encouragent à penser qu'ils sont peut-être nés dans le mauvais corps. - Les enfants ne naissent jamais dans le mauvais corps. Il faut apprendre aux enfants à s'accepter, et non à chercher des solutions dans les

produits pharmaceutiques et les procédures médicales. - Le projet de loi C-16, adopté par le gouvernement libéral en 2016 et auquel s'est opposé Jordan Peterson, reconnaît l'auto-identification de genre et ouvre la voie à la contrainte à la parole. Depuis lors, les entreprises et les organismes gouvernementaux ont interdit l'utilisation de mots tels que "femme" et "mère" en faveur de "personnes en période de menstruation" et "personnes en période d'accouchement". - Les droits et la sécurité des femmes sont bafoués pour satisfaire les hommes qui prétendent être de l'autre sexe. Les femmes rencontrent des hommes transgenres dans les vestiaires et les salles de bains. Les criminels violents qui sont des hommes biologiques mais qui s'identifient comme des femmes sont incarcérés dans des prisons pour femmes. Les femmes doivent rivaliser injustement avec les hommes biologiques dans les sports. - Les modes culturelles telles que les Drag Queen Story Hours promeuvent cette idéologie auprès des enfants et donnent l'impression qu'il est normal de s'identifier à l'autre sexe ou à des genres inventés différents. Le projet de loi C-4, adopté à l'unanimité par tous les partis de la Chambre des communes en 2021, criminalise les parents et les thérapeutes qui tentent d'aider les mineurs atteints de dysphorie de genre à accepter leur identité. En effet, la loi interdit la "thérapie de conversion" dans un sens, mais l'autorise dans l'autre.

- il est illégal de traiter des enfants pour un trouble mental, mais il est légal de les encourager à suivre une "thérapie d'affirmation de genre" et à mutiler leur corps. - le transfert dans des prisons pour femmes de détenus masculins qui s'identifient comme des femmes est une pratique courante au Canada depuis qu'elle a été introduite par le gouvernement actuel en 2018. Cette pratique a permis à des criminels ayant des antécédents d'abus sexuels contre des femmes d'être logés avec des détenues, et plusieurs cas de comportement violent ont été rapportés dans les médias. -

En particulier, les femmes et les enfants doivent être protégés des conséquences néfastes de cette idéologie.

Le parti préconise - la

suppression de l'interdiction imposée par le projet de loi C-4, dit "projet de loi sur les thérapies de conversion", d'aider les mineurs souffrant de dysphorie de genre à accepter leur corps. - l'

application stricte de l'article 163.1(1)(b) du Code criminel afin de retirer les contenus pornographiques inappropriés des écoles et des bibliothèques. - la protection des espaces réservés aux femmes - prisons, refuges, salles de bains et vestiaires - contre l'intrusion d'hommes biologiques -

maintenir des compétitions séparées pour les femmes, auxquelles les hommes biologiques ne peuvent participer, dans les sports réglementés et financés par le gouvernement fédéral. - l'

abrogation de la loi C-16, qui a ajouté l'auto-identification de genre comme motif de protection contre la discrimination.

Droit à l'autodéfense

Le parti déclare que :

- sous le gouvernement actuel, le Canada est devenu un endroit dramatiquement plus dangereux. Après avoir diminué pendant des décennies, la criminalité est en hausse et les Canadiens ne se sentent pas en sécurité, même chez eux. L'

un des moyens de décourager la criminalité est de faire comprendre aux criminels qu'il existe des lois et des moyens d'application qui font qu'ils seront probablement attrapés et sévèrement punis. La

Crainte que leurs victimes se défendent en est une autre

: tout système judiciaire fondé sur la morale et la raison autorise la légitime défense. Au Canada, ce droit est toutefois appliqué de manière incohérente en raison de la complexité et de l'imprécision de la loi. Au cours des dernières années, il est arrivé à plusieurs reprises que d'honnêtes citoyens qui s'étaient défendus contre des assaillants violents soient eux-mêmes inculpés et jugés parce qu'ils avaient utilisé une force qui n'avait pas été jugée "raisonnable dans les circonstances" et "proportionnelle à la menace perçue". -

le code pénal rend spécifiquement illégal le port et l'utilisation de dispositifs non létaux, tels que le gaz poivré, comme moyens de défense contre des agresseurs potentiels. Cela rend les femmes, en particulier, encore plus sans défense et plus susceptibles d'être victimes d'agressions et de violences sexuelles. - L'article 34 du code pénal précise dans quelles circonstances les individus peuvent utiliser la force pour se défendre ou défendre d'autres personnes si la force est utilisée ou menacée contre eux ou d'autres personnes. L'article 35 reconnaît certaines circonstances dans lesquelles un individu est justifié d'utiliser la force physique contre une autre personne pour protéger ses biens contre l'intrusion, la prise, l'endommagement ou la destruction. - Selon au

moins un avocat expérimenté [voir les déclarations de politique générale des partis pour le nom], bien que le Code pénal ait été modifié en 2013 pour clarifier ces articles sur la légitime défense, la loi reste imprécise et a été appliquée de manière très inégale, principalement en fonction des opinions et des émotions individuelles de la police et des procureurs.

Dans au moins une affaire récente au Manitoba, un juge a condamné un propriétaire à cinq ans de prison pour homicide involontaire dans la mort d'une personne qui était entrée chez lui au milieu de la nuit et l'avait attaqué avec un couteau. Le propriétaire s'est emparé de l'arme de l'agresseur et l'a poignardé. Le juge a estimé qu'il avait le droit de se protéger mais qu'il était allé au-delà de ce qui était nécessaire pour se défendre. Condamner une personne à des années de prison pour avoir évalué une menace perçue en se défendant alors qu'elle était dans un état de panique après avoir été violemment attaquée constitue clairement une violation du droit humain universel à la légitime défense et peut nuire à la santé mentale, à la vie de famille et aux moyens de subsistance du défenseur.

- Il est généralement conseillé aux victimes de vols d'appeler la police et d'éviter toute confrontation avec les agresseurs en attendant l'arrivée de la police, mais les postes de police sont souvent éloignés et il peut s'écouler beaucoup de temps avant que la police n'arrive sur les lieux d'un crime, en particulier dans les zones rurales

- l'article 92 du code pénal rend illégale la possession et le port de gaz poivré à des fins d'autodéfense et prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans.

- Les Canadiens devraient pouvoir se défendre en cas d'agression violente ou de vol dans leur propre maison, sans craindre d'être accusés au pénal.
- Tout le monde, et les femmes en particulier, devrait être autorisé à porter des moyens efficaces d'autodéfense contre les agresseurs et les violeurs.

Le parti préconise - modifier l'

article 34 du Code pénal pour clarifier et renforcer le droit à l'autodéfense, et augmenter la charge de la preuve nécessaire pour inculper et condamner les victimes qui ont utilisé la force pour se défendre contre un agresseur violent

- modifier l'article 35 du Code pénal pour inclure le concept de l'inviolabilité du domicile, connu sous le nom de "Castle Doctrine", qui permet aux victimes d'utiliser la force (jusqu'à et y compris la force mortelle) pour se défendre contre un intrus violent, à l'abri de toute poursuite judiciaire.

- modifier le code pénal afin de retirer le gaz poivré de la liste des armes interdites et d'en rendre la possession et le port légaux pour l'autodéfense.

Participation et subsidiarité

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les responsabilités de l'individu à contribuer ou à participer à la société.

Institutions sociales et civiques

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur les droits ou les objectifs des institutions sociales ou civiques.

Points à méditer : Droits et responsabilités ; subsidiarité

Pensez à poser les questions suivantes aux candidats locaux, aux représentants élus et aux partis, et discutez de leurs réponses avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

Responsabilités civiques et individuelles

Il est clair que la nation et nos provinces doivent à leurs citoyens un grand respect pour chacun des nombreux droits de l'homme. Mais les droits s'accompagnent de responsabilités. Quelles sont les responsabilités des individus à l'égard de leurs communautés, de leurs provinces, de la nation et du monde ? Par exemple, dans quelle mesure les citoyens sont-ils appelés à.. :

- Vivre des modes de vie durables, par exemple en économisant l'énergie, en évitant les déchets et en veillant à minimiser leur impact sur les générations futures ? Qu'est-ce que les citoyens peuvent ou doivent attendre de leurs gouvernements pour encourager ou permettre des modes de vie durables ?
- Participer à la société, par exemple en votant en connaissance de cause, en s'engageant de manière continue auprès des candidats et des représentants élus, et en suivant l'actualité de manière responsable ?
- Donner un coup de main à leurs voisins, par exemple en faisant du bénévolat chez eux ou au sein de la communauté, en plus de payer des impôts ? Nos gouvernements peuvent-ils faire quelque chose pour permettre ou encourager les citoyens à apporter leur contribution par le biais du bénévolat ?
- Dans quelles conditions, le cas échéant, est-il juste d'exiger des prestataires de soins de santé ou des praticiens qu'ils participent à des pratiques moralement contestables telles que l'avortement ou l'aide à la mort, lorsque cela est contraire à leur conception de la morale ou à leurs croyances religieuses ?
- Outre les droits de l'homme et les droits civils, de nombreux partis parlent de ce que les Canadiens et d'autres personnes "méritent". Comment les partis déterminent-ils ce que les citoyens méritent ou ne méritent pas ? Appliquent-ils des critères prévisibles et objectifs pour ce faire, ou ces déterminations peuvent-elles parfois sembler arbitraires et injustes, ou, dans le contexte des élections, opportunistes ? Quels sont les critères à appliquer ?
- À mesure que les listes de nos droits définis s'allongent, comment concilier les conflits entre eux ? Et comment doivent-ils être appliqués, et par qui ?

Gouvernement et société civile

- Dans quelle mesure, le cas échéant, les pouvoirs ou les responsabilités des gouvernements fédéral, provinciaux ou locaux devraient-ils être étendus, réduits ou redistribués afin de garantir que les individus, les groupes d'intérêt public et les organisations de services aient la possibilité d'employer leur vie et leurs talents au service d'autrui et du bien commun ? Dans quelle mesure ces pouvoirs devraient-ils être partagés avec des entités non gouvernementales ? Quels rôles les autres institutions sociales - par exemple l'Église, les écoles et les organisations civiques - devraient-elles jouer pour accroître l'équité sociale et civique et prendre soin de tous ?

Équité entre les sexes

Certains partis semblent avoir demandé l'imposition d'un équilibre strict entre les sexes dans l'industrie et la participation des immigrants dans l'enseignement et les travailleurs de première ligne.

- Dans quelle mesure est-il approprié pour un gouvernement d'imposer et d'appliquer un strict équilibre numérique (par opposition à l'égalité des chances ou à l'équité) en matière de représentation des sexes, des races, des immigrants ou des statuts dans tous les domaines et toutes les industries ? Quels sont les objectifs poursuivis par de telles mesures ? De telles mesures sont-elles appropriées en toutes circonstances ou doivent-elles être assorties de conditions ? Est-il possible que les déséquilibres dans certains domaines soient soit volontaires, soit une conséquence de la diversité et de la différence naturelles, soit encore culturellement appropriés ? Dans quelle mesure les individus ont-ils le droit de s'associer avec des personnes d'un sexe ou de l'autre ?

Solidarité

Soutien aux personnes marginalisées | Droits et relations des populations autochtones | Communautés rurales | Immigration et nouveaux arrivants

L'autre est aussi important que soi. L'injustice faite à l'autre est une injustice qui affecte tout le monde. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)

La solidarité se trouve dans l'engagement à faire le bien de son prochain. **Le bien de l'un est le bien de tous**, et l'autre est aussi important que soi-même. L'injustice faite à l'autre est une injustice qui affecte tout le monde. - 193, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Soutien aux personnes marginalisées et vulnérables

Certaines personnes naissent dans des familles économiquement stables, reçoivent une bonne éducation, grandissent bien nourries ou possèdent naturellement de grands talents. Elles n'auront certainement pas besoin d'un État proactif ; il leur suffira de revendiquer leur liberté. Mais la même règle ne s'applique évidemment pas à une personne handicapée, à une personne née dans la misère, à ceux qui n'ont pas reçu une bonne éducation et qui n'ont guère accès à des soins de santé adéquats. **Si une société est gouvernée principalement par les critères de la liberté du marché et de l'efficacité, il n'y a pas de place pour ces personnes, et la fraternité restera un vague idéal de plus.** Pape François - *Fratelli tutti*, 109

Tant de frères et sœurs dans le besoin attendent de l'aide, tant d'opprimés attendent la justice, tant de chômeurs attendent un emploi, tant de peuples attendent le respect. Comment se fait-il qu'aujourd'hui encore, des personnes meurent de faim ? Condamnés à l'analphabétisme ? Privés des soins médicaux les plus élémentaires ? Sans toit au-dessus de leur tête ? Le scénario de la pauvreté peut s'étendre à l'infini si, en plus de ses formes traditionnelles, nous pensons à ses nouveaux modèles. Ces nouvelles formes touchent souvent des secteurs et des groupes



Solidarité

Le Bloc n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en la matière :

- soins de santé mentale
- toxicomanie

Peuples autochtones

Le Bloc déclare qu'il a toujours cherché à maintenir des relations de nation à nation avec les communautés autochtones :

- il a toujours cherché à maintenir des relations de nation à nation avec les communautés autochtones ; depuis des décennies, il a clairement indiqué qu'il était un allié des peuples autochtones
- il travaillera de concert avec les nations autochtones sur la scène fédérale pour renforcer et garantir leurs droits inhérents
- avec les nations autochtones, il veillera à ce que le gouvernement fédéral mette pleinement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
- il travaillera à l'abolition de la Loi sur les Indiens
- le droit à l'autodétermination interne, ainsi que le droit inhérent des nations autochtones à l'autonomie gouvernementale, sont les clés qui leur permettront de s'épanouir pleinement

Le Bloc préconise

- une mise en œuvre accélérée de la Déclaration des Nations Unies. Il propose de rénover la politique indigène de fond en comble, à la fois pour prendre en compte la Déclaration, mais aussi dans le but de créer une entité indépendante qui s'occuperait des besoins et des demandes indigènes. - La cogestion des ressources avec les peuples autochtones
- pour éviter que les fonds alloués aux peuples autochtones ne leur soient pas remis directement, en s'assurant que les nations autochtones reçoivent leur dû
- faire pression sur le gouvernement fédéral pour que les communautés disposent de toutes les ressources nécessaires pour lever le voile sur la réalité historique des pensionnats et obliger les églises à ouvrir leurs archives
- assurer la disponibilité, la prévisibilité et la durabilité du financement des programmes permettant la guérison des victimes des pensionnats tels que le Programme de soutien spécialement conçu à cet effet.

Immigrants et nouveaux arrivants

Le Bloc affirme vouloir faire de chaque nouvel arrivant au Québec une réussite. À cette fin, il s'engage à -

- proposer un ensemble de mesures pour réduire les délais inacceptables du gouvernement fédéral dans le traitement des demandes de résidence permanente et d'immigration, notamment pour accélérer le traitement des demandes de résidence permanente du Québec, qui prennent de quatre à cinq fois plus de temps à être traitées par le gouvernement fédéral que dans le reste du Canada
- exiger que le programme des travailleurs étrangers temporaires soit transféré au Québec, puisqu'Ottawa refuse de le gérer adéquatement, et faciliter l'embauche de ces travailleurs.
- afin de favoriser l'intégration harmonieuse des nouveaux arrivants et de lutter contre le racisme, proposer au gouvernement fédéral de donner l'exemple en utilisant le CV anonyme au sein de sa fonction publique afin de lutter contre les discriminations à l'embauche
- exiger l'abrogation de l'Entente sur les tiers pays sûrs afin de mettre un terme définitif aux passages irréguliers à la frontière canado-américaine et de permettre ainsi un accueil plus ordonné des migrants. L'abrogation de l'Entente mettra également fin au déséquilibre qui affecte le Québec et ses frontières, par lesquelles la très grande majorité des demandeurs d'asile entrent au Canada
- proposer que le Québec soit identifié comme un pays d'accueil privilégié pour les réfugiés francophones
- parce que le modèle canadien de multiculturalisme nuit à l'intégration des nouveaux arrivants dans la société québécoise, il déposera un projet de loi visant à exclure le Québec de la Loi sur le multiculturalisme et à permettre ainsi au Québec de choisir son propre modèle.

financièrement aisés qui sont néanmoins menacés par le désespoir face à l'absence de sens de leur vie, par la toxicomanie, par la peur de l'abandon dans la vieillesse ou la maladie, par la marginalisation ou la discrimination sociale... -5 *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*

Handicaps, santé mentale et toxicomanie

Les personnes handicapées sont des sujets humains à part entière, avec des droits et des devoirs : "Malgré les limitations et les souffrances qui affectent leur corps et leurs facultés, **elles mettent en évidence la dignité et la grandeur de l'homme**. Les personnes handicapées doivent être aidées à participer à toutes les dimensions de la vie familiale et sociale, à tous les niveaux qui leur sont accessibles et selon leurs possibilités... **Elles aussi ont besoin d'aimer et d'être aimées**, elles ont besoin de tendresse, de proximité et d'intimité selon leurs capacités. - 148, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Peuples autochtones et réconciliation

La relation des peuples autochtones avec leurs terres et leurs ressources **mérite une attention particulière**, car elle est une expression fondamentale de leur identité. Ces peuples offrent l'exemple d'**une vie vécue en harmonie** avec l'environnement qu'ils ont appris à bien connaître et à préserver. Leur expérience extraordinaire, qui constitue une ressource irremplaçable pour toute l'humanité, risque de se perdre en même temps que l'environnement dont ils sont originaires. - 471, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

L'Église catholique canadienne soutient le travail de la Commission de vérité et de réconciliation. **Nous sommes appelés à soutenir des communautés autochtones prospères au Canada**, enracinées dans leurs cultures et traditions uniques.

Communautés nordiques et rurales



Solidarité

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de :

- les soins aux handicapés
- les soins de santé mentale

Addictions

Le parti déclare que :

- la marijuana est une drogue d'introduction, elle altère le jugement et contribue aux accidents de la route
- les mères enceintes qui consomment de la marijuana transmettent le THC à leurs enfants à naître

Les partisans du parti :

- l'élimination des sites d'injection de drogues sûrs financés par les pouvoirs publics
- la récriminalisation de la possession et de la vente de marijuana à des fins récréatives

Peuples autochtones

Le parti déclare que la loi sur les Indiens est obsolète et doit être remplacée par une législation basée sur.. :

- la reconnaissance de l'occupation antérieure par les premiers peuples
- la restitution, le cas échéant - la réconciliation menant à la pleine participation de tous les Canadiens à la société canadienne.

Communautés rurales et agricoles

Le parti affirme qu'une nation qui ne peut pas se nourrir ne peut pas survivre.

Les partisans du parti :

- développement d'une stratégie alimentaire nationale
- faire de la production alimentaire une priorité nationale
- soutenir et encourager l'institution de l'exploitation agricole familiale.

Immigrants et nouveaux arrivants

Le parti déclare que :

- le gouvernement canadien DOIT protéger les citoyens canadiens. La première responsabilité du Canada est la sécurité des citoyens
- les frontières du Canada DOIVENT être respectées et l'entrée doit être limitée à ceux qui entrent légalement par les points d'entrée officiels
- l'immigration est un privilège, pas un droit.
- tous les immigrants doivent faire l'objet d'un contrôle approfondi et doivent déclarer et démontrer leur loyauté envers le Canada et les valeurs canadiennes
- SEULS les citoyens canadiens devraient être autorisés à voter ou à exercer une fonction.



Soutien aux personnes handicapées

Veiller au bien commun, c'est exploiter les nouvelles possibilités de redistribution des richesses au profit des populations défavorisées qui, jusqu'à présent, ont été exclues ou mises à l'écart du progrès social et économique. **Trop souvent, les services sociaux et le développement des infrastructures sont négligés dans les zones rurales.** - 299, 300, 363, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Le travail agricole mérite une attention particulière... compte tenu des nombreux problèmes à résoudre dans le contexte d'une économie de plus en plus mondialisée, ainsi que de son importance croissante pour la sauvegarde de l'environnement naturel. Des changements radicaux et urgents sont donc nécessaires pour redonner à l'agriculture - et aux populations rurales - leur juste valeur en tant que base d'une économie saine... - 363, 299 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église.*

Immigrants et nouveaux arrivants

L'idéal serait d'éviter les migrations inutiles, ce qui suppose de créer dans les pays d'origine les conditions nécessaires à une vie digne et à un développement intégral. Cependant, **tant que des progrès substantiels n'auront pas été réalisés dans ce sens, nous sommes tenus de respecter le droit de chaque individu à trouver un endroit qui réponde à ses besoins fondamentaux** et à ceux de sa famille, et où il puisse s'épanouir. Notre réponse à l'arrivée des personnes migrantes peut se résumer en quatre mots : **accueillir, protéger, promouvoir et intégrer.** - Pape François, *Fratelli tutti*, 129

Dans le monde moderne, où les inégalités entre pays riches et pays pauvres restent importantes et où les progrès des communications réduisent rapidement les distances, **l'immigration de personnes à la recherche d'une vie meilleure est en augmentation.** Ces personnes viennent de régions moins privilégiées de la planète et leur arrivée dans les pays développés est souvent

Le parti affirme qu'un Canadien sur cinq vit avec un handicap et a besoin du soutien du Canada pour vivre pleinement sa vie et participer pleinement à la société, y compris à la vie active.

Afin d'éliminer les obstacles auxquels sont confrontés les Canadiens handicapés, le parti préconise de

- doubler le Supplément d'invalidité de la Prestation nationale pour les travailleurs, qui passerait de 713 \$ à 1 500 \$, en plus de l'augmentation de la Prestation nationale pour les travailleurs qu'il a proposée
- afin que le travail ne coûte jamais d'argent à une personne handicapée, la révision de l'ensemble complexe de mesures de soutien et de prestations d'invalidité afin que le travail permette toujours à une personne d'aller de l'avant, et la collaboration avec les provinces afin que les programmes fédéraux soient conçus pour fonctionner avec les programmes provinciaux pour atteindre ce résultat
- fournir 80 millions de dollars supplémentaires par an par le biais du Fonds pour l'accessibilité afin d'offrir des incitations supplémentaires aux petites entreprises et aux projets communautaires visant à améliorer l'accessibilité, réduire de 14 à 10 heures par semaine le nombre d'heures requises pour avoir droit au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) et au régime enregistré d'épargne-invalidité, ce qui permettra à une personne handicapée admissible au crédit d'impôt ou à sa famille d'économiser en moyenne 2 100 dollars par an et facilitera l'accès au régime enregistré d'épargne-invalidité (REI), qui offre aux Canadiens handicapés des subventions de contrepartie pouvant atteindre 3 500 dollars par an.

Santé mentale et toxicomanie

Le parti reconnaît que la santé mentale et la toxicomanie étaient des problèmes graves avant COVID. Les fermetures pour cause de pandémie les ont aggravés. Ce sont des crises auxquelles le gouvernement doit s'attaquer.

- Pour faire face à la crise de la santé mentale, le parti préconise l'introduction d'un plan d'action canadien pour la santé mentale comprenant les éléments suivants - proposer aux provinces de s'associer à nous en consacrant à la santé mentale une part importante du financement stable et prévisible de la santé, afin de garantir qu'un million de Canadiens supplémentaires puissent recevoir un traitement de santé mentale chaque année
- encourager les employeurs à ajouter une couverture de santé mentale à leurs régimes d'avantages sociaux, en offrant un crédit d'impôt de 25 % du coût de la couverture supplémentaire de santé mentale pendant les trois premières années
- un programme pilote visant à fournir 150 millions de dollars sur trois ans sous forme de subventions aux organisations caritatives et à but non lucratif qui proposent des programmes de santé mentale et de bien-être
- créer une ligne téléphonique nationale à trois chiffres pour la prévention des suicides.

Addictions

Le parti affirme que l'épidémie d'opioïdes devrait être traitée comme le problème de santé qu'elle est, et que les forces de l'ordre devraient se concentrer sur les revendeurs et les trafiquants. La dernière chose dont les personnes souffrant d'addiction devraient s'inquiéter, c'est d'être arrêtées. Toute interaction entre le gouvernement et ces personnes devrait viser à assurer leur sécurité et à les aider à se rétablir.

- Pour promouvoir le rétablissement de la dépendance, le parti préconise de réviser le cadre politique du gouvernement fédéral en matière de toxicomanie afin de faire du rétablissement son objectif principal, notamment en réorientant la Stratégie canadienne relative aux drogues et aux substances de manière à ce que toute personne souffrant d'une dépendance ait la possibilité de se rétablir et de mener une vie sans drogue, et que toutes les politiques relevant de la Stratégie aient pour objectifs la réduction des dommages et la promotion du rétablissement. À cette fin, elle préconise - d'investir 325 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour créer 1 000 lits de traitement résidentiel de la toxicomanie et construire 50 centres communautaires de rétablissement dans tout le pays, afin d'offrir aux personnes souffrant de toxicomanie, à leur famille et à celles qui se sont rétablies des espaces où elles peuvent obtenir l'aide dont elles ont besoin et se soutenir mutuellement
- de soutenir des approches novatrices pour faire face aux problèmes de santé mentale et de toxicomanie, telles que des programmes de traitement sur le terrain élaborés et gérés par les communautés autochtones dans le cadre d'un plan visant à améliorer la prestation de services de traitement et de prévention des toxicomanies adaptés à la culture
- de s'associer aux provinces pour veiller à ce que des trousseaux de Naloxone soient disponibles gratuitement dans tout le Canada.

Peuples autochtones

Le parti déclare que : - Les peuples autochtones et tous les Canadiens devraient attendre de leur gouvernement qu'il reconnaisse les droits autochtones et les droits issus des traités et qu'il travaille avec les peuples autochtones en tant que partenaires de nation à nation pour résoudre les problèmes de longue date

- il est essentiel que nos efforts se concentrent sur des solutions durables qui ont un impact réel et significatif sur la qualité de vie des peuples autochtones
- des rapports récents ont identifié des écarts significatifs en termes d'opportunités et de résultats entre les peuples autochtones et les non-autochtones. Tous les niveaux de gouvernement doivent s'engager avec les peuples autochtones pour réaliser des progrès significatifs dans la réduction de ces écarts. - Le parti

perçue comme une menace pour les niveaux élevés de bien-être atteints grâce à des décennies de croissance économique. Dans la plupart des cas, cependant, les immigrants répondent à un besoin de main-d'œuvre qui, autrement, resterait inoccupé... Les **institutions des pays d'accueil doivent veiller attentivement à empêcher que ne se répande la tentation d'exploiter les travailleurs étrangers, en** leur refusant les mêmes droits que ceux dont jouissent les nationaux, droits qui doivent être garantis à tous sans discrimination. - 297, 298, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Nous sommes appelés à accueillir les immigrants et les réfugiés avec générosité et bonne volonté, comme s'ils étaient Jésus-Christ lui-même. *Matthieu, chapitre 25*

"Lorsqu'un étranger séjournera avec vous dans votre pays, vous ne lui ferez pas de tort. L'étranger qui séjourne chez vous sera pour vous comme l'indigène, et vous l'aimerez comme vous-même ; car vous avez été étrangers dans le pays d'Égypte : Je suis le Seigneur ton Dieu. 23 Compendium de la doctrine sociale de l'Église, citant Lev. 19:33-34

estime que l'établissement d'un véritable partenariat visant à garantir un espace juste et sûr pour des nations autochtones prospères et autodéterminées commence par faire de la reconnaissance des droits des autochtones une priorité absolue.

En ce qui concerne les injustices passées, le parti déclare que les Canadiens ont été choqués par la révélation de tombes anonymes sur les sites des anciens pensionnats ; que nous devons agir maintenant pour réparer les injustices passées perpétrées par le gouvernement du Canada et en son nom. À cette fin, elle préconise -

l'élaboration d'un plan global pour mettre en œuvre les appels à l'action 71 à 76 de la CVR

- le financement d'une enquête dans tous les anciens pensionnats du Canada où il pourrait y avoir des tombes anonymes, y compris les sites où des enfants ont déjà été découverts
- la garantie que des ressources appropriées sont allouées aux communautés pour réinhumer, commémorer et honorer les personnes découvertes lors de l'enquête, veiller à ce que des ressources adéquates soient allouées aux communautés pour réinhumer, commémorer et honorer toute personne découverte dans le cadre de l'enquête, conformément aux souhaits de ses proches
- élaborer un ensemble détaillé et complet de ressources pour éduquer les Canadiens de tous âges sur l'histoire tragique des pensionnats au Canada
- construire un monument national à Ottawa en l'honneur des survivants des pensionnats et de tous les enfants qui ont été perdus

Prosperité indigène

Le parti déclare que : - les peuples autochtones veulent avoir leur mot à dire sur ce qui se passe sur leurs territoires traditionnels et veulent être de véritables partenaires dans le développement responsable de ces terres, notamment en bénéficiant d'opportunités d'équité et d'un accès opportun aux capitaux pour soutenir leur participation.

- Les industries des ressources naturelles du Canada ont ouvert la voie en développant de nouvelles façons de travailler en partenariat avec les Premières nations, les Inuits et les Métis, et sont des employeurs importants pour les peuples autochtones. Dans de nombreuses régions, ces industries offrent la meilleure chance de sortir de la pauvreté les communautés rurales, éloignées et isolées
- de nombreuses Premières nations et d'autres détenteurs de droits autochtones ont été les premiers à conclure avec des entreprises privées des accords sur les avantages et des partenariats en matière d'équité qui ont permis d'améliorer les projets et de multiplier les possibilités pour les communautés autochtones et non autochtones
- la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) a affirmé le droit des communautés autochtones à rechercher des débouchés économiques et à tirer profit de l'exploitation des ressources sur leurs territoires traditionnels

Afin de respecter et de faire respecter le droit des communautés autochtones à saisir de telles opportunités par le biais de l'exploitation des ressources, le parti préconise de - travailler avec des organisations dirigées par des autochtones, telles que la First Nations Major Project Coalition, l'Indigenous Resource Network, l'Indian Resource Council, le Canadian Council for Aboriginal Business, le Council for the Advancement of Native Development Officers, la National Coalition of Chiefs et la First Nations LNG Alliance, afin de soutenir les communautés qui souhaitent devenir partenaires de bons projets répondant à des normes environnementales élevées

- créer une société canadienne d'investissement pour les autochtones afin de soutenir les organisations des Premières nations et des Inuits qui souhaitent acquérir une participation dans de grands projets, sur la base d'une analyse de marché rigoureuse, afin de garantir des prêts à des groupes autochtones ; fournir un capital initial de 5 milliards de dollars pour investir dans des projets à travers le pays
- mettre en œuvre l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en collaborant avec les Premières nations pour élaborer un processus transparent que les communautés pourront utiliser pour déterminer qui les représentera lors des consultations
- , s'il s'agit de quelqu'un d'autre que les chefs élus la création d'un processus d'examen environnemental simplifié pour les grands projets en partenariat avec les Premières nations pendant la phase d'évaluation environnementale
- le soutien aux zones protégées autochtones qui protègent les zones culturellement importantes sans aliéner les avantages futurs qui peuvent revenir à la communauté autochtone touchée si elles sont utilisées d'une manière qui maintient ces mesures de protection.

Pour aider les entreprises autochtones à surmonter les obstacles tels que la législation paternaliste, l'isolement géographique et le manque d'infrastructures, ainsi que les difficultés de mise en réseau et de capacité, le parti préconise de -

- fournir 4 millions de dollars sur trois ans en financement ciblé pour l'embauche et la formation d'agents de développement économique locaux et régionaux
- en collaboration avec les organisations municipales et des Premières nations, promouvoir des mécanismes qui favorisent les relations entre les municipalités et les Premières nations voisines
- utiliser l'infrastructure existante des organisations nationales autochtones (NACCA et CCAB), fournir un renforcement des capacités et une formation commerciale pour améliorer et promouvoir les entreprises autochtones. utiliser l'infrastructure existante des organisations nationales autochtones (NACCA et CCAB), fournir un renforcement des capacités et une formation commerciale pour améliorer et promouvoir la réussite des entreprises autochtones et leurs histoires de réussite
- développer un programme de mentorat pour les entreprises autochtones -
- moderniser la Loi sur la gestion des terres des Premières nations pour la rendre plus conforme à l'Accord-cadre
- engager 25 millions de dollars dans un programme national de soutien policier et de formation communautaire pour réduire les taux d'incarcération des communautés

autochtones du Canada

- travailler avec les groupes communautaires autochtones, établir un groupe de travail national dans la fonction publique canadienne pour encourager les candidatures des communautés autochtones du Canada
- améliorer les possibilités pour les entreprises autochtones de recevoir des contrats du gouvernement en... fixant des objectifs actifs et des mécanismes de responsabilité au sein des ministères et des organismes : en fixant des objectifs actifs et des mécanismes de responsabilité pour les responsables des achats des ministères ; en veillant à ce que les règles d'achat n'excluent pas inutilement les entreprises autochtones légitimes ; et en collaborant avec l'ISED pour étudier des mesures nouvelles ou améliorées visant à accroître la participation des entreprises autochtones aux industries de la défense et de la sécurité.

Le parti préconise

- renforcer la capacité de gouvernance autochtone en formant de jeunes dirigeants autochtones, notamment par le biais de l'Institut des administrateurs de sociétés
- donner à l'Autorité financière des Premières nations les moyens de monétiser les financements publics, en tirant parti du marché pour renforcer les infrastructures des Premières nations
- rester ouvert à l'exploration de nouveaux modèles innovants pour financer et fournir des services sociaux et des infrastructures essentielles
- élaborer, en collaboration avec des groupes autochtones, un plan d'action national pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones
- consulter les Premières nations sur la révision des modèles de financement actuels, dans le but de permettre aux Premières nations d'échapper plus facilement à la gestion par des tiers, de réduire les formalités administratives et d'offrir une voie plus claire et de meilleures incitations pour passer au financement global.

Eau potable

Le parti déclare que le fait que de nombreuses communautés indigènes ne disposent toujours pas d'eau potable est une honte nationale. Pour résoudre ce problème, le parti préconise de reconnaître l'eau potable comme un droit humain fondamental et de mettre fin aux avis sur l'eau potable à long terme, de cibler les systèmes d'approvisionnement en eau à haut risque et de travailler avec les communautés autochtones pour trouver de nouvelles approches, telles que la gouvernance régionale ou basée sur des coalitions.

Santé mentale

Le parti déclare que : - Les autochtones se suicident beaucoup plus que les non-autochtones et, sous l'effet conjugué des traumatismes intergénérationnels, de la pauvreté et de nombreux autres facteurs, cette crise permanente de la santé mentale a été aggravée par la pandémie de COVID-19

- la lutte contre la pauvreté et les lacunes en matière d'infrastructures contribuera à améliorer les facteurs de risque pour la santé mentale à moyen et à long terme, mais une aide est nécessaire dès maintenant.

Pour remédier à ces problèmes, le parti préconise de -

- fournir 1 milliard de dollars sur cinq ans pour augmenter le financement des programmes de santé mentale et de traitement de la toxicomanie chez les indigènes - soutenir des approches innovantes pour répondre aux crises de la santé mentale et de la toxicomanie, comme les programmes de traitement sur le terrain et les programmes dispensés dans les langues indigènes
- soutenir le développement de programmes de santé mentale et de traitement de la toxicomanie par les indigènes pour développer les capacités au niveau communautaire et permettre la prestation de programmes culturellement appropriés dispensés dans la langue indigène appropriée
- introduire de la stabilité dans l'aide aux indigènes en milieu urbain Les conservateurs du Canada en négociant des contrats de financement à plus long terme avec les organisations indigènes en milieu urbain pour offrir de la stabilité et de meilleures possibilités de planification.

Emploi et métiers spécialisés

Pour surmonter les obstacles qui ont causé la sous-représentation des peuples autochtones dans les métiers spécialisés, le parti préconise : -

- travailler avec les groupes autochtones, les provinces, les territoires et les organisations professionnelles pour identifier les possibilités d'accroître l'accès des travailleurs et des jeunes autochtones aux programmes d'apprentissage
- investir dans des programmes de formation professionnelle conçus en partenariat avec le secteur privé, les organisations autochtones et les gouvernements provinciaux/territoriaux pour maximiser les possibilités d'emploi

Large bande dans les communautés rurales autochtones

Pour combler l'important déficit de connectivité auquel sont confrontés les peuples autochtones, même par rapport aux autres Canadiens vivant dans des régions rurales et éloignées, le parti préconise de -

- soutenir l'accès aux programmes de large bande existants, notamment en rationalisant les processus de demande pour les communautés autochtones, en fournissant davantage de soutien et en élaborant des modalités de financement plus souples, ainsi qu'un soutien technique au cours du processus de demande.

Communautés nordiques, rurales et agricoles

Pour renforcer et soutenir les Canadiens du Nord, le parti préconise de - permettre

aux territoires de fixer leurs limites d'emprunt au lieu qu'Ottawa les fixe arbitrairement

- veiller à ce que les décisions concernant le développement du Nord soient prises par les habitants du Nord et non par Ottawa, notamment en permettant aux habitants du Nord de décider du niveau de développement et des possibilités qu'ils souhaitent, comme l'exploitation responsable du pétrole et du gaz naturel canadiens en vue de leur exportation vers les marchés européens et indo-pacifiques

- donner à chaque territoire sa juste part des fonds fédéraux de formation et relancer la formation minière au Nunavut, afin d'accroître l'emploi des Inuits dans le secteur minier

- travailler avec les territoires, les communautés autochtones locales et Parcs Canada pour trouver des possibilités de développer l'économie de l'écotourisme dans nos parcs nordiques

- travailler avec les gouvernements et les communautés du Nunatsiavut, du Nunavut, du Nunavik et de la région de peuplement des Inuvialuit pour développer des pêcheries marines à base communautaire,

doubler la déduction pour résidence, qui n'a pas augmenté depuis 2016, afin de tenir compte de la hausse du coût de la vie dans le Nord, notamment en augmentant le montant de base dans la zone intermédiaire pour qu'il corresponde à celui de la zone nordique, et en ajoutant la péninsule nord de Terre-Neuve, de nouvelles parties du nord de la Saskatchewan et de nouvelles parties du nord-ouest de la Colombie-Britannique à la zone intermédiaire.C.

mettre en œuvre une stratégie de logement dans le Nord, y compris un financement stable et prévisible, et travailler avec les groupes autochtones, y compris les Inuits, et avec les sociétés d'exploitation des ressources qui investissent dans le Nord pour veiller à ce que des logements soient construits

- améliorer le programme Nutrition Nord pour qu'il atteigne l'objectif de veiller à ce que les habitants du Nord aient accès à des aliments sains et abordables

- veiller à ce que les territoires reçoivent leur juste part du financement des infrastructures en leur réservant une enveloppe de financement qui tienne compte des coûts de construction élevés dans le Nord

- faire avancer le projet de port et de route de la baie de Grays, relier le Nunavut et les T.N.-O. par une route principale praticable par tous les temps de 230 km reliant un port à Grays Bay à une route de glace existante partant de Yellowknife et passant par les mines de diamants des Territoires du Nord-Ouest ; et le seul port en eau profonde sur le passage du Nord-Ouest à se connecter (de manière saisonnière) au réseau routier national -

faire avancer la ligne hydroélectrique de Kivalliq, un projet mené par les Inuits qui fournira de l'énergie renouvelable et des services à large bande aux communautés éloignées mal desservies tout en permettant au secteur minier de la région de prospérer

- achever la route et le port de Tuktoyaktuk et poursuivre la politique de la porte d'entrée de l'Arctique dans le Nord canadien

- un projet à grande échelle visant à fournir de l'énergie propre au Yukon, développé en partenariat avec le gouvernement du Yukon.

Régions rurales

Le parti préconise des mesures visant à créer des emplois dans les régions rurales du Canada, notamment

- la construction d'une infrastructure numérique pour connecter tout le Canada à l'Internet à haut débit d'ici 2025, et l'accélération du processus de vente aux enchères du spectre afin d'utiliser plus de spectre et d'appliquer des dispositions d'utilisation ou de perte pour s'assurer que le spectre (en particulier dans les zones rurales) est réellement développé, avec les revenus de la vente aux enchères dédiés au plan d'infrastructure numérique,

veiller à ce que la stratégie

nationale en matière de tourisme soutienne le tourisme rural et encourage les Canadiens et les visiteurs du monde entier à explorer les régions reculées du pays,

pour réduire la criminalité en milieu rural, ajouter un critère de détermination de la peine pour les tribunaux basé sur la preuve qu'une infraction a été "dirigée contre une propriété ou une personne vulnérable en raison de son éloignement des services d'urgence".

Ports pour petits bateaux

Le parti déclare que les communautés côtières comptent sur le Programme des ports pour petits bateaux pour maintenir plus de 10 000 quais commerciaux au Canada, en particulier à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

Le parti préconise de fournir un financement durable pour les ports pour petits bateaux en doublant le financement annuel.

Criminalité rurale

Pour lutter contre la criminalité dans les zones rurales, le parti préconise : - la

collaboration avec les provinces pour lutter contre le problème croissant de la criminalité rurale et veiller à ce que les familles vivant dans les petites villes et les zones rurales se sentent en sécurité chez elles et dans leurs fermes

- l'ajout d'un critère de détermination de la peine pour les tribunaux, fondé sur la preuve qu'une infraction a été "dirigée contre un bien ou une personne vulnérable en raison de son éloignement des services d'urgence".

Immigrants et nouveaux arrivants

Le parti déclare -

que le Canada reste un phare de ce que l'humanité a de mieux à offrir, offrant sécurité et opportunités à tous, un pays déterminé à mesurer le succès non pas en fonction de la foi ou du nom de famille d'une personne mais en fonction de ses capacités, de la promesse qu'elle possède et de sa détermination à réussir

- historiquement, il a contribué à la fin de la discrimination raciale dans l'immigration canadienne, à la rationalisation des processus pour les réfugiés et les minorités persécutées, et a œuvré pour que ceux qui arrivent au Canada aient les meilleures chances de réussir

Pour résorber les retards dans le traitement des dossiers d'immigration, le parti préconise - la création d'un mécanisme d'efficacité, où les personnes qui attendent que leur demande soit examinée peuvent payer des frais pour un traitement accéléré, y compris l'utilisation de toutes les recettes provenant de ces frais de traitement accéléré pour embaucher du personnel supplémentaire afin de rationaliser encore plus les files d'attente, de sorte que même ceux qui n'ont pas les moyens de payer les frais de traitement accéléré en bénéficieront

- travailler pour identifier les ressources sous-utilisées et s'assurer que notre capacité de traitement est utilisée à son plein potentiel

- simplifier et rationaliser les processus de demande.

Visas de visiteur

Afin d'assurer l'interconnexion essentielle d'un système d'asile bien ordonné et axé sur les plus vulnérables, d'un système efficace d'application des lois sur l'immigration et de la capacité des Canadiens à inviter des amis et des membres de leur famille à leur rendre visite pour des occasions importantes, le parti préconise ce qui suit - l'augmentation de la capacité de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié à traiter les demandes d'asile sans délai

- le renforcement de l'intégrité et de l'application de la loi en général

- l'exploration de mécanismes permettant de mettre en place un système de visas plus généreux et plus équitable pour les visiteurs, en incluant des engagements plus contraignants de respecter les conditions de leur visa de visiteur

L'immigration

Pour moderniser et rendre plus équitable le traitement des demandes d'immigration, le parti préconise :

- l'infrastructure technologique de l'immigration en ligne et l'enregistrement de toutes les interactions entre les agents d'immigration et les demandeurs afin d'assurer la surveillance, l'équité et la responsabilité

- l'introduction de la technologie pour accélérer l'examen des demandes par les agents d'immigration

- une formation

accrue à la sensibilisation culturelle et l'utilisation de la technologie des réunions à distance pour mettre en relation les demandeurs avec les agents d'immigration qui comprennent le mieux le contexte culturel du demandeur

- permettre aux demandeurs de corriger des erreurs simples et honnêtes dans une demande dans un délai déterminé, développer de nouvelles stratégies opportunes et appropriées de reconnaissance des diplômes, y compris la préqualification des diplômés pour permettre aux ressortissants d'autres pays d'acquérir des compétences conformes aux normes canadiennes par l'intermédiaire d'établissements accrédités à l'étranger ou par l'apprentissage à distance avec des établissements canadiens.

- pour améliorer l'équité de la procédure de regroupement familial, supprimer le système actuel de loterie et le remplacer par un système combinant le principe du "premier arrivé, premier servi" et une pondération permettant de donner la priorité aux demandeurs en fonction de critères tels que la garde d'enfants ou l'aide à la famille, et les compétences linguistiques

- une expansion significative du programme de super visa, permettant notamment aux membres de la famille des Canadiens de venir vivre au Canada pour une durée maximale de cinq ans sans statut permanent, et de renouveler leur séjour pour une durée supplémentaire, le cas échéant, à condition qu'ils souscrivent une assurance maladie, soutenir les programmes permettant aux étudiants internationaux et aux travailleurs étrangers temporaires, par exemple, de rester au-delà de leur période de travail ou d'études, y compris en créant des voies d'accès à la permanence pour ceux qui vivent et travaillent déjà au Canada, pour autant qu'ils soient prêts à travailler dur, à contribuer à la croissance et à la productivité du Canada, et à renforcer notre démocratie.

- continuer à soutenir les services d'installation pour les nouveaux arrivants, en particulier pour les plus vulnérables

Afin de soutenir les employeurs qui cherchent à combler les lacunes en matière de compétences vitales et d'aider le public en fournissant des services publics essentiels, le parti préconise de - de donner la priorité et de rationaliser l'immigration qui garantit directement la santé des Canadiens alors que nous travaillons à renforcer notre système de santé, y compris de nouvelles mesures pour attirer les travailleurs de la santé, en particulier dans les zones et régions prioritaires - de

remanier le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour mieux l'aligner sur les besoins nationaux et pour protéger les travailleurs - à la fois ceux qui vivent déjà au Canada et ceux qui souhaitent venir travailler ici - de

réduire les doublons et de faciliter le processus de demande grâce à la création d'un système d'employeur de confiance afin que les entreprises n'aient pas à présenter

constamment de nouvelles demandes au programme

- de veiller à ce que les personnes qui entrent au Canada en tant que travailleurs peu qualifiés, comme le justifient des données concrètes sur le marché du travail, soient traitées équitablement - y compris en permettant aux employeurs de parrainer les demandes de résidence permanente - d'améliorer la qualité de l'emploi et de réduire les coûts, en veillant à ce que les personnes qui entrent au Canada en tant que travailleurs peu qualifiés, comme le justifient des données concrètes sur le marché du travail, soient traitées équitablement, notamment en permettant aux employeurs de parrainer des demandes de résidence permanente
- en continuant à surveiller le programme des travailleurs étrangers temporaires pour s'assurer qu'il atteigne les résultats escomptés et qu'il résiste aux abus
- en reconnaissant que les gouvernements provinciaux et territoriaux ont une meilleure idée des besoins de leur région, en travaillant avec eux pour accroître leur influence sur l'immigration économique dans leur région.

Réfugiés

Le parti affirme que des preuves accablantes démontrent aujourd'hui que les réfugiés parrainés par le secteur privé ont plus de chances de réussir que ceux parrainés par le secteur public, même après avoir séjourné au Canada pendant une longue période. Les données du gouvernement prouvent que même dix ans après leur arrivée, les réfugiés parrainés par le secteur privé gagnent plus et dépendent moins du gouvernement que ceux qui sont parrainés par l'État.

Le parti préconise de remplacer les places de réfugiés publiques et subventionnées par le gouvernement par davantage de places privées et de parrainage conjoint, de sorte que tous les réfugiés arrivant au Canada le fassent dans le cadre de programmes de parrainage privé ou conjoint, avec des exceptions en cas d'urgence ou de programmes spécifiques (tels que le programme pour les défenseurs des droits de l'homme discuté ci-dessous)

- cela garantirait que chaque famille de réfugiés arrivant au Canada le fasse avec un groupe de Canadiens dévoués et motivés, prêts à les accueillir, tout en garantissant que les parrains privés n'aient pas toujours à supporter l'intégralité des coûts du parrainage, ce qui leur permettrait d'aider davantage de réfugiés.
- en déterminant les allocations financières pour les parrainages conjoints, donner la priorité aux catégories suivantes : (i) le soutien apporté aux plus vulnérables ; (ii) le soutien apporté par l'intermédiaire de signataires d'accords de parrainage ayant fait la preuve de leur capacité à intégrer les réfugiés avec succès ; (iii) le soutien apporté par le biais d'un nouveau volet spécialisé, celui des "défenseurs des droits de l'homme", accueillant les défenseurs des droits de l'homme tels que les manifestants notables de Hong Kong qui sont particulièrement vulnérables dans leur pays d'origine en raison de leur volonté de défendre les droits d'autrui
- faire du Projet arc-en-ciel d'aide aux réfugiés un programme gouvernemental permanent, travailler avec les organisations LGBTQ+ au Canada pour encourager et faciliter une plus grande participation de ces organisations au parrainage des réfugiés, et diriger un réseau mondial de pays libres pour aider les minorités sexuelles persécutées dans le monde.
- aider les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et celles qui sont extrêmement vulnérables à la persécution permanente mais qui n'ont pas franchi de frontière nationale ou qui ne correspondent pas à la définition du HCR, en autorisant le parrainage privé des victimes de persécution les plus vulnérables directement depuis leur pays d'origine et en collaborant avec les communautés canadiennes pour créer un programme spécifique permettant le parrainage privé direct des minorités religieuses et sexuelles persécutées.

Contrôle des frontières

Pour rétablir l'intégrité de notre système d'immigration, le parti préconise de mettre fin aux passages frontaliers illégaux et aux points d'entrée non officiels comme Roxham Road, notamment en -

- travailler avec les États-Unis pour mettre en place des patrouilles frontalières conjointes aux points de passage les plus fréquentés de la frontière terrestre, sur le modèle des patrouilles frontalières "Shiprider" entre le Canada et les États-Unis sur les Grands Lacs
- déployer des juges de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié aux points d'arrivée les plus courants afin d'accélérer les audiences sur les demandes d'asile dans les cas les plus simples.



Solidarité

Le parti déclare que :

- dans le passé, le Canada était considéré comme un lieu de diversité et d'inclusion. Le moment est venu de décider si le Canada tiendra effectivement la promesse d'une société juste dans les années à venir.
- il incombe aux dirigeants politiques de renforcer la cohésion au sein de notre société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation.

Inclusion

Le parti préconise - la

création d'un Bureau de la justice environnementale de haut niveau à Environnement et Changement climatique Canada

- le soutien à l'adoption rapide du projet de Loi sur la stratégie nationale concernant le racisme environnemental et la justice environnementale (projet de loi C-230)
- la création d'un Conseil du climat indépendant, scientifique, non partisan et diversifié pour conseiller le gouvernement, y compris la création d'un conseil indépendant, non partisan, composé de représentants des Premières nations, des Inuits et des Métis, de climatologues et de chercheurs, de jeunes et de représentants des communautés les plus touchées par la situation d'urgence en matière de climat, conseiller le gouvernement sur l'élaboration et la mise en œuvre de ses politiques en matière de changement climatique dans une optique de justice environnementale et d'éradication du racisme environnemental
- fournir un accès universel à des espaces verts et publics sûrs, inclusifs et accessibles, renforcer les programmes pour aider toutes les personnes au Canada à bénéficier de la nature proche, en particulier les communautés racialisées et les autres personnes confrontées à des obstacles systémiques
- augmenter le financement des programmes fédéraux ainsi que des partenariats avec les municipalités et les organisations locales pour tirer parti des réseaux et des connaissances afin d'atteindre toutes les communautés et de s'attaquer à la discrimination et au racisme dans les espaces verts.

Personnes handicapées

Le parti déclare que :-

il est temps que chaque personne handicapée au Canada puisse vivre avec dignité

- les Canadiens handicapés et leurs familles ont souffert de manière disproportionnée pendant la pandémie. Il y a eu une érosion de la santé mentale et de la confiance dans les institutions publiques pour les personnes handicapées, ce qui a entraîné une hésitation à se faire vacciner
- même avant la pandémie, les personnes handicapées vivaient dans des niveaux disproportionnés de pauvreté et d'exclusion. Comme nous l'avons observé pendant la pandémie, l'introduction d'un revenu de base peut améliorer de manière significative la capacité des personnes à subvenir à leurs besoins
- un revenu minimum vital garanti serait le meilleur moyen d'apporter le soutien dont les Canadiens handicapés ont désespérément besoin. Ce programme est un plancher pour l'accès aux ressources des personnes handicapées ; ce n'est pas un plafond. Grâce à des programmes supplémentaires visant à éliminer les obstacles, les personnes handicapées auront le droit d'être des partenaires égaux et à part entière dans la société canadienne.

Le parti préconise - la

création d'une Loi canadienne pour les personnes handicapées (LPC) pour exprimer la vision des Canadiens d'une société plus équitable plutôt que la confusion actuelle résultant de la multiplicité des lois, des normes, des politiques et des programmes qui prévalent

- le soutien d'un fonds national d'équipement pour fournir des équipements tels que des fauteuils roulants et des outils d'accessibilité pour aider les personnes handicapées avec les outils nécessaires pour participer pleinement au travail et à la vie communautaire (il peut s'agir d'un programme conjoint avec les provinces - la préoccupation est l'égalité d'accès et les normes communes)
- l'investissement dans le logement social adapté si nécessaire pour répondre à des besoins particuliers, l'investissement dans des logements sociaux adaptés aux besoins particuliers, avec des options de location et d'achat, y compris l'obligation pour les programmes de logement bénéficiant d'un financement fédéral de veiller à ce que 30 % de toutes les unités de chaque programme soient très abordables et/ou disponibles pour les personnes handicapées et ayant des besoins particuliers
- l'octroi aux provinces et aux territoires de transferts fédéraux en matière de santé destinés à la réadaptation des personnes devenues handicapées, par ex. la perte d'un membre, etc. -
- appliquer la loi sur l'équité en matière d'emploi afin de garantir aux personnes handicapées l'égalité des chances en matière d'emploi à long terme et d'avancement. Les personnes handicapées sont généralement les dernières à trouver un emploi et les premières à être licenciées
- instituer un revenu vital garanti pour les personnes handicapées afin qu'aucune d'entre elles ne vive dans la pauvreté
- convertir le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) en un crédit remboursable
- revoir le test du régime de pensions du Canada/de la prestation d'invalidité (CPP/D) afin d'intégrer la définition du handicap du CIPH et de permettre l'emploi.

Soutien aux sans-abri

Pour soutenir la communauté des sans-abri, le parti préconise :- l'

élargissement des services de santé mentale pour la communauté des sans-abri

- l'amélioration de l'accès à des services de santé mentale de haute qualité, afin de reconnaître les liens entre les sans-abri et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale
- la mise en œuvre de programmes qui dirigent des fonds vers les municipalités fournissant un soutien aux personnes de la communauté des sans-abri qui consomment des drogues
- le soutien aux initiatives "Logement d'abord" et à d'autres modèles réussis d'amélioration des résultats en matière de santé.

Soutien aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale

Le parti déclare que : - chaque année, un Canadien sur cinq sera confronté à un problème de santé mentale ou à une maladie mentale. La stigmatisation sociale, les disparités régionales et le manque de moyens financiers constituent des obstacles majeurs à l'accès aux services de santé mentale

- la pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes de santé mentale, les jeunes, les communautés racialisées et les personnes LGBTQ+ affichant les taux les plus élevés de mauvaise santé mentale
- le taux de suicide chez les jeunes au Canada est le troisième plus élevé dans le monde industrialisé. Le suicide au sein des communautés autochtones est une crise, le suicide étant la principale cause de décès chez les Premières nations de moins de 44 ans, et le taux de suicide chez les jeunes Inuits étant 11 fois supérieur à la moyenne nationale
- outre une qualité de vie réduite, le coût économique de la santé mentale est de 50 milliards de dollars par an.
- Les parties prenantes font état de longs délais d'attente, d'un manque d'accessibilité aux soins privés, d'un manque d'accès à un soutien continu, d'un manque d'accès pour les personnes vivant en dehors des zones urbaines, la décriminalisation de la simple possession de drogues illicites, associée à la création d'un système national d'approvisionnement sûr en médicaments de choix et à la création de logements supervisés plus abordables, permettra de traiter le lien entre la consommation de substances et la santé mentale
- des services accessibles et de haute qualité doivent être fournis équitablement à tous les Canadiens, en tenant compte de l'impact de la santé mentale sur les jeunes, les peuples autochtones, les communautés racialisées et la communauté LGBTQ+.

Le parti préconise la mise en place d'une stratégie nationale de prévention du suicide, fondée sur des données probantes et culturellement adaptée, afin de lutter contre les taux alarmants de suicide, en particulier dans les communautés indigènes :

- la négociation d'un accord canadien sur la santé pour donner la priorité à l'expansion des services de santé mentale et de réadaptation, et demander l'inclusion des services de santé mentale comme étant médicalement nécessaires
- l'allocation d'un investissement fédéral direct accru dans les soins de santé mentale communautaires
- l'établissement de mécanismes de responsabilité solides pour garantir la prestation de soins de santé mentale au même titre que la santé physique
- l'augmentation des investissements dans la santé mentale dirigée par les Autochtones, y compris un soutien accru aux programmes et services de santé mentale dirigés par des autochtones, culturellement sûrs, ancrés dans les pratiques de guérison autochtones, la guérison fondée sur la terre et le principe d'autodétermination, et en veillant à ce que tous les programmes soient guidés par le cadre du continuum du bien-être mental des Premières nations, en établissant un financement de programme permanent pour la prestation de soins de toxicomanie communautaires fondés sur la terre et tenant compte des traumatismes pour les peuples indigènes ; augmenter les investissements ciblés dans le personnel de santé mentale au service des communautés autochtones, doubler le budget actuel de l'Initiative des ressources humaines en santé autochtone et prendre des mesures actives pour mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, en particulier ceux liés à la santé mentale.
- soutenir les Premières nations, les Métis et les Inuits dans la (re)construction de systèmes de connaissances traditionnelles en matière de guérison et de bien-être, y compris l'inclusion officielle de la guérison traditionnelle dans les programmes de bien-être mental et de soins à domicile et en milieu communautaire, et veiller à ce que le processus soit mené par les organisations des Premières nations, des Métis et des Inuits
- investir dans la santé mentale des jeunes, y compris fournir un financement spécifique pour les interventions précoces en matière de santé mentale, y compris les programmes d'apprentissage social et émotionnel, l'éducation de qualité et accessible de la petite enfance, l'accès aux services communautaires de santé mentale pour les parents et les soignants, les programmes de soutien par les pairs pour les jeunes, les cliniques mobiles de santé mentale pour les jeunes, etc.
- fournir des fonds pour la prévention, le traitement et la recherche en matière de santé mentale des jeunes, afin de répondre à la crise croissante des problèmes de santé mentale chez les jeunes
- en demandant une étude nationale sur l'impact des téléphones et des médias sociaux sur la santé mentale des adolescents.
- parce que la création d'un parc de logements ne suffira pas nécessairement à répondre aux besoins des personnes souffrant de problèmes de santé mentale graves et/ou chroniques, fournir un accès à des logements communautaires de soutien comprenant des suppléments/allocations de loyer, une gestion de cas, des conseils, une aide à la prise de médicaments et une formation aux aptitudes à la vie quotidienne

Peuples autochtones

Logement

Pour garantir l'accès au logement des peuples autochtones, le parti préconise : -

- sous la direction des Premières nations, des Inuits et des Métis, l'élaboration de stratégies de logement urbain autochtone inclusives et culturellement appropriées - pour les peuples autochtones et par les peuples autochtones - comme le propose le Caucus autochtone de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine.
- modifier la législation qui empêche les organisations autochtones d'accéder au financement par l'intermédiaire de la SCHL pour investir dans des besoins de logement autodéterminés
- allouer des fonds aux fournisseurs de logements autochtones en milieu urbain
- élaborer et mettre en œuvre une stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique élaborer et mettre en œuvre une

stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique

- veiller à ce que tous les logements dans les communautés autochtones soient construits conformément aux principes énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)
- tirer parti des terres et des biens immobiliers fédéraux pour les transférer à des organisations autochtones hors réserve afin de créer des possibilités de logement et de développement économique
- aider les populations autochtones urbaines et rurales à trouver des hébergements d'urgence et des options de logement abordable pour les jeunes, Aider les populations autochtones urbaines et rurales à trouver des logements d'urgence et des options de logement abordables pour les jeunes, les aînés, les 2SLGBTQIA+ et les populations vulnérables
- Mettre en place un programme d'aide au logement "pour les autochtones, par les autochtones" pour toutes les communautés autochtones urbaines et hors réserve, y compris pour les populations autochtones inscrites et non inscrites.

Santé des populations autochtones

Pour promouvoir la santé des indigènes, le parti préconise :

- la mise

en œuvre des appels à l'action 18-24 de la Commission de vérité et de réconciliation

- le soutien aux Premières nations, aux Métis et aux Inuits dans la (re)construction de systèmes de connaissances traditionnelles sur la guérison et le bien-être, y compris l'inclusion formelle de la guérison traditionnelle dans les programmes de bien-être mental et de soins à domicile et en milieu communautaire. Ce processus doit être mené par les organisations des Premières nations, de la nation métisse et des Inuits
- mettre fin à tous les avis d'ébullition de l'eau, notamment en investissant dans les infrastructures essentielles et en les modernisant afin de garantir un accès à l'eau potable et de mettre fin aux avis d'ébullition de l'eau dans chaque communauté, et en soutenant les processus menés par les Autochtones pour mettre en œuvre des systèmes de gestion de l'eau potable et des eaux usées
- garantir l'accès à des logements sûrs et abordables de grande qualité (voir Logement)
- améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés nordiques, notamment en consultant les résidents sur l'agriculture arctique, en travaillant avec des groupes sans but lucratif pour construire des serres ou des tours hydroponiques et en finançant des programmes d'éducation en matière de nutrition et d'horticulture.

Réconciliation et restitution

Le parti déclare que : - Le Canada a une profonde obligation légale et morale de réconcilier et de restituer les relations coloniales - marquées par l'expropriation violente, le déplacement et l'assimilation forcée - qui ont sapé les fondements culturels, de gouvernance et économiques des peuples autochtones de cette terre

- il reconnaît le leadership, la résistance et la résilience continus des peuples autochtones face à l'oppression systémique et aux traumatismes intergénérationnels
- il soutiendra tous les efforts des peuples autochtones pour sortir des positions désavantageuses dans lesquelles le Canada les a placés, elle réaffirme son soutien à la mise en œuvre des recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation et du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et s'engage à mettre en œuvre la DNUDPA pour les Premières nations qui la soutiennent
- elle estime que chaque nation a le droit de décider qui parlera en son nom, et que le gouvernement du Canada doit être dirigé par les peuples autochtones en ce qui concerne l'élaboration de toute législation relative à la DNUDPA

Le parti préconise

- fournir un financement durable aux centres de guérison autochtones, nouveaux et existants, afin de remédier aux préjudices causés par les pensionnats, y compris un financement accru des centres d'amitié à travers le Canada qui fournissent des services sociaux essentiels en dehors des réserves ; honorer la demande initiale de la Commission de vérité et de réconciliation pour le financement du projet sur les enfants disparus et les sépultures non marquées ; demander au pape de présenter des excuses au nom de l'Église catholique pour son implication dans les pensionnats
- reconnaître que les enfants autochtones des pensionnats ont été remplacés par des enfants autochtones placés dans des familles d'accueil ; les enfants autochtones représentent 7,7 % des enfants au Canada, mais 52,2 % des enfants placés 7 % des enfants au Canada, mais 52,2 % des enfants placés ;
- ne pas s'opposer aux ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne exigeant du gouvernement qu'il indemnise les enfants et les familles victimes de la discrimination au Canada,
- veiller à ce que les enfants des Premières nations non inscrites vivant hors réserve aient accès au principe de Jordan
- respecter la souveraineté autochtone sur les terres autodéfinies et autogouvernées - qu'il s'agisse des Premières nations, des nations métisses ou des Inuits - et respecter tous les droits que leur titre foncier implique, y compris le droit à la gestion
- mettre pleinement en œuvre les traités et autres accords d'autonomie gouvernementale conclus entre le Canada et les gouvernements autochtones, y compris un véritable engagement de nation à nation avec les peuples autochtones, véritablement fondé sur la doctrine du consentement libre, préalable et éclairé de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en partenariat avec les peuples autochtones, travailler à la création d'une loi sur le Tribunal des terres et traités autochtones afin de mettre en place un

organisme indépendant qui statuera sur les revendications spécifiques, en veillant à ce que les négociations de traités soient menées et financées équitablement et à ce que les négociations de traités et le règlement des revendications n'aboutissent pas à l'extinction des droits ancestraux et des droits issus de traités

- en répudiant officiellement la doctrine de la terra nullius, la doctrine de la découverte et les autres doctrines de supériorité
- en affirmant le droit inhérent des Premières nations, des Inuits et des Métis à déterminer les services à l'enfance et à la famille

L'éducation

Le parti préconise -

garantir que chaque enfant des Premières Nations, Métis et Inuits ait accès à des opportunités éducatives de qualité basées sur les priorités culturelles, politiques et sociales exprimées par les gouvernements des Premières Nations, Métis et Inuits, après une consultation significative

- soutenir le développement de programmes d'éducation indigènes spécifiques à la langue et à la culture
- augmenter l'accès à l'éducation post-secondaire pour les jeunes indigènes en supprimant le plafond de financement de deux pour cent, soutenir la transmission, la prolifération et la régénération des œuvres culturelles et des langues indigènes
- éduquer les Canadiens non indigènes sur l'histoire, les coutumes, les traditions et les cultures des Premières nations, des Métis et des Inuits de l'île de la Tortue.

Communautés rurales et agricoles

Le parti déclare que : - vingt pour cent de la population du Canada vit dans des environnements ruraux et éloignés. Dans certaines régions, ce chiffre s'élève à près de 50 %. Même avant la mise en place du COVID-

19, les communautés rurales étaient en difficulté

- le modèle économique dominant a sapé le tissu social, économique et culturel des communautés rurales et, pendant de nombreuses années, ces communautés ont été privées des ressources et des investissements nécessaires pour renforcer leurs fondations de base
- les défis auxquels sont confrontées les communautés rurales comprennent l'absence d'un soutien suffisant pour le développement économique localisé ; le manque d'infrastructures et de services - Les municipalités ne sont pas autorisées à enregistrer des déficits, alors qu'elles sont propriétaires et responsables des infrastructures de base, avec des assiettes fiscales limitées ; cela signifie que les municipalités rurales ont du mal à générer des revenus suffisants pour moderniser les infrastructures vieillissantes et fournir des services essentiels, tels que les télécommunications, les soins de santé et les transports publics
- le vieillissement de la population - La population rurale vieillit plus vite que ses homologues urbains. La rétention des jeunes : les services limités et le manque d'opportunités d'emploi dans les communautés rurales, associés à un meilleur accès à l'apprentissage et aux opportunités dans les villes, ont attiré les jeunes loin des communautés rurales. Une fois que les jeunes sont partis pour les centres urbains, ils ne reviennent souvent pas : la population des jeunes âgés de 15 à 19 ans dans le Canada rural a diminué de 10 % entre 2011 et 2016 - défis économiques : en raison de tous les facteurs susmentionnés, les revenus ruraux ont tendance à être inférieurs à ceux des communautés urbaines, et le taux de chômage a tendance à être plus élevé
- des communautés rurales fortes sont essentielles pour la résilience économique, sociale et culturelle, en tant que moteurs de la diversification, de l'innovation et du progrès vers une société plus juste et plus équitable.

Afin de garantir que les communautés rurales et isolées reçoivent leur juste part de ressources pour les aider à démarrer leur revitalisation, le parti préconise de - la création d'une commission parlementaire chargée de recueillir des informations sur les besoins des communautés rurales et isolées, y compris sur l'état du financement des services ruraux dans le contexte des réalités économiques et sociales auxquelles ces communautés sont confrontées, et de formuler des recommandations sur la manière de combler ces lacunes par des moyens efficaces au niveau local. Cela créera des emplois, offrira des alternatives plus propres et plus sûres à la conduite automobile, réduira l'empreinte carbone du Canada rural et améliorera l'accès aux services pour les Canadiens des zones rurales

- réévaluer le Transfert canadien en matière de santé (TCS) afin que les communautés rurales soient couvertes par un montant équitable de financement pour répondre aux besoins de la communauté
- soutenir les provinces dans la mise en œuvre de modèles de prestation innovants tels que la télémédecine pour améliorer l'accès à la santé dans les zones rurales du Canada
- élargir le mandat de Postes Canada pour y inclure les services bancaires, les centres d'accès à l'internet à haut débit et les stations de recharge pour véhicules électriques, augmenter les salaires des employés de Postes Canada travaillant dans les communautés rurales (qui sont majoritairement des femmes) et combler les écarts de rémunération entre les services urbains et ruraux.
- améliorer la connectivité rurale, en développant l'infrastructure à large bande dans les zones rurales pour aider à revitaliser les économies rurales et donner aux communautés un meilleur accès aux services dont elles ont besoin ; continuer à soutenir le Fonds universel pour le haut débit avec 150 millions de dollars supplémentaires par an sur 4 ans pour atteindre les communautés au bas de l'échelle d'éligibilité ; et briser les monopoles de télécommunications en modifiant la réglementation du CRTC pour permettre un traitement plus équitable des consommateurs ruraux.

Infrastructure rurale et industrie

Afin d'assurer une prévisibilité à long terme pour les communautés rurales et nordiques, le parti préconise d'appuyer la demande de la Fédération canadienne des municipalités pour un financement annuel d'au moins 250 millions de dollars pour l'infrastructure à partir de 2028-29.

Pour rendre les industries importantes pour les communautés rurales plus durables, le parti préconise de - soutenir les investissements localisés dans les énergies renouvelables et la fabrication verte, ce qui permettra une transition vers l'emploi dans les communautés qui dépendent des secteurs pétrolier et gazier

- aider les agriculteurs à s'éloigner du modèle industriel contrôlé par les grandes entreprises agroalimentaires et à se tourner vers des systèmes alimentaires locaux et régionaux
- remplacer un tiers des importations alimentaires du Canada par une production nationale, ce qui permettrait de réinjecter 15 milliards de dollars dans notre économie et de favoriser la diversification économique.

et la revitalisation rurale

- promouvoir la création de fiducies foncières pour mettre en jachère des terres arables dans tout le Canada afin d'aider à contrôler le prix des terres et de les empêcher d'être définitivement retirées de la liste des terres agricoles viables
- financer des installations nouvelles et innovantes de fabrication de produits forestiers à valeur ajoutée dans le Canada rural afin de créer des emplois et de maintenir les bénéfices de nos ressources au Canada, et travailler avec les provinces, les territoires et les municipalités pour s'assurer que la fabrication de bois, de pâte à papier et de papier est durable sur le plan environnemental et économique dans le Canada rural

soutenir le développement de l'aquaculture dans des installations fermées afin de protéger les espèces sauvages, de limiter la pollution et de soutenir les travailleurs des parcs à poissons pendant la transition

- protéger les droits de pêche traditionnels des peuples indigènes vivant au Canada, y compris le droit de pratiquer la pêche pour assurer une subsistance convenable.

Immigrants et nouveaux arrivants

Le parti déclare que : - Le

Canada est fier du multiculturalisme de sa société et de l'image accueillante qu'il projette à l'égard des immigrants et des réfugiés

- il estime que le Canada a encore du travail à faire pour parvenir à un multiculturalisme équitable et juste. Au cours des dernières années, de plus en plus de voix se sont élevées pour demander que l'on s'attaque aux problèmes systémiques du multiculturalisme.

le racisme et le colonialisme dans toutes les branches du gouvernement, des soins de santé à l'emploi, en passant par le logement et les transports. Les politiques et pratiques en matière d'immigration et de réfugiés ne doivent pas être exclues de cette conversation

- elles visent à renforcer nos communautés et à donner un exemple international en apportant des travailleurs plus qualifiés, de meilleures stratégies de réunification des familles et en s'attaquant aux inégalités actuelles au sein des systèmes existants au Canada

Pour lutter contre le racisme et la discrimination systémiques dans les services d'immigration et de réfugiés, le parti préconise de - la mise à jour du guide de la citoyenneté afin d'y inclure une histoire plus précise du Canada et de l'île de la Tortue, incluant les préjudices causés par les pensionnats et la Loi sur les Indiens

- la lutte contre la xénophobie dans tous les aspects de l'établissement, y compris la libéralisation des visas temporaires, la délivrance de permis temporaires (études, travail, visite, etc.) et le regroupement familial (y compris l'augmentation de la capacité de parrainage familial et la révision des processus d'adoption)

- mettre fin à l'accord sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis, que la Cour fédérale canadienne a récemment jugé contraire à la garantie de la Charte canadienne des droits et libertés du "droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne", car il permet au Canada de renvoyer aux États-Unis les demandeurs d'asile qui se présentent à la frontière canado-américaine.

réviser toutes les pratiques de l'Agence des services frontaliers du Canada, y compris l'exploitation des centres de détention de l'immigration, la séparation des familles et l'élaboration d'un mécanisme de contrôle, y compris une Commission civile de plainte et d'examen.

En ce qui concerne la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger, le parti préconise -

revoir et mettre à jour les politiques d'accréditation et les programmes d'autorisation pour mieux refléter les besoins actuels de notre société canadienne

- collaborer avec les institutions d'accréditation au Canada pour reconnaître la formation et l'éducation à l'étranger

- allouer plus de fonds pour fournir une formation, des compétences linguistiques, des compétences professionnelles et la reconnaissance de l'accréditation pour tout nouvel arrivant légalement autorisé à travailler au Canada

- créer des incitations pour les employeurs à embaucher des nouveaux arrivants et des demandeurs d'asile.

En ce qui concerne la résidence permanente et la citoyenneté, le parti préconise ce qui suit : -

en reconnaissance du rôle que les travailleurs étrangers temporaires et les travailleurs de première ligne ont joué dans nos soins de santé et notre économie pendant la pandémie de COVID-19, l'introduction de barrières moins élevées et de voies d'accès plus accessibles à la résidence permanente pour ces travailleurs.

- améliorer les conditions des réfugiés et des demandeurs d'asile en s'attaquant aux délais de traitement qui durent des années, aux frais de demande inabornables et en éliminant les exigences de service fondées sur le statut
- élaborer des stratégies sûres pour les travailleurs étrangers temporaires et les dénonciateurs afin qu'ils puissent dénoncer les employeurs abusifs sans perdre leur statut

En ce qui concerne le regroupement familial, le parti préconise - un soutien

accru au parrainage des parents et des grands-parents par IRCC, en augmentant le nombre de demandes acceptées et en réduisant les délais de traitement

- la révision des interdictions d'adoption dans les pays à majorité musulmane afin que les parents adoptifs puissent rester ensemble tout au long du processus d'immigration, ainsi que l'autorisation d'adoption dans ces pays par des citoyens canadiens
- l'abaissement des barrières pour les réfugiés au sens de la convention qui souhaitent retrouver leurs enfants et les faire venir au Canada en rendant le processus plus accessible
- la suppression des exigences en matière de visa pour la plupart des parents qui rendent visite à leurs enfants - y compris les étudiants internationaux, les travailleurs temporaires, les citoyens canadiens et les réfugiés au sens de la convention.



Handicaps

Soutien financier

Le parti déclare que : - les

personnes handicapées peuvent être confrontées à des coûts supplémentaires liés aux soins médicaux, aux adaptations et aux appareils médicaux, et sont presque deux fois plus susceptibles d'avoir un faible revenu que les personnes non handicapées

- depuis leur création en 2008, les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) ont soutenu la sécurité financière à long terme des personnes handicapées qui sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées, l'actif total des REEI ayant augmenté pour atteindre environ 8 milliards de dollars.8 milliards de dollars
- elle a élargi l'accès aux REEI en permettant aux membres de la famille admissibles, tels que les parents, les époux ou les conjoints de fait, d'ouvrir des REEI et d'être le titulaire du régime pour un adulte ayant une déficience mentale dont la capacité à conclure un contrat de REEI est mise en doute et qui n'a pas de représentant légal.
- parce que la disposition relative au membre de la famille admissible doit expirer, il a l'intention de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2026 et de l'étendre aux frères et sœurs adultes d'un bénéficiaire du REEI. Ces mesures devraient coûter 13 millions de dollars sur cinq ans.

Étant donné que la disposition relative au membre de la famille admissible devait à l'origine servir de palliatif pour permettre aux provinces et aux territoires d'élaborer des solutions plus appropriées et à long terme pour résoudre les problèmes de représentation juridique des personnes handicapées dans le cadre du REEI, le gouvernement continue d'encourager les provinces et les territoires qui ne l'ont pas encore fait à se pencher sur les questions relatives à la tutelle des personnes handicapées.

Inclusion

Le parti déclare que : -

après le lancement en octobre 2022 du Plan d'action pangouvernemental global pour l'inclusion des personnes handicapées, il doit recueillir les points de vue des Canadiens handicapés sur les questions qui les concernent

- à cette fin, il propose de fournir 10 millions de dollars sur deux ans à Emploi et Développement social Canada pour investir dans le renforcement des capacités et le travail communautaire des organisations de personnes handicapées du Canada

- il propose en

outre de fournir 21,5 millions de dollars en 2023-24 à Emploi et Développement social Canada pour poursuivre les travaux sur la prestation future de la Prestation canadienne pour enfants, y compris l'engagement avec la communauté des personnes handicapées et les provinces et territoires sur le processus de réglementation.

- pour faire avancer le lancement d'une prestation d'invalidité canadienne dans le cadre du plan d'action pour l'inclusion des personnes handicapées, les investissements prévus dans son budget actuel continuent de jeter les bases nécessaires à la mise en place de la prestation d'invalidité canadienne

Le parti déclare en outre que, durant son mandat actuel, le gouvernement fédéral a apporté un soutien important aux Canadiens handicapés, notamment par les mesures suivantes

-

plus de 1,6 milliard de dollars par an pour soutenir les personnes souffrant de déficiences mentales et physiques graves et prolongées, grâce au crédit d'impôt pour personnes handicapées

- plus d'un milliard de dollars par année grâce aux Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité et aux Bons canadiens pour l'épargne-invalidité, ainsi qu'à l'exonération d'impôt du revenu de placement gagné dans les régimes enregistrés d'épargne-invalidité, ce qui favorise la sécurité financière des personnes handicapées
- 922 millions de dollars aux provinces et aux territoires dans le cadre des Ententes sur le développement de la main-d'œuvre en 2023-2024, dont environ 30 % sont destinés à aider les personnes handicapées à obtenir de la formation, à perfectionner leurs compétences et à acquérir de l'expérience professionnelle
- plus de 650 millions de dollars par année sous forme de subventions canadiennes aux étudiants plus généreuses, de prêts canadiens aux étudiants sans intérêt et d'une aide au remboursement plus facile d'accès - y compris l'annulation des prêts pour les personnes ayant une incapacité permanente grave - afin d'aider les personnes handicapées à assumer les coûts additionnels de l'éducation postsecondaire, comme ceux qui sont associés aux services et aux dispositifs de soutien
- 105 millions de dollars en 2023-2024 pour soutenir la mise en œuvre d'une stratégie d'emploi pour les personnes handicapées par l'entremise du Fonds d'intégration. Cela comprend le financement du programme Ready, Willing and Able pour aider les personnes atteintes de troubles du spectre autistique ou de déficiences intellectuelles à trouver un emploi.
- plus de 460 millions de dollars par an grâce à la prestation pour enfants handicapés, qui complète la prestation canadienne pour enfants pour les parents d'enfants souffrant d'une incapacité grave et prolongée, ce qui représente une aide annuelle moyenne d'environ 2 700 dollars

Santé mentale et toxicomanie

- Le parti déclare qu'au cours de son mandat, il a fait de l'investissement dans les services de santé mentale pour les Canadiens une priorité, et que les investissements clés incluent :
- 5 milliards de dollars sur dix ans aux provinces et territoires, à partir de 2017-18, pour améliorer et accroître la disponibilité des services de santé mentale et de toxicomanie
 - plus de 240 millions de dollars depuis 2020-21 pour le portail Wellness Together Canada, qui fournit aux Canadiens des outils et des services gratuits pour soutenir leur santé mentale et leur bien-être
 - 100 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2021-22, pour soutenir des projets d'interventions innovantes en matière de santé mentale pour les populations touchées de manière disproportionnée par le COVID-19, notamment les travailleurs de la santé, les travailleurs de première ligne, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les communautés racialisées
 - 25 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2019-20, et 5 millions de dollars en continu, pour soutenir un service pancanadien de prévention du suicide afin de permettre aux personnes de tout le Canada d'avoir accès à un soutien bilingue en cas de crise, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, de la part d'intervenants formés
 - plus de 1.5 milliards de dollars sur six ans, à partir de 2021-22, pour soutenir des services respectueux des traumatismes, culturellement adaptés et dirigés par des autochtones afin d'améliorer le bien-être mental, y compris plus de 825 millions de dollars dans les budgets 2021 et 2022 pour soutenir des stratégies de santé mentale et de bien-être fondées sur les distinctions avec les Premières nations, les Inuits et les Métis.

Crise des opioïdes

Le parti déclare que la crise des surdoses et l'approvisionnement en drogues illicites toxiques coûtent la vie à une moyenne de 20 Canadiens par jour - dont beaucoup sont sans abri - ce qui entraîne une pression incommensurable sur nos communautés, nos systèmes de soins de santé et nos services sociaux locaux.

Le parti indique que durant son mandat :

- il a investi plus de 800 millions de dollars dans le cadre de la Stratégie canadienne relative aux drogues et aux substances afin de rétablir la réduction des méfaits en tant que pilier essentiel de la stratégie, et s'est efforcé de soutenir une réponse compatissante et fondée sur des données probantes à la crise des surdoses et à la stigmatisation qui y est associée
- il a autorisé des sites de consommation sûre afin d'offrir un espace sécurisé à des dizaines de milliers de Canadiens confrontés à des problèmes de consommation de substances psychoactives. Les professionnels de la santé ont pu traiter 42 000 overdoses, sans qu'aucun décès ne soit à déplorer sur le site.

Le parti propose :

- entre autres améliorations des services de santé, un nouveau financement de 46,2 milliards de dollars pour les provinces et les territoires afin de faciliter l'accès à des services de santé mentale et de toxicomanie équitables et en temps voulu
- pour compléter ces investissements, l'allocation d'un total de 359,2 millions de dollars sur cinq ans, dont 5,7 millions de dollars en cours et 1.
 - (1) 144 millions de dollars sur cinq ans pour le Programme de lutte contre la toxicomanie et les dépendances afin de financer des mesures de soutien communautaires, notamment un approvisionnement plus sûr, des sites de consommation supervisée et d'autres interventions sanitaires fondées sur des données probantes
 - (2) 20,2 millions de dollars sur cinq ans à l'Agence de la santé publique du Canada pour un nouveau programme communautaire visant à prévenir la consommation de substances chez les jeunes
 - (3) 73,9 millions de dollars sur cinq ans, dont 4,6 millions en cours, à Santé Canada pour rationaliser les autorisations de sites de consommation supervisée et de services de vérification des drogues, élargir l'accès à un approvisionnement plus sûr et évaluer des approches novatrices
 - (4) 50,8 millions de dollars sur cinq ans, dont 1,1 million en cours et 1,3 million en amortissement restant, à Santé Canada ; et 16 millions de dollars sur cinq ans, à l'Agence de la santé publique du Canada pour soutenir la collecte de données vitales sur les méfaits liés aux substances et l'analyse en laboratoire de l'approvisionnement en drogues illégales
 - (5) 4.

6) 42 millions de dollars sur cinq ans à la Gendarmerie royale du Canada ; 6,2 millions de dollars sur cinq ans à Services et marchés publics Canada ; et 1,6 million de dollars sur cinq ans, provenant des ressources existantes, à Affaires mondiales Canada pour prendre de nouvelles mesures afin de collaborer avec nos partenaires pour lutter contre le trafic de drogues et endiguer la circulation mondiale de ces substances.

Peuples autochtones

Le parti déclare que : - la

construction d'un Canada qui fonctionne pour tous nécessite un engagement à réparer les erreurs du passé et à travailler pour soutenir un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

- Au cours de son mandat actuel, il a travaillé avec des partenaires autochtones pour faire progresser une réconciliation significative avec les communautés des Premières nations, des Inuits et des Métis. De réels progrès ont été accomplis pour améliorer la qualité de vie des communautés autochtones et combler les écarts entre les autochtones et les non-autochtones. Mais il reste encore du travail à faire. - Parmi les mesures les plus importantes, le parti prévoit d'investir :

* 29 milliards de dollars pour les services de protection de l'enfance, y compris des fonds pour mettre en œuvre la Loi sur les enfants, les jeunes et les familles des Premières nations, des Inuits et des Métis, pour maintenir et améliorer le programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations, et pour soutenir les négociations en cours en vue de réformes supplémentaires du programme

* près de 6,4 milliards de dollars pour répondre aux besoins des enfants des Premières nations par le biais du Principe de Jordan

* 6,7 milliards de dollars pour soutenir les soins primaires et la santé publique dans les réserves, les soins de santé mentale fondés sur les distinctions, et les services de santé non assurés. Plus de 5,9 milliards de dollars pour l'enseignement primaire et secondaire afin d'aider les enfants des Premières nations vivant dans les réserves à recevoir un enseignement de qualité. Plus de 5,7 milliards de dollars pour combler les lacunes critiques en matière d'infrastructures liées à l'eau et aux eaux usées, et pour accélérer les progrès en vue de mettre fin aux avis à court et à long terme concernant la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières nations vivant dans les réserves

* Plus de 4 milliards de dollars pour soutenir le logement des Premières nations dans les réserves, et près de 2,5 milliards de dollars pour soutenir l'infrastructure communautaire dans les réserves *

près de 2,5 milliards de dollars pour mettre en place un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui répond aux besoins des familles des Premières nations

* 991 millions de dollars pour les services de police et les installations policières des Premières nations et des Inuits afin d'assurer l'accès à des services de police locaux et adaptés à la culture qui rendent les collectivités plus sûres

* 417 millions de dollars destinés à l'éducation postsecondaire des Premières nations

Priorités des Inuits

En outre, le parti déclare que les investissements clés dans les priorités des Inuits réalisés au cours de son mandat actuel comprennent : - 25 millions de dollars pour la mise en œuvre de la politique Inuit Nunangat, qui a été élaborée en collaboration avec les Inuits et qui guidera le gouvernement fédéral dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, de politiques et d'initiatives fédérales nouvelles et renouvelées

- plus de 1,3 milliard de dollars pour soutenir le logement dans les communautés inuites

- 5,1 milliards de dollars pour réduire la tuberculose, fournir des services de santé non assurés et soutenir les soins de santé mentale fondés sur les distinctions

- plus de 230 millions de dollars pour les communautés inuites afin de mettre en place un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui répond aux besoins des familles inuites

- 70 millions de dollars pour soutenir la stratégie nationale de prévention du suicide chez les Inuits

- plus de 125 millions de dollars destinés à l'enseignement postsecondaire des Inuits.

Priorités pour les Métis

En outre, le parti déclare que les investissements clés dans les priorités des Métis réalisés au cours de son mandat actuel comprennent : - plus de 860 millions de dollars pour les communautés métisses afin de mettre en place un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui répond aux besoins des familles métisses

- 690 millions de dollars pour soutenir le logement dans les communautés métisses et plus de 400 millions de dollars pour la formation des communautés métisses en matière de compétences et d'emploi, le développement économique et pour soutenir le démarrage et l'expansion des petites et moyennes entreprises métisses

- 867 millions de dollars pour soutenir les soins de santé mentale fondés sur les distinctions ainsi que le suivi et le traitement des maladies chroniques

- plus de 360 millions de dollars ciblés pour l'éducation postsecondaire des Métis.

Autodétermination et prospérité

Le parti déclare que : - L'autodétermination autochtone est essentielle pour l'avenir du Canada. Elle renforce les relations de nation à nation, de gouvernement à gouvernement et entre les Inuits et la Couronne

- les gouvernements autochtones doivent être en mesure de fixer et de mettre en œuvre des priorités dans le respect de leurs communautés, de leurs terres et de leurs ressources, et les peuples, les entreprises et les communautés autochtones doivent avoir la possibilité de participer pleinement à l'économie et de créer des opportunités pour eux-mêmes et

les générations futures de la manière qu'ils jugent appropriée

- le parti propose d'investir dans des mesures qui continueront à faire progresser le transfert de services aux gouvernements et aux institutions autochtones, et de débloquer des opportunités pour faire progresser la réconciliation économique pour les peuples autochtones à travers le Canada.

Afin de fournir des ressources pour répondre aux besoins de leurs communautés et fournir les services et programmes nécessaires, le parti propose de :

- fournir 76,3 millions de dollars en 2023-24 à Services autochtones Canada pour continuer à soutenir la capacité administrative des gouvernements des Premières Nations et des conseils tribaux qui fournissent des programmes et des services essentiels à leurs membres

- fournir 19,4 millions de dollars sur cinq ans à Relations Couronne-Indigènes et Affaires du Nord Canada pour le Programme d'aide financière aux participants du Nord afin d'accroître la participation des peuples autochtones et d'autres habitants du Nord aux évaluations environnementales et réglementaires des grands projets, avec un montant supplémentaire de 1.6 millions de dollars supplémentaires sur deux ans à l'Agence canadienne de développement économique du Nord pour le Bureau de gestion des projets nordiques afin d'accroître la capacité de participation fédérale aux évaluations environnementales et à la consultation des communautés autochtones sur les grands projets dans les territoires.

Accords fiscaux avec les gouvernements autochtones

Le parti déclare qu'il reste déterminé à négocier des accords fiscaux mutuellement avantageux avec les gouvernements autochtones intéressés, y compris la mise en œuvre de la taxe sur les produits et services des Premières nations sur leurs terres de colonisation ou réserves et, avec les gouvernements autochtones autonomes intéressés, à permettre la mise en œuvre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur leurs terres de colonisation

- il progresse avec les communautés et organisations autochtones sur un cadre volontaire de taxe sur les ventes de carburant, d'alcool, de cannabis et de tabac (FACT). Le cadre FACT offrirait une nouvelle option flexible aux gouvernements autochtones intéressés pour exercer leur compétence fiscale au sein de leurs réserves ou de leurs terres de colonisation. Depuis l'automne 2022, des discussions productives ont eu lieu avec les partenaires autochtones, et les communautés autochtones ont exprimé leur intérêt à aller de l'avant en collaboration.

- elle continue d'encourager et de faciliter les accords fiscaux entre les gouvernements provinciaux ou territoriaux et les gouvernements autochtones intéressés

Propositions économiques

Pour progresser vers la prospérité et garantir l'élimination des obstacles systémiques, le parti propose :

- de fournir 5 millions de dollars à Indigenous Services Canada pour soutenir le développement conjoint d'un cadre de réconciliation économique avec les partenaires autochtones qui augmentera les opportunités économiques pour les peuples, les communautés et les entreprises autochtones

- en s'appuyant sur les fondations établies dans les récentes initiatives dirigées par les autochtones, telles que la stratégie économique nationale autochtone et le projet de feuille de route du Conseil de gestion financière des Premières nations.

Principaux projets

Le parti déclare qu'il s'engage à améliorer la qualité et la cohérence des avantages que les communautés autochtones tirent des grands projets sur leurs territoires, notamment en augmentant les possibilités pour les communautés autochtones de participer en tant que partenaires aux grands projets. Il propose :

- de fournir 8,7 millions de dollars à Ressources naturelles Canada pour soutenir des engagements plus profonds avec les partenaires autochtones, y compris les détenteurs de droits autochtones, en vue de l'élaboration du Cadre national de partage des avantages, y compris l'obtention de prêts par le biais de l'enveloppe de financement existante de la Banque canadienne de l'infrastructure.

Terres des Premières Nations

Le parti déclare qu'il s'engage à soutenir les initiatives visant à rendre aux communautés des Premières nations le contrôle et la prise de décision sur l'utilisation des terres des Premières nations. Il propose :

- d'accorder 30 millions de dollars sur cinq ans à Indigenous Services Canada pour améliorer le Programme de gestion des terres et de l'environnement dans les réserves, en veillant à ce que les Premières nations puissent développer leur capacité à exercer une responsabilité accrue sur leurs terres, leurs ressources et leur environnement, y compris en réaffirmant son engagement à négocier une formule renouvelée de financement du fonctionnement avec le Conseil consultatif des terres pour assurer la croissance et le succès continus de la gestion des terres des Premières nations

; - d'accorder 35.3 millions de dollars sur trois ans à Relations autochtones et Affaires du Nord Canada et à Ressources naturelles Canada pour élaborer, en collaboration avec le Conseil consultatif des terres, un nouveau registre national des terres dirigé par les Premières nations, qui offrira aux collectivités qui gèrent les terres des Premières nations davantage d'occasions de profiter des avantages économiques découlant du contrôle local de leurs terres.

Priorités en matière de santé des populations autochtones

Le parti déclare que pour garantir aux peuples autochtones l'accès à des services de santé de qualité et culturellement sûrs, quel que soit leur lieu de résidence :

- il travaille avec des partenaires autochtones, des provinces et des territoires pour élaborer conjointement une législation sur la santé autochtone fondée sur les distinctions
- il propose d'investir 2 milliards de dollars supplémentaires sur dix ans dans un fonds d'équité en matière de santé autochtone fondé sur les distinctions, en plus des 810 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans pour financer les déplacements médicaux et maintenir les services médicalement nécessaires dans le cadre du programme de prestations de santé non assurées, y compris les services de santé mentale, les soins dentaires et les soins de la vue 6 millions de dollars sur cinq ans pour financer les déplacements à des fins médicales et maintenir les services médicalement nécessaires dans le cadre du programme des services de santé non assurés, y compris les services de santé mentale, les soins dentaires et les soins de la vue
- 16,2 millions de dollars sur trois ans pour des interventions visant à réduire les taux de tuberculose dans les communautés inuites.

Logement

Le parti déclare que : -

au cours de son mandat actuel, il a engagé 6,7 milliards de dollars pour soutenir le logement des Premières nations, des Inuits et des Métis, y compris dans les communautés autonomes et les communautés régies par un traité moderne

- ce financement a permis de soutenir plus de 13 000 projets liés au logement, ainsi que l'amélioration et la réparation des logements, et plus de 4 600 nouveaux logements dans les communautés indigènes
- en outre, il a fourni 300 millions de dollars pour soutenir le logement dans les communautés indigènes urbaines, rurales et septentrionales

Femmes et filles autochtones disparues et assassinées

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel, il a accéléré la mise en œuvre de la voie fédérale pour s'attaquer au problème des femmes, des filles et des personnes 2SLGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées. En plus des 2,2 milliards de dollars déjà alloués, le parti propose des investissements qui reconnaissent le leadership des familles et des survivants dans ce processus, ainsi que la nécessité d'accroître la responsabilité et de s'assurer que des progrès sont réalisés. Il propose d'allouer :

- 20 millions de dollars sur quatre ans pour soutenir des projets menés par des autochtones pour des communautés plus sûres par le biais de l'initiative Pathways to Safe Indigenous Communities
- 95,8 millions de dollars sur cinq ans et 20,4 millions de dollars sur cinq ans pour aider les familles autochtones à obtenir des informations sur leurs proches disparus ou assassinés, et pour améliorer les services aux victimes afin de les aider dans leur parcours de guérison, notamment en renouvelant les programmes existants et en les élargissant pour inclure le soutien aux familles des victimes autochtones 2SLGBTQIA+ qui sont des hommes
- 2,6 millions de dollars sur trois ans pour aider le Cercle national des familles et des survivants à maintenir les familles et les survivants au centre de la mise en œuvre du plan d'action national et du sentier fédéral
- 2,2 millions de dollars sur cinq ans pour mettre en place un programme d'aide aux familles et aux survivants. 2,5 millions de dollars sur cinq ans pour faciliter et coordonner les travaux visant à faire progresser le plan d'action national en établissant une table permanente fédérale-provinciale-territoriale-autochtone sur les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées

Enfants des Premières nations

Le parti déclare que : - afin de s'

assurer que les enfants des Premières Nations disposent du soutien dont ils ont besoin pour s'épanouir conformément au principe de Jordan, y compris un soutien sanitaire, social et éducatif approprié, il continue de travailler avec les partenaires des Premières Nations pour faire avancer les réformes à long terme afin de s'assurer que les enfants des Premières Nations continueront de recevoir des services de qualité en temps opportun

- il continue également de travailler avec les partenaires des Premières Nations sur les réformes à long terme pour la protection de l'enfance,

Il propose de fournir 171 millions de dollars à Indigenous Services Canada pour s'assurer que les enfants des Premières nations continuent à recevoir le soutien du principe de Jordan, en plus de 444,2 millions de dollars sur trois ans pour aider la Première nation de Peguis, au Manitoba, et la Première nation de la tribu Louis Bull, en Alberta, à exercer leur compétence sur leurs systèmes de protection de l'enfance et à prendre des décisions sur ce qui est le mieux pour leurs enfants et leurs familles.

Accord de règlement du groupe de la bande

Le parti déclare que pour remédier aux préjudices qui continuent d'affecter les enfants des Premières nations, des Inuits et des Métis et leurs familles en raison des pensionnats, il a signé un accord visant à indemniser 325 bandes qui ont opté pour le litige du groupe de bandes Gottfriedson, qui prévoit 2,8 milliards de dollars dans le cadre du règlement du groupe de bandes, à créer une fiducie pour soutenir les activités de guérison, de bien-être, d'éducation, de patrimoine, de langue et de commémoration, et propose des modifications législatives pour exclure de l'imposition les revenus et les gains de la fiducie.

Communautés nordiques, rurales et agricoles

Le parti affirme que les communautés rurales sont un moteur de la croissance économique et qu'elles abritent un large éventail d'industries, dont l'agriculture, l'exploitation minière et le tourisme.

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre du Développement économique rural au début de son mandat actuel, le Parti a donné au ministre les instructions suivantes : - la priorité immédiate

du ministère serait de poursuivre et de faire progresser les initiatives qui reconnaissent les réalités et les défis uniques auxquels sont confrontées les communautés rurales, y compris les mesures visant à soutenir la reprise économique, la croissance et la résilience, et que la clé de ces initiatives serait l'accès à un Internet haute vitesse rapide et fiable, qui est essentiel pour assurer que les Canadiens dans les communautés rurales et éloignées ont un accès égal aux services, En outre, le ministère devrait veiller à ce que les services fournis par le gouvernement reflètent les besoins des Canadiens vivant en milieu rural, tels que les solutions de transport en commun, les services de santé mentale et le logement, et à ce que ces services soient plus visibles et plus facilement accessibles, et à ce que Postes Canada atteigne mieux les Canadiens vivant dans les régions rurales et éloignées.

Dans sa lettre de mandat adressée aux ministres des Affaires du Nord et du Développement économique du Nord de l'Ontario au début de son mandat actuel, le parti a demandé au ministre :

- de donner la priorité à la délégation de pouvoirs aux gouvernements locaux et régionaux
- de donner la priorité à la fourniture d'un soutien aux petites et moyennes entreprises et de soutenir la création d'emplois dans les communautés qui se remettent de la pandémie de COVID-19.

Pour soutenir les personnes qui vivent et travaillent dans les communautés rurales et éloignées, le parti propose d'allouer : - 45,9 millions de dollars pour élargir la portée du Programme canadien de remise de prêts aux étudiants pour les médecins et les infirmières admissibles qui choisissent de pratiquer dans les collectivités rurales et éloignées - 368.4 millions de dollars pour renouveler et mettre à jour les programmes du secteur forestier, ce qui soutiendra les emplois dans le secteur forestier dans les communautés rurales et éloignées - d'importants crédits d'impôt à l'investissement et un financement pour l'électricité propre afin de construire l'économie propre du Canada, ce qui soutiendra des projets majeurs qui créeront de bons emplois dans les communautés rurales et éloignées, et aidera à étendre le réseau électrique du Canada à davantage de communautés rurales et éloignées

- 4 milliards de dollars pour mettre en œuvre une stratégie de logement autochtone urbaine, rurale et nordique élaborée en commun

- 250 millions de dollars pour un Fonds d'accès à la santé bucco-dentaire, qui complètera le Régime canadien de soins dentaires en réduisant les obstacles à l'accès aux soins, y compris dans les communautés rurales et éloignées

- 333 millions de dollars sur dix ans pour établir le Fonds d'innovation et d'investissement laitier, qui contribuera à réduire la quantité de solides non gras vendus pour l'alimentation animale ou éliminés et, en fin de compte, à augmenter les revenus des producteurs laitiers

- 108 millions de dollars sur trois ans aux agences de développement régional pour des projets et des événements locaux visant à accroître les possibilités de tourisme local pour les entreprises et les communautés

- 57,5 millions de dollars sur cinq ans, dont 5,6 millions de dollars en permanence, à l'ACIA pour créer une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse afin d'assurer une vaccination précoce du bétail, de réduire les fermetures de frontières et de protéger les moyens de subsistance des éleveurs en cas d'épidémie

- 34 millions de dollars sur trois ans pour une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse. 1 million de dollars sur trois ans pour compléter le Fonds d'action pour le climat à la ferme afin d'aider les agriculteurs de l'Est du Canada à adopter des pratiques de gestion de l'azote qui réduisent l'utilisation d'engrais et se traduisent en fin de compte par des économies pour ces agriculteurs

- 13 millions de dollars en 2023-24 pour augmenter la limite des prêts sans intérêt dans le cadre du Programme de paiements anticipés afin de fournir des liquidités supplémentaires aux agriculteurs dans le besoin

- 10 millions de dollars en 2023-24 pour compléter le Fonds pour l'infrastructure alimentaire locale afin de renforcer la sécurité alimentaire dans les communautés rurales et indigènes à travers le Canada.

Canada atlantique

Le parti déclare que : -

sa Stratégie de croissance pour l'Atlantique a été lancée en 2016 pour ouvrir la voie à une économie plus forte au Canada atlantique

- en juillet 2022, les gouvernements fédéral et provinciaux ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble et à s'appuyer sur les initiatives dont bénéficient les Canadiens de l'Atlantique dans le cadre de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique. Les domaines d'intérêt renouvelés comprendront l'infrastructure, le commerce et l'investissement, la large bande, l'innovation, la main-d'œuvre et les compétences, ainsi que les technologies propres.

Infrastructure alimentaire dans les régions nordiques, indigènes et éloignées

Le parti déclare qu'à travers le Fonds pour l'infrastructure alimentaire locale, il soutient les efforts menés par les communautés pour lutter contre l'insécurité alimentaire en aidant

à investir dans l'infrastructure nécessaire pour produire, stocker et livrer des aliments d'origine locale d'une manière durable. Il propose de fournir 10 millions de dollars en 2023-24 pour compléter le Fonds pour l'infrastructure alimentaire locale afin de renforcer la sécurité alimentaire dans les communautés nordiques, rurales et autochtones à travers le Canada.

Réfugiés et nouveaux arrivants

Le parti déclare que : -

d'ici 2025, le Canada accueillera chaque année 500 000 nouveaux résidents permanents, dont la majorité seront des travailleurs qualifiés qui contribueront à remédier aux pénuries de main-d'œuvre que connaissent aujourd'hui tant d'entreprises canadiennes

- alors que le Canada accueille un nombre record de nouveaux arrivants, il est essentiel de disposer d'un système d'immigration sûr et efficace. Les demandes de citoyenneté reposent actuellement sur des recherches nominatives plutôt que sur des outils biométriques, tels que les empreintes digitales, qui sont utilisés pour les demandes de visa et de résidence permanente.

Il propose de fournir 10 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2023-24, avec un amortissement restant de 14,6 millions de dollars, à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et à la Gendarmerie royale du Canada pour mettre en œuvre la biométrie, ce qui contribuera à accélérer le traitement des demandes de citoyenneté.

Dans une lettre de mandat adressée au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre : - le ministère devait donner la priorité aux travaux en cours visant à renforcer le système canadien d'immigration et de protection des réfugiés, notamment en accueillant davantage de nouveaux arrivants dans toutes les régions du Canada, qui soutiendront la reprise économique du pays après la pandémie de COVID-19

- le ministère devait également agir de toute urgence pour offrir des possibilités de réinstallation aux personnes menacées, notamment les citoyens afghans et les défenseurs des droits de l'homme

- en outre, le ministère devait continuer à renforcer la réunification des familles et à réduire les délais de traitement des demandes, en particulier celles qui ont été touchées par la pandémie de COVID-19.

Demandeurs d'asile

Le parti déclare que : - l'accès à une représentation juridique, à des informations et à des conseils garantit que le processus d'asile canadien est équitable pour tout le monde et rend le processus plus efficace. Pour les demandeurs d'asile qui ne sont pas en mesure de payer pour un soutien juridique, le gouvernement fédéral aide à financer les services d'aide juridique en partenariat avec les provinces et les territoires

- à cette fin, il propose de fournir 43,5 millions de dollars en 2023-24 à Justice Canada pour maintenir le soutien fédéral aux services d'aide juridique en matière d'immigration et de statut de réfugié



Les personnes marginalisées et vulnérables

Handicaps

Le parti déclare que : - il y

a encore beaucoup à faire pour que le Canada devienne un endroit inclusif et sans obstacles, en commençant par faire respecter la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et en renforçant la Loi sur l'accessibilité pour qu'elle s'applique de la même manière à toutes les agences fédérales, pour s'attaquer au taux inacceptable de pauvreté parmi les Canadiens vivant avec un handicap et veiller à ce que chacun ait la possibilité de s'épanouir et de vivre dans la dignité, nous élargirons les programmes de sécurité du revenu afin que les Canadiens vivant avec un handicap aient un revenu vital garanti

- pour veiller à ce que chacun ait une chance équitable d'obtenir un bon emploi qui corresponde à ses aptitudes uniques, le parti préconise

le maintien et l'élargissement des programmes d'emploi

- pour aider les personnes confrontées à une maladie grave, il préconise l'extension des prestations d'assurance-emploi à 50 semaines de couverture et un projet pilote pour permettre aux travailleurs souffrant de handicaps épisodiques d'accéder aux prestations en cas de besoin

- en plus de la mise en œuvre d'un programme national universel et financé par l'État d'assurance-médicaments et de soins dentaires, il préconise le

rétablissement de la distribution du courrier en porte-à-porte pour les personnes qui l'ont perdue sous les gouvernements précédents, et la création de logements abordables et accessibles dans les communautés à travers le pays

- il préconise de travailler avec les Canadiens autistes pour développer et mettre en œuvre une stratégie nationale sur l'autisme afin de coordonner la recherche, d'assurer l'accès à des services basés sur les besoins, de promouvoir l'emploi et d'aider à élargir les options en matière de logement

Santé mentale

Le parti déclare que :

- la loi canadienne sur la santé est censée financer tous les services médicalement nécessaires dont les Canadiens pourraient avoir besoin. Cependant, de nombreux types de services nécessaires sont couverts. - plus d'un Canadien sur cinq aux prises avec des problèmes de santé mentale et ayant exprimé le besoin d'un soutien psychologique n'a pas pu l'obtenir
- les soins de santé mentale devraient être disponibles gratuitement pour les personnes qui en ont besoin. La couverture des soins de santé mentale devrait inclure une stratégie nationale de santé mentale périnatale pour soutenir les familles en croissance avant et après la naissance.

Crise des opioïdes

Le parti déclare que : - dix-sept Canadiens meurent chaque jour de causes liées aux opioïdes. Des dizaines de milliers de familles ont perdu des parents, des partenaires, des frères et sœurs et des enfants.

- Toutes les régions du pays ont été touchées par ces drogues très addictives et dangereuses, des quartiers les plus animés du centre-ville aux communautés les plus reculées
- trop souvent, les conséquences sont encore plus graves pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées
- le gouvernement fédéral est à la traîne par rapport aux mesures urgentes prises par des provinces telles que la Colombie-Britannique.

Le parti préconise - la

déclaration d'une urgence de santé publique et la collaboration avec tous les niveaux de gouvernement, les experts en santé et les Canadiens pour mettre fin à la criminalisation et à la stigmatisation de la toxicomanie, afin que les personnes aux prises avec une dépendance puissent obtenir de l'aide sans craindre d'être arrêtées, tout en sévissant contre ceux qui font le trafic de drogues illégales et en tirent profit

- la création d'un approvisionnement sûr d'alternatives médicalement réglementées aux drogues toxiques de la rue, le soutien aux sites de prévention des surdoses et l'élargissement de l'accès au traitement sur demande pour les personnes aux prises avec une dépendance
- une enquête sur le rôle que les sociétés pharmaceutiques pourraient avoir joué dans l'alimentation de la crise des opioïdes, et la recherche d'un financement significatif pour les coûts publics de cette crise.

Peuples autochtones

Droits et autodétermination

Le parti déclare que :

- le gouvernement ne devrait pas être en mesure de choisir les droits des indigènes qu'il soutiendra et ceux qu'il ignorera. Le cadre approprié pour la réconciliation est défini dans les recommandations de la Commission vérité et réconciliation et dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, qui établit des normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones
- il mettra pleinement en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et les 94 appels à l'action de la Commission vérité et réconciliation, notamment en veillant à ce que les lois, les politiques et les pratiques nationales soient conformes aux engagements en matière de droits de l'homme, y compris les droits culturels, les droits fonciers et les droits à l'autodétermination et à l'autonomie, et en créant un conseil national pour la réconciliation chargé de superviser ce processus et d'en rendre compte, avec des rapports réguliers au Parlement et au public
- , remplacer la simple consultation par une norme de consentement libre, préalable et éclairé pour les communautés autochtones affectées par les politiques gouvernementales - y compris pour toutes les décisions affectant les droits fonciers protégés par la Constitution, comme les examens de projets énergétiques, avec un engagement et des négociations de bonne foi, fondés sur le consentement et conformes à la décision Tsilhqot'in
- reconnaître et respecter les traités
- respecter l'autodétermination des Inuits en codéveloppant le cadre de la politique arctique du gouvernement fédéral par le biais d'une gouvernance partagée au sein du comité de partenariat Inuits-Couronne,
- soutenir l'autonomie économique et sociale des Inuits en comblant le déficit massif d'infrastructures dans les communautés du Nord, notamment en matière de logement, d'accès au haut débit et d'aéroports, et en veillant à ce que les bulletins de vote des élections fédérales comprennent des langues autochtones telles que l'inuktitut et l'inuinnaqtun.

Pensionnats

Le parti déclare que : -

un élément essentiel de la réconciliation consiste à reconnaître pleinement l'horreur et le préjudice causés aux enfants autochtones, à leurs familles et à leurs communautés par le système des pensionnats. Ces institutions ont systématiquement retiré les enfants de leur famille et leur ont infligé des sévices, des maladies et la mort . Les récentes révélations de milliers de tombes communes et non marquées sur les sites des pensionnats à travers le pays soulignent la profondeur de l'horreur que cette politique génocidaire a infligée pendant plus de 160 ans. Il est temps de retrouver chaque enfant et de le ramener chez lui.

Le parti préconise - le

financement intégral de la recherche des tombes des anciens pensionnats, ainsi que l'entretien, la commémoration, la réinhumation et la protection des cimetières des pensionnats, conformément aux souhaits des familles autochtones, des survivants des pensionnats et des communautés

- la collaboration avec les nations et les survivants pour ériger des monuments à la mémoire de ceux qui ont péri dans les pensionnats

- la recherche de la vérité, de la responsabilité et de la justice, la nomination d'un procureur spécial chargé de poursuivre ceux qui ont infligé de graves préjudices aux enfants autochtones dans le cadre du système des pensionnats, reconnaître la nécessité d'un soutien particulier pour faire face aux conséquences intergénérationnelles du colonialisme et des pensionnats, en soutenant et en finançant pleinement les solutions de guérison mises en œuvre par les communautés, y compris les projets similaires à l'ancienne "Fondation autochtone pour la guérison"

Enfants autochtones

Le parti déclare que : -

malgré les excuses des dirigeants politiques pour des générations de colonialisme et de racisme systémique, la discrimination à l'égard des enfants autochtones se poursuit aujourd'hui. Les enfants et les jeunes autochtones ont le droit d'avoir une culture, une langue et d'être élevés dans leur propre communauté, autant d'éléments essentiels au bien-être général.

En mettant en œuvre la Déclaration des Nations Unies et les 94 appels à l'action de la Commission Vérité et Réconciliation, il veillera à ce que tous les enfants, jeunes et familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis soient traités avec justice,

Il prendra des mesures immédiates pour respecter, soutenir et financer la compétence autochtone en matière de systèmes de protection de l'enfance, et soutiendra cet engagement par un financement prévisible et à long terme garanti par la législation, afin que les peuples autochtones puissent exercer leur compétence et leur autorité sur les questions concernant leurs propres enfants et familles, Il s'engage également à mettre fin à la discrimination à l'égard des enfants, des jeunes et des familles autochtones en appliquant pleinement les ordonnances du Tribunal canadien des droits de l'homme qui a ordonné au gouvernement canadien de mettre fin au sous-financement chronique des services de protection de l'enfance dans les réserves, et en collaborant avec la Société de protection de l'enfance et de la famille des Premières nations pour mettre en œuvre le plan "Spirit Bear", il mettra pleinement en œuvre le principe de Jordan, en collaborant avec les provinces et les territoires pour mettre fin aux retards et garantir un accès équitable aux services de santé et aux aides à l'éducation pour les enfants autochtones, dans les réserves et hors des réserves

- il créera une journée de l'ours spirituel pour promouvoir la sensibilisation au principe de Jordan et aux difficultés rencontrées par les enfants des Premières nations lorsqu'ils ont accès aux services gouvernementaux

Logement

Le parti déclare que : - des

décennies de colonialisme perpétré par le gouvernement fédéral ont entraîné une crise du logement dévastatrice pour de nombreuses familles des Premières nations, des Inuits et des Métis

- les communautés sont confrontées à de longues listes d'attente pour un logement et à des maisons surpeuplées et délabrées, y compris la crise des moisissures, qui continue de nuire à la santé des gens

- le surpeuplement chronique nuit aux communautés autochtones dans tout le pays

- il s'attaquera à la crise du logement autochtone et mettra fin au surpeuplement chronique et aux longues listes d'attente en travaillant avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre une stratégie nationale pour le logement autochtone élaborée conjointement et entièrement financée - il préconise des mesures immédiates pour s'attaquer à la crise des moisissures qui touche des dizaines de milliers de maisons Elle

préconise des mesures immédiates pour lutter contre la crise des moisissures qui touche des dizaines de milliers de logements,

- elle veillera également à ce que les communautés autochtones disposent des ressources nécessaires pour rendre les logements plus écologiques et plus efficaces sur le plan énergétique, en s'efforçant de maintenir les avantages des bons emplois, de la formation et de l'investissement à proximité du domicile.

L'éducation

Le parti déclare que : - les

gouvernements successifs n'ont pas réussi à fournir un financement de base pour l'éducation dans les réserves, à soutenir adéquatement les étudiants autochtones de niveau postsecondaire, ou à présenter un plan pour amener les écoles dans les réserves aux normes provinciales, malgré l'engagement du Parlement à cet égard lorsqu'il a adopté la motion Rêve de Shannen en 2012

- il veillera à ce que chaque enfant dispose d'un endroit sûr pour apprendre et ait la possibilité de réussir, que ce soit dans les réserves ou à l'extérieur, y compris la mise en œuvre du rêve de Shannen d'un accès équitable à l'éducation

- reconnaissant que les obstacles à l'éducation et à la formation postsecondaires persistent, il aidera les jeunes autochtones qui cherchent à faire des études postsecondaires en élargissant l'aide financière et en augmentant les possibilités d'éducation pour les enfants qui ont grandi dans des structures d'accueil, ainsi que l'enseignement à distance pour les étudiants des régions rurales et éloignées - il

veillera à ce que tous les Canadiens soient conscients des contributions et de l'histoire des peuples autochtones et comprennent l'héritage des pensionnats indiens,

il collaborera avec les provinces pour mettre en place des programmes d'enseignement de l'histoire autochtone fondés sur les appels à l'action 62 et 63 de la Commission de vérité et de réconciliation, et veillera à ce que l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes soient dirigées par les peuples autochtones.

Eau et services communautaires

Le parti déclare que :

- il s'engage à faire tous les investissements nécessaires pour assurer la salubrité de l'eau et lever immédiatement tous les avis concernant l'eau potable, et à soutenir les programmes de formation en gestion de l'eau dirigés par les Autochtones et les opérations des systèmes d'eau en tant que priorité immédiate, y compris le financement de la gestion et de la prévention des urgences dans les réserves, il

préconise de travailler avec les communautés autochtones pour protéger les infrastructures contre le changement climatique et accroître l'utilisation des énergies renouvelables, notamment en développant les projets d'énergie renouvelable appartenant aux communautés et en déployant des efforts pour que les communautés éloignées abandonnent le diesel polluant et les fumées nocives au profit d'autres sources d'énergie fiables et propres.

Soins de santé

Pour combler le fossé sanitaire auquel sont confrontées les communautés indigènes, le parti prône l'autodétermination des indigènes en matière de santé, y compris : - l'application du principe de Joyce comme base d'une nouvelle approche du racisme systémique dans les soins de santé

- des investissements dans les infrastructures de soins de santé indigènes, les fournitures médicales et l'équipement de diagnostic

- la collaboration avec les communautés indigènes pour améliorer l'accès aux services de santé mentale et de traitement des dépendances dans les réserves et hors des réserves, y compris un plan d'action fondé sur des preuves pour prévenir le suicide, soutenu par des ressources fédérales dédiées, mettant pleinement en œuvre la motion néo-démocrate sur la prévention du suicide votée par la Chambre des communes.

- la souveraineté alimentaire des autochtones, la réforme du programme Nutrition Nord pour améliorer l'accès des familles à la nourriture, y compris la nourriture traditionnelle, et la transformation du programme Nutrition Nord en un programme social qui bénéficie directement aux communautés du Nord, au lieu de simplement subventionner des entreprises

- la construction d'un centre de traitement pour les résidents affectés par l'exposition à long terme au mercure et l'indemnisation des familles affectées par le problème intergénérationnel de l'empoisonnement par le mercure à Grassy Narrows.

Emploi et développement économique

Le parti déclare que : -

depuis des décennies, les peuples autochtones recherchent une nouvelle relation fiscale avec la Couronne qui respecte l'existence de titres et de droits inhérents, y compris un financement sûr pour soutenir les programmes et les services et l'accès à des flux de revenus pour aider à combler le fossé socio-économique et soutenir l'autonomie gouvernementale

- pour élargir les opportunités économiques et créer des emplois dans les communautés autochtones, il

préconise de soutenir le développement économique local et la création d'emplois par le biais d'investissements dans les infrastructures et les services publics, et d'élargir l'accès à l'internet à large bande et aux services cellulaires pour les communautés rurales et isolées

- il s'engage à travailler avec les entrepreneurs indigènes pour trouver des solutions à l'accès au capital et à la montée en puissance, Il s'engage à travailler avec les entrepreneurs autochtones pour trouver des solutions à l'accès au capital et à la montée en puissance, à

investir dans des projets d'entreprises sociales autochtones et dans l'entrepreneuriat, et à veiller à ce que le gouvernement fédéral donne la priorité aux achats auprès d'entreprises autochtones lorsque c'est possible

- pour les petites communautés autochtones, le parti préconise un soutien au développement économique régional qui reflète les valeurs sociales et culturelles locales

- il soutient la création d'un fonds pour les infrastructures du Nord afin d'accélérer les investissements et de se concentrer sur l'amélioration des infrastructures indispensables, telles que les routes et l'internet à large bande, pour les communautés du Nord.

Enquête nationale sur les femmes, les filles et les personnes bispirituelles disparues et assassinées

Le parti déclare que : -

le mandat confié à l'Enquête nationale sur les femmes, les filles et les personnes bispirituelles disparues et assassinées est trop limité pour lui permettre d'atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé. La conclusion de l'enquête sur le génocide des femmes autochtones au Canada exige une action de la part de tous les Canadiens

- pour s'assurer que le rapport ne reste pas sur une étagère, il préconise de travailler en partenariat avec les femmes autochtones, les familles des personnes disparues et assassinées, et les communautés pour mettre en œuvre les appels à la justice de l'enquête et les appels à l'action lancés par les communautés, veiller à ce que les femmes autochtones et leurs enfants bénéficient de l'égalité des droits en matière de statut, y compris le droit de transmettre la capacité de s'inscrire au registre des Indiens

Communautés rurales

Le parti préconise -

se concentrer sur l'amélioration des services en personne dans les communautés

rurales et du Nord - afin de rendre les communautés rurales et du Nord plus sûres et de reconnaître le travail de nos intervenants d'urgence bénévoles, en élargissant le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et en veillant à ce que le financement fédéral pour les services de police ruraux et des Premières nations soit disponible de manière équitable, prévisible et durable

- parce que près de 1 200 communautés rurales au Canada ont un bureau de poste, mais pas de services financiers,

pour rendre les déplacements vers et depuis les zones rurales plus abordables, collaborer avec les provinces, les territoires et les communautés autochtones pour créer un service de transport public abordable reliant les zones rurales, notamment en rétablissant les services de bus supprimés, en étendant les services aux zones mal desservies, en redémarrant le train Ontario Northlander, en rétablissant les services régionaux vitaux de transport en commun et en

améliorant la qualité de vie des habitants des zones rurales, et en veillant à ce que le financement fédéral de la police rurale et des Premières nations soit équitable, prévisible et durable.

pour soutenir les quelque 1/3 de l'économie canadienne tirée par le Canada rural, en investissant dans les agences de développement économique régional et en fournissant un soutien économique aux zones rurales pour investir dans la création d'emplois dans des domaines tels que le tourisme et le développement communautaire

- pour soutenir la croissance des communautés rurales et éloignées du Nord, en mettant en œuvre un nouveau crédit d'impôt pour les diplômés qui travaillent dans des communautés rurales et éloignées désignées - en fournissant aux communautés rurales un accès équitable aux fonds fédéraux destinés aux infrastructures et aux transports, et en les aidant davantage à se préparer et à faire face aux conséquences de plus en plus graves du changement climatique pour soutenir la croissance des communautés nordiques, rurales et éloignées, mettre en œuvre un nouveau crédit d'impôt pour les diplômés qui travaillent dans des communautés rurales et nordiques désignées

- fournir aux communautés rurales un accès équitable aux fonds fédéraux destinés aux infrastructures et aux transports en commun, et davantage d'aide pour se préparer et faire face aux effets de plus en plus graves du changement climatique, et augmenter le montant de l'aide que le gouvernement fédéral fournit aux communautés pour s'adapter au changement climatique et reconstruire après les catastrophes, tout en veillant à ce que les fonds investis créent de bons emplois au niveau local

Immigrants et nouveaux arrivants

Le parti déclare que : -

le système d'immigration doit être responsable devant le public et ancré dans les valeurs d'équité, de respect et de dignité

- pour garantir que les nouveaux arrivants puissent compter sur un processus équitable et trouver le succès à leur arrivée, sans séparation prolongée d'avec leurs proches, il veillera à ce que les politiques d'immigration et les mesures de protection des droits de l'homme soient conformes à la législation européenne.

répondre aux besoins du Canada en matière de main-d'œuvre et reconnaître les expériences, les contributions et les liens des personnes avec le Canada, en collaborant avec les provinces pour combler les lacunes en matière d'établissement

et d'améliorer la reconnaissance des titres de compétences étrangers - il préconise de

mettre fin au plafond injuste imposé aux demandes de parrainage de parents et de grands-parents, et de résorber l'arriéré qui sépare les familles

- pour protéger les nouveaux arrivants des consultants en immigration sans scrupules, il préconise de réglementer le secteur des consultants

- il préconise de traiter les aides familiaux amenés au Canada avec respect et dignité, de leur accorder un statut et de leur permettre de retrouver leur famille sans délai

- pour soutenir les personnes contraintes de quitter leur foyer en raison d'un conflit, de persécutions ou de catastrophes, le parti préconise de résorber l'arriéré dans les demandes d'asile

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de :

- la prise en charge des personnes marginalisées et vulnérables, y compris celles qui souffrent d'un handicap ou d'une dépendance

Peuples autochtones

Le parti déclare que :

- La population autochtone du Canada est extrêmement diversifiée. Elle représente environ 5 % de la population canadienne et comprend les Premières nations, les Inuits et les Métis. Il existe plus de 600 communautés de Premières nations réparties dans tout le pays. Plus de la moitié des Canadiens issus des Premières nations ne vivent pas dans des réserves
- les questions autochtones sont également très complexes. Certaines communautés sont prospères, d'autres beaucoup plus pauvres que la moyenne canadienne. Nombre d'entre elles souffrent de graves problèmes sociaux, tels que la criminalité, la violence domestique, la toxicomanie et le suicide. Beaucoup ne bénéficient pas des services de base que nous tenons pour acquis, tels que l'accès à l'eau potable
- les peuples autochtones sont confrontés à d'autres problèmes, tels que la négociation des traités, le logement et les droits de propriété dans les réserves, ainsi que les pensionnats
- il n'est pas possible d'aborder plus que quelques-uns de ces problèmes dans le cadre de ce programme électoral.

Le parti préconise

- prioriser sa réponse sur la base de ses quatre principes clés :

Respect

Le parti déclare que : - de nombreuses injustices ont été commises dans le passé par le gouvernement canadien à l'égard des peuples autochtones. Nous ne pouvons pas réécrire le passé, mais seulement chercher la meilleure façon de vivre ensemble harmonieusement à l'avenir. Cette relation doit être fondée sur le respect mutuel et une approche équilibrée tenant compte des besoins de la population autochtone et des intérêts de la population canadienne dans son ensemble : - d'étudier les possibilités de remplacer la loi paternaliste sur les Indiens, qui maintient les populations autochtones dans un état de dépendance et permet au gouvernement fédéral de contrôler la plupart des aspects de leur vie, par un nouveau cadre juridique qui garantisse l'égalité des droits et des responsabilités des populations autochtones en tant que Canadiens et qui favorise l'autonomie des communautés

- de respecter notre Constitution et nos traités, en réaffirmant le pouvoir du gouvernement fédéral d'approuver les projets d'exploitation des ressources naturelles et d'infrastructure, après des consultations adéquates avec les groupes autochtones concernés, et en partenariat avec eux pour veiller à ce qu'ils puissent bénéficier de ces opportunités économiques.

Liberté

Le parti affirme que : - l'absence de véritable propriété privée dans les réserves est en partie responsable du mauvais état des logements et des maux sociaux qui en découlent, et constitue l'un des plus grands obstacles au développement économique.

- il préconise d'explorer d'autres voies pour promouvoir l'établissement de droits de propriété individuels dans les réserves afin de responsabiliser leurs résidents et de leur donner un plus grand contrôle sur leur vie.

L'équité

Le parti déclare que : - L'équité exige que tous les Canadiens bénéficient de services à peu près équivalents, quel que soit leur lieu de résidence. Il est inacceptable que certaines communautés autochtones vivent dans des conditions qui ressemblent à celles des pays du tiers monde. Mais le modèle actuel pour résoudre ces problèmes est basé sur des solutions bureaucratiques imposées par Ottawa à des communautés dépendantes qui n'ont pas voix au chapitre. - La Commission européenne préconise que les communautés autochtones s'approprient davantage les services qu'elles reçoivent, en partenariat avec Ottawa et d'autres niveaux de gouvernement.

Responsabilité

Le parti déclare que : - bien que les dépenses fédérales pour les programmes indigènes soient passées de 11,4 milliards de dollars en 2015 à environ 27 milliards de dollars dans le budget 2022-23, il n'y a guère de preuves que les conditions de vie se soient améliorées dans les communautés indigènes. Le gouvernement fédéral et les administrations

autochtones ont la responsabilité de veiller à ce que l'argent des contribuables soit bien dépensé

- il préconise de revoir les dépenses fédérales pour s'assurer que les programmes sont mieux ciblés pour bénéficier à la population autochtone, en particulier aux communautés qui ont les besoins les plus importants.

Immigrants et nouveaux arrivants

Le parti déclare que :

- la politique d'immigration du Canada devrait avoir pour objectif premier de procurer des avantages économiques aux Canadiens et au Canada dans son ensemble, et non de modifier par la force le caractère culturel et le tissu social de notre pays.

En 2022, outre les 437 000 immigrants (ou résidents permanents), le nombre de résidents non permanents (travailleurs étrangers temporaires, étudiants étrangers et réfugiés) au Canada a connu une augmentation nette estimée à 608 000. Ces deux chiffres représentent les niveaux les plus élevés jamais enregistrés. Le Pacte mondial pour les migrations de l'ONU, que le gouvernement actuel a signé en 2018, vise à normaliser ce type de situation et à faciliter l'installation de millions de personnes au Canada et dans d'autres démocraties occidentales à volonté

- une forte immigration ne peut en soi résoudre les pénuries de main-d'œuvre qui affectent certains secteurs de l'économie. Les immigrants ne sont pas seulement des travailleurs, mais aussi des consommateurs de biens et de services, ce qui crée une demande de main-d'œuvre dans d'autres secteurs et ne fait que déplacer le problème. En outre, seul un quart environ de tous les nouveaux arrivants au Canada chaque année sont directement choisis parce qu'ils possèdent les qualifications et l'expérience professionnelle requises pour répondre à nos besoins économiques. Les autres sont des personnes à charge (conjointes et enfants) d'immigrants économiques, ou viennent dans le cadre du programme de regroupement familial ou en tant que réfugiés.

L'immigration de masse explique en partie la stagnation des salaires et de la productivité au Canada, car les employeurs privilégient souvent la main-d'œuvre immigrée bon marché au détriment de l'investissement en capital et de l'automatisation.

- Bien qu'une forte augmentation du nombre de travailleurs rende notre économie plus grande, elle la rend également moins productive et entrave la croissance du PIB par habitant.

L'important n'est pas d'avoir une économie plus grande, mais d'être plus riche

- l'immigration de masse augmente la pression sur nos infrastructures, notre système de soins de santé et nos programmes sociaux. Elle gonfle également les prix du logement. Plus de 41 % de tous les immigrants au Canada s'installent à Toronto et à Vancouver et dans leurs environs, où les logements sont parmi les moins abordables des grandes villes du monde - enfin, des études démographiques ont montré que les nouveaux arrivants sont en moyenne un peu plus jeunes que les Canadiens, mais pas suffisamment pour avoir un impact notable sur le taux de vieillissement. Ce phénomène est exacerbé par l'augmentation du nombre de parents et de grands-parents acceptés dans le cadre du programme de regroupement familial.

- l'immigration de masse gonfle également les prix du logement. Plus de 41 % de tous les immigrants au Canada s'installent à Toronto et à Vancouver et dans leurs environs, où les logements sont parmi les moins abordables des grandes villes du monde.

Les partisans du parti :

- d'accorder la priorité aux intérêts économiques du Canada sans mettre en péril les valeurs canadiennes et le maintien de notre identité nationale

- de réduire considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que le Canada accepte chaque année, de 500 000 à entre 100 000 et 150 000, selon les circonstances économiques et autres - de réformer le système de points d'immigration et les programmes connexes afin d'accepter une plus grande proportion d'immigrants économiques possédant les compétences requises

- réformer le système de points d'immigration et les programmes connexes afin d'accepter une plus grande proportion d'immigrants économiques possédant les compétences requises

- accepter moins de réfugiés réinstallés (voir la politique sur les réfugiés) et limiter le nombre d'immigrants acceptés dans le cadre du programme de réunification des familles, limiter

le nombre de

travailleurs étrangers temporaires et s'assurer qu'ils occupent des postes temporaires et ne font pas une concurrence déloyale aux travailleurs canadiens

- rendre illégal le tourisme de naissance

- s'assurer que chaque candidat à l'immigration passe un entretien en face à face et réponde à une série de questions spécifiques pour évaluer dans quelle mesure il s'aligne sur les valeurs et les normes sociétales canadiennes (voir la politique sur l'identité canadienne)

- augmenter les ressources pour le SCRS, augmenter les ressources allouées au SCRS, à la

GRC et à Immigration et Citoyenneté Canada pour mener des entretiens et des vérifications approfondies des antécédents de toutes les catégories d'immigrants

- accepter moins de réfugiés et donner la priorité à ceux qui appartiennent à des groupes persécutés qui n'ont pas d'endroit où aller dans les pays voisins. Par exemple, les chrétiens, les yazidis et les membres des minorités ethniques : Les chrétiens, les Yazidis et les membres d'autres religions minoritaires dans les pays à majorité musulmane ; les membres de la communauté Ahmadi et d'autres musulmans de ces pays qui sont persécutés parce qu'ils rejettent l'islam politique et adhèrent aux valeurs occidentales ; et les membres des minorités sexuelles -

s'appuyer sur des parrainages privés au lieu de faire payer au gouvernement tous les coûts de réinstallation des réfugiés au Canada
- retirer le Canada du Pacte mondial pour les migrations des Nations unies.

Points à méditer : Solidarité

"Il est toujours important, comme l'a dit Mgr Donald Bolen, archevêque de Regina, d'écouter les voix de ceux qui souffrent, d'être guidés par elles dans notre façon de réagir et d'être prêts à s'engager avec eux pour aller de l'avant. (Catholic Register 18 juillet 2021)

- Qu'est-ce que cela signifie - pour le gouvernement, les organisations sociales et les Canadiens - d'écouter la voix de quelqu'un qui souffre et d'être guidé par elle ?
- Qui, au Canada et dans le monde, souffre actuellement ?
- Comment ces voix peuvent-elles être entendues avec douceur et respect, et interprétées dans le contexte du cadre moral de l'auditeur, afin qu'une réponse saine, positive et aimante puisse être déterminée ?

Pensez à poser les questions suivantes aux candidats locaux, aux représentants élus et aux partis, et discutez de leurs réponses avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

Droits et réconciliation des peuples autochtones

- Comment tous les niveaux du gouvernement canadien et l'Église peuvent-ils travailler ensemble pour faciliter la réconciliation de tous les niveaux de la société canadienne avec les peuples indigènes, afin que tous les Canadiens puissent bénéficier du rétablissement de relations justes et de l'enrichissement de la société ?

Santé mentale et toxicomanie

Plusieurs partis ont proposé de décriminaliser la vente et la possession de drogues, afin de se concentrer sur le traitement de la toxicomanie en tant que problème de santé.

- Est-il possible, en décriminalisant la vente et la possession de drogues, de soulager un système de justice pénale surchargé et d'aider un plus grand nombre d'individus à guérir et à se rétablir d'une dépendance ? Dans l'affirmative, à quoi pourrait ressembler une approche utile ?
- Est-il possible, grâce à la révision de la législation pénale, à l'éducation et à des initiatives ciblées en matière de soins de santé, de donner aux individus une plus grande liberté pour "développer leurs potentialités, prendre conscience de leur dignité et se préparer à affronter leur destin unique et individuel" (citation de St. Paul II) ? (citant St. Jean-Paul II, *Sur la centième année (Centesimus Annus) #39*).
- Existe-t-il un moyen de garantir que ces mesures s'accompagnent de mécanismes efficaces pour s'attaquer aux causes profondes de la toxicomanie et l'éliminer, par exemple par le biais d'initiatives éducatives à tous les niveaux de la société ? Dans quelle mesure ces mesures peuvent-elles ou doivent-elles être adaptées aux besoins, aux désirs et aux faiblesses de ceux qui sont pris dans les cycles de l'abus ?

Réfugiés et nouveaux arrivants

- Que fait-on et que faudrait-il faire de plus, le cas échéant, pour que les réfugiés et les nouveaux arrivants soient en sécurité, en bonne santé et puissent s'épanouir au Canada ?

Il semble possible que de nombreux immigrants soient attirés par une ou plusieurs caractéristiques de la vie et de la culture canadiennes. Dans quelle mesure est-il possible et approprié d'exposer les immigrants à la culture canadienne et de s'attendre à ce qu'ils l'adoptent ou de les inviter à le faire ? Si cela est possible et approprié dans une certaine mesure, comment la vie et la culture canadiennes doivent-elles être définies, et par qui ?

Communautés nordiques et rurales

- Quelles sont les mesures prises et, le cas échéant, quelles sont celles qui devraient être prises pour garantir une vie rurale dynamique et saine au Canada ? Parmi ces mesures, quelles sont celles qui devraient être prises au niveau fédéral ? Par les provinces ? Par les entreprises, les habitants et les associations civiles des zones rurales ?

- Les régions nordiques sont également concernées. Quelles sont les circonstances particulières auxquelles sont confrontés les habitants du Nord et comment évaluer au mieux leurs besoins ?

Le bon gouvernement : Démocratie, justice et paix

Rôle et objectif du gouvernement | Gestion et réforme | Provinces, territoires, municipalités | Paix, relations internationales | Défense et sécurité publique

Une démocratie authentique est le fruit d'une acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun comme finalité et critère d'orientation de la vie politique. (Compendium de la doctrine sociale de l'Église)

L'enseignement catholique

Le rôle du gouvernement

Il est impossible de comprendre le rôle et l'objectif du gouvernement et des autres institutions sociales sans d'abord apprécier l'objectif de la vie.

Si, comme le croit l'Église, le but de la vie est que chaque âme cherche et trouve la vérité qui est Dieu, qu'elle cherche à se rapprocher de Dieu et qu'elle veuille à ce que toutes les autres âmes soient encouragées et rendues capables de trouver leur propre chemin vers Dieu, il s'ensuit que le rôle approprié du gouvernement est de fournir, avec le soutien de l'Église et des autres institutions morales, éducatives et économiques, **un cadre juridique et économique dans lequel le bien commun peut s'épanouir**, afin que le peuple puisse accomplir sa mission, c'est-à-dire afin que le peuple puisse utiliser la liberté que Dieu lui a donnée pour rechercher la vérité et ainsi retourner à Lui.

Une **démocratie authentique** n'est pas seulement le résultat d'une observation formelle d'un ensemble de règles, mais le fruit d'une **acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques** : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun comme finalité et critère d'orientation de la vie politique. **En l'absence d'un consensus général sur ces valeurs, la**



Le rôle du gouvernement

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur le rôle du gouvernement dans le contexte du sens ou du but de la vie. Le Bloc affirme que ses valeurs fondamentales sont l'accueil, le partage et l'égalité, valeurs qui font du Québec une terre d'opportunités pour ceux qui y vivent et ceux qui viendront s'y installer

Gestion et réforme

Le Bloc préconise l'abolition de la fonction de gouverneur général. La nomination d'une personne qui ne parle pas français à ce poste est révélatrice de la perte d'influence de l'Union européenne.

la langue française au Canada ainsi que le manque de crédibilité de la volonté du gouvernement fédéral de protéger et de promouvoir le français.

Fiscalité et budget

Le Bloc affirme que : - tout le monde doit faire sa juste part au Québec, y compris les grandes entreprises et les riches

- il poursuivra ses efforts pour mettre fin à l'évitement fiscal des entreprises dans les paradis fiscaux, actuellement sanctionné par le gouvernement fédéral

- alors que les finances publiques ont enregistré des déficits colossaux lors de la pandémie, les plus riches se sont encore enrichis - il propose la création d'un impôt spécial supplémentaire sur les grandes fortunes

il propose la création d'un impôt spécial additionnel sur les grandes fortunes

- une loi pour confier au Québec l'administration d'une seule déclaration de revenus, ce qui permettrait aux ménages et aux entreprises d'économiser de l'argent tout en mettant fin aux dédoublements administratifs, et donnerait au Québec des pouvoirs additionnels pour agir contre l'utilisation des paradis fiscaux

Éthique et responsabilité

Le Bloc déclare que : -

il a peu de tolérance pour ceux qui ont l'arrogance de penser que les règles ne s'appliquent pas à eux et qui croient avoir droit à un traitement de faveur

- on attend des élus qu'ils fassent preuve d'une probité exemplaire, ce qui n'est pas toujours le cas

- la pratique du financement des grands partis par l'entremise de partis privés à 1 500 \$, la pratique du financement des grands partis par des partis privés à 1 500 \$, qui ont un accès privilégié aux décideurs, est encore très répandue au niveau fédéral

- même les nominations judiciaires semblent être accordées de manière disproportionnée aux donateurs et aux proches des responsables

- il est le seul parmi les partis politiques fédéraux à n'avoir accepté aucun argent des subventions salariales pour la pandémie, qui étaient destinées aux entreprises et aux organisations communautaires, et non pas à l'Union européenne.

pour renflouer les caisses électorales des politiciens

Pour aborder les questions de responsabilité et d'éthique, le Bloc préconise ce qui suit : -

- donner du mordant et un pouvoir punitif au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

- présenter un projet de loi visant à rétablir le financement public des partis politiques, afin d'éliminer toute impression ou possibilité de copinage

- poursuivre les travaux en vue d'un processus impartial de nomination des juges

Réforme démocratique

Le Bloc préconise :

démocratie perd son sens profond et sa stabilité est compromise.

La doctrine sociale de l'Église considère le relativisme éthique, qui soutient qu'il n'existe pas de critères objectifs ou universels pour établir les fondements d'une hiérarchie correcte des valeurs, comme **l'une des plus grandes menaces** pour les démocraties modernes. - 407, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Les responsabilités de l'État sont les suivantes

- veiller à ce que tous les individus soient en mesure de réaliser pleinement leur potentiel, en maintenant un cadre capable de **fournir tous les biens matériels, moraux et spirituels nécessaires au bien commun**

- harmoniser les différents intérêts des secteurs de la société avec les exigences de la justice, y compris en particulier la **conciliation de la propriété privée des biens avec le bien commun**

- **ordonner la société non seulement en fonction des désirs de la majorité**, mais du bien effectif de tous les membres de la communauté, y compris les minorités

- 168, *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église*

Gérance de l'office

L'administration publique, à tous les niveaux - national, régional, communautaire - doit être **orientée vers le service des citoyens**, en tant que gestionnaire des ressources du peuple, qu'elle doit administrer **en vue du bien commun**.

Les recettes fiscales et les dépenses publiques revêtent une importance économique cruciale pour toute communauté civile et politique.

L'objectif à atteindre est celui d'un financement public capable de devenir un instrument de développement et de solidarité. Un **financement public juste, efficace et efficient aura des effets très positifs sur l'économie**, car il favorisera la croissance de l'emploi et soutiendra les activités des entreprises et des associations, et contribuera à accroître la crédibilité de l'État en tant que

- rétablissement du financement public des partis politiques avec un plafond de 500 dollars pour les personnes physiques et suppression des contributions des entreprises

- établissement d'un remboursement plus élevé pour les partis politiques qui élisent un nombre de femmes correspondant à un critère de parité afin de promouvoir la participation des femmes à la vie politique.

Provinces, territoires, municipalités

Le Bloc affirme que : - Le

Québec a fait récemment des choix de société importants visant à réaffirmer la laïcité de l'État québécois et à promouvoir et protéger la langue française

- il forcera le Parlement fédéral à respecter les décisions qui ne le concernent pas ; exigera qu'aucun argent public ne soit investi dans la contestation judiciaire des lois québécoises ; il

soutiendra le droit du Québec à l'autodétermination de la nation en exigeant l'abrogation de la Loi sur la clarté référendaire

- afin de permettre au Québec de répartir équitablement l'argent des taxes et impôts perçus sur son territoire, il présentera à nouveau un projet de loi assurant au Québec un droit automatique de compensation avec pleine indemnité lorsqu'Ottawa crée des programmes fédéraux dans des domaines de compétence exclusive au Québec, ou cherche à assortir ces transferts d'argent de conditions.

Développement du Québec

Le Bloc affirme qu'il soutient le développement économique dans toutes les régions du Québec. À cette fin, le Bloc préconise - l'appui à une alternative québécoise à Air Canada en dehors des grands centres et l'obligation pour Air Canada d'améliorer ses services dans l'intervalle

- l'amélioration du réseau ferroviaire et l'augmentation des services de VIA Rail

- l'exigence qu'Ottawa aille de l'avant avec le projet de train à haute fréquence promis depuis longtemps

- la décentralisation de la fonction publique fédérale avec dispersion dans les régions, y compris les régions du Québec

- pour faciliter l'emploi en région,

la régionalisation des programmes de développement régional en décentralisant Développement économique Canada et en lui confiant la responsabilité d'élaborer et de mettre en oeuvre de nouveaux programmes

- la répartition du contrôle centralisé des fonds pour permettre aux régions de gérer leurs priorités de façon autonome.

Paix et relations internationales

Le Bloc déclare que : - La

politique officielle du Québec en matière de relations internationales est la doctrine Gérin-Lajoie, selon laquelle tout ce qui relève de la compétence du Québec sur son territoire relève de la compétence du Québec dans le monde entier

- il exigera que le Québec puisse mener toutes ses propres relations internationales, y compris la conclusion de traités, dans ses domaines de compétence. À

cette fin, il propose un processus de représentation internationale similaire au modèle belge, selon lequel le Canada devrait obtenir le consentement du Québec avant de prendre position sur une question relevant de sa compétence, comme l'UNESCO.

- elle exigera que le Canada cesse de vendre tout équipement militaire à l'Arabie saoudite, puisqu'il est désormais connu que le régime saoudien l'utilise contre les populations civiles, notamment au Yémen

Commerce extérieur

Le Bloc affirme que : - l'

économie québécoise est ouverte sur le monde et sur l'investissement étranger

- cependant, lorsqu'une multinationale étrangère prend le contrôle d'une entreprise locale, le Québec perd un levier décisionnel ainsi qu'un bassin d'expertise et de bons emplois

- le destin économique du Québec ne peut et ne doit pas être entièrement à la merci de décisions prises à l'étranger, particulièrement dans nos secteurs stratégiques et compétitifs. nos secteurs de haute technologie

- la pandémie a révélé l'importance de préserver les entreprises et la capacité de production locales

.

Le Bloc prône un nationalisme économique dans une perspective de résilience et d'autonomie, afin d'assurer le maintien et le développement des entreprises québécoises,

notamment : - le

resserrement du contrôle des investissements étrangers pour mieux protéger les fleurons de l'économie québécoise contre les prises de contrôle

- l'abandon définitif du projet de concentration de l'encadrement du secteur financier à Toronto, essentiel au maintien de la situation financière de Montréal et à la préservation des sièges sociaux qui en dépendent

garant des systèmes d'assurance et de protection sociale qui visent avant tout à protéger les membres les plus faibles de la société.

Les dépenses publiques sont orientées vers le bien commun lorsque certains principes fondamentaux sont respectés : le paiement des impôts dans le cadre du devoir de solidarité ; une application raisonnable et équitable des impôts ; la précision et l'intégrité dans l'administration et la distribution des ressources publiques.

Dans la redistribution des ressources, les dépenses publiques doivent respecter les principes de solidarité, d'égalité et de valorisation des talents. Elle doit également accorder une plus grande attention aux familles, en leur consacrant un montant adéquat de ressources. **Dans le système démocratique, l'autorité politique est responsable devant le peuple.** 355, 408, 412, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Réforme démocratique

Les organes représentatifs doivent être soumis à un contrôle social efficace. Ce contrôle peut s'exercer **avant tout dans le cadre d'élections libres qui permettent la sélection et le changement des représentants.** L'obligation pour les élus de rendre compte de leur travail - qui est garantie par le respect des conditions électorales - est un élément constitutif de la représentation démocratique.

Parmi les déformations du système démocratique, la corruption politique est l'une des plus graves. S'il n'y a pas de vérité ultime pour guider et orienter l'action politique, les idées et les convictions peuvent facilement être manipulées pour des raisons de pouvoir. **Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en totalitarisme.** - 406-412, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Coopération et respect entre les parties

Les partis politiques ont pour mission de favoriser une large participation et de rendre les responsabilités publiques accessibles à tous.

- l'élaboration d'une politique d'approvisionnement favorisant les PME et tenant compte des impacts environnementaux des achats gouvernementaux
- l'élaboration d'une stratégie industrielle favorisant une certaine autosuffisance dans les domaines essentiels et stratégiques.

Commerce avec les États-Unis

Le Bloc affirme que : - les

liens économiques entre le Québec, le Canada et les États-Unis constituent les relations commerciales, frontalières et diplomatiques les plus étroites du Québec, intégrant les trois économies

- le plan de relance économique présenté par le président américain offre des opportunités intéressantes pour nos entreprises exportatrices, mais le resserrement des dispositions du " Buy American " Act pourrait nuire aux ambitions québécoises
- il s'attendra à ce que le gouvernement fédéral négocie une exemption pour les entreprises canadiennes dans le domaine des énergies vertes et des technologies à faible teneur en carbone
- le gouvernement fédéral doit également tenir tête aux États-Unis dans tout différend commercial impliquant le Québec et les États-Unis, et ce, dans le cadre d'un accord de libre-échange. Le gouvernement fédéral doit également tenir tête aux États-Unis dans tout conflit commercial concernant l'agriculture québécoise, le bois d'œuvre, l'aluminium ou tout autre fardeau indu pour l'économie québécoise.

Défense nationale et anciens combattants

Le Bloc affirme que :

- En plus de l'arriéré croissant des demandes d'indemnisation des anciens combattants, les francophones sont systématiquement désavantagés et doivent attendre de deux à trois ans de plus que les anglophones pour obtenir des prestations. Par exemple, l'ombudsman des vétérans a déterminé que le temps médian de traitement pour les francophones était de 52 semaines, comparativement à 19 semaines pour les anglophones
- . Pour remédier à ce problème, il propose que les recommandations du directeur parlementaire du budget visant à embaucher suffisamment de personnel pour éliminer l'arriéré et s'assurer que les vétérans francophones reçoivent leurs prestations soient mises en œuvre le plus rapidement possible.

Justice pénale et sécurité publique

Violence domestique

Le Bloc déclare que : - il

déplore et dénonce la violence faite aux femmes, la violence conjugale et les féminicides, qui ont malheureusement connu une hausse inacceptable durant la pandémie

- il proposera des peines plus appropriées et plus sévères pour les crimes liés à la violence conjugale et inclura ce type de crime comme facteur aggravant dans le Code criminel, il proposera une commission d'enquête sur la prévention, l'encadrement législatif et la coercition de la violence conjugale qualifiée de "crime d'honneur"
- il demandera au gouvernement fédéral de contribuer financièrement aux efforts du gouvernement du Québec en matière de prévention de la violence, notamment en ce qui concerne l'étude sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de crimes sexuels et de violence conjugale

Contrôle des armes à feu

Le Bloc affirme que la prolifération des armes à feu doit être contenue, dans le respect des chasseurs et des sportifs dont les activités légitimes exigent des règles de sécurité, d'entreposage et de transport.

Pour ce faire, il propose :

- d'exiger un meilleur contrôle de la circulation transfrontalière des armes et pièces d'armes illégales
- d'exiger que le Programme de rachat des armes d'assaut soit obligatoire, sans quoi il devient inutile, et de modifier les lois pour définir ce qu'est une arme d'assaut, plutôt que d'interdire des modèles au cas par cas
- pour contrôler adéquatement les armes de poing, il propose que le gouvernement fédéral transfère au Québec toutes les responsabilités et les fonds qui y sont associés, afin d'éviter d'accabler les municipalités.



Parti de l'Héritage Chrétien

Les partis politiques sont appelés à interpréter les aspirations de la société civile, en les orientant vers le bien commun... Une démocratie authentique n'est pas seulement le résultat de l'observation formelle d'un ensemble de règles, mais le fruit d'une **acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de toute personne humaine, le respect des droits de l'homme, l'engagement en faveur du bien commun en tant que finalité et critère d'orientation de la vie politique.** En l'absence d'un consensus général sur ces valeurs, le sens profond de la démocratie est perdu et sa stabilité est compromise. - 407, 413, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Paix et relations internationales

En raison des **nouveaux liens d'interdépendance entre les acteurs mondiaux**, les mesures défensives traditionnelles des États semblent vouées à l'échec...

La centralité de la personne humaine et la tendance naturelle des personnes et des peuples à établir des relations entre eux sont les éléments fondamentaux pour construire une véritable communauté internationale, dont l'ordonnement doit viser à garantir le bien commun universel effectif... L'unité de la famille humaine n'est pas encore devenue une réalité. Cela est dû à des obstacles provenant d'idéologies matérialistes et nationalistes qui contredisent les valeurs de la personne considérée intégralement dans ses différentes dimensions, matérielle et spirituelle, individuelle et communautaire. En particulier, toute théorie ou forme de racisme et de discrimination raciale est moralement inacceptable. **La coexistence entre les nations est fondée sur les mêmes valeurs qui doivent guider les relations entre les êtres humains : la vérité, la justice, la solidarité active et la liberté....** - 370, 433, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

La protection de l'environnement au niveau mondial

Le rôle du gouvernement

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur le rôle du gouvernement dans le contexte du sens et du but de la vie.

Réforme démocratique

Les partisans du parti :

- l'arrêt des versements aux partis politiques financés par l'impôt au titre des campagnes électorales, ou une répartition équitable entre tous les partis
- la garantie que tous les partis politiques sont inclus dans les débats et les publications médiatiques financées par l'impôt -
- un référendum pour permettre aux contribuables de passer au système uninominal majoritaire à un tour
- l'autorisation pour les seuls citoyens canadiens de voter ou d'exercer une fonction.

Activisme judiciaire

Le parti affirme que :

- dans la répartition constitutionnelle des pouvoirs, les tribunaux et les juges n'ont PAS reçu l'autorité de rédiger des lois, mais seulement d'appliquer et de faire respecter la loi TELLE QU'ELLE EST ÉCRITE
- les tribunaux ont usurpé l'autorité du Parlement et des législatures provinciales ; l'activisme judiciaire a donné lieu à l'avortement sur demande, au mariage homosexuel et au suicide assisté
- les tribunaux ont abusé de leur pouvoir pour limiter la liberté d'expression, un droit garanti par la Charte qu'ils devraient protéger
- il utiliserait l'article 33 de la Charte (la clause nonobstant) pour protéger la liberté d'expression et les fondements moraux du Canada.

Sénat

Le parti affirme que le Sénat a été créé à l'origine pour être une chambre de "second examen objectif", et non une chambre d'approbation partisane du gouvernement en place.

Les partisans du parti :

- élection des sénateurs par les provinces dans lesquelles ils résident
- pour une meilleure représentation des provinces, attribution d'un nombre égal de sénateurs à chaque province, plutôt qu'à des "régions".

Rôle des médias

- Le parti affirme que : - la plupart des grands médias au Canada - y compris la CBC financée par l'État - sont biaisés contre la vision du monde et les politiques chrétiennes
- la Canadian Broadcasting Corporation reçoit plus de 1,5 milliard de dollars directement du gouvernement chaque année
- le gouvernement actuel a accordé 595 millions de dollars en subventions dirigées uniquement vers les médias qui soutiennent ses politiques, influençant davantage l'opinion publique contre la vision du monde chrétienne
- le PHC défendra ou privatisera la CBC et s'attaquera à la question de la partialité injuste des médias.

Intendance et réforme

Fiscalité et budget

Le parti déclare que :

- Le Canada emprunte actuellement des capitaux de fonctionnement et d'investissement à d'autres pays et à des banquiers internationaux et paie des intérêts sur la dette contractée - environ 70 millions de dollars par jour
- cette mesure permettrait à la Banque du Canada de retrouver sa fonction première, qui est de créer et de fournir la masse monétaire du Canada et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêt aux provinces, aux sociétés d'État et aux municipalités pour les infrastructures dont elles ont un besoin urgent
- les gouvernements actuels, en utilisant incorrectement la Banque du Canada, ont créé un fléau pour l'avenir de nos enfants, car ils seront obligés de rembourser la dette et les intérêts.
- la dette nationale s'élève à plus de 690 milliards de dollars et est financée par des emprunts qui coûtent environ 70 millions de dollars par jour en intérêts
- bien que les gouvernements doivent utiliser une certaine forme d'imposition pour générer des revenus afin de couvrir le coût des services de base, l'impôt sur le revenu, et en particulier l'impôt progressif sur le revenu, est injuste. En tant que propriété privée, les revenus ne devraient pas être confisqués, et le gouvernement ne devrait pas s'approprier ce que les travailleurs gagnent, ni en prendre une plus grande part lorsque les individus travaillent plus dur

Les partisans du parti :

- le remboursement de la dette nationale et l'introduction de l'obligation d'équilibrer le budget national

La responsabilité en matière d'environnement doit également trouver une expression adéquate sur le plan juridique. Il est important que la communauté internationale élabore des règles uniformes qui permettent aux États d'exercer un contrôle plus efficace sur les diverses activités qui ont des effets négatifs sur l'environnement et de protéger les écosystèmes en prévenant les risques d'accidents... Elles doivent être accompagnées d'un sens croissant de la responsabilité ainsi que d'un changement effectif de mentalité et de style de vie. -467, 468 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Maintien de la paix et embargos

Les États ne disposent pas toujours des moyens adéquats pour assurer efficacement leur propre défense. D'où la nécessité et l'importance des organisations internationales et régionales, qui devraient être en mesure de collaborer pour résoudre les conflits et promouvoir la paix, en rétablissant des relations de confiance mutuelle qui rendent impensable le recours à la guerre.

L'objectif des sanctions doit être clairement défini et les mesures adoptées doivent de temps à autre être évaluées objectivement par les organes compétents de la communauté internationale quant à leur efficacité et à leur impact réel sur la population civile. Le véritable objectif de ces mesures ouvre la voie à la négociation et au dialogue. Les sanctions ne doivent jamais être utilisées comme un moyen de punir directement une population entière. Les sanctions économiques en particulier sont un instrument à utiliser avec beaucoup de discernement et doivent être soumises à des critères juridiques et éthiques stricts. Un embargo économique doit être limité dans le temps et ne peut être justifié lorsque les effets qui en résultent sont indiscriminés. - 499, 507, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Personnes déplacées et aide humanitaire

Une catégorie particulière de victimes de la guerre est constituée par les réfugiés, contraints par les combats à fuir les lieux où ils vivent habituellement et à chercher refuge

- remplacer l'injuste impôt fédéral sur le revenu par une taxe équitable sur les achats ; il s'agirait d'un taux fixe appliqué à tous les achats de produits finis, ce qui permettrait à tous les citoyens de disposer de plus d'argent à dépenser, à épargner et à investir

Responsabilité

Les partisans du parti :

- ouverture de toutes les dépenses gouvernementales à l'examen public
- liste publique de tous les salaires gouvernementaux supérieurs à 100 000 dollars
- mécanisme de révocation publique de tous les politiciens et bureaucrates de haut niveau, pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions

Paix et relations internationales

Le parti affirme que le Canada est reconnu comme un leader mondial et qu'il doit agir de manière responsable pour maintenir cette réputation.

Les partisans du parti :

- Le leadership canadien dans les bonnes choses : l'eau propre, l'énergie et la justice, PAS l'avortement, la confusion des genres et la dette
- défendre la liberté dans le monde entier, en commençant chez soi.
- Le Canada doit s'opposer fermement au terrorisme sur son territoire et à l'étranger.
- Les Canadiens qui participent au terrorisme ne doivent pas être autorisés à revenir au Canada OU ils doivent faire face à des accusations criminelles de terrorisme. Ils ne doivent pas être autorisés à devenir des martyrs publics pour leur cause
- l'attribution de 10 millions de dollars à Omar Khadr est une insulte à nos soldats, à nos alliés et à tous les contribuables canadiens.

Moyen-Orient

Le parti déclare que :

- l'islam radical s'est révélé être une menace pour la démocratie occidentale
 - la charia est incompatible avec la culture et le patrimoine du Canada ainsi qu'avec la Charte canadienne des droits et libertés
- Le parti rejette les pratiques culturelles islamiques telles que les "crimes d'honneur", les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, les conversions forcées et l'abattage inhumain d'animaux (abattage Halal).

Israël

Le parti déclare que :

- Israël occupe une place unique dans l'histoire et dans les affaires mondiales actuelles
- Israël est une nation démocratique unique au Moyen-Orient, entourée de nations hostiles.
- elle est aux côtés d'Israël et soutient son droit d'exister et de se défendre

Personnes déplacées et aide humanitaire

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant sa politique à l'égard des personnes déplacées ou de l'aide humanitaire.

Finance internationale

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de finances internationales.

Commerce extérieur et tarifs

Le parti déclare que

- les droits de douane sont des taxes imposées sur les marchandises ou les produits importés, généralement destinées à protéger les producteurs nationaux d'une concurrence étrangère déloyale
- à moins d'être liées par des contrats, des traités et des accords commerciaux qu'elles ont volontairement signés, toutes les nations ont le droit de restreindre les importations ou d'appliquer des droits de douane qui peuvent avoir pour effet de restreindre les importations
- dans un but de croissance mutuelle et d'entreprise coopérative, les nations alliées, en particulier celles qui partagent une frontière, devraient s'efforcer d'éviter les droits de douane et les restrictions commerciales inutiles entre elles
- l'utilisation imprudente ou punitive des droits de douane entraîne souvent des guerres commerciales qui peuvent nuire aux producteurs et qui devraient être évitées si possible.

dans des pays étrangers. **L'Église est proche d'eux** non seulement par sa présence pastorale et son soutien matériel, mais aussi par son engagement à défendre leur dignité humaine : La préoccupation pour les réfugiés doit nous conduire à **réaffirmer et à mettre en évidence les droits de l'homme universellement reconnus, et à demander** que la reconnaissance effective de ces droits soit garantie aux réfugiés".

Il est donc essentiel de rechercher les causes sous-jacentes aux conflits belliqueux, en particulier ceux qui sont liés à des situations structurelles d'injustice, de pauvreté et d'exploitation, qui nécessitent une intervention afin de les éliminer. C'est pourquoi le développement est un autre nom de la paix. De même qu'il existe une responsabilité collective pour éviter la guerre, il existe également une responsabilité collective pour promouvoir le développement. - 158, 498, 515, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Finances

...en présence de nouveaux espaces de concurrence, **la notion même de marché national est reléguée à l'arrière-plan.** Si la création de ce que l'on appelle le "marché mondial des capitaux" a apporté des avantages, **elle a aussi augmenté le risque de crises financières.** Le secteur financier, qui a vu le volume des transactions financières dépasser largement celui des transactions réelles, risque de se développer selon une mentalité qui n'a que lui comme point de référence, sans être relié aux fondements réels de l'économie.

Plus le système économique-financier mondial atteint des niveaux élevés de complexité organisationnelle et fonctionnelle, plus la **priorité doit être donnée à la tâche de réguler** ces processus, en les orientant vers l'objectif de la réalisation du bien commun de la famille humaine. 368-371 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Commerce

Défense nationale et anciens combattants

Le parti déclare que :

- Le Canada doit disposer de forces armées capables de défendre ses frontières et ses intérêts nationaux
- nos forces armées doivent être correctement formées et équipées
- nos anciens combattants méritent notre gratitude et notre devoir d'attention, en particulier les blessés et les familles de ceux que nous avons perdus.

Justice pénale et sécurité publique

Le parti déclare que :

- le gouvernement canadien DOIT protéger les citoyens canadiens
- les Canadiens méritent un système judiciaire conçu pour protéger leur vie et leurs biens
- tous les Canadiens méritent un traitement égal devant la loi
- une justice différée est une justice refusée ; il est essentiel que la justice soit appliquée le plus rapidement possible afin d'économiser des coûts et de dissuader les actes répréhensibles
- son programme en matière de justice repose sur deux piliers : la restitution et la sécurité publique

Armes à feu

Le parti déclare que :

- lorsque les armes sont interdites, seuls les hors-la-loi ont des armes
- le problème, ce sont les crimes violents, pas les armes à feu



Le rôle du gouvernement

Les politiques du parti stipulent que le rôle du gouvernement est de.. :

- protéger la vie et les biens de ses citoyens
- assurer l'égalité des chances
- favoriser un environnement dans lequel les individus et l'initiative privée peuvent prospérer
- assurer la sécurité des frontières de la nation et des citoyens sur le territoire national et à l'étranger
- fournir des services qui ne peuvent être fournis de manière plus efficace ou plus efficace par le secteur privé
- maintenir et améliorer l'infrastructure nationale.

Le parti déclare en outre que ses objectifs sont les suivants -

- le bien commun de tous les Canadiens : une société où chacun peut réaliser son potentiel
- libérer l'esprit humain et le potentiel des individus, des familles et des groupes
- nourrir, mobiliser et encourager la générosité, le talent individuel, le patriotisme et le sens de la communauté ; et
- fournir un cadre pour des moyens plus sensibles et plus puissants de protéger et de soutenir les personnes démunies et **vulnérables.**

Gestion et réforme

Fiscalité et budget

Le parti affirme qu'il était juste de dépenser pour protéger les Canadiens pendant la pandémie, mais qu'une dette insoutenable ne peut être transmise aux générations futures. Une fois la reprise amorcée, les dépenses doivent être maîtrisées.

Les partisans du parti :

L'Église a maintes fois attiré l'attention sur les aberrations du système du commerce international qui, souvent, en raison de politiques protectionnistes, **discrimine les produits provenant des pays les plus pauvres** et entrave la croissance de l'activité industrielle et le transfert de technologie vers ces pays. La détérioration continue des échanges de matières premières et l'élargissement du fossé entre les pays riches et les pays pauvres ont incité l'Église à souligner **l'importance des critères éthiques** qui devraient constituer la base des relations économiques internationales : la recherche du bien commun et la destination universelle des biens, l'équité dans les relations commerciales et l'attention portée aux droits et aux besoins des pauvres dans les politiques relatives au commerce et à la coopération internationale. Les déséquilibres économiques et sociaux dans le monde du travail doivent être traités en rétablissant une juste hiérarchie de valeurs et en plaçant la **dignité humaine des travailleurs avant tout**. - 370, 321, 364 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Désarmement

L'Église propose l'objectif d'un "désarmement général, équilibré et contrôlé". **L'augmentation considérable des armements représente une grave menace** pour la stabilité et la paix. Le principe de suffisance, en vertu duquel chaque État ne peut posséder que les moyens nécessaires à sa légitime défense, doit être appliqué tant par les États qui achètent des armes que par ceux qui les produisent et les fournissent. Tout stockage excessif ou commerce aveugle d'armes ne peut être moralement justifié.

La doctrine de la dissuasion suscite de fortes réserves morales. La course aux armements ne garantit pas la paix. Le principe de la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que les mesures de désarmement nucléaire et l'interdiction des essais nucléaires, sont des objectifs intimement liés qui **doivent être atteints dès que possible** au moyen de contrôles efficaces au niveau international. - 508, 509 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

- mettre fin aux programmes d'aide d'urgence de manière responsable à mesure que les vaccins augmentent et que l'économie rouvre
- veiller à ce que les mesures de relance soient ciblées et limitées dans le temps afin d'éviter un déficit structurel
- encourager la croissance économique afin de garantir la disponibilité des recettes pour les services

Réforme fiscale

Le parti déclare que : - les Canadiens de la classe ouvrière et de la classe moyenne, les néo-Canadiens, les petits entrepreneurs ont été doublement touchés par la crise du COVID, souffrant de manière disproportionnée, bien plus que ceux qui ont plus de moyens

- pour les aider à se reconstruire et à se remettre sur pied, il faudra que ceux qui ont été largement isolés des dommages économiques de la pandémie fassent davantage.

Le parti préconise - de veiller à ce que le fardeau de la relance de l'économie et de la fourniture des services publics essentiels ne retombe pas sur ceux qui ont été le plus durement touchés

- d'augmenter le financement de l'Agence du revenu du Canada, en le portant à 750 millions de dollars par an, afin de financer une application plus stricte de la fiscalité des entreprises multinationales, de l'imposition des grandes sociétés, de la fiscalité internationale et d'autres formes d'évasion fiscale. Ce coût sera plus que compensé par l'augmentation de la conformité, ce qui entraînera une augmentation du montant perçu par le gouvernement par rapport à ce qui lui est dû.

Les fraudeurs fiscaux

Le parti déclare que : - le gouvernement actuel a récemment admis que son programme de conformité pour les grandes fortunes n'avait pas réussi à poursuivre une seule personne au cours des six dernières années

- l'Agence du revenu du Canada continue de s'en prendre aux petites entreprises tout en ignorant celles qui sont suffisamment riches pour se payer des avocats et des comptables coûteux
- il s'engage à corriger ce programme et à veiller à ce que les riches paient leur juste part.

Les multinationales étrangères et les grandes entreprises technologiques paient leur juste part

Le parti préconise - veiller à ce que les entreprises technologiques étrangères paient leur juste part d'impôts, y compris la taxe sur les ventes et une taxe sur les services numériques représentant 3 % de leur revenu brut au Canada si elles ne paient pas d'impôt sur les sociétés ici

- travailler avec l'administration américaine et d'autres partenaires internationaux pour sévir contre les multinationales qui évitent l'impôt afin de s'assurer qu'elles paient leur juste part d'impôts.

Le parti déclare qu'il s'oppose à l'abandon de la souveraineté sur notre système fiscal et s'oppose fermement à la signature par le gouvernement actuel d'un taux d'imposition minimum mondial au sein du G-7.

Redressement du budget

Le parti déclare que : - si les dépenses pour protéger les Canadiens pendant la pandémie étaient la bonne chose à faire, nous ne pouvons pas laisser une dette insoutenable aux générations futures

- la reprise ayant commencé, il est temps de réduire progressivement les programmes de soutien d'urgence de manière responsable, avec des mesures de relance ciblées et limitées dans le temps pour éviter un déficit structurel
- le rétablissement des finances nationales et des niveaux de service du gouvernement nécessite de revenir à une croissance économique robuste de 3 % ou plus par an, ce qui est l'objectif de son plan pour l'emploi
- le déficit a grimpé à 354 milliards de dollars en 2020-21, ce qui semble décourageant. Toutefois, il est plus facile d'élaborer un plan de retour à l'équilibre si l'on considère les trois composantes du déficit : (i) 30 milliards de dollars de déficit préexistant : le montant par lequel les dépenses dépassent les recettes dans une économie "normale" avec une croissance de 1,6 %, (ii) 70 milliards de dollars provenant des stabilisateurs automatiques : les recettes publiques ont chuté en raison de la récession, car les entreprises et les particuliers ont vu leurs revenus diminuer et ont donc payé moins d'impôts. Dans le même temps, les dépenses du gouvernement pour l'assurance-emploi et d'autres programmes de soutien social ont augmenté, et (iii) 250 milliards de dollars de dépenses d'urgence COVID-19, dont 80 milliards de dollars pour la CERB et 82,3 milliards de dollars pour la subvention salariale (CEWS), la TPS et les compléments à la Prestation canadienne pour enfants, le financement des provinces et des soins de santé et environ 70 autres mesures de dépenses
- la mise en œuvre du plan pour l'emploi du parti remettra les Canadiens au travail, ce qui se traduira par une baisse du chômage et une augmentation des recettes fiscales pour le gouvernement. Il permettra également de réduire les dépenses d'urgence de manière responsable

Ventes d'armes

La guerre est un fléau et n'est jamais un moyen approprié de résoudre les problèmes qui surgissent entre les nations. Des mesures appropriées sont nécessaires pour contrôler la production, la vente, l'importation et l'exportation d'armes légères et de petit calibre, des armements qui facilitent la survenue de nombreuses flambées de violence. La vente et le trafic de ces armes constituent **une menace sérieuse pour la paix** : ces armes tuent et sont utilisées pour la plupart dans des conflits internes et régionaux ; leur disponibilité immédiate augmente à la fois le risque de nouveaux conflits et l'intensité de ceux qui sont déjà en cours. La position des Etats qui appliquent des contrôles sévères sur les transferts internationaux d'armes lourdes alors qu'ils ne restreignent jamais, ou très rarement, la vente et le trafic d'armes légères et de petit calibre est **une contradiction inacceptable**. - 497, 511 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Défense et sécurité nationales

Les exigences de la légitime défense justifient l'existence dans les États de forces armées dont l'activité doit être au service de la paix. Ceux qui défendent la sécurité et la liberté d'un pays, dans un tel esprit, apportent une authentique contribution à la paix.

Tous ceux qui servent dans les forces armées sont concrètement appelés à **défendre le bien, la vérité et la justice dans le monde**. Nombreux sont ceux qui, dans de telles circonstances, ont sacrifié leur vie pour ces valeurs et pour défendre des vies innocentes. À cet égard, le nombre croissant de militaires servant dans des **forces multinationales pour des missions humanitaires ou de maintien de la paix** promues par les Nations unies est très significatif.

Une guerre d'agression est intrinsèquement immorale. Dans le cas tragique où une telle guerre éclate, les dirigeants de l'Etat attaqué ont le droit et le devoir d'organiser la défense, même en utilisant la force des armes. Si cette responsabilité justifie la possession de moyens suffisants pour exercer ce droit à la défense, les

- son plan pour la sécurité de l'emploi et la croissance économique réduira le déficit de près de 90 % en redressant l'économie. Il y aura des coûts en cours de route - des incitations et d'autres dépenses pour remettre les Canadiens au travail, mais ces dépenses seront limitées dans le temps et conçues pour donner un coup de fouet à l'économie. Le niveau de dépenses le plus élevé sera

Ces dépenses à court terme représentent la majeure partie du coût de notre plan et réduiront directement le déficit en inversant les stabilisateurs automatiques. Ces dépenses à court terme représentent la majeure partie du coût de notre plan et réduiront directement le déficit en inversant les stabilisateurs automatiques

- une partie cruciale de son plan est un ensemble de nouveaux investissements dans la recherche et le développement, l'accès à l'internet à haut débit et des mesures fiscales telles que la "patent box", qui sont destinées à avoir des avantages à long terme pour l'économie,
- en raison de la gravité de la situation financière à laquelle le Canada est confronté, il a limité les mesures de dépenses permanentes significatives de son plan à quelques priorités essentielles : * Aide aux personnes âgées : Fournir un soutien continu aux personnes âgées pour les aider à rester chez elles ou à vivre avec des membres de leur famille, afin de faire face à la crise des soins de longue durée
- * Aider les familles qui travaillent : Doubler la prestation pour les travailleurs canadiens afin de rendre le travail payant et d'aider ceux qui en ont le plus besoin.

Responsabilité

Le parti déclare qu'en dépit de l'adoption de la loi fédérale sur la responsabilité de 2006, des scandales ont persisté, notamment l'abus de la loi sur les œuvres de bienfaisance et l'acceptation de cadeaux de la part de lobbyistes.

Le parti préconise de lutter contre la corruption :

- durcir la loi sur les conflits d'intérêts en étendant les sanctions pécuniaires à toutes les violations de la loi et en augmentant les sanctions pécuniaires d'un maximum de 500 dollars à un maximum de 50 000 dollars, l'amende devant être proportionnelle à la gravité de l'infraction, aux antécédents du contrevenant et à sa valeur nette personnelle
- modifier le code de conduite des députés afin d'empêcher les députés de percevoir des honoraires de conférencier pendant qu'ils siègent à la Chambre des communes, modifier les

lois sur le lobbying afin de combler les lacunes prévues à l'origine pour éviter d'imposer des charges excessives aux organisations ayant des contacts minimes avec le gouvernement, de sorte que ces lois imposent une transparence totale en exigeant que toutes les sociétés et autres organisations qui font du lobbying s'enregistrent et fassent état de leurs réunions,

procéder à des révisions de la loi sur le lobbying et de la loi sur l'accès à l'information, attendues depuis longtemps, afin de s'assurer qu'elles sont à jour et aussi solides que nécessaire pour gagner la confiance de la population

, afin de résoudre les problèmes de transparence mis en évidence par le scandale SNC-Lavalin, interdire l'application d'accords de non-divulgaration dans les cas où une personne divulgue des informations à une autorité légitime ou demande une assistance médicale ou un avis juridique

- modifier la loi sur la preuve au Canada pour faire en sorte que les documents confidentiels du Cabinet ne puissent plus être utilisés pour protéger des initiés du gouvernement contre des enquêtes criminelles.

- en donnant au commissaire à l'information le pouvoir d'ordonner aux ministères de publier rapidement des informations, afin de mettre fin à la pratique récente des retards interminables qui ridiculisent la loi -

en renforçant la protection des dénonciateurs grâce à un cadre législatif fédéral solide

- en utilisant les normes ouvertes en vigueur, en obligeant les ministères, les sociétés d'État et ceux qui reçoivent des fonds publics à publier davantage de données dans des formats lisibles par machine

- en empêchant l'ingérence étrangère, en exigeant des personnes et des sociétés agissant en tant qu'agents de mandats étrangers désignés (pays, société, entité ou individu) dans une capacité politique ou quasi-politique, y compris le lobbying, l'élaboration de politiques, la publicité et la mobilisation de la base, qu'elles s'enregistrent, et en exigeant que l'enregistrement nécessite la divulgation des montants des paiements, de la nature des relations et des activités exercées

Les déclarations du parti préconisent - faire passer le pays en premier, en promulguant les lois sur la responsabilité et la transparence les plus strictes de l'histoire du Canada

- renforcer la Loi sur les conflits d'intérêts et imposer des peines plus lourdes

- renforcer la Loi sur le lobbying pour mettre fin aux abus des initiés du gouvernement ; et

- accroître la transparence pour mettre fin aux dissimulations.

Réforme du Sénat

Le parti préconise :

Si une province choisit d'organiser des élections sénatoriales, nommer les vainqueurs comme sénateurs

Provinces, territoires, municipalités

Etats ont encore l'obligation de tout mettre en oeuvre pour que les conditions de la paix existent, non seulement sur leur propre territoire mais dans le monde entier. -500-502 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Justice pénale et sécurité publique

Afin de protéger le bien commun, l'autorité publique légitime doit exercer le droit et le devoir d'infliger des peines en fonction de la gravité des crimes commis. L'État a la **double responsabilité de décourager** les comportements qui portent atteinte aux droits de l'homme et aux normes fondamentales de la vie civile, et de réparer, par le système pénal, le désordre créé par l'activité criminelle... La peine ne sert pas seulement à défendre l'ordre public et à garantir la sécurité des personnes ; elle devient aussi **un instrument de correction du délinquant. L'objectif est double**. D'une part, favoriser la réinsertion du condamné dans la société ; d'autre part, promouvoir une justice qui réconcilie, **une justice capable de rétablir l'harmonie** dans les relations sociales perturbées par l'acte criminel commis. - 402 *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*

Le parti déclare qu'il :

- croit que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces en tant que partenaires au lieu de leur dicter leur conduite. Comme l'a récemment déclaré la Cour d'appel de l'Alberta, "le gouvernement fédéral n'est pas le parent et les gouvernements provinciaux ne sont pas ses enfants". - il est le parti de la Constitution et comprend que la répartition des pouvoirs signifie que les provinces et le gouvernement fédéral sont égaux dans leurs propres sphères et que chacun mérite la latitude de prendre ses propres décisions politiques dans ses propres domaines de compétence et de respecter leur autonomie dans les domaines de compétence provinciale.

Le Québec

Le parti affirme que les Québécois veulent et méritent un gouvernement fédéral qui veut collaborer avec eux. Pour ce faire, il préconise un nouveau pacte fondé notamment sur le respect de la nation québécoise et de la langue française, le développement économique de nos régions et la sécurité de nos communautés.

Le parti préconise notamment

- en s'appuyant sur sa reconnaissance historique de la nation québécoise
- en restant ouvert au développement de nouvelles ententes administratives avec le gouvernement du Québec pour promouvoir un fédéralisme décentralisé
- en négociant avec le gouvernement du Québec pour simplifier la préparation des déclarations de revenus et tendre vers une déclaration de revenus unique pour les contribuables québécois tout en protégeant les emplois de l'Agence du revenu du Canada dans les régions
- en accordant une plus grande autonomie au Québec en matière d'immigration, notamment en révisant l'Accord Canada-Québec sur l'immigration pour donner plus de pouvoirs au Québec en matière d'immigration revoir l'Accord Canada-Québec sur l'immigration pour donner plus de pouvoirs au Québec en matière d'immigration afin de s'assurer qu'une plus grande proportion d'immigrants s'établissant au Québec parle français, y compris dans la catégorie de la réunification familiale ; fournir une compensation complète pour l'hébergement des demandeurs d'asile qui ont traversé illégalement au Québec à des passages frontaliers comme le chemin Roxham et Lacolle et appliquer l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin à ces traversées ;
- respecter la compétence de l'Assemblée nationale du Québec en n'intervenant pas dans les contestations juridiques de la loi 21 et en ne fournissant pas de fonds fédéraux pour les soutenir
- ; limiter les pouvoirs fédéraux de dépenser dans les domaines de compétence du Québec et veiller à ce que les provinces puissent se retirer des nouveaux programmes et initiatives fédéraux dans le domaine de la santé avec une pleine compensation ; - faire en sorte que les transferts fédéraux annuels pour le logement des demandeurs d'asile qui ont traversé illégalement le Québec à des passages frontaliers tels que le chemin de la Croix-Rouge et Lacolle et appliquer l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin à ces traversées ; et de se retirer des nouveaux programmes et initiatives fédéraux dans le domaine de la santé moyennant une compensation complète et équivalente
- de libérer les transferts fédéraux annuels pour les programmes sociaux de toute condition restrictive et d'élaborer un plan de retour à l'équilibre budgétaire sans réduire les transferts aux provinces
- de respecter la Loi constitutionnelle de 1867 en appliquant une approche de non-intervention dans les affaires internes dans les champs de compétence du Québec
- de s'assurer que le Québec ne sera jamais sous-représenté à la Chambre des communes lors de la création de nouvelles circonscriptions parlementaires
- de doter Radio-Canada d'une structure juridique et administrative séparée et distincte pour refléter son mandat distinct de promotion de la langue et de la culture francophones, inclure un pouvoir de nomination pour la province pour les membres du conseil d'administration en plus d'assurer la représentation des communautés francophones minoritaires à l'extérieur du Québec.

Pour soutenir les régions du Québec, le parti préconise : - la

construction d'une infrastructure numérique pour connecter tout le Québec à l'internet haute vitesse d'ici 2025, y compris la coordination des investissements fédéraux avec le programme récemment annoncé par le gouvernement du Québec ; l'accélération du processus de mise aux enchères du spectre afin d'utiliser plus de spectre et d'appliquer des dispositions " l'utiliser ou le perdre " pour s'assurer que le spectre (en particulier dans les zones rurales) est réellement développé, avec les revenus des enchères dédiés à notre plan d'infrastructure numérique ;

travailler en partenariat avec le gouvernement du Québec pour promouvoir le projet Saint-Laurent, une stratégie maritime pour le développement économique du Québec comprenant la création de dix zones d'innovation

- adopter une politique d'achat gouvernementale sur les matériaux à faible empreinte carbone, y compris l'aluminium à faible teneur en carbone
- déployer de nouveaux véhicules autonomes pour les opérations de surveillance de l'Arctique dans les airs et en mer dans le cadre d'une nouvelle stratégie de souveraineté, de dissuasion et de détection du Canada,
- le renouvellement de la flotte canadienne de brise-glaces en partenariat avec le chantier naval Davie, et désigner Davie comme partenaire à part entière de la Stratégie nationale de construction navale
- fournir une aide financière pour veiller à ce que les petits aéroports régionaux restent ouverts et que les routes vers les régions éloignées et rurales continuent de fonctionner
- investir 100 millions de dollars dans un programme spécifique de financement du développement régional pour soutenir la transition économique des anciennes communautés minières

- mettre en œuvre une stratégie des minéraux essentiels pour tirer parti des ressources abondantes du Canada en minéraux nécessaires pour alimenter notre avenir en énergie propre, en créant des emplois, et réduire la dépendance mondiale à l'égard des minerais essentiels en provenance de Chine, notamment par l'adoption de politiques visant à faciliter l'exploitation responsable du lithium

Ouest du Canada

Le parti déclare que : - L'Alberta a apporté plus de 600 milliards de dollars au reste du pays depuis 1967, et une moyenne de plus de 20 milliards de dollars par an au cours de la dernière décennie. Même si leur économie a souffert au cours des sept dernières années, les Albertains ont continué à être des contributeurs nets à l'économie nationale - il n'est que juste que le reste du Canada soit là pour l'Alberta, tout comme l'Alberta a toujours été là pour eux. Maintenant que l'Alberta est en difficulté, les Albertains s'attendent raisonnablement à ce que le reste du pays, y compris le gouvernement fédéral, les soutienne financièrement et les aide à obtenir un prix équitable pour leurs produits énergétiques sur les marchés mondiaux.

Pour promouvoir l'équité fiscale, le parti préconise : - l'adoption de la Loi sur l'équité en matière de péréquation et de transferts en tant que projet de loi du gouvernement et son adoption le plus rapidement possible - la mise en œuvre d'une proposition approuvée à l'unanimité par les premiers ministres provinciaux visant à réformer le Programme de stabilisation fiscale, notamment en levant le plafond des paiements, en réduisant les seuils de réduction des revenus pour être admissible et en appliquant les changements de façon rétroactive.

Pour soutenir l'emploi dans les provinces de l'Ouest, le parti préconise : - éliminer l'injustice du processus d'évaluation des impacts du projet de loi C-69, en basant nos changements sur les recommandations bipartisanes faites par le Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, en recherchant un processus d'évaluation qui respecte les meilleures normes environnementales de sa catégorie et en établissant des attentes et des délais clairs pour les examens environnementaux afin que les investisseurs aient la confiance et la certitude dont ils ont besoin pour s'engager dans des projets majeurs au Canada ; supprimer l'ingérence politique dans le processus d'examen et fixer des délais clairs afin que les investisseurs obtiennent un oui ou un non en temps voulu ; et ne pas laisser les projets essentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre être retardés par la bureaucratie et les longs examens - mettre fin à l'interdiction d'expédier du pétrole canadien sur la côte nord de la Colombie-Britannique en abrogeant le projet de loi C-48 et en améliorant l'accès aux marchés internationaux. - travailler avec les Premières nations et d'autres groupes autochtones pour s'assurer qu'ils sont des partenaires dans la prospérité et le développement de nos ressources naturelles en créant une Corporation canadienne des entreprises autochtones - mettre en œuvre une stratégie énergétique de l'hydrogène qui augmente rapidement l'utilisation de l'hydrogène - en particulier de l'hydrogène vert - au Canada et renforce notre capacité d'exportation - garantir une capacité de pipeline adéquate en faisant construire Trans Mountain - faire des pipelines qui acheminent le pétrole canadien vers les marchés d'exportation une priorité - faire de l'augmentation des possibilités d'exportation d'énergie une priorité diplomatique dans les relations avec le gouvernement américain - mettre en œuvre une stratégie fédérale d'exportation de GNL. Alors qu'une grande partie du monde dépend encore de l'électricité produite à partir du charbon, la nation devrait stimuler les exportations pour faire croître notre économie et contribuer à un monde plus propre. - l'introduction d'un crédit d'impôt pour accélérer rapidement le déploiement de la technologie de capture, d'utilisation et de stockage du carbone dans le secteur de l'énergie et dans les industries importantes qui ont peu d'alternatives à la combustion de combustibles fossiles, comme la production d'engrais et de produits chimiques.

Paix, relations internationales

Le parti déclare que : - il poursuivra une politique étrangère qui recherche des alliances nouvelles et renforcées avec des alliés démocratiques et des partenaires économiques qui partagent nos valeurs - il fera face à la menace posée par le Parti communiste chinois, en se tenant aux côtés du peuple chinois et en promouvant une plus grande liberté pour lui - il défendra agressivement les droits de l'homme, la dignité et la transparence - elle défendra les intérêts nationaux du Canada, chaque décision prise sur la scène internationale devant donner la priorité à la sécurité et à la souveraineté des Canadiens, à la prospérité de notre peuple et de nos partenaires, ainsi qu'aux valeurs démocratiques qui nous définissent.

À cette fin, le parti préconise - établir un Conseil canadien de l'intérêt national pour mettre en œuvre les priorités nationales à long terme en matière de sécurité et d'économie et accroître l'influence stratégique et économique du Canada - prendre des décisions difficiles et tardives, notamment actualiser la politique de défense de 2017 pour l'adapter aux réalités d'un ordre international perturbé, investir dans le leadership canadien au sein de l'alliance des Cinq Yeux et renforcer les liens avec les alliés nouveaux et traditionnels

- en coopération avec nos alliés des Cinq Yeux, renforcer les capacités canadiennes pour contribuer au renseignement étranger - en s'attachant à combler les lacunes actuelles dans la compréhension des menaces internationales de coercition économique, de menaces numériques et d'ingérence étrangère.

L'Arctique

Le parti déclare que l'évolution des intérêts stratégiques et le changement climatique transforment les questions liées à l'Arctique

- La Russie a étendu ses revendications sur le Nord canadien et renforce sa présence militaire dans l'Arctique
- La Chine a développé d'importantes capacités maritimes dans l'Arctique et vise à sécuriser des intérêts miniers cruciaux

Le parti préconise de faire du renforcement des capacités, de la réconciliation économique et de l'expression de la souveraineté des priorités essentielles de l'approche politique du Nord, en

- des investissements significatifs pour renforcer notre présence, un plan de développement économique qui développera nos ressources nordiques et les emplois qui en découlent, et une vision de l'avenir.

pour les infrastructures nordiques qui relieront notre Nord au reste du Canada et du monde

- en partenariat avec les États-Unis et l'OTAN pour empêcher la Russie et la Chine de dominer notre Arctique, et en développant notre présence dans l'Arctique, notamment par la création d'un centre d'excellence de l'OTAN pour les opérations dans l'Arctique, la conduite d'exercices dans l'Arctique aux côtés de nos alliés, et la sécurisation du Nord canadien, des mers jusqu'à l'espace.

États-Unis

Le parti déclare que l'alliance indispensable avec les États-Unis devrait être rafraîchie et que le partenariat économique et de sécurité devrait être actualisé. Il propose de travailler avec les États-Unis sur des questions essentielles, notamment la sécurité énergétique nord-américaine et le leadership en matière de transition énergétique, les infrastructures partagées à la frontière et les pipelines respectueux de l'environnement situés en dessous, ainsi qu'une approche nord-américaine pour assurer ensemble la sécurité sanitaire et la reprise économique.

À cette fin, le parti préconise d'apporter une ambition renouvelée et visible à la réussite d'un partenariat canado-américain uni dans le monde, notamment en - approfondir notre partenariat stratégique avec les États-Unis dans la souveraineté de nos frontières et de nos côtes septentrionales, relever le défi posé par les ambitions militaires et économiques de la Russie et de la Chine dans l'Arctique en poursuivant un programme commun de prospérité pour les habitants du Nord, de gestion de l'environnement et de paix

- moderniser le NORAD pour faire face aux menaces communes des mers à l'espace, promouvoir nos intérêts communs dans l'alliance transatlantique, et s'associer plus étroitement à la concurrence stratégique mondiale.
- collaborer avec les États-Unis pour assurer le leadership dans les Amériques - promouvoir nos intérêts et nos valeurs communes dans la gestion des pandémies, le redressement économique et la résistance aux autoritaires mondiaux.

Communautés internationales

Le parti déclare qu'afin de remplacer les signaux de vertu par un programme international dédié à la promotion de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, il préconise de -

- travailler avec les alliés pour répondre aux efforts de la Chine, de la Russie, de l'Iran et d'autres pays qui sapent activement les normes démocratiques, les institutions et l'État de droit
- faire avancer l'idée d'une Cour internationale de la corruption pour poursuivre les pires délinquants du monde qui refusent le progrès et la démocratie au détriment des plus vulnérables
- adopter une loi mandant un Bureau de la liberté religieuse et de la conscience pour élever l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et fournir des conseils aux ministres canadiens sur les menaces à la sécurité internationale, s'engager dans la diplomatie auprès des communautés religieuses et informer les programmes canadiens de développement international afin de promouvoir la liberté, le pluralisme, la coexistence religieuse et la tolérance
- renouveler la diplomatie canadienne au sein de la Communauté des démocraties, en établissant des priorités qui renforcent la coopération démocratique contre les autoritaires montantes
- établir de nouveaux partenaires en Eurasie grâce à la relation diplomatique historique établie par le protocole d'entente entre le Canada et l'Imamat ismaélien.

La Francophonie

Le parti affirme que : - d'ici le milieu du siècle, plus de 700 millions de personnes dans le monde auront le français comme première langue

- en tant que membre fondateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le Canada peut y jouer un rôle de premier plan.

À cette fin, le parti préconise - favoriser une plus grande coopération économique entre les pays démocratiques membres de l'OIF pour l'aider à contribuer au rééquilibrage des échanges mondiaux à la suite de la COVID-19

- faciliter la mise en place d'une coopération économique entre les pays membres de l'OIF.

Commerce et investissement entre les entreprises canadiennes et les pays de l'OIF afin de renforcer les liens économiques, en particulier entre le Canada et l'Afrique.

Le Commonwealth

En ce qui concerne le Commonwealth, qui est une association de 54 pays, la plupart ayant des liens historiques avec le Royaume-Uni et abritant plus de 2,4 milliards de citoyens sur cinq continents, le parti préconise de continuer à soutenir le Commonwealth of Learning, qui est situé à Burnaby, en Colombie-Britannique, et qui se concentre sur l'autonomisation des femmes et des enfants, et sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, en renforçant l'éducation dans les pays du Commonwealth afin de fournir une éducation abordable à un plus grand nombre de personnes en utilisant l'apprentissage ouvert, à distance et basé sur la technologie.

Nations Unies

Le parti préconise de donner la priorité aux intérêts et aux valeurs du Canada aux Nations Unies, et non de se plier aux priorités des dictateurs et des despotes : - s'opposer aux dictateurs du monde, défendre les plus marginalisés et être une voix puissante pour les valeurs universelles

- mandater un audit de toutes les positions canadiennes dans les institutions multilatérales, en évaluant clairement les intérêts nationaux du Canada

- travailler avec les États-Unis et d'autres alliés internationaux aux efforts visant à transformer la Cour pénale internationale en un organe politique

- poursuivre la réforme du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour interdire aux auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme d'en devenir membres, engager des sessions d'urgence régulières pour traiter les crises des droits de l'homme dans le monde entier, et empêcher le Conseil de pointer injustement Israël du doigt.

Droits de l'homme internationaux

Le parti déclare que : - il a une

longue histoire de passion pour les droits de l'homme, qui remonte au moins au Premier ministre John George Diefenbaker

- son engagement en faveur des droits de l'homme fondamentaux est au cœur de ses valeurs.

Pour faire progresser les droits de l'homme et la démocratie, le parti préconise - une

révision radicale de la législation sur la chaîne d'approvisionnement afin de faire respecter l'engagement du Canada à ne pas importer de produits fabriqués dans des conditions d'esclavage

- faire en sorte que les Canadiens qui se rendent à l'étranger pour bénéficier de graves violations des droits de l'homme commettent une infraction pénale, comme se rendre complice du trafic d'organes en recevant un organe prélevé de force

- limiter la capacité du gouvernement du Canada à accorder des dérogations permettant aux personnes complices ou responsables de graves violations des droits de l'homme de venir au Canada

- exiger du ministre des affaires étrangères qu'il présente au Parlement un rapport annuel décrivant le travail accompli par le gouvernement pour protéger et promouvoir les droits de l'homme et la démocratie

- exiger du gouvernement du Canada qu'il tienne une liste publique des prisonniers de conscience particulièrement préoccupants,

créer un comité consultatif international sur les droits de l'homme, composé de représentants d'un large éventail de communautés culturelles et religieuses du Canada,

modifier la loi sur la responsabilité en matière d'aide publique au développement afin d'empêcher que l'aide canadienne au développement ne porte atteinte à la paix et à la sécurité internationales

- mettre à jour la loi Sergueï Magnitski afin de permettre au Parlement et à des groupes de citoyens de demander directement au ministre d'inscrire des fonctionnaires sur la liste prévue par la loi et d'exiger du ministre qu'il réponde par écrit aux pétitions ayant atteint un certain seuil de soutien

- rétablir le leadership du Canada dans la défense des minorités sexuelles persécutées face à la répression, en s'exprimant clairement et avec assurance en faveur de la dignité humaine inaliénable des personnes LGBTQ et en déployant des ressources pour aider leurs militants.

Chine et Pacifique

Le parti déclare que : - Le

Canada doit s'opposer au gouvernement communiste de la Chine. Notre querelle n'est pas avec le peuple chinois - qui fait partie d'une civilisation ancienne qui a beaucoup apporté à l'humanité

- le parti est particulièrement soucieux de soutenir les Canadiens d'origine chinoise dont les contributions au Canada sont incommensurables et qui subissent une montée effroyable de la haine et de la discrimination anti-asiatiques

- il est également aux côtés des musulmans ouïghours, des Tibétains, des adeptes du Falun Gong, des Hongkongais et des chrétiens chinois

- mais son problème est avec le gouvernement et les dirigeants communistes de la Chine. Les dirigeants communistes représentent une menace claire et croissante pour les intérêts canadiens et nos valeurs. Ils ont enlevé nos citoyens, ciblé notre économie et intimidé les membres de la communauté sino-canadienne.

Le parti préconise

- travailler avec les alliés pour construire une "coalition des démocraties" dans le but de découpler de la Chine des parties essentielles de nos chaînes d'approvisionnement
- reconnaître le génocide ouïghour
- par le gouvernement du Canada, et encourager nos alliés à faire de même ;
- mettre fin aux politiques qui accordent un traitement spécial à Hong Kong, en reconnaissant que la décision de Pékin de réprimer son autonomie élimine la justification de ce traitement spécial
- soutenir les habitants de Hong Kong qui luttent pour la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit en soutenant un programme "Jeunes talents" visant à encourager les jeunes de Hong Kong à étudier au Canada ;
- se retirer de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, dirigée par la Chine
- ; bannir Huawei de l'infrastructure 5G du Canada et poursuivre l'enquête sur le rôle de l'entreprise dans la fourniture de capacités de surveillance qui ont été utilisées contre le peuple ouïghour et d'autres minorités persécutées en Chine.
- déconseiller aux universités d'établir des partenariats avec des entreprises et des organisations contrôlées par l'État chinois et interdire aux conseils subventionnaires fédéraux de participer à de tels partenariats. - s
- 'associer à la proposition britannique pour un Digital 10 afin de protéger les données et la cybersouveraineté des sociétés libres
- sévir contre les opérations d'influence étrangère de la Chine sur le sol canadien en indiquant clairement aux diplomates chinois que toute participation à des actes d'intimidation ou à des menaces à l'encontre de quiconque au Canada constitue un motif pour être déclaré persona non grata et expulsé du Canada ; révoquer les visas des ressortissants chinois identifiés par les agences de sécurité nationale comme menant des activités d'espionnage ou de vol de propriété intellectuelle ;
- interdire aux titulaires de hautes fonctions publiques (y compris les anciens premiers ministres, ministres, greffiers du Conseil privé, vice-ministres et vice-ministres adjoints et ambassadeurs) de travailler ou de conclure des contrats avec le gouvernement chinois ou une entité contrôlée par celui-ci, et ce pendant cinq ans après la fin de leur mandat.
- L'interdiction porterait également sur l'exercice d'une activité par l'intermédiaire d'une société de conseil ou d'une société d'investissement.
- cabinet d'avocats
- utiliser la loi canadienne sur les sanctions Magnitsky pour sanctionner les pires contrevenants aux droits de l'homme en Chine et accorder l'asile aux défenseurs de la liberté et aux minorités persécutées de Chine continentale, y compris les Tibétains, les adeptes du Falun Gong et d'autres.

Indo-Pacifique

Le parti affirme que l'importance de l'Indo-Pacifique pour le siècle à venir est évidente, mais que peu de mesures ont été prises pour établir des relations.

Le parti préconise -

prendre des mesures pour rejoindre le Dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad), un réseau opérationnel en pleine expansion qui promeut la sécurité régionale et protège l'ordre fondé sur des règles dans l'Indo-Pacifique

Pour promouvoir la prospérité et la sécurité des Canadiens en s'engageant dans la région indo-pacifique, y compris les nations de l'ANASE, le parti préconise cinq piliers d'engagement :

- le commerce et la technologie, y compris la promotion de l'élaboration de règles pour un commerce numérique libre et ouvert, la promotion des opportunités économiques avec des partenaires de confiance et la suppression des obstacles pour les entreprises canadiennes - la diplomatie, y compris l'assurance que les ministres de haut rang engagent régulièrement les partenaires indo-pacifiques du Canada avec des objectifs clairs, et l'établissement de Vancouver en tant que centre de coopération économique de la Quadrilatérale
- la coopération
- stratégique, y compris l'adoption de politiques de commerce et d'investissement qui donnent la priorité aux démocraties dans la stratégie commerciale canadienne, y compris une plus grande coopération pratique avec Taïwan,
- les solutions
- canadiennes en matière d'énergie et de climat, notamment en soutenant le leadership du Canada en matière d'énergie et de transition énergétique et en proposant une alternative propre et respectueuse du climat à l'initiative Belt and Road - la sécurité, notamment en participant aux côtés de nos alliés à des patrouilles de liberté de navigation, en renforçant le partage d'informations et en poursuivant les formations conjointes avec les partenaires de l'Indo-Pacifique.

L'Inde

Le parti déclare que le Canada et l'Inde partagent des relations bilatérales fortes et historiques, et que le Canada abrite une communauté indo-canadienne multiethnique et multireligieuse importante et dynamique, forte de plus d'un million de personnes.

Pour réparer et restaurer l'ambition des relations entre le Canada et l'Inde, le parti préconise de - la reprise des négociations sur le libre-échange, interrompues par le gouvernement actuel, et la poursuite simultanée d'un traité d'investissement

- la proposition d'exercices de sécurité conjoints réguliers avec l'Inde en tant que partenaire essentiel du dialogue quadrilatéral sur la sécurité
- la poursuite d'un partenariat stratégique à long terme sur l'énergie nucléaire et la transition énergétique
- le lancement d'initiatives dans les domaines de la technologie, de la médecine, de l'énergie et de l'infrastructure afin de renforcer la sécurité économique, avec des objectifs clairement définis.

Asie du Sud, Pakistan, Bangladesh, Népal, Sri Lanka

Le parti préconise -

- promouvoir la croissance économique et les partenariats
- promouvoir la sécurité régionale et la coopération économique
- soutenir la transparence financière pour tous les investissements dans les infrastructures et les technologies
- renforcer la résilience démocratique et la société civile

Moyen-Orient

Le parti affirme qu'un changement significatif a amené plusieurs nations de la région à découvrir une cause commune dans la paix et la prospérité grâce aux accords d'Abraham.

Le parti préconise - la

- construction et la promotion d'un programme cohérent dans la région, pour la sécurité, la prospérité et les valeurs des Canadiens - la responsabilisation du régime iranien pour ses ambitions nucléaires inconsidérées, son soutien malveillant au terrorisme international et ses violations des droits de l'homme
- l'imposition de sanctions Magnitsky contre les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme, s'engager avec les Iraniens pour promouvoir les droits des femmes, les droits de l'homme et la démocratie
- établir un fonds international Cyrus Trust pour soutenir les bonnes relations entre les peuples de la région dans les domaines de l'art, de la culture, de l'université et de la société civile.
- exiger la justice et l'indemnisation des familles des victimes du vol PS752 abattu d'Ukrainian Airlines, appliquer les sanctions Magnitsky et poursuivre les voies de droit contre les responsables
- s'appuyer sur un bilan d'engagement auprès des nations à majorité musulmane du monde qui comprend la nomination du premier ambassadeur musulman du Canada et du premier ambassadeur auprès de l'Organisation de la coopération islamique
- étendre le soutien aux femmes, aux enfants et aux minorités vulnérables de la région avec l'autonomisation économique et démocratique, l'éducation et la santé comme base de la paix et de la sécurité à long terme
- établir des relations stratégiques avec les Émirats arabes unis et dans toute la région de la mer Rouge.

Israël

Le parti préconise -

- confirmer le soutien à l'existence d'Israël en tant qu'État juif démocratique et souverain ayant le droit de s'autodéterminer et de vivre dans la paix et la sécurité, y compris, afin de renforcer les relations bilatérales et de soutenir Israël dans la région, les conservateurs du Canada fixant des objectifs clairs pour renforcer la coopération économique, politique et sécuritaire au bénéfice des deux pays ; reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et transférer l'ambassade du Canada à Jérusalem ; le retour du Canada à sa politique de longue date consistant à ne pas critiquer Israël aux Nations unies et sur la scène internationale ;
- la lutte contre la délégitimation d'Israël, notamment en s'opposant à la négation des 5 000 ans d'histoire juive autochtone au Moyen-Orient
- ; - l'opposition à la politisation de la Cour pénale internationale et à son intrusion dans les négociations bilatérales israélo-palestiniennes
- ; - la promotion et le soutien des initiatives régionales qui favorisent la paix entre Israël et ses voisins ; - la promotion de la coopération entre les deux pays.

La Palestine

- Pour soutenir les aspirations du peuple palestinien et une solution à deux États conduisant à un État palestinien, le parti préconise de - soutenir le statu quo religieux actuel autour d'Al-Aqsa / Mont du Temple et reconnaître le rôle particulier que joue la Jordanie dans la sauvegarde des lieux saints de Jérusalem
- accroître l'aide de manière ciblée dans les domaines de la gouvernance et du renforcement des capacités institutionnelles afin de soutenir la création éventuelle d'un État palestinien
- créer un compte fiduciaire Canada-Territoires palestiniens auprès du Fonds monétaire international, investir dans l'émancipation économique des femmes palestiniennes et soutenir des projets économiques et de la société civile ainsi qu'un Fonds international pour la paix israélo-palestinienne

- développer les initiatives commerciales et encourager la coopération économique entre le Canada et les territoires palestiniens et, après la création d'un État palestinien, négocier un accord de libre-échange distinct
- à la suite de la négociation fructueuse d'un accord sur le statut final, transformer la représentation du Canada en ambassade auprès d'un futur État palestinien.

Alliance transatlantique

Le parti déclare que : - en tant que membre fondateur de l'alliance transatlantique, le Canada doit faire preuve de leadership pour garantir l'ordre international fondé sur des règles, défendre les intérêts communs et mettre à jour l'alliance

- Face à l'émergence de nouvelles menaces pour les Canadiens, le Canada ne peut agir seul et doit être un partenaire engagé dans une alliance de nations déterminées à réussir face à des autoritaires enhardis.

À cette fin, il préconise - d'

élargir et d'approfondir les relations économiques, politiques, de renseignement et de sécurité avec les États baltes et l'Ukraine

- de rétablir le leadership du flanc oriental canadien au sein de l'OTAN en matière de cybersécurité, de sécurité énergétique et de lutte contre la désinformation
- de soutenir les sociétés civiles bélarussienne et russe dans leur défense de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit.

L'Ukraine

Le parti affirme que les liens entre les Canadiens et les Ukrainiens ne pourront jamais être rompus. Le Canada a été le premier pays occidental à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine après la chute de l'Union soviétique.

Le parti préconise -

permettre aux Ukrainiens en visite au Canada de voyager sans visa

- étendre l'opération UNIFIER en Ukraine, l'opération de formation militaire du Canada
- étendre l'opération REASSURANCE en Europe de l'Est, la plus grande opération militaire internationale actuelle du Canada
- rétablir la fourniture de données RADARSAT-2 à l'Ukraine, refusée par le gouvernement actuel
- fournir à l'Ukraine une aide militaire défensive, y compris une assistance canadienne accrue à la formation des forces armées ukrainiennes par l'OTAN
- fournir un soutien aux réformes démocratiques ukrainiennes pour accroître la transparence et la responsabilité
- utiliser davantage la loi canadienne sur les sanctions Magnitsky pour obliger le régime de Vladimir Poutine à rendre des comptes.

Les Amériques

Le parti préconise - travailler à travers les Amériques en coopération avec les États-Unis et l'Organisation des États américains pour restaurer un leadership de principe pour le développement et la stabilité

- après la pandémie mondiale, travailler pour reconstruire les opportunités économiques et renforcer la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit.

Plus précisément, le parti préconise -

travailler avec et pour les peuples d'Amérique centrale contre la corruption, développer des voies pour des opportunités économiques plus significatives, et soutenir leur démocratie et leurs droits de l'homme.

la résilience géopolitique

- en entretenant des partenariats dans les Caraïbes, en soutenant la protection contre les risques de catastrophes et la gestion des situations d'urgence, en établissant des relations en matière de sécurité sanitaire et en renforçant la coopération sur les initiatives de lutte contre le blanchiment d'argent et la piraterie

- en établissant des liens solides avec des alliés clés dans toute la région, y compris l'Alliance du Pacifique, afin de créer des débouchés commerciaux pour les entreprises canadiennes, en s

'attaquant à l'autoritarisme qui menace la paix et la stabilité de notre hémisphère, notamment en soutenant le rétablissement pacifique de la démocratie et des droits de l'homme au Venezuela et au Nicaragua

- en poursuivant l'engagement de longue date

du Canada en faveur de la stabilité et du développement économique en Haïti

- en soutenant le peuple cubain dans ses efforts pour obtenir la démocratie et la liberté qu'il mérite.

L'Afrique

Le parti préconise de répondre à l'importance stratégique et au potentiel économique croissants de l'Afrique en mettant en œuvre une stratégie d'engagement à long terme basée sur le partenariat et non sur la condescendance, affirmant que le dynamisme démographique, la croissance économique et la pertinence stratégique du continent exigent un plan

lucide pour promouvoir les intérêts canadiens

Plus précisément,
le parti préconise -

exploiter pleinement les possibilités offertes par l'Accord de libre-échange continental africain, notamment en matière d'infrastructures, de transition énergétique, de technologie, de minéraux et de partenariats pour la sécurité alimentaire

- travailler avec des partenaires pour soutenir l'Afrique de l'Est en matière de développement des données et des infrastructures

- poursuivre un partenariat de sécurité avec l'Union africaine, axé sur la stabilité et le partage de renseignements au Sahel

- établir une perspective stratégique à long terme avec des nations africaines clés telles que le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Maroc.

Développement international

Le parti prône l'introduction de la responsabilité dans l'aide au développement international de la nation, en donnant la priorité à la performance économique et à la croissance des partenaires de développement du Canada. Il préconise de réformer, et non de réduire, l'aide internationale au développement - en maintenant les niveaux d'aide actuels tout en augmentant l'efficacité de l'aide canadienne et en élargissant l'engagement avec le secteur canadien du développement, le secteur privé et les communautés de la diaspora.

Pour promouvoir la paix et la sécurité, le parti préconise : - tout en maintenant un engagement clair à fournir une aide non liée, en veillant à ce que la politique d'aide nationale fasse progresser les valeurs et les intérêts nationaux du Canada et produise des résultats concrets, en donnant la priorité aux régimes et aux États qui luttent contre la corruption - aligner le développement international sur les priorités canadiennes en matière de paix et de sécurité, en veillant à ce que l'aide au développement du Canada ne fasse pas progresser le Parti communiste de l'Union européenne (PCU).

soutenir les jeunes exposés au risque de radicalisation grâce à un leadership canadien qui donne la priorité à la justice, à la démocratie et à l'éducation pro-pluraliste, en tant qu'élément déterminant de la promotion de la démocratie et de la paix dans le monde.

Les programmes d'éducation doivent permettre d'améliorer les résultats en matière de développement et la sécurité mondiale, notamment en défendant de manière proactive les programmes d'éducation qui mettent l'accent sur l'inclusion, le pluralisme et les droits de l'homme, en s'inspirant des récits et des traditions locales, et en investissant dans ces programmes ; en supprimant les programmes qui vont à l'encontre des valeurs canadiennes (y compris ceux mis en œuvre par l'UNRWA, à moins qu'il ne soit réformé de manière significative) et en les remplaçant par de nouvelles initiatives d'éducation qui défendent la dignité humaine universelle, le pluralisme et la coexistence pacifique ; en établissant des partenariats avec la société civile locale et en l'aidant à acquérir des compétences en matière de leadership, d'intégrité et de travail d'équipe pour les jeunes, et en soutenant les réformes des systèmes de police et de justice qui renforcent l'État de droit, garantissent l'accès à la justice des plus marginalisés dans le monde et offrent aux plus vulnérables la sécurité dont ils ont besoin pour améliorer leur situation

- dans le cadre des efforts visant à faire progresser la justice, en mettant l'accent sur la lutte contre l'extrémisme, la traite des êtres humains et l'utilisation d'enfants soldats, et sur l'abolition de toutes les formes d'esclavage moderne

- lancer des partenariats stratégiques dans le domaine du développement international avec des alliés régionaux où les efforts combinés et les forces complémentaires multiplient l'impact, y compris l'engagement.

en

légiférant une allocation de 250 millions de dollars de l'enveloppe annuelle de l'aide internationale du Canada pour renforcer la résilience des démocraties fragiles, y compris des dotations pour des programmes bilatéraux de démocratie, offrant une formation, des ressources et un soutien à ceux qui affrontent les autoritaires et luttent pour le succès de leurs démocraties.

Sécurité alimentaire mondiale

Le parti déclare que : - répondre aux besoins de sécurité alimentaire des populations du monde entier est un élément essentiel du développement et de la sécurité internationale, qui nécessite des approches à court et à long terme

- les producteurs agricoles du Canada peuvent être des partenaires indispensables pour les pays en développement en matière d'aide humanitaire, d'expérience et de technologies

- il accordera la priorité à l'établissement d'un approvisionnement alimentaire résilient et durable pour les personnes les plus vulnérables.

À cette fin, le parti préconise -

renforcer le soutien

national au développement agricole à long terme par des partenariats, le partage de technologies et d'informations, et la formation avec les producteurs des économies

émergentes

- identifier, établir et construire des coalitions dans des endroits stratégiques du monde entier qui peuvent coopérer au développement d'un réseau mondial d'infrastructures de

sécurité alimentaire que les organisations canadiennes peuvent contribuer à construire et à stocker.

Supprimer les obstacles réglementaires

Le parti préconise une réforme de la réglementation onéreuse sur la "direction et le contrôle", garantissant la responsabilité des dépenses sans exiger que les projets dans les pays en développement soient directement contrôlés par les organisations caritatives canadiennes, permettant ainsi aux organisations canadiennes de développer des partenariats respectueux avec les organisations travaillant sur le terrain dans les pays en développement et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide en transférant les fonctions d'administration et de contrôle pour donner plus de pouvoir aux personnes et aux organisations locales.

Aide humanitaire d'urgence

Pour répondre aux besoins à court terme lors de catastrophes, le parti préconise de soutenir l'innovation dans l'aide humanitaire, de fournir la plus grande quantité de biens vitaux au coût unitaire le plus bas possible, et de soutenir intelligemment la reprise et la croissance à long terme, y compris le déploiement d'un programme "d'aide à l'innovation canadienne" pour utiliser des solutions fabriquées au Canada lors d'opérations internationales de réponse aux catastrophes.

Financement du développement, innovation et croissance durable

Le parti estime que la création d'emplois est le meilleur antidote à la pauvreté et que la prospérité économique réduit les conflits internationaux. À cette fin, le parti préconise, tout en maintenant un engagement fort et clair en faveur du développement international, d'établir des partenariats avec les Canadiens pour créer de nouveaux outils qui maximisent la croissance économique, notamment -

créer des marchés et des partenariats avec les diasporas pour la réduction de la pauvreté et le développement économique

- établir des partenariats avec les diasporas au Canada pour financer et améliorer l'impact sur le développement, notamment en augmentant l'impact des transferts de fonds sur le développement et en utilisant davantage les instruments de financement fondés sur le marché

- mettre fin à la fragmentation de la gestion des institutions nationales de financement du développement et regrouper les efforts au sein d'une Corporation financière de développement du Canada

- mettre en œuvre un "plan de croissance après la pandémie". Alors que le monde émerge de la pandémie, le moment est venu de tirer parti de l'investissement, de l'innovation et de l'infrastructure autour de la distribution des vaccins et de la sécurité sanitaire à long terme dans les régions les plus pauvres et les plus défavorisées du monde.

Souveraineté de l'Arctique

Le parti affirme que l'Arctique canadien est soumis à la fois à une menace territoriale de la part de la Russie et à des dommages environnementaux dus à l'augmentation du trafic commercial.

Pour défendre la souveraineté nationale dans l'Arctique, le parti préconise : -

élargir le nombre et le mandat des Rangers canadiens tout en investissant dans leur préparation, leur équipement et leur formation

- remettre en état et agrandir les sites d'opérations avancées de l'ARC et permettre aux autorités aéroportuaires civiles de co-localiser et d'utiliser les pistes

- achever l'installation navale de Nanisivik sur l'île de Baffin et développer une nouvelle base navale dans l'Arctique à Churchill, déployer de nouveaux véhicules autonomes pour les opérations de surveillance de l'Arctique dans les airs et en mer dans le cadre d'une nouvelle stratégie canadienne de souveraineté, de dissuasion et de détection, Bagotville étant le site principal pour accueillir les aéronefs téléguidés du gouvernement du Canada étendre la constellation RadarSat et lancer davantage de satellites en orbite basse pour les télécommunications et la défense dans l'Arctique

Commerce extérieur

Accords de libre-échange

Pour créer des emplois et promouvoir l'engagement du Canada en faveur des droits de l'homme, de l'État de droit, de la protection de l'environnement et du respect des peuples autochtones, le parti préconise - la

négociation de nouveaux accords commerciaux avec des pays libres qui protègent les droits des travailleurs et l'environnement, en rééquilibrant nos priorités commerciales au détriment de pays comme la Chine et en faveur de l'Indo-Pacifique et de l'Afrique

- en veillant à ce que les nouveaux accords - tant bilatéraux que multilatéraux - donnent au Canada la capacité de protéger et de développer les industries essentielles

- la réforme des règles nationales en matière de marchés publics pour créer une catégorie d'intérêt national vital qui doit provenir du Canada

- l'élaboration d'une stratégie de rapatriement et de diversification des chaînes d'approvisionnement pour les éloigner de la Chine

- la protection de la propriété intellectuelle canadienne grâce au renforcement de la loi sur l'investissement au Canada, qui comprend : une présomption contre la prise de contrôle d'entreprises canadiennes par des entités d'État désignées par la Chine

- un examen automatique des transactions impliquant des secteurs sensibles tels que la défense, l'intelligence artificielle et les minéraux des terres rares

- des examens

obligatoires de la sécurité nationale

- retrait de la Banque asiatique d'infrastructure et d'investissement

- la poursuite d'un accord entre le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ("CANZUK") qui pourrait inclure le libre-échange et les flux d'investissements entre les partenaires ; la liberté réciproque d'étudier, de vivre et de travailler pour les citoyens dans des domaines élargis de coordination du travail, comme convenu par toutes les parties ; des partenariats renforcés en matière de défense et de sécurité

- le renforcement des liens avec l'Inde dans le cadre d'une stratégie indo-pacifique, y compris : poursuivre le libre-échange avec l'Inde tout en cherchant à conclure un traité d'investissement afin d'exploiter les atouts du Canada, qui est l'un des plus grands investisseurs au monde en Inde

; poursuivre un partenariat avec le Continental Free Trade d'Afrique dans les domaines de l'infrastructure, de l'énergie et de la technologie

; créer des emplois en augmentant les ventes à l'exportation, lancer un effort historique de promotion commerciale reliant tous les aspects des industries canadiennes aux débouchés internationaux ; mettre en place un accélérateur commercial reliant tous les secteurs d'activité à l'Inde et à l'Asie ; mettre en place un accélérateur commercial reliant tous les secteurs de l'économie canadienne aux débouchés commerciaux de l'UE, en mesurant les progrès réalisés en matière de création d'emplois et de projets économiques à long terme

- poursuivre les ventes de technologies nucléaires canadiennes pour aider d'autres pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

- engager les pays du Moyen-Orient, notamment en saisissant les occasions créées par une paix chaleureuse entre les Émirats arabes unis et Israël

Technologies de réduction des émissions

Le parti affirme que si le leadership commence chez soi, il n'en reste pas moins que le Canada ne représente que moins de 2 % des émissions mondiales. Le Canada doit faire sa part pour aider les autres pays à réduire leurs émissions, en particulier ceux qui ne bénéficient pas de notre richesse ou de nos ressources. À cette fin, le parti préconise - la

mise en œuvre d'une stratégie d'exportation de gaz naturel liquéfié pour remplacer le charbon dans la production d'électricité et réduire de moitié les émissions

- le développement de marchés d'exportation pour la technologie nucléaire et l'uranium canadiens, afin d'aider les pays à produire plus d'électricité avec cette source d'énergie sans émission

- l'augmentation des exportations de nos ressources et produits les plus propres pour remplacer les articles fabriqués avec une pollution plus élevée. Par exemple, le Canada produit de l'aluminium de manière plus efficace que le reste du monde et il deviendra encore plus propre à mesure que les producteurs canadiens continueront d'innover

- exporter la technologie canadienne de réduction des émissions dans le monde entier.

Défense nationale

Sécurité et sûreté publique

Pour faire face aux menaces nationales découlant des pandémies mondiales, des rivalités entre grandes puissances, des organisations criminelles transnationales, du terrorisme, des campagnes de désinformation et des cyber-attaques, le parti préconise : - de

mandater un ministre de la sécurité nationale et de la sécurité publique pour s'occuper des données et de la cybersécurité, des opérations d'information, des menaces d'acteurs étrangers contre les résidents canadiens, du financement de l'extrémisme, de l'espace et de la surveillance, ainsi que de l'industrie et des infrastructures essentielles

- d'empêcher la diffusion étrangère de la désinformation et de l'influence dans les élections, en reconnaissant que la guerre de l'information et les opérations d'influence ne ciblent pas simplement nos cycles électoraux mais constituent une menace persistante pour l'ensemble de notre système démocratique, y compris la création d'un groupe de travail permanent pour lutter contre l'ingérence étrangère, qui devra : surveiller les opérations de désinformation et d'influence en ligne et dans nos rues et réunir la Défense nationale, les Affaires mondiales, le SCRS, le CST, les organismes provinciaux et municipaux, la société civile, les plateformes de médias sociaux et les médias

- évaluer les menaces que les acteurs étrangers font peser sur les résidents canadiens, y compris les opérations récemment signalées contre les communautés de la diaspora au Canada

- l'adoption d'une loi sur le registre des agents étrangers exigeant que les personnes et les entreprises agissant en tant qu'agents de mandats étrangers désignés (pays, société, entité ou individu) dans une capacité politique ou quasi-politique, y compris le lobbying, l'élaboration de politiques, la publicité et la mobilisation de la base, s'enregistrent. Les exigences en matière de divulgation incluraient le montant du paiement, la nature de la relation et les activités réalisées

- ériger en infraction le fait pour toute entité ayant dépensé plus de 100 000 dollars au cours d'une année civile pour une activité politique quelconque (fédérale, provinciale ou municipale) de recevoir des dons étrangers, quel qu'en soit le montant

- modifier la loi électorale afin d'interdire à toute entité qui reçoit plus de 2,5 % du total de ses dons de sources étrangères au cours de l'année précédant la période d'assignation de faire de la publicité pendant la période d'assignation ou pendant la période préélectorale ; créer une obligation positive de retracer tous les fonds dépensés par une entité pendant une période d'assignation jusqu'à des sources canadiennes

Soutien aux membres des Forces canadiennes

Le parti déclare que : - le dispositif défensif

national doit tenir compte des menaces croissantes dans l'Arctique, le long de nos côtes, en mer, dans les airs et dans le domaine cybernétique

- nous avons le devoir moral de les soutenir fermement et de leur donner les outils et le soutien dont ils ont besoin.

Pour soutenir les membres des CAF, le parti préconise

- mettre fin au harcèlement et à la discrimination et faire des FAC un meilleur lieu de travail en renforçant la participation des femmes, des autochtones et des minorités visibles grâce à un recrutement proactif et ciblé au niveau communautaire ; demander une enquête publique sur le harcèlement et la discrimination dans les Forces armées canadiennes et apporter des changements immédiats tels que la suppression de l'accès des commandants aux dossiers médicaux de leurs subordonnés ;

Pour relever les défis liés aux déploiements et aux affectations, en étant conscient du lourd tribut opérationnel qui déchire les familles des militaires et épuise la capacité du Canada à se déployer, ne déployer nos forces que lorsqu'elles ont des missions claires et réalisables, ainsi que les ressources appropriées nécessaires pour les mener à bien ; prolonger les affectations lorsque cela est possible afin de permettre aux familles de s'enraciner ; collaborer avec les provinces pour faire en sorte que le processus de transfert d'une province à l'autre soit aussi fluide que possible pour les familles des militaires

; - donner la priorité au recrutement et à la fidélisation, en mettant l'accent sur le recyclage et le développement des compétences pour permettre à ceux qui veulent servir de continuer à le faire

- en collaborant avec les gouvernements provinciaux pour élaborer une législation globale sur la protection de l'emploi qui protège les réservistes qui quittent leur emploi de jour pour se déployer

- en relançant le Programme de formation des officiers de carrière (PFOR) dans les universités civiles pour offrir des possibilités d'éducation aux jeunes qui servent leur pays

- en harmonisant la formation professionnelle dans les forces armées avec les qualifications du Sceau rouge pour que le service militaire devienne un incubateur de travailleurs qualifiés qui peuvent faire la transition facilement et de manière productive vers l'économie civile.

Défense contre les cyberattaques

Pour que le Canada soit prêt à se défendre contre les menaces de cyberguerre auxquelles il est confronté, le parti préconise de - la mise en place d'un cyber-commandement des Forces armées canadiennes (FAC) correctement financé, équipé et doté en personnel pour défendre le Canada contre les cyber-attaques, en mettant l'accent sur la participation de la réserve

- l'établissement d'une collaboration plus étroite entre l'industrie cybernétique du secteur privé et le cyber-commandement des FAC

- le développement de capacités pour les cyber-opérations

Les alliances

Pour maintenir les alliances, le parti préconise : -

mettre à jour et améliorer le Système d'alerte du Nord dans le cadre du NORAD et l'étendre à la protection de l'ensemble de l'Arctique canadien, y compris nos archipels arctiques

- renforcer la pierre angulaire de la politique de défense du Canada en renouvelant l'engagement national envers l'OTAN ; augmenter les dépenses pour la défense nationale afin de se rapprocher des aspirations de 2 % ;

intensifier l'opération UNIFIER, la mission de formation militaire et de renforcement des capacités des Forces armées canadiennes en Ukraine, en fournissant à l'Ukraine des armes létales et en rétablissant la fourniture d'images RadarSat

- créer un Centre d'excellence de l'OTAN pour la défense de l'Arctique au Centre d'entraînement des Forces armées canadiennes de Resolute Bay afin de renforcer la coopération et l'interopérabilité avec les alliés

- assurer la participation active du Canada aux missions de formation de l'OTAN et aux Centres d'excellence de l'OTAN dans les domaines de la cybersécurité, des communications stratégiques et de la sécurité énergétique,

étendre la participation actuelle à la défense régionale dans la zone indo-pacifique en rejoignant le dialogue quadrilatéral sur la sécurité, une alliance stratégique informelle entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, souvent appelée "l'OTAN du Pacifique", afin d'avoir voix au chapitre dans la prise de décision.

Équipement militaire et marchés publics

Le parti déclare qu'une acquisition militaire réussie nécessite un leadership ciblé aux plus hauts niveaux du gouvernement

Afin de rationaliser les marchés publics de la défense et d'accélérer l'acquisition des équipements militaires dont les Forces armées canadiennes ont désespérément besoin, le parti préconise de - la

nomination d'un ministre des acquisitions de défense doté d'un réel pouvoir de décision

- le retrait de la politique des acquisitions et le travail au-delà des lignes de parti en utilisant le Comité permanent de la défense nationale pour obtenir des conseils et des

commentaires sur les futurs projets d'acquisition de matériel militaire

- la priorisation de l'acquisition d'un nouvel avion de chasse pour remplacer les CF-18 vieillissants par le biais de la compétition ouverte actuelle et la mise en service de la nouvelle

flotte d'avions de chasse le plus rapidement possible ; maintenir son engagement envers la stratégie nationale de construction navale en poursuivant la construction des navires de combat de surface canadiens, des brise-glaces, des navires de ravitaillement interarmées et des navires de la Garde côtière ; en attendant l'achèvement des deux navires de ravitaillement interarmées, commander l'Obélix au Chantier Davie pour compléter l'Astérix et faire de Davie un participant à part entière à la stratégie nationale de construction navale ; entamer le processus de remplacement de nos sous-marins vieillissants de la classe Victoria ; et acquérir deux brise-glaces lourds armés pour la Marine royale canadienne afin de contribuer à nos efforts pour "posséder notre Nord" face à l'activité accrue de la Russie et de la Chine dans l'Arctique.

Les anciens combattants

Pour honorer la confiance sacrée entre les citoyens canadiens et les anciens combattants, le parti préconise : -

- rationaliser et coordonner les systèmes d'avantages des Forces armées canadiennes (FAC) et d'Anciens Combattants Canada (ACC), qui ne fonctionnent pas bien ensemble, en les remplaçant par un seul système rationalisé d'avantages, de l'enrôlement au service et à la retraite
- assurer la sécurité financière et le soutien à la transition pour les anciens combattants blessés et leurs familles
- rationaliser le processus de décision en matière d'avantages & fixer des objectifs de performance pour veiller à ce que le système de prestations soit axé sur l'aide aux anciens combattants
- permettre aux anciens combattants et à leurs familles de diriger leurs soins et leur réadaptation
- insister sur l'attention, la compassion et le respect dans tous les aspects des services aux anciens combattants
- veiller à ce que le système de prestations soit axé non seulement sur l'indemnisation, mais aussi sur l'aide aux anciens combattants pour qu'ils se construisent des carrières intéressantes grâce à des partenariats avec les universités, les collèges et les entreprises
- donner aux médecins militaires, qui connaissent les exigences du service et l'impact des blessures, le pouvoir de déterminer une blessure liée au service pour tous les besoins de la CAF et d'ACC
- faire en sorte que les catégories d'aptitude physique soient spécifiques à l'emploi et que ceux qui souhaitent continuer à servir après une blessure aient la possibilité de se reconverter dans un domaine où ils peuvent servir

- assurer une transition en douceur pour les membres des FAC qui doivent être libérés pour des raisons médicales, notamment en les maintenant dans les FAC jusqu'à ce que tous les avantages et services des FAC, d'ACC et du régime d'assurance-revenu militaire aient été confirmés et mis en place
- mettre en œuvre la prestation d'invalidité à vie pour les anciens combattants modérément ou gravement blessés
- faire du transfert dans les réserves une option pratique et facile et ajuster les exigences de service pour équilibrer le besoin de formation et la réalité de l'adaptation à la main-d'œuvre civile
- veiller à ce que les familles des militaires, en particulier les conjoints, bénéficient d'une aide suffisante pour leur permettre de s'adapter à la vie civile, s'assurer que les familles des militaires, en particulier les conjoints, bénéficient d'un soutien suffisant
- mettre en œuvre une stratégie de lutte contre l'itinérance chez les anciens combattants et étudier la possibilité d'utiliser les logements militaires excédentaires pour loger les anciens combattants sans abri
- couvrir le coût des chiens d'assistance pour les anciens combattants atteints du SSPT et établir des normes de formation pour ces chiens
- habiliter les employés de première ligne d'ACC à statuer sur les demandes
- achever le monument commémoratif de guerre de l'Afghanistan
- financer des initiatives éducatives qui renseignent les Canadiens sur le service des anciens combattants et sur la place du Canada dans le monde.

Industries de la défense

Le parti déclare que, compte tenu des enseignements tirés de la pandémie quant à l'importance des capacités de fabrication nationales, et notant que les travailleurs canadiens sont des leaders mondiaux dans le développement de logiciels, d'hôpitaux mobiles et d'autres technologies et équipements pour nos forces armées et celles de nos alliés, il préconise : -

- de réévaluer les mesures de gestion des risques dans les contrats de défense qui transfèrent les risques et donc le contrôle aux contractants au détriment de la sélection de composants canadiens

Justice pénale et sécurité publique

Le parti déclare que : -

la tâche la plus importante de tout gouvernement est d'assurer la sécurité de ses citoyens

- Les Canadiens ont le droit d'être à l'abri des crimes de violence et d'exploitation
- Les Canadiens exigent que le système correctionnel serve non seulement à séparer les délinquants de la société, mais aussi à les corriger, en leur offrant une voie vers une vie sans

crime

- Il croit à la fois à la dissuasion qui sépare de manière décisive les auteurs de crimes de leurs victimes et victimes potentielles, et au potentiel de ceux qui choisissent de se détourner définitivement d'un passé criminel et d'œuvrer pour un avenir respectueux des droits de leurs concitoyens.

Violence domestique

Le parti déclare que

- le fait de traiter trop légèrement les auteurs de violences domestiques ne rend pas seulement un très mauvais service à leurs victimes innocentes, mais met également en danger l'ensemble de la communauté. Il a été démontré que les criminels qui commettent des actes de violence commencent souvent par abuser de leur conjoint ou partenaire
- il estime que le système judiciaire devrait à la fois imposer des peines sévères à ceux qui agressent leur conjoint ou partenaire et permettre aux victimes d'échapper plus facilement à leurs agresseurs et de reconstruire leur vie.

Afin de protéger les victimes, le parti préconise de -

d'ajouter une disposition au Code criminel qui précise que l'infraction est un acte criminel et prévoit une peine minimale obligatoire de deux ans lorsque la Couronne peut démontrer qu'une infraction de voies de fait, d'agression armée ou causant des lésions corporelles, ou de voies de fait graves fait partie d'un cycle de comportement avec la victime, la Couronne étant tenue de donner un avis avant le procès de son intention de demander cette peine plus sévère

- interdire aux personnes soumises à un engagement de ne pas troubler l'ordre public ou à une ordonnance de protection de posséder une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives, ou toute autre chose de ce type
- promulguer la loi de Clare afin que, lorsque la police enquête sur une plainte pour violence domestique présumée, elle soit tenue d'informer la victime des antécédents criminels pertinents du suspect

Pour soutenir les victimes de violence domestique, le parti préconise de -

la création d'un fonds pour inciter les établissements d'enseignement et les organisations du secteur privé à s'associer aux refuges pour femmes afin d'offrir une formation professionnelle aux femmes qu'ils accueillent.

Violence des gangs

Pour lutter contre la violence des gangs, le parti préconise

- l'embauche de 200 agents supplémentaires de la GRC pour lutter contre les gangs et la contrebande d'armes et de drogues, les agents devant être basés dans la région du Grand Toronto et dans le Lower Mainland

- éliminer l'obligation pour les procureurs de la Couronne de prouver qu'une organisation est une organisation criminelle et exiger que la Couronne prouve seulement que l'accusé est membre d'une telle organisation, en établissant une liste d'entités pour les gangs criminels

- modifier les dispositions du Code criminel relatives à la détention automatique en ajoutant : " pour une infraction au cours de laquelle il y a eu usage, menace ou tentative de violence et pour laquelle l'accusé a déjà été condamné au profit ou sous la direction d'une organisation criminelle ou en association avec elle, une organisation criminelle"

- modifier le code pénal de manière à ce que l'utilisation d'une même arme à feu par deux personnes distinctes lors de la commission d'un crime crée une présomption réfutable qu'une organisation criminelle a commis les infractions

- établir un partenariat avec le secteur privé pour créer un programme de stratégie de sortie des gangs qui verra la puissance du secteur privé exploitée pour donner aux délinquants la possibilité d'échapper à un cycle de violence et de prendre un nouveau départ dans un nouvel endroit avec un emploi rémunéré et le soutien nécessaire pour abandonner une vie criminelle

- travailler avec des organisations partenaires dans tout le pays pour développer et étendre les programmes visant à tenir les jeunes à l'écart des gangs.

Violence par arme à feu

Pour empêcher les armes à feu de tomber entre les mains des criminels, le parti préconise de poursuivre les trafiquants en - réprimer les "achats de paille" d'armes à feu, en modifiant la loi sur les armes à feu de manière à ce qu'un particulier qui, à trois reprises au cours d'une année civile, transfère une arme à feu pour une contrepartie financière doive être titulaire d'un permis d'entreprise d'armes à feu ; modifier le code pénal pour ajouter les facteurs aggravants suivants lors de la détermination de la peine : le nombre d'armes à feu transférées, l'existence ou non d'une contrepartie financière et le montant de la contrepartie pécuniaire

- modifier les dispositions du Code criminel relatives à l'importation non autorisée de sorte que : l'importation de plus d'une arme à feu autrement qu'en vertu de la Loi sur les armes à feu constitue une circonstance aggravante lors de la détermination de la peine ; une peine minimale obligatoire de trois ans s'applique lorsque l'importation non autorisée a lieu moyennant une contrepartie financière

- soutenir la lutte spécialisée contre les armes à feu illégales, notamment en demandant à l'ASFC et à la GRC, en étroite collaboration avec les autorités américaines, de cibler les opérations de contrebande avant que les armes à feu illégales n'atteignent la frontière, notamment en améliorant et en élargissant la contribution de la GRC aux équipes intégrées de la police des frontières (EIPF).

Pour lutter contre l'utilisation criminelle des armes à feu, le parti préconise de

- modifier les dispositions du code pénal relatives à la possession d'une arme dans un but dangereux pour en faire une circonstance aggravante lors de la détermination de la peine lorsqu'un individu commet l'infraction alors qu'il fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction en vertu de la loi sur les armes à feu et qu'il a déjà été condamné pour une infraction en vertu de cette section ou pour une infraction contre la personne alors qu'il était en possession d'une arme à feu,
- modifier les dispositions du code pénal relatives à la possession non autorisée d'une arme à feu en imposant une peine minimale obligatoire de deux ans si la personne faisait l'objet d'une ordonnance d'interdiction au moment des faits ayant donné lieu à la condamnation ou si elle avait déjà été condamnée pour une infraction impliquant une arme à feu
- établir un partenariat avec la police provinciale de l'Ontario afin d'étendre la base de données sur le traçage et l'application des lois sur les armes à feu au niveau national et prendre des mesures pour veiller à ce que toutes les armes utilisées lors d'un crime soient soumises à des tests et à des analyses et incluses dans cette base de données, dans le but d'empêcher les armes à feu de tomber entre les mains de criminels
- abroger le projet de loi C-71 et le décret de mai 2020, procéder à une révision de la loi sur les armes à feu avec la participation des forces de l'ordre, des propriétaires d'armes à feu, des fabricants et du public, et mettre à jour la législation en introduisant un système de classification simplifié et en le codifiant dans la loi de manière à ce que les types d'armes à feu correspondant à chaque catégorie soient clairs et que les décisions de classification puissent être prises rapidement, le public et les propriétaires d'armes à feu ayant la certitude qu'elles ne sont pas arbitraires
- rendre obligatoire la remise automatique aux forces de l'ordre des armes à feu lorsqu'un individu a été accusé d'une infraction contre la personne, tout en exigeant des forces de l'ordre qu'elles restituent les armes à feu si l'accusation est rejetée, modifier la loi sur les armes à feu pour autoriser un hôpital, un institut psychiatrique, une clinique psychiatrique ou un professionnel de la santé à donner un avis au contrôleur des armes à feu s'ils fournissent un traitement pour une maladie mentale à une personne dont ils ont des raisons de croire qu'elle possède une arme à feu et qu'elle peut représenter un danger pour elle-même ou pour autrui
- élaborer une stratégie de prévention du suicide qui encourage les gens - y compris les propriétaires légaux d'armes à feu - à demander de l'aide lorsqu'ils en ont besoin
- modifier les lois sur les armes à feu pour faire en sorte qu'aucune expiration administrative ne puisse donner lieu à des accusations criminelles ou à la saisie de l'arme ou des armes à feu d'un titulaire de permis. Tant qu'un permis expiré n'est pas renouvelé, il reste illégal pour les détenteurs de permis d'acquiescer, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles armes à feu ou munitions.

Crimes graves

Le parti préconise de continuer à s'opposer à la décision de la Cour d'appel du Québec réduisant la peine du meurtrier de la Mosquée de Québec et, si la loi en vertu de laquelle il a été condamné est finalement annulée, d'introduire une nouvelle législation pour s'assurer que les auteurs de meurtres multiples soient condamnés à des peines plus sévères.

Traite des êtres humains et esclavage

Les partisans du parti :

- renforcer les lois sur la traite des êtres humains en les rendant conformes au protocole de Palerme et en supprimant l'obligation de prouver qu'un trafiquant a exercé la peur ou l'intimidation sur une victime
- éliminer les enquêtes préliminaires dans les cas d'agression sexuelle afin d'empêcher la revictimisation des victimes individuelles, y compris les enfants, qui méritent notre protection
- modifier le code pénal pour préciser qu'une infraction est commise au Canada lorsque, la victime était présente au Canada au moment de l'infraction
- la mise en œuvre d'une législation visant à garantir que les trafiquants d'êtres humains purgent des peines consécutives en cas d'infractions multiples liées à la traite des êtres humains
- la modification du code pénal en ajoutant les infractions de proxénétisme à la liste des infractions désignées pouvant faire l'objet d'une confiscation des produits de la criminalité. Ainsi, les personnes qui tirent profit de l'exploitation sexuelle pourront voir leurs bénéfices saisis, au même titre que les trafiquants de drogue ou les organisations criminelles
- fournir 100 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la formation des forces de police non provinciales dans les domaines de l'exploitation sexuelle, de la cybersécurité et des infractions en ligne, ainsi que des enquêtes sur les infractions sexuelles.

Infrastructures critiques

- Afin de protéger les infrastructures critiques contre les interruptions intentionnelles, le parti préconise de modifier le code pénal afin de créer un délit d'interférence avec une installation d'infrastructure ou un système de transport public punissable soit par une condamnation sommaire, soit par une mise en accusation, en fonction de la gravité de l'infraction.

Incitation en ligne

Le parti reconnaît qu'il existe un lien entre l'incitation à la violence, en particulier en ligne, et les actes de violence commis au Canada et dans d'autres pays. Pour lutter contre cette

incitation, le parti préconise - de

modifier le Code criminel afin de criminaliser clairement les déclarations qui encouragent la violence contre d'autres personnes ou des groupes identifiables, tout en protégeant les formes d'expression, de critique et d'argumentation qui n'encouragent pas la violence

Catastrophes naturelles

Le parti affirme que le changement climatique augmente les risques d'incendies, de sécheresses, d'inondations et de phénomènes météorologiques extrêmes. Le Canada en ressent déjà les effets de manière évidente, puisque les indemnités d'assurance dues à des événements environnementaux - en particulier les inondations - ont augmenté de manière spectaculaire au cours des 12 dernières années. En conséquence, il est de plus en plus difficile d'assurer les habitations, les coûts d'assurance augmentent et les indemnités maximales diminuent.

Pour renforcer la résilience et mieux préparer le Canada aux effets d'un climat changeant, le parti préconise de - la nomination d'un conseiller national en résilience aux catastrophes au Bureau du Conseil privé, analogue au conseiller en sécurité nationale et en renseignement créé après le 11 septembre, pour conseiller le Cabinet et le bureau du Premier ministre, afin de s'assurer que le gouvernement est prêt à faire face aux risques futurs

- élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'adaptation au climat fondée sur des objectifs mesurables ; répondre aux préoccupations des provinces en matière de préparation aux inondations tout en tirant parti des solutions du secteur privé pour réduire l'exposition et les dépenses de l'État ; et s'attaquer au risque d'incendie de forêt et de sécheresse en collaboration avec les agriculteurs, les éleveurs et les sylviculteurs. - collaborer avec les provinces et les territoires à l'élaboration d'un plan d'infrastructures naturelles, y compris l'élaboration d'une norme nationale pour évaluer la valeur des infrastructures naturelles ; exiger que les pratiques comptables du secteur public soient mises à jour pour inclure une évaluation appropriée des infrastructures naturelles existantes ; exiger l'incorporation des infrastructures naturelles dans la conception des communautés ; et inciter les agriculteurs et les propriétaires fonciers à protéger et à restaurer les infrastructures naturelles

- investir dans la technologie qui peut améliorer la détection précoce des incendies de forêt et mieux prédire leur comportement.



Le rôle du gouvernement

Le parti affirme qu'il est de la responsabilité des dirigeants politiques de renforcer la cohésion au sein de notre société en recherchant un terrain d'entente, en célébrant les diverses identités et en décourageant la polarisation.

Intendance et réforme

Fiscalité et budget

Sociétés

Le parti préconise

- appliquer un impôt sur les sociétés aux entreprises transnationales de commerce électronique qui font des affaires au Canada en exigeant du vendeur étranger qu'il s'enregistre, qu'il perçoive et qu'il remette les taxes là où le produit ou le service est consommé. Le

secteur du commerce électronique - des géants comme Netflix, Facebook, Amazon et Google - occupe une part importante du marché canadien mais ne paie pratiquement aucun impôt

- imposer une taxe sur les transactions financières de 0,5 % dans le secteur financier, comme le fait la France depuis 2012

- augmenter le taux de l'impôt fédéral sur les sociétés de 15 à 21 % pour l'aligner sur le taux fédéral des États-Unis, notre principal partenaire commercial. Un ancien gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que les entreprises détiennent "des centaines de milliards de dollars sur leurs comptes bancaires" au lieu de réinvestir dans l'économie. Cet argent mort doit être mobilisé pour la transition vers une économie verte et renouvelable

- en imposant une surtaxe de 5 % sur les bénéfices des banques commerciales. Les banques commerciales accumulent d'énormes profits - 43,15 milliards de dollars pour les cinq plus grandes banques pour la seule année 2018. Les

coopératives de crédit, les *caisses populaires* et les coopératives seront exemptées. -

travailler avec des partenaires internationaux pour mettre en œuvre un impôt minimum mondial afin que les plus grandes entreprises du monde ne puissent pas échapper aux impôts qu'elles doivent payer ici au Canada

- interdire aux entreprises canadiennes de déduire le coût de la publicité sur des sites appartenant à des intérêts étrangers tels que Google et Facebook, qui représentent maintenant 80 % de toutes les dépenses publicitaires au Canada

- éliminer la déduction de 50 % des frais de repas et de représentation des entreprises, qui comprend les billets de saison et les loges privées lors d'événements sportifs.

Particuliers fortunés

Le parti préconise - appliquer un impôt de 1 % sur la fortune nette (familiale) supérieure à 20 millions de dollars

- supprimer les échappatoires fiscales liées aux options d'achat d'actions qui profitent aux riches. Les dirigeants dont la rémunération comprend des options d'achat d'actions ne paient que la moitié de l'impôt sur cette partie de leur revenu.
- supprimer les niches fiscales sur les plus-values. L'échappatoire des plus-values permet aux particuliers et aux sociétés de n'ajouter que la moitié de leurs plus-values à leur revenu imposable, alors que ceux qui n'ont qu'un revenu d'emploi paient des impôts sur l'ensemble de leur revenu. Plus de 90 % de la valeur de cet allègement fiscal va aux 10 % les plus riches et environ 85 % au 1 % le plus riche
- mettre fin à l'évasion fiscale à l'étranger en taxant les fonds cachés dans les paradis fiscaux et en exigeant des sociétés qu'elles prouvent que leurs filiales à l'étranger sont de véritables entreprises en activité à des fins fiscales
- concentrer l'Agence du revenu du Canada (ARC) sur l'identification des personnes qui cachent d'énormes richesses, plutôt que de procéder à des contrôles aléatoires des Canadiens ordinaires, comme l'ont recommandé plusieurs vérificateurs généraux
- fournir un financement adéquat à l'ARC pour collecter les recettes fiscales dissimulées dans les paradis fiscaux offshore
- appliquer une taxe sur les produits de luxe, tels que les avions et les voitures de luxe.

Immobilier

Le parti préconise - la

création d'une taxe sur les "logements vides" pour les propriétaires étrangers et les sociétés qui laissent des immeubles et des logements vacants

- la suppression des échappatoires dans les paradis fiscaux qui permettent aux investisseurs étrangers de dissimuler les noms des propriétaires réels de biens immobiliers au Canada.

Réforme fiscale

Le parti préconise - la

mise en place d'une commission fiscale fédérale indépendante chargée d'analyser le système fiscal sous l'angle de l'équité et de l'accessibilité, en se fondant sur le principe de l'impôt progressif. La dernière commission fiscale remonte aux années 1960, la réforme est donc attendue depuis longtemps. Il s'agira notamment de recommander une manière appropriée de taxer les crypto-monnaies

- en éliminant toutes les subventions aux combustibles fossiles, y compris les paiements et les déductions fiscales, évaluées à plusieurs milliards de dollars par an. Il s'agit notamment de l'amortissement accéléré du gaz naturel liquéfié (GNL) et des déductions fiscales pour les puits de pétrole et de gaz, l'exploration et le développement des mines de charbon, les déductions des actions accréditives pour le charbon, les projets pétroliers et gaziers, et les propriétés pétrolières et gazières.

Programmes et services gouvernementaux

Pour soutenir la transition vers une économie verte, le parti préconise de

- la promotion de pratiques d'achat écologiques (achat de biens et de services ayant un impact réduit sur l'environnement), comme le recommande le Programme des Nations unies pour l'environnement

Réforme démocratique

Le parti déclare que : -

la force de la démocratie canadienne est régulièrement classée parmi les plus élevées au monde - mais il est toujours possible de faire mieux

- de nombreux signes montrent que la nation a besoin d'une revitalisation démocratique : de nombreuses personnes ont l'impression que leur vote et leur voix ne font pas de différence, et partagent le sentiment que les entreprises et les individus les plus riches ont plus de contrôle que le reste d'entre nous
- la confiance dans la démocratie a diminué, à la fois au Canada et dans le monde entier. Le cynisme et la polarisation politique augmentent. Même les alliés les plus solides du Canada, des démocraties libérales de longue date, ont été confrontés à de graves menaces pour leurs processus démocratiques
- de la même manière que nous rénovons nos bâtiments historiques, il est temps de rénover les fondations du XIXe siècle de notre démocratie : conserver les éléments les plus forts de nos traditions, tout en actualisant nos systèmes démocratiques, prêts à faire face aux nombreux défis de l'ère moderne
- la menace émergente la plus récente pour nos pratiques démocratiques est la propagation rapide de la désinformation par le biais des chambres de résonance en ligne. La diversité des valeurs et des points de vue conduit à un dialogue productif et démocratique, uniquement en présence d'un ensemble convenu de faits vérifiables et fondés sur des preuves. Distinguer les faits de la désinformation sera l'un des principaux défis de notre ère numérique
- les Canadiens veulent, et méritent, une politique élaborée de manière délibérée, à la lumière d'éléments probants, et dans le cadre d'une discussion respectueuse, au-delà des clivages partisans. Nous pouvons développer des outils pour faire face à ce défi croissant, pour protéger notre démocratie de la polarisation et de la fracture que nous avons vues à

l'échelle internationale

- avec les bonnes politiques, le Canada peut renforcer et moderniser notre démocratie, adaptée au 21e siècle, et inspirer une participation accrue du public et une plus grande confiance dans nos institutions démocratiques. Nous pouvons améliorer notre force démocratique historique et devenir un pays où tous les citoyens - quels que soient leurs moyens financiers, la région dans laquelle ils vivent, leur identité ou leur profession - sentent que leur voix est entendue et qu'ils ont des chances égales d'influencer la politique du gouvernement et l'avenir de notre nation.

Le parti préconise -

exiger des partis politiques qu'ils rendent compte publiquement de leurs projets de recrutement de candidats issus de groupes sous-représentés, au cours de chaque année électorale à date fixe, et qu'ils rendent compte publiquement de la réussite de ces projets après chaque élection fédérale

- exiger des partis politiques qu'ils disent la vérité : donner au commissaire aux élections fédérales le pouvoir de superviser la publicité politique pendant les élections et les référendums, afin de s'assurer que la publicité politique est soumise au même type de réglementation sur la "vérité dans la publicité" que celle qui s'applique déjà aux entreprises

- rétablir le modèle de "subvention par vote" pour le financement des partis politiques, qui a été supprimé pendant les années Harper et n'a pas été rétabli sous le gouvernement libéral. Le système actuel de dons politiques et de dégrèvements fiscaux favorise fortement les citoyens les plus riches. Le rétablissement de la subvention et la réduction des plafonds de dons personnels permettront à chaque citoyen de s'exprimer sur un pied d'égalité en politique, quelle que soit sa fortune personnelle

, tout en soutenant la modernisation de notre système électoral, qui doit être basé sur la représentation proportionnelle. Les avantages pour les citoyens et pour les résultats parlementaires ont été largement démontrés

. La création d'une Assemblée des citoyens sur le renouveau démocratique doit être convoquée dès que possible. Reconnaissant le conflit d'intérêt que représente le fait que des politiciens remettent à plat le système qui les a élus, l'Assemblée serait composée d'un groupe de citoyens diversifiés et choisis au hasard, réunis avec pour mandat d'examiner et de fournir une série de recommandations à notre Parlement sur quatre questions interdépendantes, à savoir La modernisation du système électoral canadien, l'abaissement de l'âge de vote à 16 ans, le vote en ligne et le vote obligatoire. Le processus serait soutenu par un secrétariat de la fonction publique et facilité par une organisation indépendante et non partisane, qui ferait appel à des témoins experts, ainsi qu'à des individus et des groupes directement concernés par la question - renforcer la loi sur les conflits d'intérêts afin d'inclure des sanctions financières et autres pour les politiciens qui enfreignent les lois sur les conflits d'intérêts

- imposer des critères stricts de sélection des conflits d'intérêts pour les nominations aux conseils et agences de réglementation fédéraux, afin de minimiser le risque de partialité et d'accès préférentiel de la part de l'industrie réglementée

- permettre à un comité de surveillance indépendant d'examiner les salaires des députés, de contrôle indépendant chargé d'examiner les salaires, les dépenses et les budgets des bureaux des députés, en remplacement du secret Bureau de régie interne

- renforcer la loi sur le lobbying pour exiger une plus grande transparence et empêcher les "portes tournantes" entre la vie politique, la fonction publique et le lobbying

- renforcer la protection des fonctionnaires contre les dénonciations et réaffirmer l'indépendance et l'intégrité de la fonction publique

- étendre la loi sur l'accès à l'information au cabinet du Premier ministre, aux cabinets ministériels et à l'administration du Parlement.

Provinces, territoires et municipalités

Le parti déclare que : - les gouvernements municipaux sont souvent ceux vers lesquels les gens se tournent lorsqu'ils ont besoin d'aide. Au Canada, les villes ont joué un rôle de premier plan sur des questions cruciales telles que le changement climatique, la pandémie et les programmes sociaux. - Cependant, les municipalités canadiennes sont limitées dans leur capacité à fournir des services parce que la désignation constitutionnelle de 1867 de l'ordre de gouvernement municipal en tant que création des provinces limite sévèrement leur autonomie et leur autorité. Les municipalités ne reçoivent que 10 cents de chaque dollar d'impôt et n'ont pas de pouvoir d'imposition directe, ce qui crée de grandes inégalités dans nos structures de gouvernance et notre stabilité financière

Afin d'accorder une plus grande part des recettes fiscales aux municipalités pour l'élaboration de plans à long terme en matière de transport et de logement, le parti préconise le mouvement des villes à charte, et notamment - l

institutionnalisation des transferts fédéraux aux municipalités par la création d'un Fonds municipal, renommé Fonds de la taxe sur l'essence, qui a été dissocié des recettes de la taxe sur l'essence il y a des années, et conserver la même admissibilité que les fonds de la taxe sur l'essence

- assurer un doublement permanent du financement actuel pour garantir un financement prévisible et fiable aux municipalités

- allouer un pour cent de la TPS au logement et à d'autres infrastructures municipales sur une base permanente pour fournir une base de financement cohérente

- répondre à la demande de la Fédération canadienne des municipalités et du Conseil des maires de Vancouver pour un fonds fédéral permanent et dédié au transport public de 3.4 milliards de dollars par an à partir de 2026-2027, après l'expiration du programme actuel de transport en commun

- s'engager à trouver une solution pluriannuelle aux déficits d'exploitation du transport en commun afin de protéger et de garantir les investissements partagés dans le développement des réseaux de transport en commun du Canada.

Paix, relations internationales

Le parti déclare que : - Les

- Canadiens veulent être fiers de leur réputation internationale, être des voisins internationaux responsables qui peuvent offrir leur soutien et leurs ressources à leurs alliés
- pour cela, le gouvernement du Canada doit respecter ses engagements, être un partenaire fiable sur la scène internationale et faire preuve de leadership dans les domaines les plus importants
 - pendant la pandémie, le gouvernement n'a pas assumé ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale : Il a retiré des vaccins du centre international COVAX, conçu pour garantir l'accès des pays à revenu faible ou intermédiaire à l'approvisionnement en vaccins. Alors même qu'il insistait sur son engagement à lutter contre l'urgence climatique, il a augmenté les émissions de gaz à effet de serre du Canada par le biais de ses politiques, laissant les personnes les moins responsables des causes du changement climatique supporter le fardeau de son impact, Les catastrophes naturelles, les maladies infectieuses, les déplacements forcés et la militarisation de l'information induits par le changement climatique sont devenus les principaux risques pour la sécurité internationale.
 - Le Canada doit s'engager dans des formes de collaboration plus égalitaires avec un ensemble plus diversifié de partenaires internationaux. Il faut pour cela rééquiper et préparer nos forces armées à soutenir la préparation et la réaction aux catastrophes, tout en maintenant l'état de préparation au combat. Cela exige que le Canada reconsidère les alliances commerciales et diplomatiques qui l'ont rendu trop dépendant de ses alliés traditionnels et des États autoritaires, tout en limitant sa capacité à prendre des positions de principe pour défendre ses valeurs
 - dans un monde de plus en plus multipolaire, le Canada doit défendre la sécurité humaine et les biens mondiaux, en donnant la priorité au soutien politique d'abord, et au soutien militaire en dernier recours
 - le Canada doit respecter ses engagements, et faire preuve d'un leadership et d'une fiabilité renouvelés sur des questions telles que le climat.

Le parti préconise - la

- poursuite d'une politique étrangère centrée sur la promotion de la sécurité humaine et le respect de l'État de droit dans les relations avec les acteurs étatiques et non étatiques
- la signature et la ratification du Traité d'abolition des armes nucléaires, et la pression urgente pour le désarmement nucléaire mondial et la conversion des industries militaires au Canada en industries pacifiques et réparatrices
 - la conduite de discussions nationales et internationales pour définir la notion de "réfugié environnemental" et son inclusion en tant que catégorie de réfugiés au Canada, condamner fermement les violations du droit international, sensibiliser l'opinion internationale à ce sujet et mener des discussions avec des alliés internationaux afin d'explorer toutes les options permettant d'amener les auteurs de ces violations à se conformer à la loi.

Commerce international

Le parti préconise - la

- poursuite d'une politique internationale de commerce équitable centrée sur la promotion des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance, un régime plus égalitaire pour l'échange de la propriété intellectuelle et des technologies propres, et une réduction de l'écart d'égalité entre les pays à haut et à faible revenu
- le changement d'orientation du commerce international du "libre-échange" vers le "commerce équitable" afin de donner la priorité à la protection des droits de l'homme, des normes du travail, de la diversité culturelle et des écosystèmes dans le monde entier - le soutien à la mise en place d'une politique de commerce équitable dans les pays en développement, et des écosystèmes dans le monde entier
 - soutenir les appels mondiaux en faveur de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce afin de garantir des mécanismes internationaux plus équitables capables de lutter efficacement contre les pandémies et les crises climatiques
 - renforcer le mandat et les outils dont dispose le Médiateur canadien pour les entreprises responsables (CORE) pour enquêter de manière indépendante sur les entreprises canadiennes opérant à l'étranger et rendre compte publiquement de ses conclusions
 - cesser tout soutien fédéral aux exportateurs canadiens d'armes et de combustibles fossiles, à l'exception d'éventuelles ventes nécessaires d'équipements de maintien de la paix en coopération avec les Nations unies
 - développer et mettre en œuvre des ajustements carbone aux frontières pour s'assurer que les entreprises canadiennes ne sont pas confrontées à une concurrence déloyale de la part de juridictions polluantes
 - mener des discussions internationales pour réformer les ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce). de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) afin de garantir que les droits de propriété intellectuelle ne constituent pas des obstacles à la réalisation et à la promotion des droits de l'homme internationaux et du développement propre
 - supprimer le modèle actuel des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) dans tous les accords commerciaux existants et interdire son utilisation dans tout nouvel accord
 - mandater et équiper les missions canadiennes à l'étranger afin d'élargir les partenariats entre les organisations de la société civile axées sur la promotion des droits de l'homme, la résilience, la coopération scientifique et la réalisation des objectifs de développement durable.

Objectifs de développement durable

Le parti préconise une politique de développement international axée sur la réalisation des objectifs de développement durable, tout en mettant l'accent sur le soutien au développement d'économies sans carbone et sur les secours d'urgence et en cas de catastrophe, notamment : -

- pour lutter contre les pandémies partout dans le monde, investir dans des systèmes de santé mondiaux plus solides qui préviendront les épidémies futures
- garantir un plan de relance COVID-19 qui s'attaque à l'écart croissant dans l'économie des soins, particulièrement amplifié par la pandémie, et qui fournit davantage de ressources aux femmes et aux filles du monde entier afin qu'elles puissent accéder à l'éducation, aux soins de santé, à une nutrition adéquate et conserver leur autonomie en matière de droits sexuels et reproductifs
- mobiliser la part équitable du Canada dans le financement international de la lutte contre le changement climatique, calculée à environ 1,84 milliard de dollars par an jusqu'en 2025,36 , et mener une politique de développement international axée sur la réalisation des objectifs de développement durable.84 milliards de dollars par an jusqu'en 2025,36 et mener des négociations en vue de la réalisation d'un objectif de financement international du climat après 2025
- renforcer les efforts d'aide au développement et les investissements économiques du Canada dans des domaines clés spécifiques qui : 1. Favoriser les carburants et les sources d'énergie de remplacement qui réduisent considérablement la nécessité d'importer du pétrole et du gaz naturel et qui permettent la croissance de la propriété indépendante et/ou majoritaire de ces secteurs et/ou entreprises par les pays bénéficiaires à mesure qu'ils se développent ; 2. mettre l'accent sur les secteurs agricoles qui permettent l'adaptation et la souveraineté alimentaire grâce à l'agriculture de subsistance et aux méthodes d'agriculture commerciale domestique qui sont conformes aux principes écologiques et d'égalité des sexes ; 3. accroître le commerce bilatéral, dans la mesure du possible, pour faciliter l'exportation de produits à valeur ajoutée provenant des petites économies insulaires ; 4. soutenir et renforcer la coopération avec les organisations régionales et les pays en voie de développement afin de les aider à atteindre leurs objectifs en matière de développement durable. Soutenir et renforcer la coopération avec les organisations régionales afin de promouvoir l'objectif de l'indépendance et de la souveraineté régionales
- mandater et équiper les missions canadiennes à l'étranger afin d'élargir les partenariats entre les organisations de la société civile axées sur la promotion des droits de l'homme, la résilience, la coopération scientifique et la réalisation des objectifs de développement durable
- remplir les obligations du Canada en vertu de la Convention sur la diversité biologique en fournissant un financement nouveau et substantiel pour la conservation de la nature dans les pays en développement et en mettant en œuvre des politiques visant à protéger la biodiversité dans le monde entier.

Développement international et climat

Le parti préconise - l'

élaboration de toutes les politiques relatives aux changements climatiques afin de respecter les engagements existants en matière d'efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques, car les politiques visant à atténuer les changements climatiques ne seront efficaces que dans le cadre d'une collaboration et d'une coordination internationales

- la présentation d'une contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée à l'Accord de Paris qui reflète la juste part du Canada en matière de réduction des émissions (60 % de réduction par rapport à 2005 d'ici 2030) pour atteindre l'objectif de réchauffement de 1,5 °C
- l'augmentation du financement climatique à 4 milliards de dollars américains par an pour soutenir l'atténuation des changements climatiques, l'adaptation, et les pertes et dommages dans les pays en développement.
- participer activement aux futurs efforts internationaux, en positionnant le Canada en tant que chef de file des initiatives mondiales en matière de changement climatique
- investir dans des infrastructures vertes dans les pays en développement pour compenser la pauvreté énergétique. En tant que l'un des plus grands émetteurs de GES par habitant au monde, le Canada a la responsabilité de soutenir les efforts d'action climatique des autres pays et des communautés autochtones. Nous le ferons en soutenant l'infrastructure verte locale dans les pays en développement pour compenser la pauvreté énergétique
- en interdisant l'exportation de charbon thermique du Canada, mettant ainsi fin à l'exportation de millions de tonnes de charbon américain à partir des ports canadiens
- en mobilisant la part équitable du Canada dans le financement international de la lutte contre le changement climatique, calculée à environ 1,84 milliard de dollars par an jusqu'en 2025, et en menant des négociations en vue de la réalisation d'un objectif de financement international de la lutte contre le changement climatique pour l'après-2025.

Défense nationale

Le parti préconise une politique de défense centrée sur la poursuite du désarmement, le soutien à la préparation et aux secours en cas de catastrophe, la défense de la souveraineté du Canada dans l'Arctique, et l'adhésion aux Conventions de Genève, y compris : - la

mise en œuvre urgente des recommandations de l'examen externe de 2015 sur l'inconduite sexuelle et le harcèlement sexuel dans les Forces armées canadiennes (le rapport Deschamps)

- la signature et la ratification du Traité d'abolition des armes nucléaires, et la pression urgente pour le désarmement nucléaire mondial et la conversion des industries militaires au Canada et dans le monde en industries pacifiques et réparatrices
- la réorientation des dépenses de défense pour accroître la capacité nationale et la rapidité de l'aide en cas de catastrophe (par exemple, par l'intermédiaire de l'équipe d'intervention rapide en cas de catastrophe - DART), la réponse aux crises nationales (par exemple, les épidémies de pandémies, les épidémies de maladies infectieuses, les épidémies de maladies infectieuses, les épidémies de maladies infectieuses, les épidémies de maladies infectieuses, etc.

renforcer la souveraineté du Canada dans l'Arctique en augmentant le nombre de patrouilles et en finançant le développement des infrastructures communautaires, les projets régionaux de développement durable, la recherche nordique, la culture nordique et d'autres activités socio-économiques régionales

- évaluer l'appartenance du Canada à des alliances militaires telles que l'OTAN et le NORAD pour s'assurer qu'elles répondent aux priorités du Canada en matière de diplomatie, de développement et de défense, et renforcer les contributions du Canada pour promouvoir l'avancement des capacités de cyberdéfense.

Justice pénale et sécurité publique

Justice pénale

Le parti déclare que :-

le système de justice pénale a grand besoin d'être transformé. Pour l'essentiel, les crimes sont le résultat de lacunes et d'échecs dans nos structures socio-économiques. Le racisme systémique, la criminalisation de la pauvreté et les graves problèmes de santé mentale sont endémiques dans notre système. Nous avons une dépendance excessive et préjudiciable à l'égard d'un système carcéral obsolète et inhumain. - les prisons ne sont pas la solution. Les prisons ont prouvé qu'elles étaient une réponse inefficace et nuisible au problème sociétal de la conduite criminelle. Dans la plupart des cas, il existe des solutions alternatives qui servent mieux les victimes, la société et les délinquants. - les prisons sont souvent utilisées pour enfermer des personnes souffrant de graves problèmes de santé mentale - on estime que les troubles mentaux sont 2 à 3 fois plus fréquents dans la population carcérale que dans la population générale

- il a également été démontré que les prisons augmentent le taux de récidive, rendent la réadaptation et la réinsertion plus difficiles et sont extrêmement coûteuses, avec des conditions souvent inhumaines

- l'isolement cellulaire continue d'être surutilisé et utilisé de manière inappropriée dans les institutions canadiennes, avec peu de transparence. -

le nombre de personnes légalement innocentes placées en détention provisoire a augmenté, dépassant dans certains cas le nombre de personnes effectivement condamnées et purgeant une peine

- alors que le taux d'incarcération national a diminué au cours des dernières années, cette diminution n'est pas uniforme dans les provinces et les territoires

- le taux d'incarcération des populations autochtones continue d'augmenter à un rythme inadmissible. La surreprésentation des peuples autochtones dans les établissements pénitentiaires

signifie que les détenus autochtones sont non seulement victimes de manière disproportionnée dans les prisons, mais qu'ils sont également exposés à des risques sanitaires plus importants du fait de leur incarcération.

Les détenus autochtones étaient particulièrement vulnérables à Covid-19 - un peu plus de 57 % des détenus infectés lors de la deuxième vague de la pandémie étaient autochtones

- Les personnes noires sont plus susceptibles d'être arrêtées et emmenées au poste de police pour y être traitées après leur arrestation, plus susceptibles d'être détenues pendant la nuit, même lorsque l'âge et les antécédents criminels sont pris en compte, et plus susceptibles de se voir imposer davantage de conditions lors de leur remise en liberté. - Des études montrent que la justice réparatrice est un modèle alternatif qui peut améliorer la guérison des victimes de stress post-traumatique, accroître la responsabilité des délinquants et réduire la récidive.

Le parti préconise le développement d'un modèle de justice réparatrice qui permettra une justice transformatrice, une responsabilisation significative et la réhabilitation des personnes ayant causé des dommages,

une plus grande guérison pour les victimes et les personnes criminalisées et emprisonnées, et, en fin de compte, une diminution de l'implication dans le système juridique pénal traditionnel, y compris :- la revitalisation et le renouvellement des soutiens sociaux, économiques, physiques et de santé mentale, en particulier à la lumière de l'incarcération massive des autochtones,

les Noirs et les autres personnes racialisées

- veiller à ce que la prison soit une solution de dernier recours, lorsque la sécurité publique nécessite l'emprisonnement

- mettre en œuvre des lois qui réduisent l'incarcération des personnes souffrant de problèmes de santé mentale grâce à des mesures préventives

- renforcer les lois et les politiques visant à décoloniser, décriminaliser et décarcéraliser, en élargissant et en codifiant l'obligation pour les juges chargés de la détermination de la peine de prendre en compte les besoins de l'individu en matière de santé et de sécurité.

Les gouvernements doivent tenir compte du racisme systémique et historique lorsqu'ils traitent avec des personnes indigènes, et ils doivent agir pour réduire l'impact du racisme systémique

- élaborer des lois et des lignes directrices claires alignées sur les principes énoncés par la Cour suprême dans les affaires R. c. Ipeelee et R. c. Gladue, et mettre en œuvre des lois supplémentaires pour réduire l'incarcération des personnes indigènes dans les prisons provinciales et fédérales Gladue, et mettre en œuvre des lois supplémentaires pour réduire l'incarcération des peuples indigènes dans les prisons provinciales et fédérales

- mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission Vérité et Réconciliation qui traitent de la justice (sections 25-40)

- élaborer des lois et des politiques visant à fournir un soutien social, en matière de logement, de santé, d'économie et d'éducation afin de réduire la surpopulation policière et l'incarcération excessive des Noirs et des peuples indigènes

Peines pénales et incarcération

Le parti préconise - éliminer

les peines minimales obligatoires et permettre aux tribunaux de déterminer les peines appropriées en fonction des circonstances de chaque cas et des lois et principes établis en matière de détermination de la peine

- prendre des mesures pour s'assurer que, lorsqu'une certaine forme d'incarcération est nécessaire, les individus sont, le plus rapidement possible, détenus près de leur communauté pour permettre une réinsertion et une réhabilitation plus efficaces
- éliminer l'isolement cellulaire, conformément au projet de loi C-83, en veillant notamment à ce que le Comité consultatif fédéral sur l'isolement des détenus ait accès à toutes les informations nécessaires pour surveiller l'état des "unités d'intervention structurées" (isolement cellulaire) dans les prisons canadiennes, en veillant à ce que les recommandations du Bureau de l'enquêteur correctionnel concernant les unités d'intervention structurées soient mises en œuvre
- en réexaminant et en élaborant des lois plus claires pour réduire le nombre de personnes placées en détention provisoire.

Les jeunes dans le système de justice pénale

Le parti déclare que :

lorsque les jeunes commettent des actes criminels, c'est le plus souvent en raison d'interactions sociales, d'une vie familiale, d'une santé mentale et d'autres soutiens et systèmes essentiels inadéquats

- malgré les efforts visant à réduire le nombre de jeunes détenus dans les prisons canadiennes, le nombre de jeunes en détention provisoire est constamment élevé
- alors que la proportion de jeunes Blancs en détention provisoire a globalement diminué depuis l'adoption de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, cela n'a pas été le cas pour les jeunes Noirs et autochtones, qui restent surreprésentés dans le système de justice pénale.

Le parti préconise d'investir des ressources dans la santé mentale des jeunes et dans le soutien social et éducatif, notamment en - collaborer avec les partenaires provinciaux et les communautés pour investir dans la santé mentale des jeunes, l'éducation, les opportunités et la réussite, afin de réduire l'implication des jeunes dans le système de justice pénale, en mettant particulièrement l'accent sur les communautés qui ont traditionnellement été soit plus à risque, soit plus ciblées par les forces de l'ordre

- revoir le traitement des jeunes dans le système de justice pénale, examiner et évaluer le traitement des jeunes dans le système pénal, et évaluer l'utilisation de mesures de déjudiciarisation et de mesures alternatives dans tout le pays, en se concentrant particulièrement sur le moment où ces mesures alternatives sont proposées et à qui elles le sont, et sur l'impact des programmes de déjudiciarisation par rapport à l'implication totale dans le système de justice pénale
- examiner et évaluer la menace en ligne pour les jeunes et les personnes vulnérables, et prendre des mesures pour faire face à cette situation par l'éducation et la mise à jour des lois, le cas échéant

Aide en cas de catastrophe

Pour aider les municipalités à limiter l'impact du changement climatique sur leurs communautés, le parti préconise de soutenir la demande de la Fédération canadienne des municipalités d'augmenter le financement par le biais du Fonds d'atténuation des effets des catastrophes et d'adaptation, couvrant les incendies de forêt, la remise en état des systèmes d'eaux pluviales et la restauration des zones humides, des rivages et d'autres infrastructures naturelles.

Décriminalisation des drogues

Le parti déclare que :

- Le Canada connaît une épidémie mortelle de surdoses de médicaments. Entre 2016 et 2020, près de 20 000 décès liés à la toxicité des drogues ont été signalés
- le Canada compte aujourd'hui en moyenne 17 décès par jour dus à l'empoisonnement par les drogues et, dans certaines régions du pays, les décès ont plus que doublé pendant la pandémie
- les taux croissants de décès liés aux drogues sont devenus une question de santé publique urgente et une urgence en matière de sécurité
- la crise des surdoses doit être traitée comme une question de soins de santé plutôt que comme une question criminelle. La possession personnelle et l'usage de drogues illicites doivent être décriminalisés afin de permettre un soutien médical et social plus accessible pour ceux qui en ont besoin
- personne ne devrait être en prison pour la possession de petites quantités de drogues.
- Les Canadiens qui en ont besoin doivent avoir accès à un approvisionnement sûr en médicaments réglementés par le gouvernement. L'offre toxique de drogues illicites doit être remplacée, ce qui réduira considérablement les risques d'empoisonnement au fentanyl et d'overdose.

Le parti préconise

- la décriminalisation de la possession de drogues illicites pour usage personnel, y compris la suppression des sanctions pénales pour la possession et l'usage personnels de toutes les drogues en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances
- légiférer ce changement plutôt que de s'appuyer sur des mesures informelles, progressives et discrétionnaires qui ne suffisent pas à assurer une véritable décriminalisation - la création d'un approvisionnement national sûr en drogues de choix

investir dans un système intégré de décriminalisation et d'accès à des services significatifs pour les personnes qui cherchent un traitement, y compris un financement accru des organisations communautaires pour tester les drogues et soutenir ceux qui en consomment, mettre en œuvre un programme national d'éducation et de distribution de Naloxone, de sorte que les kits de Naloxone soient largement disponibles pour traiter les overdoses et que chaque Canadien sache ce que c'est et comment l'utiliser ; créer un environnement juridique et politique qui finance et fait progresser les programmes fondés sur des données probantes, afin de faciliter le développement et l'extension des services de réduction des risques dans l'ensemble du Canada, y compris dans les communautés rurales et les prisons ;

amnistie pour les personnes condamnées pour possession simple de cannabis en accordant une grâce automatique à toute personne condamnée dans le passé pour possession simple de cannabis et en veillant à ce que toute trace de ces infractions et circonstances soit effacée des dossiers de la police

- réglementation légale des drogues actuellement illégales sur la base des meilleures preuves disponibles concernant les dommages et les avantages, afin de traiter la consommation problématique de drogues comme une question de santé, inclure des réglementations axées sur la santé publique, comme c'est actuellement le cas pour l'alcool, le tabac et le cannabis au Canada, afin d'assurer un accès plus sûr tout en protégeant les individus et les populations. En fonction de la substance et des effets néfastes et bénéfiques potentiels, la réglementation pourrait aller des ordonnances aux points de vente réglementés, en passant par les locaux autorisés, dans le but de fournir un accès plus sûr aux adultes, tout en protégeant les enfants et les jeunes.

Discrimination systémique

Afin d'éliminer la discrimination systémique au sein de la police, le parti préconise de - d' examiner le fonctionnement et le processus décisionnel de la Commission civile d'examen et de plaintes et d'y apporter des changements afin que la CRCC soit plus responsable, efficace, réactive et transparente dans son examen de la conduite de la GRC

- de mettre fin à la pratique consistant à permettre à la GRC d'examiner et de traiter les plaintes déposées contre elle
- de créer une norme nationale pour une surveillance indépendante et responsable du maintien de l'ordre, en coopération avec les provinces, élaborer une norme nationale pour le recours à la force par la police et collaborer avec d'autres juridictions afin d'interdire certains types de recours à la force, tels que l'étranglement et la contention du cou

; créer une base de données nationale obligatoire sur la collecte de données relatives au recours à la force par la police, ventilées par race, origine ethnique, origine nationale, âge, et d'autres identités pour suivre les victimes d'incidents liés à l'usage de la force par la police et mieux comprendre l'étendue du racisme systémique dans les services de police canadiens.

Travailleurs du sexe

Le parti déclare que : - les travailleurs du sexe vivent et travaillent toujours sous un régime criminel. En mars 2021, l'Alliance canadienne pour la réforme du droit du travail sexuel, qui représente 25 groupes travaillant avec des membres du commerce du sexe, a lancé une contestation constitutionnelle devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario. Elle soutient que les lois violent les dispositions de la Charte des droits et libertés et a lancé une contestation constitutionnelle de la plupart des dispositions relatives au travail du sexe qui ont été mises en œuvre en 2014 en vertu de la Loi sur la protection des communautés et des personnes exploitées

- bien qu'ils aient voté contre le projet de loi C-36 d'un gouvernement précédent, et après deux mandats, les libéraux n'ont toujours pas pris de mesures concernant le projet de loi C-36 ou la Loi sur la protection des communautés et des personnes exploitées.

Le parti préconise - la réforme des lois sur le commerce du sexe au Canada, en mettant clairement l'accent sur la réduction des risques, compte tenu des dangers auxquels les travailleurs du sexe sont confrontés

- l'augmentation du financement des organisations communautaires qui fournissent des services aux personnes poussées à se prostituer par les privations économiques



Le rôle et l'objectif du gouvernement

Au cours de son mandat actuel, le parti a élaboré un cadre de qualité de vie qui servira de guide pour la prise de décisions politiques. Dans l'annexe 4 de son budget 2021, le parti a déclaré que :

- le cadre s'inspire de l'Initiative pour une vie meilleure de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une organisation intergouvernementale basée en France qui est née de la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.
- en décembre 2019, il a demandé au ministre de la prospérité des classes moyennes et au ministre délégué aux finances de mieux intégrer les mesures de la qualité de vie dans le processus décisionnel et budgétaire

- S'inspirant de conversations avec des experts, des nations avancées dans leur réflexion sur le bien-être, des provinces et des territoires, des partenaires autochtones et des réactions des Canadiens eux-mêmes, des fonctionnaires de l'ensemble du gouvernement ont fait équipe pour élaborer un projet d'approche "made in Canada".
- le premier Canadien a été annoncé publiquement dans le budget fédéral de 2021 et comprend cinq facteurs :

- * Prospérité
- * Santé
- * Société
- * Environnement
- * Bonne gouvernance

Le parti déclare en outre que le cadre de qualité de vie consiste en un ensemble de 84 indicateurs, organisés en une série de domaines : prospérité, santé, société, environnement et bonne gouvernance. Le cadre comprend également deux optiques transversales qui s'appliquent à tous les domaines : l'optique de l'équité et de l'inclusion et l'optique de la durabilité et de la résilience.

Services publics

Parmi les mesures prises récemment pour améliorer la prestation des services gouvernementaux, le parti mentionne les suivantes - l'accélération du traitement des demandes et la réduction des arriérés pour l'assurance-emploi (AE) et la sécurité de la vieillesse (SV) grâce à l'allocation de 1,02 milliard de dollars à Service Canada

- la réduction des temps d'attente dans les centres d'appel grâce à l'allocation de 574 millions de dollars à Service Canada et de 400 millions de dollars à l'Agence du revenu du Canada - l'

amélioration des services à la frontière grâce à un investissement de 137 millions de dollars dans l'Agence des services frontaliers du Canada

- l'accélération du traitement des demandes d'immigration grâce à l'embauche de 1 250 nouveaux employés et à l'investissement dans une technologie plus efficace

- la fourniture de services plus rapides aux anciens combattants grâce à l'allocation de 115 millions de dollars à Anciens Combattants Canada pour réduire les arriérés et retenir les gestionnaires de cas.

Services de passeport et d'immigration

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel, afin de réduire les temps d'attente pour les services de passeport et d'immigration, il a adopté de nouvelles technologies, rationalisé les services de passeport et d'immigration : -

il a adopté de nouvelles technologies, rationalisé le traitement et fait de nouveaux investissements importants, y compris 135 millions de dollars en 2022-23 pour réduire l'arriéré des demandes d'immigration

- ces investissements ont permis d'éliminer l'arriéré des demandes de passeport et de revenir aux délais de traitement d'avant la pandémie, soit 10 jours pour les demandes présentées en personne dans les bureaux de passeports spécialisés et 20 jours pour les demandes reçues par la poste ou déposées dans un centre de Service Canada

- il a traité 5.2 millions de demandes de résidence permanente, de résidence temporaire et de citoyenneté en 2022, soit le double du nombre de demandes traitées en 2021

- il a mis en ligne davantage de services clés, notamment la confirmation du statut de résident permanent et l'introduction de l'examen et des cérémonies de citoyenneté en ligne, ainsi que le traitement des arriérés de demandes sur papier grâce à la numérisation.

Canada.ca et 1 800 O-Canada

Le parti déclare qu'afin d'assurer un accès rapide et facile à l'information sur les programmes et services gouvernementaux, qu'elle soit demandée par téléphone ou par Internet, y compris des sites Web plus accessibles, il propose d'allouer 17,7 millions de dollars sur quatre ans à Emploi et Développement social Canada pour accroître la capacité des centres d'appels 1 800 O-Canada, améliorer Canada.ca et mettre en place un système de gestion de l'information.

Modernisation des technologies de l'information pour la sécurité de la vieillesse

Le parti déclare que le gouvernement fédéral verse chaque année plus de 60 milliards de dollars en prestations de sécurité de la vieillesse à plus de sept millions d'aînés et que, pour assurer la prestation opportune et fiable de ces prestations essentielles, il propose d'allouer 123,9 millions de dollars sur sept ans à Emploi et Développement social Canada pour l'achèvement de la modernisation de la TI de la sécurité de la vieillesse.

COVID 19 Prestations d'urgence

Le parti déclare que : -

compte tenu de la nécessité de verser rapidement des prestations d'urgence en cas de pandémie, il était inévitable que certains paiements en trop se produisent

- en outre, dans certains cas, le système de soutien d'urgence a fait l'objet d'abus

- il propose d'allouer 53,8 millions de dollars en 2022-23 à Emploi et Développement social Canada pour soutenir les activités d'intégrité relatives aux paiements en trop des

soutiens au revenu d'urgence COVID19

- il s'engage à travailler avec les Canadiens pour recouvrer les paiements en trop. Les personnes qui éprouvent des difficultés avec le processus de remboursement peuvent travailler avec l'Agence du revenu du Canada pour élaborer un plan de remboursement flexible adapté à leur situation personnelle.

Gérance de l'office

Déficits et dette

Au cours de son précédent mandat, le parti a déclaré que :

- il prévoit des déficits budgétaires annuels commençant à 398,7 milliards de dollars en 2020-2021, diminuant jusqu'à un déficit de 33,4 milliards de dollars en 2025-26, avec un retour à l'équilibre budgétaire par la suite
- il prévoit que la dette fédérale restera supérieure à 50 % du PIB au moins jusqu'en 2026, et considère qu'il s'agit d'une dette nationale relativement faible, avec des intérêts annuels ne dépassant pas 1,2 % avant 2026

Le parti indique que : -

- il prévoit des déficits budgétaires de 36,4 milliards de dollars en 2022-23 ; 30,6 milliards de dollars en 2023-24 ; 25,4 milliards de dollars en 2024-25 ; 14,5 milliards de dollars en 2025-26 ; 3,4 milliards de dollars en 2026-27 ; et un excédent de 4,5 milliards de dollars en 2027-2028.
- il prévoit des ratios de dette fédérale de 42,4 % du PIB en 2022-23 ; 43,5 % du PIB en 2023-24 ; 43,2 % du PIB en 2024-25 ; 41,2 % du PIB en 2025-26 ; 41,1 % du PIB en 2026-27 ; et 39,9 % du PIB en 2027-28.
- La dette nette du Canada en pourcentage de l'économie est actuellement inférieure à celle de tous les autres pays du G7 avant la pandémie, et devrait le rester.

Marchés publics

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre des services publics et des marchés publics au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre : -

- le ministère devrait tirer parti du pouvoir d'achat du gouvernement pour améliorer l'accès aux opportunités économiques pour une plus grande diversité de Canadiens
- en outre, il devrait veiller à ce que les pratiques d'achat fédérales soutiennent la transition du Canada vers une économie verte, y compris par l'écologisation continue des opérations gouvernementales et l'achat de technologies propres canadiennes.

Réforme fiscale

Le parti déclare que : -

- jusqu'à 12 % des Canadiens ne produisent actuellement pas leur déclaration de revenus - la majorité d'entre eux sont à faible revenu et paieraient peu ou pas d'impôt sur le revenu
- en fait, beaucoup de ces Canadiens à faible revenu se privent de prestations et d'aides précieuses auxquelles ils ont droit, comme la Prestation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti

- depuis - depuis 2018, l'Agence du revenu du Canada (ARC) offre un service gratuit et simple intitulé Produire ma déclaration, qui permet aux Canadiens admissibles de produire automatiquement leur déclaration de revenus par téléphone après avoir répondu à une série de brèves questions. Les Canadiens dont la situation fiscale est simple et dont le revenu est faible ou fixe reçoivent une lettre d'invitation de l'ARC à utiliser le service Ma déclaration. Au cours de la saison de déclaration des revenus 2022, environ 53 000 déclarations ont été produites à l'aide de ce service

- Pour s'assurer qu'un plus grand nombre de Canadiens à faible revenu ont la possibilité de produire rapidement et facilement leurs déclarations de revenus, le parti prévoit : - d'augmenter le nombre de Canadiens éligibles à File My Return à deux millions d'ici 2025 - presque le triple du nombre actuel
- à partir de 2024, de piloter un nouveau service de déclaration automatique de l'ARC qui aidera les Canadiens vulnérables qui ne déclarent pas actuellement leurs impôts à recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.

Le parti déclare qu'afin de promouvoir l'équité du système fiscal, il a, au cours de son mandat actuel, déjà - augmenté

- les impôts des 1 % les plus riches pour réduire les impôts de la classe moyenne
- augmenté de façon permanente le taux d'imposition des sociétés des banques et des compagnies d'assurance les plus grandes et les plus rentables du Canada
- introduit une taxe unique de 15 % sur le revenu imposable supérieur à 1 milliard de dollars des groupes bancaires et d'assurance-vie pour aider à financer le redressement de COVID
- introduit une nouvelle taxe de luxe sur les jets privés, les yachts et les véhicules de luxe - augmenté à 15 000 \$ le montant de revenu que les Canadiens peuvent gagner avant de

- payer l'impôt fédéral sur le revenu, a introduit une nouvelle taxe de luxe sur les jets privés, les yachts et les véhicules de luxe
- a porté à 15 000 dollars le montant des revenus que les Canadiens peuvent gagner avant de payer l'impôt fédéral sur le revenu
 - a empêché les riches Canadiens d'utiliser des sociétés écrans étrangères pour éviter de payer l'impôt canadien
 - a limité les déductions d'intérêts excessifs pour s'assurer que les grandes entreprises paient leur juste part.

Impôt minimum de remplacement

Le parti déclare que : -

- grâce à l'utilisation importante de déductions, de crédits et d'autres avantages fiscaux, certains des Canadiens les plus riches paient peu ou pas d'impôt sur le revenu des particuliers au cours d'une année donnée
- l'impôt minimum de remplacement (IMR) vise à garantir que les Canadiens aux revenus les plus élevés ne peuvent pas réduire leur facture fiscale de manière disproportionnée grâce à des avantages dans le système fiscal
- l'IMR n'a pas été réformé de manière significative depuis sa mise en œuvre en 1986.

Le parti propose :

- des modifications législatives visant à faire passer le taux de l'IMR de 15 % à 20,5 % et à limiter davantage l'utilisation excessive des avantages fiscaux. Ces modifications permettraient de générer des recettes estimées à 3.0 milliard de dollars de recettes sur cinq ans, à partir de l'année d'imposition 2024
- dans le cadre de ces réformes, l'exemption de base de l'IMR serait multipliée par plus de quatre, passant de 40 000 \$ à 173 000 \$, ce qui augmenterait considérablement le niveau de revenu nécessaire pour payer l'IMR et se traduirait par une réduction d'impôt pour des dizaines de milliers de Canadiens de la classe moyenne, tout en ciblant plus précisément les très riches
- en vertu de ces réformes, plus de 99 % de l'IMR payé par les particuliers canadiens serait payé par ceux qui gagnent plus de 300 000 dollars par an, et environ 80 % de l'IMR payé le serait par ceux qui gagnent plus d'un million de dollars par an.

Impôts sur les sociétés

Le parti déclare qu'afin de garantir une imposition équitable des sociétés et de mettre les travailleurs et les entreprises du Canada sur un pied d'égalité avec leurs concurrents mondiaux, il continue de soutenir fermement le plan de réforme fiscale internationale à deux piliers adopté par 138 membres du cadre inclusif de l'OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Premier pilier (réaffectation des droits d'imposition)

Le parti déclare que le premier pilier garantira que les entreprises mondiales les plus grandes et les plus rentables, y compris les grandes entreprises numériques, paient leur juste part d'impôt dans les juridictions où se trouvent leurs utilisateurs et leurs clients. Les règles d'imposition ont été élaborées dans le cadre d'un processus mené par l'OCDE, et les pays s'efforcent d'achever les négociations multilatérales afin que le traité visant à mettre en œuvre le premier pilier puisse être signé d'ici à la mi-2023

Afin de garantir la protection des intérêts des Canadiens en toutes circonstances, il propose de faire avancer la législation relative à la taxe sur les services numériques. Le Canada espère que la mise en œuvre rapide du nouveau système multilatéral rendra inutile l'instauration d'une taxe sur les services numériques.

Deuxième pilier (impôt minimum mondial)

Le parti déclare que : - Le

- deuxième pilier, un régime mondial d'imposition minimale, garantira que les grandes sociétés multinationales soient soumises à un taux d'imposition effectif minimum de 15 % sur leurs bénéfices, quel que soit l'endroit où elles exercent leurs activités
- pour fonctionner efficacement, le deuxième pilier nécessite une mise en œuvre coordonnée par les pays du monde entier. Les mesures prises récemment par un certain nombre de pays pour mettre en œuvre le deuxième pilier en 2024, notamment les membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon et la République de Corée, signifient que le cadre multilatéral du régime de l'impôt minimum mondial est en train d'être mis en place
- il réaffirme son intention d'introduire une législation mettant en œuvre l'impôt minimum mondial dans le cadre du deuxième pilier. La règle d'imputation primaire du deuxième pilier et un impôt complémentaire minimum national entreraient en vigueur pour les exercices fiscaux des sociétés multinationales commençant le 31 décembre 2023 ou après cette date. La règle d'imputation secondaire s'appliquerait aux exercices fiscaux commençant le 31 décembre 2024 ou après cette date. Le gouvernement continuera à suivre les développements internationaux au fur et à mesure qu'il avancera dans la mise en œuvre du deuxième pilier.

Rachats d'actions

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel : -

il a l'intention d'introduire une taxe de 2 % sur les rachats d'actions par les sociétés publiques au Canada

- la taxe proposée s'appliquerait à partir du 1er janvier 2024 à la valeur nette annuelle des rachats d'actions par les sociétés publiques et certaines fiducies et sociétés de personnes cotées en bourse au Canada. Une entreprise ne serait pas assujettie à la taxe au cours d'une année si ses rachats bruts d'actions étaient inférieurs à 1 million de dollars

. On estime que cette mesure augmenterait les recettes fédérales de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans. Il est important de noter que cette mesure encouragerait également les entreprises à réinvestir dans leurs salariés et leurs activités.

Imposition équitable des dividendes perçus par les institutions financières

Le parti déclare que : - les dividendes que les institutions financières reçoivent sur les actions canadiennes ne sont pas considérés comme un revenu d'entreprise et sont effectivement exonérés d'impôt

- les institutions financières comptent sur ce traitement pour réduire leur charge fiscale, ce qui réduit les recettes fiscales qui sont importantes pour fournir des prestations et des services aux Canadiens

- il propose de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu pour traiter les dividendes reçus sur les actions canadiennes détenues par les institutions financières dans le cours normal de leurs activités comme un revenu d'entreprise. Cette mesure s'appliquerait aux dividendes reçus après 2023, ce qui augmenterait les recettes fédérales de 3,15 milliards de dollars sur cinq ans et de 790 millions de dollars en cours d'année.

Règle générale anti-évitement

Le parti déclare que : -

la règle générale anti-évitement (RGAE) a été ajoutée à la loi sur l'impôt sur le revenu en 1988 pour empêcher l'évasion fiscale abusive. Si l'évasion fiscale abusive est établie, la RGAE s'applique pour refuser l'avantage fiscal qui a été injustement créé. La RGAA a permis de lutter contre l'évasion fiscale abusive, mais elle doit être modernisée pour rester efficace

. La Commission propose d'élaborer des propositions législatives visant à renforcer la RGAA, pour consultation.

Responsabilité

Afin de promouvoir la responsabilité tout en améliorant les résultats des soins de santé, le parti déclare avoir demandé aux provinces de : - de veiller à ce que les nouveaux investissements fédéraux s'ajoutent aux dépenses provinciales et que les provinces et les territoires ne détournent pas eux-mêmes les fonds destinés aux soins de santé - de faire respecter la Loi canadienne sur la santé et d'utiliser les nouvelles dépenses fédérales pour renforcer le système public de soins de santé du Canada

- de rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés à l'étranger et de faire progresser la reconnaissance des titres de compétences multijuridictionnels afin que les professionnels de la santé bien formés puissent travailler là où le besoin s'en fait sentir

- d'améliorer les méthodes de collecte, de partage, d'utilisation et de communication des informations sur la santé, et d'adopter des normes de données communes améliorer les modalités de collecte, de partage, d'utilisation et de communication des informations sur la santé aux Canadiens, et adopter des normes communes en matière de données

- élaborer des plans d'action pour mesurer les progrès accomplis et en rendre compte au public, y compris améliorer l'accès aux services de santé familiale, aux services de santé mentale et de toxicomanie, soutenir les travailleurs de la santé et réduire les retards et les listes d'attente

- s'engager à se réconcilier avec les peuples indigènes, notamment en leur offrant un accès juste et équitable à des services de santé de qualité et culturellement sûrs.

Réforme démocratique

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de réforme démocratique.

Après les élections de 2015, le parti a fait marche arrière et a refusé d'adopter toute forme de réforme électorale.

Sagesse, humilité et respect en politique

Le parti n'a publié aucune déclaration officielle concernant ses politiques en matière de sagesse, d'humilité et de respect en politique.

Provinces, territoires et municipalités

Paiements de péréquation

Le parti déclare qu'à la suite de consultations avec les provinces et les territoires, il propose de renouveler les programmes de péréquation et de la formule de financement des territoires pour une période de cinq ans, à compter du 1er avril 2024, avec des changements techniques visant à améliorer l'exactitude et la transparence des programmes.

Québec

Dans sa lettre de mandat adressée au ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec au début de son mandat actuel, le parti a demandé au ministre de continuer à accorder la priorité à l'aide aux petites et moyennes entreprises et de soutenir la création d'emplois dans les collectivités qui se remettent de la pandémie de COVID-19.

Paix, relations internationales

Le parti déclare que :

en tant que membre du G7, du G20, du Commonwealth et de la Francophonie, contributeur important à l'OTAN et défenseur mondial de la démocratie, de l'égalité et des droits de l'homme, le Canada est un défenseur inébranlable de l'ordre international fondé sur des règles dans un monde de plus en plus dangereux et compétitif

- l'invasion illégale et barbare de l'Ukraine par la Russie est la menace la plus importante pour l'ordre international fondé sur des règles depuis sa création à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Des milliers d'Ukrainiens ont été assassinés et des millions d'autres ont été déplacés.

En réponse, le Canada a fourni une aide financière et militaire essentielle à l'Ukraine, s'est efforcé de mettre en œuvre des sanctions sans précédent à l'encontre des responsables de la guerre et de l'économie russe, s'est mobilisé pour soutenir les personnes vulnérables du monde entier qui ressentent les effets de l'invasion barbare de Poutine et a accueilli des dizaines de milliers d'Ukrainiens au Canada

, alors que la démocratie est menacée par des pays tels que la Chine et la Russie,

Au cours de l'année écoulée, cela s'est traduit par une réponse à la crise de la faim dans la Corne de l'Afrique, par la fourniture d'une aide humanitaire cruciale et d'une assistance en cas de catastrophe au Pakistan, en Turquie et en Syrie, par un soutien aux femmes en Iran qui luttent pour les droits politiques et les droits de l'homme, et par une aide visant à rétablir la sécurité pour le peuple haïtien.

Le parti déclare en outre qu'il a annoncé les investissements clés suivants pour renforcer la sécurité et le leadership de la nation dans le monde :

- 38,6 milliards de dollars sur 20 ans pour investir dans la défense de l'Amérique du Nord et la modernisation du NORAD

- plus de 5,4 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine, y compris un soutien financier, militaire et humanitaire essentiel

- plus de 545 millions de dollars d'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence en 2022-23 pour aider à faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire et répondre aux besoins urgents en matière de faim et de nutrition

- 2,3

milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour lancer la Stratégie indo-pacifique du Canada, y compris la poursuite de la capitalisation mondiale de FinDev Canada, qui approfondira l'engagement du Canada avec nos partenaires, soutiendra la croissance économique et la sécurité régionale, et renforcera nos liens avec les populations de l'Indo-Pacifique

- 350 millions de dollars sur trois ans pour le financement international de la biodiversité, en plus de l'engagement du Canada à fournir 5.

875 millions de dollars sur cinq ans, et 238 millions de dollars en continu, pour renforcer les capacités du Canada en matière de cybersécurité

- respecter l'engagement de consacrer 1,4 milliard de dollars par an à la santé mondiale, dont 700 millions de dollars seront consacrés à la santé sexuelle et génésique et aux droits des femmes et des filles

- consacrer près de 30 % des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) nouvellement alloués au Canada à l'aide aux pays à faible revenu et vulnérables, dépassant ainsi l'objectif de 20 % fixé par le G7.

Finance internationale

Le parti déclare que :

- En dehors du Canada, le resserrement rapide de la politique monétaire a révélé des poches de vulnérabilité dans le système bancaire mondial. En mars 2023, trois banques régionales américaines de taille moyenne - Silicon Valley Bank, Signature Bank et Silvergate Bank - ont fait faillite. En Europe, une grande banque d'importance systémique, le Crédit suisse, était également sur le point de faire faillite avant qu'UBS n'accepte de l'acquérir

. Bien que le système bancaire mondial reste bien capitalisé, l'incertitude quant à l'étendue et à l'ampleur des pertes supplémentaires liées au crédit qui pourraient survenir à mesure que les économies ralentissent reste élevée. En réponse, les

autorités financières ont pris une série de mesures pour stabiliser le système financier, maintenir la confiance dans le système bancaire et limiter les répercussions négatives sur l'économie mondiale

. Parmi les principales réalisations du mandat actuel, on peut citer l'affectation de près de 30 % des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) nouvellement attribués au Canada à l'aide aux pays à faible revenu et vulnérables, dépassant ainsi l'objectif de 20 % fixé par le G7.

Sécurité économique

Le parti déclare que :

- la dépendance à l'égard de dictatures pour des biens et des ressources essentiels constitue une vulnérabilité stratégique et économique majeure, comme l'ont montré les tentatives de la Russie de briser la détermination de l'Europe en coupant l'approvisionnement en gaz naturel. Nos alliés agissent rapidement pour se protéger de l'extorsion

économique, ce qui inclut l'amicalisation de leurs économies en construisant leurs chaînes d'approvisionnement critiques à travers d'autres démocraties

- il propose de faire de même, en travaillant avec des alliés et des partenaires pour s'assurer que les chaînes d'approvisionnement nationales ne sont pas vulnérables à l'exploitation, et que des puissances étrangères hostiles ne peuvent pas acheter les industries et les ressources naturelles du Canada.

- Ce processus, qui se poursuit dans les démocraties du monde entier, peut rendre nos économies plus résistantes et permettre à nos chaînes d'approvisionnement de respecter les valeurs nationales tout en protégeant les travailleurs de la concurrence déloyale créée par des États coercitifs et des pratiques commerciales de type "course au moins-disant".

Commerce extérieur

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, des Petites entreprises et du Développement économique au début de son mandat actuel, le parti a donné les instructions suivantes au ministre :

- la priorité immédiate du ministère devrait être de renforcer et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement essentielles et de faire progresser la stratégie de diversification des exportations du Canada
- le ministère devrait donner la priorité aux efforts visant à garantir que les petites entreprises et les communautés de toutes les régions du pays disposent des outils et du soutien dont elles ont besoin pour se rétablir, innover et se développer, créer de nouveaux emplois et saisir les opportunités offertes par la diversification économique
- le ministère devrait également travailler à la conception et au lancement du Fonds d'avenir pour l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, en tant qu'élément clé de notre plan visant à soutenir une transition juste pour les travailleurs, les communautés et l'industrie.

Le parti déclare que :

- Le Canada doit faire face à un changement fondamental dans la structure du commerce mondial. Pendant la majeure partie des trois dernières décennies, l'économie mondiale est devenue de plus en plus interconnectée
 - alors que l'intégration économique a réduit les coûts de nombreux biens, elle a également construit un système de commerce mondial qui était vulnérable à la perturbation des chaînes d'approvisionnement essentielles
 - pour le Canada et nos partenaires démocratiques, la vulnérabilité créée par la dépendance à l'égard des régimes autoritaires pour les biens essentiels n'est plus tenable. La militarisation des exportations d'énergie par la Russie a forcé les démocraties du monde à repenser fondamentalement les vulnérabilités de leur chaîne d'approvisionnement. La Chine domine actuellement des portions clés des chaînes d'approvisionnement en technologies propres, y compris les batteries. L'atténuation de ces vulnérabilités par les démocraties du monde nécessitera un réalignement du commerce mondial et le déplacement des chaînes d'approvisionnement critiques des dictatures vers des démocraties comme la nôtre.
- Ce processus, appelé "friendshoring", représente une opportunité économique importante pour le Canada et pour les travailleurs canadiens.

Interférence étrangère

Le parti déclare que : -

La démocratie et la population diversifiée du Canada font de ce pays une cible pour les États hostiles qui cherchent à acquérir des informations et des technologies, des renseignements et de l'influence pour promouvoir leurs propres intérêts

- par exemple, des acteurs étrangers qui s'efforcent de voler des informations aux entreprises canadiennes au profit de leurs industries nationales, des mandataires hostiles qui intimident les communautés de la diaspora au Canada en raison de leurs croyances et de leurs valeurs, ou des agents de renseignement qui cherchent à infiltrer les institutions publiques et de recherche du Canada

- pour protéger les résidents canadiens contre les menaces des acteurs étrangers, et les entreprises canadiennes et les institutions publiques contre l'ingérence étrangère, il propose d'allouer 48 millions de dollars sur trois ans à la Gendarmerie royale du Canada, à la fois pour la protection et pour un engagement plus proactif des communautés qui risquent le plus d'être ciblées.

9 millions de dollars sur trois ans à la Gendarmerie royale du Canada, à la fois pour la protection et pour un engagement plus proactif avec les communautés qui risquent davantage d'être ciblées ; et 13,5 millions de dollars sur cinq ans à Sécurité publique Canada pour établir un Bureau national de lutte contre l'ingérence étrangère.

Ukraine

Le parti déclare que : -

il a soutenu l'Ukraine depuis l'invasion

russe et a l'intention de rester à ses côtés aussi longtemps qu'il le faudra

- au cours de son mandat actuel, le Canada a fourni une aide totale de plus de 5,4 milliards de dollars, y compris une aide financière au gouvernement et un soutien militaire important.

- L'aide financière du FMI comprend 2,45 milliards de dollars de prêts au gouvernement ukrainien pour l'aider à fournir des services essentiels ; le leadership dans la création du compte administré par le FMI pour l'Ukraine, qui a facilité plus de 3,8 milliards de dollars d'aide financière du Canada et de ses partenaires internationaux ; 36. Les contributions militaires comprennent plus d'un milliard de dollars d'aide militaire et de dons d'équipements, notamment des véhicules blindés, un système national avancé de missiles sol-air, 39 véhicules blindés d'appui au combat, quatre obusiers M777, des armes antichars et des armes légères ; et la poursuite de l'opération UNIFIER, qui a formé plus de 35 000 membres des forces de sécurité ukrainiennes depuis 2015

- d'autres soutiens ont inclus 320 millions de dollars d'aide humanitaire ; 96 millions de dollars d'aide au développement pour les institutions gouvernementales ukrainiennes et les organisations de la société civile, et pour fournir des solutions de stockage de céréales pour les agriculteurs ; plus de 81 millions de dollars de soutien aux opérations de déminage, à la sécurisation des installations de stockage nucléaire de l'Ukraine, et à d'autres initiatives de paix et de stabilité ; et la renonciation temporaire à tous les droits sur les importations ukrainiennes.

- Il joue également un rôle de premier plan dans les efforts visant à isoler la Russie de l'économie mondiale et à tenir Poutine et ses acolytes responsables de leur guerre illégale contre l'Ukraine. Les efforts du Canada en matière de sanctions comprennent sanctionner plus de 1 800 personnes et entités depuis février 2022 ; collaborer avec nos partenaires du groupe de travail sur les élites, les mandataires et les oligarques russes (REPO) pour bloquer ou geler des actifs d'une valeur de plus de 58 milliards de dollars provenant de personnes et d'entités sanctionnées ; jouer un rôle clé dans le plafonnement des prix du pétrole et des produits pétroliers russes afin de priver le Kremlin de revenus pour financer sa guerre illégale ; être le premier pays à révoquer le statut de nation la plus favorisée de la Russie et du Belarus, ce qui a permis de réduire les importations en provenance de ces deux pays de plus de 97 % ; mettre en œuvre un nouveau régime, de niveau mondial, permettant au gouvernement fédéral de poursuivre la confiscation et la vente des actifs russes sanctionnés au Canada ; jouer un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à bannir les banques russes du système mondial de traitement des transactions financières SWIFT ; interdire l'importation de produits en aluminium et en acier et d'autres biens essentiels en provenance de Russie ; et interdire l'exportation d'une large gamme de produits vers la Russie et le Belarus, y compris les biens susceptibles d'être utilisés dans la fabrication d'armes.

- depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, il a offert au Canada un refuge sûr pour près de 200 000 citoyens ukrainiens et résidents permanents canadiens d'origine ukrainienne qui rentrent au pays, notamment par le biais de l'autorisation temporaire de voyage d'urgence entre le Canada et l'Ukraine, y compris l'engagement d'allouer un montant supplémentaire de 171,4 millions de dollars sur une période de trois ans

Aide étrangère

Le parti déclare que : - les droits de l'homme et l'État de droit étant menacés par des régimes autoritaires dans le monde entier, le Canada a un rôle important à jouer dans la lutte pour les valeurs que nous chérissons

- en tant que démocratie, le Canada a l'obligation de prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables et aider à construire un monde plus sûr et plus prospère pour tous

- le Canada s'est engagé à améliorer la vie des femmes, des filles et des populations vulnérables dans le monde entier, et à augmenter l'aide au développement international chaque année jusqu'en 2030. Grâce à sa politique féministe d'aide internationale, le Canada a fourni des niveaux élevés d'aide internationale.

En ce qui concerne la croissance économique dans les pays en développement, le parti déclare que : - Le Canada offre des programmes de tarifs préférentiels aux pays en développement depuis les années 1970, afin d'aider ces pays à développer leur économie en exportant des marchandises au Canada

- il propose de mettre à jour et de renouveler le tarif de préférence général et le tarif des pays les moins avancés jusqu'en 2034, et de créer un nouveau tarif de préférence général plus. Ce nouveau programme s'appuiera sur le programme commercial progressiste du Canada et incitera les pays à respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme, de conditions de travail, d'égalité des sexes et de changement climatique

- sa proposition devrait réduire les recettes tarifaires fédérales de 130 millions de dollars sur six ans

- il est gravement préoccupé par les violations persistantes des droits de l'homme à l'encontre des Ouïghours et des minorités musulmanes en Chine, ainsi que par le recours au travail forcé dans le monde entier. Compte tenu de ces préoccupations, il est important que les importateurs remédient aux vulnérabilités de leur chaîne d'approvisionnement et veillent à ce que leur production promeuve les valeurs canadiennes que nous partageons dans le monde entier. Il propose d'introduire une législation d'ici 2024 pour éradiquer le travail forcé des chaînes d'approvisionnement canadiennes et renforcer l'interdiction d'importer des biens produits en recourant au travail forcé.

Anciens combattants et défense

Le parti déclare que : -

pour s'assurer que ceux qui servent notre pays en uniforme continuent d'avoir les ressources dont ils ont besoin, le budget 2022 a pris des mesures importantes pour renforcer les Forces armées canadiennes

- il propose également des mesures décisives pour défendre le Canada et nos institutions publiques contre les menaces et l'ingérence étrangères

- sa politique de défense, Strong, Secure, Engaged, s'engage à garantir au ministère de la Défense nationale (MDN) un financement stable et prévisible. Grâce à la politique Strong, Secure, Engaged et aux augmentations ultérieures du financement, le budget annuel du MDN devrait plus que doubler sur dix ans, passant de 18,6 milliards de dollars en 2016-17 à 39,7 milliards de dollars.

Défense nationale

Dans une lettre de mandat adressée au ministre de la Défense nationale au début de son mandat actuel, le parti a donné pour instruction au ministre que :

- la priorité immédiate du ministère était de prendre des mesures concrètes pour bâtir une Équipe de la Défense inclusive et diversifiée, caractérisée par un milieu de travail sain, exempt de harcèlement, de discrimination, d'inconduite sexuelle et de violence, y compris la présentation des réformes nécessaires sur une base prioritaire pour créer les fondements d'un changement significatif et durable dans les Forces armées canadiennes (FAC), une institution nationale vitale. - Il devait également continuer à faire progresser la vision du parti telle qu'elle est exposée dans Strong, Secure, Engaged : La politique de défense du Canada, et de renforcer les capacités de la nation à anticiper et à répondre aux menaces sur le territoire national et à l'étranger. Dans le cadre de l'engagement du Canada auprès de ses alliés et partenaires, le ministère doit maintenir la forte contribution du Canada à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), assurer un soutien continu aux opérations de paix des Nations Unies et collaborer avec les États-Unis pour moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD).

Le parti déclare que les investissements dans la défense nationale du Canada ont totalisé plus de 55 milliards de dollars sur 20 ans, y compris : - 38,6 milliards de dollars sur 20 ans pour renforcer la défense de l'Amérique du Nord, consolider le soutien du Canada à notre partenariat avec les États-Unis dans le cadre de NORAD, et protéger notre souveraineté dans le Nord

- 2,1 milliards de dollars, et 706 millions de dollars en cours pour la contribution du Canada à l'augmentation du budget commun de l'OTAN
- 1,4 milliard de dollars pour acquérir de nouveaux systèmes d'armes critiques nécessaires pour protéger les Forces armées canadiennes en cas de conflit de haute intensité, y compris la défense aérienne, les capacités antichars et anti-drones
- 605,8 millions de dollars pour reconstituer les stocks de munitions et d'explosifs des Forces armées canadiennes, et pour remplacer le matériel donné à l'Ukraine
- 562,2 millions de dollars pour améliorer les systèmes numériques des Forces armées canadiennes
- jusqu'à 90,4 millions de dollars pour soutenir davantage les initiatives visant à accroître les capacités des Forces armées canadiennes
- 30,1 million de dollars sur quatre ans pour établir à Halifax le nouveau bureau régional nord-américain de l'Accélérateur d'innovation en matière de défense pour l'Atlantique Nord de l'OTAN
- 1,4 milliard de dollars pour moderniser les installations de la Force opérationnelle interarmées 2, l'unité d'élite du Canada chargée de la lutte contre le terrorisme.

Avions de combat

Le parti déclare que : - il a l'intention

d'acquérir 88 avions de combat F-35, pour un coût de 19 milliards de dollars, afin de jouer un rôle essentiel dans la défense de la souveraineté du Canada, la protection de l'Amérique du Nord et le soutien des alliés de la nation dans le monde entier, la livraison du premier avion étant prévue pour 2026

- il a également l'intention d'investir 7,3 milliards de dollars pour moderniser, remplacer et construire de nouvelles infrastructures afin de soutenir l'arrivée des nouveaux F-35. Il s'agit du premier projet approuvé dans le cadre du plan canadien de modernisation du NORAD.

Centre de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité à Montréal

Le parti déclare que : - lors du sommet de l'OTAN de 2022 à Madrid, Montréal a été annoncée comme la ville hôte du nouveau centre de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité, qui réunira les alliés de l'OTAN pour atténuer l'impact du changement climatique sur les activités militaires et analyser les nouveaux défis de sécurité liés au changement climatique, tels que les implications pour l'Arctique canadien

- il propose de fournir 40,4 millions de dollars sur cinq ans, avec 7 millions de dollars en permanence, à Affaires mondiales Canada et au ministère de la Défense nationale pour établir le centre.

Services aux anciens combattants

Le parti déclare qu'il a, au cours de son mandat actuel, investi plus de 11 milliards de dollars pour améliorer les prestations et les services offerts aux anciens combattants et que les demandes de prestations ont augmenté de 47 %, afin de leur fournir des prestations et des services en temps opportun : - investi plus de 11 milliards de dollars pour améliorer les prestations et les services, et que les demandes de prestations ont augmenté de 47 %

- en outre, il propose d'allouer 156,7 millions de dollars sur cinq ans à Anciens Combattants Canada, à la Gendarmerie royale du Canada et au Tribunal des anciens combattants (révision et appel) pour réduire les arriérés et soutenir la prestation de services dans le cadre de plusieurs programmes et services.

Justice pénale et sécurité publique

Dans une lettre de mandat adressée au ministre de la Justice et procureur général du Canada au début de son mandat actuel, le parti a donné des instructions au ministre :

- la première priorité du ministère est de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à un traitement juste et équitable devant la loi, notamment en réformant et en modernisant le système de justice pénale, ce qui inclura des travaux visant à faire progresser les stratégies de lutte contre le racisme systémique et la représentation disproportionnée des peuples autochtones, ainsi que des Canadiens noirs et des membres des communautés marginalisées

- le ministère devrait également donner la priorité à la mise en œuvre de la loi sur la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et à la nomination d'un

interlocuteur spécial pour faire progresser la justice sur les tombes anonymes et s'attaquer à l'héritage des pensionnats indiens.

Bien-être des agents

Pour aider les agents de la sécurité publique à faire face aux événements traumatisants et à réduire le risque de lésions de stress post-traumatique, le parti propose d'accorder 16,7 millions de dollars sur cinq ans à l'Institut canadien de recherche et de traitement pour la sécurité publique, à l'Université de Regina.

Condamnations injustifiées

Le parti estime que dans le système actuel, il peut être trop difficile et trop long pour les personnes qui pensent avoir été condamnées à tort de faire réexaminer leur cas. Le parti déclare qu'il a déposé un projet de loi visant à établir une Commission indépendante de révision des erreurs judiciaires pour remplacer le processus actuel de révision ministérielle et rendre le processus plus efficace et accessible, et propose de fournir 83,9 millions de dollars sur cinq ans à Justice Canada pour la Commission indépendante de révision des erreurs judiciaires.

Crimes financiers

Le parti déclare que : - les crimes financiers graves, tels que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et l'évasion des sanctions financières, menacent la sécurité des Canadiens et l'intégrité de notre système financier. Le

Canada a besoin d'un système complet, réactif et moderne pour contrer ces menaces sophistiquées et en évolution rapide -

il ne soutient pas le fait que le Canada serve de refuge financier aux oligarques ou aux apparatchiks kleptocrates de régimes autoritaires, corrompus ou théocratiques tels que la Russie, la Chine, l'Iran et Haïti, et ne permettra pas que le système financier canadien soit utilisé pour transférer clandestinement et illégalement de l'argent pour financer l'ingérence étrangère au Canada

- au cours de son mandat actuel, le gouvernement fédéral a modernisé le régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/ATF) pour faire face aux risques posés par les nouvelles technologies et les nouveaux secteurs, et a fait des investissements pour renforcer le renseignement financier, le partage d'informations et la capacité d'enquête du Canada

- le régime

national AML/ATF doit continuer à être renforcé afin de lutter contre les menaces complexes et évolutives auxquelles notre démocratie est confrontée.

Le parti propose des modifications au Code criminel et à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT) afin de renforcer les outils d'enquête, d'application de la loi et de partage de l'information du régime canadien de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes :

-

donner aux services répressifs la possibilité de geler et de saisir des actifs virtuels soupçonnés d'être liés à la criminalité

- l'amélioration de l'échange de renseignements financiers entre les services répressifs et l'Agence du revenu du Canada (ARC), et entre les services répressifs et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE)

- l'introduction d'une nouvelle infraction consistant à structurer des opérations financières pour éviter les déclarations au CANAFE

- le renforcement du cadre d'enregistrement, y compris par la vérification du casier judiciaire, renforcer le cadre d'enregistrement des cambistes et des autres entreprises de transfert de fonds afin de prévenir les abus

- criminaliser l'exploitation d'entreprises de transfert de fonds non enregistrées

- conférer au CANAFE le pouvoir de diffuser des analyses stratégiques relatives au financement des menaces pour la sécurité du Canada

- offrir une protection contre les dénonciations aux employés qui communiquent des informations au CANAFE et élargir l'utilisation des rapports de non-conformité par le CANAFE dans le cadre d'enquêtes criminelles

- imposer au secteur financier l'obligation de communiquer au CANAFE des informations relatives à des sanctions.

Conformément aux exigences de la loi sur le recyclage des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement du terrorisme (LRPCFAT), le parti propose en outre : - une consultation publique qui examinera les moyens d'améliorer le système canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/ATF), y compris les moyens par lesquels les gouvernements peuvent mieux utiliser les outils existants pour saisir les produits de la criminalité, et le besoin potentiel de nouvelles mesures, telles que les ordonnances sur les fortunes inexplicables

- pour contrer l'utilisation de sociétés fictives canadiennes anonymes pour dissimuler la véritable propriété des biens, des entreprises et d'autres actifs de valeur, mise en œuvre d'un registre public et consultable des propriétaires réels des sociétés fédérales d'ici la fin de 2023

- modification de la loi canadienne sur les sociétés par actions et d'autres lois, notamment la loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement du terrorisme et la loi de l'impôt sur le revenu, afin de mettre en œuvre un registre des propriétaires réels accessible au public par l'intermédiaire du projet de loi C-42.

Le parti propose également :

- examiner le mandat du CANAFE pour déterminer s'il devrait être élargi à la lutte contre l'évasion des sanctions et fournira une mise à jour dans la mise à jour économique et financière de l'automne 2023, et si le mandat du CANAFE devrait être élargi pour inclure le financement des menaces à la sécurité nationale et économique du Canada dans le cadre de l'examen parlementaire
- pour renforcer la capacité du Canada à répondre aux cas complexes de criminalité financière, établir une nouvelle Agence canadienne de lutte contre les crimes financiers (ACLF) et fournir 2 millions de dollars à Sécurité publique Canada pour entreprendre ce travail. L'ACCP deviendra le principal organisme d'application de la loi au Canada pour lutter contre la criminalité financière. Elle réunira l'expertise nécessaire pour augmenter le nombre d'accusations, de poursuites et de condamnations en matière de blanchiment d'argent, ainsi que les résultats en matière de confiscation d'actifs au Canada. Ces mesures permettront de relever les principaux défis opérationnels identifiés dans les examens nationaux et internationaux du régime canadien de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Sécurité publique

Dans la lettre de mandat qu'il a adressée au ministre de la Sécurité publique au début de son mandat actuel au gouvernement, le parti a donné les instructions suivantes au ministre :

- tout en continuant à soutenir le travail important des forces de l'ordre, le ministère devrait également donner la priorité à la réforme des services de police afin de lutter contre le racisme systémique et de veiller à ce que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) réponde aux besoins des communautés qu'elle sert, et à ce que la GRC poursuive ses efforts pour transformer sa culture et créer une culture de la responsabilité, de l'équité, de la diversité et de l'inclusion.
- le ministère devrait également prendre des mesures pour moderniser et maintenir l'intégrité des frontières du Canada, faire face à des menaces complexes et évolutives, y compris pour notre économie, et protéger nos intérêts en matière de sécurité nationale.

Pandémies et urgences sanitaires

Le parti déclare qu'au cours de son mandat actuel :

- il a engagé des fonds importants pour la revitalisation du secteur canadien de la biofabrication par le biais d'une stratégie sur la biofabrication et les sciences de la vie, incluant jusqu'en 2023 plus de 1,8 milliard de dollars dans 32 projets de vaccins, de thérapies et de biofabrication à travers le Canada, ainsi que 127 millions de dollars pour la modernisation de laboratoires spécialisés dans les universités à travers le pays
- l'écosystème des sciences de la vie qu'il est en train de construire attire des investissements majeurs de la part d'entreprises mondiales de premier plan, y compris Moderna, AstraZeneca, et Sanofi.

Pour poursuivre ses efforts, le parti propose :

- d'explorer de nouvelles façons d'être plus efficaces dans le développement et la production de vaccins, de thérapies et d'outils de diagnostic qui seraient nécessaires pour les futures urgences sanitaires, en commençant par consulter des experts canadiens et internationaux sur la meilleure façon d'organiser nos efforts de préparation pour les années à venir

Garde côtière

Le parti déclare que pour mener à bien des tâches telles que la recherche et le sauvetage et les opérations de déglacage, la Garde côtière canadienne exploite 117 navires et 22 hélicoptères.

Afin de soutenir l'expansion de la flotte de la Garde côtière dans les décennies à venir, le parti propose de fournir 119,6 millions de dollars sur cinq ans, avec 102,1 millions de dollars d'amortissement

restant et 17,4 millions de dollars en cours, à Pêches et Océans Canada pour renforcer l'intégrité de sa flotte d'hélicoptères et s'assurer que la Garde côtière canadienne dispose de l'infrastructure et du soutien nécessaires pour embaucher et former le personnel.

Réponse aux catastrophes naturelles

Le parti déclare que : - en raison du

changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient, laissant souvent derrière eux de graves dommages aux habitations et aux communautés

- les réalités uniques des catastrophes naturelles font qu'il est difficile de les assurer, ce qui rend certains Canadiens vulnérables sur le plan financier

Le parti propose :

- de lancer, en partenariat avec les provinces et les territoires, une nouvelle approche pour combler les lacunes en matière de protection contre les catastrophes naturelles, et notamment, dans un premier temps, de fournir 31,7 millions de dollars sur trois ans à Sécurité publique Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour collaborer avec le ministère des Finances du Canada à la mise en place d'un programme d'assurance contre les inondations à faible coût, visant à protéger les ménages exposés à un risque élevé d'inondation et qui n'ont pas accès à une assurance adéquate. Il s'agirait

notamment d'offrir une réassurance par l'intermédiaire d'une société d'État fédérale et d'un programme distinct de subventions à l'assurance

- en faisant participer les provinces et les territoires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un tel programme, ainsi qu'aux exigences relatives à sa viabilité financière à long terme, y compris le partage des coûts et l'atténuation des risques. Parallèlement, le ministère des Finances et Sécurité publique Canada collaboreront avec l'industrie pour trouver des solutions à l'assurance contre les tremblements de terre et à d'autres défis évolutifs du marché de l'assurance liés au climat
- afin de sensibiliser les gens aux risques d'inondation, le ministère fournira 15,3 millions de dollars sur trois ans à Sécurité publique Canada pour créer un portail en ligne accessible au public, où les Canadiens pourront obtenir des informations sur leur exposition aux inondations.

Actifs cryptographiques

Le parti déclare que :

- les turbulences actuelles sur les marchés des crypto-actifs et les récentes faillites très médiatisées de la plateforme d'échange de cryptomonnaies FTX et de Signature Bank ont démontré que les crypto-actifs peuvent menacer le bien-être financier des personnes, la sécurité nationale ainsi que la stabilité et l'intégrité du système financier mondial.
- pour protéger les Canadiens des risques liés aux crypto-actifs, il est manifestement nécessaire que les différents niveaux de gouvernement jouent un rôle actif pour combler les lacunes en matière de protection des consommateurs et les risques qui pèsent sur notre système financier.
- elle travaille en étroite collaboration avec les régulateurs et les partenaires provinciaux et territoriaux pour protéger les Canadiens des risques liés aux crypto-monnaies, notamment en ce qui concerne leur détention par les régimes de retraite.

Sécurité des frontières

Le parti déclare que :

- pour promouvoir le tourisme international, il propose d'étendre l'éligibilité au Programme d'autorisation de voyage électronique aux voyageurs de confiance à faible risque provenant de pays supplémentaires soumis à l'obligation de visa - un service qui n'est actuellement disponible qu'au Brésil. Cette mesure contribuera à faire du Canada une destination plus attrayante pour les voyageurs de confiance, tout en permettant au gouvernement de concentrer ses ressources là où c'est le plus important, par exemple sur le contrôle des voyageurs présentant un risque plus élevé. Le coût de cette mesure est de 50,8 millions de dollars sur quatre ans en recettes non perçues.

Demandeurs d'asile

Le parti déclare que : - l'accès à une représentation juridique, à des informations et à des conseils garantit que le processus d'asile canadien est équitable pour tout le monde et rend le processus plus efficace. Pour les demandeurs d'asile qui ne sont pas en mesure de payer pour un soutien juridique, le gouvernement fédéral aide à financer les services d'aide juridique en partenariat avec les provinces et les territoires

- à cette fin, il propose de fournir 43,5 millions de dollars en 2023-24 à Justice Canada pour maintenir le soutien fédéral aux services d'aide juridique en matière d'immigration et de statut de réfugié



Le rôle du gouvernement

Le parti n'a pas publié de déclaration officielle concernant ses politiques sur le rôle du gouvernement dans le contexte du sens et du but de la vie.

Gestion et responsabilité

Plan fiscal

Le parti déclare que : - la

- reprise après la pandémie de COVID-19 sera difficile. Les Canadiens ont assez souffert et les gens ordinaires ne devraient pas avoir à payer pour la reprise
- grâce aux politiques des gouvernements précédents, de bons emplois, un environnement propre, des soins de santé de qualité et une retraite digne sont plus éloignés que jamais pour de nombreux Canadiens -
- il est fier d'avoir un plan fiscal qui lancera la reconstruction, tout en rendant la vie plus facile pour les gens ordinaires. - Jagmeet et l'équipe néo-démocrate sont prêts à faire payer aux plus riches leur juste part de la reprise, tout en apportant l'aide dont les gens ont besoin dès maintenant

Reprise économique

Le parti déclare que : - pour rebondir après le COVID-19, il est essentiel de faire des investissements qui portent leurs fruits là où cela compte, c'est-à-dire dans les communautés et les familles. Son plan prévoit des investissements historiques pour relancer l'économie.

la croissance économique, le retour à l'emploi et l'amélioration de la vie pour tous

- Le renforcement des services publics, la création de bons emplois dans chaque communauté et l'aide à ceux qui en ont le plus besoin sont au cœur de son plan de relance

- ses mesures progressives en matière de recettes et de dépenses réduiront les inégalités et contribueront à rendre la vie plus abordable pour les citoyens ordinaires

- dans tous les cas, il gèrera la dette et les déficits de manière responsable, en empruntant si nécessaire pour reconstruire et défendre les services sur lesquels comptent les Canadiens et leurs familles, et en s'efforçant d'atteindre l'équilibre lorsqu'il est prudent de le faire.

En aidant les provinces dans les domaines de l'assurance-médicaments, des soins de santé et de la garde d'enfants, il contribuera à alléger la pression sur la viabilité budgétaire qui pèse sur la grande majorité des provinces canadiennes.

Recettes

Le parti déclare que : -

son approche en matière de recettes fera passer les gens en premier, s'attaquera à la crise de l'inégalité à laquelle notre pays est confronté, renforcera l'intégrité du système fiscal et veillera à ce que les grandes entreprises rentables ne soient pas pénalisées par des mesures d'austérité.

Les sociétés et les plus riches paieront un peu plus

- alors que les sociétés rentables bénéficient d'allègements fiscaux, les familles canadiennes restent à la traîne. Il propose de ramener les réductions de l'impôt sur les sociétés à leur niveau de 2010, soit 18 %, tout en maintenant le taux d'imposition des petites entreprises à son niveau actuel

- pour les personnes ayant les revenus les plus élevés au Canada (celles qui gagnent plus de 210 000 dollars),

Pour rendre le système fiscal plus juste et plus progressif, il propose également d'augmenter le montant des bénéfices d'investissement soumis à l'imposition des plus-values à 75 %, soit le taux qui était en vigueur en 2000 : 88 % de cet avantage d'un milliard de dollars va actuellement au 1 % des Canadiens les plus riches

- il renforcera également l'application de la législation pour arrêter les fraudeurs fiscaux et autres personnes qui ont profité trop longtemps des paradis fiscaux offshore, notamment en obligeant les sociétés à prouver la substance économique de leurs transactions offshore, en supprimant les échappatoires fiscales telles que la déduction des options d'achat d'actions des PDG, et en révisant et reprofilant les dépenses fiscales qui ne profitent pas aux Canadiens ordinaires

- pour aider à lutter contre la spéculation immobilière, il préconise une taxe de 20 % sur les achats de biens immobiliers résidentiels par des sociétés étrangères ou des personnes qui ne sont pas des citoyens ou des résidents permanents.

Réforme fiscale

Le parti déclare que : - les services

gouvernementaux importants doivent être financés de manière durable

- la pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités en matière d'impôts et de services encore plus qu'auparavant. Alors que des millions de familles et de petites entreprises ont été poussées au bord du gouffre pendant la pandémie, les milliardaires canadiens se sont enrichis de 78 milliards de dollars depuis le premier blocage en 2020 - et ce n'est pas fini.

Le parti préconise -

pour protéger les budgets familiaux et obliger les grandes entreprises et les grands pollueurs à commencer à payer ce qu'ils doivent, augmenter les recettes grâce à des sources d'imposition nouvelles, justes et progressives afin de réaliser les investissements dont les Canadiens ont besoin pour prospérer

- pour empêcher les profits pendant la pandémie, un impôt temporaire sur les bénéfices excédentaires COVID-19 qui impose une taxe supplémentaire de 15 % sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises pendant la pandémie,

pour rendre le système fiscal plus équitable et s'assurer que les individus les plus riches paient leur juste part, augmenter le taux d'inclusion des gains en capital à 75 %

, augmenter de deux points le taux marginal d'imposition le plus élevé, mettre en œuvre une taxe sur les produits de luxe sur des choses telles que les yachts et les jets privés, et un nouvel impôt sur la fortune.

- pour garantir que les grandes entreprises rentables contribuent aux services et infrastructures importants, ramener les réductions de l'impôt sur les sociétés de trois points de pourcentage aux niveaux de 2010

- veiller à ce que les géants de l'internet comme Facebook, Google et Amazon paient leur juste part d'impôts, comme les autres entreprises

- renforcer l'intégrité de notre système fiscal et lutter contre l'évasion fiscale, en prenant des mesures pour combler les lacunes, notamment en supprimant les actions au porteur, en obligeant les entreprises à prouver la raison économique de leurs transactions à l'étranger et en améliorant la transparence des impôts payés par les grandes entreprises

- augmenter le financement de la section d'exécution de l'Agence du revenu du Canada chargée de la fiscalité internationale et de la fiscalité des entreprises, afin que les entreprises ne puissent pas se soustraire aux nouvelles mesures

- réaliser des investissements pour gérer la dette et les déficits de manière responsable, en empruntant lorsque cela est nécessaire pour défendre des services importants et en se rapprochant de l'équilibre à l'avenir lorsque cela s'avère prudent

Réforme électorale

Le parti déclare que : - Des générations de Canadiens ont mis en place des institutions démocratiques solides, mais le système électoral uninominal à un tour est dépassé et ne fonctionne pas aussi bien qu'il le devrait. Trop souvent, la majorité
Les gouvernements sont élus avec seulement une minorité de voix, ce qui laisse de nombreuses personnes désillusionnées, avec le sentiment que leur voix n'est pas entendue
- le parti actuellement au pouvoir a promis de mettre en place une réforme qui garantirait que chaque vote, et de faire de 2015 la toute dernière élection fédérale à se dérouler selon le système uninominal à un tour, soit la dernière élection fédérale à se dérouler selon le système uninominal à un tour.
Mais une fois au pouvoir, il n'a pas tenu cette promesse et a tourné le dos aux réformes démocratiques progressistes. -
Pour rendre le système électoral plus équitable et garantir que le vote de chacun compte, il s'est engagé à mettre en œuvre la représentation proportionnelle mixte, y compris la création d'une assemblée citoyenne indépendante chargée de recommander la meilleure façon de la mettre en œuvre pour les prochaines élections, afin de garantir à la fois une représentation locale et un gouvernement fédéral qui reflète les intérêts de la population et des citoyens.

Les jeunes sont de plus en plus engagés dans le monde, et beaucoup s'inquiètent d'un avenir marqué par des inégalités croissantes et un changement climatique catastrophique : souvent, ils se voient payer le prix fort pour les décisions prises aujourd'hui par les gouvernements. Ils devraient avoir leur mot à dire sur leur avenir : s'ils sont en âge de travailler et de payer des impôts, ils sont en âge de voter. Il est temps d'abaisser l'âge du vote à 16 ans
- pour répondre à la menace d'ingérence extérieure dans les élections, il préconise des mesures pour lutter contre la publication de désinformation et de "fake news" en ligne, le parti préconise d'obliger les plateformes de médias sociaux à assumer leur responsabilité en signalant et en supprimant les comptes frauduleux, et à répondre rapidement au harcèlement, aux menaces et aux discours de haine.

Responsabilité du gouvernement

Le parti déclare que :

- un gouvernement éthique est essentiel pour une démocratie saine, et lorsque les gens perdent cette confiance, tout le monde en souffre.
- Il préconise des mesures immédiates pour renforcer la responsabilité, mettre fin aux avantages accordés aux initiés et supprimer l'influence des grandes fortunes sur le gouvernement
- . Le régime des conflits d'intérêts doit être solide, complet et imposer de véritables sanctions lorsque les hommes politiques enfreignent les règles. Il préconise des sanctions plus sévères et l'interdiction des événements "argent contre accès" afin d'empêcher les fonctionnaires d'accepter des dons de la part de toute personne dont les intérêts privés pourraient être favorisés par leurs décisions. Les poursuites contre les entreprises criminelles doivent être approfondies et totalement indépendantes de toute ingérence politique
 - il préconise de travailler avec les provinces pour abolir le Sénat, qui est antidémocratique, n'a pas de comptes à rendre et ne représente pas le peuple, et entre-temps d'empêcher les sénateurs de retarder la législation qui a déjà été adoptée par les membres élus du Parlement
 - il préconise l'introduction d'un filtre éthique, social et environnemental sur les marchés publics, afin que les Canadiens puissent être sûrs que l'argent de leurs impôts n'est pas utilisé pour financer des projets d'intérêt public.
- payer des pots-de-vin dans des pays étrangers, ou la pollution qui devra être nettoyée plus tard
- il préconise également d'habiliter l'auditeur général à examiner la publicité gouvernementale financée par le contribuable pour s'assurer qu'elle est non partisane.

Services

Le parti préconise - le rétablissement de la distribution du courrier en porte-à-porte dans toutes les communautés qui l'ont perdue sous les gouvernements précédents, et sa protection contre les coupes futures en tant que service important
- la mise en œuvre d'une garantie de service, exigeant des ministères qu'ils établissent et publient des normes de service contraignantes pour l'assurance-emploi, l'aide aux anciens combattants, les services aux indigènes, les passeports, les centres d'appel de l'ARC et d'autres services.

Paix et relations internationales

Le parti estime que les intérêts canadiens sont mieux servis par une politique étrangère forte et fondée sur des principes, basée sur les droits de l'homme, le multilatéralisme et les meilleurs intérêts de la paix et de la sécurité mondiales.

Le parti déclare que :

- il préconise de tenir tête à la Chine en adoptant une stratégie forte et cohérente pour défendre les intérêts canadiens sur le territoire national et à l'étranger, notamment en collaborant avec les alliés de la nation pour mener une réponse internationale solide et coordonnée au mépris de l'État de droit par la Chine, en dénonçant les violations des droits de l'homme commises par la Chine, en soutenant les demandeurs d'asile pro-démocratiques de Hong Kong et en apportant un soutien coordonné aux personnes menacées par des entités chinoises au Canada

- elle estime que le Canada a un rôle important à jouer pour aider les plus vulnérables dans le monde. Sous le gouvernement actuel, les dépenses d'aide internationale ont atteint leur niveau le plus bas depuis 50 ans. Il s'est engagé à porter l'aide internationale au développement à 0,7 % du revenu national brut

- Le Canada doit également faire sa juste part pour contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies pour 2030, notamment en réduisant la pauvreté, en garantissant un travail décent, en protégeant les droits des communautés autochtones et en soutenant la paix et la justice dans le monde

- Le Canada a un rôle important à jouer en veillant à ce que des stratégies à long terme soient mises en place pour renforcer les systèmes de santé dans les pays en développement, notamment en contribuant davantage à l'initiative de l'Union européenne en matière de santé.

le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour mettre fin à ces épidémies et soutenir les systèmes de soins de santé dans les pays en développement.

- elle s'engage à faire de la défense des droits des femmes et des filles un objectif central de la politique étrangère, et elle intensifiera ses efforts pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes à l'étranger, avec une forte implication de l'Union européenne dans la lutte contre la pauvreté.

Il préconise un programme international de promotion des droits, de la sécurité et de l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles, notamment en veillant à ce que les femmes aient un siège à la table des négociations de paix

- il préconise d'exiger des entreprises canadiennes qu'elles respectent des normes élevées en matière de responsabilité sociale sur leur territoire et à l'étranger

- il préconise de faire du Canada une force pour la paix, notamment en soutenant le désarmement nucléaire, reconnaissant que les Palestiniens et les Israéliens ont le droit de vivre en sécurité, il propose d'œuvrer en faveur d'une solution juste et durable à deux États entre Israël et la Palestine, dans le respect des droits de l'homme et du droit international. -

Le Canada doit jouer un rôle actif et constructif pour faire avancer la paix, en commençant par suspendre les ventes d'armes à Israël jusqu'à la fin de l'occupation illégale

- le Canada doit également jouer un rôle de leader mondial en aidant les pays à faible revenu à faire face aux impacts du changement climatique, y compris en finançant la protection des personnes qui sont les plus vulnérables au changement climatique.

les plus vulnérables au changement climatique, ainsi qu'en respectant de nouveaux objectifs ambitieux de réduction des émissions sur le territoire national.

Commerce extérieur

Le parti déclare que : -

que le commerce est essentiel à la réussite économique nationale

- cependant, les accords commerciaux doivent être équitables, respecter les droits de l'homme, protéger l'environnement et donner la priorité aux intérêts des travailleurs et des communautés du Canada

- il soutient un commerce équitable qui élargit les opportunités dans toutes les régions du pays, tout en protégeant nos industries et en faisant respecter les normes du travail, les protections environnementales et les droits de l'homme dans le monde entier

- il défendra toujours les travailleurs canadiens, protégera la gestion de l'offre et s'opposera aux tarifs douaniers injustes.

Le parti prône - la

transparence dans les négociations commerciales, afin que les Canadiens puissent comprendre clairement les coûts et les avantages de tout accord proposé et avoir leur mot à dire avant qu'il ne soit signé

- un engagement public

direct sur les coûts et les avantages attendus des accords commerciaux potentiels, ainsi que la garantie que tous les accords commerciaux sont conformes à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

- évaluer tous les accords commerciaux potentiels en fonction de leur impact social, environnemental et sexospécifique sur les Canadiens

- veiller à ce que les accords commerciaux comportent des protections applicables en matière de travail, de droits de l'homme et d'environnement, y compris une protection contre les mesures susceptibles d'augmenter le coût des produits pharmaceutiques, d'affaiblir les protections culturelles ou de porter atteinte aux droits à la vie privée

- protéger les entreprises canadiennes qui s'efforcent de passer à des processus à faible émission de carbone, et procéder à des ajustements frontaliers en matière de carbone afin d'égaliser les conditions de concurrence pour les importations en provenance de régions qui n'appliquent pas de prix sur le carbone.

- moderniser les systèmes de recours commerciaux et veiller à ce que les syndicats soient pleinement habilités à agir dans les affaires commerciales et à engager des litiges commerciaux, comme c'est le cas dans d'autres pays

Défense nationale et anciens combattants

Les vétérans

Le parti déclare que : -

en l'honneur du service qu'ils ont rendu, les anciens combattants canadiens devraient bénéficier des meilleurs soins et du meilleur soutien possibles lorsqu'ils rentrent chez eux

- les gouvernements précédents ont refusé et récupéré des prestations, traîné des anciens combattants devant les tribunaux et réduit l'accès aux soins de base, sans améliorer les longues listes d'attente et en laissant des milliards d'euros de crédits non dépensés. Des années de procès et de promesses non tenues ont aggravé la déception et la méfiance des vétérans.

- Le parti plaide en faveur d'un système de soins de base : - travailler avec les vétérans pour concevoir un système qui offre des avantages équitables à tous les vétérans, y compris un accès égal aux pensions à vie
- mettre fin aux arriérés et mettre en œuvre une prestation de services personnalisée et de haute qualité en fournissant un assistant social pour vingt-cinq vétérans, en embauchant davantage de décideurs en matière d'invalidité, en mettant en œuvre des approbations automatiques pour les blessures les plus courantes et en améliorant les services fournis par téléphone et en ligne
 - fournir des soins et un soutien au moment de la séparation et veiller à ce que les avantages soient en place avant la libération du service
- travailler avec les partenaires des services communautaires et la communauté des anciens combattants pour mettre fin au sans-abrisme des anciens combattants.
 - veiller à ce que les impôts affectés aux soins des anciens combattants soient effectivement dépensés à cette fin, et reporter automatiquement toutes les dépenses annuelles non utilisées dans le domaine des affaires des anciens combattants
 - rendre le médiateur des vétérans totalement indépendant afin qu'il puisse rendre compte de manière transparente et directe au public

Défense

Le parti déclare que : - Les

militaires canadiens assument trois rôles importants : défendre la nation, protéger les Canadiens au pays et contribuer à un monde plus stable et plus pacifique par des opérations à l'étranger

. Pendant la pandémie, les militaires ont assumé le rôle crucial de fournir des soins à nos aînés dans les établissements de soins de longue durée, Elle préconise de veiller à ce que nos troupes disposent de l'équipement, de la formation et du soutien dont elles ont besoin pour accomplir les tâches difficiles et dangereuses qui leur sont confiées, notamment en veillant à ce que

Il préconise un financement adéquat pour soutenir la défense nationale et les engagements internationaux, avec une priorité renouvelée pour faire progresser les initiatives multilatérales de maintien de la paix dans le monde

- il préconise de porter les délais d'intervention en matière de recherche et de sauvetage au niveau des normes internationales, et de veiller à ce que les capacités soient suffisantes pour répondre aux besoins du Nord
- lors de la passation de marchés pour de nouveaux équipements militaires, y compris des navires et des avions de chasse, il veillera à maximiser les retombées industrielles et l'emploi, Il s'oppose à la privatisation des services sur les bases des Forces canadiennes

. Il envisage une armée où les membres des Forces armées canadiennes peuvent travailler en toute sécurité, obtenir le soutien dont ils ont besoin et compter sur des politiques équitables pour régir leur travail, notamment en faisant du soutien à la santé mentale des membres et de leurs familles une priorité

Pour soutenir les victimes de comportements sexuels répréhensibles et mettre fin à la culture du silence et de l'impunité qui s'étend jusqu'au sommet de la chaîne de commandement, elle mettra immédiatement en œuvre les recommandations du rapport Deschamps, notamment en mettant en place un contrôle indépendant.

et l'obligation de rendre compte en cas de harcèlement et d'agression sexuels dans l'armée

- il veillera également à ce que les efforts de recrutement et de fidélisation des forces armées canadiennes reflètent la diversité du Canada
- enfin, il reformera le principe de l'universalité du service pour veiller à ce que les membres des forces armées canadiennes malades ou blessés ne soient pas injustement écartés du service

Justice pénale et sécurité publique

Sécurité publique et réconciliation

Le parti déclare que : - il

croit que le gouvernement doit travailler pour mettre fin à la discrimination systémique contre les peuples autochtones dans le système judiciaire

- conformément aux appels à l'action 30, 31 et 32 de la Commission de vérité et réconciliation, il propose de supprimer la plupart des peines minimales obligatoires, d'accroître le pouvoir discrétionnaire des juges lors de la détermination de la peine, de veiller à ce que les programmes de mise en liberté sous caution soient culturellement appropriés, de renforcer le financement des programmes de justice communautaire qui mettent l'accent sur la guérison et la justice réparatrice plutôt que sur l'incarcération, Il travaillera avec les communautés indigènes pour améliorer la sécurité des communautés et développera une stratégie de justice et de police pour les Premières Nations, y compris en faisant de la police des Premières Nations un service essentiel avec un financement à long terme, suffisant et équitable, tout en prenant des mesures pour mettre fin aux pratiques

policières discriminatoires telles que le fichage

avec les Inuits pour élaborer une stratégie à long terme visant à recruter et à conserver des locuteurs inuits et inuktitut pour travailler dans des fonctions de sécurité communautaire

- il préconise le maintien et le renforcement de la directive sur les litiges civils impliquant des peuples autochtones, afin de mettre fin aux batailles juridiques coûteuses et contradictoires avec les communautés autochtones

Sécurité publique

Le parti déclare que - la construction d'un sentiment de sécurité communautaire ne se limite pas à l'absence de crime - il s'agit de s'assurer que tout le monde compte, que nous nous attaquons aux causes profondes de la criminalité, et que le système d'éducation et de formation de l'Union européenne est efficace.

Si le système judiciaire traite tout le monde de manière équitable

- en se concentrant sur l'augmentation de l'inclusion sociale, la promotion de la santé publique, la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation, le logement abordable et l'augmentation de l'engagement des jeunes - le risque de criminalité est réduit. Mais lorsque la criminalité menace et que la sécurité est menacée, le gouvernement fédéral peut faire beaucoup plus pour protéger les Canadiens et favoriser des communautés plus sûres à long terme

- la responsabilité de la police est un moyen important de rendre nos communautés plus sûres. Il est grand temps de mettre en place une surveillance civile robuste et indépendante de la GRC.

Le parti préconise

- un examen du budget de la GRC et de la Loi sur la GRC afin de garantir la responsabilité publique

- la publication de tous les incidents de recours à la force par la GRC un examen complet de ces pratiques

- pour mettre fin à la violence policière, la mise en œuvre d'une norme fédérale de recours à la force avec une politique de tolérance zéro pour le recours inapproprié à la force, et la révision de la formation de la police fédérale pour s'assurer que chaque agent reçoit une formation solide et continue sur la désescalade, les préjugés implicites et l'interculturel tout au long de sa carrière

- un investissement accru dans les interventions non policières, telles que la santé mentale et les soutiens aux toxicomanes

- les victimes devraient avoir accès à des services et à des aides tels que le conseil, l'orientation, les services de police et les services judiciaires, et avoir leur mot à dire dans les décisions qui peuvent avoir une incidence sur leur sécurité -

pour faire face à la sécurité nationale, y compris l'ingérence et l'espionnage étrangers, le terrorisme et la cybercriminalité, en travaillant avec des alliés internationaux, en renforçant la surveillance en temps réel des services de sécurité, en respectant pleinement la vie privée et les droits de tous les Canadiens en vertu de la Charte, et en renforçant la protection des Canadiens qui sont victimes d'ingérence et de menaces étrangères

Le suprématisme blanc

Le parti déclare que : - il

est temps que le gouvernement fédéral s'attaque au suprématisme blanc, au terrorisme et à la menace croissante des crimes de haine ciblant les communautés

- il préconise un travail immédiat pour garantir que toutes les grandes villes disposent d'unités spécialisées dans les crimes de haine au sein des forces de police locales, et pour convoquer un groupe de travail national pour lutter contre la haine en ligne

- pour réduire le nombre de vies perdues à cause des crimes commis avec des armes à feu,

pour protéger les communautés contre les gangs, il préconise de garantir l'accès des communautés au financement de projets antigang qui contribuent à dissuader les jeunes à risque de rejoindre les gangs

- pour lutter contre la radicalisation, il s'agit d'empêcher les jeunes de devenir la proie de l'extrémisme violent, notamment en soutenant les initiatives menées par les communautés

Crimes et délits

Le parti déclare que : - Le

Canada reste confronté à un système judiciaire surchargé, lent et qui ne traite pas tout le monde de manière équitable

- il préconise de restaurer l'indépendance du pouvoir judiciaire en réduisant le recours aux peines minimales obligatoires et en permettant aux juges de première instance de disposer d'un plus grand pouvoir discrétionnaire dans la détermination des peines

- pour faire progresser la réconciliation, il préconise de veiller à ce que les principes de l'arrêt Gladue soient appliqués de manière cohérente dans les procédures judiciaires, et de soutenir l'importance des approches communautaires et de la justice réparatrice

- il expurgera de manière proactive les casiers judiciaires des Canadiens reconnus coupables de possession mineure de cannabis. Trop de personnes sont encore accablées par des

casiers judiciaires pour simple possession - des casiers qui affectent leurs opportunités d'emploi et leur capacité à voyager

- pour s'assurer que les plus vulnérables ont accès à la justice, il préconise une augmentation du financement fédéral pour les programmes d'aide juridique à travers le pays.



Rôle du gouvernement

Le parti affirme que :

- une nation doit être fondée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet national commun et de partage des mêmes valeurs. Ce n'est que lorsque ces sentiments sont largement partagés que nous pouvons développer la confiance et la compréhension commune nécessaires au fonctionnement de notre société et de nos institutions
- au cours des dernières décennies, le gouvernement du Canada a poursuivi une politique de multiculturalisme officiel qui encourage les immigrants à conserver les valeurs et la culture qu'ils ont laissées derrière eux au lieu de s'intégrer dans la société canadienne et d'adopter les valeurs et la culture canadiennes
- le gouvernement actuel a poussé cette idéologie encore plus loin, jusqu'à une forme de multiculturalisme extrême, Dans une société libre, les immigrants ont le droit de chérir et de conserver leur héritage culturel. Toutefois, cela ne signifie pas que nous ayons l'obligation de les aider à le préserver, avec des programmes gouvernementaux et l'argent des contribuables. La grande majorité des Canadiens s'attend à juste titre à ce qu'ils apprennent notre histoire et notre culture, qu'ils maîtrisent l'une de nos langues officielles et qu'ils adoptent des valeurs canadiennes largement partagées
- nos valeurs distinctes comprennent : la démocratie ; les droits et libertés individuels, y compris la liberté de croyance religieuse et la liberté de critiquer la religion ; l'égalité entre les hommes et les femmes ; le traitement égal de tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle ; l'État de droit ; la séparation de l'État et de la religion ; la tolérance et le pluralisme ; et la loyauté envers la société dans son ensemble plutôt qu'envers son clan ou sa tribu
- Si nous voulons maintenir l'unité de notre pays et assurer la cohésion sociale, nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit en tant que Canadiens, et non pas sur ce qui nous divise.

Gestion budgétaire

Le parti déclare que :

- en 2020-2021, le gouvernement fédéral a enregistré un déficit de 354 milliards de dollars, et la dette nette du Canada a dépassé pour la première fois les 1 000 milliards de dollars
- pendant la pandémie, le gouvernement a ajouté des centaines de milliards de dollars au déficit, de sorte qu'en 2024, le total atteindra le chiffre record de 1.2 000 milliards de dollars (1 200 milliards de dollars)
- ces déficits ont été entièrement financés par l'argent imprimé par la Banque du Canada, ce qui a, comme on pouvait s'y attendre, alimenté l'inflation et contraint la Banque à relever ses taux d'intérêt
- les Canadiens paient le déficit indirectement, en augmentant les prix de tous les biens et services
- selon les données publiées en 2021 par le directeur parlementaire du budget, si les politiques actuelles ne sont pas ajustées, le gouvernement fédéral ne retrouvera l'équilibre budgétaire qu'en 2070. Un bébé né en 2021 a déjà une dette de plus de 26 000 dollars envers le gouvernement fédéral.

Les partisans du parti :

- afin d'éviter de transmettre la dette à nos enfants, réduire les dépenses de manière agressive et équilibrer le budget le plus rapidement possible
- annuler les nouveaux programmes de dépenses annoncés par le gouvernement actuel
- éliminer le déficit d'ici la fin d'un premier mandat en faisant preuve de prudence fiscale et en réduisant les dépenses, y compris les aides aux entreprises, l'aide au développement à l'étranger, la CBC, les paiements de péréquation, dépolitiser le système fiscal et le rendre plus simple et plus équitable, notamment en éliminant les mesures fiscales ciblées qui sont inefficaces et ne servent aucun objectif de politique publique impérieux
- réduire l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les plus-values des particuliers une fois le déficit éliminé, sur plusieurs budgets, dans la mesure où la marge de manœuvre budgétaire le permet.

Parties, territoires et municipalités

Le parti déclare que :

- l'objectif initial du système de péréquation était de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à un niveau similaire de services de la part de leur gouvernement provincial, qu'ils vivent dans des provinces riches ou pauvres, et d'unifier le pays
- dans la pratique actuelle, les paiements de péréquation encouragent les provinces bénéficiaires à maintenir de vastes secteurs publics, Dans la pratique actuelle, les paiements de

péréquation encouragent les provinces bénéficiaires à maintenir des secteurs publics importants, à maintenir des impôts élevés et à intervenir davantage dans leur économie, ce qui fait fuir les investissements et diminue l'emploi et la productivité, les privant ainsi d'incitations à rendre leur économie plus compétitive et à développer leurs ressources naturelles

- les provinces ne devraient pas recevoir de paiements de péréquation pendant des décennies, tout comme les individus ne devraient pas recevoir de chèques d'aide sociale tout au long de leur vie

Les partisans du parti :

- réduire le montant total des paiements de péréquation aux provinces et veiller à ce que seules les provinces ayant les besoins les plus importants en bénéficient
- créer une commission parlementaire chargée d'examiner et de formuler des recommandations sur une nouvelle formule qui évitera le piège de l'aide sociale et fournira aux provinces les plus pauvres les incitations appropriées pour adopter des politiques économiques favorables à la croissance et réduire leur dépendance à l'égard de l'argent fédéral
- veiller à ce que la nouvelle formule respecte notre Constitution, rende les gouvernements provinciaux plus responsables de leurs décisions politiques et soit équitable pour les citoyens de toutes les provinces.

Commerce interprovincial

Le parti déclare que :

- Plus d'un siècle et demi après la fondation du Canada, les Canadiens ne peuvent toujours pas acheter, vendre ou travailler librement dans leur propre pays. Afin de protéger des intérêts particuliers locaux, les gouvernements provinciaux ont adopté toutes sortes de mesures qui érigent des barrières au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre
- dans certains cas, il est plus facile pour une entreprise canadienne de vendre son produit dans un autre pays que dans une autre province ou un autre territoire. Cela entrave la concurrence et freine la croissance, tout en obligeant les consommateurs canadiens à payer plus cher pour les biens et les services. L'article 121 de la Constitution stipule que les marchandises doivent être "admissibles librement dans chacune des autres provinces". Toutefois, dans l'affaire Comeau de 2018, la Cour suprême a statué que les mesures ayant pour effet de limiter le commerce ne sont inconstitutionnelles que si l'on peut démontrer qu'il s'agit de leur "objectif principal". Ce niveau de preuve serait extrêmement difficile à établir dans la plupart des cas
- selon une étude récente de Statistique Canada, le niveau des échanges commerciaux au sein du Canada correspond à ce qui serait attendu si chaque province imposait un tarif de 7 % sur les "importations" de biens et de services en provenance d'autres provinces
- une étude de 2016 publiée dans la Revue canadienne d'économie a conclu que les barrières commerciales interprovinciales coûtent aux Canadiens environ 100 milliards de dollars en opportunités économiques perdues chaque année, ce qui équivaut à 7 500 dollars par ménage chaque année.

Les partisans du parti :

- la réaffirmation de l'autorité et du leadership du gouvernement fédéral en matière de commerce intérieur
- l'utilisation de l'article 91(2) de la Constitution, qui donne à Ottawa le pouvoir exclusif de réglementer les questions de commerce international et interprovincial, pour forcer les provinces à appliquer le principe de la reconnaissance mutuelle lorsqu'il est d'application
- nomination d'un ministre du commerce intérieur dont la seule responsabilité sera de mener des études, de sensibiliser l'opinion publique, de contrer l'influence des intérêts particuliers qui profitent des barrières interprovinciales et de faire pression sur les gouvernements provinciaux pour qu'ils s'en débarrassent

Relations internationales

Le parti déclare que :

- la priorité exclusive du gouvernement du Canada sur la scène internationale devrait être de gérer nos relations avec les autres pays afin de protéger et de promouvoir les intérêts des Canadiens
- cependant, il existe une tendance à diluer la souveraineté nationale et à favoriser une coordination accrue des politiques internationales ainsi que la redistribution des richesses des pays riches vers les pays pauvres sous la supervision des Nations Unies
- au cours des dernières années, le Canada a signé de nombreux traités de l'ONU, Au cours des dernières années, le Canada a signé de nombreux traités, accords et pactes des Nations unies sur des questions allant du réchauffement climatique aux migrations et au développement durable, qui nous lient à cet agenda mondialiste corrosif
- les Nations unies sont une organisation dysfonctionnelle où les pays non démocratiques, en raison de leur grand nombre, ont le plus d'influence
- les programmes d'aide existants découragent l'entreprise et l'innovation dans les pays les plus pauvres, créant un cycle de dépendance et aidant les gouvernements autoritaires à se maintenir au pouvoir

Les partisans du parti :

- promouvoir une politique étrangère de bon sens axée sur la sécurité et la prospérité des Canadiens, et non une approche idéologique qui compromet nos intérêts
- continuer à travailler en étroite collaboration avec nos alliés pour maintenir un ordre international pacifique, tout en évitant les conflits étrangers tels que la guerre en Ukraine, à

moins que nous ayons un intérêt stratégique impérieux à y participer

- donner la priorité aux relations avec notre principal partenaire commercial et de défense, les États-Unis, afin de garantir une prospérité et une sécurité continues
- se retirer de tous les engagements de l'ONU, y compris les Objectifs de développement durable, le Pacte mondial sur les migrations et l'Accord de Paris sur le changement climatique, qui menacent notre souveraineté, et réduire au minimum notre présence dans les institutions de l'ONU
- libéraliser les échanges avec le plus grand nombre de pays possible, tout en assurant notre sécurité et en protégeant notre économie de la menace d'investisseurs étrangers potentiellement hostiles
- économiser des milliards de dollars en supprimant progressivement l'aide au développement et en concentrant l'aide internationale canadienne exclusivement sur l'action humanitaire d'urgence dans des cas tels que les crises sanitaires, les conflits majeurs et les catastrophes naturelles.

Défense et affaires des anciens combattants

Le parti déclare que :

- Les gouvernements successifs ont privé nos forces armées de fonds, d'équipements et de soutien, et ont rompu la confiance avec ceux qui s'étaient engagés personnellement et de manière exceptionnelle à mettre leur vie et leur intégrité physique en danger dans l'intérêt de la nation
- l'épine dorsale de toute armée est le caractère des hommes et des femmes qui la servent. Le moyen le plus rapide de démoraliser et d'affaiblir l'armée d'un pays est de ne pas s'occuper des soldats blessés lorsqu'ils rentrent chez eux ou de ne pas subvenir aux besoins des familles de ceux qui ne sont pas rentrés. Jusqu'en 2006, les anciens combattants blessés ou invalides pendant leur service militaire recevaient une pension d'invalidité à vie non imposable en vertu de la loi sur les pensions, déterminée par l'évaluation de l'invalidité de l'ancien combattant, y compris des prestations de soutien et de survie pour les conjoints et les enfants à charge
- la nouvelle Charte des anciens combattants a remplacé ces pensions par un paiement forfaitaire unique pour l'invalidité qui est totalement inadéquat, laissant de nombreux anciens combattants blessés et invalides dans une situation financière désastreuse et créant deux classes d'anciens combattants
- le directeur parlementaire du budget a calculé que la pension à vie fournie à l'ancien combattant moyen des paiements à vie inférieurs à un tiers de ce qui aurait été fourni en vertu de la loi sur les pensions.

Les partisans du parti :

- reconnaître et respecter les sacrifices uniques de ceux qui servent et ont servi dans les forces armées canadiennes, en inscrivant dans la loi les obligations du pays envers nos vétérans dans un pacte militaire entre le gouvernement et ceux qui servent dans les forces armées
- rétablir la pension d'invalidité équitable telle qu'elle était prévue auparavant par la loi sur les pensions. La pension s'appliquera rétroactivement à 2006 et les paiements forfaitaires reçus depuis lors seront traités comme des paiements anticipés
- un examen ligne par ligne de la nouvelle Charte des anciens combattants (y compris la Loi sur la nouvelle Charte des anciens combattants améliorée de 2011), afin de déterminer quelles politiques et quels programmes devraient être conservés, de simplifier le système et de le rendre plus facile à naviguer
- la réaffirmation de la garantie législative de la norme du "bénéfice du doute" dans le cadre de la Loi sur les pensions.

Armes à feu

Le parti déclare que :

- l'utilisation d'armes à feu a toujours fait partie de la tradition et de la culture canadiennes. Aujourd'hui, plus de 2 millions de chasseurs, d'éleveurs, de trappeurs, d'agriculteurs, de tireurs sur cible, de tireurs récréatifs et de collectionneurs possèdent des armes à feu dans notre pays.
- Bien que ce groupe soit exceptionnellement respectueux des lois et constitue le segment le plus contrôlé de la population canadienne, la législation actuelle sur les armes à feu le cible injustement, ne respecte pas ses droits de propriété et est très arbitraire
- depuis 2019, le gouvernement actuel a mis en place des restrictions très agressives qui criminalisent les propriétaires d'armes à feu les plus responsables et les plus pacifiques. Les propriétaires d'armes à feu font actuellement l'objet de l'attaque la plus hostile contre leurs droits depuis plus d'une génération
- la loi sur les armes à feu continue de classer les armes à feu dans différentes catégories pour des raisons qui n'ont souvent rien à voir avec leur fonction. La loi sur les armes à feu continue de classer les armes à feu dans différentes catégories pour des raisons qui n'ont souvent rien à voir avec leur fonction. Ce qui est légal un jour peut devenir illégal le lendemain
- dans le cadre du système de licence de la loi, la possession d'armes à feu est devenue un privilège qui peut être révoqué ou modifié à tout moment. Les propriétaires légitimes d'armes à feu peuvent perdre leur propriété et même voir leur vie ruinée en étant accusés pénalement à cause de leur inaction (en ne tenant pas leurs papiers à jour par exemple) ou à cause des poteaux mobiles de la loi canadienne sur les armes à feu.

Le parti préconise -

- protéger la société contre l'utilisation criminelle des armes à feu et donner la priorité à la dissuasion et à la punition des criminels tout en fournissant un cadre juridique qui protège les droits de propriété des propriétaires d'armes à feu et les traite avec équité et respect
- remplacer la loi sur les armes à feu et la législation connexe par une nouvelle législation qui donnera la priorité à des mesures efficaces pour améliorer la sécurité publique et

lutter contre la criminalité au Canada

- remplacer le système de licence coûteux et contraignant par un système efficace de certification à vie pour les propriétaires d'armes à feu après une vérification obligatoire, Le remplacement du coûteux et fastidieux système de permis par un système efficace de certification à vie pour les propriétaires d'armes à feu après une vérification, une formation et des tests de sécurité obligatoires
- l'exigence que toutes les catégories d'armes à feu soient basées sur la fonction, et non sur l'apparence ou des caprices politiques arbitraires, et la suppression des restrictions qui ciblent injustement les tireurs sportifs, mais n'ont aucun effet dissuasif sur les criminels
- l'abrogation de la décision du cabinet du gouvernement de 2020 d'interdire 1500 types d'armes à feu
- l'abrogation de la loi C-71, abroger le projet de loi C-71, qui impose une série de nouvelles restrictions aux propriétaires d'armes à feu titulaires d'un permis et aux entreprises qui vendent des armes à feu, et le projet de loi C-21, qui gèle la vente et le transfert d'armes de poing et ajoute arbitrairement certains types de carabines et de fusils de chasse à la liste des armes à feu interdites.
- exiger que toutes les modifications futures de la réglementation sur les armes à feu soient effectuées uniquement par le Parlement, de sorte que ni la GRC ni les bureaucrates ne puissent reclasser les armes sans l'approbation du Parlement

Droit à l'autodéfense

Le parti déclare que :

- sous le gouvernement actuel, le Canada est devenu un endroit dramatiquement plus dangereux. Après avoir diminué pendant des décennies, la criminalité est en hausse et les Canadiens ne se sentent pas en sécurité, même chez eux. L'un des moyens de décourager la criminalité est de faire comprendre aux criminels qu'il existe des lois et des moyens d'application qui font qu'ils seront probablement attrapés et sévèrement punis. La crainte que leurs victimes se défendent en est une autre
- : tout système judiciaire fondé sur la morale et la raison autorise la légitime défense. Au Canada, ce droit est toutefois appliqué de manière incohérente en raison de la complexité et de l'imprécision de la loi. Au cours des dernières années, il est arrivé à plusieurs reprises que d'honnêtes citoyens qui s'étaient défendus contre des assaillants violents soient eux-mêmes inculpés et jugés parce qu'ils avaient utilisé une force qui n'avait pas été jugée "raisonnable dans les circonstances" et "proportionnelle à la menace perçue".
- le code pénal rend spécifiquement illégal le port et l'utilisation de dispositifs non létaux, tels que le gaz poivré, comme moyens de défense contre des agresseurs potentiels. Les femmes, en particulier, sont donc encore plus dépourvues de défense et susceptibles d'être victimes d'agressions et de violences sexuelles.
- L'article 34 du code pénal précise dans quelles circonstances les individus peuvent utiliser la force pour se défendre ou défendre d'autres personnes si la force est utilisée ou menacée contre eux ou d'autres personnes. L'article 35 reconnaît certaines circonstances dans lesquelles un individu est justifié d'utiliser la force physique contre une autre personne pour protéger ses biens contre l'intrusion, la prise, l'endommagement ou la destruction.
- Selon au moins un avocat expérimenté [voir les déclarations de politique générale des partis pour le nom], bien que le Code pénal ait été modifié en 2013 pour clarifier ces articles sur la légitime défense, la loi reste imprécise et a été appliquée de manière très inégale, principalement en fonction des opinions et des émotions individuelles de la police et des procureurs. Dans au moins une affaire récente au Manitoba, un juge a condamné un propriétaire à cinq ans de prison pour homicide involontaire dans la mort d'une personne qui était entrée chez lui au milieu de la nuit et l'avait attaqué avec un couteau. Le propriétaire s'est emparé de l'arme de l'agresseur et l'a poignardé. Le juge a estimé qu'il avait le droit de se protéger mais qu'il était allé au-delà de ce qui était nécessaire pour se défendre. Condamner une personne à des années de prison pour avoir évalué une menace perçue en se défendant alors qu'elle était dans un état de panique après avoir été violemment attaquée constitue clairement une violation du droit humain universel à la légitime défense et peut nuire à la santé mentale, à la vie de famille et aux moyens de subsistance du défenseur, Les victimes de vol sont généralement invitées à appeler la police et à éviter toute confrontation avec les agresseurs en attendant l'arrivée de la police, mais les postes de police sont souvent éloignés et il peut s'écouler beaucoup de temps avant que la police n'arrive sur les lieux d'un délit, en particulier dans les zones rurales
- .
- Les Canadiens devraient pouvoir se défendre en cas d'agression violente ou de vol dans leur propre maison, sans craindre d'être accusés au pénal.
- Tout le monde, et les femmes en particulier, devrait être autorisé à porter des moyens efficaces d'autodéfense contre les agresseurs et les voleurs.

Le parti préconise

- modifier l'article 34 du Code pénal pour clarifier et renforcer le droit à l'autodéfense, et augmenter la charge de la preuve nécessaire pour inculper et condamner les victimes qui ont utilisé la force pour se défendre contre un agresseur violent
- modifier l'article 35 du Code pénal pour inclure le concept de l'inviolabilité du domicile, connu sous le nom de "Castle Doctrine", qui permet aux victimes d'utiliser la force (jusqu'à et y compris la force mortelle) pour se défendre contre un intrus violent, à l'abri de toute poursuite judiciaire.
- modifier le code pénal afin de retirer le gaz poivré de la liste des armes interdites et d'en rendre la possession et le port légaux à des fins d'autodéfense.

Médicaments

Le parti affirme que : - la marijuana est une drogue d'introduction, elle altère le jugement et contribue aux accidents de la route
- les mères enceintes transmettent le THC (tétrahydrocannabinol) à leurs enfants à naître
- il éliminerait les "sites d'injection de drogue" et récriminaliserait la possession et la vente de marijuana à usage récréatif.

Points à méditer : Le bon gouvernement

Pensez à discuter des points suivants avec vos candidats locaux, vos représentants élus et les partis, ainsi qu'avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos collègues de travail et vos paroissiens :

Le rôle et l'objectif du gouvernement

Les catholiques ont des idées bien précises sur le but de la vie et, à partir de ce but, sur les rôles appropriés de la société civile, du gouvernement et des autres institutions sociales.

- Ces idées sont-elles partagées par la plupart des Canadiens ? Si ce n'est pas le cas, dans quelle mesure pouvons-nous ou devrions-nous partager nos idées avec d'autres Canadiens ?

- Y a-t-il des valeurs partagées par la plupart des Canadiens ? Dans l'affirmative, quelles sont-elles et comment influencent-elles le rôle du gouvernement et des autres institutions sociales ? Par exemple, qu'est-ce que nous nous devons les uns aux autres, et qu'est-ce que la réponse signifie pour le gouvernement, les organisations caritatives, les écoles, etc. -

Est-il possible de définir de manière significative ou responsable un rôle pour le gouvernement - et donc le programme d'un parti - sans se référer aux rôles

propres du gouvernement et des autres institutions sociales ? Les catholiques devraient-ils attendre des partis politiques qu'ils fassent part de leur point de vue sur le rôle et l'objectif du gouvernement dans le cadre de leur programme ?

- Le gouvernement du Canada a récemment publié un Cadre pour la qualité de vie (<https://www160.statcan.gc.ca/infosheet-infofiche-eng.htm>), et a demandé à ses ministres que "dans l'ensemble de notre travail, nous restons déterminés à faire en sorte que les politiques publiques soient éclairées et élaborées dans une optique intersectionnelle, notamment en appliquant des cadres tels que l'Analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) et les indicateurs de la qualité de vie dans la prise de décision". Dans quelle mesure le cadre de la qualité de vie est-il cohérent avec les principes et les valeurs de l'enseignement social catholique ?

Vérité, respect et bonne gouvernance

- Chacune des lettres de mandat utilisées pour donner des instructions à ses ministres au moment où le gouvernement actuel a pris ses fonctions explique que : "Les Canadiens attendent de nous que nous travaillions dur, que nous parlions vrai et que nous nous engagions à promouvoir leurs intérêts et leurs aspirations. Lorsque nous commettons des erreurs - comme nous le ferons tous - les Canadiens attendent de nous que nous les reconnaissons et, surtout, que nous en tirions les leçons. Cette norme a-t-elle été respectée par le gouvernement et par chacun des partis depuis les dernières élections ? Dans la mesure où ce n'est pas le cas, que peuvent ou doivent faire les Canadiens pour encourager leurs gouvernements à y parvenir ?

- C'est une pratique malheureuse et presque universelle pour nos partis politiques, lorsqu'ils élaborent leurs programmes et leurs déclarations politiques, de se concentrer au moins autant sur ce qui ne va pas chez les autres partis que sur ce qui va bien chez eux. Comment pouvons-nous, en tant que citoyens et électeurs, encourager les partis à chercher un terrain d'entente, à parler positivement les uns des autres et à exprimer leurs suggestions d'amélioration dans un esprit de respect et de collaboration ?

Réforme démocratique

- Le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements provinciaux collectent et distribuent des fonds aux partis politiques. Comment cet argent est-il réparti entre les partis ? Quels sont les arguments en faveur de cette pratique ? Existe-t-il des arguments qui s'y opposent ? Les récents scandales indiquent-ils, comme l'ont affirmé certains partis, que l'ensemble du système de financement politique devrait être revu ?

- Le Canada a longtemps débattu des avantages et des inconvénients du scrutin uninominal à un tour par rapport au scrutin proportionnel. Faut-il modifier le système actuel ? Si oui, comment ?

- Ces dernières années, plusieurs partis ont interdit à des membres par ailleurs en règle de se présenter, parce que les candidats avaient annoncé des positions incompatibles avec certains points du programme du parti. De telles pratiques sont-elles compatibles avec les principes démocratiques ? Dans l'affirmative, quand et dans quelles conditions ?

- Il arrive très souvent que les membres du parti et les candidats - en particulier les membres de base et les membres du personnel - soient de très bonnes personnes, qui sacrifient beaucoup pour contribuer à un monde meilleur. Et il semble trop rare que nous les remercions ou que nous ayons autre chose que des critiques à formuler. Que pouvons-nous faire, en tant qu'individus, pour remercier et soutenir ces personnes désintéressées ?

Partenariats public-privé

La coopération entre le gouvernement et les entreprises ou d'autres entités privées peut contribuer à la réalisation de grands projets communs. D'un autre côté, si elles ne sont pas surveillées, elles peuvent devenir des instruments d'abus.

- Dans quelle mesure les partenariats public-privé devraient-ils être autorisés, pour la recherche, le développement d'infrastructures ou d'autres objectifs ?

- Quel(s) type(s) d'entité(s) faut-il prendre en considération lorsqu'on envisage de tels partenariats ? Des sociétés locales ou étrangères ? Des organisations à but non lucratif ou caritatives ?

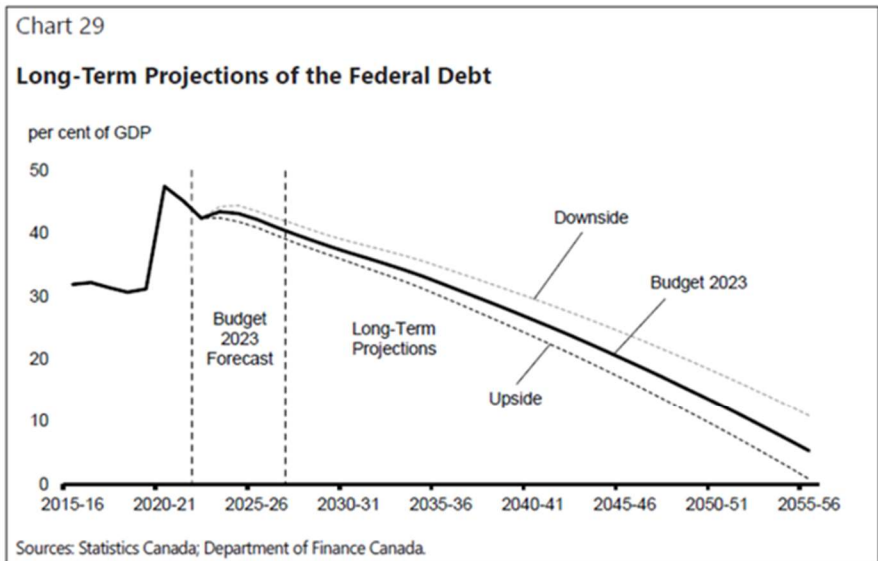
- Comment ces partenariats devraient-ils être contrôlés ou réglementés, afin de garantir le maintien de relations sans lien de dépendance et le respect des principes de subsidiarité ?

- Les universités publiques devraient-elles être autorisées ou encouragées à s'engager dans des entreprises à but lucratif, telles que la recherche et le développement de produits spécifiques ou d'objectifs commerciaux, ou encore les grandes manifestations sportives ? Dans l'affirmative, comment maintenir la fonction éducative primaire de ces établissements tout en respectant l'indépendance et l'importance des éducateurs ?

- Dans quelle mesure les gouvernements, les ONG ou les partenariats public-privé devraient-ils être autorisés ou encouragés à s'engager dans l'ingénierie sociale ou culturelle d'autres sociétés ou cultures ? Dans quelles circonstances, le cas échéant, l'aide devrait-elle être liée à des objectifs sociaux tels que le contrôle des naissances ou le contrôle idéologique ?

Responsabilité fiscale

Le graphique 29 à gauche ci-dessous, extrait du budget 2023-2024 du Canada, est une projection de la dette fédérale sur les trois prochaines décennies. Le tableau 2 à droite est tiré d'un rapport du directeur parlementaire du budget et projette la dette sur une période beaucoup plus courte. Les deux tableaux peuvent-ils être comparés de manière significative ? Dans l'affirmative, peut-on les réconcilier ? Quelles questions ou conclusions, le cas échéant, les Canadiens devraient-ils tirer de ces tableaux ?



Source: Canada Federal Budget 2023-2024

Table 2
Summary of the fiscal outlook, billions of dollars (unless otherwise stated)

Fiscal year	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Revenues	447.8	457.4	483.2	503.9	527.3	550.6	576.5
Program expenses	438.6	450.0	469.1	483.5	495.8	514.5	533.3
Public debt charges	35.0	46.7	52.1	52.9	56.5	59.5	62.0
Actuarial losses	9.6	7.6	2.8	3.1	0.1	0.9	-1.8
Expenses	483.1	504.2	524.0	539.5	552.5	575.0	593.4
Budgetary balance	-35.3	-46.8	-40.8	-35.5	-25.1	-24.4	-16.9
Federal debt	1,173.0	1,220.7	1,261.5	1,297.1	1,322.2	1,346.6	1,363.6
Budgetary balance, % of GDP	-1.3	-1.6	-1.4	-1.2	-0.8	-0.7	-0.5
Federal debt, % of GDP	41.7	42.4	42.5	42.0	41.2	40.3	39.2

Source:
Office of the Parliamentary Budget Officer.